Centre d'histoire et d'archives du travail

INVENTAIRE DES FONDS D'ARCHIVES PORTANT SUR LE SYNDICALISME QUÉBÉCOIS : 2015

Rachel Couture
Ph.D en histoire (UQAM et Université de Caen en Basse-Normandie)

Amélie Roy-Bergeron
candidate à la maîtrise en histoire (UQAM)

Octobre 2015

Avant-propos

L'Inventaire des fonds d'archives portant sur le syndicalisme québécois est un outil de travail pour les chercheurs s'intéressant au monde syndical. Il est le fruit du travail de deux chercheures: Rachel Couture, auteure de la première mouture de l'inventaire, parue sous forme d'annexe au Rapport de recherche pour l'étude du potentiel archivistique des organisations syndicales au Québec,[1] *en juillet 2013, et Amélie Roy-Bergeron, pour la révision, la mise à jour et la bonification de la première édition ainsi que l'ajout de la deuxième section.*

[1] Rachel COUTURE, *Rapport de recherche pour l'étude du potentiel archivistique des organisations syndicales au Québec*, Montréal, Centre d'histoire et d'archives du travail, 2013. [http://www.archivesdutravail.quebec/CHAT/PDF/CHAT_Rapport_RCouture.pdf]

TABLE DES MATIÈRES

Avant-propos i

Table des matières ii

Remerciements 1

Présentation de l'inventaire 2
1. Buts et objectifs 2
2. Fonctionnement 2
3. Méthodologie 3

SECTION I – CENTRES D'ARCHIVES, UNIVERSITÉS, MUSÉES 7
Archives-Lanaudière 7
Fonds Jacques Parizeau 7
Fonds CSN Conseil Central Lanaudière (Joliette) 9
Assemblée nationale du Québec– Archives 10
Fonds Denise Carrier-Perreault 10
Fonds Hélène Robert 12
Fonds Albert Khelfa 13
Fonds Guy Bisaillon 14
Bibliothèque et archives Canada – BAC 16
Canadian Union of Public Employees fonds 16
Communications and Electrical Workers of Canada fonds 20
International Union of Electrical, Radio and Machine Workers of America fonds 23
United Electrical, Radio and Machine Workers of Canada fonds 25
Communications Union Canada fonds 29
Canadian Paperworkers Union fonds 31
Fonds du ministère du Travail 32
Fonds Air Canada 33
Canadian Food and Allied Workers National Office fonds 35
Canadian Labour Congress 37
International Association of Machinists and Aerospace Workers fonds 44
Robert H. Haddow fonds 47
United Steelworkers of America fonds 49
International Molders and Allied Workers Union fonds 52
Madeleine Parent and R. Kent Rowley fonds 54
United Transportation Union fonds 56
Amalgamated Clothing and Textile Workers Union: Textile Division fonds 58
National Automobile, Aerospace and Agricultural Implement Workers Union of Canada 60
Canadian Brotherhood of Railway, Transport and General Workers fonds 63
Knights of Labour collection 65
Glendon F. Partridge fonds 67
Kalmen Kaplansky fonds 69
Richard J. Kerrigan fonds 73
John Jacob Spector fonds 74

Centre d'archives de la Côte Nord - BAnQ Sept-Iles 76
Fonds Syndicat des pêcheurs de Havre-Saint-Pierre 76
Centre d'archives de la Mauricie et Centre-du-Québec - BAnQ Trois-Rivières 77
Fonds Ministère du Travail 77
Centre d'archives de la région de Rivière-du-Loup 78
Fonds Syndicat de la fonction publique, local 5007 78
Fonds Régent Ouellet 80
Centre d'archives de la rÉgion de Thetford 82
Fonds Syndicat des travailleurs horaires de l'Amiante CSN Inc. 82
Fonds Conseil central des syndicats nationaux de Thetford Mines (CSN) 84
Fonds Fédération des syndicats des mines, de la métallurgie et des produits chimiques (CSN) 85
Fonds Syndicat des travailleuses et travailleurs de l'alimentation de la région de Thetford Mines (CSN) 86
Fonds Syndicat des employés salariés de la mine Carey (CSN) 88
Fonds Syndicat des employés de Ber-Vac Inc. de la région de Thetford Mines (CSN) 90
Fonds Syndicat national catholique des employés du commerce de Thetford Mines (CSN) 91
Fonds Syndicat des professeurs du Collège de la région de L'Amiante (CSN) 92
Fonds Syndicat national des travailleurs de la construction de Thetford Mines (CSN) 93
Fonds Syndicat national des travailleurs de l'amiante de Lake Asbestos Inc. (CSN) 94
Fonds Syndicat des travailleurs de la mine Nationale (CSN) 95
Fonds Syndicat national des travailleurs de l'amiante de la Flintkote Mines Ltd (CSN) 97
Fonds Syndicat national des services hospitaliers de Thetford Mines (CSN) 99
Fonds Syndicat national des employés de Kaiser Gilpin (CSN) 100
Fonds Syndicat des employés de Sanibec de la Commission scolaire régionale Black Lake - Disraëli (CSN) 101
Fonds Syndicat national de l'amiante d'Asbestos (CSN) 102
Fonds Syndicat national catholique des travailleurs de l'amiante de Bell Asbestos Mines Ltd (CSN) 103
Fonds Syndicat national du gant de Thetford Mines (CSN) 105
Fonds Syndicat national catholique du vêtement de Thetford Mines (CSN) 106
Fonds Syndicat national des contremaîtres dans l'amiante (CSN) 107
Fonds Syndicat catholique des employés de garage et du transport de Thetford Mines (CSN) 108
Fonds Syndicat des employés d'Aligro. Division Entrepôt (CSN) 109
Fonds Syndicat national des travailleurs de l'amiante de Johnson's Co. (CSN) 110
Fonds Lionel Dion 111
Fonds Syndicat des employés de confection East Broughton (CSN) 112
Fonds Syndicat des installations de «Les Industries Fournier Inc.» (CSN) 113
Fonds Syndicat des travailleuses et travailleurs de Nutech Inc. (CSN) 114
Fonds Syndicat des employés de l'Hôpital Ste-Marie de Thetford Mines (CSN) 115
Fonds Syndicat des salariés des produits Bellevue Inc. (CSN) 116
Fonds Syndicat national des camionneurs de la région de Thetford Mines (CSN) 118
Fonds Syndicat des employés de pharmacies et de centres d'escompte de la région de L'Amiante (CSN) 119
Fonds Association des employés de commerce et de services d'épargne et de crédit de la région de Thetford Mines (CSN) 120

Fonds Syndicat des travailleurs et travailleuses de la Ferme Olympique (CSN) 121
Fonds Syndicat national des employés de l'automobile de la région de Thetford Mines.....122
Fonds Syndicat des salariés en alimentation en gros de Thetford Mines (CSN).....124
Fonds Syndicat des employés(ées) de la Société mutuelle de Lotbinière et Mégantic (CSN) 125
Fonds Syndicat de l'enseignement de l'Amiante.....126
Fonds Syndicat des employés de la Laiterie Beaudoin (CSN) 128
Fonds Syndicat des travailleurs (euses) des Produits Régal Inc. (CSN).....129
Fonds Syndicat national des employés de «Les Industries Fournier» (CSN).....130
Fonds Syndicat national catholique des employés municipaux de Thetford Mines Inc. (CSN) 132
Fonds Syndicat national des employés de Gosselin et Fils Limitée (CSN).....133
Fonds Syndicat des employés de fonderie de la région de Thetford Mines (CSN).....134
Fonds Syndicat des employés d'imprimerie de la région de L'Amiante (CSN).....135
Fonds Syndicat national des employés de la cité de Thetford Mines (CSN).....136
Fonds Syndicat des professionnels du Collège de la région de L'Amiante (CSN).....137
Fonds Syndicat national des employés du Service social du comté de Mégantic (CSN).....138
Fonds Syndicat des travailleurs de l'industrie de l'aiguille de la région de Thetford Mines (CSN) 139
Fonds Syndicat des employés des Ateliers Blais de Thetford Mines Inc. (CSN).....140
Fonds Syndicat des bâtisseurs (CSN) 141
Fonds Syndicat des employés barbiers et coiffeurs du comté de Mégantic (CSN).....142
Fonds Association des institutrices laïques de Thetford Mines Inc.....143
Fonds Syndicat des employés de Campeau, Lafontaine et Duval Inc. (CSN).....144
Fonds Syndicat des employés de Polybec (CSN) 145
Fonds Syndicat des employés d'entretien d'édifices publics de la région de Thetford Mines 146
Fonds Syndicat des employés de S.Setlakwe Ltée (Magasin de Thetford Mines) (CSN)....147
Fonds Syndicat des employés de Lambton Manufacturing Ltée 148
Fonds Famille Joseph-Olivier Landry 149
Fonds André Laliberté 150
Fonds Comité des femmes d’appui aux mineurs 151
Collection Jeannette Giguère 152
Fonds Syndicat des salariés de Roto-SNA (CSD) 153
Fonds Syndicat national des travailleurs de l’amiante de United Asbestos Corp. Ltd. (CSN) 154
Fonds Cercle ouvrier de Thetford Inc.....155
Fonds Coopérative de solidarité de placement de travailleurs Frontenac.....156
Centre d'archives de l'Abitibi-Témiscamingue et Nord-du-Québec - BAnQ Rouyn-Noranda....157
Fonds Syndicat des travailleurs de l'enseignement du nord-ouest québécois.....157
Centre d'archives de Montréal - BAnQ Montréal 158
Fonds Syndicat des métallurgistes unis d'Amérique - district n° 5.....158
Fonds Pierre de Bellefeuille.....159
Fonds Centre de santé des femmes de Montréal.....161
Fonds Famille Prévost.....163
Fonds Bernard Rose.....164
Fonds Béatrice Clément.....165

Fonds Travailleurs canadiens de l'automobile, de l'aérospatiale et de l'outillage agricole, section Québec 166
Fonds Famille Clément-Arthur Dansereau 167
Fonds Jacques Léonard 168
Fonds Alliance des professeurs de Montréal 170
Fonds Simonne Monet et Michel Chartrand 172
Fonds journal Québec-Presse 175
Centre d'archives de l'Outaouais - BAnQ Gatineau 178
Fonds Paul Boucher 178
Fonds Colin Campbell Peterkin 179
Fonds Confédération des syndicaux nationaux. Conseil central de l'Outaouais 180
Fonds Mark Assad 181
Centre d'archives de Québec - BAnQ Québec 182
Fonds Alphonse Giguère 182
Fonds Léonce Pelletier 183
Fonds Syndicat de l'enseignement de la région de Québec 185
Fonds Nicole Blouin 191
Fonds Daniel Demers 193
Fonds Commission d'enquête sur l'exercice de la liberté syndicale dans l'industrie de la construction 194
Fonds Commission d'enquête sur le différend opposant Hydro-Québec, la section 957 et d'autres sections du Syndicat canadien de la fonction publique 196
Fonds Association professionnelle des inspecteurs d'écoles catholiques 198
Fonds Union protectrice des travailleurs de la chaussure 199
Fonds Fédération des travailleurs du papier et de la forêt 200
Conseil central des syndicats nationaux de Québec 202
Fonds La Centrale de l'enseignement du Québec 203
Centre d'archives du Bas-Saint-Laurent et de la Gaspésie - Iles de-la-Madeleine - BAnQ Rimouski 204
Fonds Syndicat de beurrerie de Saint-Fabien 204
Fonds Charles-Eugène Dionne 205
Centre d'archives du Saguenay-Lac-St-Jean (BAnQ Saguenay) 206
Fonds Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation 206
Centre d'histoire et d'archives du travail (CHAT) 208
Fonds Conseil conjoint de l'Union internationale des ouvriers du vêtement pour dames 208
Fonds des Caisses de Bien-être des industries de la mode du Québec UIOVD 210
Fonds Bureau conjoint de Montréal des Travailleurs amalgamés du vêtement d'Amérique (TAVA) 211
Fonds Bureau conjoint de Montréal des Travailleurs amalgamés du vêtement et du textile (TAVT) 213
Fonds Caisse d'assurance et de retraite des Travailleurs amalgamés du vêtement de la Province de Québec (CARTAV) 214
Fonds Bureau conjoint de Montréal du Syndicat du vêtement, textiles et autres industries (SVTI/UNITE) 215
Fonds Union typographique de Montréal, section locale 176 (Montreal Typographic Union) 216
Fonds Union typographique de Montréal, section locale 145 217

Fonds Loge Alberdeen 218
Fonds Colette Bernier 219
Centre de ressources pour l'Étude des Cantons-de-l'Est (CRCE-ETRC) 221
Eastern Townships Association of Teachers fonds 221
Collection Louis-Philippe Demers 222
Centre régional d'archives de l'Outaouais 223
Fonds John-Yelles 223
Cinémathèque Québécoise 224
Fonds François Dupuis 224
Fonds Harry Gulkin 225
Exporail, le Musée ferroviaire canadien – Centre d'archives de l'Association canadienne d'histoire ferroviaire 226
Fonds CAW-TCA- Local 100 226
Fonds Henri Cholette 228
Fonds Richard Randall 229
Georgia State University Library- Special Collections and Archives 230
International Association of Machinist and Aerospace Workers 230
National Federation of Federal Employees Records 231
United Furniture Workers of America Records 232
United Textile Workers of America Records 233
HEC Montréal - Service de la gestion des documents et des archives 234
Fonds du Syndicat des travailleurs de l'énergie et de la chimie, section locale 1667 F.T.Q. 234
Fonds de la Société populaire Tricofil 235
Hydro-Québec - Service à la clientèle et Gestion documentaire 236
Fonds Gatineau Power Company 236
Jewish Public Library Archives 239
Dan Daniels Fonds 239
Sylvia Gerson Fonds 240
Lea Roback Fonds 241
Workmen's Circle of Montreal Fonds 243
Musée canadien de l'histoire - Bibliothèque et archives 244
Fonds Musée canadien de la poste / Canadian Postal Museum 244
Fonds Laurence Nowry 246
Musée de l'histoire ouvrière 249
Musée de la civilisation - Centre de référence de l'Amérique française 250
Fonds du Séminaire de Québec 250
Musée de la Gaspésie- Centre d'archives 252
Fonds Émile Boudreau 252
Fonds Syndicat des pêcheurs de Rivière-au-Renard 254
Fonds colonie agricole et forestière de Grande-Vallée 255
Fonds Gaspé Copper Mines 256
Fonds Guy Lelièvre 259
Syndicat des pêcheurs de Cloridorme 261
Fonds Syndicat des pêcheurs de Ste-Thérèse 262
Penn State University- Historical Collections and Labor Archives Special Collections Library. 263

Graphic Communications International Union Records 263
United Steelworkers of America 264
United Mine Workers of America 266
Séminaire de Nicolet 267
Association des religieuses enseignantes du Québec (AREQ) 267
Séminaire de St-Hyacinthe - Centre d'archives S.S.H. Inc. 270
Fonds Mgr Arthur Douville 270
Fonds Comité paritaire des institutions religieuses 271
Fonds abbé Georges-Henri Cournoyer 272
Fonds Jean-Paul Racine 274
Séminaire St-Joseph de Trois-Rivières 275
Fonds de l'Association des employés (retraités) de la Canron 275
Service des Archives du Congrès juif canadien, Comité des charités 276
Fonds Albert Eaton 276
Société d'histoire et de généalogie de Val-d'Or 277
Fonds Léonce Morissette 277
Fonds Léo Théberge 278
Fonds Jean-Marie Chiasson 279
Société d'histoire d'Amos 280
Fonds Adrien Vachon 280
Société d'histoire de Drummond 281
Fonds Union des ouvriers du textile-coton de Drummondville 281
Fonds Syndicat l'Abondante 282
Société d'histoire de Joliette - De Lanaudière 283
Antonio Barrette 283
Société d'histoire de la Haute-Yamaska 284
Fonds Union des ouvriers-unis du caoutchouc, linoleum et plastique d'Amérique, local 630 = F.A.T., C.L.O., C.T.C. 284
Fonds Syndicat national des travailleurs du textile Montrose Worsted (CSN) = Association des employés de Montrose Worsted Mills Inc. 285
Fonds Conseil central des syndicats nationaux de Granby inc. 286
Fonds Syndicat catholique national du textile de Granby 287
Fonds Syndicat des employés de l'Esmond Mills, division de Dominion Textile = Syndicat catholique national du textile de Granby, section Esmond Mills. 288
Fonds Syndicat catholique et national des employés fabricant de gomme de Granby inc. 289
Fonds Syndicat national du caoutchouc de Granby 290
Société d'histoire de Sherbrooke 291
Fonds de la Paton Manufacturing Co. 291
Fonds Napoléon Jr. Rémillard 292
Fonds de l'Ingersoll-Rand 293
Fonds Henry Lyle Quilliams 295
Société d'histoire Domaine-du-roy 296
Corporation de transport adapté pour personnes handicapées Roberval métropolitain 296
Collection Village historique de Val-Jalbert 297
Société d'histoire du Lac-Saint-Jean 298
Fonds Syndicat national catholique des employés de la pulpe et du papier de Saint-Joseph-d'Alma 298

Syndicat Énergie électrique Québec 299
Société d'histoire et de généalogie des Hautes-Laurentides 300
Roland Massé 300
Denis Plante 301
Société d'histoire et de généalogie des Mille-Îles 302
Fonds TCA Québec - Section locale 1163 302
Fonds André Thériault 303
Société d'histoire et de généalogie Maria-Chapdelaine 304
Fonds Syndicat des employés du Centre hospitalier de Dolbeau 304
Fonds Syndicat national des employés de commerce de Dolbeau et de Mistassini 305
Fonds Syndicat forestier de St-Thomas-Didyme 306
Société d'histoire régionale de Chibougamau 307
Fonds Jean-Claude Simard. 307
Société historique Pierre-de-Saurel Inc. 308
Fonds Sorel Industries Limited: Reynolds Aluminium Company Canada Limited 308
Fonds Sorel Industries Limited : Q.I.T. Poudres métalliques du Québec 309
Fonds Robert-Lamonde. 310
Fonds Gustave-Gouin 311
Fonds Alphérie-Emond 312
Fonds Marine Industries Limited 313
Fonds Jean-René-Joyal 317
Fonds Georges-Henri-Cournoyer 318
Fonds Linda-Dufault 320
Fonds Roland-Gaudreau 321
Fonds Paul-Larue 322
Fonds Pierre-Émile-Bergeron 323
Fonds Joseph-Rivet 324
Fonds Eugène-Montigny 325
Fonds Tioxide 326
Fonds Luc-Lamoureux 327
Confédération des Syndicats Nationaux (CSN) [Conseil central de Sorel] 328
Fonds Louise-Pelletier-Laplante 331
Société historique du Saguenay 334
Fonds Philippe Bergeron 334
Fonds Syndicats locaux 335
Fonds Syndicat de l'Enseignement du Saguenay 336
Fonds syndicats des charpentiers et menuisiers de Chicoutimi 337
Université Concordia - Record Management and Archives 338
Fonds Herb Johnson 338
Université Cornell Library - Kheel Center for Labor-Management Documentation and Archives 340
International Fur and Leather Workers' Union 340
Joint Board, Fur, Leather & Machine Workers Union 342
Brotherhood of Railway, Airline, and Steamship Clerks, Freight Handlers, Express, and Station Employees 343
Hotel Employees and Restaurant Employees International Union (HERE) - General Office. Legal Files 344

Brotherhood of Locomotive Engineers 345
International Brotherhood of Pulp, Sulphite, and Paper Mill Workers 346
United Transportation Union (UTU) 347
Glass Bottle Blowers' Association Of The United States And Canada 348
Amalgamated Clothing Workers Of America 349
ILGWU 351
Université de Montréal - Division de la gestion des documents et des archives 354
Fonds de Comité chargé d'étudier les répercussions de la syndicalisation des professeurs sur la juridiction de l'Assemblée universitaire. 354
Fonds Syndicat national des employés de l'Université de Montréal 355
Fonds de l'Association des professeurs de l'Université de Montréal 356
Fonds Alliance des professeurs catholiques de Montréal 357
Fonds du Syndicat général des professeurs de l'Université de Montréal 358
Fonds du Syndicat des employés de l'Université de Montréal, section locale 1244 (SCFP) 359
Fonds du Front commun des associations étudiantes du campus de l'Université de Montréal 360
Fonds du Comité des professeurs de l'Université de Montréal. 361
Fonds des Métallurgistes unis d'Amérique (district 5) 362
Fonds du Syndicat des cadres de l'Université de Montréal 363
Syndicat des chargés et chargées de cours de l'Université de Montréal. 364
Fonds du Syndicat des employés d'entretien de l'Université de Montréal 365
Fonds Léo Roback 366
Fonds de l'Association des cadres des bibliothèques de l'Université de Montréal (ACBUM) 367
Université de Sherbrooke – Service des bibliothèques et archives 368
Fonds Syndicat des professeures et professeurs de l'Université de Sherbrooke (SPPUS) ... 368
Université du Maryland- Hornbake Library, Special Collections 369
Tobacco Workers International Union (TWIU) archives 369
Bakery, Confectionery and Tobacco Workers International Union archives 370
Archives of the Cigar Makers' International Union 371
Université du Québec à Montréal (UQAM)- Service des archives et de gestion des documents 374
Collection de groupes de gauche et de groupes populaires 374
Fonds d'archives Bernard Mergler 375
Fonds d'archives du Syndicat des professeurs de l'Université du Québec à Montréal 376
Fonds d'archives du Mouvement de libération du taxi 378
Fonds d'archives du Syndicat des chargés de cours de l'UQAM 379
Fonds d'archives de l'Union typographique Jacques-Cartier 380
Fonds d'archives du Regroupement Action-Montréal 381
Fonds d'archives du Regroupement des militants syndicaux 382
Fonds d'archives Henri Gagnon (militant politique et syndical) 383
Fonds d'archives Émile Boudreau (syndicaliste et militant politique) 384
Fonds d'archives Julien Major (syndicaliste) 386
Fonds d'archives du Syndicat des employé-e-s de l'UQAM 387
Fonds d'archives du Syndicat des journalistes de Montréal 389
Fonds d'archives de la Fédération provinciale du travail du Québec 390
Fonds d'archives de la Fédération des unions industrielles du Québec 392
Fonds d'archives des Travailleurs unis de l'automobile, section locale 698 393

Fonds d'archives de la Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec (FTQ).....395
Fonds d'archives du Conseil des métiers et du travail de Montréal 396
Fonds d'archives du Syndicat des employés d'hôpitaux de Montréal 397
Fonds d'archives Jean-Paul Lefebvre (syndicaliste, journaliste et député) 398
Fonds d'archives Édouard Larose (syndicaliste) 400
Fonds d'archives Yvette-B. Rousseau (syndicaliste, féministe et sénatrice).....401
Fonds d'archives Philippe Vaillancourt (syndicaliste et militant politique).....402
Fonds d'archives de la Commission consultative sur le travail et la révision du code du travail 403
Fonds d'archives de l'Union internationale des ouvriers barbiers d'Amérique, section locale 455.....404
Fonds d'archives de la Ligue auxiliaire de l'Association internationale des machinistes (vice-présidence canadienne) 405
Fonds d'archives Jacques-Victor Morin (militant syndical et formateur).....406
Fonds d'archives Jacques Dofny (sociologue, professeur et militant politique) 407
Fonds d'archives Evelyn Dumas (journaliste et auteure) 408
Fonds d'archives de l'Association des employés non syndiqués de l'UQAM.....409
Université du Québec à Rimouski (UQAR) - Service de la bibliothèque.....410
Fonds François Xavier Legaré 410
Fonds du Conseil central des syndicats nationaux du Bas-St-Laurent 410
Fonds du Syndicat national de l'industrie du bois de Price 411
Université du Québec à Trois-Rivières (UQTR) - Service des archives et des collections 412
Fonds Conseil central de la Confédération des Syndicats nationaux (CSN de Trois-Rivières) 412
Fonds du syndicat des professeurs de l'UQTR (1969-1996).....413
Fonds du syndicat des employés de soutien de l'UQTR (1981-1996) 413
Université Laval (AFEUL et DAUL) - Division des archives.....414
Fonds Syndicat des chargées et chargés de cours de l'Université Laval (SCCCUL) 414
Fonds Gérard Dion.....415
Fonds Rodrigue Leclerc 417
Fonds Georges-Henri Lévesque.....419
Fonds Syndicat du personnel professionnel de l'Université Laval (SPéPUL).....421
Fonds Syndicat des professeurs et professeures de l'Université Laval (SPUL).....422
Fonds Alfred Charpentier 424
Fonds Jules-Georges Côté.....426
Fonds Syndicat national catholique des employés de maisons d'éducation de Québec, inc (SNCEMÉQ).....427
Fonds Syndicat de l'industrie de la boulangerie de Québec inc.....430
Fonds Maurice Dussault 431
Fonds Wilfrid Brousseau 433
Fonds Syndicat des professionnels et des cadres de l'Université Laval, Inc (SPCUL) 435
Fonds Paul-Henri Lamarre.....436
Fonds Jacques Guay.....438
Fonds Corporation des instituteurs et institutrices catholiques de la province de Québec (CIC) 441
Fonds Jean-Louis Gagnon.....443
Fonds Syndicat des employés de l'Université Laval (SEUL) 445

Université McGill - Service des archives 447
McGill Association of University Teachers, 1942-1973 447
McGill University non-academic Staff Association, 1973- 448
National Union of McGill Office Technical and Library Employees, 1975 449
Maxwell Cohen, 1910- 450
Montreal Orchestra 451
Université Temple de Philadelphie - Special Collections Research Center 452
Upholsterers International Union of North America 452
Ville de Gatineau - Section de la gestion des documents et des archives 453
Syndicat des employés municipaux de Deschênes 453
Syndicat des employés municipaux de Deschênes 454
Fonds du Comité de relations de travail 455
Fonds du Syndicat des cols blancs de Gatineau 456
Fonds de l'Association des employés-cadres de la Ville de Gatineau 457
Fonds de l'Association des employées et employés de bureau de la Ville d'Aylmer inc. 458
Fonds Roland-Campeau 459
Ville de Montréal - Archives 461
Fonds Comité paritaire des fonctionnaires municipaux 461
Fonds Communauté urbaine de Montréal – Gestion des ressources humaines 462
Wayne State University - Walter P Reuther Library 463
UAW Canadian Regional Office (Region 7) 463
American Federation of Teachers (AFT) 465
Brotherhood of Maintenance of Way Employes Records 466
Wisconsin Historical Society - Archives Division 467
Distillery, Wine and Allied Workers' International Union Records 467

AUTRES INSTITUTIONS (ARCHIVES INDIRECTES) 468
Centre d'archives de Laval 468
Ècomusée du fier monde 468
Monastère des Ursulines de Québec 468
Moulin À laine d'Ulverton 468
Musée des beaux-arts du Canada- Bibliothèque et archives 468
Musée du Bas-Saint-Laurent 468
Musée McCord 469
Musée Pierre-Boucher 469
Musée régional de Kamouraska 469
Musée régional de la Côte-Nord 469
Musée régional de Rimouski 469
Société d'histoire de Cowansville 469

SECTION II – CENTRALES, FÉDÉRATIONS ET SYNDICATS.....470
Confédération des syndicats nationaux (CSN).....470
Instances et administration.....470
Services confédéraux 470
Comités confédéraux 471
Conseils centraux 471
Fédérations.....472
Syndicats 472
Centrale des syndicats du québec (CSQ) 475
Congrès du travail du Canada (CTC-CLC).....476
Fédération des travailleurs et travailleuses du québec (FTQ) 477
Fonds Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec 477
Association internationale des machinistes et des travailleurs et travailleuses de l'aérospatiale (AIMTA) – Section locale 712 479
Association internationale des débardeurs (AID) - Syndicat des débardeurs de Montréal – SCFP Section locale 375 479
Syndicat des travailleurs et travailleuses des postes (STTP) 480
Syndicat des travailleurs et travailleuses des postes – Section locale Montréal (STTP-MTL) ...481
Fédération interprofessionnelle de la santé (FIQ).....482
Fonds de la Fédération des infirmières et infirmiers unis (FIIU) 482
Fonds de la Fédération québécoise des infirmières et des infirmiers (FQII).....482
Fonds de la Fédération des syndicats professionnels d'infirmières et d'infirmiers du Québec (FSPIIQ).....482
Fonds des infirmières auxiliaires au Québec (APIAQ et AFIAQ) 482
Fonds de l'Association des inhalothérapeutes du Québec.....482
Fonds de la Fédération interprofessionnelle de la santé du Québec (FIQ) 482
Fédération autonome de l'enseignement (FAE).....483
Alliance des professeures et des professeurs de Montréal (APPM).....483
Alliance de la fonction publique du Canada (AFPC-PSAC) 484
Fraternité des policiers et policières de Montréal (FPPM) 486
Syndicat de la fonction publique et parapublique du Québec (SFPQ).....486
Syndicat des professionnelles et professionnels du gouvernement du Québec (SPGQ).....486

Remerciements

Cet inventaire n'aurait jamais vu le jour sans le travail incroyable de Rachel Couture, qui est la première auteure de cet inventaire des fonds d'archives traitant du syndicalisme, alors qu'il ne s'agissait que d'une annexe au Rapport du potentiel archivistique des organisations syndicales, en 2013. Ce fut un réel plaisir de reprendre le flambeau de ce projet et sa collaboration pour la suite des choses a permis le succès de cette présente édition.

Il va sans dire que les membres du Centre d'histoire et d'archives du travail y ont tous mis du leur, au meilleur de leur capacité. Un merci spécial à Jacques Desmarais pour sa présence et son dévouement à répondre à mes innombrables questions, à André Leclerc, Mona-Josée Gagnon, Marc Comby et Jacques Rouillard pour leur aide ponctuelle et leur réponse aux innombrables dilemmes qui ont jalonné cette rédaction.

La section concernant les fonds d'archives conservés dans les organisations syndicales repose entièrement sur la collaboration des centrales, des fédérations et des syndicats. Je tiens à souligner leur ouverture à la question de la gestion des archives et à leur diffusion. De même, je les remercie pour le partage des informations archivistiques à l'égard du CHAT.

Aussi, une pensée pour le syndicat des Métallos de Montréal qui nous accueille dans leur bureau de l'avenue de La Salle et nous fournit téléphone, internet et soutien technique sous toutes ses formes.

Enfin, je tiens à remercier le Fonds étudiant Solidarité Travail du Québec (FESTQ) pour son soutien financier sans lequel je n'aurais pu participer à ce projet remarquable.

Présentation de l'inventaire

1. Buts et objectifs

La nécessité de créer cet inventaire est née de la constatation que les archives traitant du syndicalisme sont d'une ampleur insoupçonnée et très éparses. Si des ouvrages retraçant les divers fonds d'archives ont été publiés dans les années 1980 – nous pensons par exemple au Guide des archives des unions internationales à Montréal, par Cardin et Rouillard2–, une publication générale et actualisée sur les archives restait à faire. Il s'agissait de centraliser au sein d'une même publication l'ensemble des ressources archivistiques traitant du syndicalisme afin de faciliter la recherche des travailleurs, étudiants, professeurs qui s'intéressent à ce domaine.

Cet inventaire, d'abord un document de référence et un outil de travail pour les chercheurs, est une porte d'entrée sur les archives syndicales du Québec. En listant tous les fonds qui traitent du syndicalisme, il offre une vue d'ensemble sur les ressources disponibles. Le chercheur est à même de constater la diversité et l'incroyable quantité d'archives qu'il lui est possible de consulter.

Un des objectifs du Centre d'histoire et d'archives du travail était aussi de mettre en contact les chercheurs avec des archives méconnues ou plus difficiles d'accès. Par exemple, les centres d'archives régionaux, où sont conservés nombre de fonds de syndicats aujourd'hui disparus sont souvent oubliés dans la consultation d'archives. Dans le même ordre d'idée, certaines séries des fonds des syndicats nord-américains sont conservées dans des centres d'archives étatsuniens.

Enfin, si cet inventaire montre l'ampleur et l'étendue des archives en matière de syndicalisme, il met aussi en lumière l'immense travail encore à accomplir en ce qui concerne la valorisation, le traitement, la conservation et l'accessibilité aux archives, spécialement dans les organisations syndicales que sont les centrales, fédérations et syndicats.

2. Fonctionnement

L'inventaire des fonds d'archives portant sur le syndicalisme s'articule en deux grandes sections : les centres d'archives régionaux, nationaux, universitaires, les sociétés historiques et les musées; et les centres de documentation des organisations syndicales – centrales, fédérations et syndicats.

Dans la première partie, les fonds d'archives sont présentés en fonction des centres où ils sont conservés, ces derniers étant classés en ordre alphabétique[3]. À chacun des fonds est associée une notice informative dont les données ont été recueillies auprès des centres d'archives eux-mêmes. Il est alors possible pour le chercheur d'évaluer le contenu et la pertinence du fonds en question pour ses recherches, et éventuellement de contacter le centre en question pour davantage d'informations ou pour organiser une session de consultation.

Dans la deuxième partie, les notices sont plus brèves : les organisations syndicales n'ont pas toutes des informations précises sur l'ensemble de leurs archives. Bien souvent, il s'agit d'une brève fiche indiquant globalement ce que le syndicat conserve.

---

[2] Jean-François CARDIN et Jacques ROUILLARD, *Guide des archives des unions internationales à Montréal*, Montréal, Université de Montreal, Département d'histoire, 1987.

[3] Se référer à la table des matières pour une liste détaillée des centres d'archives et des fonds.

Enfin, le format de l'inventaire favorise la recherche par mots-clés à même le document, permettant aux chercheurs de circonscrire rapidement le nombre d'occurrences du thème choisi. Malheureusement, il n'y a pas de classement thématique, ce qui force ces derniers à bien définir leurs termes de recherche.

3. Méthodologie

Puisque la première mouture de cet inventaire relève du travail accompli par Rachel Couture dans le cadre de son Rapport sur le potentiel archivistique des syndicats, voici la méthodologie employée à ce moment (2013) pour mettre en place son inventaire, qui est l'essentiel de la première section de celui-ci :

> Dans un premier temps, l'inventaire des fonds d'archives syndicales est réalisé à l'aide de moteurs de recherche et de sites internet des institutions québécoises et canadiennes conservant des archives. Ont été ainsi mobilisées les ressources documentaires de BAnQ, de Bibliothèque et Archives Canada (BAC), des services d'archives universitaires québécois, des sociétés historiques agréées[4] et des musées québécois dont la thématique pouvait recouvrir l'objet de recherche. Le Réseau de diffusion des archives du Québec (RDAQ) est d'ailleurs le premier instrument de recherche employé. Son site internet s'avère incontournable pour toute recherche archivistique au Québec en raison de la centralisation des références aux fonds d'autres services d'archives québécois[5]. Parfois, la prise de contact directe avec les responsables de certaines organisations a aussi été tentée pour plus de précisions sur les fonds détenus.
>
> Dans un deuxième temps, la recherche des gisements documentaires portant sur les syndicats québécois s'étend aux syndicats internationaux ayant des sections locales au Québec. Pour ce faire, l'emploi du Guide des archives des Unions internationales à Montréal s'avère indispensable[6]. Ce guide permet en effet d'identifier les archives de plusieurs syndicats et sections locales québécoises dans les ressources canadiennes et américaines. Par commodité, il n'a toutefois pas été rendu compte de la part de ces organisations syndicales conservant encore leurs archives en leur sein, pratique notamment mise au jour par l'enquête précédente (voir sect. 2).
>
> De ces recherches, seuls les fonds ou séries d'archives portant directement sur les syndicats ou les syndicalistes québécois sont retenus. Ainsi, cet inventaire retranche les institutions ne gardant que quelques documents textuels ou photographiques puisqu'ils ne constituent pas de fonds ou de séries d'archives proprement dits. Certaines sous-séries jugées intéressantes ont néanmoins été incluses au répertoire, en plus de signaler à la rubrique « Autres institutions » certains établissements dignes de mention conservant des archives qui portent indirectement sur les syndicats. Pour le reste, l'organisation des fonds d'archives

---

[4] Deux listes de services d'archives ont été employées et conciliées pour mener à bien les recherches :
1- Les services d'archives agréés de BAnQ (http://www.banq.qc.ca/services/archivistique_ged/partenaires/services/)
2- Celle des sociétés d'histoire et d'archives du Québec (http://grandquebec.com/archives-societes-histoire/).

[5] Site web de la RDAQ : http://rdaq.banq.qc.ca/accueil/

[6] J.-F. CARDIN et J. ROUILLARD, *Guide des archives des unions internationales à Montréal…, op. cit.*

des syndicats s'appuie sur un classement par ordre alphabétique des établissements de conservation. Il faut noter que la description des archives provient des services respectifs. Les notices des fonds et des séries d'archives sont donc reproduites intégralement, hormis certains élagages d'informations secondaires lorsqu'elles sont trop longues et la mise en forme en tableaux pour plus d'homogénéité.

Analyse et description

Au total, 68 établissements conservent peu ou prou des archives syndicales. Parmi eux, 12 ne détiennent pas d'archives syndicales constituées en fonds ou en séries, ce pour quoi ils ont été signalés à part. Reste donc 56 organisations qui se partagent plus de 300 fonds et séries d'archives portant directement sur des syndicats ou des syndicalistes québécois.

Le nombre de centres d'archives apparaît certes important. Or, il faut relativiser ce chiffre suivant la quantité de fonds et de séries d'archives conservés par chacun d'eux. En moyenne donc, chacun de ces établissements garde 5,7 fonds ou séries d'archives sur le syndicalisme. En réalité cependant, certains centres ne conservent qu'un seul fonds d'archives syndicales alors que d'autres en détiennent un large éventail. C'est notamment le cas du Centre d'archives de la région de Thetford et du Service des archives et de gestion des documents (SAGD) de l'UQAM qui remportent la palme. Pour le premier, on dénombre pas moins de 58 fonds portant sur des syndicats ou des syndicalistes et 30, pour le second. Pourtant, la grande majorité des services d'archives ne détient qu'un ou deux fonds d'archives syndicales, voire trois. Trente-trois établissements se trouvent dans cette situation. Ce constat souligne alors l'éparpillement des archives des organisations syndicales en de nombreux centres, tant sur le territoire du Québec qu'à l'étranger.

De plus, les fonds d'archives syndicales conservés touchent pour la grande part à des thématiques régionales des services d'archives. À titre d'exemple, le Centre d'archives de la région de Thetford consigne les archives des syndicats régionaux et, par conséquent, celles portant sur les syndicats du secteur minier se taillent la part du lion. Les archives de personnalités locales marquantes du monde syndical sont également gardées. Bref, la conservation cible les syndicats et les syndicalistes de la région. Les centres d'archives ayant cette orientation locale sont habituellement dénommés suivant le territoire desservi. Près de la moitié organisations répertoriées représentent ce cas de figure.

La vocation d'autres services d'archives est résolument plus thématique. La *Cinémathèque québécoise* ou la *Jewish Public Library Archives* illustrent cette orientation. On y trouve ainsi des fonds d'archives syndicales par ricochet de l'objet de conservation de l'organisation qui porte sur une activité ou un groupe particulier.

Tandis que la dimension institutionnelle des archives conservées se remarque pour plusieurs organisations. Celles-ci gardent en effet les archives de leur institution d'attache, dont celles qui ont trait aux syndicats. Par exemple, les

> services d'archives universitaires conservent les archives des syndicats de professeurs et d'autres employés de l'établissement d'enseignement; les centres d'archives municipaux et des séminaires se concentrent sur celles des associations ou des syndicats d'employés. Certes, cette vocation institutionnelle n'interdit pas la collection de fonds d'archives complémentaires. Les collections de ces organisations ne se limitent pas toujours aux fonds d'archives institutionnelles et s'attachent parfois à intégrer certains fonds d'archives privées selon leur orientation respective.
>
> Enfin, certaines organisations se donnent la mission de conserver le patrimoine général d'une société ou d'une nation. Les bibliothèques nationales, tant québécoise que canadienne, en témoignent. Si les archives syndicales s'y trouvent en bon nombre à BAnQ et au BAC, il ne s'agit pas d'une spécialité de ces centres d'archives, tant s'en faut.
>
> De nombreux fonds d'archives syndicales québécoises se repèrent donc. Or, ceux-ci sont pour la plupart éparpillés entre diverses organisations et s'avèrent ainsi difficilement consultables dans leur ensemble. On les trouve d'est en ouest de la province et du pays, et même jusque dans les centres d'archives étatsuniens. Si les archives syndicales sont bien représentées dans les fonds de certains centres d'archives québécois, comme au SAGD de l'UQAM pour qui elles composent près d'un cinquième de leurs fonds privés, ces organisations ne revêtent jamais la forme d'un centre de recherche et de documentation spécialisé sur le syndicalisme et le monde du travail québécois. De fait, la mission habituellement régionale, thématique, institutionnelle ou générale de ces organisations détentrices d'archives n'a pas donné lieu à la centralisation des archives syndicales au Québec. Ce constat souligne la lacune bien gênante d'un centre d'étude et d'archives spécialisé sur le sujet, contrairement à ce qui se passe ailleurs dans le monde.[7]

À l'été 2015, une mise à jour des données de la première mouture a été effectuée par Amélie Roy-Bergeron. En plus d'une vérification des notices pour s'assurer que les informations étaient toujours exactes, plusieurs nouveaux fonds ont été ajoutés de même que quelques centres d'archives et sociétés historiques.

De plus, la deuxième section a été ajoutée en entier. Nous avons contacté d'abord les centrales – Confédération des syndicats nationaux (CSN), Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec (FTQ), Centrale des syndicats démocratiques (CSD), Centrale des syndicats du Québec (CSQ), Congrès du travail du Canada (CTC) – puis les fédérations et les syndicats membres de ces centrales, les fédérations indépendantes ainsi que certains syndicats professionnels[8].

Les critères d'inclusion des syndicats, fédérations et centrales dans l'inventaire relevaient principalement du traitement de leurs archives. En effet, il a été établi que bien que la plupart des

---

[7] R. COUTURE, *Rapport de recherche pour l'étude du potentiel archivistique des organisations syndicales au Québec...*, *op. cit.*, p. 29‑ 32.

[8] Pour consulter la liste complète des organismes syndicaux retenus, vous pouvez consulter la table des matières.

organisations syndicales possèdent des archives, nous n'allions retenir que celles dont les documents sont traités ou organisés et sont consultables.[9]

La sélection des organisations syndicales a été effectuée de la façon suivante : si la documentation était accessible, nous avons validé les autorisations auprès des responsables et avons inclus le centre de documentation dans l'inventaire. Chaque centre de documentation conserve des fonds différents selon son degré d'intégration : la CSN conserve des fonds pour chacune de ses fédérations, le centre de documentation de la FTQ conserve son fonds institutionnel et ses syndicats affiliés font de même pour leurs archives. Enfin, quelques syndicats, notamment les policiers, les professeurs (FAE), les fonctionnaires canadiens (AFPC) et québécois (SPGQ et SFPQ) ont été inclus dans l'inventaire en raison du traitement de leurs archives.

Enfin, le monde des archives est, en soi, en constante évolution : de nouveaux documents sont traités, de nouveaux fonds sont créés et de nouveaux centres d'archives ouvrent leurs portes périodiquement. Un inventaire comme celui-ci consiste en un instantané de la situation à un moment précis. Il n'est ni définitif ni exhaustif. Le travail se poursuit et des mises à jour seront toujours nécessaires.

[9] La grande majorité des organisations syndicales possèdent des archives qui peuvent être consultées même si elles ne sont pas traitées, ce qui rend le travail plus laborieux. Les chercheurs doivent entrer en contact directement avec ces organismes pour faire des demandes.

SECTION I – CENTRES D'ARCHIVES, UNIVERSITÉS, MUSÉES

ARCHIVES-LANAUDIERE
http://www.archives-lanaudiere.com/

Fonds Jacques Parizeau
Sous-sous-série : Milieu syndical
Dates : 1989-1994
Genre de documents : 13 m de documents textuels.
Portée et contenu : Le fonds témoigne des différentes activités politiques auxquelles a participé Jacques Parizeau en tant que député de L'Assomption. Le fonds contient différents dossiers relatifs aux activités politiques, culturelles, sociales et économiques sur lesquelles Jacques Parizeau s'est penché durant son mandat. La sous-sous-série Milieu syndical est divisée en trois dossiers : 1. Syndicats 2. Correspondance 3. Convention collective [les conventions collectives du Journal de Montréal]
Cote assignée par le centre d'archives : P30/B1/7/16
Histoire administrative / notice biographique : Jacques Parizeau naît à Montréal le 9 août 1930. Il est le fils de Gérard Parizeau et de Germaine Biron. Il fait ses études classiques au Collège St-Stanislas avant de faire des études universitaires d'abord à l'École des hautes études commerciales à Montréal puis à l'Institut d'études politiques et à la faculté de droit de Paris ainsi qu'à la London School of Economics en Angleterre. Il reçoit de ce dernier établissement son doctorat en sciences politiques. De 1955-1976, il enseigne à l'École des hautes études commerciales et est directeur de l'Institut d'économie appliquée de 1973 à 1975. Conseiller économique et financier du premier ministre et du conseil des ministres entre 1961 et 1969, il sert aussi comme consultant auprès de divers ministères au Québec. En tant que fonctionnaire et intellectuel reconnu, il laisse sa marque dans l'histoire de l'administration étatique du Québec en participant au cours de ces années aux conseils d'administration d'organismes parapublics tels que la Société générale de financement, la Caisse de dépôt et placement, la Société d'exploitation minière et la Régie de l'assurance-dépôts. Entre 1970 et 1973, il est président du Conseil exécutif du Parti québécois. Défait comme candidat du Parti québécois dans Ahuntsic en 1970 et dans Crémazie en 1973, il est élu député dans L'Assomption en 1976 où il est réélu en 1981. De 1976 à 1984, il fait partie du cabinet du Premier ministre René Lévesque et agit comme ministre du Revenu. Parallèlement à cela, il occupe le poste de président du Conseil du trésor entre 1976 et 1981 ainsi que celui de ministre des Finances du 26 novembre 1976 au 22 novembre 1984, de ministre des Institutions financières et coopératives du 30 avril 1981 au 9 septembre 1982. Il fut aussi membre du Comité des priorités et président du Comité ministériel permanent du développement économique.

Il démissionne du cabinet le 22 novembre 1984 et comme député le 27 novembre 1984 pour retourner à l'enseignement à l'École des hautes études commerciales jusqu'en 1989. Outre ses fonctions professorales, il occupa la présidence de la Commission d'étude sur les municipalités créée par l'Union des municipalités du Québec en 1985 et 1986.

Il effectua un retour en politique et fut élu chef du Parti québécois le 18 mars 1988 puis comme député du Parti québécois dans L'Assomption en 1989 puis 1994. Il occupa le poste de Chef de l'Opposition officielle du 28 novembre 1989 au 24 juillet 1994. Il fut nommé à la présidence nationale du Comité du NON durant la campagne référendaire de 1992. Lors des élections provinciales de 1994, il devient Premier ministre du Québec ainsi que président du Conseil exécutif du 26 septembre 1994 au 29 janvier 1996 et Ministre de la Culture et des Communications du 31 janvier au 3 août 1995. Après la défaite référendaire du comité du Oui, il annonça son intention de démissionner comme député et premier ministre le 31 octobre 1995. Cette démission sera officielle le 29 janvier 1996.

Dans le domaine journalistique, il fut directeur de la revue l'Actualité économique de 1955 à 1961, chroniqueur de l'hebdomadaire Québec-Presse de 1969 à 1974, puis président du conseil d'administration et éditorialiste du journal le Jour en 1974 et 1975. Il collabora également à plusieurs revues et ouvrages dans le domaine économique. Il a notamment publié Pour un Québec souverain (1997), Le Québec et la mondialisation ainsi que Une bouteille à la mer ? (1998)

Il reçoit le prix Louis-Joseph-Papineau remis par le Rassemblement pour un pays souverain lors du Souper des patriotes le 22 mai 2006. Le 19 juin 2008, il est élevé au rang de grand officier de l'Ordre national du Québec pour sa contribution exceptionnelle à la vie québécoise. Marié à Alice Poznanska, femme de lettres d'origine polonaise décédée en 1990, il se remarie avec Lisette Lapointe, députée élue dans la circonscription de Crémazie aux élections provinciales de 2007 et 2008. Arrière-petit-fils de Damase Parizeau, député conservateur dans Montréal no 3 en 1892; il fut défait en 1897.

Source principale d'information: Site web de l'Assemblée nationale du Québec.

Historique de la conservation :
Le fonds a été remis au Centre régional d'archives de Lanaudière en 1994

Numéro d'identification du fonds ou de la collection assigné par l'établissement : P30

URL fonds : Lien

Nom du centre d'archives : Archives-Lanaudière

Notes :
Pour en savoir davantage sur le contenu du fonds, une recherche par mots-clés sur le site du centre d’archives est possible. Le plan de classification du fonds P30 est aussi disponible au CHAT ou en contactant l’archiviste de Archives-Lanaudières.

Fonds CSN Conseil Central Lanaudière (Joliette)
Dates : 1962-2004 ; surtout 1985-1998
Genre de documents : 6,90 m de documents textuels. - 8 documents filmiques. – 17 documents sonores.
Portée et contenu : Le fonds porte principalement sur les activités, l'administration et les congrès de la CSN-Conseilcentral de Lanaudière. Il contient des procès-verbaux de congrès (de façon intermittente entre 1962 et 1998), du comité exécutif (1980-2001), du comité administratif (1998-2001), du conseil syndical (1986-1998) et d'assemblées générales (1977-2001). Le fonds comprend aussi des documents financiers (états des revenus et dépenses, budget, conciliations bancaires, cotisations mensuelles, rapport de trésorerie, etc.), les statuts et règlements, des planifications de travail, des griefs et correspondance d'employés, des sentences arbitrales, des statistiques régionales, des conventions collectives locales et les négociations dans le secteur public de 1986. Le fonds contient finalement des cassettes audio de manifestations et de congrès ainsi que des vidéocassettes des 50e ans de la centrale CSN en 1997 et du congrès de 1995.
Cote assignée par le centre d'archives : P129
Histoire administrative / notice biographique : En 1921, la Confédération des travailleurs catholiques du Canada (CTCC) est fondée lors d'un congrès à Hull regroupant plusieurs travailleurs. En 1960, l'organisme se déconfessionnalise et prend le nom qu'on lui connaît aujourd'hui: Confédération des syndicats nationaux (CSN). La CSN- Conseil central de Lanaudière, qui compte des centaines de travailleurs et travailleuses issus de plusieurs champs d'activités, est une organisation syndicale vouée à la défense de ses membres.
Numéro d'identification du fonds ou de la collection assigné par l'établissement : P129
URL fonds : Lien
Nom du centre d'archives : Archives-Lanaudière
Notes : Le Centre de documentation de la Centrale des syndicats nationaux (CSN) possède aussi un fonds concernant ce Conseil Central. Voir la fiche dans le présent inventaire.

ASSEMBLEE NATIONALE DU QUEBEC– ARCHIVES
http://www.assnat.qc.ca/fr/bibliotheque/archives/index.html

Fonds Denise Carrier-Perreault

Dates : 1977-2003

Genre de documents : 3,86 m de documents textuels, 29 photographies, des vidéocassettes (09:31:00) et autres documents

Portée et contenu :
Ce fonds témoigne de la carrière politique de Denise Carrier-Perreault en tant que députée provinciale à l'Assemblée nationale et militante du Parti québécois. Le fonds comprend principalement des documents relatifs à sa fonction de représentante de la circonscription électorale de Chutes-de-la-Chaudière de 1985 à 2003. Les dossiers portent surtout sur divers aspects de la vie économique et sociale du comté, tels que grands projets de construction, d'aménagement des réseaux routiers et de traitement des eaux. On retrouve également des documents en rapport avec des organismes locaux de l'éducation, de la santé et des services sociaux. Une grande partie du fonds contient des documents liés à l'aide financière aux organismes communautaires à but non lucratif. Quelques dossiers fournissent de l'information sur l'engagement de Denise Carrier-Perreault au sein du Parti québécois, sur les campagnes électorales de 1989, 1994 et 1998, ainsi que sur l'administration de son bureau du comté. Le fonds comprend aussi des documents visuels : des interventions de Denise Carrier-Perreault à l'Assemblée nationale et des émissions de télévision communautaire auxquelles elle a participé. Le fonds se compose principalement d'agendas, communiqués de presse, documents officiels, rapports, mémoires, programmes gouvernementaux, comptes rendus, procès-verbaux, documents financiers, correspondance et coupures de presse.

Le fonds se divise en trois séries : **Militante**, Députée et Ministre.

Cote assignée par le centre d'archives : P15

Histoire administrative / notice biographique :
Née à Saint-Joseph-de-la-Pointe-Lévy (Lévis), le 21 juin 1946, fille de Maurice Carrier et de Gabrielle Ruel.
Fit ses études primaires à Saint-Henri-de-Lévis et ses études classiques au Couvent de Lévis. Titulaire d'un diplôme en graphisme du Collège de Sainte-Foy et d'un baccalauréat en relations industrielles de l'Université Laval depuis 1984.
Téléphoniste, de 1963 à 1968, dessinatrice et **déléguée syndicale, de 1968 à 1971**, et **présidente régionale du syndicat, de 1971 à 1973**, chez Bell Canada. Conseillère en gestion des ressources humaines à Charny de 1985 à 1989. Formatrice en santé et sécurité au travail de 1987 à 1989. Commissaire à la Commission scolaire des Chutes-de-la-Chaudière en 1984 et en 1985. Présidente de l'Association du Parti québécois de Lévis de 1986 à 1988 et des Chutes-de-la-Chaudière en 1988 et en 1989. Élue députée du Parti québécois dans Chutes-de-la-Chaudière en 1989. Réélue en 1994 et en 1998. Vice-présidente de la Commission de l'aménagement et des équipements du 1er décembre 1994 au 29 janvier 1996. Ministre déléguée aux Mines, aux Terres et aux Forêts dans le cabinet Bouchard du 29 janvier 1996 au 25 février 1998 et ministre déléguée aux Mines et aux Terres du 25 février au 15 décembre 1998. Présidente de la Commission de l'économie et du travail du 4 mars 1999 au 27 mars 2001. Leader parlementaire adjointe du gouvernement du 9 mars 2001 au 13 mars 2002 et vice-présidente de la Commission des affaires

sociales du 13 mars 2002 au 12 mars 2003. Ne s'est pas représentée en 2003. Fut membre du comité de vigilance du Centre de santé Paul-Gilbert en 2004. Source : http://www.assnat.qc.ca/fr/deputes/carrier-perreault-denise-2437/biographie.html
Point d'accès / provenance : Denise Carrier-Perreault
Numéro d'identification du fonds ou de la collection assigné par l'établissement : P15
URL fonds : Lien
Nom du centre d'archives : Assemblée nationale

Fonds Hélène Robert

Dates : 1989-2007

Genre de documents : 3,13 m de documents textuels, 22 photographies, 1 carte postale, 5 affiches, 3 disques optiques, 8 plaques

Portée et contenu :
Le fonds témoigne de la vie parlementaire de la députée de Deux-Montagnes, Hélène Robert. On y retrouve des documents portant sur son implication au sein du Parti québécois, sur sa gestion du bureau de circonscription de Deux-Montagnes, sur ses activités de représentation du comté, sur ses relations entretenues avec les citoyens, organismes, ministères et collègues et sur ses réalisations comme députée de Deux-Montagnes. Le fonds témoigne également des interventions d'Hélène Robert lors de travaux parlementaires, de ses fonctions de porte-parole de l'opposition officielle ainsi que de sa vice-présidence de la Commission de l'administration publique. Le fonds contient principalement des communiqués de presse; de la correspondance; des coupures de presse; des civilités; des invitations; des dépliants; des documents administratifs, de communication, de réunion et d'information; des bilans de réalisations; des chroniques de la députée; des textes d'allocutions; des dossiers de subventions; des interventions de la députée lors de travaux parlementaires; des affiches; des plaques; des photographies, trois DVD et une carte postale. Le fonds est divisé en quatre (4) séries : Implication au sein du Parti québécois; Représentation de la circonscription de Deux-Montagnes; Autres fonctions politiques et Fonctions parlementaires.

Cote assignée par le centre d'archives : P27

Histoire administrative / notice biographique :
Née à Sainte-Scholastique (Mirabel), le 12 octobre 1945; fille de Roméo Robert, agriculteur et entrepreneur, et d'Alice Lapierre, enseignante. Détentrice d'un brevet A d'enseignement du Collège Ignace-Bourget depuis 1965. Enseignante à la Commission des écoles catholiques de Montréal, à la Commission scolaire Papineau et à la Commission scolaire Duvernay de 1965 à 1973 et à l'École secondaire Georges-Vanier de 1973 à 1984 et de 1988 à 1994. Propriétaire d'une entreprise de pomiculture de 1977 à 1988. Membre du comité d'orientation du Sommet socioéconomique des Laurentides en 1985 et en 1986, **présidente fondatrice du Syndicat des agricultrices de la région Outaouais-Laurentides de 1985 à 1987, présidente du Comité provincial provisoire des femmes en agriculture et administratrice à la Fédération régionale de l'Union des producteurs agricoles des Laurentides en 1986 et en 1987.** Présidente du conseil d'administration de l'École secondaire Georges-Vanier de 1990 à 1992. Élue députée du Parti québécois dans Deux-Montagnes en 1994. Réélue en 1998 et en 2003. Déléguée régionale des Laurentides du 26 septembre 1994 au 29 janvier 1996 dans le cabinet Parizeau. Adjointe parlementaire du ministre responsable de la région des Laurentides et secrétaire régionale pour la région des Laurentides du 29 janvier 1996 au 28 octobre 1998. Vice-présidente de la Commission de l'aménagement du territoire du 4 mars 1999 au 4 mars 2001 et de la Commission de l'administration publique du 27 mars 2001 au 12 mars 2003. Ne s'est pas représentée en 2007.

Point d'accès / provenance : Hélène Robert

Numéro d'identification du fonds ou de la collection assigné par l'établissement : P27

URL fonds : Lien

Nom du centre d'archives : Assemblée nationale

Fonds Albert Khelfa

Dates : 1970-1996

Genre de documents : 1,319 m de documents textuels. – 1361 photographies. – 12 vidéocassettes (6:35:35). – 1 disque sonore (0:3:40). – 1 banderole. – 1 macaron. – 2 plaques.

Portée et contenu :
Ce fonds témoigne principalement de la carrière politique de son créateur en tant que député provincial de la circonscription de Richelieu, de 1985 à 1994, et de son rôle au sein du Parti libéral du Québec comme membre, comme président du caucus des députés libéraux de la Rive-Sud et comme président du Parti libéral de Richelieu. De plus, on y retrouve des documents se rapportant à sa participation comme membre à la Commission permanente de l'éducation et la Commission permanente de la culture. Il renseigne aussi sur sa vie personnelle et sur son travail d'enseignant à la Commission scolaire régionale Carignan et son implication au sein du Conseil pédagogique régional. Ce fonds rassemble du matériel promotionnel, de la correspondance, des notes d'allocution, des communiqués et coupures de presse, divers documents relatifs à l'organisation d'activités de l'Association libérale de Richelieu, des listes de donateurs, des listes de participants aux activités de financement, des tableaux, des données électorales, des bilans de réalisations du député Albert Khelfa, des programmes et engagements électoraux, des capsules radio, des listes téléphoniques du personnel électoral, des sondages, des photographies, des documents de réunion, des dépliants du député, des annonces publicitaires, des vidéocassettes, des documents d'information, des plaques, des programmes, des rapports, des documents financiers, des listes de bénéficiaires de subventions, des descriptions de projet, des suivis d'engagements, des notes, des formulaires d'inscription, des motions ainsi que des extraits du Journal des débats de l'Assemblée et de diverses commissions.
Ce fonds comprend six (6) séries : Individu; **Professionnel**; Militant politique; Député; Membre de commissions parlementaires; Président de caucus.

Cote assignée par le centre d'archives : P29

Histoire administrative / notice biographique :
Né au Caire, en Égypte, le 11 janvier 1945, fils de Fakhry Khelfa, avocat, et de Marguerite Ganho. A étudié à l'université du Caire où il fut diplômé en chirurgie dentaire. Titulaire d'un baccalauréat en enseignement spécialisé de l'Université du Québec à Trois-Rivières et d'un brevet d'enseignement. Titulaire également d'un certificat en administration et d'un certificat en mesure et en évaluation. A également suivi des cours en science politique comme auditeur libre à la Sir George Williams University. Professeur de biologie comparative et de biologie humaine à l'école secondaire Fernand-Lefebvre à Sorel de 1969 à 1983. Professeur d'anglais au niveau primaire à l'école Jean-de-Brébeuf de Sorel de 1983 à 1985. Fut propriétaire d'une parfumerie de 1972 à 1976. **Vice-président et président du conseil des délégués du Syndicat des professeurs de Sorel de 1976 à 1980**. Fondateur et président du Groupe multiculturel de Sorel-Tracy de 1978 à 1980. Membre du Club Richelieu Sorel-Tracy, du Club optimiste et des Chevaliers de Colomb. Élu député libéral dans Richelieu en 1985. Réélu en 1989. Défait en 1994.

Point d'accès / provenance : Albert Khelfa

Numéro d'identification du fonds ou de la collection assigné par l'établissement : P29

URL fonds : Lien

Nom du centre d'archives : Assemblée nationale

Fonds Guy Bisaillon

Dates : 1935-1985

Genre de documents : 7,597 m de documents textuels et 18 photographies

Portée et contenu :
Le fonds témoigne principalement des activités de Guy Bisaillon comme député de la circonscription de Sainte-Marie. Il se compose d'une volumineuse correspondance échangée, entre 1976 et 1984, avec des citoyens et des organismes du comté de Sainte-Marie, dont des cartes de félicitations, des plaintes, des demandes de subventions et des requêtes pour constitution en corporation. Il comprend aussi une vaste documentation, produite de 1981 à 1982, concernant la Commission spéciale de la fonction publique, telle que des communiqués et conférences de presse, des ordres du jour, des procès-verbaux, des mémoires présentés à la Commission et le rapport de la Commission. De plus, il fait état de l'organisation et de l'action du Parti québécois dans la région de Montréal, vers la fin des années 1970. Il contient également des documents portant sur les activités du créateur à l'Assemblée nationale à titre de député, dont des allocutions prononcées en Chambre et des documents relatifs à quelques projets de loi. **Nous retrouvons aussi des documents qui démontrent son dévouement pour la cause syndicaliste, dont de la correspondance avec divers syndicats et sa participation en tant qu'arbitre dans des conflits survenus dans le secteur de l'éducation, entre 1976 et 1981**. Finalement, nous retraçons une correspondance variée avec des organismes internationaux à mission humanitaire, écrite entre 1976 et 1982.

Le fonds est constitué de trois séries : Vie personnelle et professionnelle, Militant politique du Parti québécois, Député de Sainte-Marie.

Cote assignée par le centre d'archives : P5

Histoire administrative / notice biographique :
Guy Bisaillon est né à Montréal, le 21 juillet 1939. Il est le fils d'Ernest Bisaillon, enseignant, et de Thérèse Riendeau. Durant son adolescence, il étudie au collège Saint-Paul. Il obtient ensuite, un diplôme de pédagogie à l'École normale Jacques-Cartier. Puis, il poursuit ses études à l'Université de Montréal en relations industrielles. Finalement, il complète sa scolarité avec une maîtrise en administration publique à l'École nationale d'administration publique. Sa vie professionnelle débute dans le domaine de l'enseignement. En effet, il est professeur pendant sept ans. Puis en 1966, il occupe le poste de conseiller technique à l'Association des enseignants de Chambly. Il devient ensuite le président de cette association, en 1970. Par la suite, il participe à plusieurs mouvements syndicaux. C'est ainsi qu'il fonde le Syndicat des enseignants de Champlain et qu'il devient membre du conseil d'administration de la Centrale d'enseignement du Québec (CEQ), de 1971 à 1973. Il prend aussi en charge la mise en place des activités spéciales lors de la grève à la Unite Aircraft, de 1973 à 1975. De plus, de 1975 à 1976, il organise la campagne de boycottage du code postal pour le Syndicat des postiers. Il s'implique aussi à partir de 1976, dans l'association des Gens de l'air, en coordonnant le comité d'appui de cette association et la campagne « Y'a du français dans l'air ». Il amorce sa carrière politique, en étant membre de l'Exécutif du Parti québécois pour la section Saint-Bruno et président de ce parti dans le district de Verchères. Il se présente aux élections de 1973 comme candidat pour le Parti québécois dans la circonscription de Taillon, mais il est défait. De 1975 à 1976, il est responsable de la campagne de financement du Parti québécois. Il est finalement

élu député du Parti québécois dans le comté de Sainte-Marie en 1976 et il est réélu en 1981. Le 24 novembre 1981, il est nommé président de la Commission spéciale sur la Fonction publique. À partir du 21 juin 1982, il siège à titre de député indépendant. Dans les années 1980, il agit au sein de mouvements à caractère politique : la fondation pour la sensibilisation et l'action politique, ainsi que les forces progressistes du Parti québécois. Puis, il ne se représente pas aux élections de 1985.
Par la suite, il devient chargé de projet à l'École nationale d'administration publique (ENAP), de 1985 à 1987, puis chargé des informations générales à l'émission *Le Radioréveil de Québec* à CJRP et animateur d'une émission quotidienne à CKVL pendant près de deux ans.
Consultant en relations de travail et en communications de 1987 à 1990. Conciliateur à la Commission d'appel en matière de lésions professionnelles à compter de 1990. Directeur général, de 1997 à 2004, et président, à compter d'octobre 2004, de la Coopérative de développement régional de Montréal-Laval.
Sources : http://www.assnat.qc.ca/fr/deputes/bisaillon-guy-2089/biographie.html

Point d'accès / provenance : Guy Bisaillon

Numéro d'identification du fonds ou de la collection assigné par l'établissement : P5

URL fonds : Lien

Nom du centre d'archives : Assemblée nationale

Notes :

Le fonds P24 – André Gaulin peut renseigner sur les implications de ce dernier comme Président du syndicat des professeurs de l'École normale de Laval de 1968 à 1970.
Le fonds P13 – Jean-Pierre Charbonneau peut renseigner sur les implications de ce dernier comme vice-président du syndicat des journalistes du Devoir de 1972 à 1975.

BIBLIOTHEQUE ET ARCHIVES CANADA – BAC
http://www.collectionscanada.gc.ca/lac-bac/recherche/arch

Canadian Union of Public Employees fonds

Dates : 1919-2009

Genre de documents : 89.84 m of textual records; 140 audio reels (ca. 140 h); 2 audio discs; 1 audio cassette; ca. 10 buttons; ca. 10 pins; 6 badges; 2 seal dies; 2 seals;1 medal; 1 ribbon; 196 photographs : 77 b&w and 119 col.; 87 posters; 6 video cassettes (3h, 6 min) : 4 VHS, 2 Betacam

Portée et contenu :
Fonds consists of textual records documenting the following three main areas: predecessors of CUPE which includes the National Organization of Civic, Utility and Electrical Workers, the Toronto Municipal Employees' Association Local 79, the Calgary Civic Employees Association, the National Union of Public Employees, and the National Union of Public Service Employees; the Canadian Union of Public Employees, National Office files; and the CUPE, Ontario Regional Office files. Textual material has been divided into thirty-nine separate series. Also included in fonds are sound recordings comprised of oral history interviews of various CUPE members, annual convention proceedings, and recordings of the CUPE song. Material has been divided into a separate series entitled Sound recordings. In addition, fonds includes medallic items from the National Union of Public Employees, 1952-1963. Objects, including buttons, pins, badges, seal dies, medals and ribbons have been divided into a separate series entitled Medallic objects. Also included in fonds are photographs depicting conventions of the Canadian Union of Public Employees; a group photo of Dennis McDermott, Grace Hartman, Kealy Cummings, and Ed Broadbent; a portrait of Gil Levine, ca. 1977, and candid photographs of the World March of Women 2000.

Le **Fonds** se compose de 44 descriptions de niveau inférieur

1. Executive Assistant to the National President, F.K. Eady [textual record]1956-1970.
2. Oversize material [textual record, graphic material]1943-1980.
3. National Office, Research Department, Director, Gilbert Levine [textual record, graphic material] Levine, Gilbert, 1924-2009. 1946-2009.
4. National Office, Research Department, subject files [textual record]1923-1992.
5. National Office, Public Relations Department [textual record]1964-1983.
6. Predecessors of CUPE, National Union of Public Employees (NUPE) [textual record] 1952-1963.
7. Sound recordings [sound recording]1958-1979.
8. National Office, Research Department, arbitrations and conciliations 1970-1981.
9. Predecessors of CUPE, Calgary Civic Employees Association, Local 37 1920.
10. Medallic objects [object] 1958-1979.
11. National Office, Research Department, collective agreements [textual record]1970-1982.
12. National Office, Research Department, Anti-Inflation Board [textual record]1969-1979
13. National Office, Research Department, wage controls in the Public Service 1981-1985.
14. National Office, Research Department, Harold Crook Dirty Business 1957-1983.
15. National Office, Research Department, Richard Deaton [textual record]1962-1981.
16. National Office, Chairman of the Commission on Structure and Organization, Norman

Marshall 1974-1981.
17. National Office, Director of Organizing and Servicing, John F. (Lofty) MacMillan1956-1979.
18. National Office, Director of Legal and Legislative Department, Mario Hikl 1964-1970.
19. National Secretary-Treasurer, Kealey Cummings [textual record]1919-1985
20. National Secretary-Treasurer [textual record]1968-1984.
21. CUPE Ontario Regional Office [textual record]1951-1971.
22. National Office, newsletters [textual record]1964-1977.
23. National Office, Research Department, local files [textual record]1955-1980.
24. National Office, Research Department, standard agreements [textual record]1962-1982.
25. National Office, Research Department, bargaining conferences [textual record]1965-1977.
26. National Office, Research Department, bargaining kits [textual record]1964-1982.
27. National Office, Research Department, contract analyses and surveys 1955-1981.
28. National Office, Research Department, research reports [textual record] 1958-1982.
29. National Office, Research Department, newsletters [textual record] 1969-1979.
30. National Office, Research Department, correspondence [textual record] 1957-1980.
31. National Office, Organizing and Servicing Department [textual record] 1964-1980.
32. National Office, Legislative Department [textual record] 1964-1972.
33. National Office, Education Department [textual record] 1963-1979.
34. Executive Assistant to the National Secretary-Treasurer, Ben Coffey1964-1967.
35. National President, S.A. Little [textual record] 1939-1975.
36. National Executive Board and National Executive Committee meetings 1963-1983
37. National conventions [textual record] 1963-1981.
38. Predecessors of CUPE, National Union of Public Service Employees (NUPSE) [textual record] 1949-1963.
39. Predecessors of CUPE, Toronto Municipal Employees' Association, Local 79 [textual record] 1942-1956.
40. Predecessors of CUPE, National Organization of Civic, Utility and Electrical Workers [textual record] 1939-1952.
41. National President, Grace Hartman [textual record] 1945-1982.
42. SALAD (System for the Analysis of Labour Agreement Data) reports [textual record] 1972-1989.
43. National Office, Research Dept., Collective agreements [textual record] 1980-2004.
44. Equality Branch [textual record, graphic material, moving images] 1984-2007.

Instrument de recherche :
Textual records MSS0379 Part 1 of the finding aid is a file list for volumes 1 to 242; it also includes a list of some non-manuscript documents transferred to other divisions of the National Archives. MSS0379 90 (Électronique)
http://data2.collectionscanada.ca/pdf/pdf001/p000002242.pdf

Textual records MSS0379 Part 2 of the finding aid is a file list prepared by the CUPE and amended at the National Archives for accession 1996/0171. MSS0379 90 prepared by CUPE. (Électronique)
http://data2.archives.ca/pdf/pdf001/p000000061.pdf

Cote assignée par le centre d'archives : R5440-0-X-E

Histoire administrative / notice biographique :
Union organization among Canadian public sector workers dates back to at least the early 1920s, when directly chartered local unions of the Trades and Labor Congress of Canada (TLC) existed in some cities to represent municipal workers. By 1950, provincial organizations of TLC public employee unions existed in British Columbia, Alberta, Saskatchewan, and Ontario. The formation of a national union had been considered at a 1949 meeting, and in 1952 the TLC issued a charter creating a national federation of public employee unions. A new charter creating the National Union of Public Employees and giving it full union status was issued by the TLC in 1955.
Robert Rintoul was the new union's National Director. Membership and organization increased markedly during the first three years of NUPE's existence; individual membership increased from 18,000 to 37,000, and the number of affiliated local unions increased from 105 to 230. In addition to organization, other important functions of the NUPE national office were education and research.
The National Union of Public Service Employees (NUPSE) grew out of the Canadian Electrical Trades Union (CETU), which notwithstanding its name, was centred around Toronto. In 1944 locals of the CETU formed the National Organization of Civic, Utility and Electrical Workers (NOCUEW) and affiliated with the Canadian Congress of Labour (CCL). During 1949-1952 the NOCUEW expanded to include civic employees in other Ontario cities.
In 1952, the NOCUEW became the National Union of Public Service Employees, and during the next four years it expanded into Manitoba and northern Quebec, and added the employees of hospitals and boards of education to its organizing jurisdiction. A major expansion occurred when the Ontario Hydro Employees Union, an independent organization, affiliated with NUPSE in the late 1950s. Stanley Little was a leading figure in NUPSE, serving variously as secretary-treasurer, director of organization, and national president.
The Canadian Union of Public Employees (CUPE) was formed in 1963 by the merger of NUPE and NUPSE. The merger had been under negotiation since the 1956 merger of the federations to which the two unions were affiliated -- the TLC and the CCL -- but had been delayed by questions of structure, jurisdiction, per capita tax, and other issues. One of the largest unions in Canada, CUPE has been primarily concerned with the organization of employees of: hospitals, nursing homes, and other health institutions; municipal governments; school boards, universities, and other educational institutions; public utilities; social service agencies; and broadcasting.
In 1987, the former Canadian Air Lines Flight Attendants Association affiliated with CUPE to become its Airline Division. National Presidents of CUPE have included Stanley Little (1963-1975), Grace Hartman (1975-1983), Jeff Rose (1983-1991), and Judy Darcy (since 1991). Major functions of CUPE are reflected in its organizational structure, which has included departments for education, organizing and servicing, research, and legislation.

Point d'accès / provenance : Received in 1970 from Francis K. Eady of Ottawa, Ont.; in 1975 from Stanley A. Little of Ottawa, Ont.; in 1980 from Gilbert Levine of Ottawa, Ont.; in 1980 from John F. (Lofty) MacMillan; and in 1977, 1978, 1980, 1982, 1983, 1985, 1986, 1987, and 1997 from the National Office of CUPE, Ottawa, Ont.

Numéro d'identification du fonds ou de la collection assigné par l'établissement : R5440-0-X-E

URL du fonds : Le site internet de BAC ne permet pas de faire des liens hypertextes. Il est nécessaire pour accéder aux fonds d'utiliser l'outil de recherche.

Nom du centre d'archives : Bibliothèque et Archives du Canada

Descripteurs :
1. Trade-unions - Canada, 1919-1986 G. Levine, 1957-1986.
2. Trade-unions - Ontario, 1949-1963 Labour Research, 1969-1979.
3. Trade-union meetings, [between 1939 and 1981] Collective Bargaining, 1969-1979.
4. Trade-unions - Public utilities - Ontario, 1949-1963 Canadian Union of Public Employees. Education Department, 1963-1979.
5. Trade-unions - Officials and employees, 1963-1975 R.P. Rintoul, 1964-1967.
6. Labour laws and legislation, 1964-1972 Ben Coffey, 1964-1967.
7. Trade-unions - Periodicals, 1969-1979 Allan Millard, 1963-1975.
8. Civil service - Ontario, 1964-1972 Francis K. Eady, 1963-1975.
9. School boards - Employees - Wages, ca. 1959-1981 Stanley A. Little, 1939, 1963-1975.
10. School boards - Employees - Working conditions, ca. 1959-1981 Ontario Hydro Employees Union, 1949-1963.
11. Hospitals - Staff - Working conditions, 1959-1978 National Union of Public Service Employees, 1949-1963.
12. Hospitals - Staff - Salaries, etc., 1959-1978 Toronto Municipal Employees' Association, Local 79, 1942-1956.
13. Municipal officials and employees - Salaries allowances, etc., 1959-1978 National Organization of Civic, Utility and Electrical Workers, 1939, 1944-1952.
14. Municipal officials and employees - Working conditions, 1959-1978 Harold Crook, ca. 1980-1983.
15. Public utilities - Employees - Working conditions, 1959-1978 Richard Deaton, 1962-1982.
16. Wages - Public utilities, 1959-1978 Calgary Civic Employees Association, Local 37, 1920.
17. Collective bargaining - Canada, 1965-1977 Mario Hikl, 1964-1970.
18. Trade-unions - Municipal employees, 1959-1978 Norman Marshall, 1974-1981.
19. Trade-unions - Hospitals, 1959-1978 Kealey Cummings, ca. 1971-1985.
20. Nursing homes - Canada - Employees, 1970-1981 John F. "Lofty" MacMillan, 1956-1979.
21. Universities and colleges - Canada - Employees, ca. 1962-1982 Grace Hartman, 1945-1982.
22. Refuse collectors, 1957-1983 Anti-Inflation Board, ca. 1969-1979.
23. Labour conditions - Canada, 1957-1983 Ontario Hydro Employees Union, 1919-1981.
24. Wages-Price policy - Canada, 1981-1985 New Democratic Party, 1978-1985.
25. Trade-unions - Nursing homes, 1970-1981 Economic Security Employees National Association, n.d., 1966-1968.
26. Trade-unions - Universities, ca. 1962-1982 New Brunswick Teachers' Federation, 1970.
27. Dirty Business, ca. 1983.
28. Canadian Electrical Trades Union, 1939.
29. Calgary Federation of Civic Employees, 1923.

Communications and Electrical Workers of Canada fonds

Dates : 1946-1992

Genre de documents : 14.53 m of textual records; 34 audio cassettes (34 h); 12 videocassettes (12 h); 9 film reels (ca. 4 h, 30 min); 54 photographs 49 col.; 8 lapel buttons; 894 KB of textual records.

Portée et contenu :
Fonds consists of textual files (containing correspondence, minutes, reports, negotiations papers, collective agreements, submissions, print matter, publicity materials, certification documents, legal papers, and other materials), an electronic database, sound recordings, moving images and photographs; including b&w prints, colour negatives and slides, and union buttons documenting the main activities and interests of the CWC and its predecessors, such as: the union's efforts to organize and to represent workers in the Canadian telecommunications industry (including Bell Canada, Northern Electric/Telecom, and other employers); collective bargaining; strike action; health and safety, and other workplace concerns; local unions of the CWC; efforts to influence government policy and regulatory bodies; the union's labour education programme; internal union matters such as executive meetings, conventions, regional councils, and budgets; and relations with other labour and non-labour bodies, including affiliated organizations such as the Canadian Federation of Communications Workers.

Le **Fonds** se compose de 13 description(s) de niveau inférieur
1. Subject files [textual record]1950-1984.
2. Canadian Federation of Communications Workers files [textual record, graphic material, object] 1946-1986, predominant 1973-1985.
3. Affiliations and Other Organizations files [textual record]1949-1992.
4. CWC Bodies and General Administration files [textual record]1959-1992.
5. General publicity and communications records [multiple media]1973-1992.
6. Education files [textual record]1972-1990.
7. Bell Canada files and other material [multiple media]1957-1991.
8. Miscellaneous files [textual record]1970-1975.
9. Health and Safety files [textual record]1958-1985.
10. Government and Legislation files [textual record]1973-1992.
11. Organizing and Bargaining files and television program 1952-1991.
12. Numerical files [textual record]1949-1985.
13. Local Unions files [textual record]1952-1991

Instrument de recherche :
Documents textuels : http://data2.archives.ca/pdf/pdf001/r000
Documents sonores : 000229.pdf
Autres documents : http://data2.archives.ca/pdf/pdf001/r000

Cote assignée par le centre d'archives : R3027-0-8-E

Histoire administrative / notice biographique :
The Communications Workers of Canada (CWC) traces its beginnings to 1945 when employees of Saskatchewan Government Telephones in the Plant, Clerical and Operator units organized themselves into Locals 1-Regina, 2-Saskatoon, and 3-Moose Jaw of the United Telephone Workers of Canada (UTW). The certification of these bargaining units was the first to take place

under the Saskatchewan Trade Union Act, which was passed shortly after the election of the Co-operative Commonwealth Federation provincial government in 1944. The UTW affiliated to the Canadian Congress of Labour (CCL) and signed its first collective agreement in May 1945. Local 4, Northern Electric Company Limited, Toronto, Ontario, and Local 6, Northern Telephone Limited in Northern Ontario, were certified in 1947 and 1951 respectively.

The UTW, on the advice of CCL officers, requested, and in 1950 obtained, affiliation to the Communications Workers of America (CWA), and this led ultimately to the Canadian locals becoming a separate District of the CWA in 1958 (District 10). The CWA convention of June 1967 approved the establishment of the Canadian Communications Workers Council (CCWC), a transitional step toward the formation of an autonomous Canadian union. Overtures for merger with the Federation of Telephone Workers of British Columbia (FTWBC; later known as the Telecommunications Workers Union) took place during 1967-1971.

The founding convention of the Communications Workers of Canada (CWC) was held during 6-7 April 1972 in Saskatoon, Saskatchewan. The CWC's national policies were set at its conventions, which were held annually. The CWC was organized into four regions (West, Ontario, Quebec, and Atlantic). Based in regional offices, four regional vice-presidents also served on the national executive board with the national president and secretary-treasurer, and with rank-and-file members elected in regional caucuses who were later added to the executive board. Regional Councils were established as a forum for local unions to deal with regional issues. Although the national office was in Ontario (first in Toronto, and then in Ottawa), the secretary-treasurer remained based in Regina, Saskatchewan (reflecting the union's origins in that province). Fred W. Pomeroy and Ralph M. Wyatt served respectively as the CWC's national president and secretary-treasurer during 1972-1992. The CWC and the FTWBC (the other main Canadian Labour Congress affiliate that represented telecommunications workers) formed the Canadian Federation of Communications Workers (CFCW) in May 1973. The functions anticipated for the CFCW included the creation of a joint defence fund, research, education, and acting as a single national voice on legislative and public policy issues. The CWC also participated in two international labour federations, the International Metalworkers' Federation and Post, Telegraph and Telephone International.

The CWC underwent several major transformations during its 20-year existence. During 1975-1979, the union expanded significantly after two lengthy and successful raids against Bell Canada's independent employee associations (the Communications Union Canada, which represented Bell operators and dining service staff, and the Canadian Telephone Employees Association [CTEA], which represented crafts and services employees). Unsuccessful efforts were also made to organize Bell clerical workers (also CTEA members)into the CWC. Given that Bell operators and dining service staff were almost all women, and that crafts and services employees were almost all men, pay equity and other gender equality issues took on increasing importance for the CWC (and its successor) in the 1980s and 1990s (including a landmark pay equity complaint to the Canadian Human Rights Commission). In January 1984, the CWC merged with the Canadian Region of the International Union of Electrical, Radio and Machine Workers of America (IUE) to form the Communication, Electronic, Electrical, Technical and Salaried Workers; this name was soon shortened to Communications and Electrical Workers of Canada (also known as the CWC). The former IUE local unions maintained a distinct presence in the CWC's organizational structure by forming a new Industrial Sector (with its own vice-president). In 1985, the CWC withdrew from the CFCW, and assumed the defence fund and other functions previously carried out by the federation. As a union in the rapidly evolving

telecommunications industry, from the 1980s on the CWC found itself increasingly dealing with issues arising from technological change and government de-regulation. In 1992, the CWC merged with the Canadian Paperworkers Union and the Energy and Chemical Workers Union to form the Communications, Energy and Paperworkers Union of Canada.

Point d'accès / provenance : Received in 1986 from the Communications and Electrical Workers of Canada, Toronto Office, and in 1993 and 1994 from the Communications, Energy and Paperworkers Union of Canada, Ottawa.

Numéro d'identification du fonds ou de la collection assigné par l'établissement : R3027-0-8-E

URL du fonds : Le site internet de BAC ne permet pas de faire des liens hypertextes. Il est nécessaire pour accéder aux fonds d'utiliser l'outil de recherche.

Nom du centre d'archives : Bibliothèque et Archives du Canada

Descripteurs :
1. Trade-unions - Canada, 1949-1985 United Telephone Workers of Canada, 1949-1985.
2. Collective labour agreements, 1949-1985 Communications Workers of America, 1949-1985.
3. Communication, 1949-1985 Canadian Communications Workers Council, 1949-1985.
4. Telecommunication - Canada, 1949-1985 Northern Telephone Limited, 1949-1985.
5. Strikes and lockouts - Canada, 1949-1985 Northern Quebec Telephone Inc., 1949-1985.
6. Industrial relations - Canada, 1949-1985 Northern Electric Company Limited, 1949-1985.
7. Industrial hygiene - Canada, 1958-1985 Northern Telecom Canada, 1949-1985.
8. Asbestos - Canada, 1958-1985 Saskatchewan Government Telephones, 1949-1985.
9. Bell Canada, 1973-[1983]
10. The Academy of Medicine, 1973-[1983]
11. Tel-Air Systems, 1973-[1983]
12. Boris Mather, 1968-1971.
13. R. Wyatt, 1967-1973.
14. Peter Klym, 1969-1976.
15. Fred Pomeroy, 1971-1976.
16. Canadian Labour Congress, 1949-1985.
17. Canadian Centre for Occupational Health and Safety, 1958-1985.

International Union of Electrical, Radio and Machine Workers of America fonds

Dates : [ca. 1935]-1982

Genre de documents : 39.4 m of textual records; 575 photographs 556 b&w.

Portée et contenu :
Fonds consists of national office records, including extensive operational and administrative files relating to all aspects of the union in Canada, 1946-1982; Montreal office records concerning IUE activities in Quebec, including subject files, local union files, and IUE conference board files for Canadian General Electric and Westinghouse, 1950-1979; files of IUE representative Al Knipfel, pertaining largely to IUE locals in Western Ontario, 1949-1978; files of IUE representative William "Bill" Miller, relating to IUE locals in Eastern Ontario, organizing, the United Electrical, Radio and Machine Workers of America (UE), the IUE national and international offices, and other topics, 1936-1975; and reference files of print matter on the IUE and UE, 1946-1978. Fonds also contains photographs, 1935-1979, taken at IUE conventions, seminars, council meetings, strikes, contract negotiations, union executives, and unionized plants.

Le **Fonds** se compose de 6 descriptions de niveau inférieur :
1. Photographs [graphic material][ca. 1935]-1979.
2. Reference files [textual record] 1946-1978
3. William Bill Miller files [textual record] 1936-1975.
4. Al Knipfel files [textual record] 1949-1978.
5. Montreal office records [textual record] 1950-1979.
6. National office records [textual record] 1946-1982.
7.

Instrument de recherche: http://data2.archives.ca/pdf/pdf001/p000000291.pdf

Cote assignée par le centre d'archives : R2854-0-3-E

Histoire administrative / notice biographique :
The International Union of Electrical, Radio and Machine Workers of America (IUE) was established in November 1949 by dissident members of the United Electrical, Radio, and Machine Workers of America (UE) following the expulsion of that union from the Canadian Congress of Labour, and (in the United States) from the Congress of Industrial Organizations. In Canada, the UE expulsion was caused by its long support of Communist Party policies in areas of economic development and international politics, which its critics charged violated its basic purpose as a trade union. With the beginning of the Cold War in North America, the major labour federations wanted to end the influence of the communist trade unionists within their ranks.
In Canada, the expulsion of the UE and other left-wing unions allowed the more moderate socialists within the labour movement to consolidate their influence and establish formal links to the Co-operative Commonwealth Federation. In the United States, the IUE and its president James Carey were able to win over a large number of former UE members to the new union, but in Canada the progress of the IUE was somewhat slower. In part this was due to the labour legislation in Canada which limited the opportunities for the IUE to solicit support from UE members.
With the assistance of the Canadian Congress of Labour and a few staff representatives from the United States, the Canadian IUE established locals in Brockville, Cobourg, and Montreal, but lost a key battle with the UE over the Peterborough Canadian General Electric plant in the early 1950s. The bulk of the IUE membership was from Ontario and Quebec among employees

working in the production of radio, television and sound equipment in such companies as RCA, Canadian General Electric, Canadian Admiral, Westinghouse, and a number of smaller manufacturers. Its membership included a high proportion of women, skilled workers, and white-collar employees.
IUE locals in Canada were part of District 5 of the union, which was officially established in 1954 with George Hutchens as president. Before 1954, the Canadian district was under the control of its first director J.G. Morton, and from 1952 was directed by a provisional District Council. The President and Secretary-Treasurer of the District served on the International Executive Board of the IUE and represented the interests of Canadian workers.
Leadership in the union was very stable with Hutchens serving as president until 1976 when he became the International Secretary-Treasurer. Evelyn McGarr served as Secretary-Treasurer of District 5 from 1954 to 1980. Glenn Pattinson became Canadian president in 1976. In 1982, the Canadian District separated from the International and soon afterwards began merger talks with the Communications Workers of Canada. In January 1984, convention delegates from these two unions approved the merger and created the Communications, Electronic, Electrical, Technical and Salaried Workers (later shortened to Communications and Electrical Workers of Canada). Glenn Pattinson became a vice-president of the new union.

Point d'accès / provenance : The national office records were received in yearly instalments from 1981 to 1986; the Montreal office records in 1981; Al Knipfel's personal papers in 1981; and the personal papers of William Miller in 1975 and 1983.

Numéro d'identification du fonds ou de la collection assigné par l'établissement : R2854-0-3-E

URL du fonds : Le site internet de BAC ne permet pas de faire des liens hypertextes. Il est nécessaire pour accéder aux fonds d'utiliser l'outil de recherche.

Nom du centre d'archives : Bibliothèque et Archives du Canada

Descripteurs :
1. Trade-unions - Organizing - Canada, 1936-1986 Canadian Labour Congress, 1949-1978.
2. Trade-unions - Electricians, 1936-1986 Ontario Federation of Labour, 1949-1978.
3. Trade-unions - Machinists - Canada, 1936-1986 New Democratic Party, 1949-1978.
4. Trade-unions - History, 1936-1986 Canadian General Electric, 1949-1978.
5. Trade-unions - Records and correspondence, 1946-1982 Westinghouse Canada, 1950-1979.
6. Trade-unions - Law, legislation, etc. - Canada, 1949-1978 Le Circuit, 1950-1979.
7. Labour leaders - Canada, 1953-1978 Fédération des Travailleurs du Québec, 1950-1979.
8. Labour leaders - United States, 1953-1978 Al Knipfel (William Allen), 1949-1978.
9. Trade-unions - Local unions, 1936-1974 Automatic Electric company (Lethbridge, Alberta), 1949-1978.
10. Bill Miller, 1936-1984.
11. Philips Electric Company, 1936-1984.
12. United Electrical Workers, 1936-1984.
13. Canadian Congress of Labour, 1936-1984.
14. Congress of Industrial Organizations, 1947-1975.
15. Brockville and District Labour Council, 1947-1975.
16. Proctor-Silex, 1946-1978.
17. Radio Corporation of America (R.C.A.), 1949-1979.

United Electrical, Radio and Machine Workers of Canada fonds

Dates : 1937-1992

Genre de documents : 40.39 m of textual records; 29 microfilm reels positive; 8604 photographs : chiefly b&w; 102 drawings : brush, pen and ink on paper, developer on self-toning paper; 2 film reels (30 min).

Portée et contenu :
Fonds consists of correspondence, reports, collective agreements, shop papers, minutes, proceedings, briefs and submissions, print matter, and other records of the Canadian District / national office of the United Electrical, Radio and Machine Workers (UE) pertaining to such aspects of the union as: organizing and representing workers in the electrical manufacturing and other industries, including organizing campaigns, the certification of the UE as bargaining agent, collective bargaining, conciliation, the administration and enforcement of collective agreements, raids by other unions, and strike action; various bodies within the UE, such as local unions, regional offices, the district council and executive board, national and international UE conventions and conferences, and the International UE in the United States of America; the union's labour education programme; relations with other unions and labour federations in Canada and other countries; the union's efforts to influence public policy through submissions to federal and provincial governments and commissions of inquiry; and supporting UE activities in the areas of publicity and research. Microfilmed records of the Canadian District and National Office include convention, council, and executive board minutes; financial reports, correspondence and printed matter, convention, conference and council minutes and reports, 1937-1955, microfilm reels M-2336 to M-2364. Fonds consists of two series of photographs depicting the activities, membership, staff and facilities of the UE, one entitled "UE News" newspaper and related publicity photographs" contains 7968 photos, the other entitled "Photographs" contains 636 photographs. Fonds includes 102 drawings in brush, pen and ink on paper, and developer on self-toning paper. Drawings are original editorial cartoons by Roy Carless for "United Electrical News", concerning federal and provincial political issues with caricatures of Pierre Elliott Trudeau, Bill Davis, Allen MacEachen, and various labour issues. Also includes delegates conference ribbons and lapel buttons. Also included in fonds is a moving image recording of the 31st United Electrical Convention, held in 1968. Fonds consists of the following series: Canadian District Office; Meetings and conventions [textual record]; Companies files [multiple media]; Briefs, statements and reports [textual record]; Social Legislation Department, Information [textual record]; Research Department, Research bulletin [textual record]; Research Department reference files [textual record]; Research Department correspondence [textual record]; Director of Education [textual record]; UE National Office: Central Correspondence [multiple media]; UE News, newspaper and related publicity photographs [graphic material, textual record] and Photographs [graphic material].

Le **Fonds** se compose de 12 descriptions de niveau inférieur :
1. Companies files [textual record] 1940-1989.
2. Photographs [graphic material] 1937-1974.
3. UE National Office: Central correspondence [textual record] 1939-1966.
4. Director of Education [textual record]1965-1971.
5. Research Department correspondence [textual record] 1964-1979.
6. Research Department reference files [textual record]1943-1979.

7. Research Department, Research bulletin [textual record] 1958-1979.
8. Social Legislation Department, Information [textual record]1968-1976.
9. Briefs, statements and reports [textual record]1948-1972.
10. UE News newspaper and related publicity photographs]1937-1992.
11. Meetings and conventions [textual record] 1949-1980.
12. Canadian District Office [textual record (microform)] 1937-1955.

Instrument de recherche :
Documents textuels (1): http://data2.archives.ca/pdf/pdf001/p000002889.pdf
Documents textuels (2) : http://data2.archives.ca/pdf/pdf001/p000000139.pdf
Photographies : http://data2.archives.ca/pdf/pdf001/p000002392.pdf

Cote assignée par le centre d'archives : R1268-0-6-E

Histoire administrative / notice biographique :
The United Electrical, Radio and Machine Workers of America was formed in 1936 in the United States and was the first new industrial union to affiliate to the Committee for Industrial Organization (CIO). Its first Canadian local was chartered in the spring of 1937 at the Westinghouse plant in Hamilton, Ontario. At the 1937 international convention, Canada was declared a separate District with the right to elect a Vice-President of the international union. The Canadian delegates to the convention elected C.S. Jackson, a volunteer CIO organizer in the electrical industry, to that position. The Canadian section, District 5, held its first council meeting immediately after the convention and elected an executive with C.S. Jackson as President.
The UE played an important role in the 1940 merger of the Canadian CIO unions with the All-Canadian Congress of Labour that established the Canadian Congress of Labour (CCL). During the war period, the union expanded considerably, bringing approximately 13,000 workers under contract and it continued this advance in the post-war years. Ideological differences with other more conservative unions resulted in the expulsion of the UE from both the CCL and the CIO in 1949. The CCL and the CIO established a rival union, the International Union of Electrical, Radio and Machine Workers of America, which endeavoured to win local unions away from the UE. In 1957 the Canadian section of the UE became an autonomous body governed by its own constitution, affiliated to the international union. The UE survived this period of ostracism from the mainstream labour movement, and in 1972 it affiliated with the Canadian Labour Congress. C.S. Jackson retired as national president in 1980, and Dick Barry was elected as his successor. Barry continued in this role until the UE merged with the Canadian Auto Workers in 1992.

Point d'accès / provenance : The UE Canadian District office microfilmed its extant textual records in 1956. The microfilm was copied by the Public Archives of Canada in 1973, and some original documents were also received from the union. Additional originals were received: in 1975, 1976, 1983, 1984, 1986, and 1990 from the UE; and in 1996 from the Canadian Auto Workers, which had assumed custody of the records after the 1992 merger. .

Numéro d'identification du fonds ou de la collection assigné par l'établissement : R1268-0-6-E

URL du fonds : Le site internet de BAC ne permet pas de faire des liens hypertextes. Il est nécessaire pour accéder aux fonds d'utiliser l'outil de recherche.

Nom du centre d'archives : Bibliothèque et Archives du Canada

Descripteurs : *Des 269 descripteurs disponibles sur la fiche du fonds, nous n'avons conservés que ceux touchant au Québec*

1. United Electrical Radio and Machine Workers of America - Publishing, [1937-1979], 1956-1983 United Electrical Radio and Machine Workers of America. District 5. Executive Board, [1937-1955]
2. United Electrical Radio and Machine Workers of America. District 5. Executive Council - Minutes, [1949-1972] United Electrical Radio and Machine Workers of America. District 5. Executive Council, [1937-1955]
3. Trade-unions - Congresses, [1937-1955], [1949-1972] United Electrical Radio and Machine Workers of America. District 5, 1937-1955.
4. Congresses and conventions, [1937-1955], [1949-1972] United Electrical Radio and Machine Workers of America. Social Legislation Department, [1968, 1974-1976]
5. Trade-union meetings, [1937-1955], [1949-1972] Information, 1968, 1974-1976.
6. Trade-unions - Canada - History, [1937-1955] United Electrical Radio and Machine Workers of America. Research Department, [1958-1979]
7. Trade-unions - Canada - Local unions, [1937-1955] Research Bulletin, [1958-1979]
8. United Electrical Radio and Machine Workers of America. District 5 - Accounting, [1937-1955] UE News, 1956-1983.
10. Trade-unions - Machinists - Organizing, [1937-1955] Addressograph Multigraph of Canada Ltd., 1952.
21. Trade-unions - education, 1961-1973 Anglo-Canadian Wire Rope Co., Ltd. (Lachine, Que.), 1946-1950.
36. Barber Die Castings (Hamilton, Ont.), 1944-1945.
47. Burndy (Canada) Ltd. (Scarborough, Ont.), 1949-1951, 1966.
48. Cambridge Machine Tool Ltd. (Montreal, Que.), 1944-1945.
52. Bepco Canada Ltd., 1947, 1951.
95. Dominion Lock Co. (Montreal, Que.), 1951.
96. Dominion Wire Rope & Cable Co. (Montreal, Que), 1947-1951.
103. Exide Batteries of Canada Ltd., 1944-1958.
104. Electric Storage Battery Co. Limited, 1956-1968.
112. Federal Electric Manufacturing Co. Ltd. (Montreal, Que.), 1947-1954.
124. Gillette Safety Razor Co. of Canada (Montreal, Que.), 1951.
133. Harrington Tool & Die Co. Ltd. (Montreal, Que), 1947-1948.
163. Metalcraft Manufacturing Co. (Montreal, Que.), 1946-1950, 1955.
164. Miller Bros. & Sons Limited. Negotiations, 1947.
167. Robert Mitchell & Garth (Montreal, Que.), 1951.
169. Montreal Locomotive Works Ltd., 1944-1953.
175. Noranda Copper & Brass Co. (Montreal, Que.), 1948-1949.
181. Peacock Brothers Ltd. (Lachine, Que.), 1948-1950.
201. Royal Typewriter Co. (Montreal, Que.), 1948, 1951.
211. Sni-Dor Electronics Limited, 1946-1947.
215. Solex Company Limited (Montreal, Que.), 1950-1952.
242. Warden King Ltd. (Montreal, Que), 1946-1953.
250. Dee Electronics Ltd. (Montreal, Que.), 1946-1947.
253. Quebec Sheet Metal Co. Ltd. (Montreal, Que.), 1946-1947.
255. Canadian Conference on Housing, 1968.
256. Canadian Welfare Conference, 1970.

257. Economic Council of Canada. Conference on Productivity through New Technology, 1965.
258. National Conference on Labour Legislation, 1966.
259. National Tripartite Conference in Honour of the 50th Anniversary of the International Labour Organization, 1969.
261. United Electrical, Radio and Machine Workers of America (District 5). Conference on Problems of Working Women.
262. United Automobile Workers. United Action for Clear Water Conference, 1965.
263. Toronto UE Retirees Union, 1973-1976.
264. Canadian General Electric Company Limited 1967-1980.
268. St. Lawrence Seaway, 1944-1960.
269. Otis Elevator Company.

Communications Union Canada fonds

Dates : 1942-1980

Genre de documents : 8.77 m of textual records; 437 photographs chiefly b&w; 4 film reels (1 h, 45 min).

Portée et contenu :
Fonds consists of records reflecting the development of the Communications Union Canada, the Union's administration, labour relations with Bell Canada, employee concerns, contract negotiations and relations with other unions. The entire span of the existence of this union is represented in the fonds. Fonds consists of photographs of activities and members of the Traffic Employees' Association and Communications Union Canada; International Union Meeting; telephone operators and telephone equipment, 1890-1965; and union members with John Munro and with Bryce Mackasey, Nov. 1971. Fonds also contains English and French versions of the film Communications Union Canada from the series Telescope 1976. There is a poster entitled "Bell Femmes", horizontal storage, container 45.

Le Fonds se compose de 23 descriptions de niveau inférieur

1. Subject files [textual record] 1950-1980.
2. Publications and talks [textual record, graphic material] 1965-1978.
3. Speeches [textual record] 1971-1978.
4. Membership applications [textual record]
5. Press clippings [textual record] 1955-1977.
6. Raids [textual record] 1969-1979.
7. Grievances [textual record] 1970-1978.
8. Disciplinary action [textual record] 1954-1978.
9. Labour-management meeting reports [textual record] 1942-1979.
10. Contracts [textual record] 1948-1970.
11. Conciliation [textual record] 1976-1978.
12. Contract negotiations [textual record] 1951-1979.
13. Questionnaires [textual record].
14. Dining Service Department [textual record] 1972-1979.
15. Correspondence with district representatives [textual record] 1972-1979.
16. Health and pension benefits [textual record] 1960-1979.
17. Correspondence with Bell Canada [textual record] 1963-1979
18. Correspondence and circular letters [textual record] 1955-1979.
19. District Chairmen reports [textual record] 1971-1979.
20. Various meetings [textual record] 1957-1979.
21. General Council meetings [textual record] 1955-1977.
22. Organizational studies [textual record] 1970-1977.
23. Constitutions [textual record] 1947-1948.

Instrument de recherche :
Documents textuels : http://data2.archives.ca/pdf/pdf001/p000001782.pdf

Cote assignée par le centre d'archives : R3208-0-7-E

Histoire administrative / notice biographique :
On 5 December 1946, the Traffic Employees Association was certified under the Wartime

Labour Relations Act as bargaining agent for Bell Telephone operators. The Association was based largely in Ontario and Quebec. The first few years of its existence were disturbed by Anglo-French tensions but the mutual antipathy between the eastern Quebec and western Ontario wings of the association was overcome at a Plenary Council in Quebec City in 1950. By 1970 the Association represented 7,500 members, most of them switchboard, the remaining few dining service operators.
The workforce represented by the association was almost entirely female; the all-female executive was a unique phenomenon in the Canadian Labour Movement.

Point d'accès / provenance : Received in 1981 from Cheryl Hamilton.

Numéro d'identification du fonds ou de la collection assigné par l'établissement : R3208-0-7-E

URL du fonds : Le site internet de BAC ne permet pas de faire des liens hypertextes. Il est nécessaire pour accéder aux fonds d'utiliser l'outil de recherche.

Nom du centre d'archives : Bibliothèque et Archives du Canada

Descripteurs :
1. Women - Employment, 1946-1980 Communications Union Canada, 1946-1980.
2. Women in communication, 1946-1980 Traffic Employees Association, 1946.
3. Women in the labour movement, 1946-1980 Bell Canada, 1946-1980.
4. Trade-unions - Telephone company employees - Canada, 1946-1980 Communication Workers of Canada, [1969-1979]
5. Trade-unions - Officials and employees, 1971-1979.
6. Collective labour agreements, 1963-1979.
7. Employee rights, 1954-1978.
8. Employee fringe benefits, 1960-1979.
9. Conference proceedings, 1955-1977.
10. Employees - Resignation, [1950-1980]
11. Labour discipline, [1954-1978]
12. Labour-management committees, 1942-1979.
13. Industrial relations - Canada, 1942-1979.
14. Labour literature, 1965-1978.
15. Labour leaders - Canada, 1971-1978.
16. Labour contract, 1948-1970.
17. Communication and traffic - Employees, 1975-1978.
18. Mediation and conciliation, Industrial, 1976-1978.
19. Grievance arbitration, 1970-1978.
20. Work enviornment, [1942-1979]
21. Part-time employment, [1942-1979]
22. Night work, [1942-1979]
23. Supervision of employees, [1942-1979]
24. Trade-unions - Jurisdictional disputes, 1969-1979.
25. Trade-union meetings, 1955-1979.
26. Pensions, 1972-1979.
27. Labour laws and legislation, [1950-1980]
28. Trade-unions - Organizing, 1969-1979.
29. Clerks, 1969-1979.
30. Canada Politique et gouvernement / Politics and government.

Canadian Paperworkers Union fonds
Dates : 1974-1990
Genre de documents : 18 audio reels (ca. 28 h); 5 audio cassettes (ca. 2 h); 1 videocassette (21 min, 34 s); 53 photographs col.; ca. 27 m of textual records.
Portée et contenu : Fonds consists of sound recordings of the proceedings of the 1974 founding convention, the incomplete proceedings of a special conference of local presidents of the United Paperworkers International Union and one video entitled Faison front commun. Photographs depict: external view of the Canadian Paperworks Union building (national office), 255 St. Jacques Street West, Montreal, Quebec; Canadian Paperworks Union Wage Conference, February 1990; seventh Constitutional and Policy Convention of the Canadian Paperworks Union, Quebec Hilton, Quebec City, Quebec, 10-14 July 1989, including the election of Donald Holder and Wellie Desbiens as (respectively) president and secretary-treasurer of the CPU. The fonds also contains extensive textual records. Instrument de recherche : Documents textuels : http://data2.archives.ca/pdf/pdf001/p000000567.pdf
Cote assignée par le centre d'archives : R9077-0-9-E
Histoire administrative / notice biographique : The Canadian Paperworkers Union was formed in 1974 when the Canadian region of the United Paperworkers International Union (UPIU) separated to form a Canadian national union. The UPIU itself was only two years old when the Canadian members departed, having been established by the 1972 merger of the International Brotherhood of Pulp, Sulphite and Paper Mill Workers and the United Papermakers and Paperworkers. In 1987 the CPU had 57,000 members and 274 local unions in all regions of Canada: 65 locals in Atlantic Canada; 98 in Quebec; 78 in Ontario; 8 in the Prairie provinces; and 25 in British Columbia. In November 1992 the CPU merged with the Communications and Electrical Workers of Canada and the Energy and Chemical Workers Union to form the Communications, Energy and Paperworkers Union of Canada (CEP). The CPU (now the pulp and paper sector of the CEP) has been the largest union representing Canadian pulp and paper workers. There is an independent regional union in British Columbia, the Pulp, Paper and Woodworkers of Canada (formed c.1962 by dissident locals of the IBPSPMW). The CSN represents some Quebec pulp and paper workers.
Point d'accès / provenance : Received in 1994 from the Communications, Energy and Paperworkers Union of Canada.
Numéro d'identification du fonds ou de la collection assigné par l'établissement : R9077-0-9-E
URL du fonds : Le site internet de BAC ne permet pas de faire des liens hypertextes. Il est nécessaire pour accéder aux fonds d'utiliser l'outil de recherche.
Nom du centre d'archives : Bibliothèque et Archives du Canada

Fonds du ministère du Travail
Série : Direction des données sur le travail **Sous-série : Conventions collectives**
Dates : 1910-1986
Genre de documents : 150,3 m de documents textuels.
Portée et contenu : Cette sous-série est composée de dossiers se rattachant aux ententes collectives ayant été créées et/ou entretenues par la Direction de données sur le travail et ses prédécesseurs. La Direction des données sur le travail, collectionne, publie et publicise les ententes collectives majeures au Canada et leurs implications pour les employeurs et les syndicats à travers le pays. Étant le successeur à la Direction sur l'économie et la recherche, la Direction des données sur le travail a continué la pratique du ministère de collectionner les copies d'ententes qui couvrent les industries sous la juridiction fédérale et pour les employeurs sous la juridiction provinciale ayant 200 employés ou plus. Les dossiers sont arrangés par employeur, province, location, industrie et syndicat. Il y a des dossiers qui ont un petit nombre de correspondance entre le ministère et les syndicats, ou employeurs impliqués. Cette collection de dossiers permet des études historiques détaillées sur les changements des négociations collectives au Canada sur une période bien ciblée et pour faire des comparaisons entre différentes industries. **Sous-série** se compose de 706 descriptions de niveau inférieur : il s'agit des conventions collectives de plusieurs centaines de compagnies, dont La Compagnie Price Ltée, et de plusieurs organes municipaux, dont les villes de La Baie, Saint-Hubert, etc.
Cote assignée par le centre d'archives : R224-84-3-F
Histoire administrative / notice biographique : [Histoire administrative de la Direction des données sur le Travail] La Direction des données sur le travail a été créée de l'ancienne Direction de l'économie et de la recherche lors de réorganisation ministérielle de 1975-76. Ses objectifs étaient de produire des données sur les politiques, la recherche et la détermination des salaires pour le ministère et les autres ministères et agences du gouvernement. Elle fournissait également aux provinces des données détaillées obtenues à partir des sondages de Travail Canada. En 1978-79, la Direction avait trois divisions : Conventions collectives, organisations du travail et contestations, et sondages.
Point d'accès / provenance : Gouvernement
Numéro d'identification du fonds ou de la collection assigné par l'établissement : R224-84-3-F
URL du fonds : Le site internet de BAC ne permet pas de faire des liens hypertextes. Il est nécessaire pour accéder aux fonds d'utiliser l'outil de recherche.
Nom du centre d'archives : Bibliothèque et Archives du Canada
Notes : De nouveaux versements sont à prévoir.

Fonds Air Canada

Dates : 1936-1981

Genre de documents : 89,08 m de documents textuels; 3 bobines de microfilm

Portée et contenu :
Le fonds se compose de documents créés et/ou conservés par Air Canada et ses prédécesseurs. Les chercheurs ne doivent pas oublier que les documents textuels non traités et les documents d'autres supports ne sont pas inclus dans cette notice descriptive.

Le **Fonds** se compose de 28 descriptions de niveau inférieur :

1. Recherche opérationnelle 1957-1966.
2. Documents portant sur les missions d'Air Canada avec Air Congo et la Guyana Airways Corporation 1968-1969
3. Division du service aux passagers 1946-1967.
4. Direction des services administratifs et corporatifs [document textuel] 1945-1979.
5. Documents de comptabilité de la Région de l'Ouest [document textuel] [1937-1966].
6. Pavillon d'Air Canada à l'Expo 67 [document textuel] 1963-1968..
7. Services de télécommunications [document textuel] 1937-1968.
8. Accord sur le transfert de documents d'archives [document textuel] 1967. Pièce (reliée).
9. Bureau du superviseur général des services de douanes [document textuel] 1955-1961
10. Services de l'audio-visuel [document textuel] 1964.
11. Services de publication [document textuel] 1962-1970.
12. Direction des ventes et services [document textuel] 1960-1975.
13. Service des achats et installations [document textuel] 1932-1970.
14. Payes de la Division de l'Ouest [document textuel] 1937-1938.
15. Service de planification opérationnelle [document textuel] 1955-1971.
16. Rapports, horaires et sommaires [document textuel] 1937-1978.
17. Services aux stations [document textuel] 1949-1964.
18. Division du génie [document textuel] 1941-1964.
19. Division de l'exploitation aérienne [document textuel] 1939-1969.
20. Service de l'exploitation [document textuel] 1937-1969.
21. Bureau du secrétaire [document textuel] 1937-1978.
22. Lignes aériennes Trans-Canada (Atlantique) Limitée [document textuel (microforme)] Microfilmé [v. 1970].
23. Division des affaires publiques [document textuel] 1940-1981.
24. Service des finances [document textuel] 1939-1974.
25. Conseil d'administration [document textuel (quelque microforme)] 1937-1968.
26. Bureau du président [document textuel] 1936-1968.
27. Série provisoire de documents textuels d'Air Canada [document textuel] 0000.

Cote assignée par le centre d’archives : R1202-0-3-F

Histoire administrative / notice biographique :
Cette entreprise fut à l'origine constituée en personne morale, en tant qu'entité détenue en propriété exclusive par la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada, en vertu de la loi du Parlement du 10 avril 1937 intitulée Trans-Canada Air Lines (Lignes Aériennes Trans-

Canada) (Loi sur les lignes aériennes Trans-Canada, 1937, Chapitre 43 des Statuts de 1937). La Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada possédait la totalité du capital social de TCA et, en vertu de la loi du Parlement ayant constitué cette entreprise, sa relation d'entreprise avec le chemin de fer n'était pas celle d'une filiale normale. La Loi sur les lignes aériennes Trans-Canada déterminait que la ligne aérienne aurait neuf directeurs, mais seulement cinq d'entre eux furent élus par les actionnaires. Les cinq directeurs ainsi élus étaient également directeurs du chemin de fer. Les quatre autres directeurs étaient nommés par le gouvernement du Canada.

TCA obtint les fonds nécessaires pour dépenses en capital du Canadien National, mais relevait du gouvernement et du Parlement directement par l'entremise du ministère des Transports. Même si la gestion et le personnel de TCA étaient tout à fait distincts de ceux des chemins de fer, certaines exceptions existaient, tels les unités s'occupant de législation, de médecine et du secrétariat des chemins de fer, qui effectuaient les mêmes fonctions pour TCA. Le premier président de TCA, Samuel J. Hungerford, était également président des chemins de fer nationaux du Canada.

D'étroites relations entre le CN et TCA ont été maintenues grâce à sa représentation au conseil d'administration de TCA et par la gestion des deux entreprises. Le principe général retenu par le CN, toutefois, était qu'il ne devait aucunement exercer une influence (en tant que propriétaire des Lignes aériennes) en vue de limiter la portée des opérations de cette dernière, même dans les domaines d'activités qui étaient en concurrence directe avec ceux du CN.

Les Lignes aériennes Trans-Canada (Atlantique) Limitée furent constituées en personne morale en 1946 conformément à la section 20, et de l'amendement qui y a été apporté, de la Loi sur les lignes aériennes Trans-Canada de 1937 (décret du Conseil privé 1097 du 25 mars 1947). La raison motivant la création d'une personne morale visait à établir des réseaux de lignes aériennes internationales avec l'Europe. Les 10 000 actions ordinaires étaient possédées par TCA et le conseil d'administration, les dirigeants et les gestionnaires de l'exploitation étaient les mêmes pour les deux entreprises. Le 1er mai 1947, TCA (Atlantique) Limitée assuma la responsabilité des opérations (c'est-à-dire qu'elle prit le contrôle commercial complet du service) dont le Service aérien transatlantique du gouvernement canadien se chargeait auparavant. TCA (Atlantique) Limitée fut dissoute le 1er janvier 1952 (Section 20, Chapitre 50, Status du Canada).

En 1953, un amendement apporté à la Loi autorisa l'entreprise à utiliser le nom de Air Canada comme appellation commerciale dans tous les domaines liés aux affaires menées par la société. (Une loi pour amender la Loi sur les lignes aériennes Trans-Canada, 1937, 1-2 Elizabeth II, Chapitre 50, 6. (k) sanctionnée le 14 mai 1953.)

Le 1er janvier 1965, par un amendement ultérieur à la Loi (C.P. 1965-955), Air Canada devint le nom officiel de l'entreprise. En tant que société mandataire chargée de fournir des services d'État de transport aérien à la fois domestique et internationaux pour des passagers, le courrier postal et le fret ordinaire, elle faisait rapport au Parlement par l'entremise du ministre des Transports avant d'être privatisée en juillet 1989.

Point d'accès / provenance : Air Canada

Numéro d'identification du fonds ou de la collection assigné par l'établissement : R1202-0-3-F

URL du fonds : Le site internet de BAC ne permet pas de faire des liens hypertextes. Il est nécessaire pour accéder aux fonds d'utiliser l'outil de recherche.

Nom du centre d'archives : Bibliothèque et Archives du Canada

Canadian Food and Allied Workers National Office fonds
Dates : [ca. 1930-1975]
Genre de documents : 13.51 m of textual records; 319 photographs 163 col.
Portée et contenu : Fonds consists of papers which are divided into two series, the Packinghouse Workers Organizing Committee and United Packinghouse Workers of America, and the Amalgamated Meat Cutters and Butcher Workmen of North America, 1941-1970. Fonds also contains photographs related to local, provincial, national, and international union events, meetings, banquets, and events pertaining to the fur industry union and related labour unions, [ca. 1930-1975]. Le f**onds** se compose de 3 descriptions de niveau inférieur : 1. Photographs [graphic material] [ca. 1930-1975]. 2. Amalgamated records [textual record] 1947-1970. 3. Packinghouse Workers Organizing Committee and United Packinghouse Workers of America [textual record] [1941-1970]. Instrument de recherche: Documents textuels : http://data2.archives.ca/pdf/pdf001/p000001456.pdf
Cote assignée par le centre d'archives : R4343-0-2-E
Histoire administrative / notice biographique : In 1939 the Packinghouse Workers Organizing Committee of the Congress of Industrial Organizations began organizing workers in Canadian meat processing plants. The Canadian Committee, first under the direction of Charles H. Millard and later Fred Dowling, established new locals in large Toronto and Vancouver meat processing firms and re-organized plants in other cities that had been affiliated with other federations. In 1943 the United Packinghouse Workers of America was formed and Canada became a major portion of its District 10, with Fred Dowling elected as the first Director. In 1946-47 the U.P.W.A. established the principle of company-wide collective bargaining with Swift Canadian, Burns and Canada Packers. Subsequently, the union expanded its jurisdiction into other food processing industries and related fields. In 1958, Canada became the sole territory of a newly-organized District 8 and in 1961 the union's name was changed to the United Packinghouse, Food and Allied Workers to reflect the changing nature of its membership. In 1953 the U.P.W.A. and their strongest rival, the Amalgamated Meat Cutters and Butcher Workmen (A.F.L.-C.I.O.), had signed a no-raiding agreement and a merger of the two organizations was almost completed in 1956. In 1968 the amalgamation was achieved. The American section of the new union was called the Amalgamated Meat Cutters and Butcher Workmen. The Canadian section became the Canadian Food and Allied Workers.
Point d'accès / provenance : Textual records received in 1973 from the union through Ms. Iona Samis, National secretary-treasurer. Photographs received from Kevin Corporon.
Numéro d'identification du fonds ou de la collection assigné par l'établissement : R4343-0-2-E
URL du fonds : Le site internet de BAC ne permet pas de faire des liens hypertextes. Il est nécessaire pour accéder aux fonds d'utiliser l'outil de recherche.

Nom du centre d'archives : Bibliothèque et Archives du Canada
Descripteurs : 1. Canadian Food and Allied Workers - History, [1941-1970] Packinghouse Workers Organizing Committee, [1941-1970] 2. Trade-unions - Canada - History, [1941-1970] United Packinghouse Workers of America, [1941-1970] 3. Trade-unions - Canada - Congresses, [1941-1969. 4. Trade-unions - Congresses, [1941-1969] 5. Trade-unions - Accounting, [1941-1969] 6. Grievance arbitration - Canada, [1942-1969] 7. Arbitration, Industrial - Canada, [1942 - 1969] 8. Trade-unions - Minutes, [1941-1969] 9. Trade-unions - Officials and employees, 1941-1969. 10. Trade-union meetings, [1941-1969] 11. Trade-unions - Food industry employees, 1941-1970. 12. Trade-unions - Packing-house workers, 1941-1970. 13. International labour activities, [1941-1970] 14. Trade-unions - Packing-house workers - Organizing, [1941-1970]

Canadian Labour Congress

Dates : 1849-1992

Genre de documents :129.96 m of textual records. 897 microfilm reels of textual records. 604 photographs b&w and col. 328 audio reels. ca. 121 film reels. 30 audio cassettes. 60 wire recordings. 2 audio discs. 8 drawings. pen, ink, pencil. 6 prints offset lithographs. 12 medals. 6 badges. 6 buttons. 2 ribbons.

Portée et contenu :
Fonds consists of records of the Canadian Labour Congress and of its predecessors, the Trades and Labor Congress of Canada (TLC), the All-Canadian Congress of Labour (ACCL), and the Canadian Congress of Labour (CCL). The records of the CLC itself are dated 1849-1992 (predominant 1956-1984); they touch on all aspects of the CLC's functions and activities, and also incorporate files predating 1956 carried over from its immediate predecessors, the TLC and CCL. The CLC records pertain to CLC conventions; meetings of its Executive Council and Executive Committee; activities of the full-time officers (president, secretary-treasurer, and the executive vice presidents), including files of Claude Jodoin, Donald MacDonald, William Dodge, Joe Morris, Jean Beaudry, and other officers; activities and functions of the CLC's operational departments, including Organization, Legislation, Education, International Affairs, Government Employees, Federations and Councils, Political Education, Social and Community Programs, Union Label Trades, Research (and the combined Research and Legislation Department), and Public Relations; activities of department directors and other senior staff, such as Andy Andras, Frank Chafe, Eugene Forsey (including his research and writing on Canadian labour history), and Jim MacDonald; and other issues and projects, such as maritime transportation unions, conferences, and financial/administrative matters. The TLC records pertain to TLC conventions; meetings of its Executive Board and Council; affiliated national and international unions; federal and provincial governments, and legislative issues; affiliated provincial federations of labour and local labour councils; labour, social, and other affairs in various Canadian cities and towns; and financial/administrative matters. The TLC records are dated 1884-1958, but other than convention proceedings and executive minutes they are only comprehensive for the period 1940-1956. The records of the ACCL itself pertain to its Executive Board and Officers, affiliated national unions, chartered locals, and financial matters. Records of the CCL (incorporating extensive files inherited from its predecessor, the ACCL) are dated 1908-1979 (predominant 1927-1957), and include documentation on CCL and ACCL conventions; the CCL Executive Council and Committee, and the federation's officers; affiliated national and international unions; organization, including correspondence and reports from organizers and regional offices; directly chartered local unions; affiliated provincial federations of labour and local labour councils; legislative issues and relations with federal and provincial governments; education; international affairs; research; "The Canadian Unionist" and other public relations matters; and financial and administrative matters. The types of documentation in the fonds include textual files containing correspondence, minutes, proceedings, reports, submissions, briefs, organizing literature, collective agreements, certification and conciliation records, negotiations papers, lists, records of votes, decisions, course outlines, educational materials, manuals, constitutions, speeches, charters, legal and court papers, transcripts, press releases and other publicity material, print matter, financial records, and other papers; photographs; sound recordings; films; and documentary art such as medals, prints, and drawings. Photographic material depicts national and international activities, events, conventions, as well as the training facilities of, the Canadian

Labor Union, the Trades and Labour Congress of Canada, the All-Canadian Congress of Labour, the Canadian Congress of Labour, the International Labour Organization, as well as other trade unions and labour organizations. Some individuals depicted photographically include: Silby Barrett, Jean Beaudry, Percy R. Bengough, John W. Bruce, John W. Buckley, Shirley Carr, John W. Carter, Patrick Conroy, Bill Craig, J.A. D'Oust, William Dodge, Norman S. Dowd, Patrick M. Draper, George W. Dower, Henry Harm, Bert Hepworth, Claude Jodoin, Alfred E. Jury, Prime Minister William Lyon Mackenzie King, Charles March, William Magness, Julien Major, Donald MacDonald, Golda Meir, Humphrey Mitchell, David A. Moore, Tom Moore, Joe Morris, Aaron R. Mosher, Daniel O'Donoghue, Ralph Smith, Bernard Shane, Robert J. Tallon, Henry Weisbach, J. Whitehouse, and J.S. Woodsworth. Other photographic depictions include: International Confederation of Free Trade Unions, Stockholm, 1953; International Ladies Garment Workers Union, Toronto, 1953; Lithographers and Photoengravers International, Detroit, 1965; 1st Interamerican Labor Economic Conference, Brazil, 1961; the funeral procession of union leader and organizer Thomas Bélanger and striker François Thériault, Buckingham, Québec, October 8, 1908; portraits of individuals and groups associated with CLC and the international labour movement and delegates to the ILO; panoramic group photo of delegates to the New Party Founding Convention, Ottawa, Ontario, 1961; panoramic photo of delegates attending the International Typographical Union Convention, Providence, Rhode Island, 10-15 August 1914; panoramic photo of the B.C. Federation of Labour and Canadian Labour Congress merger convention, Vancouver, 15-17 November 1956; the Union Printers Home (International Typographical Union), Colorado Springs, Colorado; S.S. Halifax, Nova Scotia, 28 February 1942; group photograph by Karsh of leaders of the CCF including T.C. Douglas, Angus MacInnis, A.A. Heaps, J.S. Woodsworth, M.J. Coldwell, and Grace MacInnis, Ottawa, ca. 1940. Other photographic material depicts: McCall-Frontenac Oil Co, Ltd. refineries and operations in Montréal, Toronto, and Saint John; signing of an agreement between the Department of Telephones of Saskatchewan and the United Telephone Workers of Canada, Locals 1,2, and 3, 1945; the 1957 strike by the United Steelworkers of America against Gaspé Copper Mines, Murdochville, Québec; group portraits of the Annual President's Banquets of the Spanish River Pulp & Paper Mills Limited at Sault Ste. Marie, Ontario, 1921, 1923, 1926; delegates to the 1922 and 1935 conventions of the International Brotherhood of Pulp & Sulphite & Paper Mill Workers at Buffalo, New York. Audio visual material consists of films on Canadian labour produced between the 1950's and 1970's; a documentary film about working people entitled Song of the people, produced by the Co-Operative Wholesale Society (Great Britain); convention tapes of the Canadian Labour Congress and other miscellaneous items; speeches and proceedings on conventions and seminars of the Canadian Labour Congress; audio recordings of the proceedings of the 1982 Canadian Labour Congress convention held in Winnipeg and the proceedings of the 1984 convention held in Montreal; and a collection of songs about the Canadian labour movement performed by The Travellers entitled A century of song, produced by Arc Sound Ltd., Toronto, 1967. Art material consists of copies of a poster entitled "Building a World that Works. Peace, Jobs, Justice."; posters produced by the CLC entitled "Let's tell the Government we won't take it anymore, down with interest rates" and "Disons au Governement Qu'on en a assez! A Bas les taux interet!" (1981); posters requesting support for the International Confederation of Free Trade Unions Activities (ICFTU) entitled "International Solidarity"; portrait drawings (after photographs) of prominent Canadian unionists J.S. Woodsworth, Silby Barrett, Aaron Mosher, Percy Bengough, Daniel Donoughue, Claude Jodoin, and John Bruce; and a cartoon entitled "The Non-Returnables about Coca-Cola in Guatemala".

Medallic items consist of badges and buttons from Trades and Labour Congress of Canada, Canadian Congress of Labour, Canadian Labour Congress, Cooperative Commonwealth Federation, International Woodworkers of America, Office and Professional Workers Organizing Committee, and the Saskatoon Labour Council; a group of four sample rectangular shaped metal identification name badges, with various types of ribbons, containing printed attached texts; 1 Detlor, Ontario, Loyal Orange Association ribbon; 1 London, Ontario, International United Brewery ribbon; 1 London, Ontario, National Beverage Workers Union badge; 3 ACCL Boilermakers' and Iron Shipbuilders' Union lapel buttons; 1 ACCL 4-31 Montréal lapel button; 1 Canadian Congress of labour ABCWC lapel button; 1 badge from Hoosier Lodge No. 4, Muncie, Indiana, of the Amalgamated Association of Iron, Steel and Tin Workers of North America; and 1 badge from the Sydney Lodge No. 1, Sydney, Nova Scotia, of the Amalgamated Association of Iron, Steel and Tin Workers of North America.

Le fonds se compose de 192 descriptions de niveau inférieur :
On y retrouve des séries portant sur les différents départements du CLC, sur plusieurs acteurs importants de l'histoire du CLC (directeurs, secrétaires, etc),

Intrument de recherche:
http://data2.archives.ca/pdf/pdf001/p000001618.pdf
http://data2.archives.ca/pdf/pdf001/p000001619.pdf
http://data2.archives.ca/pdf/pdf001/p000002232.pdf

Cote assignée par le centre d'archives : R5699-0-4-E

Histoire administrative / notice biographique :
The Canadian Labour Congress (CLC), Canada's largest and most influential labour federation, was formed in 1956 by the merger of the Trades and Labor Congress of Canada (TLC) and the Canadian Congress of Labour (CCL). The TLC and CCL had started to examine prospects for unity in 1953, paralleling similar discussions in the United States between their American counterparts, the American Federation of Labor and the Congress of Industrial Organizations. Joint TLC-CCL Unity Committee meetings were followed by a no-raiding agreement in 1954 and a merger agreement in May 1955. The CLC expanded soon after its April 1956 founding convention when the One Big Union and a number of the traditionally independent railway brotherhoods joined the new federation.

The CLC's overall membership has, since 1956, both grown substantially and changed in composition. At the time of the 1956 merger, there were 117 affiliated national and international unions and about 400 local unions that had been chartered directly by the TLC and CCL, with a combined membership of just over 1,000,000 Canadian workers. By the early 1990s, there were 72 affiliated national and international unions, the decrease owing in part to the process of mergers between unions; by 1998, the number of directly chartered locals had decreased to 10, often through the transfer of these locals to affiliated national and international unions. In 1998 the combined membership of the unions in the CLC was about 2,600,000 (roughly two-thirds of the Canadian labour movement). The CLC receives most of its funding from a per capita tax based on the membership of affiliated unions. The congress's membership dropped in 1981 following the suspension of several international building and construction trades unions, which left to form a new labour central, the Canadian Federation of Labour (CFL). Following the decline of the CFL in the 1990s, and its demise in 1997, many of these building and construction

unions have since re-joined the CLC. The proportion of members in national and international (US-based) unions has changed markedly since 1956. While most members belonged to internationals at the time of the CLC's founding, there has been a steady increase in the relative membership in national unions. Two factors underlying this transition have been the decision of the Canadian membership of some internationals to form their own unions (such as the Canadian Auto Workers); and the great expansion in national public-sector unions (such as the Canadian Union of Public Employees [CUPE]). The gender composition of the CLC has also changed substantially since 1956, when the labour movement was predominantly based in blue-collar industries and male in its membership and leadership. The feminization of the CLC is in part a consequence of the advances in organization among public-sector and office workers in such unions as the CUPE.

The CLC's fundamental policies are set at its constitutional conventions, which were held biennially from 1956 to 1996, and have been held triennially since 1999. The CLC Executive Council, which is responsible for policy decisions between conventions, has had a varying composition. In addition to the four elected full-time officers (the president, secretary-treasurer, and two executive vice presidents), the Executive Council has included elected, designated, and ex-officio vice presidents (general, at-large, regional, and provincial); in 1992, the Executive Council expanded to include vice presidents for visible minorities and gender-affirmative action, and in 1996 a vice president for the Aboriginal community was added. A smaller Executive Committee takes care of the day-to-day operation of the congress. An advisory body called the General Board (consisting of the Executive Council plus one representative from each affiliated national and international union) was established in the CLC's first constitution, but was soon dropped. The first president of the CLC was Claude Jodoin, who served from 1956 to 1967. He was succeeded by Donald MacDonald (1967-1974; acting president during 1967-1968), Joe Morris (1974-1978), Dennis McDermott (1978-1986), Shirley Carr (1986-1992), Robert White (1992-1999), and Ken Georgetti (since 1999). Donald MacDonald was the CLC's first secretary-treasurer, serving from 1956 to 1967. He was followed by William Dodge (1967-1974), Donald Montgomery (1974-1984), Shirley Carr (1984-1986), Richard Mercier (1986-1992), Dick Martin (1992-1999), and Nancy Riche (since 1999).

Many of the principle functions and activities of the CLC are reflected in the names of the departments established at the CLC's founding in 1956. These were: the Organization Department, which was concerned with organizational issues (such as organizing, collective bargaining, strikes and lockouts, and jurisdictional questions) of affiliated national and international unions and of directly chartered local unions; the Legislation Department, concerned with legislative and government issues at the federal and other levels; the Government Employees Department, concerned with the rights of government and public employees; the International Affairs Department, responsible for CLC's international relations and policies; the Education Department, concerned with labour education; the Political Education Department, responsible for support for the New Democratic Party (NDP) and other aspects of the CLC's political programme; the Federations and Councils Department, concerned with affiliated provincial federations of labour and local labour councils; the Public Relations Department, responsible for the CLC's journal "Canadian Labour / Le Travailleur Canadien" and other aspects of the congress's communications programme; the Research Department; and the Union Label Trades Department. The departmental structure established in 1956 has since undergone several

re-organizations and additions, such as the establishment of the Social and Community Programs Department in 1970, the Women's Bureau (1977), and Health and Safety (ca. 1984). Each CLC department normally reports to one of the full-time officers, each of whom is responsible for a portfolio of the congress's departments and functions. More information on the functions and activities of the CLC's departments is available in the series descriptions for the records of those departments.

In addition to the work carried out by departments, the CLC has from time to time also undertaken special projects and campaigns. Some of the more prominent were: the New Party movement that transformed the Co-operative Commonwealth Federation into the NDP, 1958-1961; the campaign of the 1960s and 1970s to organize white-collar (office and technical) workers; the 14 October 1976 Day of Protest, a national general strike against wage controls; and campaigns beginning in the 1980s against de-regulation and free trade. Since the 1980s there has been an increased emphasis on achieving labour's goals by building coalitions with other community groups (for example, the National Health Coalition and the Action Canada Network).

While many of the CLC's staff are based at its headquarters in Ottawa, other staff (including representatives and regional directors of organization and education) are based in regional offices. The CLC has maintained regional headquarters in Vancouver and Burnaby (Pacific Region), Regina (Prairie Region), Toronto (Ontario Region), Moncton (Atlantic Region), and until ca. 1989 Montreal (Quebec Region), as well as offices in other cities.

In addition to its operational departments, the CLC has standing and advisory committees devoted to several of its main areas of activity. The membership of these committees has typically consisted of CLC officers, senior staff (often in the capacity of secretary), and representatives from affiliated unions. The areas for which there have been committees include automation and technological change, economic policy, education, employment, government employees, health and safety, human rights, international affairs, organization, political education and action, public relations, retirement, welfare/social services, white-collar organization, women workers, and the status of women. The congress has also organized committees and councils of unions in specific industries, such as the Farm Implement Committee, the Maritime Committee, and the National Council of Broadcast Unions. The CLC established an ongoing Commission on Constitution and Structure in order to review the overall structure and role of the federation. With the Co-operative Union of Canada, the CLC participated in the National Labour-Co-operative Committee, which sought to create closer ties between the labour and co-operative movements.

Below the national level, the CLC has chartered provincial federations of labour and, at the municipal level, local labour councils to provide a focus and voice for organized labour at the provincial and community levels. Immediately after the 1956 merger, dual federations and councils sponsored by the TLC and the CCL existed in many places. These dual federations and councils were soon merged into single bodies. The affiliated federations and councils collaborate with the CLC national office in many areas, including labour education, political action, and legislative matters. The Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec has acquired special status, and since 1994 has controlled some aspects of organization, education, and international affairs in that province. At the international level, the CLC is an affiliate of the International Confederation of Free Trade Unions and has also participated in such bodies as the

International Labour Organization and the Commonwealth Trade Union Council.

Historique de la conservation :
Received from the Canadian Labour Congress in several transfers between 1970 and 1996. The CLC Executive Council and Executive Committee minutes for 1978-1982 were microfilmed in 1986 from originals held by the CLC (reels M-7783 to M-7787). Convention proceedings of the Trades and Labor Congress of Canada and the All-Canadian Congress of Labour were transferred from the National Archives Library in 2001 (microfilm reels M-9601 to M-9608).

Numéro d'identification du fonds ou de la collection assigné par l'établissement : R5699-0-4-E

URL du fonds : Le site internet de BAC ne permet pas de faire des liens hypertextes. Il est nécessaire pour accéder aux fonds d'utiliser l'outil de recherche.

Nom du centre d'archives : Bibliothèque et Archives du Canada

Descripteurs :
1. Trade-unions - Organizing, 1918-1977 Eugene A. Forsey, 1937-1968.
2. Trade-unions - Canada, 1918-1977 David Kwavnick, 1952-1973.
3. Trade Unions - Canada, 1918-1977 William Dodge, 1956-1974.
4. Trade-unions - Law and legislation - Canada, 1945-1958 Trades and Labor Congress of Canada, 1917-1956.
5. Trade-unions - Local unions, 1943-1958 All-Canadian Congress of Labour, 1927-1940.
6. Canadian Congress of Labour, 1940-1956.
7. Labour Research, 1931-1958.
8. CCL Labour, 1943-1952.
9. Congress News, 1943-1949.
10. Canada. Dept. of Labour, 1927-1957.
11. The Canadian Unionist, 1928-1956.
12. World Federation of Trade Unions, 1943-1958.
13. International Confederation of Free Trade Unions, 1943-1974.
14. National Federation of Unemployed Workers, 1949-1955.
15. Joseph MacKenzie, 1949-1955.
16. National Labour Party (Edmonton, Alta.), 1935.
17. Unemployment Insurance Commission, 1921-1962.
18. HRH, The Duke of Edinburgh's Second Commonwealth Study Conference, 1962.
19. Trade Unions in Canada, 1948-1968.
20. Claude Jodoin, 1950-1967.
21. Organized Labour and Pressure Politics, 1972.
22. Seafarers International Union of North America, 1952-1973.
23. American Federation of Labor, 1910-1955.
24. TLC-CCL Unity Committee, ca.1954-1956.
25. United Electrical Radio and Machine Workers of America, 1939-1961.
26. Donald MacDonald, 1938-1959.
27. Congress of Industrial Organizations, ca.1936-1955.
28. Canadian Broadcasting Corporation, ca.1930s-1956.
29. Canadian Jewish Congress, 1921-1956.
30. International Labour Organization, 1921-1970s.
31. Workers Educational Association of Canada, 1921-1956.
32. Canadian Labour Congress, 1956-1982.

33. International Brotherhood of Teamsters, ca.1952-1968.
34. Association of Commercial and Technical Employees, 1960's-1970's.
35. Canada-Wide Industrial Pension Plan, 1971-1975.
36. Andy Andras, ca.1940s-1973.
37. Organization for Economic Co-operation and Development, 1972-1974.
38. Trade Union Advisory Committee, 1972-1974.
39. Jack Williams, 1954-1970.
40. CLC News, 1956-1958.
41. Gérard Rancourt, 1962-1977.
42. Brotherhood of Locomotive Firemen, 1874-1898.
43. Canadian Labour, 1952-1956.
44. Christian Labour Association of Canada, 1958-1972.
45. International Union of Mine, Mill and Smelter Workers, ca. 1940-1962.
46. New Democratic Party, 1960s.
47. New Party Founding Convention, 1961.
48. Eileen Tallman, 1950-1951.
50. T. Eaton Company, 1950-1951.
52. National Association of Steam and Hot Water Fitters and Helpers of America, [1893-1894]
53. Seafarers' International Union of Canada, ca. 1958-1968.
54. Canadian Maritime Union, ca. 1958-1968.
55. Jean Beaudry, 1955-1974.
56. Unemployment Insurance Commission, 1968-1974.
57. Dominion Steelworkers' Mutual Benefit Society, 1953.
58. Waffle Movement, ca. 1972.

International Association of Machinists and Aerospace Workers fonds

Dates : 1901-1985

Genre de documents : 23.2 m of textual records. 1 microfilm reel negative and positive. ca. 1734 photographs chiefly b&w. 8 buttons.

Portée et contenu :
Fonds consists of Canadian Office records and includes: personnel files, 1943-1976; Local Lodge files, 1921, 1934-1976; District Lodge files, 1921-1971; abandoned organizing campaigns and disbanded lodges, 1948-1970; subject files, general, 1901-1973; subject files, specific industries and firms, 1934-1972; Harold E. Thayer general correspondence, 1961-1972; education, 1947-1968; public relations and publicity, 1946-1973; political action, 1952, 1959-1970; other labour organizations, 1921, 1926, 1930-1972. As well, there are local lodge records of defunct lodges, 1908-1967. Montreal Office records include local lodges files, 1954-1985; subject files, general, 1963-1985; subject files, specific industries and firms, 1967-1976. Also included are microfilmed minutebooks of Lodge 122 and Lodge 103, microfilm reel M-7776. The fonds also contains photographs depicting aspects of the I.A.M. & A.W. in Canada, [ca. 1900-1983], and eight union lapel buttons, [196?]. Fonds also consists of Local charters and ephemera. This material is in horizontal storage and spans container nos. 120 to 127.

Le f**onds** se compose de 25 descriptions de niveau inférieur .
1. Oversized documents [textual record][ca. 1888-1966].
2. Photographs [graphic material][ca. 1900-1983].
3. Montreal office records, specific industries and firms subject files [textual record]1967-1976.
4. Montreal office records, general subject files [textual record]1963-1985.
5. Local lodge records [textual record]1908-1967.
6. Canadian office records, other labour organizations [textual record]1921-1972.
7. Canadian office records, political action [textual record]1952-1970.
8. Canadian office records, public relations and publicity [textual record]1946-1973
9. Canadian office records, education [textual record]1947-1968.
10. Canadian office records, Harold E. Thayer, general correspondence 1961-1972.
11. Canadian office records, specific industries and firms subject files [textual record]1934-1972.
12. Canadian office records, general subject files [textual record]1901-1973.
13. Canadian office records, abandoned organizing campaigns and disbanded lodges 1948-1970.
14. Canadian office records, district lodge files [textual record]1921-1971.
15.Canadian office records, local lodge files [textual record]1921-1976.
16. Canadian office records, personnel files [textual record]1943-1976.
17. Montreal office records local lodge files [textual record]1954-1985.
18-25. Union Lapel Button Pièce (reliée).

Instrument de recherche
Documents textuels : http://data2.archives.ca/pdf/pdf001/p000000175.pdf

Cote assignée par le centre d'archives : R3894-0-6-E

Histoire administrative / notice biographique :
The first Canadian local of the International Association of machinists (IAM) was established at Stratford, Ont. in 1890, two years after the foundation of the IAM in Atlanta, Ga. With a membership initially composed largely of railroad machinists, the IAM in Canada grew rapidly

during the boom in railroad construction prior to W.W.I and by 1919 was the country's largest union. In that year the IAM played an important part in the Winnipeg General Strike, which was precipitated by a walk-out of machinists at Dominion Bridge.

During the 1930s the union experienced a serious decrease in membership. A recovery after W.W.II was marked by a change in the composition of the union; a steep decline in railroad membership was offset by increase in membership of aircraft workers, who became the predominant group in the IAM. In 1965 the union's name was accordingly changed to the International Association of Machinists and Aerospace Workers. By this time there were some 40,000 Canadian members, organized in 161 local lodges and 5 district lodges.

The IAM was active in the Trades and Labour Congress of Canada from 1895, and subsequently became an affiliate of the Canadian Labour Congress. Machinists lodges participated in the foundation of the New Democratic Party in 1961, and in 1963 the IAM established the Canadian Machinists Political League to coordinate the union's political and educational program.

Historique de la conservation:
Documents received in 1976 from the Canadian National Office of the International Association of Machinists and Aerospace Workers. Records of local lodges 412 and 1223 were received from H.C. Aubrey of Ottawa, Ont. Accruals received in 1981 from Bob Haddow of Montreal, Que., for records of local lodge 712, and in 1985 from the Montreal Office of the Association for its records.

Numéro d'identification du fonds ou de la collection assigné par l'établissement : R3894-0-6-E

URL du fonds : Le site internet de BAC ne permet pas de faire des liens hypertextes. Il est nécessaire pour accéder aux fonds d'utiliser l'outil de recherche.

Nom du centre d'archives : Bibliothèque et Archives du Canada

Descripteurs :
1. Labour - Canada, 1901-1985 Louis Laberge, 1943-1976.
2. Labour conditions - Canada, 1901-1985 Clifford Scotton, 1943-1976.
3. Labour disputes - Canada, 1901-1985 Harold E. Thayer, 1961-1972.
4. Labour movement - Canada, 1901-1985 Canadian Machinists Political League, 1952-1970.
5. Labour organization - Canada, 1901-1985 Machinists Non-Partisan Political League, 1952-1970.
6. Labour movement - Education - Canada, 1947-1968 New Democratic Party of Canada, 1963-1970.
7. Labour relations - Canada, 1901-1976 Canadian Labour Congress, 1952-1982.
8. Trade and professional associations - Canada, 1901-1985 Canadian Railway Labour Executive Association, 1952-1970.
9. Trade unions - Canada, 1901-1985 Ontario Federation of Labour, 1952-1970.
10. Trade unions - Canada - Strikes, 1907-1976 Religion-Labour Council of Canada, 1952-1970.
11. Trade unions - Machinists - Canada, 1901-1985 Ottawa (Ont.), 1908-1967.
12. Trade unions - Aerospace industry employees - Canada, 1901-1985 Cornwall (Ont.), 1908-1967.
13. Trade unions - Membership, 1901-1985 St. Thomas (Ont.), 1908-1967.
14. Aeronautics - Canada, 1934-1984 Drummondville (Quebec), 1908-1967.
15. Aircraft industry - Canada, 1934-1984 Fédération des travailleurs du Québec, 1977-1985.

16. Airlines - Canada, 1934-1984 Quebec Federation of Labour, 1977-1985.
17. Automobile industry and trade - Canada, 1934-1972.
18. Construction industry - Canada, 1934-1972.
19. Electronics industry - Canada, 1934-1972.
20. Machine tool industry - Canada, 1934-1972.
21. Canada - Officials and employees, 1934-1972.
22. Railroads - Canada, 1934-1972.
23. Railroad equipment industry - Canada, 1934-1972.
24. Canada - Industry, 1907-1985.
25. Labour leaders - Canada, 1901-1976.
26. Trade unions - Political activity, 1901-1976.
27. International Association of Machinists and Aerospace Workers - History, 1901-1985.
28. International Association of Machinists and Aerospace Workers - Constitution, 1901-1985.
29. International Association of Machinists and Aerospace Workers - Employees, 1901-1985.
30. International Association of Machinists and Aerospace Workers - Membership, 1901-1985.

Robert H. Haddow fonds

Dates : 1939-1961

Genre de documents : 15 cm of textual records.

Portée et contenu :
Fonds consists of files relating to Haddow's activities as the Grand Lodge Representative in Montreal for the International Association of Machinists, including representative's reports, 1939-1945; Lodge 712 minutes, 1944-1946; National War Labour Board briefs, 1942-1943; a membership book for the Montreal Aircraft Workers Local Union, 1946; and one file on Haddow's activities as Canadian District President of the International Fur and Leather Workers Union, n.d., 1939, 1955-1961.

Cote assignée par le centre d'archives : R1638-0-8-E

Histoire administrative / notice biographique :
Robert Haddow, trade unionist, was born in Glasgow, Scotland and worked as a tool maker in the Scottish shipbuilding industry before immigrating to Canada. During the 1930's, Haddow helped the International Association of Machinists establish itself in Montreal's aircraft factories. In 1939, he was appointed the Grand Lodge Representative for Montreal and district, which included Lodge 712 of the large aircraft plants of Canadian Vickers, Fairchild and Noorduyn. A former member of the Independent Labour Party in Britain, Haddow supported the Communist Party of Canada. In charge of their trade union groups in the Montreal area, Haddow helped Fred Rose coordinate the Verdun unemployment relief strike in 1940, and assisted Rose's federal election campaign in Montreal-Cartier in 1943.
In December 1945, Haddow and three other IAM officers were dismissed on charges of attempting to persuade Lodge 712 members to join the militant United Electrical, Radio and Machine Workers of America. This action by the IAM General Vice-President D.S. Lyons caused some IAM members to leave and form the short-lived Montreal Aircraft Workers Local Union. In June 1946, Haddow joined the International Fur and Leather Workers Union as their Canadian representative. When the IFLWU formed a Canadian District (No. 10) in the fall of 1948, Haddow became its first president and later served as district secretary and director. In 1955, the IFLWU merged with the Amalgamated Meat Cutters and Butcher Workmen of North America, and Robert Haddow resigned as President of the ILFWU in Canada.

Point d'accès / provenance : Received in 1981 from Robert Haddow of Montreal, Que.

Numéro d'identification du fonds ou de la collection assigné par l'établissement : R1638-0-8-E

URL du fonds : Le site internet de BAC ne permet pas de faire des liens hypertextes. Il est nécessaire pour accéder aux fonds d'utiliser l'outil de recherche.

Nom du centre d'archives : Bibliothèque et Archives du Canada

Descripteurs :
1. Trade-unions - Records and correspondence, [1939-1961] Montreal Aircraft Workers Local Union (Quebec), 1946.
2. Labour leaders - Canada, [1939-1961] International Fur and Leather Workers Union, 1939, 1955-1961.
3. International Association of Machinists - Records and correspondence, [1939-1961] Lodge 712 (Montreal, Quebec), [1939-1961]
4. National War Labour Board - Records and correspondence, 1942-1943.

5. Trade-unions - Machinists - Canada, 1939-1945.
6. Trade-unions - Fur and leather workers - Canada, 1939, 1955-1961.
7. Trade-unions - Aircraft workers - Canada, 1946.
8. International Association of Machinists - Meetings, 1944-1946.
9. Trade-unions - Local unions, [1939-1961]
10. Trade-union meetings - Canada, [1939-1961]

United Steelworkers of America fonds

Dates : 1902-1986

Genre de documents : 40.004 m of textual records some photocopies; 2059 photographs b&w. 18 film reels (6 h, 35 min, 23 s); 36 video reels (14 h, 50 s); 1 videocassette; 3 audio reels (6 h, 32 min, 30 s); 1 audio cassette (5 min, 30 s); 3 blueprints; 5 microfilm reels; 2 architectural drawings.

Portée et contenu :
Fonds consists of two series of textual records, 1902-1983. Series one, National Director's Office, includes records of national policy conferences and their predecessors, correspondence, subject files, district and area files and administrative files; records of the Public Relations Department and the Education and Welfare Department. Series two, Research Department of the International Union of Mine, Mill and Smelter Workers contains the following records: Collective agreement files; audit reports, newspapers, and scrap-books; files relating to Canada copied from the International Offices of the USWA; C.H. Millard interview; documents on the Steel Workers Union, Stelco. Microfilmed material includes an almost-complete run of the magazine "Information" published by the Education Department of the Canadian National Office, 1952-1971; files relating to Canada selected from papers of various international offices of the USWA and transcripts of interviews with several Canadian leaders, 1940-1965. Microfilmed material is located on reels: M-6786 to M-6789A. Textual records includes material in horizontal storage, containers 244 to 256. This material includes an organization chart of the Dominion Steel and Coal Company Ltd., and posters on a variety of topics, 1945 to 1979. The fonds includes one series of photographic materials, 1935-1978, depicting activities of the United Steelworkers of America in Canada. The fonds also contains moving image material, including silent and sound films, 1945-1965, on subjects such as the USWA annual picnic; Labour Day parade and picnic; Local 100; Strike at Stelco in Hamilton ; and March on Murdochville. There are also video reels, 1974-1979, documenting proceedings of meetings and policy conferences, oral history interviews of union leaders, and educational documentaries about health & safety and other trade union issues. In addition, fonds includes sound recordings that document speeches, meetings and proceedings. Included is an excerpt of a speech entitled Mouseland, delivered by T.C. Douglas, leader of the New Democratic Party; an excerpt from a meeting of the USWA ad hoc committee; proceedings of a special convention of the International Union of Mine, Mill and Smelter Workers in commemoration of the 80th anniversary of the founding of the Western Federation of Miners (forerunner to Mine Mill); and oral history interviews by Donald Montgomery, labour official, of Harry Simon and Max Federman. The fonds also contains two blueprints, 1919-1943, of the Trenton Steel Works Ltd. in Trenton, Nova Scotia. These form a part of the records of the Royal Commission of Inquiry into the Coal industry in Canada (Carroll Commission) of 1944, whose report would be tabled in the House of Commons on 31 January 1947.

Le Fonds se compose de 16 descriptions de niveau inférieur :
1. Moving images [moving images] 1945-1979.
2. Photographs [graphic material] 1939-1978.
3. Contracts [textual record] 1939-1983.
4. International offices of the United Steelworkers of America [textual record (microform)] 1940-1965.
5. C.H. Millard interview [textual record 1975.

6. Steel Workers Union, Sheet Mill Dept., Stelco [textual record] [ca. 1935].
7. Information [textual record (microform)]1952-1971..
8. Scrapbooks [textual record] 1940-1972.
9. Newspapers [textual record] 1902-1976.
10. Audit reports [textual record] 1943-1970.
11. International Union of Mine, Mill and Smelter Workers Research Dept 1925-1967.
12. Education and Welfare Department [textual record] 1953-1977.
13. Public Relations Department [textual record] 1944-1969.
14. National Director's office [textual record] 1937-1976.
15. [Architectural drawings pertaining to the Trenton Steel Works Ltd. in Trenton, Nova Scotia] [architectural drawing] 1938-1943.
16. Posters 1979**.**

Instrument de recherche :
Documents textuels (1) : http://data2.archives.ca/pdf/pdf001/p000001620.pdf
Documents textuels (2) : http://data2.archives.ca/pdf/pdf001/p000001621.pdf

Cote assignée par le centre d'archives : R2971-0-7-E

Histoire administrative / notice biographique :
The Steel Workers Organizing Committee (SWOC) was one of several committees established to organize industrial workers under the umbrella of the Committee for Industrial Organization. In 1936 CIO President John L. Lewis placed Silby Barrett, Director of the United Mine Workers of America in Nova Scotia, in charge of SWOC in Canada. Charles Millard was appointed Regional Director in 1939. In 1942 the United Steelworkers of America (USWA) was formed and Millard was appointed National Director of the Union in Canada. He was re-elected to this position until his retirement in 1956 when he was succeeded by William Mahoney. Gérard Docquier was elected to the position upon Mahoney's retirement in 1977. The National Director is responsible for the provision of specialized services including research and publicity, and has a co-ordinating role for the union in Canada. The District Directors handle contract negotiations and administration, and organizational work, except when such matters are assigned to the National Director for special reasons. Initially the USWA divided Canada into two districts: District 5 covering the Maritimes and District 6 encompassing the rest of the country. In 1946 Quebec was transferred to the jurisdiction of District 5 and in 1961 District 5 was restricted to Quebec and the Atlantic provinces were designated District 2.

Point d'accès / provenance : Volumes 1 to 129 were presented in 1977 by the National Office of the USWA. The files of the National Director's Office were microfilmed in 1979. The run of "Information" was microfilmed in 1979, from originals held in the Library of the National Office. The Contracts series (volumes 129 to 243) was presented in 1984 by the National Office.

Numéro d'identification du fonds ou de la collection assigné par l'établissement : R2971-0-7-E

URL du fonds : Le site internet de BAC ne permet pas de faire des liens hypertextes. Il est nécessaire pour accéder aux fonds d'utiliser l'outil de recherche.

Nom du centre d'archives : Bibliothèque et Archives du Canada

Descripteurs :
1. Steel industry and trade - Canada, 1902-1981 International Union of Mine, Mill and Smelter Workers, 1902-1981.

2. Strikes and lockouts - Canada, 1902-1981 Committee for Industrial Organization, c. 1935-1955.
3. Arbitration, Industrial - Canada, 1902-1981 Steel Workers' Organizing Committee, c. 1936-1942.
4. Collective bargaining - Canada, 1902-1981 Silby Barrett, 1937-1942.
5. Industrial relations - Canada, 1902-1981 Charles H. Millard, 1937-1975.
6. Labour - Canada, 1902-1981 Trenten Steel Works, 1942-1950.
7. Occupational diseases, 1902-1981 Dosco National Bargaining Committee, 1957-1969.
8. Trade-unions - Canada, 1902-1981 Dominion Bridge Company, 1947-1960.
16. Labour leaders - Canada, n.d., 1955-1967 Mine-Mill (Canada), 1944-1969.
17. Economic conditions, n.d., 1955-1967 Labour College of Canada, 1953-1977.
18. Mines and mineral resources, n.d., 1955-1967 Economic Council of Canada, n.d., [between 1947 and 1974]
19. Pensions, n.d., 1951-1967 Canadian Study Project, n.d., [between 1947 and 1974]
20. Workers compensation, n.d., 1955-1967 Sault Ste. Marie Health Center, n.d., [between 1947 and 1974]
21. Mining - Accidents, n.d., 1955-1967 Private Planning Association of Canada, n.d., [between 1947 and 1974]
22. Trade-unions - Miners, [between 1925 and 1967] Economic Council of Canada, n.d., [between 1947 and 1974]
23. International Confederation of Free Trade Unions, 1951-1973.
24. Inter American Regional Organization, 1951-1973.
25. Office and Professional Employees International Union, 1943-1974.
26. Staffman's Organizing Committee, 1943-1974.
27. Information, 1952-1971.
28. New Democratic Party, 1962-1975.
29. OXFAM, 1962-1975.
31. Barlow Royal Commission, 1942-1950.
32. Murdochville, 1957.
33. Canadian Congress of Labour, ca.1940-1956.
34. All-Canadian Congress of Labour, ca. 1939-1940.

International Molders and Allied Workers Union fonds

Dates : 1859-1977

Genre de documents : 33 microfilm reels : negative and positive.

Portée et contenu :
Fonds consists of microfilmed convention proceedings, 1859-1895, 1912-1961; monthly financial reports, 1870-1872; Journal, 1864-1894; Quarterly Report, 1868-1870; journals, 1896-1977; Executive board minutes, 1912-1922, 1962-1977; Retirement board minutes, 1954-1975; publications, 1864-1977; minutes of I.M.U. Local, Cincinnati, 1864-1880; and constitution and by-laws of the Stove Founders National Defence Assoc**c**iation, Chicago, 1903. This material is located on microfilm reels M-3711 to M-3714, M-6426 to M-6454.

Le Fonds se compose de 7 descriptions de niveau inférieur :
1. Stove Founders National Defense Association, Chicago [textual record (microform)]1903.
2. I.M.U. Local 4, Cincinnati, minutes [textual record (microform)] 1864-1880. Publications [textual record (microform)] 1864-1977.
3. Retirement Board minutes [textual record (microform)] 1954-1975.
4. Executive Board minutes [textual record (microform)] 1912-1922, 1962-1977.
5. Financial reports, monthly [textual record (microform)] 1870-1872**.**
6. Convention proceedings [textual record (microform)] 1859-1961.

Instrument de recherche:
http://data2.archives.ca/pdf/pdf001/p000002642.pdf

Cote assignée par le centre d'archives : R4443-0-1-E

Histoire administrative / notice biographique :
Independent Unions of Molders were established in Toronto, Hamilton, Brantford, London and Quebec in the middle of the nineteenth century. In 1859 the National Union of Iron Molders was formed at Philadelphia and the Canadian unions mentioned above affiliated with this organization the following year. Subsequently the name of the union was changed to International Molders and Foundry Workers Union of North America.

Point d'accès / provenance : Copies made from microfilm held by the International Office of the Union, Cincinnati, Ohio.

Numéro d'identification du fonds ou de la collection assigné par l'établissement : R4443-0-1-E

URL du fonds : Le site internet de BAC ne permet pas de faire des liens hypertextes. Il est nécessaire pour accéder aux fonds d'utiliser l'outil de recherche.

Nom du centre d'archives : Bibliothèque et Archives du Canada

Descripteurs :
1. International Molders and Allied Workers Union - Records and correspondence, 1859-1895, 1912-1961 Iron Molders, [1864-1977]
2. International Molders and Allied Workers Union - Minutes, 1954-1977, 1912-1922 International Journal, 1864-1868, 1870-1907.
3. International Molders and Allied Workers Union - Business records, 1870-1872 Quarterly Report, 1868-1870.
4. I.M.U. Local 4, Cincinnati (Ohio) - Minutes, 1864-1880 International Molders Journal, 1908-

1940.
5. Publishers and publishing, 1864-1977 Foundry Workers Journal, 1940-1961.
6. Journalism, Labour, 1864-1977 International Molders and Allied Workers Journal, 1961-1977.
9. Trade-unions - Organizing, 1859-1977.
10. Trade-unions - Canada, [1859-1977]
11. Trade-unions - United States, [1859-1977]
12. Labour movement - Canada, [1859-1977]

Madeleine Parent and R. Kent Rowley fonds

Dates : 1939-1980

Genre de documents : 3.45 m of textual records; 1,500 photographs : b&w.; 3 pins.

Portée et contenu :
Fonds consists of United Textile Workers of America material including subseries on legal files, correspondence, local union files and subject files, n.d., 1937-1954, 52.5 cm; Canadian Textile Council material with subseries of correspondence, local union files, and subject files, n.d., 1952-1963, 27.5 cm; further United Textile Workers of America material including subseries on conferences, correspondence, local union files, and subject files, n.d., 1937-1975, 2.085 m; and further material on the Canadian Textile Council, with subseries on local union files, subject files, publications, newspapers, and charters, n.d., 1952-1974, 56.5 cm. The fonds contains photographic material depicting the work of organizers and directors of the United Textile Workers of America in Canada from 1943 to 1952; founders and leaders of the Canadian Textile Council (now the Canadian Textile and Chemical Workers Union); scenes concerning annual meetings and Labour Day activities in Québec in the late 1940's and 1950's. Also included are medallic items consist of three United Textile Workers of America lapel pins, one designed by Lionel Monahan, a steelworker from St. Henri, Québec.

Fonds se compose de 96 descriptions de niveau inférieur : newspaper, posters, United Textile Workers of America, Publications diverses, etc.

Instrument de recherche :
http://data2.collectionscanada.gc.ca/pdf/pdf001/p000001844.pdf

Cote assignée par le centre d'archives : R4719-0-8-E

Histoire administrative / notice biographique :
Madeleine Parent, (1918-2012) and R. Kent Rowley (1918-1978), labour organizers and officers, have been prominent labour organizers and Canadian nationalists since the 1930's. They were born and educated in Montreal. Parent obtained a Bachelor of Arts degree from McGill in 1940. During World War II, Rowley began organizing textile workers for the United Textile Workers of America (UTWA). At the same time, Parent joined the UTWA as on organizer. In subsequent years, they organized textile workers throughout Ontario, Quebec and the Maritimes, often encountering bitter opposition from government officials, business leaders and conservative elements in the labour movement. From 1945 to 1952, Rowley was Canadian Director of the UTWA. In 1952, as a result of a disagreement over union strategy, the International Office fired the entire Canadian staff. Undaunted, Parent and Rowley regrouped and set up the Canadian Textile Council. They were married in 1953. In 1969 they were instrumental in the formation of the Council (later Confederation) of Canadian Unions. Rowley was elected secretary-treasurer of that organization, a position he held until his death in 1978. Throughout her career, Madeleine Parent has held several union offices (including secretary-treasurer of the CTC) as well as being active in the struggle for women's rights.
See "Canadian Encyclopedia", p. 1359.

Point d'accès / provenance : Received in 1976 from Madeleine Parent and R. Kent Rowley.

Numéro d'identification du fonds ou de la collection assigné par l'établissement : R4719-0-8-E

URL du fonds : Le site internet de BAC ne permet pas de faire des liens hypertextes. Il est

nécessaire pour accéder aux fonds d'utiliser l'outil de recherche.
Nom du centre d'archives : Bibliothèque et Archives du Canada
Descripteurs : 1. Trade-unions - Canada, n.d., 1939-1975 United Textile Workers of America, n.d., 1937-1975. 2. Trade-union meetings - Canada, 1943-1952 Trades and Labor Congress of Canada, 1943-1949. 3. Trade-unions - Canada - Local unions, [n.d., 1946-1958] Canadian Textile Council, n.d., 1952-1974. 4. Trade-unions - Canada - Strikes, [n.d., 1946-1952] Jane Gray, ca. 1944-1949. 5. Trade-unions - Officials and employees, n.d., 1939-1975 Leo Roback, ca. 1944-1949. 6. Trade-unions - Textile workers - Organizing, [n.d., 1941-1966] Montreal Trades and Labor Council, [n.d., 1941-1966] 7. Trade-unions - Textile workers - Canada, [n.d., 1939-1975] The Eaton's Knitting Company, [n.d., 1941-1966] 8. Labour leaders - Canada, n.d., 1939-1975 Council of Canadian Unions, ca. 1969-1973. 9. Labour literature - Canada, 1945-1966 The Huntingdon Woolen Mill Workers, n.d., 1947-1973. 10. Textile industry - Canada, [n.d., 1939-1975] "CTC Bulletin", [1945-1966] 11. Trade-unions - Law and legislation - Canada, n.d., 1946-1953 "The Voice of Textile", [1945-1966] 12. United Textile Workers of America - Meetings, 1943-1952 UTWA, n.d., 1937-1975. 13. Collective labour agreements - Canada, n.d., 1937-1975 Ford of Canada, 1945. 14. The Montreal Cottons Ltd., Valleyfield, Que., 1943. 15. International Union, United Automobile, Aircraft and Agricultural Implement Workers of America, Windsor, Ont., 1945. 16. Confederation of Canadian Unions, ca. 1969-1973.

United Transportation Union fonds

Dates : 1886-1989

Genre de documents : 41.1 m of textual records; 5 photographs b&w.

Portée et contenu :
Fonds consists of records created by officers of two of the constituent unions of the United Transportation Union, the Brotherhood of Locomotive Firemen and Enginemen and the Brotherhood of Railroad Trainmen, and by general chairmen of the U.T.U. for the Canadian National Railways, Lines East, and the Canadian Pacific Railway after the merger of the unions in 1969. Fonds also contains panoramic group photos of delegates attending various Brotherhood of Railroad Trainmen conventions; photos by Cecil Thomson Studio, Mile High Studio, Ertler Photo, Miller-Ertler Studios, and Marchada Photo, 1931-1954.

Fonds se compose de 15 description(s) de niveau inférieur

1. Brotherhood of Railroad Trainmen President's subject files [textual record] 1947-1966.
2. Charters and oversize documents [textual record] 1886-1892.
3. Brotherhood of Railroad Trainmen, General Chairman CNR Central Region [textual record] 1952-1968.
4. Brotherhood of Railroad Trainmen, miscellaneous printed items [textual record] 1897-1969.
5. Brotherhood of Railroad Trainmen, Canadian Vice-President [textual record] 1889, 1918-1971.
6. Brotherhood of Locomotive Firemen and Enginemen, United Transportation Union General Chairman CNR Lines East [textual record] 1920-1989.
7. Brotherhood of Locomotive Firemen and Enginemen, Secretary-Treasurer CNR Central Region [textual record]1918-1930.
8. Brotherhood of Locomotive Firemen and Enginemen, General Chairman CPR [textual record] 1886-1970.
9. Brotherhood of Locomotive Firemen and Enginemen, Canadian Vice-President Legislative [textual record] 1907-1971.
10. Brotherhood of Locomotive Firemen and Enginemen, bunkhouse survey and 1973 conciliation and arbitration printed items [textual record] 1966-1974.
11. Brotherhood of Locomotive Firemen and Enginemen, Secretary-Treasurer CNR Eastern Region [textual record] 1909-1968
12. . Brotherhood of Locomotive Firemen and Enginemen, General Chairman CNR Eastern Region [textual record]1917-1961.
13. Brotherhood of Locomotive Firemen and Enginemen, General Chairman CNR Central Region [textual record] 1922-1967.
14. Brotherhood of Locomotive Firemen and Enginemen, Canadian Vice-President Protective [textual record] 1907-1971.
15. Brotherhood of Locomotive Firemen and Enginemen, United Transportation Union General Chairman CPR [textual record] 1918-1981.

Instrument de recherche:
Documents textuels : http://data2.archives.ca/pdf/pdf001/p000000153.pdf

Cote assignée par le centre d'archives : R2768-0-1-E

Histoire administrative / notice biographique :

The United Transportation Union was formed in 1969 with the merger of four operating railway workers' unions: the Brotherhood of Locomotive Firemen and Enginemen, the Brotherhood of Railroad Trainmen, the Order of Railway Conductors and Brakemen, and the Switchmen's Union of North America. These unions had been founded in the United States in the late nineteenth century, primarily as insurance societies, and they soon spread into Canada. Until the introduction of the diesel locomotive and the relative decline of rail transport in the middle of the twentieth century, they were among the largest unions in North America.

Point d'accès / provenance: Presented in 1975, 1976, 1979, 1985 and 1989 from various officers of the Union. A small accession was received from the Canadian Labour Congress in 1976. The President's subject files of the Brotherhood of Railroad Trainmen were donated in 1978 by the New York State School of Industrial and Labour Relations, Cornell University, Ithaca, New York.

Numéro d'identification du fonds ou de la collection assigné par l'établissement : R2768-0-1-E

URL du fonds : Le site internet de BAC ne permet pas de faire des liens hypertextes. Il est nécessaire pour accéder aux fonds d'utiliser l'outil de recherche.

Nom du centre d'archives : Bibliothèque et Archives du Canada

Descripteurs :
1. Trade-unions - Canada, Brotherhood of Locomotive Firemen and Enginemen, 1886-1969.
2. Trade-unions - Canada - History, Brotherhood of Railroad Trainmen, 1897-1969.
3. Trade-unions - Law and legislation - Canada, 1907-1977 Canadian National Railways, [1909-1979]
4. Trade-unions - Officials and employees, 1886-1979 Montreal (Quebec), 1922-1967.
5. Trade-unions - Railroads - Canada, 1886-1979 Canadian National Railways. Central Region, 1922-1967.
6. Trade-unions - Salaries, etc. Canadian National Railways. Eastern Region, 1917-1961.
7. Trade-unions - Transport workers - Canada, 1886-1979 Canadian National Railways. Lines East, 1964-1979.
8. Railroad companies - Canada, [1886-1979] Canadian National Railways. General Grievance Committee. Eastern Region, 1909-1968.
9. Railroads - Employees, 1886-1979 Bunkhouse Survey, 1966.
11. Collective bargaining - Canada, 1907, 1917-1971 Freedman Inquiry, 1952-1968.
12. Arbitration, Industrial - Canada, 1973-1974 Brotherhood of Locomotive Engineers - Canada, 1956-1979.
13. Brotherhood of Railroad Trainmen - History, 1897-1971 International Brotherhood of Firemen and Oilers, 1941, 1960-1961.
14. Railroad terminals - Canada, 1952-1968 Quebec Central Railway Company, 1952-1955.
16. Industrial housing - Canada, 1966 VIA Rail Canada.
17. Canadian Railway Board of Adjustment No. 1, 1918-1964.
18. Canadian Railway Office of Arbitration, 1965-1985.
19. Montreal and Southern Counties Railway, 1960.
20. Central Vermont Railway Co., 1959-1974.
21. Compagnie du Chemin de Fer Roberval-Saguenay, 1946.
22. Roberval and Saguenay Railway Company, 1946.
25. Canadian Association of Railwaymen, 1956.
26. Temiscouata Railway, 1956-1962.

Amalgamated Clothing and Textile Workers Union: Textile Division fonds

Dates : 1920-1980

Genre de documents : 26.19 m of textual records; 218 photographs chiefly b&w; 5 badges; 1 film reel (21 min).

Portée et contenu :
Fonds consists of Canadian national office records, n.d., 1948-1976, 3.83 m; Local 1430, n.d., 1920-1974, 0.4 m; South-Western Ontario Joint Textile Board records, n.d., 1945-1967, 7.15 m; Greater Toronto Textile Joint Board, n.d., 1957-1970, 7.2 m; and Greater Cornwall Textile Joint Board, n.d., 1933-1980, 7.56 m. Fonds also contains photographs related to activities of locals of Textile Workers Union of America in Canada, including meetings, picnics, and picketing, [ca. 1954-1962]; a photograph of a business block in Galt, Ont., damaged by fire, 1960; and an aerial view showing the Courtaulds Textile plant and part of the town of Cornwall, [ca. 1930]. In addition, fonds contains 2 Textile Workers Union of America badges, 1 Textile Workers Union of America Steward badge, 1 Amalgamated Clothing and Textiles Workers Union Retired Member badge, and 1 Textile Workers Union of America 30th Anniversary in Canada badge, [ca. 1975]. Also included is the National Film Board of Canada documentary film entitled Local 100 = Contrat de travail (1950). The film tells the story of how Local 100, an affiliate of a national union, was formed.

Fonds se compose de 10 descriptions de niveau inférieur :
1. Greater Cornwall Textile Joint Board [textual record] 1933-1980.
2. Greater Toronto Textile Joint Board [textual record] 1957-1970.
3. South-Western Ontario Joint Textile Board records [textual record] 1945-1967.
4. Local 1430 [textual record] 1920-1974.
5. Canadian national office records [textual record] 1948-1976.
6. Textile Workers Union of America Badge, U.S.A. (?) Pièce (reliée).
7. Textile Workers of America 30th Anniversary in Canada Badge, 1975 Pièce (reliée).
8. LCTWU (?) Retired Member Brooch Pièce (reliée).
9-10. Textile Workers Union of America Lapel Button, U.S.A Pièce (reliée).

Instrument de recherche: http://data2.archives.ca/pdf/pdf001/p000001781.pdf

Cote assignée par le centre d'archives : R5230-0-3-E

Histoire administrative / notice biographique :
In an effort to expand and consolidate union organization in the textile industry, the Canadian Congress of Labour asked the Textile Workers Union of America (TWUA) to come to Canada in 1945. Locals affiliated with the Congress' Textile Workers Union Organizing Committee and with the National Union of Textile Workers subsequently joined the TWUA, whose first Canadian Director was Sam Baron. His successors were J. Harold Daoust (1951-1954) and George C. Watson (1965-1977). The TWUA quickly became the largest textile workers union in Canada, with contracts for workers employed in major mills such as Canadian Cottons plants in Ontario and New Brunswick, Courtaulds Ltd. in Cornwall and Monarch Knitting Mills in Toronto. Joint boards were set up to coordinate and supervise the locals in centers of the industry including Toronto, Southwestern Ontario, Cornwall and the Eastern Townships.
In 1976, the TWUA merged with the Amalgamated Clothing Workers of America to form the Amalgamated Clothing and Textile Workers Union. Charles (Bud) Clarke succeeded George

Watson as the director of the textile workers division of the new union in 1977.

Point d'accès / provenance : Received in 1970, 1971, 1972 and 1976 from Mrs. K.P. Kirkwood and in 1990 from Mr. Roman Christians, Ottawa, Ont. The records of the Canadian national Office of the TWUA were received between 1975 and 1977, and those of the South-Western Ontario Joint Board in 1977. Material from Local 1430 was received from Ed Seymour, Canadian Education Director of the TWUA in 1976. The records of the Greater Toronto Textile Joint Board and the Greater Cornwall Textile Joint Board were received in 1979 and 1980 respectively. Moving images received in 1981.

Numéro d'identification du fonds ou de la collection assigné par l'établissement : R5230-0-3-E

URL du fonds : Le site internet de BAC ne permet pas de faire des liens hypertextes. Il est nécessaire pour accéder aux fonds d'utiliser l'outil de recherche.

Nom du centre d'archives : Bibliothèque et Archives du Canada

Descripteurs :

Vedette-matière

1. Trade-unions - Canada, Amalgamated Clothing and Textile Workers Union, 1920-1980.
2. Trade-unions - Canada - History, n.d., 1920-1980 Textile Workers Union of America. Canadian National Office, [n.d., 1920-1980]
3. Trade-unions - Clothing workers - Canada, n.d., 1920-1980 Baron, Baldanzi vs. Rieve, 1950-1951.
4. Trade-unions - Textile workers - Canada, n.d., 1920-1980 Eastern Townships (Quebec), n.d., 1962-1967.
5. Trade-unions - Local unions, n.d., 1920-1980 Confederation of National Trade Unions, n.d., 1962-1967.
8. Amalgamated Clothing and Textile Workers Union - History, [n.d., 1920-1980] Textile Workers Union of America. Fourteenth Biennial Convention, 1966.
9. Textile Workers Union of America - History, n.d., 1920-1980 Canadian Labour Congress, n.d., 1948, 1956, 1960-1968.
10. Trade-unions - Quebec (Province), n.d., 1962-1967 Ontario Federation of Labour, n.d., 1948, 1956, 1960-1968.
11. Trade-unions - Officials and employees, [n.d., 1951, 1952, 1963-1967] Canadian Textile Council, n.d., 1950-1955, 1957, 1962-1971.
12. Textile industry - Canada, n.d., 1920-1980 Canadian Textile Institute, n.d., 1950-1955, 1957, 1962-1971.
13. Trade-unions - Canada - Strikes, n.d., 1963-1967 Federation of Textile Representatives, n.d., 1953, 1964-1967.
14. Trade-unions - Textile workers - Organizing., 1951, 1955-1967 Textile Labor, [1953-1976]
15. Labour - History, n.d., 1920-1980 Textile Workers Union of America. Local 1430, [n.d., 1920-1974]
17. Labour organization - Canada, n.d., 1920-1980 Canadian Brussels Carpet Weavers Beneficial Association, [n.d., 1920-1974]
18. Governmental investigations - Canada, [n.d., 1950-1955, 1957, 1962-1971] Brussels Carpet Weavers Association, [n.d., 1920-1974]
22. Arbitration, Industrial, [n.d., 1920-1974] Textile Workers Union of America. Local 779, n.d., 1933-1980.
23. Courtaulds (Canada) Limited, n.d., 1933-1980.

National Automobile, Aerospace and Agricultural Implement Workers Union of Canada

Dates : 1939-1989

Genre de documents : 78.601 m of textual records.1 microfilm reel.2,457 photographs b&w and col.1 film reel (45 min).

Portée et contenu :
Fonds consists of records of the Canadian UAW Council; subject and correspondence files of Canadian director, Dennis McDermott; records of the Hamilton, Ontario, sub-regional office, including some files of the Oakville, Ontario, sub-regional office; UAW newspapers; collective agreements; records of the Oshawa, Ontario, sub-regional office; national office subject files; local unions files; Canadian staff files; Solidarity House correspondence; records of the Service Department; Big Three files relating to Ford, Chrysler, and General Motors; records of the Oakville, Ontario, sub-regional office; records of the Organizing Department; Community Services/Retired Workers files; per capita tax; Research Department files; Citizenship and Legislative Department files; Companies files; arbitration awards files; Education Department files. Includes microfilmed selections of the United Automobile Worker, 1940-1943; The Oshaworker, 1944, microfilm reel M-2164. Fonds also consists of photographic material that depicts activities, events, and individuals, documenting the Canadian region of the United Automobile Workers, now the National Automobile, Aerospace and Agricultural Implement Workers Union of Canada, 1941-1980. Also included in fonds is one film of the strike by Local 222 of the United Autoworkers of America at the General Motors of Canada plant in Oshawa, Ontario, 19 September 1955.

26 descriptions de niveau inférieur.
1. National Office subject files [textual record]1949-1986.
2. Photographs [graphic material]1941-1980.
3. Oversize material [textual record]1979-1980.
4. Education [textual record, object]1954-1986.
5. Arbitration awards [textual record]1945-1981.
6. Big Three [textual record]1951-1983.
7. Big Three [textual record]1964-1981.
8. Companies [textual record]1941-1984.
9. Citizenship and Legislative Department [textual record]1971-1982.
10. Research Department [textual record]1964-1982.
11. Per capita tax [textual record]1973-1981.
12. Community Services [textual record]1955-1979.
13. Organizing Department [textual record]1960-1979.
14. Oakville Sub-Regional Office [textual record]1955-1981.
15. Big Three [textual record]1939-1982.
16. Big Three [textual record]1955-1984.
17. Service Department [textual record]1958-1980.
18. Solidarity House [textual record]1966-1977.
19. Canadian staff files [textual record]1953-1984.
20. Local Unions [textual record]1956-1982.
21. Oshawa Sub-Regional Office [textual record] 1951-1983
22. National Office, Research Dept., Collective agreements [textual record] 1943-1989.

23. UAW newspapers [textual record (microform)]1940-1944
24. Hamilton and Oakville Sub-Regional Offices [textual record]1958-1986.
25. Dennis McDermott [textual record]1964-1978.
26. Canadian UAW Council [textual record]1968-1983.

Instrument de recherche: http://data2.archives.ca/pdf/pdf001/p000000494.pdf

9 syndicats locaux québécois sont conservés dans ce fonds].

Cote assignée par le centre d'archives : R3341-0-8-E

Histoire administrative / notice biographique :
The International Union, United Automobile, Aircraft and Agricultural Implement Workers of America (UAW), a labour union, was chartered by the American Federation of Labor in 1935. An early supporter of the Committee for Industrial Organization (CIO), the UAW first established itself in Canada when auto parts workers at Kelsey Wheel in Windsor, Ontario, joined the union in 1936. A notable event in the union's early history was the 1937 strike against General Motors in Oshawa, Ontario. The Canadian UAW's membership grew significantly during World War II, as major firms such as Ford of Canada, Chrysler, and Massey-Harris were organized, as well as many smaller plants.

Immediately after the war, the Canadian UAW was one of the leaders in the post-war drive to obtain union security (such as the dues check-off and union shop) and major wage increases. The 1945 strike against Ford of Canada in Windsor, Ontario, which resulted in the Rand Formula for union security, was a major event in this drive. In the 1950s, such issues as pension plans, health insurance, and supplemental unemployment benefits were increasingly prominent in the UAW's collective bargaining. The Canadian UAW was one of the major affiliates of the Canadian Congress of Labour during 1940-1956, and has been affiliated with the Canadian Labour Congress since 1956.

In the 1970s and 1980s, the Canadian UAW found itself increasingly at odds with the Detroit-based international union because of the latter's acceptance of wage reductions and other concessions in contract negotiations with employers. Unable to obtain sufficient autonomy within the international UAW, the Canadian UAW broke away in 1985 and re-established itself as the National Automobile, Aerospace and Agricultural Implement Workers Union of Canada (commonly known as the Canadian Auto Workers, or CAW). In 1987, the CAW reported a membership of 143,000. Since its separation from the American branch of the union, the CAW has expanded significantly through a series of mergers, notably with the United Electrical, Radio and Machine Workers (1992) and the Canadian Brotherhood of Railway, Transport and General Workers (1994).

Basil ("Buzz") Hargrove became national president of the CAW in 1992. His predecessors as president or Canadian director were Robert White (1978-1992), Dennis McDermott (1968-1978), George Burt (1939-1968), and Charles Millard (1937-1939).

Point d'accès / provenance :. National Automobile, Aerospace and Agricultural Implement Workers Union of Canada.

Historique de la conservation:

Original textual material was received from the UAW and CAW during 1981-1991; microfilm was received from Wayne State University in 1971; moving image material was received in 1987 from Local 222, CAW, 44 Bond Street East, Oshawa, Ontario, L1G-1B1.

Note sur l'emplacement des originaux

Originals of the UAW newspapers on microfilm reel M-2164 are at the Archives of Labor and Urban Affairs, Wayne State University, Detroit, Michigan.

Numéro d'identification du fonds ou de la collection assigné par l'établissement : R3341-0-8-E

URL du fonds : Le site internet de BAC ne permet pas de faire des liens hypertextes. Il est nécessaire pour accéder aux fonds d'utiliser l'outil de recherche.

Nom du centre d'archives : Bibliothèque et Archives du Canada

Descripteurs :

1. Collective labour agreements, 1943-1989 Robert White, 1978-1986.
5. Trade-unions - Automobile industry workers, n.d., 1940-1989 International Metalworkers' Federation, 1966-1986.
6. Trade-unions - Officials and employees, n.d., 1960s-1980s International Confederation of Free Trade Unions, 1969-1978.
7. Automobile industry and trade - Law and legislation - Canada, n.d., 1964-1978 United Automobile Worker, 1940-1943.
9. Trade-unions - Relations - Government, n.d., 1964-1978 Canadian Brotherhood of Railway, Transport and General Workers, 1994.
10. Government - Relations - Trade-unions, n.d., 1964-1978 United Electrical, Radio and Machine Workers, 1992.
11. Aerospace industries - Industrial relations - Canada, ca.1950s-1980s Oshawa (Ont.), ca.1951-1980s.
12. Agricultural implement industry - Industrial relations - Canada, ca.1940s-1980s Basil "Buzz" Hargrove, 1970s-1980s.
13. Aircraft - STOL (Short Take-Off and Landing), 1971-1981 Ford Motor Company of Canada, 1955-1982.
15. Trade-unions - Agricultural implement industry workers, ca.1940s-1980s UAW Solidarity, 1966-1978.
16. Trade-unions - Aerospace industry employees, ca.1950s-1980s Solidarity, 1966-1978.
17. Canadian Labour Congress, 1966-1985.
18. Anti-Inflation Board, 1970s.
19. New Democratic Party.
20. Dennis Tyce, ca.1975-1980.
21. Frigidaire Products, ca.1956-1970s.
22. McKinnon Industries, ca.1960s-1980s.
23. Canada Wide Industrial Pension Plan, 1968-1978.
24. Charles McDonald, ca.1955-1979.
25. Sam Gindin, ca.1964-1982.
26. Jim Gill, ca.1971-1982.
27. Major Projects Task Force, 1975-1980.
28. Consultative Task Force on Canadian Industry, 1978-1980.

Canadian Brotherhood of Railway, Transport and General Workers fonds

Dates : 1907-1970

Genre de documents : 17.88 m of textual records. 1 microfilm reel negative and positive. 2 drawings : cartoon.

Portée et contenu :
Fonds consists of microfilmed convention proceedings, 1908-1970, microfilm reel M-3199; records of executive officers, committees and administrative staff, 1921-1967, 3.70 m; financial records, 1926-1965, 0.9 m; National and International Labour Organizations, 1917-1920, 1934-1968, 2.20 m; subject files, 1907-1970, 11 m; scrapbooks, 1952-1955, 1966, 0.075 m; and records of locals, 1917, 1 page. The fonds also consists of local charters and cartoons. This material is in horizontal storage, container nos. 92 to 94.

7 descriptions de niveau inférieur.
1. Subject files [textual record]1907-1970.
2. Records of locals [textual record, graphic material]1917.
3. Scrapbooks [textual record]1952-1966.
4. National and international labour organizations [textual record]1917-1968.
5. Financial records [textual record]1926-1965
6. Records of executive officers, committees and administrative staff [textual record]1921-1967.
7. Convention proceedings [textual record (microform)]1908-1970.

Instrument de recherche : http://data2.archives.ca/pdf/pdf001/p000002473.pdf

Cote assignée par le centre d'archives : R2833-0-X-E

Histoire administrative / notice biographique :
The Canadian Brotherhood of Railway Employees (CBRE) was formed in 1908 by a small group of non-operating workers on the Intercolonial Railway, who had been organized into the International Brotherhood of Railway Employees the year before. Between 1908 and 1917, the union's strength was its sizeable representation along the Intercolonial line in Quebec and the Maritimes. However by 1919, expansion in central and western Canada justified moving the national office from Halifax to Ottawa.

Over the years the brotherhood has broadened its jurisdiction to include workers in a variety of other transportation and transportation-related industries, although non-operating employees of Canadian National have remained a majority of its membership. Bus, tram, truck, and taxi drivers were organized, as were canal workers and some shipping workers on the Great Lakes. Canadian National and Canadian Pacific hotel employees also joined the brotherhood. The two name changes of the union reflect this widening jurisdiction: in 1939, the words "and Other Transport Workers" were added to the original title and in 1958, the name was changed to "Canadian Brotherhood of Railway, Transport and General Workers".

Until 1917, when it joined the Trades and Labor Congress of Canada, the brotherhood was not affiliated to any central labour body. Expelled from the craft union Congress in 1920 on jurisdictional grounds, the CBRE was an important member of the All-Canadian Congress of Labour and the Canadian Congress of Labour. Its long-time president, A.R. Mosher, also served as President of both congresses.

Historique de la conservation:
The National Office Records were received in 1974 from the National Executive Board of the Canadian Brotherhood of Railway, Transport and General Workers through Mr. Richard A. Gingerich, National Secretary-Treasurer. The charter of Local 40, Engelhart, Ontario, was presented in 1973 by the Local.

Numéro d'identification du fonds ou de la collection assigné par l'établissement : R2833-0-X-E

URL du fonds : Le site internet de BAC ne permet pas de faire des liens hypertextes. Il est nécessaire pour accéder aux fonds d'utiliser l'outil de recherche.

Nom du centre d'archives : Bibliothèque et Archives du Canada

Descripteurs:
1. Trade-unions - Canada, 1907-1970 Trades and Labor Congress of Canada, 1917-1920, 1934-1968.
2. Trade-unions - Railroads - Canada, 1907-1970 All Canadian Congress of Labour, 1917-1920, 1934-1968.
3. Trade-unions - Transportation workers - Canada, 1907-1970 Canadian Congress of Labour, 1917-1920, 1934-1968.
4. Trade-unions - Organizing, 1952-1955, 1966 International Transport Workers' Federation, 1917-1920, 1934-1968.
5. Trade-unions - Local unions, 1917 International Confederation of Free Trade Unions, 1917-1920, 1934-1968.
6. Railroads - Canada, 1907-1970 International Labour Office, 1917-1920, 1934-1968.
7. Canadian Brotherhood of Railway Employees, 1908-1939.
8. Canadian Brotherhood of Railway Employees and Other Workers, 1939-1958.

Knights of Labour collection

Dates : 1867-1937

Genre de documents : 120 microfilm reels positive. 2 cm of textual records.

Portée et contenu :
Collection consists of a copy of the constitution of the general, district and local assemblies, 1901, 92 pages; charters for the Knights of Hope Assembly, Port Hope, 1882 and the Standard Assembly, Brantford, 1885, photocopies, 2 pages; the Knights of Labor collection of the Wisconsin State Historical Society, including general assembly proceedings and constitutions of the general, district and local assemblies, 1878-1913, microfilm, 11 reels; and the personal papers of T.V. Powderly, general master workman of the Knights of Labor, 1879-1883 and John W. Hayes, Secretary-Treasurer, 1888-1902, microfilm, 109 reels, M-3676 to M-3686, M-4295 to M-4403.

4 descriptions de niveau inférieur
1. T.V. Powderly and J.W. Hayes Papers [textual record (microform)]1867-1937.
2. Knights of Labor Collection of the Wisconsin State Historical Society [textual record microform)]1878-1917
3. Charters [textual record]1882, 1885.
4. Constitution [textual record]1901.

Instrument de recherche: http://data2.collectionscanada.gc.ca/pdf/pdf001/p000001836.pdf

Cote assignée par le centre d'archives : R2872-0-5-E

Histoire administrative / notice biographique :
The Order of the Knights of Labour was perhaps the most important labour union in North America during the nineteenth century. In Canada, it flourished during the early 1880's, when more than 400 Local Assemblies were established in cities and towns from Halifax to Nanaimo. However, the Order was strongest in the most industrialized provinces of Ontario and Quebec. All but two of the eighteen District Assemblies formed in Canada were located in central Canada. As occurred in the United States, the Knights declined rapidly in Canada after 1887, although it remained a substantial force in many centers until well into the first decade of the twentieth century.

The main reason for the success of the Order was its all-inclusive philosophy and industrial form of organization which embraced unskilled workers and women as well as craftsmen. Not only an economic tool for its members, the Knights of Labour was a movement of considerable political, social and cultural significance in late Victorian Canada.

Historique de la conservation: The collection was assembled from a variety of sources. A photograph of the 1882 charter was received from Dr. Fred Landon in 1962 and that of the 1885 charter from the Canadian Labour Congress in 1976. Microfilm of General Assembly Proceedings, journal and miscellaneous items were received from the Wisconsin State Historical Society in 1975. Microfilm of the Powderly and Hayes papers were received from the Microfilming Corporation of America in 1975.

Numéro d'identification du fonds ou de la collection assigné par l'établissement : R2872-0-5-E

URL du fonds : Le site internet de BAC ne permet pas de faire des liens hypertextes. Il est nécessaire pour accéder aux fonds d'utiliser l'outil de recherche.
Nom du centre d'archives : Bibliothèque et Archives du Canada
Descripteurs : 1. Labour - Canada, 1867-1937 Knights of Hope Assembly, 1882. 2. Trade-unions - Canada, 1867-1937 Port Hope (Ont.), 1882. 3. Standard Assembly, 1885. 5. Journal of United Labour,1880-1917. 6. John W. Hayes, 1888-1902. 7. Terrence V. Powderly, 1879-1883.

Glendon F. Partridge fonds

Dates : 1950-1955

Genre de documents : 5 cm of textual records.

Portée et contenu :
Fonds consists of correspondence primarily concerning the Montreal Committee to Save the Rosenbergs, n.d., 1952-1953; addresses, notices, radio broadcasts, n.d., 1953; press releases, editorials from Partridge and Committee to secure Justice for Morton Sobell, n.d., 1952-1956; publications by the National Committee to Secure Justice in the Rosenberg Case, and other groups, n.d., 1952-1953; printed material from the National Committee to Secure Justice in the Rosenberg Case, Canadian Peace Congress, Montreal Committee to Save the Rosenberg's , and League for Democratic Rights, n.d., 1950-1955; and newspaper clippings, n.d., 1953.

6 descriptions de niveau inférieur.
1. Correspondence [textual record]
2. Addresses, notices, radio broadcasts [textual record]
3. Press releases, editorials [textual record]
4. Publications and talks [textual record, graphic material]
5. Printed material [textual record]
6. Newspaper clippings [textual record]

Cote assignée par le centre d'archives : R5144-0-1-E

Histoire administrative / notice biographique :
Rev. Glendon F. Partridge of Toronto served as National Chairman of the Canadian Committee to Secure Clemency in the Rosenberg Case in the early 1950s. Rev. Partridge coordinated a significant Canadian lobby to the highest political and legal bodies in Canada and the United States, the major components of which were the Montreal Committee to Save the Rosenbergs and The League for Democratic Rights, Toronto. He spoke on radio and wrote appeals in the press, corresponded with influential persons, and also collected literature containing international pleas for clemency in the Julian and Ethel Rosenberg case, and generally promoted civil liberties.

Historique de la conservation:
Received in 1985 from Mrs. Gertrude Partridge, Panmure Island, Montague, P.E.I., through Merrily Weisbord of Montreal, Que.

Numéro d'identification du fonds ou de la collection assigné par l'établissement : R5144-0-1-E

URL du fonds : Le site internet de BAC ne permet pas de faire des liens hypertextes. Il est nécessaire pour accéder aux fonds d'utiliser l'outil de recherche.

Nom du centre d'archives : Bibliothèque et Archives du Canada

Descripteurs :
Vedette-matière
1. Clergy - Canada - Addresses, 1953 Montreal Committee to Save the Rosenbergs, 1952-1953.
2. Activists, Human rights, 1950-1955 Harry S. Truman, 1952-1953.
3. International Fur and Leather Workers Union, 1952-1953.
4. Committee to Secure Justice for Morton Sobell (New York), 1952-1956.
5. New York Times, 1952-1956.
6. The Nation, 1952-1956.

7. Ottawa Citizen, 1952-1956.
8. The Gazette, 1952-1956.
9. The Globe and Mail, 1952-1956.
10. National Committee to Secure Justice for the Rosenbergs (New York), 1950-1955.
11. Trade Union Rights Committee (Montreal, Quebec), 1950-1955.
12. Jewish Life, 1952-1953.
13. Canadian Peace Congress, [ca.1950]
14. League for Democratic Rights, 1953.
15. Judgment for Julius and Ethel Rosenberg, 1955.
16. The Lessons of the Rosenberg Case - The Future Campaign for Justice for Martin Sobell, 1950-1953.
17. Julius Rosenberg, 1950-1955.
18. Ethel Rosenberg, 1950-1955.

Kalmen Kaplansky fonds

Dates : 1926-1998

Genre de documents : 5.46 m of textual records. 176 photographs : 173 b&w and col.; 3 b&w panoramas. 2 videocassettes (42 min, 59 s).

Portée et contenu :
Fonds consists of textual records, photographs, and video recordings primarily documenting Kalmen Kaplansky's life and career in the labour and human rights movements. Included are minutes, correspondence, and other records concerning his early political career in the Labour Party of Canada and the Co-operative Commonwealth Federation; operational and subject files (containing correspondence, reports, policy statements, minutes, and other records). Also included are photographs, and video recordings which document his careers with the Canadian Labour Congress, the International Labour Office, and the Department of Indian and Northern Affairs, as well as his participation in numerous other organizations; articles, addresses, and other writings by or about Kaplansky, or concerning such topics as human rights and international labour affairs; his commentaries, prepared in the 1980s, on the "Reports on Activities for Improved Human Relations" that he wrote for the Jewish Labour Committee of Canada during 1946-1957; and personal papers and photographs, including personal correspondence with contacts in the labour and human rights movements, and his Bialystok Papers (consisting largely of personal correspondence with family and friends in Poland and elsewhere in Europe), 1926-1942.

12 descriptions de niveau inférieur
1. Commentaries by Kalmen Kaplansky [textual record]1946-1984.
2. Operational and subject files and video recordings [textual record, moving images]1937-1998.
3. Articles and addresses [textual record][ca. 1930-1997].
4. Personal papers [textual record]1926-1998.
5. Early political career files [textual record]1935-1950.
6. During the 161th session of the ILO Governing Body, a medal symbolizing International Cooperation Year was presented to the Director-General of the International Labour Office and the Officers of the Governing Body of the ILOca. 1972. Pièce (reliée).
7. Kalmen Kaplansky speaking at Camp Yungvelt during the Workmen's Circle's presentation of an ambulance to BritainAug. 1941. Pièce (reliée).
8. Jewish Labour Committee's display at the 62nd Annual Convention of the Trades and Labour Congress. (L-R): L.E. Wismer, --, Kalmen KaplanskySept-Oct 1947. Pièce (reliée).
9. Jewish Labour Committee's display at the 62nd Annual Convention of the Trades and Labour Congress. (L-R): O. Renaud, --, Claude Jodoin, Robert Brown, --, Kalmen Kaplansky, L.E. WismerSept-Oct 1947. Pièce (reliée).
10. Presentation at Camp Yungvelt by Canadian branches of the Workmen's Circle of an ambulance to Britain
11. C.C.F. group with A.A. Heaps standing1946. Pièce (reliée).
12. Workmen's Circle presentation of Dental Ambulance of Canada, Dental Army Corps at Fletcher's 1941. Pièce (reliée).

Instrument de recherche: http://data2.archives.ca/pdf/pdf001/p000000193.pdf

Cote assignée par le centre d’archives : R5491-0-8-E

Histoire administrative / notice biographique :

Kalmen Kaplansky was born in 1912 in Bialystok, Poland. He graduated from D. Druskina high school in 1929, and emigrated to Canada in December of that year. A printer by trade, Kaplansky worked in Montreal as a typesetter and linotype operator during 1932-1943. He was a member of the Montreal Typographical Union, Local 176 of the International Typographical Union, serving on the union's executive and as a delegate to meetings the Montreal Trades and Labor Council and the Trades and Labor Congress of Canada. Kaplansky was the secretary of the Montreal District Council of the Labour Party of Canada (Quebec Section) during 1936-1938, and was chairman of the Workmen's Circle in Montreal during ca. 1940-1943. He served with the Canadian Army during 1943-1946; while in the Army, he stood unsuccessfully in the 1944 Quebec provincial election as the Co-operative Commonwealth Federation (CCF) candidate in the riding of St. Louis. In 1946, Kaplansky was appointed National Director of the Jewish Labour Committee of Canada (JLC), a position he held until 1957. Through his postwar work with the JLC, Kaplansky took a leading role in building the human rights movement in Canada. During the 1940s and 1950s, Kaplansky and the JLC helped to organize Joint Labour Committees to Combat Racial Intolerance in several cities. Working closely with the Kaplansky and the JLC, these joint labour committees (and related provincial bodies, such as the Ontario Labour Committee for Human Rights) investigated complaints concerning discriminatory practices, organized support for human rights legislation, and sought to educate the Canadian public on human rights issues. Returning briefly to politics in 1950, Kaplansky stood unsuccessfully as the CCF candidate for a federal by-election in the riding of Cartier.

In 1957, the newly formed Canadian Labour Congress (CLC) appointed Kaplansky as the first director of its International Affairs Department; he was also secretary of the CLC's National Committee for Human Rights. While with the CLC, Kaplansky attended annual conferences of the International Labour Organization (ILO) in Geneva, and during 1960-1966 he was a member of the Governing Body of the ILO. In 1963, he was a Canadian delegate to the 18th General Assembly of the United Nations. Kaplansky left the CLC in 1966, and from 1967 until his retirement in 1980 he was director of the Canadian Branch of the International Labour Office, and also Special Advisor to the ILO Director-General. (A unit of the ILO, the International Labour Office is responsible for research, investigations, technical co-operation, and publications; the Canadian branch was established during the Second World War, when the ILO was temporarily based at McGill University.) During 1967-1969 Kaplansky was the co-ordinator of the ILO's world-wide observances of its 50th anniversary.

Kaplansky also acted as a consultant and advisor to the federal government on several occasions, including serving as: chairman of the Special Staff Group on Employment and Economic Opportunities for Native Northerners, Department of Indian and Northern Affairs, 1971-1974; member of the Economic Council of Canada, 1978-1988; member of the Refugee Status Advisory Committee, Employment and Immigration Commission,1978-1988; and advisor to the Minister of Labour, ca. 1979-1982. During 1980-1990, Kaplansky was a senior fellow of the Human Rights Centre at the University of Ottawa. He also active in many other organizations, including: the Canadian Civil Liberties Association (board of directors), the Canadian Hunger Foundation (trustee), and the Douglas-Coldwell Foundation (an organization established in 1971 in order to support research and study from a social democratic viewpoint; president). Kaplansky also had numerous speaking and writing engagements concerning human rights and international

labour affairs.

Kaplansky's honours and awards include the Order of Canada (1980), an honorary doctorate from the University of Ottawa (1983), the CLC Award for Outstanding Service to Humanity (1984), the 125th Anniversary of Confederation Medal (1992), and the United Nations Association in Canada Medal of Honour (1995). Kalmen Kaplansky died in 1997.

Historique de la conservation:
Received at various times between 1973 and 1990 from Kalmen Kaplansky of Ottawa, Ont. Additional records acquired in 2001 from the Estate of Esther Kaplansky.

Numéro d'identification du fonds ou de la collection assigné par l'établissement : R5491-0-8-E

URL du fonds : Le site internet de BAC ne permet pas de faire des liens hypertextes. Il est nécessaire pour accéder aux fonds d'utiliser l'outil de recherche.

Nom du centre d'archives : Bibliothèque et Archives du Canada

Descripteurs :
1. Labour leaders - Canada, 1935-1950 Douglas-Coldwell Foundation, [1955-1978]
2. Labour movement - Canada, 1935-1950 Economic Council of Canada, [1955-1978]
3. Political movements - Canada, 1935-1950 Overseas Institute of Canada, [1955-1978]
4. Labour Party of Canada, Quebec Section, Montreal District Council - Minutes , 1935-1938 Trades and Labor Congress of Canada, [1936-1956]
5. Party affiliation - Canada, 1937 Workmen's Circle (Montreal, Quebec), [1936-1980]
6. M.J. Coldwell - Correspondence, 1937 Montreal Typographical Union, No. 176, [1936-1980]
7. Quebec (Province) - Politics and government, 1935-1950 Jewish Labour Committee of Canada, [1936-1980]
8. Political movements - Quebec (Province), 1935-1980 Organization for Rehabilitation through Training, [1936-1980]
9. Quebec (Province) - Politics and government, 1935-1980 International Labour Organization, [1936-1980]
10. Political parties - Quebec (Province), 1935-1980 "Reports on Activities for Improved Human Relations", [1947-1984]
11. Labour leaders - Quebec (Province), 1935-1980 University of Ottawa (Ottawa, Ont.). Human Rights Research and Education Centre, [1980-1984]
12. Labour leaders - Political activity, 1935-1980.
13. Canada. Parliament - Elections, 1950.
14. Human rights workers - Canada, 1936-1980.
15. Co-operative Commonwealth Federation - Membership, [1936-1961]
16. Montreal (Quebec) - Trade-unions, [1936-1980]
17. Trade-unions - Officials and employees, 1936-1980.
18. Jewish leadership - Quebec (Province), 1936-1980.
19. Angus McInnes - Correspondence, [1936-1980]
20. Tom Alsbury - Correspondence, [1936-1980]
21. Donald MacDonald - Correspondence, [1936-1980]
22. Claude Jodoin - Correspondence, [1936-1980]
23. Vladimir Halperin - Correspondence, [1936-1980]
24. David A. Morse - Correspondence, [1936-1980]
25. Lapland - Description and travel, 1973.

26. Kalmen Kaplansky - Oratory, [1944-1980]
27. M.J. Coldwell - Oratory, [n.d.]
28. Kalmen Kaplansky - Authorship, [1944-1980]
29. Jewish Labour Committee of Canada - History, [1947-1984]
30. Jewish Labour Committee of Canada - Officials and employees, 1946-1957.
31. Labouring class writings, Canadian, 1944-1980.
32. Labour relations, 1944-1980.
33. Industry and state, [1944-1980]
34. Quebec (Province) - History - Autonomy and independence movements, [1944-1980]
35. Nationalism - Québec (Province)
36. Elections - Quebec (Province) - Cartier, 1950.
37. Political oratory - Quebec (Province), [1938-1975]
38. Employee rights - Canada, [1938-1980]
39. Canada. Human rights
40. International labour activities, [1938-1980]
41. Election campaigns - Quebec (Province), 1944, 1950.
42. Education, [1955-1978]
43. Kalmen Kaplansky - Journeys, 1973.
44. Canadian Labour Congress - Officials and employees, [1957-1966]
45. International Labour Office - Officials and employees, [1967-1980]
46. Emigration and immigration, [1955-1978]
47. Labour laws and legislation, [1955-1978]
48. Employment Conditions.
49. International Relations.
50. Economic assistance, [1955-1978]
51. Economic development, [1955-1978]
52. Canada Politique et gouvernement 1935-1948.
53. Canada Politics and government 1935-1948.
54. United Nations.
55. Canada. Hommes politiques
56. Canada. Politicians
57. Carleton University (Ottawa, Ont.). Board of Governors, [1942-1978]

Richard J. Kerrigan fonds

Dates : 1884-1926

Genre de documents : 0.5 cm of textual records.

Portée et contenu :
Fonds consists of rules of the Knights of Labour District Assembly 61 pursuant to the Ontario law on Co-Operative Associations, Certificate of incorporation, 1884, 10 pages; One Big Union, General Executive Board, News Service, Issue no. 37 and parts of 36 and other issues, n.d., 1926, 7 pages; and Montreal Trades and Labour Council, Committee for Miness' Relief, subscription lists for assistance to Nova Scotia Miners including black lists with notes on the back, ca. 1925, 7 pages.

3 descriptions de niveau inférieur.
1. Montreal Trades and Labour Council, Committee for Miners' Relief [textual record][ca. 1925
2. One Big Union, General Executives Board, news service [textual record]1926.
3. Knights of Labour District Assembly 61, certificate of incorporation [textual record]1884.

Cote assignée par le centre d'archives : R4970-0-X-E

Histoire administrative / notice biographique :
Richard John Kerrigan, labour leader, was active in the Knights of Labour in Montreal and, later, in the One Big Union. He also belonged to the Socialist Labor Party in the 1890's. An employee of the Singer Sewing Machine Company for twenty-five years prior to his death, he was an early member of the International Association of Machinists (Victoria Lodge 111), becoming its local secretary in 1898 and acting as a delegate to various labour conventions in Canada and the United States. He was married to Helen Boyle with three daughters.

Historique de la conservation:
Received in 1979. The original document, "Certificate of Incorporation, 1884" has been placed in the vault and photocopies substituted for research use.

Numéro d'identification du fonds ou de la collection assigné par l'établissement : R4970-0-X-E

URL du fonds : Le site internet de BAC ne permet pas de faire des liens hypertextes. Il est nécessaire pour accéder aux fonds d'utiliser l'outil de recherche.

Nom du centre d'archives : Bibliothèque et Archives du Canada

Descripteurs :
1. Labour leaders - Canada, n.d., 1884-1926 Montreal Trades and Labour Council. Committee for Miners' Relief, ca.1925.
2. Trade-unions - Canada, n.d., 1884-1926 One Big Union, n.d., 1926.
4. William H. Bews, 1884.
5. James Ailes, 1884.
6. Thomas Towers, 1884.
7. William S. Smith, 1884.
8. David R. Gibson, 1884.
9. William J. Vale, 1884.
10. Knights of Labour. District Assembly 61, 1884.
11. Knights of Labour, 1884.

John Jacob Spector fonds
Dates : 1922-1950
Genre de documents : 20 cm of textual records.
Portée et contenu : Fonds consists of notes, correspondence, factums relating to Spector's representation of the International Ladies Garment Workers Union, 1922-1950.
Cote assignée par le centre d'archives : R1627-0-2-E
Histoire administrative / notice biographique : John J. Spector, barrister and solicitor, was born in Montreal and educated at McGill. He practiced law with Peter Bercovitch, K.C., M.P., until 1942 when he established his own firm. An authority on labour relations and labour law, he represented the International Ladies Garment Workers Union in the courts. He wrote "Essays on Labour Law in the Province of Quebec", 1952. See: The Canadian Who's Who, vol. vii, 1955-1957, p. 1018.
Historique de la conservation: Received in 1979 from Reuben Spector of Montreal, Quebec.
Numéro d'identification du fonds ou de la collection assigné par l'établissement : R1627-0-2-E
URL du fonds : Le site internet de BAC ne permet pas de faire des liens hypertextes. Il est nécessaire pour accéder aux fonds d'utiliser l'outil de recherche.
Nom du centre d'archives : Bibliothèque et Archives du Canada
Descripteurs : 1. John Jacob Spector - Correspondence, 1922, 1935-1944, 1950 International Ladies Garment Workers Union, [1922-1950] 2. Lawyers - Canada, [1922-1950] 3. Lawyers, Canadian, [1922-1950] 4. Lawyers, Canadian - Records and correspondence, [1922-1950] 5. Labour laws and legislation - Canada, [1922-1950] 6. Trade-unions - Clothing workers - Canada, [1922-1950] 7. Trade-unions - Law and legislation - Canada, [1922-1950] 8. Trade-unions - Lawyers - Canada, [1922-1950] 9. Trade-unions - Records and correspondence, [1922-1950] 10. Legal correspondence, [1922-1950]

NOTES

D’autres fonds ou séries consignent indirectement des archives sur les syndicats, tels ceux :

- de la Commission royale d'enquête relative aux machines agricoles
- de la Commission d'enquête sur les plaintes du public, la discipline interne et le règlement des griefs au sein de la Gendarmerie royale du Canada;
- de la Commission royale d'enquête sur l'industrie automobile;
- de la Commission royale instituée pour faire enquête sur les demandes des houilleurs de l'Ouest canadien;
- de la Direction de l'économique et des recherches (Séries : Dossiers des enquêtes sur les organisations de travailleurs et Grands livres des différends du travail)
- de la Commission d'enquête industrielle sur la navigation sur les Grands Lacs et le réseau fluvial du St-Laurent.

C’est également le cas de documents iconographiques et filmiques qui se trouvent : dans le fonds Roger Paré (Série : Dessin d'humour, graphisme et illustration), dessinateur dans les publications du Syndicat des Métallos, le fonds Claude de Maisonneuve (sur le premier anniversaire du Syndicat de Musique à Montréal, le 30 mars 1979) et des documents textuels dans le fonds Carl Emil Berg (notamment chansons de Industrial Workers of the World) et celui de Robin Spry (Série : National Film Board general files).

CENTRE D'ARCHIVES DE LA COTE NORD - BANQ SEPT-ILES
http://www.banq.qc.ca/a_propos_banq/informations_pratiques/centres_archives/ca_cotenord.html

Fonds Syndicat des pêcheurs de Havre-Saint-Pierre
Dates : 1938-1956
Genre de documents : 1,33 m de documents textuels
Portée et contenu : Le fonds permet aux chercheurs de découvrir la fondation du Syndicat des pêcheurs de Havre Saint-Pierre ainsi que sa dissolution alors que M. Roland Jomphe a continué à liquider la marchandise et il a aidé les pêcheurs à continuer à exercer leur métier. Le fonds comprend des documents administratifs tels que des déclarations de société, des permis d'usine, un certificat d'affiliation au Syndicat des pêcheurs Unis de Québec, des certificats d'identité coopérative, des carnets de sociétaires, des procès-verbaux, des rapports, de la correspondance, des livres comptables, des inventaires, des statistiques ainsi que des imprimés concernant les coopératives et la pêche
Cote assignée par le centre d'archives : P31
Histoire administrative / notice biographique : C'est le 20 Juin 1944 que les pêcheurs de Havre-Saint-Pierre assistent à la fondation de leur syndicat coopératif affilié aux Pêcheurs Unis du Québec. Grâce à cette initiative, les pêcheurs acquièrent leur indépendance face à des acheteurs locaux qui les obligent à échanger le produit de leur pêche contre des vivres et des marchandises. Une crise survient en 1948 lorsque plusieurs pêcheurs abandonnent leur activité pour travailler à la compagnie Québec Iron and Titanium
Point d'accès / provenance : Syndicat des pêcheurs de Havre St-Pierre
Numéro d'identification du fonds ou de la collection assigné par l'établissement : P31
URL fonds : Lien
Nom du centre d'archives : Bibliothèque et Archives nationales du Québec - Côte-Nord

NOTES

Quelques photographies de travaux et de membres du syndicat de la mine Q.I.T. Fer et Titane inc. de même que de syndicats nationaux se trouvent dans le fonds d'archives de la Société historique de Havre-Saint-Pierre inc. et dans celui de Sept-Îles Photo ltée. Pour sa part, le Fonds Ministère des Terres et Forêts renseigne indirectement sur les syndicats forestiers et les chantiers coopératifs.

CENTRE D'ARCHIVES DE LA MAURICIE ET CENTRE-DU-QUEBEC - BANQ TROIS-RIVIERES
http://www.banq.qc.ca/a_propos_banq/informations_pratiques/centres_archives/ca_mauricie.html

Fonds Ministère du Travail
Série : **Conciliations et arbitrages**
Dates : 1947
Genre de documents : 1 document(s) textuel(s)
Portée et contenu : Le document est la transcription de la séance du conseil d'arbitrage en vue d'étudier et de régler le litige entre Le Syndicat national du vêtement inc. de Grand-Mère et la Compagnie Empire Shirt de Grand-Mère
Cote assignée par le centre d'archives : E24,S1
Point d'accès / provenance : QUEBEC (PROVINCE). MINISTERE DU TRAVAIL
Numéro d'identification du fonds ou de la collection assigné par l'établissement : E24
URL fonds : Lien
Nom du centre d'archives : Bibliothèque et Archives nationales du Québec - Mauricie
Histoire administrative / notice biographique : Suite à une à demande de conciliation ou d'arbitrage adressée au ministre du travail, un Conseil est chargé d'étudier et de régler les litiges entre syndicats et patrons des organismes publics, para-publics ou privés de l'Ouest du Québec. Historique de la conservation : Le document de cette série a été versé par le Palais de justice de Trois-Rivières en novembre 1983

NOTES

Le fonds Georges-Antoine Gouin (1925-1972), avocat, renseigne sur les procédures judiciaires impliquant des industries d'envergure nationale, voire internationale (Canadian International Paper Company, Canadian Pacific Railway Company, Liquid Carbonic Canadian Company, North Shore Power Company, Shawinigan Chemical Company, Shawinigan Water and Power Company, St. Lawrence Paper Mills Company, Canadian Iron Foundries Company, etc), et des syndicats.

CENTRE D'ARCHIVES DE LA REGION DE RIVIERE-DU-LOUP
http://www.centrearchivesrdl.org/

Fonds Syndicat de la fonction publique, local 5007
Dates : 1967-2010.
Genre de documents : 3,22 m de documents textuels. – 226 photographies. – 3 disquettes 3 po ½. – 1 macaron.
Portée et contenu : Ce fonds témoigne de l'histoire du syndicat de la fonction publique au Centre hospitalier de Rivière-du-Loup, de sa lutte pour défendre et améliorer les conditions de travail et la qualité de vie de ses syndiqués et de ses relations avec d'autres mouvements syndicaux. De plus, il illustre la situation socio-économique des travailleurs et de la région de 1968 à aujourd'hui. Il contient la demande de charte, l'accréditation, la liste des officiers, les statuts et règlements, les procès-verbaux des réunions et des assemblées générales, les rapports des syndics, témoignant ainsi des activités des instances décisionnelles. Il comprend aussi les rapports de cotisation, les listes d'ancienneté, les registres comptables, les avis d'affichage et de fermeture de postes, les avis de nomination et de supplantation, les assignations et remplacements, les documents relatifs aux grèves, griefs et arbitrages, les conditions de travail, les ententes locales, les prises de position, les plaintes et revendications, les communiqués de presse, la correspondance, les dossiers des syndiqués et les procès-verbaux du comité paritaire de santé et sécurité au travail, relatant le travail accompli par le syndicat au cours des dernières décennies. Le fonds contient également des documents relatifs aux relations de l'organisme avec le CPAS, la FTQ et le syndicat de la fonction publique national et provincial. Enfin, le fonds possède des photographies, trois disquettes informatiques et un macaron.
Cote assignée par le centre d'archives : F0057
Histoire administrative / notice biographique : C'est le 18 janvier 1968 que les employés du Centre hospitalier de Rivière-du-Loup font leur demande de charte et d'accréditation auprès du syndicat de la fonction publique (SCFP). En 2005, une fusion de la section locale 1107 de la SCFP avec la CSN de l'hôpital St-Joseph et la SCFP locale 1162 crée la section locale 5007. Depuis plus de 40 ans, les membres de ce qui est aujourd'hui le SCFP locale 5007 luttent pour l'amélioration de leur qualité de vie et de leurs conditions de travail.
Numéro d'identification du fonds ou de la collection assigné par l'établissement :F0057
URL du fonds : Lien
Nom du centre d'archives : Centre d'archives de la région de Rivière-du-Loup
Restrictions régissant l'accès : Nombreux renseignements nominatifs dans les listes d'ancienneté, les dossiers des syndiqués, les dossiers de CSST et de grief.
Langue de description : Français
Langue des documents : Français
Notes : Source du titre composé propre : Le nom du fonds correspond à celui de son créateur. État de conservation : L'encre de certaines feuilles de télécopieur est devenue avec les années

très effacée, à la limite de l'illisible. Beaucoup de documents sont brochés.
Source immédiate d'acquisition : Ce fonds a été versé au Centre d'archives de la région de Rivière-du-Loup par le Centre d'étude régional de Rivière-du-Loup en septembre 1999. Un deuxième versement a été effectué par le SCFP locale 5007 le 11 mai 2011.
Versements complémentaires : D'autres versements sont attendus.
Originaux et reproductions : Plusieurs copies et télécopies de document.
Restrictions à la consultation : Nombreux renseignements nominatifs dans les listes d'ancienneté, les dossiers des syndiqués, les dossiers de CSST et de grief. Instrument(s) de recherche : Une liste des dossiers peut être consultée.
Note générale : En 2011, le Centre d'archives de la région de Rivière-du-Loup conserve pour le SCFP locale 5007 des documents en semi-activité qui auront à être intégrés aux archives inactives du fonds F0057 dans les années subséquentes, jusqu'en 2019.

Fonds Régent Ouellet

Dates : 1952 - 2002.

Genre de documents : 0,2 m de documents textuels - 4 photographies.

Portée et contenu :
Le fonds témoigne de l'implication de Régent Ouellet dans différentes organisations sportives et communautaires de la région de Rivière-du-Loup au cours de la période 1960 - 2000. Étant donné qu'il y a peu de documents sur sa vie personnelle, le fonds contient des documents sur sa vie en tant qu'assistant directeur des loisirs au Foyer-Patro, fonctionnaire au Centre d'emploi du Canada, journaliste au Saint-Laurent L'Écho, secrétaire provincial de la Confédération des œuvres de loisirs du Québec, membre de la Jeune chambre de RDL, membre fondateur du Club Lions de RDL, membre fondateur du club de hockey les Albatros de RDL, dépisteur des Rangers de Drummondville de LHJMQ, membre fondateur du Club des 3L de RDL, secrétaire trésorier de la Ligue de hockey républicaine, membre fondateur de la Ligue senior Promutuel du BSL et membre du Conseil d'administration du Conseil et de l'Unité régionale des loisirs du Bas-Saint-Laurent. On retrouve dans ce fonds des documents qui retracent les nombreux hommages qui lui ont été rendus au cours de sa vie. Il est possible également de trouver des coupures de presse relatant son implication comme bénévole dans la communauté ainsi que des photographies.

Cote assignée par le centre d'archives : F0098

Histoire administrative / notice biographique :
Régent Ouellet est né le 18 juillet 1933. Dans sa jeunesse il s'adonne à la pratique de nombreux sports tels la balle-molle, le baseball, le hockey, le ballon balai, le cyclisme et le golf. Par la suite, durant les années 1950, il devient gérant d'équipes pour ensuite assumer le rôle d'administrateur bénévole dans différentes organisations sportives et communautaires. Au plan local, régional et provincial, Régent Ouellet est membre fondateur du Club de hockey les Albatros de Rivière-du-Loup durant 15 ans, membre fondateur du Club de hockey 3L de RDL durant 8 ans, membre fondateur de l'Association du hockey mineur de RDL durant 12 ans, membre fondateur et 1er président du Tournoi de hockey Pee-Wee Neige, membre fondateur de la Ligue de hockey senior Promutuel du Bas-Saint-Laurent en plus d'être le secrétaire trésorier de la Ligue de hockey républicaine durant 6 années. Le hockey n'est pas son unique passion. La discipline de baseball tient une place de choix comme en témoigne son implication dans la Ligue de baseball Québec - Nouveau-Brunswick durant 12 années (1956-1968) à titre de secrétaire trésorier. Qui plus est, il est membre fondateur de la Fédération de baseball amateur du Québec en 1969. Pour cet organisme, il occupe les fonctions de président régional du Bas-Saint-Laurent, jusqu'en 1999, en plus d'être le chef de mission pour l'équipe du Québec au Championnat Senior Baseball canadien à Vancouver, North Battleford, Edmundston et Halifax. Régent Ouellet occupe également les fonctions de dépisteur de hockey pour les Rangers de Drummondville de la Ligue de hockey junior majeur du Québec pendant 4 ans durant les années 1970. Il est de plus secrétaire provincial de la Confédération des œuvres loisirs du Québec, durant 3 années dans la décennie 1960, et journaliste sportif pour le journal Saint-Laurent L'Écho de RDL durant 21 ans (1959-1981). Sur le plan communautaire, Régent Ouellet est membre de la Jeune chambre de RDL, membre fondateur du Club Lions de RDL, membre fondateur du Club Optimiste de RDL, **vice-président et président du Syndicat de l'Alliance de la Fonction**

publique du Canada (RDL) durant 24 ans et finalement, membre du Conseil d'administration du Conseil Régional des Loisirs et de l' URLS du BSL. L'homme est honoré à de nombreuses reprises. En autre, il est membre des 25 ans à Baseball Québec (FBAQ), il reçoit la médaille commémorative du 125e anniversaire de la Confédération (médaille du gouverneur Général du Canada), est nommé membre du Club des Amis du Hockey de la Fédération québécoise de hockey sur glace, est nommé membre du Club des Célébrités Lite du BSL, reçoit le certificat de mérite du Gouvernement canadien lors de Célébration 1988, prix hommage du conseil régional des loisirs du BSL en 1994, hommage de Ligue de baseball senior du BSL et de la Jeune chambre de RDL en 1993. Retraité du Centre d'emploi du Canada après 34 années de services, Régent Ouellet poursuit son implication comme bénévole dans le sport local, régional et provincial jusqu'à tout récemment.
Historique de la conservation : Source immédiate d'acquisition : Le fonds a été versé au Centre d'archives de la région de Rivière-du-Loup par Régent Ouellet en mars 2006. D'autres versements sont attendus.
Numéro d'identification du fonds ou de la collection assigné par l'établissement : F0098
URL du fonds : Lien
Nom du centre d'archives : Centre d'archives de la région de Rivière-du-Loup
Langue des documents : Français

CENTRE D'ARCHIVES DE LA RÉGION DE THETFORD
http://www.sahra.qc.ca/

Fonds Syndicat des travailleurs horaires de l'Amiante CSN Inc.

Dates : 1 novembre 1926 - 21 février 2006.

Genre de documents : 7,89 m de documents textuels. - 152 photographies. - 5 documents audiovisuels. - 1 carte.

Portée et contenu :
Le Syndicat des travailleurs horaires de l'Amiante CSN Inc. est la plus vieille organisation syndicale du secteur de l'amiante. En effet, celui-ci représente les mineurs depuis 1935. Il est impossible de faire l'histoire ouvrière de la région sans consulter la documentation de ce syndicat. Les archives reflètent l'évolution du syndicat et son implication auprès des travailleurs. Elles témoignent également de son appui aux membres lors des grèves dans le secteur de l'amiante en 1949, 1975 et 1980. Les archives font aussi état du rôle du syndicat pour limiter le nombre de pertes d'emploi lors de la fusion des mines pour former la société en commandite LAB Chrysotile en 1986. Enfin, elles traitent du travail effectué par les membres lors de la fermeture de la mine British Canadian en 1997.
Le fonds se divise en 22 grandes séries : historique du syndicat, documents constitutifs, constitution et règlements, procès-verbaux, conventions collectives et avantages sociaux, négociations, griefs et affaires juridiques, relations extérieures, documents financiers et pièces comptables, ressources humaines, régie interne, conflits ouvriers, santé et sécurité, fusion de l'Asbestos Corporation Limited et de la Johnson's Company, création de LAB Chrysotile, achat de la Société nationale de l'amiante par la Société Mazarin, promotion et défense du chrysotile, mises à pied et fermeture, gestion du régime de retraite, implication du syndicat dans la société, publications amassées par le syndicat et activités syndicales.

Cote assignée par le centre d'archives : P003

Histoire administrative / notice biographique :
Le 27 avril 1935, en vertu de la loi des syndicats professionnels, est créé le Syndicat national catholique de l'amiante. Celui-ci regroupe les employés des compagnies minières Asbestos Corporation Limited, Bell Asbestos Mines et Johnson's Company. Toutefois, dans les années 1940, les mineurs de ces deux dernières compagnies se détachent du S.N.C.A. pour fonder leur propre syndicat. Par conséquent, le 6 juillet 1947, l'organisation ouvrière change son nom pour celui de Syndicat national des travailleurs de l'amiante de l'Asbestos Corporation Limited Inc. Son mandat est de représenter tous les salariés rémunérés sur une base horaire, à la pièce ou à forfait, sauf les contremaîtres, les gardiens, les employés de bureau et les salariés de moins de 16 ans, de l'Asbestos Corporation Limited pour ses mines King, Vimy, Beaver et British Canadian. Le 21 février 1949, le syndicat perd son certificat de reconnaissance, car il refuse de rentrer au travail comme lui demande la Commission des relations ouvrières. Cependant, suite à une entente intervenue avec l'employeur en juillet de la même année, l'instance syndicale retrouve son accréditation.
En 1977, suite au changement de nom de l'Asbestos Corporation pour Société Asbestos Limitée, le syndicat change à nouveau son nom pour celui de Syndicat des travailleurs de la Société Asbestos Limitée Incorporée. Finalement, le 1er juin 1989, suite à l'adhésion trois ans plus tôt de la S.A.L. à la société en commandite LAB Chrysotile, l'instance syndicale décide de modifier pour une quatrième fois son nom pour prendre celui de Syndicat des travailleurs

horaires de l'Amiante CSN Inc. Aujourd'hui, le syndicat ne représente plus qu'une douzaine de travailleurs suite à la fermeture en 1997 de la mine British Canadian.
Numéro d'identification du fonds ou de la collection assigné par l'établissement : P003
URL du fonds : Lien
Nom du centre d'archives : Centre d'archives de la région de Thetford
Historique de la conservation : Le Syndicat des travailleurs de la Société Asbestos Limitée (CSN) a versé la première partie de son fonds d'archives le 13 août 1987. Un deuxième versement est effectué le 11 septembre 1992 et un troisième, le 15 juin 1994
Restrictions régissant l’accès : Consultation libre sur place
Restrictions régissant la reproduction : Avec autorisation
Restrictions régissant la publication : Avec autorisation
Notes : Anciennement connu sous le nom de Syndicat national catholique de l'amiante Inc. Titre basé sur le contenu du fonds. Certains procès-verbaux contenant des renseignements nominatifs. Autorisation de l'organisme nécessaire pour la publication et l'utilisation des documents. D'autres versements sont attendus. Originaux et copies

Fonds Conseil central des syndicats nationaux de Thetford Mines (CSN)

Dates : 1936 - 1997

Genre de documents : 2,952 m de documents textuels. - 1218 photographies. - 20 bandes magnétiques.

Portée et contenu :

Le fonds témoigne de l'implication du Conseil central au niveau de la défense des droits des mineurs de la région de Thetford Mines, de sa participation aux revendications des autres syndicats de la région affiliés à la CSN. Il fait état des conflits ouvriers importants et illustre la situation socio-économique des travailleurs et de la région de 1936 à aujourd'hui. De plus, certains documents retracent le syndicalisme régional puis national.

Le fonds renferme neuf (9) séries: administration, ressources humaines, finances, biens mobiliers et immobiliers, filiales et affiliations, activités et réalisations, communications, relations extérieures et collection. De plus, le fonds se compose de documents iconographiques et audiovisuels.

Cote assignée par le centre d'archives : P004

Histoire administrative / notice biographique :

En 1953, le Conseil régional des syndicats nationaux de Thetford Mines est fondé par le mineur Daniel Lessard. En juin 1957, le Conseil régional devient le Conseil central des syndicats nationaux de Thetford Mines. Son but premier est la défense des syndiqués CSN de la région. Pour ce faire, il offre divers services concernant les accidents de travail, les maladies industrielles, la préparation des conventions collectives de travail, les négociations, l'arbitrage de griefs, l'éducation syndicale et politique. Depuis ses débuts, il voit à l'organisation de nouveaux syndicats. Pour des raisons budgétaires, le 31 décembre 1995, le Conseil central se dissout et devient sous la gouverne du Conseil central des syndicats nationaux de Québec et Chaudières-Appalaches. Sous cette instance, cinq comités régionaux seront formés pour défendre les employés de leur région dont celui de "Région Amiante".

La Confédération des syndicats nationaux est le coeur du mouvement et de son orientation. À l'intérieur, pour une meilleure solidarité, les syndicats d'un même domaine se regroupent dans une fédération. Ceux d'une même région s'assemblent pour former un conseil central régional.

Historique de la conservation :

Le 17 août 1987, le Conseil central a déposé son fonds d'archives. Un second versement a été fait le 7 mai 1991. Entre 1991 et 1994, trois autres versements sont effectués. Suite à sa dissolution en décembre 1995, il a versé des documents en 1997.

Numéro d'identification du fonds ou de la collection assigné par l'établissement : P004

URL du fonds : Lien

Nom du centre d'archives : Centre d'archives de la région de Thetford

Notes : Anciennement connu sous le nom de Conseil régional des syndicats nationaux de Thetford Mines. Le dernier versement, datant de 1997, explique la présence de coupures de presse de cette même année.

Le Centre de documentation de la Centrale des syndicats nationaux (CSN) possède aussi un fonds concernant ce Conseil Central. Vous pouvez consulter la fiche de la CSN dans le présent inventaire.

Fonds Fédération des syndicats des mines, de la métallurgie et des produits chimiques (CSN)

Dates : 1936 - 1986

Genre de documents : 3,52 m de documents textuels, 33 photos, 1 gravure et 1 autre image fixe.

Portée et contenu :
Le fonds d'archives reflète l'organisation et la structure interne de la fédération. De plus, il montre son rôle d'éducateur auprès de ses membres dans le cadre de conférences, journées d'études et autres formations organisées par l'instance syndicale. Certains documents témoignent de son implication dans plusieurs dossiers dont ceux des maladies industrielles, des conflits ouvriers de 1949 et 1975 et de la fusion de la mine Johnson à la Société Asbestos Limitée en 1964. D'autres illustrent les préoccupations de la fédération pour améliorer la santé et la sécurité des travailleurs de la région. De nombreuses conventions collectives révèlent aux chercheurs les ententes de travail intervenues entre la partie patronale et syndicale. Le fonds contient neuf séries: constitution et règlements, affaires juridiques, assemblées et comités, congrès, finances, relations avec les membres, communications et information, conflits ouvriers, documentation amassée.

Cote assignée par le centre d'archives : P005

Histoire administrative / notice biographique :
Les syndicats des travailleurs de l'amiante de Thetford Mines, Asbestos et East Broughton décident en 1936, de fonder la Fédération nationale des employés de l'industrie minière Inc. Son mandat vise l'étude des problèmes communs des syndicats miniers de la région pour assurer la sauvegarde de leurs intérêts. De plus, la fédération oriente les négociations de conventions collectives de chacun des syndicats affiliés afin d'uniformiser les conditions de travail dans l'industrie. Son intervention est d'ordre juridique, politique et informationnel. La Confédération des syndicats nationaux est le centre du mouvement et de son orientation. À l'intérieur, les fédérations ont le rôle de regrouper les syndicats d'un même domaine d'activité.

Point d'accès / provenance : Fédération des syndicats des mines, de la métallurgie et des produits chimiques (CSN)

Numéro d'identification du fonds ou de la collection assigné par l'établissement : P005

URL du fonds : Lien

Nom du centre d'archives : Centre d'archives de la région de Thetford

Historique de la conservation :
La fédération a versé son fonds d'archives à la SAHRA le 12 août 1987. Entre octobre 1992 et octobre 1994, l'organisme a effectué quatre (4) autres versements. En juin 1993, Ginette Lessard nous a remis les documents appartenant à son père Daniel Lessard. Ce dernier fut secrétaire-trésorier de la fédération pendant plusieurs années. En juin 1994, elle nous a versé les documents d'Hélène Paquet qui fut secrétaire de l'organisme pendant de nombreuses années. Nous n'avons conservé de ces personnages que les documents en lien avec la fédération

Notes : Concernant la fusion de la compagnie Johnson en 1964, les fonds P076 et P115 peuvent être consultés. Originaux et copies
Le Centre de documentation de la Centrale des syndicats nationaux (CSN) possède aussi un fonds concernant ce Conseil Central. Voir la fiche dans le présent inventaire.

Fonds Syndicat des travailleuses et travailleurs de l'alimentation de la région de Thetford Mines (CSN)

Dates :1987 - 1994

Genre de documents : 0,165 m de documents textuels

Portée et contenu :
Le fonds d'archives illustre les activités du syndicat dans le but de maintenir ou améliorer les conditions de travail de ses membres. Il témoigne du soutien financier qu'apporte l'organisation syndicale à ses membres lors de griefs, de manifestations, de libérations syndicales pour formation ou préparation de dossiers. Certains documents retracent le type de lien qu'entretient le syndicat avec l'employeur et avec d'autres instances syndicales reliées à la Confédération des syndicats nationaux. D'autres documents définissent les droits et devoirs des membres, les devoirs et pouvoirs des officiers syndicaux élus, les procédures lors d'élections, la composition et le rôle du comité de surveillance des finances ainsi que les règles et procédures à suivre lors de réunions.

Le fonds comprend des statuts et règlements, des requêtes d'accréditation, des conventions collectives, des procès-verbaux, de la correspondance, des communiqués de presse, des griefs, des cartes de membres, des échelles salariales, des documents financiers ainsi que des listes de cotisations syndicales.

Cote assignée par le centre d'archives : P012

Histoire administrative / notice biographique :
Le Syndicat des travailleuses et travailleurs de l'alimentation de la région de Thetford Mines (CSN) est fondé à Thetford Mines, le 21 septembre 1987. Il représente les salariés à l'emploi d'Aligro Inc. Ceux qui oeuvrent au sein d'Alichoix Grenier sur la rue Labbé (une division d'Aligro Inc.) obtiennent leur reconnaissance syndicale en février 1988. Ce syndicat a pour but l'étude et l'avancement des intérêts sociaux, professionnels, économiques et politiques de ses membres par l'action collective incluant la négociation et la conclusion de conventions collectives. De plus, il se donne pour mandat l'unité d'action avec d'autres instances syndicales. Il a la juridiction de grouper les salariés du secteur de l'alimentation au détail mais peut aussi comprendre toute autre personne salariée. Le Syndicat des travailleurs de l'alimentation de la région de Disraéli (CSN) a le même mandat auprès des salariés dans les marchés d'alimentation de cette région.

Affilié au Conseil central de Thetford Mines, à la Confédération des syndicats nationaux (CSN) et à la Fédération du commerce, il s'engage à respecter leurs statuts. L'organisme se donne les structures syndicales suivantes: assemblée générale, conseil syndical et comité exécutif. L'assemblée générale est l'autorité suprême du syndicat. Le conseil syndical est l'autorité entre les assemblées générales et le comité exécutif et ce dernier administre le syndicat.

Point d'accès / provenance : Syndicat des travailleuses et travailleurs de l'alimentation de la région de Thetford Mines (CSN)

Numéro d'identification du fonds ou de la collection assigné par l'établissement :P012

URL du fonds : Lien

Nom du centre d'archives : Centre d'archives de la région de Thetford
Historique de la conservation : Un premier versement est effectué en décembre 1995 par le biais de Daniel Ruel, représentant du Conseil central pour le Syndicat des travailleuses et travailleurs de l'alimentation de la région de Thetford Mines (CSN). Hervéline Guay, du Conseil central des syndicats nationaux de Thetford Mines, fait un second versement à la SAHRA en octobre 1997. Un contrat est signé par Daniel Ruel, président du Conseil central. Les documents sont conservés avant leur versement dans les locaux de l'édifice syndical situé sur l'avenue Labbé à Thetford Mines
Restrictions régissant l'accès : Consultation libre sur place. Les documents qui comportent des renseignements personnels ne peuvent être consultés pour une période de 50 ans. Pour ces documents, seules les personnes mandatées par le Conseil central ont droit de consultation
Restrictions régissant la reproduction :Avec autorisation
Restrictions régissant la publication :Avec autorisation
Notes : Titre basé sur le contenu du fonds. Certains documents amassés par l'organisme datent de 1977. Aucun autre versement n'est attendu. Le fonds P097 peut être consulté. Originaux et copies

Fonds Syndicat des employés salariés de la mine Carey (CSN)

Dates : 1924 - 1995

Genre de documents : 4,08 m de documents textuels

Portée et contenu :
Le fonds d'archives témoigne de la vie syndicale à la mine Carey entre 1924 et 1986. Il révèle diverses facettes d'un syndicat à cette période: le contexte de fondation, la structure et l'organisation interne, les échanges avec la partie patronale, les liens entretenus avec les organismes extérieurs, les préoccupations, la négociation pour améliorer les conditions de travail, les droits et obligations. Le fonds d'archives illustre le rôle d'informateur de soutien et de défenseur qu'assure un syndicat auprès de ses membres. De plus, il reflète les avantages d'une présence syndicale au sein d'une compagnie minière pour les employés: amélioration des conditions de travail, respect des droits ouvriers et acquisition de privilèges tels qu'assurance-collective et fonds de pension.

Le fonds renferme dix-huit séries: fondation, procès-verbaux, comités, conventions collectives, négociations, griefs, affaires juridiques, ressources humaines, ressources financières, correspondance, régie interne, régime des rentes, assurance-groupe, conflits ouvriers, santé et sécurité, fermeture de la compagnie, coupures de presse et publications amassées

Cote assignée par le centre d'archives : P021

Histoire administrative / notice biographique :
En 1924, les mineurs d'amiante d'East Broughton manifestent le désir de constituer un syndicat en vertu de la Loi des syndicats professionnels sous le nom de "Syndicat national catholique de l'amiante d'East Broughton". Ce n'est qu'en avril 1936, que la Gazette officielle du Québec publie la constitution de ce syndicat. Le 21 octobre 1944, le Conseil des relations ouvrières en temps de guerre reconnaît officiellement le syndicat. Le 4 décembre 1947, suite à la fermeture du Conseil des relations ouvrières en temps de guerre, la Commission de relations ouvrières de la province de Québec recommande à Daniel Lessard, président de la Fédération de la métallurgie d'effectuer une nouvelle demande de reconnaissance syndicale. Le 17 avril 1966, le syndicat change son nom et prend celui de "Syndicat national de l'amiante d'East Broughton Inc". Le 12 avril 1979, il change pour "Syndicat des employés salariés de la mine Carey Inc." Affilié à la Confédération des syndicats nationaux, à la Fédération de la métallurgie et au Conseil central des syndicats nationaux de Thetford Mines Inc., il a comme mandat l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux des travailleurs de la Carey Canadian Mines Ltd. Il regroupe tous les salariés à l'exception des employés de bureau, des contremaîtres généraux, des employés âgés de moins de 16 ans et ceux exclus de par la loi. En 1983, à cause d'une récession économique mondiale et d'une mauvaise publicité faite à l'amiante en rapport avec les dangers pour la santé, la compagnie se voit dans l'obligation de mettre à pied des travailleurs. Le 25 avril 1986 les opérations cessent à la mine Carey, des 242 employés, 227 sont licenciés et un Comité de reclassement est formé pour venir en aide aux travailleurs touchés. Exploitée par la "Montreal Asbestos" et située sur le lot 13 dans le rang 8 du canton de Broughton, la mine "Quebec Asbestos Corporation" débute son exploitation en 1904. En 1924, la compagnie "Philip Carey" de Cincinnati en Ohio prend le contrôle de trois compagnies minières opérant à East Broughton: Ling Asbestos Co., Frontenac Asbestos Mining Co. et Eastern Township Asbestos Co. Suite à ces acquisitions, cette dernière forme la

"Quebec Asbestos Corporation" qui devient ainsi une filiale canadienne. En 1948, les réserves s'épuisent et la compagnie effectue des recherches de nouvelles zones minéralisées. Un relevé indique la présence de minerai à environ quatre milles de la Quebec Asbestos. On y construit une nouvelle usine, les travailleurs sont transférés et les opérations débutent le 1er septembre 1958 sous le nom de "Carey Canadian Mines Ltd". En 1972, elle devient subsidiaire à part entière de "Jim Walter Corporation" dont le siège social est à Tampa en Floride. Le président de la compagnie se nomme James W.Walter et le gérant général, Mike Prus. La compagnie exporte sa production aux États-Unis, en Europe, en Amérique du Sud, en Amérique Centrale, au Japon et en Australie

Point d'accès / provenance : Syndicat des employés salariés de la mine Carey (CSN)

Numéro d'identification du fonds ou de la collection assigné par l'établissement : P021

URL du fonds : Lien

Nom du centre d'archives : Centre d'archives de la région de Thetford

Historique de la conservation :
La Société des archives historiques de la région de L'Amiante a acquis, le 31 août 1995, les documents textuels du fonds Syndicat des employés salariés de la mine Carey Inc. (CSN). Au moment de l'acquisition, les archives étaient entreposées au sous-sol de l'Hôtel de ville d'East Broughton situé au 600, 10e avenue sud à East Broughton Station. Les personnes ressources sont André Groleau (ancien président) et Guy Poulin (ancien trésorier). Un deuxième versement est effectué en décembre 1995. Le contrat d'acquisition est signé entre Stéphane Hamann, archiviste de la SAHRA et Daniel Ruel, représentant du Conseil central des syndicats nationaux de Thetford Mines pour le Syndicat national de l'amiante d'East Broughton (CSN)

Restrictions régissant l’accès : Consultation libre sur place. Les documents qui comportent des renseignements personnels ne peuvent être consultés pour une période de 50 ans. Pour ces documents, seules les personnes mandatées par le Conseil central ont droit de consultation

Restrictions régissant la reproduction : Avec autorisation

Restrictions régissant la publication : Avec autorisation

Notes : Anciennement connu sous le nom de Syndicat national catholique de l'amiante d'East Broughton et Syndicat national de l'amiante d'East Broughton Inc. Titre basé sur le contenu du fonds. Le système de classement en place a été respecté, mais nous avons ajouté de nouvelles séries. Les documents sont classés en ordre chronologique à l'intérieur des séries et sous-séries. Des conventions collectives et des procès-verbaux seront versés ultérieurement. Originaux et copies

Fonds Syndicat des employés de Ber-Vac Inc. de la région de Thetford Mines (CSN)
Dates : 1973 - 1995
Genre de documents : 0,566 m de documents textuels
Portée et contenu : Le fonds d'archives illustre les activités de l'organisation syndicale. Il montre les efforts du syndicat pour obtenir de meilleures conditions de travail aux employés de Ber-Vac Inc. Quelques documents d'archives révèlent les démarches entreprises pour négocier et conclure des conventions collectives. Le fonds renferme des procès-verbaux, des conventions collectives, des statuts et règlements, des lettres d'entente, des plans de travail, des rapports, des listes d'ancienneté, des documents de congrès, de la correspondance, des dossiers du personnel, des griefs, des décisions arbitrales, des documents financiers et de la documentation amassée
Cote assignée par le centre d'archives : P040
Histoire administrative / notice biographique : La compagnie Ber-Vac Inc. est constituée en 1958. L'entreprise se spécialise dans la fabrication de souffleuses à neige et de machineries agricoles. Le Syndicat des employés de Ber-Vac Inc. de la région de Thetford Mines (CSN) tient son assemblée de fondation le 15 octobre 1973. Il veut étudier, protéger et développer les intérêts professionnels, économiques, sociaux et moraux des personnes à l'emploi de Ber-Vac Inc. Il établit des relations ordonnées entre employeurs et salariés et pour ce faire, négocie et conclut des conventions collectives. L'organisme syndical adhère aux principes de la Confédération des syndicats nationaux et est affilié au Conseil central des syndicats nationaux de Thetford Mines. L'entreprise connaît plusieurs crises et plusieurs changements d'actionnaires au cours de son histoire. Aux prises avec des difficultés financières, la compagnie cesse définitivement ses activités en avril 1992. Le 19 décembre 1995, suite à cette fermeture, l'assemblée générale du syndicat adopte une résolution de dissolution effective à partir du 31 décembre de la même année
Point d'accès / provenance : Syndicat des employés de Ber-Vac Inc. de la région de Thetford Mines (CSN)
Numéro d'identification du fonds ou de la collection assigné par l'établissement : P040
URL du fonds : lien
Nom du centre d'archives : Centre d'archives de la région de Thetford
Historique de la conservation : Avant leur versement en 1996, les documents étaient conservés dans un des locaux de l'édifice du Conseil central des syndicats nationaux de Thetford Mines. Les documents sont versés par Daniel Ruel, représentant du Conseil central
Restrictions régissant l'accès : Consultation libre sur place. Les documents qui comportent des renseignements personnels ne peuvent être consultés pour une période de 50 ans. Pour ces documents, seules les personnes mandatées par le Conseil central ont droit de consultation
Restrictions régissant la reproduction : Avec autorisation
Restrictions régissant la publication : Avec autorisation
Notes : Titre basé sur le contenu du fonds. Aucun autre versement n'est attendu. Originaux et copies

Fonds Syndicat national catholique des employés du commerce de Thetford Mines (CSN)
Dates : 1951 - 1957
Genre de documents : 0,05 m de documents textuels
Portée et contenu : Le fonds témoigne, en partie, des activités du Syndicat national catholique des employés du commerce de Thetford Mines (CSN) entre 1951 et 1957. Il révèle le nom des membres, leur adresse, leur profession et le nom de leur employeur. De plus, il montre la cotisation à payer pour entrer au sein du mouvement syndical. Le fonds se compose d'une lettre et des cartes d'adhésion des membres
Cote assignée par le centre d'archives : P041
Histoire administrative / notice biographique : En août 1951, les commerces "Chez Vogue", "People's Stores", "Dubé & Frères" et "Alfred Lamontagne" présentent une requête de reconnaissance syndicale auprès de la Commission des relations ouvrières de la province de Québec. Ces commerces, situés à Thetford Mines, désirent être représentés par le Syndicat national catholique des employés du commerce de Thetford Mines donc affiliés à la Confédération des travailleurs catholiques du Canada. Plus tard, les employés des autres commerces emboîtent le pas: J.E. Ferland, Demers, Spécialités modernes, Tancrède Labbé, Béliveau, Hitman's, Continental, Compagnie Légaré, Montreal Shoe, Alphée Noël, Grenier & Frères, Kitty Sam, Traffic, Jos. Roberge, Singer, J. Maurice Roy, Setlakwe. Le mandat de l'organisation syndicale vise la défense des droits des travailleurs oeuvrant au sein de ces organismes commerciaux
Point d'accès / provenance : Syndicat national catholique des employés du commerce de Thetford Mines (CSN)
Numéro d'identification du fonds ou de la collection assigné par l'établissement :P041
URL du fonds : Lien
Nom du centre d'archives : Centre d'archives de la région de Thetford
Historique de la conservation : Les documents sont versés en octobre 1992. Avant cette date, ils sont conservés dans un local situé dans l'édifice du Conseil central des syndicats nationaux à Thetford Mines. Un contrat d'acquisition est signé entre le représentant du Conseil central et la direction de la SAHRA
Restrictions régissant l'accès : Consultation libre sur place. Les documents qui comportent des renseignements personnels ne peuvent être consultés pour une période de 50 ans. Pour ces documents, seules les personnes mandatées par le Conseil central ont droit de consultation
Restrictions régissant la reproduction : Avec autorisation
Restrictions régissant la publication : Avec autorisation
Notes : Titre basé sur le contenu du fonds. L'original de la lettre de Daniel Lessard à la Commission des relations ouvrières se trouve dans le fonds P096. Aucun autre versement n'est attendu. Originaux et copies

Fonds Syndicat des professeurs du Collège de la région de L'Amiante (CSN)
Dates : 1969 - 1998
Genre de documents : 0,72 m de documents textuels
Portée et contenu : Le fonds illustre les activités et le fonctionnement du Syndicat des professeurs du Collège de la région de L'Amiante de 1969 à aujourd'hui. Il témoigne des actions syndicales entreprises pour assurer aux professeurs de bonnes conditions de travail. De plus, il montre les liens entretenus entre l'organisation syndicale et les diverses instances de la Confédération des syndicats nationaux. Le fonds renferme des procès-verbaux, de la correspondance, des conventions collectives de travail, des documents financiers et des coupures de presse amassées
Cote assignée par le centre d'archives : P049
Histoire administrative / notice biographique : Le Syndicat des professeurs du Collège de la région de L'Amiante tient une réunion de fondation le 8 septembre 1969. Il a le mandat d'étudier, protéger et développer les intérêts professionnels, économiques, sociaux et politiques de ses membres. Il travaille encore aujourd'hui à la défense des droits et intérêts des professeurs. L'assemblée générale, le comité exécutif et le conseil syndical constituent la structure interne de l'organisation syndicale. À l'externe, le syndicat est affilié à la Confédération des syndicats nationaux, à la Fédération nationale des enseignants et enseignantes du Québec et au Conseil central des syndicats nationaux de Thetford Mines
Point d'accès / provenance : Syndicat des professeurs du Collège de la région de L'Amiante (CSN)
Numéro d'identification du fonds ou de la collection assigné par l'établissement :P049
URL du fonds : Lien
Nom du centre d'archives : Centre d'archives de la région de Thetford
Historique de la conservation : Solange Tardif, secrétaire du syndicat, a effectué un premier versement de documents en juin 1991. Les autres archives sont conservées dans le local du Syndicat du Collège de la région de L'Amiante
Restrictions régissant l'accès : Consultation libre sur place. Les documents qui comportent des renseignements personnels ne peuvent être consultés pour une période de 50 ans. Pour ces documents, seules les personnes mandatées par le Conseil central ont droit de consultation
Restrictions régissant la reproduction : Avec autorisation
Restrictions régissant la publication : Avec autorisation
Notes : Titre basé sur le contenu du fonds. D'autres versements sont attendus. Originaux et copies

Fonds Syndicat national des travailleurs de la construction de Thetford Mines (CSN)
Dates : 1935 - 1984
Genre de documents : 0,1 m de documents textuels. - 1 plan
Portée et contenu : Le fonds d'archives témoigne des activités et du fonctionnement du syndicat. Il révèle son implication à défendre les employés du secteur de la construction dans notre région entre 1935 et 1984. De plus, il montre les efforts déployés par le syndicat pour protéger les employés contre le travail au noir. Le fonds renferme des requêtes en accréditation, des procès-verbaux, des conventions collectives, des listes de membres, de la correspondance, des communiqués de presse, des coupures de presse et un plan
Cote assignée par le centre d'archives : P053
Histoire administrative / notice biographique : Le 11 juillet 1935, le Syndicat national catholique du bâtiment de Thetford Mines (CSN) est constitué en syndicat professionnel par un arrêté en conseil. En décembre 1968, le syndicat change son nom et prend celui de "Syndicat national des travailleurs de la construction de Thetford Mines". Son mandat vise l'étude, la protection, le développement des intérêts professionnels, économiques, sociaux et moraux de ses membres. Sa juridiction s'étend à tous les travailleurs de l'industrie de la construction et des industries connexes de la région de L'Amiante. Le syndicat adhère aux principes de la Confédération des syndicats nationaux et s'affilie en 1935, à la Fédération nationale catholique des métiers du bâtiment et au Conseil général des syndicats catholiques de Québec. Administré par un comité exécutif et un comité de finances, il est dirigé par l'assemblée générale
Point d'accès / provenance : Syndicat national des travailleurs de la construction de Thetford Mines (CSN)
Numéro d'identification du fonds ou de la collection assigné par l'établissement :P053
URL du fonds : Lien
Nom du centre d'archives : Centre d'archives de la région de Thetford
Historique de la conservation : Le 11 novembre 1996, Hervéline Guay a versé les documents d'archives conservés dans un local de l'édifice syndical du Conseil central des syndicats nationaux de Thetford Mines
Restrictions régissant l'accès : Consultation libre sur place. Les documents qui comportent des renseignements personnels ne peuvent être consultés pour une période de 50 ans. Pour ces documents, seules les personnes mandatées par le Conseil central ont droit de consultation
Restrictions régissant la reproduction : Avec autorisation
Restrictions régissant la publication : Avec autorisation
Notes : Anciennement connu sous le nom de Syndicat national catholique du bâtiment de Thetford Mines (CSN). Titre basé sur le contenu du fonds. Originaux et copies

Fonds Syndicat national des travailleurs de l'amiante de Lake Asbestos Inc. (CSN)

Dates : 26 novembre 1951 - 25 janvier 1972

Genre de documents : 0,642 m de documents textuels.

Portée et contenu :

Le fonds témoigne de l'implication et des préoccupations du syndicat pour ses membres en matière d'évaluation des tâches et de négociations avec l'employeur. Il assure la défense de leurs droits. Les documents révèlent les luttes inter-syndicales entre la CSN et les Métallos à la fin des années 60 et au début des années 70.

Le fonds comprend dix séries: administration, comités et assemblées délibérantes, conventions collectives, négociations, ressources humaines, finances, affaires juridiques, correspondance, luttes inter-syndicales et documentation amassée.

Cote assignée par le centre d'archives : P071

Histoire administrative / notice biographique :

En 1952, la United Asbestos Company présente à sa maison-mère, l'American Smelting and Refining Co. (ASARCO), un rapport prouvant la rentabilité du gisement situé sous le lit du Lac Noir. Celle-ci décide de créer dès lors une filiale la Lake Asbestos of Quebec Ltd qui poursuivra l'exploration amorcée. C'est ainsi que le 14 mai 1954, la United Asbestos cède tous ses droits et terrains miniers à la Lake Asbestos. Le 15 décembre 1957, le Syndicat national des travailleurs de l'amiante de Lake Asbestos Ltd. est fondé. Son mandat a pour but l'étude, la protection, le développement et la défense des intérêts professionnels, économiques, sociaux et moraux de ses membres. En 1966, le syndicat change son nom pour celui de Syndicat national des travailleurs de l'amiante de Lake Asbestos of Quebec Ltd. inc. À la fin des années 1960, le syndicat vit des heures sombres. En effet, un groupe important de syndiqués souhaitent changer d'allégeance syndicale.

C'est ainsi que le 21 janvier 1970, suite à un vote majoritaire, les mineurs quittent la Confédération des syndicats nationaux pour se joindre aux Métallurgistes Unis d'Amérique, section locale 7469. Toutefois, le 15 septembre 1971, un groupe de mineurs créent le Syndicat des mineurs de Lake Asbestos (CSN) dans le but de retourner dans le giron de la CSN. Par conséquent, ils déposent une demande d'accréditation au début du mois de janvier 1972 au Ministère du travail et de la main-d'oeuvre. Suite à une enquête, le commissaire-enquêteur décide le 25 janvier de refuser la demande du syndicat puisque ce dernier ne possède pas le caractère représentatif requis par la loi.

Historique de la conservation : Avant leur versement, les documents étaient conservés dans un local de l'édifice syndical du Conseil central des syndicats nationaux à Thetford Mines. Un contrat d'acquisition est signé le 20 octobre 1992 par Marco Gauthier, représentant du syndicat

Numéro d'identification du fonds ou de la collection assigné par l'établissement : P071

URL du fonds : Lien

Nom du centre d'archives : Centre d'archives de la région de Thetford

Notes : Anciennement connu sous le nom de Syndicat national des travailleurs de l'amiante de United Asbestos Corporation Ltd. Titre basé sur le contenu du fonds. Aucun autre versement n'est attendu. Originaux et copies

Fonds Syndicat des travailleurs de la mine Nationale (CSN)

Dates : 1958 - 2002

Genre de documents : 4,58 m de documents textuels. - 3 photographies. - 2 bandes magnétiques.

Portée et contenu :
Le fonds reflète le désir des travailleurs, à l'emploi de la mine d'amiante Nationale, de se grouper pour former une organisation syndicale capable de défendre leurs intérêts. Par les documents de fondation et les procès-verbaux, il est possible d'imaginer le contexte de fondation d'un syndicat dans les années 50 et de voir les préoccupations et efforts du syndicat pour défendre ses membres. Le fonds témoigne aussi des conditions de travail dans les mines d'amiante entre 1958 et 1988 ainsi que des recours possibles d'un travailleur pour faire valoir ses droits. Il montre les liens que le syndicat entretient avec divers organismes pour l'exercice de ses fonctions. De plus, il révèle son implication lors des grèves de 1963, 1975 et 1980 à la mine Nationale et nous fournit des renseignements sur l'hygiène industrielle et la sécurité en vigueur dans la compagnie. Le fonds regroupe quatorze (14) séries: fondation du syndicat, procès-verbaux, comités, conventions collectives, négociations, affaires juridiques, ressources humaines, ressources financières, correspondance, régie interne, conflits ouvriers, hygiène industrielle et sécurité, coupures de presse et publications amassées.

Cote assignée par le centre d'archives : P077

Histoire administrative / notice biographique :
Le Syndicat national des travailleurs de l'amiante de la "National Asbestos Mines Ltd. Inc." est fondé le 15 juin 1958. Un certificat, délivré le 29 juillet 1958 par la Commission des relations ouvrières de la province de Québec, lui reconnaît le droit de représenter tous les salariés de la mine Nationale. Son mandat a pour but l'étude, la protection et le développement des intérêts professionnels, économiques, sociaux et moraux de ses membres. Le syndicat est affilié à la Confédération des syndicats nationaux, à la Fédération de la métallurgie et des mines et dans sa région, au Conseil central des syndicats nationaux de Thetford Mines Inc. Ces organismes lui assurent un support constant lors de négociations, de griefs, d'arbitrage, d'éducation, d'action sociale et de politique. À l'interne, il est administré par un comité exécutif formé de neuf membres sous la direction de l'assemblée générale.

Le 1er octobre 1973, l'employeur "National Asbestos Mines Ltd". aliène son entreprise. Le nouveau propriétaire est connu sous le nom de "Lake Asbestos of Quebec Limited, National Mines Division". De ce fait, en 1975, le syndicat désire changer son nom pour celui de "Syndicat des travailleurs de l'amiante de Lake Asbestos of Quebec Limited , National Mines Division". Cependant, le Service des compagnies refuse de lui accorder ce changement, car le Syndicat des travailleurs de la Lake et celui de la Nationale existent déjà et il pourrait y avoir confusion. Suite à ce refus et à la francisation du nom de l'employeur, le syndicat prend le nom en novembre 1982, de "Syndicat des travailleurs de la mine Nationale Inc". À partir des années '80, l'industrie de l'amiante connaît de graves difficultés suite à la baisse de la demande mondiale. Ainsi, en 1986, on rationalise les opérations dans la région et l'on créé "Lab-Chrysotile" qui gère et exploite les installations de trois compagnies: Mines d'amiante Bell Limitée, Lac d'amiante du Québec Limitée et Société Asbestos Limitée. Cette décision entraîne la fermeture des mines Nationale, King Beaver et Normandie.

Point d'accès / provenance :Syndicat des travailleurs de la mine Nationale (CSN)

Numéro d'identification du fonds ou de la collection assigné par l'établissement : P077
URL du fonds : Lien
Nom du centre d'archives : Centre d'archives de la région de Thetford
Historique de la conservation : Le Syndicat des travailleurs de la mine Nationale Inc. a déposé, le 20 octobre 1992, son fonds d'archives. Un contrat d'acquisition est alors signé entre les deux parties par le biais de Marco Gauthier, président du Conseil central des syndicats nationaux de Thetford Mines Inc. (CSN) et Line Cliche, directrice de la SAHRA. Avant cette entente, les documents étaient conservés dans les locaux de l'édifice du Conseil central. Deux autres versements sont effectués le 23 juin 1993 et le 27 septembre 1995
Restrictions régissant l'accès : Consultation libre sur place. Les documents qui comportent des renseignements personnels ne peuvent être consultés pour une période de 50 ans. Pour ces documents, seules les personnes mandatées par le Conseil central ont droit de consultation
Restrictions régissant la reproduction : Avec autorisation
Restrictions régissant la publication : Avec autorisation
Notes : Anciennement connu sous le nom de Syndicat national des travailleurs de l'amiante de la National Asbestos Mines Ltd. Titre basé sur le contenu du fonds. Documents classés en ordre chronologique à l'intérieur des séries et des sous-séries. Lors du tri, un échantillonnage est pratiqué sur certains documents. Quelques documents financiers et pièces comptables sont éliminés puisqu'ils se retrouvent dans des documents récapitulatifs (grands livres). Aucun autre versement n'est attendu. Le fonds P074 peut être consulté. Originaux et copies

Fonds Syndicat national des travailleurs de l'amiante de la Flintkote Mines Ltd (CSN)
Dates : 1946 - 1972
Genre de documents : 1,02 m de documents textuels
Portée et contenu : Le fonds d'archives témoigne du rôle que joue le syndicat auprès des travailleurs de la mine Flintkote entre 1946 et 1972. En effet, l'organisation syndicale apporte l'information, l'aide et le soutien nécessaires pour défendre les employés. Il négocie avec la compagnie des conventions collectives qui améliorent grandement les conditions de travail. Lors de griefs formulés par les travailleurs, il entreprend des démarches pour régler le problème en cause. Il reflète également les activités du Comité de reclassement des employés suite à la fermeture de la compagnie minière en 1971. En effet, ce comité est créé par le syndicat dans le but de réintégrer les travailleurs le plus rapidement possible au marché du travail. Le fonds regroupe 14 séries: fondation du syndicat, statuts et règlements, procès-verbaux, conventions collectives de travail, négociations patronales et syndicales, griefs et arbitrage, ressources humaines, ressources financières, correspondance, régie interne, fermeture de la mine, Comité de reclassement des employés, coupures de presse et publications
Cote assignée par le centre d'archives : P081
Histoire administrative / notice biographique : Le 17 juillet 1946, le Syndicat national catholique des travailleurs de l'amiante de la Flintkote Mines Ltd Inc. fait une demande de reconnaissance de représentants-négociateurs conformément aux règlements des relations ouvrières. En septembre 1968, il effectue une requête pour changer son nom et prend celui de "Syndicat national des travailleurs de l'amiante de la Flintkote Mines Ltd Inc." Le 14 juillet 1946, des employés tiennent une assemblée pour fonder le syndicat. Ce dernier cesse toutes activités lors de la fermeture de la mine en 1971. Dans le but de conclure des conventions collectives de travail avec la compagnie minière "Flintkote Mines Ltd", le syndicat représente tous les salariés rémunérés sur une base horaire, à la pièce ou à forfait travaillant pour la mine Flintkote située dans le rang IV du canton de Thetford. Il se donne comme mandat de régler, avec justice et équité, les difficultés entre employés et employeurs. De plus, il veut étudier, protéger, défendre et développer les intérêts économiques, sociaux, moraux et professionnels de ses membres. Le syndicat est affilié à la Fédération des travailleurs de la métallurgie, des mines et des produits chimiques chapeautée par la Confédération des syndicats nationaux (CSN)
Point d'accès / provenance : Syndicat national des travailleurs de l'amiante de la Flintkote Mines Ltd (CSN)
Numéro d'identification du fonds ou de la collection assigné par l'établissement :P081
URL du fonds : Lien
Nom du centre d'archives : Centre d'archives de la région de Thetford
Historique de la conservation : Avant leur versement, les archives étaient conservées dans un local de l'édifice du Conseil central des syndicats nationaux à Thetford Mines. Le contrat d'acquisition est signé le 20 octobre 1992 par Marco Gauthier, président du Conseil central et représentant du syndicat

Restrictions régissant l’accès : Consultation libre sur place. Les documents qui comportent des renseignements personnels ne peuvent être consultés pour une période de 50 ans. Pour ces documents, seules les personnes mandatées par le Conseil central ont droit de consultation
Restrictions régissant la reproduction : Avec autorisation
Restrictions régissant la publication : Avec autorisation
Notes : Anciennement connu sous le nom de Syndicat national catholique des travailleurs de l'amiante de Flintkote Mines Ltd Inc. Titre basé sur le contenu du fonds. Aucun autre versement n'est attendu. Originaux et copies

Fonds Syndicat national des services hospitaliers de Thetford Mines (CSN)
Dates : 1959 - 1994
Genre de documents : 1,424 m de documents textuels
Portée et contenu : Le fonds témoigne des activités du syndicat et reflète son implication auprès de ses membres par la négociation et la conclusion de conventions collectives, par des ententes et conciliations avec l'établissement hospitalier. Le fonds comprend des procès-verbaux, des statuts et règlements, des rapports financiers, des ententes et conventions collectives, des dossiers d'employés, de la correspondance, des listes de membres et des coupures de presse
Cote assignée par le centre d'archives : P082
Histoire administrative / notice biographique : Le Syndicat national catholique des services hospitaliers de Thetford Mines est fondé le 2 décembre 1959 et le Secrétariat de la province de Québec en autorise la constitution et les règlements le 16 mars 1960. Par la suite, la constitution est refondue et amendée en 1966, 1983 et 1987. Le syndicat est affilié au Conseil central des syndicats nationaux de Thetford Mines, à la Fédération des affaires sociales et à la Confédération des syndicats nationaux. En 1983, le syndicat formule une requête au Bureau du commissaire général du travail pour changement de nom et prendre celui de «Syndicat national des services hospitaliers de Thetford Mines Inc.» Son mandat a pour but l'étude, la protection et le développement des intérêts professionnels, économiques, sociaux et moraux de ses membres. La juridiction professionnelle du syndicat s'étend, dans un premier temps, aux employés de l'Hôpital Saint-Joseph et s'applique maintenant aux salariés du Centre hospitalier de la région de L'Amiante
Point d'accès / provenance : Syndicat national des services hospitaliers de Thetford Mines (CSN)
Numéro d'identification du fonds ou de la collection assigné par l'établissement :P082
URL du fonds : Lien
Nom du centre d'archives :Centre d'archives de la région de Thetford
Historique de la conservation : Les document du fonds sont versés en octobre 1995 par Lyna Marois, représentante du syndicat. Jusqu'à ce moment, les archives étaient conservées au local du syndicat à l'hôpital
Restrictions régissant l'accès : Consultation libre sur place. Les documents qui comportent des renseignements personnels ne peuvent être consultés pour une période de 50 ans. Pour ces documents, seules les personnes mandatées par le Conseil central ont droit de consultation
Restrictions régissant la reproduction : Avec autorisation
Restrictions régissant la publication : Avec autorisation
Notes : Anciennement connu sous le nom «Syndicat national catholique des services hospitaliers de Thetford Mines». Titre basé sur le contenu du fonds. À l'intérieur des séries, sous-séries et dossiers, les documents textuels sont classés en ordre chronologique. D'autres versements sont attendus. Originaux et copies

Fonds Syndicat national des employés de Kaiser Gilpin (CSN)
Dates : 1953 - 1969
Genre de documents : 0,058 m de documents textuels
Portée et contenu : Le fonds témoigne du fonctionnement et des activités du Syndicat national des employés de Kaiser Gilpin (CSN) entre 1966 et 1969. Il révèle son rôle de représentant et de défenseur auprès de ses membres. Il comporte des procès-verbaux, des requêtes d'accréditation, des descriptions de tâches, des avis d'accident, des listes de membres, des griefs et de la correspondance
Cote assignée par le centre d'archives : P088
Histoire administrative / notice biographique : Le 10 août 1966, une requête en accréditation est soumise pour qu'un syndicat représente tous les salariés à l'emploi de "Kaiser Gilpin Black Lake Constructors", firme de construction établie à la compagnie minière "Lake Asbestos of Quebec". Les services de cette firme montréalaise sont retenus par la mine pour mettre à jour d'importants gisements d'amiante au nord du puits à ciel ouvert. Des contestations sont émises et, sur décision de la commission, un vote au scrutin secret est tenu parmi les employés afin de savoir s'ils désirent être représentés par le Syndicat national des employés de Kaiser Gilpin (CSN). Finalement, le 1er décembre 1966, le syndicat obtient son certificat d'accréditation. Affilié à la Confédération des syndicats nationaux, à la Fédération nationale des employés de l'industrie minière et au Conseil central des syndicats nationaux de Thetford Mines, il représente tous les salariés à l'emploi de la compagnie, à l'exception des contremaîtres et des employés de bureau. Il assure la défense des droits et intérêts de ses membres. Considérant que les travaux de la firme sont terminés, le syndicat se dissout le 1er avril 1969
Point d'accès / provenance : Syndicat national des employés de Kaiser Gilpin (CSN)
Numéro d'identification du fonds ou de la collection assigné par l'établissement :P088
URL du fonds : Lien
Nom du centre d'archives : Centre d'archives de la région de Thetford
Historique de la conservation : Avant leur versement, les documents étaient entreposés dans un local de l'édifice du Conseil central des syndicats nationaux à Thetford Mines. Le 20 octobre 1992, un contrat d'acquisition est signé par Marco Gauthier, président du conseil central et représentant du syndicat
Restrictions régissant l'accès : Consultation libre sur place. Les documents qui comportent des renseignements personnels ne peuvent être consultés pour une période de 50 ans. Pour ces documents, seules les personnes mandatées par le Conseil central ont droit de consultation
Restrictions régissant la reproduction : Avec autorisation
Restrictions régissant la publication : Avec autorisation
Notes : Titre basé sur le contenu du fonds. Aucun autre versement n'est attendu. Originaux et copies

Fonds Syndicat des employés de Sanibec de la Commission scolaire régionale Black Lake - Disraëli (CSN)
Dates : 1974 - 1979
Genre de documents : 0,101 m de documents textuels
Portée et contenu : Le fonds révèle l'activité syndicale et le fonctionnement du Syndicat des employés de Sanibec de la Commission scolaire régionale Black Lake-Disraëli entre 1974 et 1978. Les documents témoignent de l'implication du syndicat à la défense des travailleurs et à l'amélioration de leurs conditions de travail. Le fonds groupe des procès-verbaux, des conventions collectives, des griefs, de la correspondance, des registres comptables, des rapports du trésorier, des factures et autres documents financiers
Cote assignée par le centre d'archives : P089
Histoire administrative / notice biographique : Le Syndicat des employés de Sanibec tient une réunion de fondation en date du 1er août 1974. Il reçoit son accréditation syndicale le 12 février 1975. Affilié à la Confédération des syndicats nationaux, il établit son siège social à Thetford Mines. La dispersion et la non-participation des membres entraînent la dissolution du syndicat le 14 décembre 1978. Le syndicat a comme objectif la sécurité et le bien-être des employés salariés de la "Corporation Sanibec" à l'exception des surnuméraires. Les employés de cette compagnie font l'entretien ménager d'écoles de la Commission scolaire Black Lake-Disraëli
Point d'accès / provenance : Syndicat des employés de Sanibec de la Commission scolaire régionale Black Lake - Disraëli (CSN)
Numéro d'identification du fonds ou de la collection assigné par l'établissement :P089
URL du fonds : Lien
Nom du centre d'archives : Centre d'archives de la région de Thetford
Historique de la conservation : Avant leur versement, les documents étaient conservés dans un local de l'édifice du Conseil central des syndicats nationaux à Thetford Mines. Le 20 octobre 1992, un contrat d'acquisition est signé par Marco Gauthier, président du conseil central et représentant du syndicat
Restrictions régissant l'accès : Consultation libre sur place. Les documents qui comportent des renseignements personnels ne peuvent être consultés pour une période de 50 ans. Pour ces documents, seules les personnes mandatées par le Conseil central ont droit de consultation
Restrictions régissant la reproduction : Avec autorisation
Restrictions régissant la publication : Avec autorisation
Notes : Titre basé sur le contenu du fonds. Aucun autre versement n'est attendu. Originaux et copies

Fonds Syndicat national de l'amiante d'Asbestos (CSN)
Dates : 1944 - 1969
Genre de documents : 0,09 m de documents textuels
Portée et contenu : Le fonds témoigne des activités et du fonctionnement de l'instance syndicale entre 1944 et 1969. Il révèle les rencontres effectuées entre la partie syndicale et la partie patronale avant que n'éclate la grève de l'amiante en 1949. Il montre que le syndicat assure la défense des droits et intérêts des salariés. Le fonds renferme de la correspondance, des télégrammes, des rapports d'activités syndicales, des griefs, des documents d'arbitrage lors de conflits, des plans d'assurance-vie et de retraite des employés
Cote assignée par le centre d'archives : P090
Histoire administrative / notice biographique : À partir de 1920, les employés de la "Canadian Johns-Manville Co." sont représentés par l'Union nationale des mineurs d'amiante d'Asbestos. Le 29 octobre 1947, la Commission des relations ouvrières de la province de Québec accorde au "Syndicat national de l'amiante d'Asbestos" un certificat de reconnaissance syndicale. L'agent négociateur du syndicat est la Fédération nationale des employés de l'industrie minière (CSN). Le syndicat représente tous les salariés de la "Canadian Johns-Manville" rémunérés sur une base horaire ou à la pièce. Un comité de griefs est mis sur pied afin de recevoir et considérer les plaintes ou suggestions formulées par les employés pour ensuite les soumettre à l'administration. De plus, il établit une étroite collaboration entre les employés et l'employeur
Point d'accès / provenance : Syndicat national de l'amiante d'Asbestos (CSN)
Numéro d'identification du fonds ou de la collection assigné par l'établissement : P090
URL du fonds : Lien
Nom du centre d'archives : Centre d'archives de la région de Thetford
Historique de la conservation : Avant leur versement, les documents étaient conservés dans un local situé dans l'édifice du Conseil central des syndicats nationaux à Thetford Mines. Un contrat d'acquisition est signé entre le président du Conseil central et représentant du syndicat le 19 décembre 1995
Restrictions régissant l'accès : Consultation libre sur place. Les documents qui comportent des renseignements personnels ne peuvent être consultés pour une période de 50 ans. Pour ces documents, seules les personnes mandatées par le Conseil central ont droit de consultation
Restrictions régissant la reproduction : Avec autorisation
Restrictions régissant la publication : Avec autorisation
Notes : Anciennement connu sous Union nationale des mineurs d'amiante d'Asbestos. Titre basé sur le contenu du fonds. Aucun autre versement n'est attendu. Originaux et copies

Fonds Syndicat national catholique des travailleurs de l'amiante de Bell Asbestos Mines Ltd (CSN)

Dates : 1937 - 1959

Genre de documents : 0,2 m de documents textuels

Portée et contenu :
Le fonds témoigne des efforts déployés par le Syndicat national catholique des travailleurs de l'amiante de Bell Asbestos Mines Ltd. pour représenter de nouveaux membres. Il révèle l'instabilité syndicale des travailleurs et par conséquent, l'insécurité des unités syndicales en place. Le fonds contient dix séries: fondation du syndicat, demande de reconnaissance syndicale, constitution et règlements, procès-verbaux, conventions collectives, négociations, correspondance, documents financiers et pièces comptables, régie interne et publications amassées

Cote assignée par le centre d'archives : P091

Histoire administrative / notice biographique :
Plusieurs syndicats ont représenté les travailleurs de la mine Bell. Entre 1937 et 1943, ils font partie du Syndicat national catholique de l'amiante qui groupe les employés des mines Bell, Johnson et Asbestos Corporation. En 1944, un groupe de mineurs se dirigent vers l'Union canadienne des ouvriers de l'amiante, local no.5, union à charte du Congrès canadien du travail. Ce changement est de courte durée puisqu'en 1946, ils adhèrent à une union indépendante dirigée par Paul-Émile Marquette. En 1955, ils laissent tomber Marquette et s'affilient aux unions américaines notamment au District 50 des Mineurs Unis d'Amérique.
Le 23 novembre 1957, après de nombreux efforts, le Syndicat national catholique des travailleurs de l'amiante de Bell Asbestos Mines Ltd. (CSN) tient sa première réunion. Il est reconnu officiellement comme syndicat minoritaire par la Commission des relations ouvrières du Québec. Quelques membres y adhèrent considérant leurs intérêts mieux sauvegardés. En effet, l'instance syndicale leur offre des services locaux et le même traitement que les autres travailleurs de l'amiante. Le syndicat représente les employés de la mine Bell à l'exception des contremaîtres, du personnel de bureau et de magasin, des gardiens et des personnes exclues par la loi. Affilié à la Confédération des travailleurs catholiques du Canada, le syndicat veut protéger, défendre et développer les intérêts économiques, sociaux et moraux des travailleurs. Par des règlements particuliers, il établit et administre des caisses de retraite, de prévoyance ou de secours mutuels destinés à assurer des allocations aux membres ou à leurs héritiers en cas de chômage, maladie ou décès. Cependant, à la réunion du 22 février 1958, le petit nombre de syndiqués démissionnent. Après cette date, le syndicat cesse ses activités. En 1968, tous les employés joignent les rangs des Métallurgistes Unis d'Amérique

Point d'accès / provenance : Fonds Syndicat national catholique des travailleurs de l'amiante de Bell Asbestos Mines Ltd (CSN)

Numéro d'identification du fonds ou de la collection assigné par l'établissement : P091

URL du fonds : Lien

Nom du centre d'archives : Centre d'archives de la région de Thetford

Historique de la conservation :
Le fonds d'archives nous est versé le 20 octobre 1992. Avant cette date, les documents étaient conservés dans un local de l'édifice du Conseil central des syndicats nationaux à Thetford

Mines. Un contrat d'acquisition est signé avec Marco Gauthier, le représentant du Conseil central pour le syndicat
Restrictions régissant l'accès : Consultation libre sur place. Les documents qui comportent des renseignements personnels ne peuvent être consultés pour une période de 50 ans. Pour ces documents, seules les personnes mandatées par le Conseil central ont droit de consultation
Restrictions régissant la reproduction : Avec autorisation
Restrictions régissant la publication : Avec autorisation
Notes : Anciennement connu sous le nom de Syndicat national catholique de l'amiante. Titre basé sur le contenu du fonds. À leur arrivée, les documents sont classés partiellement. Nous avons respecté ce classement au moment du traitement définitif. Aucun autre versement n'est attendu. Originaux et copies

Fonds Syndicat national du gant de Thetford Mines (CSN)
Dates : 1946 - 1948
Genre de documents : 0,06 m de documents textuels
Portée et contenu : Le fonds témoigne des buts et objectifs du Syndicat national du gant de Thetford Mines (CSN) entre 1946 et 1948. Il fait valoir les droits et intérêts des employés de la compagnie "Glove Knitters Inc." Il révèle les actions entreprises par le syndicat pour améliorer leurs conditions de travail. De plus, les conventions collectives montrent l'intention du syndicat et de l'industrie de coopérer de façon à promouvoir les relations amicales et intérêts des deux parties. Le fonds comporte une requête d'accréditation syndicale, des procès-verbaux, des conventions collectives, des statuts et règlements, de la correspondance, des listes d'employés et des documents financiers
Cote assignée par le centre d'archives : P092
Histoire administrative / notice biographique : L'assemblée de fondation du Syndicat national du gant de Thetford Mines a lieu le 12 août 1946. La Commission des relations ouvrières lui accorde, le 27 septembre, un certificat de reconnaissance syndicale afin de représenter tous les salariés travaillant à la manufacture "Glove Knitters Inc." de Thetford Mines. Cette industrie obtient son incorporation en 1935 et se spécialise dans la fabrication de gants de cuir. Le syndicat a le mandat d'étudier, de protéger, de défendre et de développer les intérêts économiques, sociaux, moraux et professionnels de ses membres. De plus, il peut établir et administrer des caisses de retraite, de prévoyance ou de secours mutuels destinés à supporter les membres en cas de besoin. À l'interne, l'organisme est dirigé et administré par un comité exécutif et par l'assemblée générale des membres. Il est affilié à la Fédération nationale des gantiers (CSN) et à la Confédération des travailleurs catholiques du Canada devenue en 1960, la Confédération des syndicats nationaux. À sa dissolution en mars 1948, l'organisation syndicale cède au Syndicat national du vêtement de Thetford Mines le reste de son actif et sa part sociale
Point d'accès / provenance :Syndicat national du gant de Thetford Mines (CSN)
Numéro d'identification du fonds ou de la collection assigné par l'établissement :P092
URL du fonds : Lien
Nom du centre d'archives :Centre d'archives de la région de Thetford
Historique de la conservation : Jusqu'en octobre 1992, date de leur versement, les documents étaient conservés dans un local de l'édifice du Conseil central des syndicats nationaux à Thetford Mines. Un contrat d'acquisition est signé avec Marco Gauthier, président du conseil central et représentant du syndicat
Restrictions régissant l'accès : Consultation libre sur place. Les documents qui comportent des renseignements personnels ne peuvent être consultés pour une période de 50 ans. Pour ces documents, seules les personnes mandatées par le Conseil central ont droit de consultation
Restrictions régissant la reproduction et la publication : Avec autorisation
Notes : Titre basé sur le contenu du fonds. Aucun autre versement n'est attendu. Originaux et copies

Fonds Syndicat national catholique du vêtement de Thetford Mines (CSN)
Dates : 1946 - 1948
Genre de documents : 0,07 m de documents textuels
Portée et contenu : Le fonds retrace les activités et le fonctionnement du Syndicat national catholique du vêtement de Thetford Mines entre 1946 et 1948. Les documents révèlent que l'instance syndicale assure le bien-être des salariés par la négociation de conventions collectives avec la compagnie "Burlington Dress Inc." De plus, certains documents témoignent des ententes prises avec la compagnie pour maintenir de bonnes relations de travail. Le fonds comprend des procès-verbaux, des conventions collectives, des cartes d'adhésion et de démission des membres, de la correspondance, des télégrammes, des documents financiers, des listes de membres et de la documentation amassée par le syndicat
Cote assignée par le centre d'archives : P093
Histoire administrative / notice biographique : L'organisation syndicale est fondée le 7 février 1947. Elle obtient son certificat de reconnaissance syndicale le 12 mars suivant. Elle veut promouvoir et sauvegarder les intérêts professionnels des employés de la compagnie thetfordoise "Burlington Dress Inc." Cette compagnie débute ses opérations en juillet 1946 et se spécialise dans la confection de blouses, robes et jupes. Environ quarante-deux employés féminins y travaillent. C'est dans le but d'améliorer leurs conditions de travail qu'elles deviennent membres du Syndicat national catholique du vêtement de Thetford Mines. Ce dernier est affilié à la Confédération des travailleurs catholiques du Canada qui devient en 1960, la Confédération des syndicats nationaux. Il est affilié aussi à la Fédération nationale des travailleurs de l'industrie du vêtement de Thetford Mines. Un rapport de vérificateur révèle que le syndicat ne représente plus la majorité absolue des salariées de l'entreprise. Cette situation entraîne la révocation du certificat de reconnaissance syndicale le 9 juillet 1948
Point d'accès / provenance : Syndicat national catholique du vêtement de Thetford Mines (CSN)
Numéro d'identification du fonds ou de la collection assigné par l'établissement : P093
URL du fonds : Lien
Nom du centre d'archives : Centre d'archives de la région de Thetford
Historique de la conservation : Les documents de ce fonds étaient conservés, jusqu'en octobre 1992, dans un local de l'édifice du Conseil central des syndicats nationaux à Thetford Mines. À cette date, un contrat d'acquisition est signé avec le président du conseil central donc le représentant du syndicat
Restrictions régissant l'accès : Consultation libre sur place. Les documents qui comportent des renseignements personnels ne peuvent être consultés pour une période de 50 ans. Pour ces documents, seules les personnes mandatées par le Conseil central ont droit de consultation
Restrictions régissant la reproduction et la publication : Avec autorisation
Notes : Titre basé sur le contenu du fonds. Aucun autre versement n'est attendu. Originaux et copies

Fonds Syndicat national des contremaîtres dans l'amiante (CSN)
Dates : 1948
Genre de documents : 0,03 m de documents textuels
Portée et contenu : Le fonds démontre que le Syndicat national des contremaîtres dans l'amiante protège et défend les intérêts des contremaîtres à l'emploi des compagnies minières de l'Asbestos Corporation Limited en 1948. Il révèle les efforts du syndicat pour réclamer pacifiquement ses droits à l'employeur en s'appuyant sur des principes de justice, de charité, d'entente et de conciliation. Le fonds contient une constitution et des règlements, des procès-verbaux, une requête d'accréditation syndicale auprès de la Commission des relations ouvrières, une liste des membres, des cartes de membres et de la correspondance
Cote assignée par le centre d'archives : P095
Histoire administrative / notice biographique : Fondé le 23 mai 1948, le Syndicat national des contremaîtres dans l'amiante (CSN) présente une requête d'accréditation syndicale auprès de la Commission des relations ouvrières du Québec le 25 mai suivant. Cette dernière refuse de lui accorder puisqu'en vertu de la Loi des relations ouvrières, les contremaîtres en sont exclus. Ainsi, le syndicat s'organise suivant les dispositions de la Loi des syndicats professionnels. Il représente tous les contremaîtres payés à l'heure à l'emploi de l'Asbestos Corporation Limited. Son siège social se situe à Thetford Mines. Son mandat vise l'étude, la protection, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux, moraux et professionnels de ses membres. Il peut établir et administrer des caisses de retraite, de prévoyance ou de secours mutuels destinés à assurer aux membres et à leurs héritiers des allocations en cas de chômage, de maladie ou de décès. Le syndicat est divisé et administré par un comité exécutif et par l'assemblée générale. Il est affilié à la Confédération des travailleurs catholiques du Canada devenue en 1960 la Confédération des syndicats nationaux, à la Fédération nationale des employés de l'industrie minière (CSN) et au Conseil central de Québec. Il semble que cette organisation syndicale se soit dissoute la même année
Point d'accès / provenance : Syndicat national des contremaîtres dans l'amiante (CSN)
Numéro d'identification du fonds ou de la collection assigné par l'établissement : P095
URL du fonds : Lien
Nom du centre d'archives : Centre d'archives de la région de Thetford
Historique de la conservation : Jusqu'en octobre 1992, date de leur versement, les documents étaient conservés dans un local situé dans l'édifice du Conseil central des syndicats nationaux à Thetford Mines. Un contrat d'acquisition est signé entre le président du Conseil central, représentant du syndicat
Restrictions régissant l'accès : Consultation libre sur place. Les documents qui comportent des renseignements personnels ne peuvent être consultés pour une période de 50 ans. Pour ces documents, seules les personnes mandatées par le Conseil central ont droit de consultation
Restrictions régissant la reproduction et la publication : Avec autorisation
Notes : Titre basé sur le contenu du fonds. Aucun autre versement attendu. Originaux et copies

Fonds Syndicat catholique des employés de garage et du transport de Thetford Mines (CSN)

Dates : 1951 - 1954

Genre de documents : 0,05 m de documents textuels

Portée et contenu :
Le fonds témoigne de la politique et des actions du Syndicat catholique des employés de garage et du transport de Thetford Mines (CSN) pour améliorer les conditions d'emploi et les conditions salariales de ses membres. Le syndicat désire par sa politique et dans la pratique, offrir aux employeurs le règlement des différends par un arbitrage volontaire.
Le fonds comprend une constitution et des règlements, des requêtes d'accréditation syndicale, des certificats de reconnaissance syndicale délivrés par la Commission des relations ouvrières de la province de Québec, de la correspondance, des documents d'incorporation et de la documentation gouvernementale amassée par le syndicat

Cote assignée par le centre d'archives : P096

Histoire administrative / notice biographique :
Le 26 juillet 1951, le Syndicat catholique des employés de garage et du transport de Thetford Mines (CSN) obtient des certificats de reconnaissance syndicale pour devenir l'agent négociateur des employés de divers commerces: Leblond Automobile, Payeur Automobile, Garage J. Léo Gagné et Gérard Morisset (Shell Service Station). Le 5 septembre 1951, c'est au tour de Bégin Motors Ltd et de Service d'autobus de Thetford Mines. Le syndicat regroupe les employés de garage ou de transport à Thetford Mines. Le syndicat désire étudier et défendre les intérêts professionnels de ses membres. De plus, il établit pour ses membres des caisses de retraite, de prévoyance ou de secours mutuels utilisés en allocations en cas de chômage, maladie ou décès. Administré et dirigé par un comité exécutif et par l'assemblée générale des membres, il est affilié à la Confédération des travailleurs catholiques du Canada devenue en 1960, la Confédération des syndicats nationaux. Le 26 mai 1953, la Commission des relations ouvrières de la province de Québec annule, faute de majorité, le certificat de reconnaissance syndicale du syndicat pour le commerce "Service d'autobus de Thetford Mines"

Point d'accès / provenance : Syndicat catholique des employés de garage et du transport de Thetford Mines (CSN)

Numéro d'identification du fonds ou de la collection assigné par l'établissement : P096

URL du fonds : Lien

Nom du centre d'archives : Centre d'archives de la région de Thetford

Historique de la conservation : Avant leur versement, les documents étaient conservés dans un local de l'édifice du Conseil central des syndicats nationaux à Thetford Mines. Le 20 octobre 1992, un contrat d'acquisition est signé avec le président du conseil central et représentant du syndicat

Restrictions régissant l'accès : Consultation libre sur place. Les documents qui comportent des renseignements personnels ne peuvent être consultés pour une période de 50 ans. Pour ces documents, seules les personnes mandatées par le Conseil central ont droit de consultation

Restrictions régissant la reproduction et la production : Avec autorisation

Notes : Aucun autre versement n'est attendu. Originaux et copies

Fonds Syndicat des employés d'Aligro. Division Entrepôt (CSN)
Dates : 1977 - 1991
Genre de documents : 0,483 m de documents textuels. - 33 photographies
Portée et contenu : Le fonds d'archives illustre les activités syndicales du Syndicat des employés d'Aligro, Division Entrepôt entre 1977 et 1993. Il révèle son implication dans la défense des droits des travailleurs lors de différends avec l'employeur. Le fonds se compose de procès-verbaux, de conventions collectives, de négociations, de lettres d'ententes, de correspondance, de dossiers du personnel, de griefs, de sentences arbitrales, de listes d'employés, de listes d'ancienneté, de listes des clients, de pétitions et de documents iconographiques
Cote assignée par le centre d'archives : P097
Histoire administrative / notice biographique : Le 19 mai 1978, une accréditation syndicale est accordée au Syndicat des employés de distributions thetfordoises (CSN). Il représente tous les salariés au sens du "Code du travail" à l'emploi d'Aligro Thetford Mines (Entrepôt), division de Steinberg-Québec sauf les voyageurs et les employés de bureau. Sous ce vocable, le syndicat va être impliqué dans un conflit majeur en 1982 qui va avoir pour conséquence la suspension de plusieurs employés. Le 2 juin 1986, la Commission du travail accorde un nouveau certificat d'accréditation pour que le syndicat change son nom et prenne celui de "Syndicat des employés d'Aligro-Division Entrepôt (CSN)". Son mandat vise la défense des droits et intérêts des travailleurs de même que l'amélioration de leurs conditions de travail. Le 31 mai 1991, Steinberg-Québec annonce la fermeture de ses portes au centre de distribution à Thetford Mines. Le maire de Thetford Mines, Henri Therrien, organise une délégation pour une rencontre avec les dirigeants de Steinberg à Montréal. La perte du marché et les différends avec les syndiqués sont les principales causes de cette annonce. Le "Comité de survie d'Aligro" est formé pour rechercher de nouveaux clients. C'est alors au syndicat et à l'employeur de régler les points en litiges de la convention collective. Une dernière convention collective est signée entre les deux partis pour la période de 1991 à 1993
Point d'accès / provenance : Syndicat des employés d'Aligro. Division Entrepôt (CSN)
Numéro d'identification du fonds ou de la collection assigné par l'établissement : P097
URL du fonds : Lien
Nom du centre d'archives : Centre d'archives de la région de Thetford
Historique de la conservation : Les documents d'archives sont versés en octobre 1992. Avant cette date, ils étaient conservés dans un local de l'édifice du Conseil central des syndicats nationaux à Thetford Mines. Un contrat d'acquisition est signé avec Marco Gauthier, président du conseil central et représentant du syndicat
Restrictions régissant l'accès : Consultation libre sur place. Les documents qui comportent des renseignements personnels ne peuvent être consultés pour une période de 60 ans. Pour ces documents, seules les personnes mandatées par le Conseil central ont droit de consultation
Notes : Anciennement connu sous le nom de Syndicat des employés de distributions thetfordoises (CSN). Titre basé sur le contenu du fonds. Aucun autre versement n'est attendu.

Fonds Syndicat national des travailleurs de l'amiante de Johnson's Co. (CSN)

Dates : 1937 - 1964

Genre de documents : 0,69 m de documents textuels

Portée et contenu : Le fonds illustre les activités du Syndicat national des travailleurs de l'amiante de Johnson's Co. entre 1937 et 1964. Il démontre qu'au cours de son existence, l'organisme a défendu les syndiqués lors de litiges avec l'employeur. Il révèle de son implication dans divers dossiers sociaux et régionaux et de son appui aux autres syndicats affiliés à la CSN lors de conflits ouvriers.

Le fonds renferme une requête de reconnaissance syndicale, des statuts et règlements, des procès-verbaux, des conventions collectives, de la correspondance, des documents financiers, des listes d'employés et des évaluations de tâches.

Cote assignée par le centre d'archives : P115

Histoire administrative / notice biographique :
De 1937 à 1944, les mineurs sont représentés par le Syndicat national catholique de l'amiante Inc. En 1945, les mineurs se groupent à l'Union canadienne des ouvriers de l'amiante de Thetford Mines, local no 6 (union à charte du Congrès canadien du travail). Le 4 décembre 1947, un certificat de reconnaissance syndicale est accordé au Syndicat national des travailleurs de l'amiante de Johnson's Co. pour représenter tous les salariés payés sur une base horaire, à la pièce ou à forfait de la mine Johnson, excepté les contremaîtres, les gardiens, les employés de bureau et ceux âgés de moins de 16 ans. Le 9 février 1955, un amendement au certificat est demandé pour modifier la représentation des employés. L'organisation est affiliée à la Confédération des syndicats nationaux et à la Fédération nationale des employés de l'industrie minière. En 1964, la compagnie Johnson se fusionne à la Société Asbestos Limitée. Cette situation entraîne la mise à pied de 600 mineurs. Nul doute que l'économie régionale est durement touchée. Grâce à la coopération du Syndicat national des travailleurs de l'amiante de Johnson's Co., des gouvernements provincial et fédéral et de la Société Asbestos Limitée, on met sur pied un organisme d'un type jamais expérimenté jusqu'ici. En effet, la Société de reclassement des travailleurs de l'amiante a le mandat de recycler les ouvriers licenciés et de leur trouver un nouvel emploi. Les objectifs sont atteints puisque 90% des travailleurs mis à pied réintègrent le marché du travail

Historique de la conservation : Un premier versement de documents est effectué par Hervéline Guay du Conseil central des syndicats nationaux de Thetford Mines. En 1995, d'autres documents sont acheminés et un contrat d'acquisition est signé avec Daniel Ruel, président du conseil central et représentant du syndicat

Numéro d'identification du fonds ou de la collection assigné par l'établissement : P115

URL du fonds : Lien

Nom du centre d'archives : Centre d'archives de la région de Thetford

Restrictions régissant la reproduction et la publication : Avec autorisation

Notes : Aucun classement n'étant visible, un plan de classification est réalisé selon la nature des documents. Certains documents sont relocalisés dans le fonds P005 conformément au principe du respect des fonds. Aucun autre versement n'est attendu. Concernant la fusion de la compagnie Johnson en 1964, les fonds P005 et P076 peuvent être consultés.Originaux et copies

Fonds Lionel Dion
Dates : [195-]
Genre de documents : 12 photographies
Portée et contenu : Le fonds d'archives retrace la vie syndicale au sein des compagnies minières: Asbestos Corporation Limited, Flintkote et Johnson's Asbestos Co. En effet, il témoigne des rencontres entre la partie syndicale et patronale pour négocier et enfin pour signer des conventions collectives. Certains documents illustrent le regroupement, dans le cadre de congrès, de syndicats faisant partie de la Fédération nationale des employés de l'industrie minière (CSN). Le fonds comprend des photographies
Cote assignée par le centre d'archives : P118
Histoire administrative / notice biographique : Fils de Télesphore Dion et Elisabeth Lepage, Lionel naît le 17 décembre 1913 à la paroisse Saint-Alphonse de Thetford Mines. Il épouse Yvonne Dostie, fille de Louis et Élise Fecteau, le 19 août 1935 à la paroisse Saint-Isidore d'Auckland. De cette union naissent trois enfants: Jeannine, Yvon et Anita. Lionel travaille à la mine Johnson entre 1942 et 1968. À partir de cette date jusqu'à sa retraite en février 1979, il est à l'emploi de l'Asbestos Corporation Limited. Pendant ces années, il occupe différentes fonctions: journalier, ensacheur et opérateur de machineries. Il s'implique dans le mouvement syndical à titre de secrétaire et de président au Syndicat national des travailleurs de l'amiante de Johnson's Co. Il s'implique également dans le mouvement coopératif pendant dix ans à titre de président de la Coopérative d'alimentation
Point d'accès / provenance : Dion, Lionel
Numéro d'identification du fonds ou de la collection assigné par l'établissement : P118
URL du fonds : Lien
Nom du centre d'archives : Centre d'archives de la région de Thetford
Historique de la conservation : Avant leur versement, les documents étaient conservés à la résidence de Lionel Dion. Ce dernier désirait s'en départir et Marc Samon lui suggère de nous les verser le 20 février 1997.
Restrictions régissant l'accès : Consultation libre sur place
Restrictions régissant la reproduction : Avec autorisation
Restrictions régissant la publication : Avec autorisation
Notes : Titre basé sur le contenu du fonds. Date entre crochets est inscrite d'après les renseignements du donateur. D'autres versements sont attendus. Originaux

Fonds Syndicat des employés de confection East Broughton (CSN)
Dates : 1974 - 1989
Genre de documents : 0,03 m de documents textuels
Portée et contenu : Le fonds reflète la fondation et les activités du syndicat entre 1974 et 1989. Certains documents retracent les évènements entourant le lock-out de la compagnie «Standard Knickerbocker Ltd» qui a lieu en décembre 1981. D'autres illustrent les conditions de travail des employés ainsi que les devoirs et obligations de l'organisation et des membres. De plus, le fonds témoigne des liens entretenus entre l'organisme et d'autres instances syndicales. Le fonds regroupe une requête d'accréditation syndicale, des statuts et règlements, une convention collective, de la correspondance, des documents financiers, des listes de membres ainsi que des coupures de presse
Cote assignée par le centre d'archives : P124
Histoire administrative / notice biographique : Le Syndicat des employés de Standard Knickerbocker Ltd. tient une réunion du fondation le 10 juin 1974 à East Broughton. L'organisme représente les employés de l'atelier de couture «Standard Knickerbocker Ltd» situé à East Broughton. L'industrie se spécialise dans la confection de pantalons. Le but de l'organisation syndicale est l'étude, la protection ainsi que le développement des intérêts professionnels, économiques, sociaux et moraux de ses membres par tous les moyens conformes à la justice et à l'honneur. L'organisation syndicale se propose d'atteindre ce but en favorisant l'acquisition de compétences et d'éducation sociale; en obtenant un meilleur niveau de vie des employés et en négociant et concluant des conventions collectives. Une demande d'affiliation au Conseil central des syndicats nationaux de Thetford Mines et à la Fédération du textile-vêtement-chaussure est formulée. En mars 1987, le syndicat prend le nom de «Syndicat des employés de confection d'East Broughton» au moment où la compagnie «Standard Knickerbocker Ltd» transmet ses droits à la «Compagnie de confection East Broughton». En 1989, l'industrie cesse ses opérations
Point d'accès / provenance : Syndicat des employés de confection East Broughton (CSN)
Numéro d'identification du fonds ou de la collection assigné par l'établissement : P124
URL du fonds : Lien
Nom du centre d'archives : Centre d'archives de la région de Thetford
Historique de la conservation : Jusqu'à son versement en octobre 1997, le fonds d'archives est conservé dans les locaux de l'édifice du Conseil central des syndicats nationaux de Thetford Mines. À ce moment, un contrat d'acquisition est signé par Daniel Ruel, président du Conseil central
Restrictions régissant l'accès: Consultation libre sur place. Les documents qui comportent des renseignements personnels ne peuvent être consultés pour une période de 60 ans. Pour ces documents, seules les personnes mandatées par le Conseil central ont droit de consultation
Restrictions régissant la reproduction et publication : Avec autorisation
Notes : Anciennement connu sous le nom «Syndicat des employés de Standard Knickerbocker Ltd (CSN)». Titre basé sur le contenu du fonds. Aucun autre versement n'est attendu

Fonds Syndicat des installations de «Les Industries Fournier Inc.» (CSN)
Dates : 1973 - 1987
Genre de documents : 0,04 m de documents textuels
Portée et contenu : Le fonds d'archives reflète les démarches d'accréditation syndicale de l'organisme. Il témoigne des activités pour assurer la défense de ses membres et des liens entretenus avec diverses instances syndicales. Certains documents retracent les évènements entourant la grève des employés en avril 1977 dont les principaux points en litige touchent l'ancienneté et la rétroactivité. De plus, d'autres documents illustrent une proposition d'assurance-vie par la compagnie «L'Impériale» aux employés. Le fonds renferme des procès-verbaux, une requête d'accréditation, des statuts et règlements, des conventions collectives, des listes de membres, de la correspondance ainsi que des coupures de presse
Cote assignée par le centre d'archives : P125
Histoire administrative / notice biographique : Le «Syndicat des installateurs de Fournier Steel Works Ltd» tient une assemblée de fondation le 27 août 1973. Il représente tous les salariés oeuvrant à l'installation de la machinerie de production au sein de la compagnie Fournier Steel Works Ltd. Localisée à Black Lake, cette industrie voit le jour en 1959 et se spécialise dans la conception, la fabrication et l'installation d'équipements miniers et industriels. Vers 1983, avec la francisation du nom de la compagnie, le syndicat prend le nom de «Syndicat des installations de Les Industries Fournier Inc. (CSN)» En juillet 1986, l'organisme devient un syndicat de boutique. Le syndicat a pour but l'étude, la protection et le développement des intérêts professionnels, économiques, sociaux et moraux de ses membres. Pour y arriver, il favorise l'acquisition par ses membres d'une meilleure compétence professionnelle et d'une meilleure éducation sociale. Il désire aussi obtenir un meilleur niveau de vie pour les employés et conclure des conventions collectives
Point d'accès / provenance : Syndicat des installations de «Les Industries Fournier Inc. (CSN)»
Numéro d'identification du fonds ou de la collection assigné par l'établissement : P125
URL du fonds : Lien
Nom du centre d'archives : Centre d'archives de la région de Thetford
Historique de la conservation : En octobre 1997, Hervéline Guay du Conseil central des syndicats nationaux de Thetford Mines (CSN) verse le fonds d'archives à la SAHRA. Avant cette date, les documents sont conservés dans les locaux de l'édifice syndical du Conseil central sur l'avenue Labbé à Thetford Mines
Restrictions régissant l'accès : Consultation libre sur place. Les documents qui comportent des renseignements personnels ne peuvent être consultés pour une période de 60 ans. Pour ces documents, seules les personnes mandatées par le Conseil central ont droit de consultation
Restrictions régissant la reproduction et la publication : Avec autorisation
Notes : Anciennement connu sous le nom «Syndicat des installateurs de Fournier Steel Works Ltd (CSN)». Titre basé sur le contenu du fonds. Aucun autre versement n'est attendu

Fonds Syndicat des travailleuses et travailleurs de Nutech Inc. (CSN)
Dates : 1984 - 1988
Genre de documents : 0,03 m de documents textuels
Portée et contenu : Le fonds d'archives révèle les démarches entreprises pour obtenir l'accréditation syndicale entre septembre 1986 et janvier 1987. Il montre également l'énergie de la partie syndicale pour protéger et défendre les employés. Certains documents illustrent les liens de l'organisme entretenus avec d'autres instances syndicales. D'autres montrent la démission des membres auprès du syndicat puis la révocation de l'accréditation syndicale faute de représentativité. Le fonds comporte des lettres patentes, un historique de l'industrie, une requête d'accréditation, des statuts et règlements, une liste des salariés, des formulaires d'adhésion, un projet de convention collective et des plaintes d'employés
Cote assignée par le centre d'archives : P126
Histoire administrative / notice biographique : Nutech Inc. qui usine des pièces de précision à l'aide de tours à commande numérique dans les secteurs industriel, militaire et aéronautique voit le jour à Thetford Mines en 1975. Le 14 janvier 1987, le Syndicat des travailleuses et travailleurs de Nutech Inc. (CSN) obtient son accréditation syndicale pour représenter tous les salariés au sens du Code du travail affectés à la production à l'exception du personnel affecté au secrétariat, du personnel affecté aux méthodes et procédés ainsi qu'à l'ingénierie et aux vendeurs. En juin 1987, l'organisme devient officiellement affilié au Conseil central des syndicats nationaux de Thetford Mines et à la Fédération de la métallurgie. Le 3 juin 1988, l'accréditation est révoquée parce que l'association ne possède plus le caractère représentatif requis par la loi. Le mandat du syndicat est l'étude, la protection et le développement des intérêts professionnels, économiques, sociaux et moraux de ses membres
Point d'accès / provenance : Syndicat des travailleuses et travailleurs de Nutech Inc.(CSN)
Numéro d'identification du fonds ou de la collection assigné par l'établissement : P126
URL du fonds : Lien
Nom du centre d'archives : Centre d'archives de la région de Thetford
Historique de la conservation : Hervéline Guay, du Conseil central des syndicats nationaux de Thetford Mines, verse à la SAHRA le fonds d'archives en octobre 1997. Un contrat est signé par Daniel Ruel, président du Conseil central. Les documents sont conservés avant leur versement dans les locaux de l'édifice syndical situé sur l'avenue Labbé à Thetford Mines
Restrictions régissant l'accès : Consultation libre sur place. Les documents qui comportent des renseignements personnels ne peuvent être consultés pour une période de 60 ans. Pour ces documents, seules les personnes mandatées par le Conseil central ont droit de consultation
Restrictions régissant la reproduction : Avec autorisation
Restrictions régissant la publication : Avec autorisation
Notes : Titre basé sur le contenu du fonds. Aucun autre versement n'est attendu

Fonds Syndicat des employés de l'Hôpital Ste-Marie de Thetford Mines (CSN)
Dates : 1966 - 1972
Genre de documents : 0,09 m de documents textuels
Portée et contenu : Le fonds d'archives témoigne des relations entretenues entre l'Hôpital Sainte-Marie de Thetford Mines et ses employés. Les salariés provoquent divers débrayages, entre 1968 et 1970, ayant pour cause principalement le bien-être des enfants et les relations tendues entre le patron et les employés. Des dossiers du personnel montrent le cheminement de chacun au sein de l'organisme. Suite à la fermeture de l'hôpital en 1970, certains documents reflètent les efforts du syndicat pour intégrer les employés mis à pied au personnel de l'Hôpital Saint-Joseph de Thetford Mines. Le fonds contient des procès-verbaux, des conventions collectives, une requête en accréditation, une demande d'affiliation, de la correspondance, des télégrammes, des coupures de presse, des déclarations en injonction interlocutoire, des communiqués de presse, des documents financiers, des griefs ainsi que des dossiers de grève
Cote assignée par le centre d'archives : P127
Histoire administrative / notice biographique : L'Hôpital Ste-Marie de Thetford Mines détient un permis du ministère de la Famille et du Bien-être pour héberger de jeunes handicapés physiques et mentaux âgés de quelques mois jusqu'à l'âge d'environ douze ans. Le Syndicat national des employés de l'Hôpital Ste-Marie de Thetford Mines (CSN) tient une première réunion le 30 août 1966. Il représente les salariés à l'emploi de l'hôpital à l'exception des médecins, internes, surintendants et autres personnes exclues par la loi. Le mandat de l'organisation syndicale est d'établir des relations ordonnées entre employeur et salariés ainsi que d'étudier, défendre et développer les intérêts économiques, sociaux et moraux de ses membres. Le syndicat fait une demande d'affiliation à la CSN et au Conseil central des syndicats nationaux de Thetford Mines en octobre 1966. Il se dissout le 26 décembre 1971 suite à la fermeture du service hospitalier
Point d'accès / provenance : Syndicat des employés de l'Hôpital Ste-Marie de Thetford Mines (CSN)
Numéro d'identification du fonds ou de la collection assigné par l'établissement : P127
URL du fonds : Lien
Nom du centre d'archives : Centre d'archives de la région de Thetford
Historique de la conservation : Hervéline Guay, du Conseil central des syndicats nationaux de Thetford Mines, verse à la SAHRA le fonds d'archives en octobre 1997. Un contrat est signé par Daniel Ruel, président du Conseil central. Les documents sont conservés avant leur versement dans les locaux de l'édifice syndical situé sur l'avenue Labbé à Thetford Mines
Restrictions régissant l'accès : Consultation libre sur place. Les documents qui comportent des renseignements personnels ne peuvent être consultés pour une période de 50 ans. Pour ces documents, seules les personnes mandatées par le Conseil central ont droit de consultation
Restrictions régissant la reproduction et la publication : Avec autorisation
Notes : Titre basé sur le contenu du fonds. Aucun autre versement n'est attendu

Fonds Syndicat des salariés des produits Bellevue Inc. (CSN)

Dates : 1972 - 1982

Genre de documents : 0,07 m de documents textuels

Portée et contenu :
Le fonds retrace les différentes étapes qui ont permis au syndicat de l'usine Bellevue d'être accrédité et affilié à la CSN. Il renseigne sur ses activités, son fonctionnement et ses finances. De plus, il témoigne des nombreuses démarches réalisées par les principaux acteurs syndicaux et de leur organisation face à la fermeture éventuelle de l'entreprise et, par le fait même, à la perte de centaines d'emplois.
Le fonds est composé des éléments suivants: statuts et règlements, rapports du Comité de reclassement des travailleurs, mémoires, griefs, correspondances, listes et dossiers d'employés, communiqués de presse, pétitions, avis, requêtes, affidavits, conventions collectives, documents financiers

Cote assignée par le centre d'archives : P128

Histoire administrative / notice biographique :
C'est en 1972, que nous retrouvons les premières mentions du syndicat de l'usine Bellevue sous le nom de Syndicat des employés des tentes mobiles (1972) inc. avec à sa tête le président Claude Grégoire, le secrétaire Edgar Leduc et le trésorier Louis St-Laurent. Le 14 février 1974, cette association est accréditée par le ministère du Travail et de la Main d'oeuvre afin de représenter tous les employés salariés de l'usine, au sens du code du travail, à l'exception des employés de bureau, des vendeurs et des vendeurs itinérants. Le 7 juin de la même année, le Syndicat des employés des tentes mobiles (1972) inc. est officiellement affilié à la Confédération des syndicats nationaux (CSN). Le 29 juillet 1977, une requête demandant de modifier le nom de l'employeur par «Les produits Bellevue (1977) Ltée» est déposée par l'employeur et accordée au requérant modifiant par le fait même le nom initial du syndicat. C'est le nom de Syndicat des salariés des produits Bellevue qui prend la relève. Suite à de nombreuses difficultés financières, les copropriétaires Conrad Lessard et le gouvernement québécois se voient dans l'obligation de cesser le fonctionnement de l'usine Bellevue et d'en fermer totalement les portes à l'automne 1979. Les activités syndicales ne cessent pas pour autant. La possibilité d'une réouverture de l'usine, restée vacante, dans un secteur de travail identique ou différent maintient la volonté des employés de conserver leur syndicat. Le 21 mai 1981, date à laquelle la démission de l'exécutif est remise, le Syndicat des salariés des produits Bellevue est dissout. Quelques réunions ont lieu jusqu'en 1983, afin de réactiver le syndicat, mais ces démarches restent vaines. Le mandat de l'organisme est que l'usine garantisse à ses travailleurs un emploi stable et sûr. Il adhère aux principes de la CSN et a pour but la protection, le développement des intérêts professionnels, économiques, sociaux et moraux de ses membres par tous les moyens conformes à la justice et à l'honneur. L'exécutif du syndicat est habituellement composé d'un président, d'un vice-président, d'un secrétaire et d'un trésorier. Élus par les membres, ils doivent entre autres, les représenter devant la partie patronale, animer les réunions et en tenir des comptes rendus fidèles en plus de gérer l'argent des cotisations

Point d'accès / provenance : Syndicat des salariés des produits Bellevue Inc. (CSN)

Numéro d'identification du fonds ou de la collection assigné par l'établissement : P128

URL du fonds : Lien

Nom du centre d'archives : Centre d'archives de la région de Thetford
Historique de la conservation : Hervéline Guay du Conseil central des syndicats nationaux de Thetford Mines verse à la SAHRA le fonds d'archives en octobre 1997. Un contrat d'acquisition est signé par Daniel Ruel, président du Conseil central. Avant leur versement, les documents étaient conservés dans les locaux de l'édifice syndical situé sur l'avenue Labbé à Thetford Mines
Restrictions régissant l'accès : Consultation libre sur place. Les documents qui comportent des renseignements personnels ne peuvent être consultés pour une période de 60 ans. Pour ces documents, seules les personnes mandatées par le Conseil central ont droit de consultation
Restrictions régissant la reproduction : Avec autorisation
Restrictions régissant la publication : Avec autorisation
Notes : Anciennement connu sous le nom Syndicat des employés des tentes mobiles (1972) Inc. Titre basé sur le contenu du fonds

Fonds Syndicat national des camionneurs de la région de Thetford Mines (CSN)
Dates : 1966 - 1973
Genre de documents : 0,06 m de documents textuels
Portée et contenu : Le fonds d'archives témoigne des relations entre le Syndicat des camionneurs de la région de Thetford Mines (CSN) et la compagnie de camionnage «Thetford Transport Limitée» entre 1966 et 1972. Il retrace les conventions collectives dans lesquelles on retrouve des conditions de travail justes et équitables pour les deux parties. Il révèle également la bataille entre la Confédération des syndicats nationaux et l'union américaine indépendante «Teamsters, local 106» pour la représentation des travailleurs. De plus, un document conçu par l'entreprise de camionnage comporte des directives et règlements régissant la conduite des employés au travail. - Le fonds contient une requête d'accréditation, des procès-verbaux, des conventions collectives, de la correspondance, des griefs et plaintes d'employés, des statuts et règlements, des documents financiers ainsi que des résultats de tests de conduite des camionneurs par l'École des routiers professionnels du Québec
Cote assignée par le centre d'archives : P129
Histoire administrative / notice biographique : Le Syndicat national des camionneurs de la région de Thetford Mines (CSN) tient son assemblée de fondation le 16 septembre 1966 à Thetford Mines. Il vise l'établissement de relations ordonnées entre employeurs et salariés; étudie, défend et développe les intérêts économiques, sociaux et moraux de ses membres dans le respect des lois et de l'autorité. Pour atteindre ses objectifs, le syndicat veut favoriser l'acquisition par ses membres d'une meilleure compétence professionnelle et d'une meilleure éducation sociale; l'obtention d'un meilleur niveau de vie pour les employés; la participation des membres aux diverses instances fondées au sein du syndicat et enfin négocier et conclure des conventions collectives de travail. Le syndicat est administré par un comité exécutif formé de quatre officiers soit le président, le vice-président, le secrétaire et le trésorier. L'organisation syndicale représente les salariés à l'emploi de Gosselin Transport Limitée à ses différents établissements de Thetford Mines, Montréal et Trois-Rivières (port) à l'exception des contremaîtres, des employés de bureau et de ceux automatiquement exclus par la loi. Il est affilié à la CSN et au Conseil central des syndicats nationaux de Thetford Mines
Point d'accès / provenance : Syndicat national des camionneurs de la région de Thetford Mines (CSN)
Numéro d'identification du fonds ou de la collection assigné par l'établissement : P129
URL du fonds : Lien
Nom du centre d'archives : Centre d'archives de la région de Thetford
Historique de la conservation : Hervéline Guay, du Conseil central des syndicats nationaux de Thetford Mines, verse à la SAHRA le fonds d'archives en octobre 1997. Un contrat est signé par Daniel Ruel, président du Conseil central. Les documents sont conservés avant leur versement dans les locaux de l'édifice syndical situé sur l'avenue Labbé à Thetford Mines
Restrictions régissant l'accès : Consultation libre sur place. Les documents qui comportent des renseignements personnels ne peuvent être consultés pour une période de 50 ans. Pour ces documents, seules les personnes mandatées par le Conseil central ont droit de consultation

Fonds Syndicat des employés de pharmacies et de centres d'escompte de la région de L'Amiante (CSN)
Dates : 1975 - 1979
Genre de documents : 0,1 m de documents textuels
Portée et contenu : Le fonds d'archives reflète les tentatives de la Confédération des syndicats nationaux et des travailleurs à l'emploi de la pharmacie Jules A. Roberge de créer une unité syndicale. Au printemps 1977, un conflit collectif éclate suite aux réticences de l'employeur face au syndicalisme. De ce fait, l'organisation syndicale obtient sa reconnaissance beaucoup plus tard que prévu. Les documents révèlent également des griefs et plaintes d'employés. Le fonds renferme des procès-verbaux, des formules d'adhésion, de la correspondance, des documents juridiques, des griefs, un formulaire d'enquête de la CSN et de coupures de presse
Cote assignée par le centre d'archives : P130
Histoire administrative / notice biographique : Le Syndicat des employés de pharmacies et de centres d'escompte de la région de L'Amiante (CSN) a son siège social à Thetford Mines. L'instance tient une assemblée de fondation le 22 mars puis le 26 mai 1977. Elle présente une requête d'accréditation au Commissaire du travail pour représenter les travailleurs du secteur des pharmacies et centres d'escompte de la région de Thetford Mines à l'emploi de Jules A. Roberge Pharmacien et Jules A. Roberge Inc. et l'obtient finalement le 15 juin 1978. En septembre 1978, le comité exécutif de la CSN affilie le syndicat au Conseil central des syndicats nationaux de Thetford Mines et à la Fédération du commerce (CSN). En octobre 1979, suite à une consultation auprès des membres actifs et des conseillers syndicaux, le syndicat accepte que l'accréditation détenue soit révoquée. En effet, l'association ne groupe plus la majorité absolue des salariés et aucune convention collective n'a été conclue entre les deux parties
Point d'accès / provenance : Syndicat des employés de pharmacies et de centres d'escompte de la région de L'Amiante (CSN)
Numéro d'identification du fonds ou de la collection assigné par l'établissement : P130
URL du fonds : Lien
Nom du centre d'archives : Centre d'archives de la région de Thetford
Historique de la conservation : Hervéline Guay, du Conseil central des syndicats nationaux de Thetford Mines, verse à la SAHRA le fonds d'archives en octobre 1997. Un contrat est signé par Daniel Ruel, président du Conseil central. Les documents sont conservés avant leur versement dans les locaux de l'édifice syndical situé sur l'avenue Labbé à Thetford Mines
Restrictions régissant l'accès : Consultation libre sur place. Les documents qui comportent des renseignements personnels ne peuvent être consultés pour une période de 50 ans. Pour ces documents, seules les personnes mandatées par le Conseil central ont droit de consultation
Restrictions régissant la reproduction et la publication : Avec autorisation
Notes : Syndicat des employés de pharmacies de la région de Thetford Mines (CSN). Titre basé sur le contenu du fonds. Aucun autre versement n'est prévu

Fonds Association des employés de commerce et de services d'épargne et de crédit de la région de Thetford Mines (CSN)

Dates : 1968 - 1979

Genre de documents : 0,15 m de documents textuels

Portée et contenu : Le fonds d'archives témoigne de la création d'un syndicat comprenant plusieurs sections dont ceux de l'alimentation, des commerces et des services d'épargne et de crédit de la région de Thetford Mines. De plus, il retrace le contexte de création de chacune des sections. Il révèle, par la correspondance, les liens qu'entretient le syndicat avec divers organismes gouvernementaux, avec les instances syndicales reliées à la CSN et avec ses membres. De plus, certains documents retracent les conditions de travail des employés et les relations de travail avec leurs employeurs. D'autres illustrent le conflit qui s'est déroulé en mars 1974 dans le domaine de l'alimentation. Le fonds renferme des procès-verbaux, des requêtes d'accréditation, des statuts et règlements, des conventions collectives, des coupures de presse, des documents juridiques, des griefs, des documents financiers, de la correspondance et des télégrammes

Cote assignée par le centre d'archives : P131

Histoire administrative / notice biographique :
En mai 1968, l'Association des employés de l'alimentation au détail de la région de Thetford Mines (CSN) tient son assemblée de fondation. Il représente à ce moment, les salariés à l'emploi de Grenier R. & Frères Ltée dans ses établissements situés à Thetford Mines et East Broughton. En août 1973, l'entité syndicale change de nom et prend celui de «Association des employés de commerce et de services d'épargne et de crédit de la région de Thetford Mines (CSN)». Syndicat à sections, il regroupe des chaînes d'alimentation, des imprimeries et des caisses populaires totalisant environ soixante membres. Le mandat de l'organisation syndicale est l'étude, la protection et le développement des intérêts professionnels, économiques, sociaux et moraux de ses membres. Différents moyens sont pris pour atteindre ces buts: favoriser l'acquisition par ses membres de meilleures compétences professionnelles et d'une meilleure éducation sociale; obtenir un meilleur niveau de vie pour les salariés; négocier et conclure des conventions collectives. Il s'affilie aux organismes syndicaux supérieurs poursuivant la même fin et la même doctrine soit ceux de la Confédération des syndicats nationaux

Point d'accès / provenance : Association des employés de commerce et de services d'épargne et de crédit de la région de Thetford Mines (CSN)

Numéro d'identification du fonds ou de la collection assigné par l'établissement : P131

URL du fonds : Lien

Nom du centre d'archives : Centre d'archives de la région de Thetford

Historique de la conservation : Hervéline Guay, du Conseil central des syndicats nationaux de Thetford Mines, verse à la SAHRA le fonds d'archives en octobre 1997. Un contrat est signé par Daniel Ruel, président du Conseil central.

Restrictions régissant l'accès : Consultation libre sur place. Les documents qui comportent des renseignements personnels ne peuvent être consultés pour une période de 50 ans.

Notes : Association des employés de l'alimentation au détail de la région de Thetford Mines (CSN).

Fonds Syndicat des travailleurs et travailleuses de la Ferme Olympique (CSN)
Dates : 1985 - 1987
Genre de documents : 0,08 m de documents textuels
Portée et contenu : Le fonds d'archives retrace la fondation du Syndicat des travailleurs et travailleuses de la Ferme Olympique (CSN) et les membres qui en font partie. Il permet de connaître les tâches de chacun des salariés et leurs conditions de travail. Certains documents révèlent des plaintes formulées par les travailleurs et les liens entretenus avec la Confédération des syndicats nationaux, la Fédération du commerce et le Conseil central des syndicats nationaux de Thetford Mines. D'autres montrent le règlement de griefs ou de conflits ouvriers survenus à l'intérieur de l'entreprise. Le fonds contient une requête d'accréditation et une autre de révocation d'accréditation, des procès-verbaux, des listes de salariés, des descriptions de tâches, un acte de vente, des documents juridiques, de la correspondance, des communiqués de presse, des coupures de presse, des formules d'adhésion, des formulaires utilisés par le syndicat
Cote assignée par le centre d'archives : P132
Histoire administrative / notice biographique : Le Syndicat des travailleurs et travailleuses de la Ferme Olympique (CSN) voit le jour en septembre 1985 et obtient son accréditation en avril 1986. Il représente les salariés au sens du Code du travail à l'exception du mécanicien et des camionneurs à l'emploi de la Ferme Olympique Inc. Cette firme regroupe quatre fermes d'élevage de porcs toutes situées à Saint-Pierre-de-Broughton. En août 1986, la Société salvadorienne de porciculture du Québec se porte acquéreur de la Ferme Olympique Inc. En mai 1987, l'accréditation syndicale est révoquée. Le mandat de l'organisme syndical est la promotion des intérêts professionnels, économiques, sociaux, moraux et politiques des travailleurs sans distinction de race, de nationalité, de sexe, de langue ou de croyance. Il comprend plus particulièrement les travailleurs du secteur de l'élevage mais peut aussi grouper tout autre travailleur. Quatre officiers sont nommés au comité exécutif chargé d'administrer le syndicat
Point d'accès : Syndicat des travailleurs et travailleuses de la Ferme Olympique (CSN)
Numéro d'identification du fonds ou de la collection assigné par l'établissement : P132
URL du fonds : Lien
Nom du centre d'archives : Centre d'archives de la région de Thetford
Historique de la conservation : Hervéline Guay, du Conseil central des syndicats nationaux de Thetford Mines, verse à la SAHRA le fonds d'archives en octobre 1997. Un contrat est signé par Daniel Ruel, président du Conseil central. Les documents sont conservés avant leur versement dans les locaux de l'édifice syndical situé sur l'avenue Labbé à Thetford Mines
Restrictions régissant l'accès : Consultation libre sur place. Les documents qui comportent des renseignements personnels ne peuvent être consultés pour une période de 50 ans. Pour ces documents, seules les personnes mandatées par le Conseil central ont droit de consultation
Restrictions régissant la reproduction et de la publication : Avec autorisation
Notes : Titre basé sur le contenu du fonds. Aucun autre versement n'est attendu

Fonds Syndicat national des employés de l'automobile de la région de Thetford Mines

Dates : 1965 - 1987

Genre de documents : 0,25 m de documents textuels

Portée et contenu :
Le fonds d'archives illustre le contexte de fondation du Syndicat national des employés de l'automobile de la région de Thetford Mines (CSN) et du Syndicat des employés de garages du comté de Wolfe (CSN). Il témoigne des relations de travail entre employeur et employés ainsi que des conflits ouvriers survenus entre 1965 et 1987. Certains documents reflètent les échanges avec les instances supérieures de la CSN et d'autres montrent le soutien apporté par la CSN lors de grèves et lock-out. De plus, le fonds d'archives révèle le maraudage syndical effectué par l'organisation syndicale auprès des salariés de divers garages et marchands automobiles.
Le fonds se compose de procès-verbaux, griefs, documents juridiques, documents financiers, rapports de grève, rapports d'enquête, mémoires d'entente, conventions collectives, listes de membres, requêtes d'accréditation syndicale, coupures de presse, correspondance, communiqués de presse, télégrammes, formules d'adhésion et de démission des membres

Cote assignée par le centre d'archives : P135

Histoire administrative / notice biographique :
Le Syndicat national des employés de l'automobile de la région de Thetford Mines obtient un certificat d'accréditation syndicale en février 1966. Il représente les salariés à l'emploi des garages et marchands d'automobiles de la région de Thetford Mines. Parallèlement, le Syndicat national des employés de garages du comté de Wolfe représente les salariés du même secteur dans le comté de Wolfe. Ces deux unités syndicales s'unissent à d'autres syndicats reliés au secteur automobile des régions de Victoriaville et de Granby pour former l'Association des employés de garages des Cantons de l'Est. Ces syndicats réunis négocient et concluent une seule et même convention collective avec l'Association des marchands d'automobiles des Cantons de l'Est. Celle-ci réunit les marchands et garages d'automobiles de cette grande région. En 1981, le Syndicat national des employés de garage du comté de Wolfe (CSN) se joint au Syndicat national des employés de l'automobile de la région de Thetford Mines.
L'organisme syndical étudie, protège et développe les intérêts professionnels, économiques, sociaux et moraux de ses membres par tous les moyens conformes à la justice et à l'honneur. Pour atteindre ses objectifs, il favorise l'acquisition par les membres d'une meilleure compétence professionnelle et d'une plus humaine éducation sociale. Il veut obtenir un meilleur niveau de vie à ses employés ainsi que négocier et conclure des conventions collectives. Le syndicat s'affilie avec la Confédération des syndicats nationaux, la Fédération nationale de la métallurgie et le Conseil central des syndicats nationaux de Thetford Mines

Point d'accès / provenance : Syndicat national des employés de l'automobile de la région de Thetford Mines

Numéro d'identification du fonds ou de la collection assigné par l'établissement : P135

URL du fonds : Lien

Nom du centre d'archives : Centre d'archives de la région de Thetford

Historique de la conservation : Hervéline Guay, du Conseil central des syndicats nationaux de Thetford Mines, verse à la SAHRA le fonds d'archives en octobre 1997. Un contrat est signé

par Daniel Ruel, président du Conseil central. Les documents sont conservés avant leur versement dans les locaux de l'édifice syndical situé sur l'avenue Labbé à Thetford Mines
Restrictions régissant l'accès : Consultation libre sur place. Les documents qui comportent des renseignements personnels ne peuvent être consultés pour une période de 50 ans. Pour ces documents, seules les personnes mandatées par le Conseil central ont droit de consultation
Restrictions régissant la reproduction : Avec autorisation
Restrictions régissant la publication : Avec autorisation
Notes : Titre basé sur le contenu du fonds. Aucun autre versement n'est attendu

Fonds Syndicat des salariés en alimentation en gros de Thetford Mines (CSN)
Dates : 1982 - 1991
Genre de documents : 0,093 m de documents textuels
Portée et contenu : Le fonds d'archives retrace les activités syndicales du Syndicat des salariés en alimentation en gros de Thetford Mines (CSN). Il révèle les relations de travail entre les employés et Aligro Inc. Des documents témoignent aussi des conditions de travail des salariés au niveau des salaires, horaires de travail, ancienneté, vacances, assurance collective et autres. D'autres définissent les droits et devoirs des membres, les pouvoirs et responsabilités de l'assemblée générale, du conseil syndical et du comité exécutif ainsi que les procédures lors d'élections et d'assemblées. Le fonds contient des requêtes d'accréditation et de révocation syndicale, des statuts et règlements, des conventions collectives, des formules d'adhésion ou de démission des membres, des listes d'employés et d'ancienneté, des griefs, de la correspondance, des communiqués de presse, des télégrammes, des documents financiers, des documents juridiques, des ententes et un organigramme
Cote assignée par le centre d'archives : P137
Histoire administrative / notice biographique : Le Syndicat des salariés en alimentation en gros de Thetford Mines (CSN) est accrédité en septembre 1984. Sa juridiction s'étend à tous les employés de bureau et du libre-service à l'emploi d'Aligro Inc. Le syndicat est administré par le conseil syndical sous la direction de l'assemblée générale. En mars 1986, les membres donnent leur démission et désirent créer un syndicat boutique. Ainsi, en octobre 1986, le certificat d'accréditation de l'organisme syndical est révoqué puisqu'il ne présente plus le caractère représentatif requis par la loi. Par la suite, les employés de bureau vont s'affilier au Syndicat provincial des employés de commerce au gros et au détail. Ce syndicat a pour but l'étude, la protection et le développement des intérêts professionnels, économiques, sociaux et moraux de ses membres. Pour y arriver, il favorise l'acquisition par ses membres et des travailleurs en général d'une meilleure compétence professionnelle, d'un esprit de justice et de fraternité. Il désire l'obtention d'un meilleur niveau de vie des employés, négocie et conclut des conventions collectives. L'organisation syndicale est affiliée au Conseil central des syndicats nationaux de Thetford Mines, à la Fédération du commerce Inc. et à la Confédération des syndicats nationaux
Point d'accès: Syndicat des salariés en alimentation en gros de Thetford Mines (CSN)
Numéro d'identification du fonds ou de la collection assigné par l'établissement : P137
URL du fonds : Lien
Nom du centre d'archives : Centre d'archives de la région de Thetford
Historique de la conservation : Hervéline Guay, du Conseil central des syndicats nationaux de Thetford Mines, verse à la SAHRA le fonds d'archives en octobre 1997. Un contrat est signé par Daniel Ruel, président du Conseil central. Les documents sont conservés avant leur versement dans les locaux de l'édifice syndical situé sur l'avenue Labbé à Thetford Mines
Restrictions régissant l'accès : Consultation libre sur place. Les documents qui comportent des renseignements personnels ne peuvent être consultés pour une période de 50 ans. Pour ces documents, seules les personnes mandatées par le Conseil central ont droit de consultation

Fonds Syndicat des employés(ées) de la Société mutuelle de Lotbinière et Mégantic (CSN)
Dates : 1984 - 1987
Genre de documents : 0,04 m de documents textuels
Portée et contenu : Le fonds d'archives témoigne du contexte de la fondation du Syndicat des employés(ees) de la Société mutuelle Lotbinière et Mégantic (CSN) et des réticences de l'employeur à reconnaître la création de cette unité syndicale. Il révèle les relations qu'entretient l'organisme syndical avec l'employeur et avec les instances supérieures de la Confédération des syndicats nationaux. Les archives retracent la structure interne de l'employeur, des griefs déposés par des salariés suite à des congédiements ainsi que des documents juridiques reliés à ces plaintes. D'autres documents démontrent les buts et objectifs de l'unité syndicale. Le fonds renferme des procès-verbaux, des statuts et règlements, des griefs, des documents juridiques, un organigramme, des formules d'adhésion, des listes de membres, de la correspondance, des télégrammes, des communiqués de presse et des documents financiers
Cote assignée par le centre d'archives : P138
Histoire administrative / notice biographique : Le Syndicat national des employés (ees) de la Société mutuelle Lotbinière et Mégantic (CSN) tient une assemblée de fondation le 15 août 1984. Il obtient son accréditation syndicale le 18 janvier 1985 afin de représenter tous les salariés de la Société mutuelle d'assurance contre l'incendie des comtés de Lotbinière et Mégantic à l'exception des employés d'entretien, du contrôleur, de la secrétaire de direction, du directeur des ventes et du directeur des sinistres. La société regroupe des établissements situés à St-Pierre Baptiste, Thetford Mines et Plessisville. Il vise la promotion des intérêts professionnels, économiques, sociaux, moraux et politiques des travailleurs sans distinction de race, de nationalité, de sexe, de langue ou de croyance. L'organisation syndicale comprend plus particulièrement les travailleurs du secteur de l'assurance. Le syndicat est affilié à la Confédération des syndicats nationaux, à la Fédération du commerce et au Conseil central des syndicats nationaux de Thetford Mines. L'assemblée générale se compose de tous les membres en règle du syndicat et constitue l'autorité suprême. Il a le pouvoir d'élire le comité exécutif, de déterminer le montant de la cotisation syndicale, de ratifier la convention collective. Le comité exécutif, formé de cinq officiers, administre le syndicat entre les assemblées générales
Point d'accès / provenance : Syndicat des employés(ées) de la Société mutuelle de Lotbinière et Mégantic (CSN)
Numéro d'identification du fonds ou de la collection assigné par l'établissement : P138
URL du fonds : Lien
Nom du centre d'archives : Centre d'archives de la région de Thetford
Historique de la conservation : Hervéline Guay, du Conseil central des syndicats nationaux de Thetford Mines, verse à la SAHRA le fonds d'archives en octobre 1997. Un contrat est signé par Daniel Ruel, président du Conseil central. Les documents sont conservés avant leur versement dans les locaux de l'édifice syndical situé sur l'avenue Labbé à Thetford Mines
Restrictions régissant l'accès : Consultation libre sur place. Les documents qui comportent des renseignements personnels ne peuvent être consultés pour une période de 50 ans. Pour ces documents, seules les personnes mandatées par le Conseil central ont droit de consultation

Fonds Syndicat de l'enseignement de l'Amiante

Dates : 9 mai 1937 - 6 mars 2007.

Genre de documents : 6,934 m de documents textuels. - 1368 documents iconographiques. - 28 autres images fixes.

Portée et contenu :
Le fonds témoigne des activités de l'organisme syndical et retrace les nombreuses difficultés rencontrées par ses membres lors de sa création. Il fait état aussi du rôle joué par son exécutif lors des nombreuses négociations collectives avec les différentes commissions scolaires qui couvraient le territoire de la région de L'Amiante. Enfin, il révèle les noms des membres du syndicat et l'implication de l'organisation syndicale dans certains dossiers régionaux comme celui du maintien de la scolarisation des élèves de Bernierville, Saint-Ferdinand et Vianney à la polyvalente de Black Lake.
Le fonds comprend douze séries : fondation, procès-verbaux, conventions collectives et ententes, négociations, griefs et affaires juridiques, relations extérieures, ressources financières, ressources humaines, régie interne, communication et information, activités syndicales et documentation amassée.

Cote assignée par le centre d'archives : P139

Histoire administrative / notice biographique :
La crise économique des années 1930 ayant durement affecté toutes les couches sociales, les méfaits de cette récession se font également sentir sur les conditions de salaire et de travail des institutrices du Québec. À cette époque, les institutrices sont peu nombreuses, isolées, mal rémunérées, peu appriécées, sans sécurité d'emploi, à la merci de commissaires d'écoles plus préoccupés d'économie que de qualité d'enseignement. En faisant appel à la raison et à l'esprit de justice, Laure Gaudreault réussit à convaincre l'opinion publique à la cause des institutrices. À la Malbaie, Laure Gaudreault et une trentaine d'institutrices fondent l'Association catholique des institutrices rurales de la province de Québec, le 2 novembre 1936. C'est le début du syndicalisme dans l'enseignement.
Reconnaissant l'importance de cette association, encouragées par leur inspecteur d'école et soutenues par le clergé et leurs directrices, 55 institutrices des Commissions scolaires de Thetford Mines et de Saint-Alphonse s'empressent à leur tour de s'unir et de mettre sur pied l'Association catholique des institutrices rurales de la province de Québec, district no 41, le dimanche 9 mai 1937. Lors de la même réunion, elles en profitent aussi pour nommer Azilda Jacques comme première présidente du syndicat. Au cours des années qui suivent, l'association voit son nom changer de nombreuses fois: Association catholique des institutrices rurales du district no 45 inc (1948), Syndicat national catholique des professeurs laïcs de Thetford Mines inc. (1954), Association des professeurs de l'Amiante (1966), Syndicat des travailleurs de l'enseignement de l'Amiante (1975) et Syndicat de l'enseignement de L'Amiante (1992). Aujourd'hui, le syndicat représente tous les enseignants à l'emploi de la Commission scolaire des Appalaches et a pour but premier de promouvoir, de développer et de défendre les intérêts professionnels, sociaux et économiques de ses membres.

Numéro d'identification du fonds ou de la collection assigné par l'établissement : P139

URL du fonds : Lien

Nom du centre d'archives : Centre d'archives de la région de Thetford

Historique de la conservation : Paul St-Hilaire, président du Syndicat de l'enseignement de L'Amiante, verse à la SAHRA le fonds d'archives de l'organisme syndical le 29 janvier 2007. Jusqu'à ce jour les documents étaient conservés dans les locaux du syndicat situés sur la rue St-Cyrille. Le 21 mars 2007 un deuxième versement est effectué et le contrat de don est signé. Finalement, le 9 octobre 2007, un troisième versement vient compléter le fonds d'archives. À noter, comme le syndicat est toujours actif d'autres versements sont prévus dans le futur.

Notes : Anciennement connu sous les noms de : Association catholique des institutrices rurales de la province de Québec district no 41, Association catholique des institutrices rurales du district no 45 inc, Syndicat national catholique des professeurs laïcs de Thetford Mines inc, Association des professeurs de L'Amiante, Syndicat des travailleurs de l'enseignement de L'Amiante.
Titre basé sur le contenu du fonds.

Fonds Syndicat des employés de la Laiterie Beaudoin (CSN)
Dates : 1970 - 1991
Genre de documents : 0,04 m de documents textuels
Portée et contenu : Le fonds d'archives témoigne des relations et des conditions de travail, entre 1971 et 1991, à la Laiterie Beaudoin, devenue en 1980 les Produits Régal (1980) Inc. Il révèle le mandat de l'organisation syndicale, les conditions d'admission de ses membres, les pouvoirs du comité exécutif et de l'assemblée générale ainsi que de la procédure d'élection des officiers. Le fonds reflète les liens entre le syndicat et la Fédération du commerce (CSN) et le Conseil central des syndicats nationaux de Thetford Mines (CSN). Certains documents montrent l'achat de la Laiterie Beaudoin par Poly-Actions et quelques employés-syndiqués en 1980 devenant ainsi «Produits Régal (1980) Inc.» Purdel en fait l'acquisition en 1984. Après 35 ans d'existence, Natrel (fusion de Purdel et Agropur) ferme l'usine en mai 1990 dans le but de rationaliser ses opérations. Le fonds se compose d'une requête en accréditation, de statuts et règlements, de listes de membres, de formules d'adhésion et de démission des membres, de correspondance, de télégrammes, de conventions collectives, de coupures de presse et de documents financiers
Cote assignée par le centre d'archives : P140
Histoire administrative / notice biographique : Le Syndicat des employés de la Laiterie Beaudoin (CSN) obtient son accréditation en octobre 1971. Située à Thetford Mines, l'organisation syndicale regroupe les employés de la Laiterie Beaudoin dans la région de Thetford Mines et peut aussi grouper les salariés de ce secteur ou ceux susceptibles de le devenir. Son mandat est d'établir des relations ordonnées entre employeurs et salariés ainsi que d'étudier, défendre et développer les intérêts économiques, sociaux et moraux de ses membres. L'organisme est administré par un comité exécutif formé de trois officiers: président, secrétaire et trésorier. L'assemblée générale représente l'autorité suprême du syndicat. En septembre 1970, le syndicat s'affilie avec la Fédération du commerce (CSN) et le Conseil central des syndicats nationaux de Thetford Mines (CSN). Le 12 mars 1991, l'accréditation syndicale émise est annulée suite à la fermeture de la compagnie
Point d'accès / provenance : Syndicat des employés de la Laiterie Beaudoin (CSN)
Numéro d'identification du fonds ou de la collection assigné par l'établissement : P140
URL du fonds : Lien
Nom du centre d'archives : Centre d'archives de la région de Thetford
Historique de la conservation : Hervéline Guay, du Conseil central des syndicats nationaux de Thetford Mines, verse à la SAHRA le fonds d'archives en octobre 1997. Un contrat est signé par Daniel Ruel, président du Conseil central. Les documents sont conservés avant leur versement dans les locaux de l'édifice syndical situé sur l'avenue Labbé à Thetford Mines
Restrictions régissant l'accès : Consultation libre sur place. Les documents qui comportent des renseignements personnels ne peuvent être consultés pour une période de 50 ans. Pour ces documents, seules les personnes mandatées par le Conseil central ont droit de consultation
Restrictions régissant la reproduction et la publication : Avec autorisation
Notes : Titre basé sur le contenu du fonds. Aucun autre versement n'est attendu

Fonds Syndicat des travailleurs (euses) des Produits Régal Inc. (CSN)
Dates : 1970 - 1991
Genre de documents : 0,03 m de documents textuels
Portée et contenu : Le fonds d'archives présente les requêtes d'accréditation dans le but de fonder l'organisation syndicale. Il reflète les échanges entretenus entre ce syndicat et les autres instances syndicales reliées à la Confédération des syndicats nationaux entre 1981 et 1991. Les documents témoignent des conditions de travail en vigueur dans l'industrie de fabrication et de distribution de produits laitiers. Le fonds contient des requêtes d'accréditation syndicale, de la correspondance, des statuts et règlements, des conventions collectives de travail, des listes de membres, des formules d'adhésion et de démission des membres, des documents financiers et des coupures de presse
Cote assignée par le centre d'archives : P141
Histoire administrative / notice biographique : Le Syndicat des travailleurs (euses) des Produits Régal Inc. (CSN) fait une demande d'accréditation au Commissaire du travail en 1981. Il représente tous les salariés au sens du Code du travail à l'emploi de «Les Produits Régal (1980) Inc. (Division crème glacée)». Le mandat de cette industrie est la fabrication et la distribution de crème glacée grâce à la production laitière de la région de L'Amiante. Le mandat de l'organisation syndicale est de promouvoir l'harmonie des relations de travail avec l'employeur et d'établir des conditions de travail qui rendent justice aux membres. En juin 1985, l'Association des employés Les Produits Régal (1980) Inc. (Division Crème glacée) change son nom et prend celui de «Syndicat des travailleurs (euses) des Produits Régal (1980) Inc. (CSN)». En avril 1988, «Les Produits Régal (1980) Inc. (Division crème glacée)» devient «Purdel, Coopérative agro-alimentaire». Le syndicat est affilié à la Fédération du commerce (CSN) et au Conseil central des syndicats nationaux de Thetford Mines (CSN). Le 12 mars 1991, après plusieurs années d'existence, l'accréditation syndicale émise est annulée suite à la fermeture de la division située à Thetford Mines. En effet, Natrel (fusion de Purdel et Agropur) ferme l'usine en mai 1990 dans le but de rationaliser ses opérations
Point d'accès / provenance : Syndicat des travailleurs (euses) des Produits Régal Inc. (CSN)
Numéro d'identification du fonds ou de la collection assigné par l'établissement : P141
URL du fonds : Lien
Nom du centre d'archives : Centre d'archives de la région de Thetford
Historique de la conservation : Hervéline Guay, du Conseil central des syndicats nationaux de Thetford Mines, verse à la SAHRA le fonds d'archives en octobre 1997. Un contrat est signé par Daniel Ruel, président du Conseil central. Les documents sont conservés avant leur versement dans les locaux de l'édifice syndical situé sur l'avenue Labbé à Thetford Mines
Restrictions régissant l'accès : Consultation libre sur place
Restrictions régissant la reproduction et de la publication : Avec autorisation
Notes : Association des employés Les Produits Régal (1980) Inc. (Division Crème glacée). Titre basé sur le contenu du fonds. Aucun autre versement n'est attendu

Fonds Syndicat national des employés de «Les Industries Fournier» (CSN)

Dates : 1968 - 1986

Genre de documents : 0,198 m de documents textuels - 1 photographie

Portée et contenu :
Le fonds d'archives témoigne du type de relations entre l'employeur et le syndicat aux Industries Fournier Inc. entre 1968 et 1985. Il retrace les conflits ouvriers survenus suite à des différends lors du renouvellement de conventions collectives. De nombreux documents révèlent les événements entourant le lock-out décrété par l'employeur en février 1980. Un protocole d'entente intervient entre les deux parties en mars 1981 après un arrêt de travail de près de 54 semaines. Certaines archives montrent quelle forme d'appui le syndicat reçoit des instances syndicales supérieures. De plus, d'autres archives révèlent le soutien moral et financier apporté par des organismes et personnalités de la région. Le fonds comprend des procès-verbaux, des requêtes en accréditation, des statuts et règlements, des listes de membres, des listes d'officiers syndicaux élus, des conventions collectives, des griefs, des rapports, des mémoires, des documents de négociations, de la correspondance, des communiqués de presse, des télégrammes, des documents juridiques, des documents financiers, des documents publicitaires, des coupures de presse, des cartes de membres

Cote assignée par le centre d'archives : P142

Histoire administrative / notice biographique :
Le Syndicat national des employés de Fournier Steel Works Ltd (CSN) tient une assemblée de fondation le 19 mars 1968 et obtient son accréditation syndicale le 25 avril de la même année. Il représente tous les salariés à l'emploi de Fournier Steel Works Ltd, entreprise située à Black Lake, qui se spécialise dans la fabrication et l'installation de tuyauterie et machinerie dans la région de L'Amiante. En octobre 1983, l'entreprise ayant changé son nom pour celui de «Les Industries Fournier Inc.», l'organisme syndical prend la dénomination «Syndicat national des employés de Les Industries Fournier Inc.» En octobre 1985, après la démission de trente-quatre membres sur une possibilité de quarante, le syndicat perd son accréditation puisqu'il n'a plus le caractère représentatif exigé par la loi. Le syndicat désire l'établissement de relations ordonnées entre l'employeur et les salariés ainsi que l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de ses membres dans le respect des lois et de l'autorité. Pour y arriver, il favorise l'acquisition par ses membres d'une meilleure compétence professionnelle et d'une meilleure éducation sociale; il vise l'obtention d'un meilleur niveau de vie des employés et la négociation et conclusion de conventions collectives. Il est affilié au Conseil central des syndicats nationaux de Thetford Mines, à la Fédération canadienne des métallurgistes et des mineurs et, par le fait même, à la CSN

Point d'accès / provenance : Syndicat national des employés de «Les Industries Fournier» (CSN)

Numéro d'identification du fonds ou de la collection assigné par l'établissement : P142

URL du fonds : Lien

Nom du centre d'archives : Centre d'archives de la région de Thetford

Historique de la conservation : Hervéline Guay, du Conseil central des syndicats nationaux de Thetford Mines, verse à la SAHRA le fonds d'archives en octobre 1997. Un contrat est signé par Daniel Ruel, président du Conseil central. Les documents sont conservés avant leur

versement dans les locaux de l'édifice syndical situé sur l'avenue Labbé à Thetford Mines
Restrictions régissant l'accès : Consultation libre sur place. Les documents qui comportent des renseignements personnels ne peuvent être consultés pour une période de 50 ans. Pour ces documents, seules les personnes mandatées par le Conseil central ont droit de consultation
Restrictions régissant la reproduction : Avec autorisation
Restrictions régissant la publication : Avec autorisation
Notes : Anciennement connu sous le nom «Syndicat national des employés de Fournier Steel Works Ltd» (CSN). Titre basé sur le contenu du fonds. Aucun autre versement n'est attendu

Fonds Syndicat national catholique des employés municipaux de Thetford Mines Inc. (CSN)
Dates : 1958 - 1967
Genre de documents : 0,03 m de documents textuels
Portée et contenu : Le fonds d'archives témoigne des activités du Syndicat national catholique des employés municipaux de Thetford Mines Inc. entre 1958 et 1967. Il révèle les conditions de travail des salariés et les différends entre l'instance syndicale et la Cité de Thetford Mines au moment de renouveler les conventions collectives. Certains documents retracent les décisions prises par la Cité de Thetford Mines en rapport avec le syndicat. D'autres présentent les relations du syndicat avec les autres instances syndicales affiliées à la CTCC. Le fonds renferme des extraits de procès-verbaux, des résolutions, des certificats de dépôt de conventions collectives, des conventions collectives, de la correspondance, des documents financiers ainsi que des documents juridiques
Cote assignée par le centre d'archives : P143
Histoire administrative / notice biographique : Le Syndicat national catholique des employés municipaux de Thetford Mines Inc. obtient son accréditation syndicale en décembre 1946. Avant cette date, l'instance porte le nom de «Association canadienne des employés municipaux de Thetford Mines». Ce syndicat représente tous les employés manuels permanents ou non permanents à l'emploi de la Cité de Thetford Mines. Il veut promouvoir l'harmonie dans les relations de travail entre la Cité de Thetford Mines et les employés des travaux publics. Il désire également établir des conditions de travail équitables à ses membres. L'organisation syndicale fait une demande d'affiliation à la Confédération des travailleurs catholiques du Canada (CTCC) et au Conseil général des syndicats catholiques de Québec en 1948
Point d'accès / provenance : Syndicat national catholique des employés municipaux de Thetford Mines Inc. (CSN)
Numéro d'identification du fonds ou de la collection assigné par l'établissement : P143
URL du fonds : Lien
Nom du centre d'archives : Centre d'archives de la région de Thetford
Historique de la conservation : Hervéline Guay, du Conseil central des syndicats nationaux de Thetford Mines, verse à la SAHRA le fonds d'archives en octobre 1997. Un contrat est signé par Daniel Ruel, président du Conseil central. Les documents sont conservés avant leur versement dans les locaux de l'édifice syndical situé sur l'avenue Labbé à Thetford Mines
Restrictions régissant l'accès : Consultation libre sur place. Les documents qui comportent des renseignements personnels ne peuvent être consultés pour une période de 60 ans. Pour ces documents, seules les personnes mandatées par le Conseil central ont droit de consultation
Restrictions régissant la reproduction et la publication : Avec autorisation
Notes : Anciennement connu sous le nom Association canadienne des employés municipaux de Thetford Mines Inc. Titre basé sur le contenu du fonds. Aucun autre versement n'est attendu. Le fonds peut être consulté

Fonds Syndicat national des employés de Gosselin et Fils Limitée (CSN)
Dates : 1968 - 1971
Genre de documents : 0,06 m de documents textuels
Portée et contenu : Le fonds d'archives illustre les activités syndicales de l'organisme entre 1968 et 1971 ainsi que ses relations avec d'autres instances syndicales affiliées à la Confédération des syndicats nationaux. Il fait état des conditions de travail des salariés, des privilèges et obligations des membres du syndicat, des responsabilités et pouvoirs du comité exécutif et de l'assemblée générale et des procédures d'assemblée. Certains documents retracent les événements et les causes de la grève des employés en août 1969. D'autres révèlent le mécontentement et le recours de certains employés devant l'employeur. Le fonds se compose de procès-verbaux, de requête d'accréditation syndicale, de statuts et règlements, de conventions collectives, de griefs collectifs et individuels, de correspondance, de télégrammes, de communiqués de presse, de coupures de presse, de liste de membres, de documents juridiques, de documents financiers, d'ententes de retour au travail après un conflit, de formules de démission des membres
Cote assignée par le centre d'archives : P144
Histoire administrative / notice biographique : Le Syndicat national des employés de Gosselin et Fils Limitée tient son assemblée de fondation le 15 août 1968. Avant cette date, les employés de Gosselin & Fils Limitée et Thetford Ready Mix Inc. sont représentés par la Fraternité internationale des opérateurs potiers, section employés de L. Gosselin & Fils Ltée-Thetford Ready Mix de Thetford Mines. L'instance syndicale représente les employés du secteur du transport des matériaux de construction, manufacturiers de blocs, briques et tuyaux de ciment; transport de sable et gravier, excavation et béton préparé dans la région de Thetford Mines à l'emploi de L. Gosselin & Fils Limitée. Le mandat de l'organisation syndicale est d'établir des relations ordonnées entre l'employeur et les salariés ainsi que d'étudier, défendre et développer les intérêts économiques, sociaux et moraux de ses membres. Administré par le comité exécutif et par l'assemblée générale, le syndicat est affilié à la Confédération des syndicats nationaux, au Conseil central des syndicats nationaux de Thetford Mines ainsi qu'à la Fédération nationale des syndicats du bâtiment et du bois Inc.
Point d'accès / provenance : Syndicat national des employés de Gosselin et Fils Limitée (CSN)
Numéro d'identification du fonds ou de la collection assigné par l'établissement : P144
URL du fonds : Lien
Nom du centre d'archives : Centre d'archives de la région de Thetford
Historique de la conservation : Hervéline Guay, du Conseil central des syndicats nationaux de Thetford Mines, verse à la SAHRA le fonds d'archives en octobre 1997. Un contrat est signé par Daniel Ruel, président du Conseil central. Les documents sont conservés avant leur versement dans les locaux de l'édifice syndical situé sur l'avenue Labbé à Thetford Mines
Restrictions régissant l'accès : Consultation libre sur place. Les documents qui comportent des renseignements personnels ne peuvent être consultés pour une période de 50 ans. Pour ces documents, seules les personnes mandatées par le Conseil central ont droit de consultation
Notes : Titre basé sur le contenu du fonds. Aucun autre versement n'est attendu

Fonds Syndicat des employés de fonderie de la région de Thetford Mines (CSN)

Dates : 1943 - 1971

Genre de documents : 0,1 m de documents textuels

Portée et contenu :
Le fonds d'archives retrace les efforts du Syndicat des employés de fonderie de la région de Thetford Mines (CSN) pour conserver son droit de représenter les employés affectés à la production chez Lynn MacLeod Metallurgy Limited entre 1943 et 1970. Il montre les relations du syndicat avec certaines instances gouvernementales et diverses instances syndicales affiliées à la CSN. Des documents révèlent les conditions de travail des employés. Le fonds contient des procès-verbaux, des requêtes de reconnaissance ou de révocation d'accréditation syndicale, des conventions collectives, des documents juridiques, des griefs, des mémoires, des documents financiers, de la correspondance, des télégrammes, des communiqués de presse, des listes de membres ainsi que des échelles de salaires

Cote assignée par le centre d'archives : P145

Histoire administrative / notice biographique :
Fondé en avril 1940, le Syndicat catholique des employés de fonderie de Thetford Mines Inc. obtient son accréditation en octobre 1944 pour représenter tous les salariés employés à la production à l'exception des surintendants, employés de bureau ou autres personnes faisant partie de l'administration de Lynn MacLeod Metallurgy Limited. Avant 1970, d'autres allégeances syndicales se disputent la représentation des salariés et l'organisation syndicale perd son droit de représentation. Pour tenter de persuader les travailleurs de réintégrer les rangs de la CSN, le Syndicat des employés de fonderie de la région de Thetford Mines (CSN) présente, en décembre 1970, une requête d'accréditation syndicale. En même temps, deux autres allégeances syndicales effectuent du maraudage si bien que trois se disputent la représentation et aucune d'elle n'obtient le nombre de voix suffisant pour obtenir l'accréditation. En février 1971, la tenue d'un vote secret est nécessaire pour que les salariés visés effectuent un choix. Le Syndicat des employés de fonderie de la région de Thetford Mines (CSN) perd la bataille puisque les Métallurgistes Unis d'Amérique, section locale 7801 obtient la majorité des voix

Point d'accès: Syndicat des employés de fonderie de la région de Thetford Mines (CSN)

Numéro d'identification du fonds ou de la collection assigné par l'établissement : P145

URL du fonds : Lien

Nom du centre d'archives : Centre d'archives de la région de Thetford

Historique de la conservation : Hervéline Guay, du Conseil central des syndicats nationaux de Thetford Mines, verse à la SAHRA le fonds d'archives en octobre 1997. Un contrat est signé par Daniel Ruel, président du Conseil central. Les documents sont conservés avant leur versement dans les locaux de l'édifice syndical situé sur l'avenue Labbé à Thetford Mines

Restrictions régissant l'accès : Consultation libre sur place. Les documents qui comportent des renseignements personnels ne peuvent être consultés pour une période de 50 ans. Pour ces documents, seules les personnes mandatées par le Conseil central ont droit de consultation

Notes : Anciennement connu sous le nom Syndicat catholique des employés de fonderies de Thetford Mines Inc. Titre basé sur le contenu du fonds. Aucun autre versement n'est attendu

Fonds Syndicat des employés d'imprimerie de la région de L'Amiante (CSN)
Dates : 1973 - 1984
Genre de documents : 0,7 m de documents textuels
Portée et contenu : Le fonds d'archives témoigne des activités du Syndicat des employés d'imprimerie de la région de L'Amiante (CSN) entre 1973 et 1984. Il retrace les conditions de travail des travailleurs du secteur de l'imprimerie ainsi que les relations entretenues avec diverses organisations syndicales reliées à la CSN, avec des organismes et des gens du milieu. Certains documents révèlent les événements entourant les conflits ouvriers dont celui chez Jos T. Beaudoin en 1978, la solidarité du milieu envers les grévistes et les dépenses encourues. D'autres illustrent les demandes de conciliation lors de différends entre les deux parties. Le fonds d'archives groupe les procès-verbaux, une requête en accréditation puis en révocation syndicale, des listes d'employés, de la correspondance, des résolutions, des télégrammes, des communiqués, des statuts et règlements, des conventions collectives, des rapports d'enquête, des formules d'adhésion, des griefs, des coupures de presse, des documents financiers et des documents juridiques
Cote assignée par le centre d'archives : P146
Histoire administrative / notice biographique : Le Syndicat des employés d'imprimerie de la région de L'Amiante (CSN) voit le jour en août 1977. Il regroupe les travailleurs du secteur de l'imprimerie dont l'Imprimerie Commerciale de Thetford Mines Inc., Imprimerie Mégantic Limitée, Imprimerie Edmond Desmarais Inc., Jos. T. Beaudoin Limitée et autres. L'organisme syndical représente tous les salariés au sens du Code du travail à l'exception des employés de bureau. Le syndicat a le mandat de promouvoir les intérêts professionnels, économiques, sociaux, moraux et politiques de ses membres sans distinction de race, de nationalité, de sexe, de langue ou de croyance. Il voit son accréditation syndicale révoquée en juin 1984 puisqu'il ne possède plus le caractère représentatif au sein de l'industrie. Administré par le comité exécutif entre les assemblées générales, l'instance syndicale s'affilie à la Confédération des syndicats nationaux, au Conseil central des syndicats nationaux de Thetford Mines et à la Fédération du papier et de la forêt
Point d'accès: Syndicat des employés d'imprimerie de la région de L'Amiante (CSN)
Numéro d'identification du fonds ou de la collection assigné par l'établissement : P146
URL du fonds : Lien
Nom du centre d'archives : Centre d'archives de la région de Thetford
Historique de la conservation : Hervéline Guay, du Conseil central des syndicats nationaux de Thetford Mines, verse à la SAHRA le fonds d'archives en octobre 1997. Un contrat est signé par Daniel Ruel, président du Conseil central. Les documents sont conservés avant leur versement dans les locaux de l'édifice syndical situé sur l'avenue Labbé à Thetford Mines
Restrictions régissant l'accès : Consultation libre sur place. Les documents qui comportent des renseignements personnels ne peuvent être consultés pour une période de 50 ans. Pour ces documents, seules les personnes mandatées par le Conseil central ont droit de consultation
Notes : Titre basé sur le contenu du fonds. Aucun autre versement n'est attendu

Fonds Syndicat national des employés de la cité de Thetford Mines (CSN)
Dates : 1962 - 1985
Genre de documents : 0,07 m de documents textuels
Portée et contenu : Le fonds d'archives témoigne des activités, des revenus et dépenses du Syndicat national des employés de la cité de Thetford Mines (CSN) entre 1962 et 1985. Il reflète les conditions de travail des salariés ainsi que la classification de leurs salaires. Certaines archives retracent les relations entretenues par le syndicat avec la Cité de Thetford Mines et avec les diverses instances syndicales de la CSN. D'autres illustrent les événements entourant les conflits ouvriers ainsi que des ententes de retour au travail. Le fonds comprend des procès-verbaux, des statuts et règlements, des documents juridiques, des documents financiers, des conventions collectives, des résolutions, de la correspondance, des télégrammes, des communiqués de presse, des coupures de presse, des griefs, des listes de membres ainsi que des documents amassés
Cote assignée par le centre d'archives : P147
Histoire administrative / notice biographique : En octobre 1962, une accréditation syndicale est émise au Syndicat national des employés de la cité de Thetford Mines (CSN) pour représenter tous les salariés à l'emploi de la Cité de Thetford Mines sauf le secrétaire-trésorier, l'assistant secrétaire-trésorier, l'ingénieur de la Cité, les employés du Département de la police et des incendies et les employés à l'heure du Département des travaux publics. Son mandat vise l'étude, la protection et le développement des intérêts professionnels, économiques, sociaux et moraux de ses membres et adhère aux principes de la CSN. Pour ce faire, il favorise l'acquisition par les membres d'une meilleure compétence professionnelle et d'une meilleure éducation sociale; tente d'obtenir un meilleur niveau de vie pour les employés; négocie et conclut des conventions collectives
Point d'accès / provenance : Syndicat national des employés de la cité de Thetford Mines (CSN)
Numéro d'identification du fonds ou de la collection assigné par l'établissement : P147
URL du fonds : Lien
Nom du centre d'archives : Centre d'archives de la région de Thetford
Historique de la conservation : Hervéline Guay, du Conseil central des syndicats nationaux de Thetford Mines, verse à la SAHRA le fonds d'archives en octobre 1997. Un contrat est signé par Daniel Ruel, président du Conseil central. Les documents sont conservés avant leur versement dans les locaux de l'édifice syndical situé sur l'avenue Labbé à Thetford Mines
Restrictions régissant l'accès : Consultation libre sur place. Les documents qui comportent des renseignements personnels ne peuvent être consultés pour une période de 50 ans. Pour ces documents, seules les personnes mandatées par le Conseil central ont droit de consultation
Restrictions régissant la reproduction et la publication : Avec autorisation
Notes : Titre basé sur le contenu du fonds. Aucun autre versement n'est attendu. Le fonds «Syndicat national catholique des employés municipaux de Thetford Mines Inc.» (P143) peut être consulté

Fonds Syndicat des professionnels du Collège de la région de L'Amiante (CSN)
Dates : 1975 - 1989
Genre de documents : 0,02 m de documents textuels
Portée et contenu : Le fonds d'archives montre les relations existantes entre le Syndicat des professionnels non-enseignants du Collège de la région de L'Amiante et les diverses instances syndicales de la CSN. Il illustre également la réflexion des professionnels quant aux choix d'adhésions syndicales. Les grandes centrales syndicales n'arrivant pas à satisfaire les besoins des professionnels du secteur public, ces derniers veulent redéfinir le genre de syndicalisme qui leur convient le mieux avec une structure et une philosophie appropriées. Ainsi, les professionnels du Collège de la région de L'Amiante signent une convention collective locale, une première dans le réseau collégial. Le fonds se compose d'une requête d'accréditation syndicale, de statuts et règlements, de correspondance, de télégrammes, de rapports, de coupures de presse, de listes de membres, de formulaires et de chaînes téléphoniques
Cote assignée par le centre d'archives : P148
Histoire administrative / notice biographique : Le Syndicat des professionnels du Collège de la région de L'Amiante (CSN) est accrédité le 20 mars 1975 pour représenter tous les professionnels non-enseignants salariés au Collège de la région de L'Amiante à l'exception de l'agent de gestion du personnel. Il visite l'étude, la sauvegarde et le développement des intérêts économiques, sociaux et lucratifs de ses membres et particulièrement la négociation et l'application de conventions collectives. En mars 1977, il s'affilie à la Confédération des syndicats nationaux, à la Fédération des professionnels et salariés et cadres du Québec ainsi qu'au Conseil central des syndicats nationaux de Thetford Mines. En septembre 1987, le syndicat vote sa désaffiliation à la CSN. En mai 1988, ces travailleurs font partie de l'Association des syndicats de professionnels et de professionnelles de collège de Québec
Point d'accès / provenance : Syndicat des professionnels du Collège de la région de L'Amiante (CSN)
Numéro d'identification du fonds ou de la collection assigné par l'établissement : P148
URL du fonds : Lien
Nom du centre d'archives : Centre d'archives de la région de Thetford
Historique de la conservation : Hervéline Guay, du Conseil central des syndicats nationaux de Thetford Mines, verse à la SAHRA le fonds d'archives en octobre 1997. Un contrat est signé par Daniel Ruel, président du Conseil central. Les documents sont conservés avant leur versement dans les locaux de l'édifice syndical situé sur l'avenue Labbé à Thetford Mines
Restrictions régissant l'accès : Consultation libre sur place. Les documents qui comportent des renseignements personnels ne peuvent être consultés pour une période de 60 ans. Pour ces documents, seules les personnes mandatées par le Conseil central ont droit de consultation
Restrictions régissant la reproduction et la publication : Avec autorisation
Notes : Titre basé sur le contenu du fonds. Aucun autre versement n'est attendu

Fonds Syndicat national des employés du Service social du comté de Mégantic (CSN)
Dates : 1969 - 1975
Genre de documents : 0,07 m de documents textuels
Portée et contenu : Le fonds d'archives relate les débuts du Syndicat national des employés du Service social du comté de Mégantic ainsi que les devoirs et pouvoirs des officiers syndicaux élus. Il témoigne des droits, privilèges et avantages des membres, de la composition et des attributions de l'assemblée générale et du comité exécutif. Certains documents révèlent les procédures d'assemblées. D'autres retracent, en 1971, le lock-out de la partie patronale soit les Services sociaux du Québec suite à des débrayages rotatifs, imprévus et répétés dans les diverses agences du Québec. De plus, les archives permettent de connaître les préoccupations du Service social du comté de Mégantic en ce qui concerne les besoins, la satisfaction, l'accès et la connaissance des usagers des services offerts à la population. Le fonds comprend une requête en accréditation syndicale, une constitution, des statuts et règlements, des listes de membres, des listes d'officiers syndicaux, de la correspondance, des télégrammes, des communiqués de presse, des coupures de presse, des documents financiers ainsi que des conventions collectives
Cote assignée par le centre d'archives : P149
Histoire administrative / notice biographique : L'assemblée de fondation du Syndicat national des employés du Service social du comté de Mégantic se tient le 11 avril 1969. Il représente tous les employés à l'emploi du Service social du comté de Mégantic, une des agences syndiquées du Service social du Québec. Parmi les employés, on retrouve entre autres des travailleurs sociaux, des secrétaires, des psychologues, des conseillers matrimoniaux, des criminologues... L'organisation syndicale a pour but l'étude, la protection et le développement des intérêts professionnels, économiques, sociaux et moraux de ses membres par tous les moyens conformes à la justice et à l'honneur. Divers moyens sont utilisés pour y arriver soit l'acquisition par les membres d'une meilleure compétence professionnelle et d'une meilleure éducation sociale; l'obtention d'un meilleur niveau de vie pour les employés et par la négociation et la conclusion de conventions collectives
Point d'accès: Syndicat national des employés du Service social du comté de Mégantic (CSN)
Numéro d'identification du fonds ou de la collection assigné par l'établissement : P149
URL du fonds : Lien
Nom du centre d'archives : Centre d'archives de la région de Thetford
Historique de la conservation : Hervéline Guay, du Conseil central des syndicats nationaux de Thetford Mines, verse à la SAHRA le fonds d'archives en octobre 1997. Un contrat est signé par Daniel Ruel, président du Conseil central. Les documents sont conservés avant leur versement dans les locaux de l'édifice syndical situé sur l'avenue Labbé à Thetford Mines
Restrictions régissant l'accès : Consultation libre sur place. Les documents qui comportent des renseignements personnels ne peuvent être consultés pour une période de 50 ans. Pour ces documents, seules les personnes mandatées par le Conseil central ont droit de consultation
Notes : Titre basé sur le contenu du fonds. Aucun autre versement n'est attendu

Fonds Syndicat des travailleurs de l'industrie de l'aiguille de la région de Thetford Mines (CSN)
Dates : 1973 - 1974
Genre de documents : 0,02 m de documents textuels
Portée et contenu : Le fonds d'archives témoigne de la campagne de syndicalisation entreprise par la Confédération des syndicats nationaux pour représenter les employés de l'Industrie de l'aiguille Limitée. Il reflète également le refus de l'employeur face à la création d'une entité syndicale. Le fonds se compose de documents juridiques, de documents financiers, de correspondance, de formules d'adhésion, de correspondance, de communiqués de presse et de télégrammes
Cote assignée par le centre d'archives : P150
Histoire administrative / notice biographique : Le Syndicat des travailleurs de l'industrie de l'aiguille de la région de Thetford Mines (CSN) se réunit pour fonder l'organisme en novembre 1973. Il veut représenter les employés oeuvrant au sein de la compagnie «Industrie de l'aiguille Limitée». L'entreprise se spécialise dans la confection de vêtements pour enfants. Devant la réticence de l'employeur à la présence syndicale, le syndicat n'obtient jamais son accréditation syndicale
Point d'accès / provenance : Syndicat des travailleurs de l'industrie de l'aiguille de la région de Thetford Mines (CSN)
Numéro d'identification du fonds ou de la collection assigné par l'établissement : P150
URL du fonds : Lien
Nom du centre d'archives : Centre d'archives de la région de Thetford
Historique de la conservation : Hervéline Guay, du Conseil central des syndicats nationaux de Thetford Mines, verse à la SAHRA le fonds d'archives en octobre 1997. Un contrat est signé par Daniel Ruel, président du Conseil central. Les documents sont conservés avant leur versement dans les locaux de l'édifice syndical situé sur l'avenue Labbé à Thetford Mines
Restrictions régissant l'accès : Consultation libre sur place. Les documents qui comportent des renseignements personnels ne peuvent être consultés pour une période de 50 ans. Pour ces documents, seules les personnes mandatées par le Conseil central ont droit de consultation
Restrictions régissant la reproduction : Avec autorisation
Restrictions régissant la publication : Avec autorisation
Notes : Titre basé sur le contenu du fonds. Aucun autre versement n'est attendu

Fonds Syndicat des employés des Ateliers Blais de Thetford Mines Inc. (CSN)

Dates : 1978 - 1989

Genre de documents : 0,03 m de documents textuels

Portée et contenu :
Le fonds d'archives illustre l'activité syndicale chez les Ateliers Blais de Thetford Mines Inc., industrie spécialisée dans la soudure générale et dans la fabrication de structures d'acier. Il révèle les causes de syndicalisation de ce groupe de travailleurs et leurs conditions de travail. Certaines archives témoignent des droits, obligations et recours des membres du syndicat; de la composition et des pouvoirs de l'assemblée générale ainsi que du comité exécutif; des devoirs, pouvoirs et élections des officiers syndicaux et des procédures d'assemblée. D'autres documents relatent les causes et les événements de la grève qui a éclaté en novembre 1978 ainsi que l'entente intervenue entre les deux parties à la suite du conflit en mars 1979.
Le fonds renferme une requête en accréditation syndicale, des statuts et règlements, des griefs, des documents juridiques, des documents financiers, de la correspondance, des communiqués de presse, des télégrammes ainsi que des listes d'employés

Cote assignée par le centre d'archives : P151

Histoire administrative / notice biographique :
Fondé le 10 mars 1978, le Syndicat des employés des Ateliers Blais de Thetford Mines Inc. (CSN) obtient son accréditation syndicale le 19 mai 1978. Il représente tous les salariés au sens du Code du travail sauf les dessinateurs engagés pour un travail temporaire à l'emploi des Ateliers Blais de Thetford Mines Inc. Cette industrie fabrique des structures d'acier, des feuilles de métal et exécute des travaux de soudure générale. En août 1978, des négociations débutent en vue de conclure une convention collective. En novembre 1978, les employés refusent les offres patronales et votent un mouvement de grève qui se poursuit jusqu'en mars 1979.
L'instance syndicale a pour mandat l'étude, la protection et le développement des intérêts professionnels, économiques, sociaux et moraux de ses membres par divers moyens: acquisition d'une meilleure compétence professionnelle et d'une meilleure éducation sociale de ses membres, obtention d'un meilleur niveau de vie des travailleurs, négociation et conclusion de conventions collectives

Point d'accès : Syndicat des employés des Ateliers Blais de Thetford Mines Inc. (CSN)

Numéro d'identification du fonds ou de la collection assigné par l'établissement : P151

URL du fonds : Lien

Nom du centre d'archives : Centre d'archives de la région de Thetford

Historique de la conservation : Hervéline Guay, du Conseil central des syndicats nationaux de Thetford Mines, verse à la SAHRA le fonds d'archives en octobre 1997. Un contrat est signé par Daniel Ruel, président du Conseil central. Les documents sont conservés avant leur versement dans les locaux de l'édifice syndical situé sur l'avenue Labbé à Thetford Mines

Restrictions régissant l'accès : Consultation libre sur place. Les documents qui comportent des renseignements personnels ne peuvent être consultés pour une période de 50 ans. Pour ces documents, seules les personnes mandatées par le Conseil central ont droit de consultation

Notes : Titre basé sur le contenu du fonds. Aucun autre versement n'est attendu

Fonds Syndicat des bâtisseurs (CSN)
Dates : 1979 - 1981
Genre de documents : 0,9 m de documents textuels
Portée et contenu : Le fonds d'archives révèle la fondation et les activités du Syndicat des bâtisseurs chez «Launer Inc.», entreprise située à Saint-Jacques-de-Leeds. Il témoigne des conditions de travail, de sécurité et de santé des travailleurs ainsi que les efforts déployés par le syndicat pour les améliorer. Certains documents montrent les échanges avec l'employeur et les diverses instances syndicales reliées à la CSN afin d'arriver à une conclusion de convention collective. Le fonds contient une requête d'accréditation syndicale, des statuts et règlements, des conventions collectives, des griefs, des documents juridiques, des documents financiers, de la correspondance, des télégrammes, des coupures de presse, des communiqués de presse, des listes d'employés et des listes d'officiers syndicaux
Cote assignée par le centre d'archives : P152
Histoire administrative / notice biographique : Une accréditation syndicale est accordée au Syndicat des bâtisseurs (CSN) en juin 1979. L'organisme représente tous les salariés au sens du Code du travail à l'exception des vendeurs, dessinateurs et employés de bureau à l'emploi de «Launer Inc.» Cette industrie se spécialise dans la fabrication de maisons sectionnelles. En janvier 1981, la compagnie ferme ses portes en raison de la forte diminution de la construction domiciliaire au Québec. L'organisation syndicale a le mandat d'étudier, protéger et développer les intérêts professionnels, économiques, sociaux et moraux de ses membres par tous les moyens conformes à la justice et à l'honneur. Pour l'atteinte de son objectif, le syndicat favorise le développement d'une meilleure éducation sociale et de compétences professionnelles de ses membres. Il désire obtenir un meilleur niveau de vie aux employés en négociant et concluant des conventions collectives
Point d'accès / provenance : Syndicat des bâtisseurs (CSN)
Numéro d'identification du fonds ou de la collection assigné par l'établissement : P152
URL du fonds : Lien
Nom du centre d'archives : Centre d'archives de la région de Thetford
Historique de la conservation : Hervéline Guay, du Conseil central des syndicats nationaux de Thetford Mines, verse à la SAHRA le fonds d'archives en octobre 1997. Un contrat est signé par Daniel Ruel, président du Conseil central. Les documents sont conservés avant leur versement dans les locaux de l'édifice syndical situé sur l'avenue Labbé à Thetford Mines
Restrictions régissant l'accès : Consultation libre sur place. Les documents qui comportent des renseignements personnels ne peuvent être consultés pour une période de 50 ans. Pour ces documents, seules les personnes mandatées par le Conseil central ont droit de consultation
Restrictions régissant la reproduction et la publication : Avec autorisation
Notes : Titre basé sur le contenu du fonds. Aucun autre versement n'est attendu

Fonds Syndicat des employés barbiers et coiffeurs du comté de Mégantic (CSN)
Dates : 1962 - 1967
Genre de documents : 0,3 m de documents textuels
Portée et contenu : Le fonds témoigne de la création et de l'implication du syndicat dans le but d'offrir aux barbiers et coiffeurs de meilleures conditions de travail. Il fait état de négociations qui l'ont impliqué. Le fonds se compose de correspondances et de statuts et règlements de l'Association patronale des barbiers et coiffeurs du comté de Mégantic
Cote assignée par le centre d'archives : P153
Histoire administrative / notice biographique : Le Syndicat des employés barbiers et coiffeurs du comté de Mégantic se forme le 10 décembre 1962 lors d'une assemblée de fondation à Thetford Mines. Outre les barbiers et coiffeurs, sont présents Messieurs l'abbé Henri Masson du Conseil central de Thetford Mines, Guy McKibbin du Syndicat des barbiers et coiffeurs de la province de Québec et Gariel Gosselin du Comité conjoint des coiffeurs de Québec. C'est à ce moment que s'exécute l'élection d'un exécutif temporaire. Carole Blais devient alors la première présidente du nouveau syndicat. On précise également le nom, le mandat et tout ce qui est relatif aux cotisations syndicales. Des affiliations avec le Conseil central des syndicats nationaux, la Fédération des barbiers et coiffeurs du Québec et la Confédération des syndicats nationaux sont mises sur la table. En 1963, le syndicat négocie et signe sa première convention collective avec l'Association patronale de la coiffure du comté de Frontenac inc. Après de nombreuses démarches, le syndicat obtient son affiliation au Conseil central des syndicats nationaux le 10 février 1964. Les négociations d'une deuxième convention collective sont difficiles. Le syndicat fait une demande de conciliation auprès du ministère du Travail et après trois séances, les résultats sont vains. Donc, en assemblée générale le 18 octobre 1967, le syndicat décide de se dissoudre et cette dissolution prend effet le 27 octobre suivant en raison du faible nombre de membres qui rend difficile la tâche de négocier avec la partie patronale. Syndicat regroupant uniquement des barbiers et coiffeurs du comté de Mégantic, il a pour mandat l'étude, la protection et le développement des intérêts professionnels, économiques, sociaux et moraux de ses membres. L'exécutif se compose d'un président, d'un vice-président, d'un secrétaire-trésorier et de deux puis de trois directeurs tous élus démocratiquement lors d'une assemblée générale
Point d'accès : Syndicat des employés barbiers et coiffeurs du comté de Mégantic (CSN)
Numéro d'identification du fonds ou de la collection assigné par l'établissement : P153
URL du fonds : Lien
Nom du centre d'archives : Centre d'archives de la région de Thetford
Historique de la conservation : Hervéline Guay, du Conseil central des syndicats nationaux de Thetford Mines, verse à la SAHRA le fonds d'archives en octobre 1997. Un contrat est signé par Daniel Ruel, président du Conseil central. Les documents sont conservés avant leur versement dans les locaux de l'édifice syndical situé sur l'avenue Labbé à Thetford Mines
Restrictions régissant l'accès : Consultation libre sur place. Les documents qui comportent des renseignements personnels ne peuvent être consultés pour une période de 50 ans. Pour ces documents, seules les personnes mandatées par le Conseil central ont droit de consultation

Fonds Association des institutrices laïques de Thetford Mines Inc.

Dates : 1945 - 1966

Genre de documents : 0,15 m de documents textuels

Portée et contenu :
Le fonds témoigne des activités de l'organisme syndical et retrace les nombreuses difficultés rencontrées par ses membres lors de sa création et pour sa survie. Il donne une image fidèle de l'organisation et du fonctionnement de l'Assocation des institutrices laïques de Thetford Mines Inc. Le fonds est constitué de statuts et règlements, procès-verbaux, correspondance, listes de membres, conventions collectives, mémoires, documents législatifs, documents financiers, rapports, mémoires, bulletins d'information, extraits de journaux

Cote assignée par le centre d'archives : P154

Histoire administrative / notice biographique :
Chez les institutrices laïques, l'organisation professionnelle remonte à 1930 pour la ville de Montréal et à partir de 1936 pour la ville de Québec et les campagnes de la province de Québec. La naissance de ces associations s'inspire de l'insuffisance salariale dont sont victimes les institutrices. C'est en 1939 que la Commission des relations ouvrières reconnaît à Thetford Mines l'association comme agent négociateur auprès de la Commission scolaire. En 1941, en vertu de la loi des syndicats professionnels, l'Association des institutrices laïques de Thetford Mines est légalement constituée en corporation. Le 31 mai 1949, un certificat de reconnaissance syndicale lui est émis et lui permet de représenter les institutrices à l'emploi de la Commission scolaire de Black Lake. Suite à une demande de changement de nom, l'Association des institutrices laïques de Thetford Mines portera le nom, à partir du 16 juin 1954, de «Syndicat national catholique des professeurs laïcs de Thetford Mines Inc.» Le mandat de l'organisation syndicale est la reconnaissance des compétences des institutrices par les commissaires d'école de la municipalité de Thetford Mines dans le but d'accorder un salaire nécessaire à leur subsistance équivalant au travail donné en plus de leur garantir la sécurité d'emploi. Pour ce faire, le syndicat s'appuie sur les nombreuses dispositions des différentes lois sociales de la province de Québec dont la Loi des relations ouvrières. À la tête de l'Association des institutrices laïques de Thetford Mines se trouvent une présidente et un conseil exécutif dont la charge est de négocier, entre autres, une convention collective et de veiller au respect des clauses établies

Point d'accès / provenance : Association des institutrices laïques de Thetford Mines Inc.

Numéro d'identification du fonds ou de la collection assigné par l'établissement : P154

URL du fonds : Lien

Nom du centre d'archives : Centre d'archives de la région de Thetford

Historique de la conservation : Le Conseil central des syndicats nationaux de Thetford Mines, par le biais d'Hervéline Guay, a déposé ce fonds d'archives en octobre 1997. Un contrat d'acquisition est signé par Daniel Ruel, président de l'organisme. Avant leur versement, les documents étaient entreposés dans les locaux de l'édifice syndical situé sur l'avenue Labbé à Thetford Mines

Restrictions régissant l'accès : Consultation libre sur place. Les documents qui comportent des renseignements personnels ne peuvent être consultés pour une période de 60 ans. Pour ces documents, seules les personnes mandatées par le Conseil central ont droit de consultation

Fonds Syndicat des employés de Campeau, Lafontaine et Duval Inc. (CSN)
Dates :1976 - 1977
Genre de documents :0,03 m de documents textuels
Portée et contenu : Le fonds témoigne de la création et de l'implication du syndicat pour défendre les intérêts des employés de la compagnie. Il fait également état des procédures légales vis-à-vis l'accréditation du syndicat. Le fonds se compose de statuts et règlements, d'un procès-verbal, de jugements, de formulaires et de correspondance
Cote assignée par le centre d'archives : P155
Histoire administrative / notice biographique : Le Syndicat des employés de Campeau, Lafontaine et Duval Inc. (CSN) se forme le 18 août 1976 lors d'une assemblée de fondation à Thetford Mines. Sous la présidence de Monsieur Patrick Simms, l'élection du premier exécutif s'exécute. Messieurs Bertrand Grenier, Allen Donovan et Pierre Simard deviennent respectivement président, secrétaire et trésorier. Lors de cette réunion, le nom est choisi, on adopte les statuts et règlements, on suggère de présenter une demande d'accréditation auprès du ministère du Travail et de s'affilier avec la CSN de Thetford Mines. Le syndicat obtient son accréditation le 30 novembre 1976 et l'employeur conteste la légitimité de cette accréditation. Entre février et mars 1977, les membres abandonnent le syndicat et ce dernier cesse ses activités au printemps 1977. Syndicat regroupant les employés de la compagnie d'assurances Campeau, Lafontaine et Duval, il a pour mandat l'étude, la protection et le développement des intérêts professionnels, économiques, sociaux et moraux de ses membres par tous les moyens conformes à la justice et à l'honneur. L'exécutif se compose d'un président, d'un vice-président, d'un secrétaire, d'un trésorier et d'un directeur tous élus démocratiquement lors d'une assemblée annuelle
Point d'accès / provenance: Syndicat des employés de Campeau, Lafontaine et Duval Inc. (CSN)
Numéro d'identification du fonds ou de la collection assigné par l'établissement :P155
URL du fonds : Lien
Nom du centre d'archives :Centre d'archives de la région de Thetford
Historique de la conservation :Hervéline Guay, du Conseil central des syndicats nationaux de Thetford Mines, verse à la SAHRA le fonds d'archives en octobre 1997. Un contrat est signé par Daniel Ruel, président du Conseil central. Les documents sont conservés avant leur versement dans les locaux de l'édifice syndical situé sur l'avenue Labbé à Thetford Mines
Restrictions régissant l'accès :Consultation libre sur place. Les documents qui comportent des renseignements personnels ne peuvent être consultés pour une période de 50 ans. Pour ces documents, seules les personnes mandatées par le Conseil central ont droit de consultation
Restrictions régissant la reproduction :Avec autorisation
Restrictions régissant la publication :Avec autorisation
Notes :Titre basé sur le contenu du fonds. Aucun autre versement n'est attendu

Fonds Syndicat des employés de Polybec (CSN)
Dates :1970 - 1976
Genre de documents :0,052 m de documents textuels
Portée et contenu : Le fonds d'archives reflète les activités syndicales du Syndicat des employés de Polybec (CSN). De fait, il témoigne des conditions de travail des travailleurs au niveau des salaires, horaires de travail, ancienneté, vacances, assurance collective et autres. Enfin, il traite du conflit d'octobre 1974, alors que les employés de Polybec sortent en journées d'étude pour protester contre le manque de sécurité au travail et la pollution de l'air à l'intérieur de l'usine. Le fonds contient des requêtes en accréditation, des statuts et règlements, des listes d'employés et d'ancienneté, de la correspondance, des communiqués de presse, des documents financiers, des documents juridiques et des coupures de journaux
Cote assignée par le centre d'archives : P156
Histoire administrative / notice biographique : Le Syndicat des employés de Polybec (CSN) est accrédité en mai 1973. Sa juridiction s'étend à tous les salariés à l'exception des contremaîtres et des employés de bureau. Le syndicat est administré par le conseil syndical sous la direction de l'assemblée générale. Affilié au Conseil central des syndicats nationaux de Thetford Mines, à la Confédération des syndicats nationaux (CSN) et à la Fédération de la métallurgie, des mines et des produits chimiques, il s'engage à respecter leurs statuts. De plus, il a pour but l'étude, la protection et le développement des intérêts professionnels, économiques, sociaux et moraux de ses membres par tous les moyens conformes à la justice et à l'honneur
Point d'accès / provenance :Syndicat des employés de Polybec (CSN)
Numéro d'identification du fonds ou de la collection assigné par l'établissement :P156
URL du fonds : Lien
Nom du centre d'archives :Centre d'archives de la région de Thetford
Historique de la conservation :Les archives sont acquises en octobre 1997 par le biais de Hervéline Guay, permanente au Conseil central. Les documents sont conservés avant leur versement dans les locaux de l'édifice syndical situé sur l'avenue Labbé à Thetford Mines
Restrictions régissant l'accès :Consultation libre sur place. Les documents qui comportent des renseignements personnels ne peuvent être consultés pour une période de 50 ans
Restrictions régissant la reproduction :Avec autorisation
Restrictions régissant la publication :Avec autorisation
Notes :Titre basé sur le contenu du fonds. Aucun autre versement n'est attendu. Originaux et copies

Fonds Syndicat des employés d'entretien d'édifices publics de la région de Thetford Mines
Dates :1971 - 1979
Genre de documents :0,05 m de documents textuels
Portée et contenu : Le fonds témoigne de la création et des activités du syndicat. Il renseigne sur son organisation, son fonctionnement et les divers changements qui surviennent au fil du temps et des événements. Le fonds est composé de statuts et règlements, procès-verbaux, requêtes, griefs, dossier sur la grève de 1976, correspondance, conventions collectives, descriptions de tâches, listes et coupures de presse
Cote assignée par le centre d'archives : P157
Histoire administrative / notice biographique : Le 16 octobre 1971 se tient à Thetford Mines l'assemblée de fondation du Syndicat des employés de Gratien Veilleux Inc. Il y est proposé et adopté que les personnes présentes fondent un syndicat de salariés au sens de la Loi des relations de travail sous le nom «Syndicat des employés d'entretien d'édifices publics de la région de Thetford Mines». L'organisme syndical est administré par un conseil exécutif élu par les membres. Il est formé du président Roland Vachon, de la secrétaire Lucie Bizier et de la trésorière Denise Lachance. Le 8 novembre 1971, le syndicat reçoit son accréditation syndicale par le ministère du Travail et de la Main d'oeuvre pour représenter tous les salariés au sens du Code du travail de la compagnie. Sont exclus les employés faisant déjà partie d'une accréditation, les aumôniers, les psychologues, les éducateurs de groupe et les étudiants embauchés par l'employeur. Il est affilié à la CSN et adhère à ses principes. Suite au dépôt d'une requête en changement de nom en 1973, l'entreprise devient «Maintenance Eureka Ltée». À partir du 19 juillet 1973, il quitte la CSN pour l'Union des employés de service (FTQ). Le mandat du syndicat est celui d'unique agent négociateur auprès de l'employeur. Il représente les employés de façon à maintenir et promouvoir de bonnes relations entre l'employeur et le syndicat dans des conditions où la sécurité et le bien-être des employés sont assurés. Il facilite le règlement de conflits qui peuvent survenir entre l'employeur et son personnel. Le syndicat reconnaît à l'employeur le droit d'exercer ses fonctions de direction, d'administration et de gestion
Point d'accès:Syndicat des employés d'entretien d'édifices publics de la région de Thetford Mines
Numéro d'identification du fonds ou de la collection assigné par l'établissement :P157
URL du fonds : Lien
Nom du centre d'archives :Centre d'archives de la région de Thetford
Historique de la conservation :Le Conseil central des syndicats nationaux de Thetford Mines, par le biais d'Hervéline Guay, a versé à la SAHRA ce fonds d'archives en octobre 1997. Un contrat d'acquisition est signé par Daniel Ruel, président de l'organisme. Avant leur versement, les documents étaient entreposés dans les locaux de l'édifice syndical situé sur l'avenue Labbé de Thetford Mines
Restrictions régissant l'accès :Consultation libre sur place. Les documents qui comportent des renseignements personnels ne peuvent être consultés pour une période de 60 ans. Pour ces documents, seules les personnes mandatées par le Conseil central ont droit de consultation

Fonds Syndicat des employés de S.Setlakwe Ltée (Magasin de Thetford Mines) (CSN)
Dates :1976 - 1977
Genre de documents :0,002 m de documents textuels
Portée et contenu : Le fonds témoigne de la création et de l'implication du syndicat pour défendre les intérêts des employés de la compagnie. Il également état des remous causés par la mise en place d'un syndicat. Le fonds se compose de statuts et règlements, d'un procès-verbal, de jugements, de formulaires et de correspondance
Cote assignée par le centre d'archives : P158
Histoire administrative / notice biographique : Le Syndicat des employés de S.Setlakwe se forme le 20 septembre 1976 lors d'une assemblée de fondation à Thetford Mines. Sous la présidence de Monsieur Patrick Simms, l'élection du premier exécutif s'exécute. Messieurs Yvan Dulac, Claude Nadeau et André Beaudoin deviennent respectivement président, secrétaire et trésorier. Lors de cette réunion, le nom est choisi, on adopte les statuts et règlements, on suggère de présenter une demande d'accréditation auprès du ministère du Travail et de s'affilier avec la CSN de Thetford Mines. Le syndicat obtient son accréditation le 22 octobre 1976 que l'employeur désapprouve. À l'été 1977, les membres abandonnent le syndicat et ce dernier cesse ses activités officiellement le 9 décembre 1977. Syndicat regroupant les employés de S.Setlakwe meubles Ltée, il a pour mandat l'étude, la protection et le développement des intérêts professionnels, économiques, sociaux et moraux de ses membres par tous les moyens conformes à la justice et à l'honneur. L'exécutif se compose d'un président, d'un vice-président, d'un secrétaire, d'un trésorier, d'un directeur, d'un conseiller technique et d'un conseiller en éducation tous élus démocratiquement lors d'une assemblée annuelle
Point d'accès / provenance : Syndicat des employés de S.Setlakwe Ltée (Magasin de Thetford Mines) (CSN)
Numéro d'identification du fonds ou de la collection assigné par l'établissement : P158
URL du fonds : Lien
Nom du centre d'archives : Centre d'archives de la région de Thetford
Historique de la conservation : Hervéline Guay, du Conseil central des syndicats nationaux de Thetford Mines, verse à la SAHRA le fonds d'archives en octobre 1997. Un contrat est signé par Daniel Ruel, président du Conseil central. Les documents sont conservés avant leur versement dans les locaux de l'édifice syndical situé sur l'avenue Labbé à Thetford Mines
Restrictions régissant l'accès : Consultation libre sur place. Les documents qui comportent des renseignements personnels ne peuvent être consultés pour une période de 50 ans. Pour ces documents, seules les personnes mandatées par le Conseil central ont droit de consultation
Restrictions régissant la reproduction : Avec autorisation
Notes : Titre basé sur le contenu du fonds. Aucun autre versement n'est attendu

Fonds Syndicat des employés de Lambton Manufacturing Ltée
Dates : 1974 - 1976
Genre de documents : 0,04 m de documents textuels. - 4 photographies
Portée et contenu : Le fonds illustre la création, les activités et la dissolution de l'organisation syndicale. Il renseigne sur son organisation et son fonctionnement. Le fonds est constitué des documents suivants: statuts et règlements, requête et révocation d'accréditation, procès-verbaux, griefs, dossier sur conflit ouvrier, documents juridiques, formulaires d'adhésion, listes de membres, documents financiers, conventions collectives, correspondance et photographies
Cote assignée par le centre d'archives : P159
Histoire administrative / notice biographique : L'assemblée de fondation a lieu le 1er juin 1974 à St-Sébastien. Il y est proposé et adopté que les personnes présentes fondent un syndicat au sens de la loi du Code du travail sous le nom de «Syndicat des employés de Lambton Manufacturing Ltée». À cette première assemblée sont élus les trois membres du conseil exécutif soit: Armand Quirion en tant que président, Claude Proteau au poste de secrétaire et Jean-Marc Gosselin à titre de trésorier. Le syndicat reçoit son accréditation du ministère du Travail et de la Main d'oeuvre le 16 octobre 1974 et représente tous les salariés à l'exception des employés de bureau. Le 26 février 1975, il se joint à la Confédération des syndicats nationaux. Après dix mois de négociations sans entente dans le cadre d'une convention collective, le syndicat voit son accréditation révoquée en avril 1976. Cette même année, le syndicat déserté par les membres est dissout. Le syndicat adhère aux principes de la CSN et a pour mandat l'étude, la protection et le développement des intérêts professionnels, économiques, sociaux et moraux de ses membres. C'est le conseil exécutif formé des trois officiers qui représentent les membres vis-à-vis la partie patronale
Point d'accès / provenance : Syndicat des employés de Lambton Manufacturing Ltée
Numéro d'identification du fonds ou de la collection assigné par l'établissement : P159
URL du fonds : Lien
Nom du centre d'archives : Centre d'archives de la région de Thetford
Historique de la conservation : Hervéline Guay du Conseil central des syndicats nationaux de Thetford Mines verse à la SAHRA le fonds d'archives en octobre 1997. Un contrat d'acquisition est signé par Daniel Ruel, président de l'organisme. Les documents étaient conservés, avant leur versement, dans un local de l'édifice syndical situé sur l'avenue Labbé à Thetford Mines
Restrictions régissant l'accès : Consultation libre sur place. Les documents qui comportent des renseignements personnels ne peuvent être consultés pour une période de 60 ans. Pour ces documents, seules les personnes mandatées par le Conseil central ont droit de consultation
Restrictions régissant la reproduction et la publication : Avec autorisation
Notes : Titre basé sur le contenu du fonds

Fonds Famille Joseph-Olivier Landry
Dates : 1914 - 1960
Genre de documents : 14 photographies et documents généalogiques
Portée et contenu : Le fonds d'archives témoigne de l'existence de la famille Joseph-Olivier Landry et retrace les naissances, mariages et sépultures. Le fonds renferme des documents généalogiques et contient également des documents photographiques
Cote assignée par le centre d'archives : P170
Histoire administrative / notice biographique : Joseph-Olivier Landry est né en 1877. Le 16 janvier 1900, il épouse Arthémise Cantin à St-Jean-Chrysostome. Quatre enfants sont issus de cette union. Son épouse décède à Thetford Mines le 25 octobre 1905. Le 27 avril 1908, Joseph-Olivier Landry épouse en deuxièmes noces Maria Huard âgée de 27 ans. Les épousailles ont lieu dans la paroisse Saint-Alphonse de Thetford Mines. Celle-ci donne naissance à six enfants. Elle décède le 18 avril 1925 tandis que J.-O. Landry s'éteint à l'âge de 79 ans, le 5 mai 1956. Joseph-Olivier Landry est mineur à la «King Asbestos Co.» et devient le premier président du Syndicat national catholique de l'amiante. De sa première union est né un fils, Dalma Landry, qui deviendra juge de la Cour supérieure du Canada en décembre 1943
Point d'accès / provenance : Landry, Joseph-Olivier (Famille)
Numéro d'identification du fonds ou de la collection assigné par l'établissement : P170
URL du fonds : Lien
Nom du centre d'archives : Centre d'archives de la région de Thetford
Historique de la conservation : Le fonds d'archives est apporté à la SAHRA par Gérard Landry, un notaire à la retraite de Thetford Mines. Ce dernier a recueilli les documents chez une cousine. Un contrat d'acquisition est signé par Gérard Landry le 3 juin 1999
Restrictions régissant l'accès : Consultation libre sur place
Restrictions régissant la reproduction : Avec autorisation
Restrictions régissant la publication : Avec autorisation
Notes : Titre basé sur le contenu du fonds

Fonds André Laliberté
Dates : 1992 - 2001
Genre de documents : 0,3 m de documents textuels. - 27 photographies
Portée et contenu : Le fonds témoigne de l'implication syndicale d'André Laliberté dans les mines d'amiante et de son appui aux travailleurs, surtout lors de la fermeture de la mine British Canadian à Black Lake en 1998. Le fonds contient des procès-verbaux, de la correspondance, des listes d'employés, des conventions collectives, des rapports, des coupures de presse, des communiqués de presse, des photographies, des cassettes vidéo et des enregistrements sonores
Cote assignée par le centre d'archives : P174
Histoire administrative / notice biographique : André Laliberté naît à Black Lake le 25 août 1942 de l'union de Jules et Rose-Hélène Provençal. Il fait ses études primaires au Collège St-Désiré de Black Lake. Par la suite, il s'inscrit à l'Académie de Québec, qui représente une faculté extérieure de l'Université Laval, en commerce et administration. Suite à l'incendie de l'institution scolaire, il délaisse les études pour le marché du travail. Il travaille tour à tour chez Lynn MacLeod Engineering et à la Laiterie Lallier. Son frère Normand et lui décident de s'éloigner de la région pour travailler dans l'état du Connecticut aux États-Unis dans une industrie de textile où il a l'occasion de parfaire ses connaissances de la langue anglaise. En 1965, la mine Normandie de Vimy Ridge lui offre un emploi de classeur de fibres. Plus tard, il se retrouve à la mine British Canadian I de Black Lake toujours à titre de classeur de fibres. Dès 1970, il débute son expérience dans le syndicalisme à titre de délégué de département pour la mine Normandie. Pendant la grève de 1975, il s'implique davantage pour venir en aide aux grévistes et à leur famille. En 1981, il est élu trésorier du Syndicat des travailleurs de la Société Asbestos Limitée puis siège sur le Comité des griefs. Lors de la rationalisation des opérations de la SAL qui entraîne la fermeture de plusieurs mines d'amiante de la région, il s'occupe des pré-retraités. Entre 1991 et 1999, il devient le président du Syndicat des travailleurs de la Société Asbestos Limitée où il doit s'occuper des travailleurs mis à pied lors de la fermeture de la mine British Canadian en 1998
Historique de la conservation **:** André Laliberté contacte la Société des archives historiques de la région de L'Amiante dans le but d'y déposer les archives entre septembre et octobre 2001 pour mieux les conserver.
Numéro d'identification du fonds ou de la collection assigné par l'établissement : P174
URL du fonds : Lien
Nom du centre d'archives : Centre d'archives de la région de Thetford

Fonds Comité des femmes d'appui aux mineurs
Dates : 1973-1979
Genre de documents : 0,26 m de documents textuels.
Portée et contenu : Le fonds témoigne des activités du Comité des femmes d'appui aux mineurs lors de la grève de l'amiante de 1975. Il fait état aussi des décisions prises par les membres du conseil d'administration et traite des liens qu'entretient le comité avec d'autres organisations. Le fonds comprend des procès-verbaux, de la correspondance, des coupures de presse, de la documentation amassée et un historique du comité.
Cote assignée par le centre d'archives : P188
Histoire administrative / notice biographique : Le Comité des femmes d'appui aux mineurs qui est mis sur pied dans la région de l'Amiante en novembre 1974, a pour objectifs d'informer et faire participer les femmes à la chose syndicale et aussi de faire connaître la situation des amiantosés. Après le déclenchement de la grève de l'amiante, le C.F.A.M., face au déroulement des événements, se change en un groupe de mobilisation des travailleurs et de dénonciation. Il est l'initiateur des organisations de postes de péage, de la fête du 6e mois, de manifestations diverses et de la journée des femmes au piquet de grève. Il dénonce les conflits d'intérêts des directions syndicales résultant des enjeux politiques entre les deux centrales et leur immobilisme face au travail de conscientisation et de mobilisation qui vise à développer l'unité, la solidarité et la combativité des travailleurs. Après le règlement du conflit minier, le C.F.A.M. s'implique dans différents dossiers touchant de près ou de loin au monde minier et syndical. C'est ainsi qu'il appuie la Ligue des Citoyens du quartier Mitchell qui souhaite la construction d'un viaduc sur la route 112-A dans le but de diminuer le risque de collision avec les camions qui voyagent entre la King Beaver et le moulin de la British Canadian, ou encore, qu'il soutient les enseignants dans leur négociation avec le gouvernement. Le 22 janvier 1979, les membres décident à l'unanimité de dissoudre le comité et de remettre à la J.O.C. l'argent qui reste dans leur coffre.
Historique de la conservation **:** Le fonds d'archives a été cédé à la SAHRA par le Musée minéralogique et minier de Thetford Mines en 2003. Ce dernier l'avait reçu de Denise Boudjack Dupont lors de la même année.
Numéro d'identification du fonds ou de la collection assigné par l'établissement : P188
URL du fonds : Lien
Nom du centre d'archives : Centre d'archives de la région de Thetford

Collection Jeannette Giguère
Dates : 1951-1975
Genre de documents : 155 documents iconographiques
Portée et contenu : La collection témoigne d'une visite à la mine Lac d'amiante du Québec, de l'incendie chez Polybec inc, de la marche de solidarité survenue lors de la grève de 1975, de la vie étudiante dans les années 1950-1960 et des membres de la chorale Clair Matin. La collection comprend des documents iconographiques.
Cote assignée par le centre d'archives : P203
Histoire administrative / notice biographique : Jeannette Giguère naît en 1943 dans le quartier Mitchell. Fille de Philibert Giguère (d'East Broughton) et de Marie-Jeanne (Audet dit) Lapointe (de Disraëli), elle est la cadette d'une famille de quatre enfants. Outre sa première année, elle effectue ses études primaires à l'École Modèle et ses études secondaires au couvent Saint-Alphonse. Par la suite, elle obtient les brevets d'enseignement C et B à l'école Normale de Thetford Mines. Au niveau universitaire, Jeannette obtient un baccalauréat ès arts de l'Université Laval, en 1970, un baccalauréat en pédagogie, mention géographie et histoire, de l'Université de Sherbrooke, en 1970 et un baccalauréat en enseignement secondaire, mention français, de l'Université Laval, en 1976. Du point de vue professionnel, elle enseigne au couvent Sainte-Thérèse (1962-1968), à l'école Albert-Carrier (1968-1970), au Collège de La Salle (1970-1972) et à la polyvalente de Thetford Mines (1972-1996). Au cours de sa carrière, Jeannette enseigne le français, l'éducation physique, la géographie et tout spécialement, l'histoire. Elle siège aussi sur de nombreux comités d'école et au sein du Syndicat de l'enseignement de L'Amiante. En 1996, suite à des problèmes vocaux, elle doit abandonner l'enseignement ce qui lui laisse plus de temps pour ses nombreux loisirs comme la lecture, la musique (elle a fait partie en autre de la Chorale Clair Matin pendant 6 ans) et les voyages. Elle s'implique aussi dans des organismes culturels et en particulier à la Société de généalogie et d'histoire de la région de Thetford Mines où elle siège sur le conseil d'administration depuis 1996.
Historique de la conservation **:** Sensibilisée à l'importance de conserver et diffuser les archives, Jeannette Giguère prend la décision de nous verser les documents qui témoignent de la région.
Numéro d'identification du fonds ou de la collection assigné par l'établissement : P203
URL du fonds : Lien
Nom du centre d'archives : Centre d'archives de la région de Thetford

Fonds Syndicat des salariés de Roto-SNA (CSD)

Dates : 1988-1996

Genre de documents : 0,419 m de documents textuels.

Portée et contenu :
Le fonds témoigne de la création et des activités du syndicat. Il renseigne sur son organisation, son fonctionnement et les divers changements qui surviennent au fil du temps et des événements.

Le fonds est composé de statuts et règlements, procès-verbaux, griefs, correspondance, conventions collectives, assurances collectives, ouvertures de poste et documents financiers.

Cote assignée par le centre d'archives : P209

Histoire administrative / notice biographique :
Le 24 août 1988 se tient à Thetford Mines l'assemblée de fondation du Syndicat des salariés de Roto-SNA (CSD) ayant son siège social à St-Georges de Beauce. L'organisme syndical est administré par un conseil exécutif élu par les membres. Il est formé de la présidente Diane Côté, de la secrétaire Thérèse Maranda et du trésorier Jean-Louis Labonté. Le syndicat représente tous les salariés au sens du Code du travail de la compagnie à l'exception des employés de bureau. Il est affilié à la CSD et à la Fédération de la Métallurgie (CSD).

Les objectifs du syndicat sont l'étude, la sauvegarde et le développement des intérêts économiques et sociaux de ses membres, la revendication des droits essentiels à leur reconnaissance pleine et entière dans la société par tous les moyens conformes à la justice et à l'honneur. En mars 1994, suite à un scrutin tenu auprès des membres, le syndicat se désaffilie de la CSD pour s'affilier à la CSN. Du même coup, il change son nom pour Syndicat des salariés de Roto-SNA (CSN). Suite au changement nom de l'entreprise à l'été 1995, le syndicat prend le nom de Syndicat des salariés de Distex-IPI.

Historique de la conservation **:**
Les documents sont versés par Marcel Pelletier représentant du Syndicat des travailleurs horaires de l'Amiante CSN inc. le 28 février 2006.

Numéro d'identification du fonds ou de la collection assigné par l'établissement : P209

URL du fonds : Lien

Nom du centre d'archives : Centre d'archives de la région de Thetford

Notes :
Connu aussi sous les noms de Syndicat des salariés de Roto-SNA (CSN) et Syndicat des salariés de Distex-IPI.
Titre basé sur le contenu du fonds.

Fonds Syndicat national des travailleurs de l'amiante de United Asbestos Corp. Ltd. (CSN)
Dates : 1951-1952
Genre de documents : 0,022 m de documents textuels
Portée et contenu : Le fonds témoigne des activités du syndicat et reflète son implication auprès de ses membres par la conclusion de conventions collectives. Elle fait état aussi des travailleurs qui adhèrent au syndicat. Le fonds se divise en quatre séries: fondation du syndicat, procès-verbaux, conventions collectives et régie interne.
Cote assignée par le centre d'archives : P211
Histoire administrative / notice biographique : Au début de la décennie 1950, l'entreprise canadienne United Asbestos Corporation Ltd débute des forages de prospection sous le Lac Noir à Black Lake. Ceci fait suite aux relevés géologiques qui révèlent d'importants gisements d'amiante. Les employés de la compagnie fondent, le 2 décembre 1951, le Syndicat national des travailleurs de l'amiante de United Asbestos Corporation Limited. Son mandat est l'étude, la protection et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de ses membres. Le syndicat s'affilie à la Fédération nationale des employés de l'industrie minière Inc., au Conseil central des syndicats catholiques de Québec Inc. et à la Confédération des travailleurs catholiques du Canada. Suite au transfert de propriété au milieu des années 1950 entre la United Asbestos et la Lake Asbestos, le syndicat disparaît.
Historique de la conservation : Avant leur versement, les documents étaient conservés dans un local de l'édifice syndical du Conseil central des syndicats nationaux à Thetford Mines. Un contrat d'acquisition est signé le 20 octobre 1992 par Marco Gauthier, représentant du syndicat.
Numéro d'identification du fonds ou de la collection assigné par l'établissement : P211
URL du fonds : Lien
Nom du centre d'archives : Centre d'archives de la région de Thetford

Fonds Cercle ouvrier de Thetford Inc.
Dates : 1931-1935
Genre de documents : 0,017 m de documents textuels.
Portée et contenu : Le fonds fait état des membres fondateurs du Cercle ouvrier de Thetford Inc ainsi que de leur profession. Il témoigne aussi des sujets qui sont abordés lors des assemblées et des moyens mis en oeuvre pour mettre sur pied le Syndicat national catholique de l'amiante. Le fonds renferme la liste des membres fondateurs, un certificat du protonotaire et un livre de procès-verbaux.
Cote assignée par le centre d'archives : P212
Histoire administrative / notice biographique : Fondé le 27 octobre 1930, le Cercle ouvrier de Thetford est sous la présidence de l'abbé Pierre Gravel. Les idéaux du cercle sont l'union, l'instruction et la protection des membres. Pour se faire, lors des différentes séances, les membres font des lectures sur le rôle social de l'Église et écoutent des orateurs les entretenir de différents sujets comme : les œuvres sociales, le rôle des prêtres, les trusts ou encore, le contrat collectif. Le cercle se dissout finalement en 1935 pour laisser la place au Syndicat national catholique de l'amiante qui englobe les mineurs des compagnies minières Asbestos Corporation Limited, Bell Asbestos Mines Limited et Johnson's Company.
Historique de la conservation **:** Les documents qui forment le fonds ont été extraits du fonds Syndicat des travailleurs horaires de l'Amiante CSN Inc. en février 2007.
Numéro d'identification du fonds ou de la collection assigné par l'établissement : P212
URL du fonds : Lien
Nom du centre d'archives : Centre d'archives de la région de Thetford

Fonds Coopérative de solidarité de placement de travailleurs Frontenac
Dates : 1998-2006
Genre de documents : documents textuels
Portée et contenu : Le fonds témoigne des activités de la coopérative qui consistent à trouver des emplois à ses membres et à financer des entreprises qui désirent embaucher des travailleurs. Il fait état aussi des personnes qui siègent sur son conseil d'administration. Finalement, le fonds illustre le budget dont dispose la coopérative pour atteindre ses objectifs. Le fonds comprend quatre sous-séries: statuts et règlements, procès-verbaux, relations extérieures et documents financiers.
Cote assignée par le centre d'archives : P213
Histoire administrative / notice biographique : Le 5 avril 1999 a lieu l'assemblée de fondation de la Coopérative de solidarité de placement de travailleurs Frontenac. Ses objectifs sont d'aider les travailleurs à passer d'un emploi temporaire à un autre en diminuant au minimum les périodes de chômage et d'offrir aux employeurs de la Beauce et de l'Amiante des travailleurs qualifiés qui pourront combler les besoins temporaires de l'entreprise. Après six années d'existence, les membres du conseil d'administration s'entendent pour dissoudre la coopérative en novembre 2005.
Historique de la conservation **:** Le fonds était incorporé avec celui du Syndicat des travailleurs horaires de l'Amiante CSN Inc. qui nous a été versé par Marcel Pelletier et Marcel Morissette en février et mars 2006.
Numéro d'identification du fonds ou de la collection assigné par l'établissement : P213
URL du fonds : Lien
Nom du centre d'archives : Centre d'archives de la région de Thetford

NOTES

Quelques photographies du bureau Syndicat de l'amiante durant la grève de 1949 et de la Signature de la convention collective de travail entre le Syndicat national catholique des employés municipaux et la cité de Thetford Mines (1952) se trouvent dans le fonds Galerie de nos ancêtres de l'or blanc. La grève de 1975 est illustrée par certaines photographies de la Collection Jeannette Giguère (P203). Tandis que la Collection Pierre-Émilien Maheux (P106) consigne des documents photographiques et filmiques qui témoignent notamment de l'implication du créateur comme président du Syndicat national catholique de l'amiante entre 1944 et 1958. De plus, la collection Michel Lafontaine (P183) contient des documents iconographiques portant sur le conflit de travail chez Jos. T. Beaudoin (1979-1982).
Enfin, la Collection régionale (P010) comporte trois sous-séries d'archives portant sur le syndicalisme :

1- Syndicats du secteur minier (1948-1981),
2- Syndicats autres que minier (1966),
3- Documentation générale sur le syndicalisme.

CENTRE D'ARCHIVES DE L'ABITIBI-TEMISCAMINGUE ET NORD-DU-QUEBEC - BANQ ROUYN-NORANDA
http://www.banq.qc.ca/a_propos_banq/informations_pratiques/centres_archives/ca_nordquebec.html

Fonds Syndicat des travailleurs de l'enseignement du nord-ouest québécois
Dates : 1940-1985
Genre de documents : 13,08 m de documents textuels,2728 photographie(s)
Portée et contenu : Le fonds comprend les documents administratifs de différents syndicats, d'associations et de fédérations d'enseignants et d'enseignantes de l'Abitibi-Témiscamingue. Les vidéos concernent les émissions de télévision "Le Pont", réalisées en collaboration avec des mouvements populaires et autres, et les photographies portent sur des congrès, des comités et des activités du syndicat
Cote assignée par le centre d'archives : P47
Histoire administrative / notice biographique : Le Syndicat des travailleurs de l'enseignement du Nord-Ouest québécois (S.T.E.N.O.Q.), aujourd'hui désigné sous l'appellation de Syndicat de l'enseignement de l'Ungava et de l'Abitibi-Témiscamingue, existe depuis 1973. À ce moment-là , l'Association des enseignants du Nord-Ouest québécois (A.E.N.O.Q.), fondée en 1968 lors de la fusion des différentes associations locales d'instituteurs et d'institutrices du Nord-Ouest, choisit une nouvelle orientation idéologique et une nouvelle dénomination qui incarnent mieux son implication sur la scène politique et syndicale
Point d'accès / provenance : Syndicat des travailleurs de l'enseignement du nord-ouest québécois
Numéro d'identification du fonds ou de la collection assigné par l'établissement : P47
URL fonds : Lien
Nom du centre d'archives : Bibliothèque et Archives nationales du Québec - Abitibi

NOTES

Quelques photographies du Syndicat des employés du bureau Hydro-Québec (1968) et du Syndicat canadien de la fonction publique (1964) sont conservées dans le fonds Eddy Mathon (P169) alors que des photographies de la Confédération des syndicats nationaux (CSN) et du syndicat des Métallos, dans le fonds du journal La Frontière inc (P158). D'autres collections renseignent indirectement sur des militants syndicaux : la Collection Rita Lapointe (la première femme de la région à faire partie du Syndicat de l'auto à Rouyn en 1975), la Collection Damien Lafond (membre actif du syndicat de base de l'Union des producteurs agricoles de son secteur) et la collection André Chartier (P83). Le fonds Comité du 50e anniversaire de Rouyn-Noranda renferme, pour sa part, une bande magnétique consignant les témoignages sur le travail dans les mines et sur le syndicat dans les mines de Rouyn-Noranda.

CENTRE D'ARCHIVES DE MONTREAL - BANQ MONTREAL
http://pistard.banq.qc.ca/rdaq/f?p=200:7:8433683503284::::P7_NUMEROMEMBRE,G_PAGE_PREC:23,17

Fonds Syndicat des métallurgistes unis d'Amérique - district n° 5
Dates : 1940-1981
Genre de documents : 257,38 m de documents textuels,3585 photographie(s)
Portée et contenu : Les documents textuels de ce fonds témoignent de la présence active du syndicalisme industriel au Québec tant au niveau du bureau de district n° 5 que des syndicats locaux de ce même district. Ils nous permettent, entre autres, de comprendre l'administration des grèves ainsi que l'arbitrage des différents syndicats locaux. Les documents photographiques représentent messieurs Jean-Gérin Lajoie, Jimmy Carter, Ed. Muskie, M.L. Burman, Elwood Moffet, John J. Baboud, John L. Lewis et Alfred Traherne. Nous y retrouvons aussi des photographies prises lors de la grève de Joliette Steel (1948), la grève de Singer (1948) et le congrès de la F.T.Q. à propos du référendum québécois (1980). Le plan de classification comporte les parties et séries suivantes : partie 1 : bureau du district n° 5 - Montréal, séries : administration générale, bureau international de Pittsburgh, affiliation avec les centrales syndicales, éducation, santé et sécurité au travail, relations avec les organismes extérieurs, coupures de journaux, stencils Gestetner, photographies, revues; partie 2 : syndicats locaux du district n° 5, séries : généralités, les syndicats locaux, procès-verbaux des assemblées des syndicats locaux, livres de caisse des syndicats locaux
Cote assignée par le centre d'archives : P144
Histoire administrative / notice biographique : Actif au Québec depuis 1936, le Syndicat des métallurgistes unis d'Amérique - district n° 5 est officiellement fondé le 22 mai 1942. Membre du syndicat international dont le siège social est à Pittsburgh, il est également affilié, sur le plan québécois, à la Fédération des travailleurs du Québec (F.T.Q.). Pat Burke est le coordonnateur général du Québec du premier bureau central à Montréal en 1958. Reconnu par Pittsburgh comme l'une de ses divisions, le district québécois naît le 1er juin 1961. Jean-Gérin Lajoie en assume la direction de 1965 à 1981. Présent sur la scène industrielle québécoise, le Syndicat oriente principalement son action au niveau de l'éducation, de la formation syndicale, du financement des grèves, du recrutement, de l'accréditation, de la santé et de la sécurité au travail
Point d'accès / provenance : SYNDICAT DES METALLOS (FTQ)
Numéro d'identification du fonds ou de la collection assigné par l'établissement : P144
URL fonds : Lien
Nom du centre d'archives : Bibliothèque et Archives nationales du Québec - Montréal
Historique de la conservation **:** Le Service des archives de l'Université de Montréal a acquis ce fonds, en octobre 1982, du Syndicat des métallurgistes unis d'Amérique - district n° 5 et l'a transféré, en septembre 1994, aux Archives nationales du Québec à Montréal (BAnQ).

Fonds Pierre de Bellefeuille

Sous-série : Travail, Série : Bureau de Québec

Dates : 1977-1985

Genre de documents : 0,34 m de documents textuels

Portée et contenu :
Cette sous-série réunit les projets de loi portant sur le monde du travail : Loi sur la fonction publique, Loi sur les fonds de pension des enseignants sécularisés, Loi sur le régime de négociation des conventions collectives dans les secteurs public et parapublic, etc. Certains corps d'emploi revendiquent leurs droits et présentent des demandes au Tribunal d'arbitrage, au syndicat ou au gouvernement : la Sûreté du Québec, les acupuncteurs, les agents de la paix des institutions pénales, les optométristes, les comptables, les ingénieurs-conseils, les manœuvres. Les négociations du secteur public et para-public, le gel des salaires et la Commission de l'économie et du travail complètent l'information reliée au monde du travail compilée sous forme de correspondance, de mémoires, de communiqués, de notes manuscrites et dactylographiées, de coupures de presse, de statistiques et d'imprimés. Les intervenants sont Jean-Louis Harguindeguy, Guy Bisaillon, Claude Lachance, Michel Clair, Denise Leblanc et Camille Laurin. Pierre de Bellefeuille est aussi connu pour avoir été président de l'Institut canadien des affaires publiques**, vice-président de l'Union canadienne des journalistes de langue française, ancien président du Syndicat des journalistes d'Ottawa (CTCC)** et du Cercle des journalistes d'Ottawa.

Cote assignée par le centre d'archives : P253,S2,SS8

Notice biographique/Histoire administrative
Pierre de Bellefeuille est né à Ottawa, le 12 mai 1923. Il est le fils de Lionel de Bellefeuille, traducteur, et d'Anne Senécal. Il a suivi des cours particuliers, puis étudia à l'Université d'Ottawa. Il est diplômé en philosophie. Il est successivement journaliste chroniqueur parlementaire au journal «Le Droit» d'Ottawa de 1945 à 1951, chef des services de rédaction, puis directeur de la distribution française à l'Office national du film de 1951 à 1960 et rédacteur au magazine «Maclean» de 1960 à 1964. Il devient directeur des exposants pour Expo 67 de 1964 à 1968 puis journaliste indépendant, conseiller en information et interprète de 1968 à 1976. Il collabora à plusieurs émissions de télévision et de radio diffusées à Radio-Canada, notamment la télésérie «La part du lion» en 1969 et 1970 et l'émission radiophonique «La Révolution tranquille» en 1971 et 1972. Ensuite, codirecteur de la maison Inter-Info Associés, interprètes et traducteurs-conseils, il agit à titre de directeur de la collection «Cité de l'homme» aux Éditions Léméac. Membre du Conseil de presse du Québec et président de la Société historique de Deux-Montagnes de 1974 à 1976, il est aussi membre de la Ligue des droits de l'homme. Il est aussi connu pour avoir été président de l'Institut canadien des affaires publiques, vice-président de l'Union canadienne des journalistes de langue française, ancien président du Syndicat des journalistes d'Ottawa (CTCC) et du Cercle des journalistes d'Ottawa. Il est coauteur de «La Bataille du livre au Québec» (1972) et de «Sauf votre respect - Lettre à René Lévesque» (1984) et «L'ennemi intime» (1992). En politique, il est tour à tour candidat du Nouveau parti démocratique défait dans Ahuntsic aux élections fédérales de 1972; élu député du Parti québécois à l'Assemblée nationale dans Deux-Montagnes en 1976 réélu en 1981; adjoint parlementaire du ministre des Affaires intergouvernementales puis du ministre des Relations internationales de 1978 à 1984. Il démissionna du Parti québécois et siégea comme indépendant à partir du 20

novembre 1984. Enfin, candidat du Parti indépendantiste défait dans Deux-Montagnes en 1985, il est élu président du Parti indépendantiste en 1986. Il quitte cette formation en 1988. Il quitte la politique et se dirige vers l'enseignement. Il est chargé de cours au département des communications à l'Université du Québec à Montréal en 1984 et 1985. Finalement, il devient président des Semences Laval (1986) inc. de 1986 à 1989. En 1997, avec Jean-François Nadeau, Pierre de Bellefeuille fonde le mensuel satirique « Le Couac » (Source : Dictionnaire des parlementaires du Québec 1792-1992. Bibliothèque de l'Assemblée nationale. Sainte-Foy, les Presses de l'Université Laval, 1993).
Point d'accès / provenance :BELLEFEUILLE, PIERRE DE, 1923-
Numéro d'identification du fonds ou de la collection assigné par l'établissement :P253
URL fonds :Lien
Nom du centre d'archives :Bibliothèque et Archives nationales du Québec - Montréal

Fonds Centre de santé des femmes de Montréal

Série Relations extérieures- Syndicat

Dates : 1985

Genre de documents : 5 document(s) textuel(s)

Portée et contenu :
Le dossier concerne les relations du Centre de santé avec les syndicats, ou plus exactement avec la Confédération des syndicats nationaux (CSN). En 1985, elle a sollicité l'appui des groupes de femmes, dont le Centre de santé, pour qu'ils se joignent à la lutte menée contre l'avant-projet de loi 85 (qui selon elle annonce la négation du droit de négocier dans le secteur public).
Le dossier comprend des lettres types envoyées aux groupes de femmes et un dossier documentaire

Cote assignée par le centre d'archives : P652,S7,SS8

Histoire administrative / notice biographique :
Le Centre de santé des femmes de Montréal a été fondé en 1975, année internationale des femmes, sur l'initiative d'un groupe de femmes issues du Centre des femmes de Montréal, organisme d'orientation féministe-marxiste. Il s'agit d'un organisme sans but lucratif qui fonctionne selon un modèle de gestion collective. Ses buts sont se déprofessionnaliser, de démédicaliser et de désexiser le rapport des femmes à la médecine. Il ouvre ses portes au mois d'octobre 1975. Le Centre de santé des femmes initie au Québec une nouvelle approche de la santé. Il s'est donné pour mandat de favoriser chez les femmes une prise en charge individuelle et collective de leur santé, de briser leur isolement et de dénoncer les inégalités entre elles et les hommes. Lieu d'échange, d'information, de réflexion, de concertation et d'intervention voué à la santé des femmes, le Centre intervient principalement en santé gynécologique. Son action s'articule autour de trois axes : les services (référence, cliniques collectives, avortement, ateliers en auto-santé, centre de documentation); les recherches et publications (réalisation de recherches et de matériel pédagogique en santé des femmes); les représentations et collaborations (conférences, animation d'ateliers et sessions de formation). Le Centre milite également pour le respect des droits de la femme, qu'elle que soit leur orientation sexuelle, pour l'humanisation des soins de santé, pour l'avortement libre et gratuit, pour le droit de choisir son orientation sexuelle, contre le sexisme et l'hétérosexisme et contre la violence et l'oppression faites aux femmes. Pour ce faire, il entretient des relations avec d'autres associations, organismes féministes, de santé et groupes populaires. C'est ce qui l'amène à fonder, en 1985, conjointement avec les Centres de santé du Québec, le Regroupement des Centres de santé de femmes du Québec. De 1975 à 1985, le centre connaît plusieurs redéfinitions de ses objectifs et de ses structures. Au moment de sa création, ses buts sont avant tout politiques : outre le service médical, il cherche à parvenir à l'auto-organisation des femmes pour constituer la base d'une organisation des femmes au Québec. Lors de sa constitution en corporation, le 13 juillet 1976, ses buts sont d'assurer des services médicaux, d'information, d'entraide et de dépannage. Dès le mois d'octobre, cependant, le service médical devient secondaire devant l'accent porté sur la recherche et l'analyse de la lutte des femmes et ce, jusqu' au printemps 1977. À cette date, le Centre traverse une crise qu'il parvient à surmonter en se démocratisant (il devient un groupe populaire) et en redéfinissant ses objectifs. Par la suite, les orientations du Centre restent sensiblement les mêmes; ce sont principalement les structures qui connaissent des modifications, en 1983 notamment. Il change de nom à plusieurs reprises au fil de ses réorientations, évolutions et déménagements. Citons notamment : Clinique

de santé pour femmes, Centre de santé des femmes du quartier et enfin Centre de santé des femmes de Montréal .
Numéro d'identification du fonds ou de la collection assigné par l'établissement : P652,S7,SS8
URL du fonds : Liens
Nom du centre d'archives : Bibliothèque et Archives nationales du Québec - Montréal

Fonds Famille Prévost

Documents se rapportant aux actions détenues par Jules-Édouard Prévost avec la Montreal West Land Syndicate
Série : Jules-Edouard Prévost (fils), Sous-série : Documents civils,
Sous-sous-série : Contrats d'aliénation et investissement

Dates : 27 septembre 1912-8 octobre 1923

Genre de documents : 0,05 m de documents textuels

Portée et contenu :
Ce dossier comprend de la correspondance avec la Montreal West Land Syndicate, avec Rolland Préfontaine et avec les avocats Perron, Taschereau, Rinfret, Vallée et Genest. Nous y retrouvons également des bilans et rapports qui donnent, à la toute fin, la liste des souscripteurs du Syndicat.
Il se compose de deux chemises de classement dont l'ordre chronologique est le suivant : 27 septembre 1912-8 octobre 1923; 31 décembre 1913-31 décembre 1922

Cote assignée par le centre d'archives : P268,S1,SS2,SSS2,D4

Notice biographique / Histoire administrative :
Né en 1871, Jules-Édouard Prévost est le fils du docteur Jules-Édouard Prévost (1828-1903) et de Marie-Virginie-Edwidge Prévost (1829-1906). Journaliste et rédacteur du journal L'Avenir du Nord, il est également député libéral de Terrebonne à la Chambre des Communes (1917-1930) et sénateur libéral des Mille-Isles (1930-1943). Il épouse le 16 juillet 1912 à L'Orignal (Ontario) Hermine Smith (1892-1986) et le couple a 10 enfants : Louise (1913-1988), Léandre (1914-1984), Henri (1916-1985), Paul (1918-), Guillaume et Gaston (1921), Pierre (1923-), Thérèse (1924-), Eugène (1929-) et André Prévost (1934-). Il meurt en 1943 à l'âge de 72 ans. [tiré de la page de la Série, sur Jules-Édouard Prévost]

Point d'accès / provenance :
PREVOST, JULES-EDOUARD, 1871-1943,MONTREAL WEST LAND SYNDICATE

Numéro d'identification du fonds ou de la collection assigné par l'établissement : P268

URL fonds : Lien

Nom du centre d'archives : Bibliothèque et Archives nationales du Québec - Montréal

Fonds Bernard Rose
Dates :4 avril 1912-17 juin 1954
Genre de documents : 0,67 m de documents textuels, 2 photographie(s)
Portée et contenu : Les documents textuels de ce fonds concernent des sujets tels que l'immigration juive**, les questions syndicales et les relations de travail.** Les documents photographiques montrent R. MacNicoll et des employés d'un wagon-restaurant du Canadian Pacific Railways. Le plan de classification comporte les séries suivantes : correspondance officielle, correspondance confidentielle avec Ottawa, correspondance avec les éditeurs, textes des articles aux journaux, divers, épreuves noir et blanc
Cote assignée par le centre d'archives : P36
Histoire administrative / notice biographique : Né à Londres en 1882, Bernard Rose reçoit son éducation première dans cette ville. Par la suite, il s'inscrit à une maîtrise en philosophie à l'Université anglo-américaine de Chicago. Venu au Canada dans la vingtaine, il fait d'abord du journalisme et suit des cours de droit à l'Université Laval de Montréal. Un doctorat en droit civil lui est décerné, en 1918, par le King's College de Windsor, Nouvelle-Écosse. Admis au Barreau en juillet 1910, il s'occupe surtout de questions d'organisation syndicale. Les Montréalais se rappellent également ses communications diffusées aux tribunes libres des quotidiens de la ville concernant les questions syndicales. De 1939 à 1942, le ministère fédéral du Travail retient ses services pour des enquêtes sur les différends ouvriers. Revenu à l'exercice du droit en 1943, il est nommé, en janvier 1957, juge à la Cour municipale de Westmount. Il meurt à Westmount, le 27 janvier 1961, à l'âge de 78 ans
Point d'accès / provenance : ROSE, BERNARD, 1886-1961
Numéro d'identification du fonds ou de la collection assigné par l'établissement : P36
URL fonds : Lien
Nom du centre d'archives : Bibliothèque et Archives nationales du Québec - Montréal

Fonds Béatrice Clément

Document : Procès-verbaux et bilans financiers
Série : Œuvres collectives, Sous-série : Les Éditions Jeunesse,
Sous-sous-série : Éditions jeunesse I

Dates : 3 février 1949-7 mars 1955

Genre de documents : 0,02 m de documents textuels

Portée et contenu :
Ce dossier comprend des procès-verbaux des réunions du Conseil d'administration et des assemblées générales des sociétaires des Éditions jeunesse I. Nous y retrouvons aussi **les bilans financiers du syndicat**

Cote assignée par le centre d'archives : P43,S3,SS2,SSS1,D1

Notice biographique/Histoire administrative
Née à Paris le 22 décembre 1905, Béatrice Clément est la fille d'Alexandre Clément et de Bernadette Chaloult. Son père, ancien secrétaire d'Honoré Mercier, naît à Montréal en 1868 et part en Angleterre, en 1901, afin d'y introduire la machine Adressographe. Sa mère, née à Kamouraska en 1873, rejoint son mari un peu plus tard accompagné de leur fils Marcel, né à Montréal en 1900. Madame Clément, s'habituant mal au climat anglais, passe les premiers hivers à Paris. En 1924, la famille quitte définitivement l'Angleterre pour s'installer en France. Bien que vivant à Paris, Béatrice Clément opte à 21 ans pour la nationalité canadienne. Fin mai 1940, les Clément s'installent en Normandie pour l'été. Devant la ruée allemande, il quittent la France le 15 juin et débarquent à Halifax le 14 juillet en laissant derrière eux tout ce qu'ils possèdent. Ils retrouvent leur fils à Québec, puis tous se fixent à Montréal. Entre 1941 et 1943, Béatrice Clément commence une carrière d'enseignante au couvent du Sacré-Coeur, tout en donnant des cours privés. Elle commence aussi, à la demande du directeur des "Annales de Saint-Joseph" à écrire des articles sur l'éducation. Encouragée par son entourage et stimulée par l'abbé Lionel Groulx, elle consacre de plus en plus de temps à sa plume et délaisse l'enseignement. Elle se passionne dans l'écriture de livres pour enfants : documentaires, biographies de saints, contes, cahiers de classe, ... En 1948, dans le but d'obtenir plus de considération pour le livre canadien de jeunesse, elle regroupe les écrivains qui s'adressent aux enfants dans l'Association des écrivains pour la jeunesse. À la suggestion du Centre de psychologie et de pédagogie, Béatrice Clément et ses amis lancent les Éditions Jeunesse consacrées à la publication de livres de bibliothèque pour les moins de 20 ans. Déçues par la médiocrité de la plupart des manuscrits reçus, les Éditions Jeunesse fondent l'Institut culturel Jeunesse où sont enseignés le français, la stylistique, la psychologie de l'enfant, ... aux futurs écrivains. En 1976, elle cesse d'écrire mais les enfants et la littérature pour la jeunesse la fascinent toujours autant. Elle meurt en 2001 à l'âge de 96 ans .
Source : la notice du Fonds P43

Point d'accès / provenance :
Ce fonds a été acquis de madame Béatrice Clément, par voie d'achat, en mai 1980 .

Numéro d'identification du fonds ou de la collection assigné par l'établissement : P43

URL fonds : Lien

Nom du centre d'archives : Bibliothèque et Archives nationales du Québec - Montréal

Fonds Travailleurs canadiens de l'automobile, de l'aérospatiale et de l'outillage agricole, section Québec

Dates : 1935-1985

Genre de documents : 40,37 m de documents textuels, 201 photographie(s)

Portée et contenu :
Les documents textuels de ce fonds expliquent les réalités et les luttes auxquelles doivent faire face une grande partie du mouvement syndical industriel. Pensons à la grève de la General Motors à Boisbriand en 1970, qui a mobilisé l'opinion publique québécoise sur la nécessité d'une législation sur le français, langue de travail. La législation est adoptée sept ans plus tard avec la loi n° 101. Citons aussi la mémorable grève de vingt mois de la United Aircraft (maintenant Pratt & Whitney Canada Incorporated), qui a engendré une série de réformes au Code du travail (formule Rand, anti-briseurs de grève, droit de priorité de retour au travail d'un gréviste sur toute autre personne, etc.). Les documents photographiques représentent des événements (par sections locales) de dirigeants, de représentants nationaux et de recruteurs des Travailleurs unis de l'automobile. Parmi les principaux intervenants, mentionnons, entre autres, Robert Cliche, Robert Dean, Louis Laberge, Pierre Marois, Jacques Parizeau, Robert White et le Parti québécois.

Le plan de classification comporte les séries suivantes :
Bureau de Montréal
Sections locales
Revues de presse
Photographies

Cote assignée par le centre d'archives : P546

Histoire administrative / notice biographique :
Fondé en août 1935 aux États-Unis, les Travailleurs unis de l'automobile, syndicat international, font une percée au Canada à la fin de 1936 et au Québec à la fin de la Seconde Guerre mondiale. Les syndicats canadiens et américains défendent des intérêts communs, jusqu'au jour où les dirigeants canadiens ressentent le besoin d'obtenir des ententes plus spécifiques, afin de répondre au contexte particulier du Canada, au plan des lois sociales et des avantages sociaux. En 1980, le Conseil canadien des Travailleurs unis de l'automobile accepte la recommandation de Bob White: créer un sous-comité pour donner aux Travailleurs unis de l'automobile du Québec, un point de ralliement sur les différends concernant les domaines social, politique, économique et syndical québécois. L'assemblée de fondation du Conseil québécois a lieu les 26 et 27 mars 1983, donnant ainsi naissance à une structure décisionnelle québécoise. La section canadienne des Travailleurs unis de l'automobile, devenue un syndicat distinct et indépendant de Fédération internationale en 1985, porte le nom de Syndicat national des travailleurs et travailleuses de l'automobile, de l'aérospatiale et de l'outillage agricole du Canada, mieux connu sous le nom des Travailleurs canadiens de l'automobile, de l'aérospatiale et de l'outillage agricole

Point d'accès / provenance : TCA-CANADA. SECTION QUEBEC

Numéro d'identification du fonds ou de la collection assigné par l'établissement : P546

URL fonds : Lien

Nom du centre d'archives : Bibliothèque et Archives nationales du Québec - Montréal

Fonds Famille Clément-Arthur Dansereau
Chibougamau Mines
Dates :1922-1938
Genre de documents : 10 document(s) textuel(s)
Portée et contenu : Le dossier témoigne des activités de la compagnie de Chibougamau Mines et de l'exploitation des entreprises minières de la région. Parmi la documentation se trouve un rapport intitulé «Cedar Bay, Dore Lake, property of the Consolited Chibougamau Goldfields Limited» par Amor F. Keene, ingénieur minier; une demande de permis de mise en valeur en vertu de la Loi des mines de Québec et de la correspondance échangée principalement avec différentes personnalités du secteur minier. Il s'agit de Roger Maillet, du «Petit journal»; de J.X. Mercier, Service des mines; Paul-Émile Piché, ingénieur civil et des mines ainsi que Paul Dansereau, fils de Jean-Lucien Dansereau et secrétaire du **Syndicat d'initiative de Chibougamau**
Cote assignée par le centre d'archives : P673,S2,SS5,SSS6,D1
Point d'accès / provenance : DANSEREAU, JEAN-LUCIEN, 1886-1967,KEENE, AMOR F.
Numéro d'identification du fonds ou de la collection assigné par l'établissement : P673
URL fonds : Lien
Nom du centre d'archives : Bibliothèque et Archives nationales du Québec - Montréal

Fonds Jacques Léonard

Série : Gestion des forêts

Dates : 1971-2001

Genre de documents : 2,4 m de documents textuels

Portée et contenu :
Cette série donne un aperçu des activités du domaine forestier dans le comté de Labelle. Le bureau de comté et différents organismes, entrepreneurs et entreprises collaboraient au développement des entreprises dans ce champ d'activités. Nous y trouvons, entre autres, des dossiers concernant les sujets suivants : le développement régional; le parc de la Vérendrye; le plan d'aménagement forestier; la cour à bois de la Rouge; la pisciculture; les chemins de colonisation; les scieries du comté de Labelle; les zones d'exploitation contrôlée (ZEC) du comté de Labelle; l'acériculture; l'usine de transformation des résineux de Ferme-Neuve. À ceux-ci s'ajoutent des dossiers d'organismes voués à la mise en valeur de la forêt comme le Comité d'économie et forêt de la MRC Antoine-Labelle, le Comité de stratégie des ouvriers sylvicoles, le **Syndicat** des producteurs de bois, la Coopérative forestière des Hautes Laurentides et l'Agence régionale de mise en valeur des forêts privées des Laurentides

Cote assignée par le centre d'archives : P710,S6

Histoire administrative / notice biographique :
Jacques Léonard est né à Saint-Jovite, le 2 décembre 1936. Il est le fils d'Odilon Léonard, cultivateur, et de Simone Desjardins. Il a fréquenté plusieurs institutions d'enseignement dont celle de Saint-Jovite de même que le séminaire Saint-Joseph de Mont-Laurier, la Faculté d'administration et de commerce de l'Université Laval (1959 à 1962), et l'École pratique des hautes études à Paris (1964 à 1966). Titulaire d'un diplôme de comptable agréé et d'une maîtrise en sciences commerciales de l'Université Laval, il agit à titre de vérificateur à la firme comptable Clarkson, Gordon and Company de Montréal (1962 à 1964). Il devient professeur à l'École des hautes études commerciales (HEC) de Montréal (1966 et 1967) et à l'université du Rwanda (1967 et 1968). Il occupe, à l'Université de Montréal (1968 à 1976), les postes de directeur-adjoint du Service des budgets, d'adjoint au vice-recteur à la recherche et vice-doyen à l'Éducation permanente. Dans une autre sphère d'activité, il travaille à titre de conseiller technique de la Coopération d'exploitation des Hautes-Laurentides tout en étant propriétaire d'une ferme à Saint-Jovite. Président du Parti québécois dans le comté de Labelle de 1970 à 1972, il en devient également le contrôleur national. Candidat défait du Parti québécois dans le comté de Labelle en 1970 puis dans Laurentides-Labelle en 1973, il y est finalement élu en 1976 et réélu en 1981. Assermenté à titre de membre du Conseil exécutif, le 26 novembre 1976, il est ministre d'État à l'Aménagement dans le cabinet Lévesque (2 février 1977 au 6 novembre 1980). Ministre des Affaires municipales (6 novembre 1980 au 5 mars 1984), il se dévoue par la suite au ministère des Transports (5 mars au 22 novembre 1984) jusqu'à sa démission du cabinet. Enfin, il siège à titre de député indépendant (27 novembre 1984 au 23 mai 1985). Par la suite, il devient doyen de la Faculté d'éducation permanente de l'Université de Montréal (1985 à 1989). Il est également membre du conseil d'administration et du bureau de direction de la Financière Entraide, Coopérants. Élu de nouveau député du Parti québécois dans Labelle le 25 novembre 1989, il est réélu le 12 septembre 1994. Il devient ministre des Transports (26 septembre 1994 au 3 novembre 1995), vice-président du Conseil du trésor (26

septembre 1994 au 3 novembre 1995), ministre délégué à l'Administration et à la Fonction publique, président du Conseil du trésor et membre du Comité des priorités (3 novembre 1995 au 15 décembre 1998). Il est réélu député de Labelle le 30 novembre 1998. À compter du 15 décembre 1998, il est nommé ministre d'État et ministre délégué à l'Administration et à la Fonction publique, président du Conseil du trésor, membre du Comité des priorités, membre du Comité ministériel des affaires régionales et territoriales, ministre responsable de la région des Laurentides. Le 21 avril 1999, il devient membre du Comité ministériel de la région de Montréal et, enfin, membre de la Commission spéciale sur le nouveau cadre de gestion pour la Fonction publique (17 juin au 20 octobre 1999). Sources : "Dictionnaire des parlementaires du Québec 1792-1992", P.U.L., Sainte-Foy, 1993, p. 465. Site Internet du gouvernement du Québec . Source : notice du fonds P710
Point d'accès / provenance : LEONARD, JACQUES, 1936-
Numéro d'identification du fonds ou de la collection assigné par l'établissement : P710
URL fonds : Lien
Nom du centre d'archives : Bibliothèque et Archives nationales du Québec - Montréal

Fonds Alliance des professeurs de Montréal

Dates : 1898-1980, surtout 1940-1975

Genre de documents : 32,66 m de documents textuels,3 bande(s) magnétique(s)

Portée et contenu :
Ce fonds porte sur l'ensemble des activités typiques d'un syndicat de professionnels : l'organisation administrative de l'Alliance; les activités pédagogiques, syndicales et socio-politiques; les relations de l'Alliance avec l'extérieur, 1898-1980.

Il comprend les séries suivantes : historique; conseil d'administration; exécutif; secrétariat; procès-verbal; finances; affaires immobilières; affaires légales; services aux membres; action pédagogique; action syndicale; action politique et sociale; négociations; information; correspondance; consultation; associations; congrès, colloques, conférences; autres documents

Cote assignée par le centre d'archives : P747

Histoire administrative / notice biographique :
Fondée le 5 décembre 1919 «pour défendre l'honneur de la profession», l™Alliance catholique des professeurs de Montréal était alors une association constituée par la partie patronale, et l'histoire en garde peu de témoignages. Elle comptait à sa fondation 504 membres. Ce n'est qu'en 1939 que son caractère syndical s'affirme lorsqu'elle revendique de meilleurs salaires «pour aider les membres à sortir de la crise économique». Viennent ensuite les années de véritable syndicalisme enseignant avec la constitution de l'Alliance en syndicat professionnel en mars 1944. L'année suivante (le 28 décembre 1945), est fondée, à partir de la fusion des associations d'institutrices et d'instituteurs, la Corporation des instituteurs et institutrices catholiques du Québec (CIC), aujourd'hui la CSQ. Et c'est le président de l'Alliance de l'époque, Léo Guindon, qui en assuma la première présidence. L'Alliance vivra ensuite dix années de luttes contre la Commission des écoles catholiques de Montréal (CECM) et le gouvernement provincial dirigé par Maurice Duplessis. Le conflit éclate avec la grève de 1949 qui entraîne la révocation du certificat de reconnaissance syndicale obtenu en 1944. L'Alliance ne gagnera sa cause qu'en décembre 1959. Cette crise a provoqué bien des déchirements internes et marqué l'Histoire du Québec, tout comme la grève de l'amiante. L'histoire de l'Alliance s'inscrit d'ailleurs en parallèle de celle du Québec moderne. La Révolution tranquille incite l'Alliance, comme les autres organisations syndicales, à pratiquer un syndicalisme plus axé sur les aspirations socio-politiques. Sans délaisser alors les préoccupations professionnelles de ses membres, l'Alliance est engagée dans des luttes sociales pour la démocratisation du système scolaire et l'équité sociale. On établit ensuite, au cours des années soixante-dix, des solidarités avec des syndicats du transport, avec ceux des fonctionnaires et avec des groupes de citoyennes et citoyens aussi bien qu'avec des groupes de défense des droits des femmes. C'est ainsi que l'Alliance soutient la formation du Rassemblement des citoyens de Montréal (RCM), le développement des coopératives d'alimentation (Cooprix) et fonde, avec d'autres organismes, le Mouvement Québec français (MQF).La crise des finances publiques qui sévit depuis une quinzaine d'années ayant entraîné des coupures massives dans les services d'éducation et les autres services publics, l'action syndicale se concentre sur le maintien des acquis sociaux et la consolidation de solidarités sociales et intersyndicales pour contrer le désengagement de

l'État. L'Alliance, regroupe les quelque 7000 enseignantes et enseignants des écoles publiques et des centres de formation gérés par la Commission scolaire de Montréal (CSDM). L'Alliance compte aussi une centaine d'employés de l'École Peter Hall et du Centre académique Fournier. Ces écoles privées, reconnues d'intérêt public, accueillent des enfants handicapés ou en difficulté d'adaptation ou d'apprentissage auxquels le réseau public n'offre pas encore de services adéquats. L'Alliance, c'est d'abord un syndicat reconnu en vertu de la Loi québécoise sur les syndicats professionnels, mais c'est aussi un syndicat qui regroupe des professionnels de l'enseignement sur la base de leurs préoccupations professionnelles. L'Alliance a pour objectif la défense et le développement des intérêts professionnels, économiques et sociaux de ses membres. À ce titre, l'Alliance intervient sur toutes les questions qui concernent la pratique professionnelle des enseignantes et des enseignants, autant auprès des employeurs qu'auprès des divers intervenants publics en matière d'éducation
Historique de la conservation : Ce fonds a été acquis par l'Université Laval en 1976 de l'Alliance des professeurs de Montréal. En 2006, ce fonds est transféré au Centre de Montréal de Bibliothèque et Archives nationales du Québec.
Numéro d'identification du fonds ou de la collection assigné par l'établissement : P747
URL fonds : Lien
Nom du centre d'archives : Bibliothèque et Archives nationales du Québec - Montréal
Notes : Il n'y a pas eu de deuxième versement dans le fonds. Les archives plus récentes sont conservées directement à l'Alliance. Vous pouvez consulter la fiche à cet effet du présent inventaire.

Fonds Simonne Monet et Michel Chartrand

Dates : 1870-2009

Genre de documents : 1.96 m de documents textuels, - 957 photographie(s), 14 dessin(s), - 9 plan(s), 36 vidéo(s), 64 bande(s) magnétique(s), 4 enregistrement(s) sonore(s) numérique(s), 3 objet(s)

Portée et contenu :
Le fonds témoigne à divers degrés de la vie personnelle, familiale, sociale et professionnelle de Simonne Monet et, dans une moindre mesure, de Michel Chartrand. Peu volumineux et souvent parcellaires, les dossiers textuels - complétés par les photographies, les vidéos et les enregistrements sonores - abordent tout de même bon nombre des grands thèmes au cœur de leurs préoccupations et de leurs engagements en tant qu'individus, couple, parents, croyants et militants pour la justice sociale au Québec : famille, éducation, liberté et droits de la personne, féminisme, pacifisme, socialisme, progressisme, syndicalisme, démocratie, action sociale et entraide.
Le fonds comprend les séries suivantes : Histoire et généalogie (série 1), Vie personnelle (série 2), Relations familiales et sociales (série 3), Études de Simonne Monet-Chartrand (série 4), Emplois, militantisme et engagement social (série 5), Carrière d'écrivaine de Simonne Monet-Chartrand (série 6), Biens mobiliers et immobiliers (série 7), Documents photographiques (série 8), Documents vidéo (série 9), Documents sonores (série 10) .

Notice biographique/Histoire administrative
SIMONNE MONET-CHARTRAND, militante, animatrice sociale et conférencière (Montréal, 4 novembre 1919-Richelieu, Qc, 18 janvier 1993). Née dans une famille aisée de la bourgeoisie montréalaise, Simonne Monet-Chartrand s'engage, dès ses études secondaires, dans la Jeunesse étudiante catholique (J.E.C.) où elle fait la connaissance du syndicaliste Michel Chartrand qu'elle épouse en 1942. Le couple aura six [sic] enfants. On ne compte plus les mouvements d'action féministe, religieuse, éducative, sociale et nationaliste auxquels cette femme d'action aura prêté son concours. Dans les années 50, elle collabore à la mise sur pied du Service de préparation au mariage, de l'École des parents, des Associations parents-maîtres, des Unions de familles et des coopératives. On la retrouve, en 1949, aux côtés de son mari dans des comités de soutien aux grévistes d'Asbestos et, plus tard, membre du comité sociopolitique de la Centrale des enseignants du Québec (1972-1975). Au cours de la décennie suivante, elle sera cofondatrice de la Fédération des femmes du Québec (F.F.Q.), du mouvement pacifiste Voix des femmes et du Mouvement pour le désarmement nucléaire. Puis, en 1978, cofondatrice de l'Institut Simone de Beauvoir consacré aux études féministes. Au plan professionnel, elle fut successivement scripteur et recherchiste aux émissions féminines et d'affaires publiques à la radio et à la télévision de Radio-Canada (Femina, Femmes d'aujourd'hui, 5D), chargée des relations publiques au Syndicat des enseignants de Champlain, puis directrice-adjointe de la Ligue des droits de l'Homme. Comme auteur, outre d'innombrables textes de conférences et de chroniques, elle a publié, entre les années 1981 et 1992, les quatre tomes de son autobiographie: Ma vie comme rivière et L'espoir et le défi de la paix (1988). Simonne Monet-Chartrand est décédée à sa résidence de Richelieu, face à la rivière qui devait donner leur titre à ses mémoires.
Source : Hélène PELLETIER-BAILLARGEON, http://www.encyclopediecanadienne.ca/fr/article/simonne-monet-chartrand/ Consultée le 12 septembre 2012
MICHEL CHARTRAND, syndicaliste (Outremont, Québec, 20 décembre 1916 - 13 avril

2010). Treizième enfant d'une famille qui comptera sept garçons et sept filles, Michel Chartrand fait son primaire chez les Clercs de Saint-Viateur à l'Académie Querbes et ses premières années d'études classiques au Collège Jean-de-Brébeuf et comme pensionnaire au Collège de Sainte-Thérèse. À dix-sept ans, il devient moine cistercien à la Trappe d'Oka, qu'il devra quitter deux ans plus tard, pour des raisons de santé. […] Après un mois d'entraînement militaire en 1941, M.Chartrand sera renvoyé du Canadian Officer Training Corps pour avoir refusé de remplir les formulaires imprimés uniquement en anglais. […] Le 17 février 1942, Michel Chartrand épouse Simonne Monet, alors propagandiste pour la Jeunesse étudiante catholique (JEC), avec qui il aura sept enfants. Alors qu'il travaille comme typographe à l'imprimerie Stella, Michel Chartrand milite activement avec la Ligue de défense du Canada qui s'oppose à la conscription. Il devient membre fondateur du Bloc populaire canadien et organisateur politique de Jean Drapeau, le candidat des conscrits. Il sera lui-même candidat de ce parti aux élections du 11 juin 1945. Le début de la grève des travailleurs de l'amiante à Thetford-Mines et à Asbestos, en 1949, marquera un tournant dans la vie de Michel Chartrand. À l'invitation de représentants de la Confédération des travailleurs catholiques du Canada (CTCC), il se rend à Asbestos pour parler aux grévistes et s'impliquera dès lors dans le mouvement syndical. Il devient organisateur pour la Fédération nationale du vêtement et agent d'affaires pour le Conseil central de Shawinigan, pour le syndicat de Rubin à Sherbrooke puis pour le Syndicat du commerce. Intervenant dans la grève des travailleurs de l'Alcan de Shawinigan, dans la mobilisation des travailleurs et travailleuses de la Wabasso, et dans l a grève des employé(e)s de Dupuis Frères, Michel Chartrand subit plusieurs arrestations et procès au cours de l'année 1952. Membre fondateur du Syndicat des permanents de la CTCC, il est élu membre du premier exécutif de ce syndicat qui l'engage comme propagandiste en 1953. Conseiller technique au Conseil central de Shawinigan en 1955, il participe aux nombreuses grèves qui affectent la région, subit sept incarcérations et anime une série de tribunes téléphoniques dans la région de la Mauricie. Il devient ensuite responsable de l'éducation syndicale pour les Métallos de la FTQ à Rouyn-Noranda. Sollicité par Jean-Paul Geoffroy, Gérard Pelletier et Pierre E. Trudeau, il adhère au parti CCF (Cooperative Commonwealth Federation), formation socialiste dont la présidente de l'aile québécoise est Madame Thérèse Casgrain. À la suite du Congrès national du parti en 1956, le CCF devient au Québec le Parti social-démocrate (PSD) et M. Chartrand en est le chef provincial. […] Candidat pour le PSD à Arvida à l'élection fédérale de 1958, il obtient une victoire morale de 7042 voix. Après avoir été une nouvelle fois défait dans une élection partielle au Lac Saint-Jean, Michel Chartrand fonde une imprimerie, Les Presses sociales. Il y publiera des recueils de poésie et des essais de même que la revue Our generation Against Nuclear War, et des conventions collectives de travail. C'est en 1963 que Michel Chartrand fonde le Parti socialiste du Québec (PSQ), se dissociant du CCF, devenu le Nouveau parti démocratique (NPD), dont il ne partage pas les idées sur la question du Québec et des armes nucléaires. Il imprimera aussi la Revue socialiste et le journal Le Peuple, organe du Parti Socialiste du Québec. Le combattant syndical Michel Chartrand revient au syndicalisme en 1968, après dix ans de retrait. […] Au cours d'une assemblée générale réunissant les délégués du conseil central de Montréal, Michel Chartrand est élu président du Conseil central des syndicats nationaux de Montréal (CCSNM). […] Il est aussi élu président de la Caisse populaire des syndicats nationaux. […] Michel Chartrand collaborera personnellement à la fondation du FRAP (Front d'action politique) qui se présente comme parti municipal, en opposition au maire Jean Drapeau. Il participe aussi et à la fondation du Front du Québec Français (FQF) et prononce des discours partout au Québec contre le projet de LOI 63 sur la langue. Le 16 octobre 1970, Michel Chartrand est arrêté aux premières heures de la promulgation

de la Loi des mesures de guerre […]. Accusé de sédition, Michel Chartrand est emprisonné avec Charles Gagnon, Jacques Larue-Langlois, Pierre Vallières et Me Robert Lemieux. Les co-détenus se défendent eux-mêmes au cours d'un procès très médiatisé appelé Le Procès des cinq. Libéré le 17 février 1971 après quatre mois de détention, Michel Chartrand fait une tournée à l'invitation des universités canadiennes, de Fredericton à Vancouver, pour expliquer la situation politique au Québec. En 1972, il participe aux différentes manifestations des employés des services publics du Québec. La grève générale, organisée par le Front commun intersyndical, mènera à l'emprisonnement des chefs syndicaux Marcel Pépin de la CSN, Louis Laberge de la FTQ et Yvon Charbonneau de la Corporation des enseignants du Québec (CEQ). Michel Chartrand fera partie des organisateurs de la grande manifestation du 1er mai qui réunira 30,000 personnes pour demander la libération des trois présidents. Au 15e congrès annuel du CCSNM, Michel Chartrand fait adopter l'idée d'une participation à l'organisation du Congrès international de solidarité ouvrière qui donnera naissance à l'actuel Centre international de solidarité ouvrière (CISO). Des centaines de délégués du Québec, des pays arabes, de l'Amérique, des Caraïbes et d'Afrique participeront à ce congrès qu'il présidera en juin 1975 à Montréal. […] Au congrès de 1978, Michel Chartrand ne se représente pas au poste de président du CCSNM. Il poursuit cep endant sa lutte contre le projet de loi 17 sur la santé et la sécurité au travail, s'opposant à Louis Laberge, président de la FTQ et membre du conseil d'administration de la Commission de la santé et de la sécurité du travail (CSST). En février 1983, Michel Chartrand met sur pied la Fondation pour l'aide aux travailleuses et travailleurs accidentés (FATA). Il défend personnellement les dossiers des accidentés, comme procureur syndical, devant la CSST et la Commission d'appel en matière de lésions professionnelles (CALP). Invité à donner des conférences par des groupes populaires et syndicaux, autant que par des étudiants et des associations professionnelles, Michel Chartrand milite pour le revenu de citoyenneté garanti. Se présentant comme syndicaliste, militant anti-pauvreté et conférencier, il publie avec Michel Bernard, le Manifeste pour un revenu de citoyenneté (1999). […]

Source : Diane CAILHIER http://www.encyclopediecanadienne.ca/fr/article/michel-chartrand/ Consultée le 12 septembre 2012

Cote assignée par le centre d’archives : P839

Point d'accès / provenance : Bibliothèque et Archives nationales du Québec a acquis le fonds par donation de la part de la succession Michel Chartrand, représentée par Alain Chartrand à titre de liquidateur, au mois de décembre 2010

Numéro d'identification du fonds ou de la collection assigné par l'établissement : P839

URL du fonds : Lien

Nom du centre d'archives : Bibliothèque et Archives nationales du Québec - Montréal

Fonds journal Québec-Presse

Dates :1969-1974

Genre de documents : - env. 50000 photographie(s) : épreuves n&b - 79 dessin(s) : caricatures

Portée et contenu :
Ce fonds rassemble des photographies qui couvrent tous les domaines de l'activité journalistique, du sport aux faits divers en passant par le journalisme d'enquête. Ils sont un reflet du développement du **syndicalisme** militant et des groupes populaires. Les documents conservés sont, en fait, la documentation photographique du journal "Québec-Presse". Parmi les personnalités représentées, mentionnons, entre autres, Aglaé, François-Albert Angers, Denys Arcand, Bona Arsenault, Léo Ayotte, Charles Aznavour, Lise Bacon, Marius et Victor Barbeau, Henri Barras, David Barrett, Guy Béart, Maurice Bellemare, Jovette Bernier, Janette et Jean-Jacques Bertrand, Paul Berval, Gérard Bessette, Jean Bienvenue, Claude Blanchard, Jean-Charles Bonenfant, Jacques Boulanger, Robert Bourassa, Michel Bourdon, Pierre Bourgault, Michel Brault, Yvette Brin D'amour, Samuel Bronfman, Jean-Marc Brunet, Edith Butler, Réal Caouette, Jean-Guy Cardinal, Gilles Carle, Roch Carrier, Andrée Champagne, Les Chanteurs du Mont Royal, Robert Charlebois, Reine Charrier (Madame X), Michel Chartrand, Cesar Chavez, Jérôme Choquette, Ludmilla Chiriaeff, Jean Chrétien, monseigneur André Cimichella, Clairette, Renée Claude, Claude et Jean Corbeil, Costa Gavras, Jean Cournoyer, Maurice J. Custeau, Les Cyniques, Fernand Daoust, Robert Daudelin, le docteur Paul David, Charles de Gaulle, Ludger Delarobil, Roch Demers, Yvon Deschamps, Jules Deschesnes, André Desjardins, Paul Desmarais, Clémence et Michel Desrochers, Serge Deyglun, Léon Dion, Dow (brasserie), Jean Drapeau, Jean Duceppe, Diane Dufresne, Raoul Duguay, Fernand Dumont, Maurice Duplessis, Dupuis Frères, Eaton's, Antonio Flamand, Paul Gérin-Lajoie, Pierre Hétu, Marek Jablonski, Claude et Judith Jasmin, Laurence Hannigan, Daniel Johnson, Pauline Julien, Louis Laberge, Pierre Lalonde, Ambroise Lafortune, Jean Lajeunesse, Robert Lapalme, Jean Lapointe, Donald Lautrec, André Laurendeau, Pierre Létourneau, Félix Leclerc, Tex Lecors, le cardinal Paul-Émile Léger, Pierre Létourneau, Doris Lussier, Marine Industries, Antonine Maillet, Guy Maufette, Jacques Parizeau, Léon-Z. Patenaude, Pierre Péladeau, Alfred Pelland, Denise, Gilles et Wilfrid Pelletier, Marcel Pepin, Daniel Poulin, Radio-Québec, Claude et Yves Ryan, Lucien Saulnier, Alain Stanke, Pierre Thériault, Michelle Tisseyre, Michel Tremblay, Lionel Villeneuve, Pinchas Zukerman, les députés fédéraux, provinciaux et les **syndicalistes**.
Parmi les sujets abordés, mentionnons, entre autres, les accidents d'automobiles, de trains, de travail, l'aéroport Mirabel, l'alimentation, l'art et l'artisanat, les congrès d'associations, les grèves de salariés, les homosexuels, les hôpitaux, Loto-Québec, les manifestations, la médecine, les mines, les meubles, Montréal, les motards, les musées, les orchestres, les partis politiques, les publicités de films et de théâtres, les sports, les **syndicats**, Terre des Hommes, les universités et des usines.
Nous y retrouvons également des caricatures signées Dupras .

Cote assignée par le centre d'archives : P40

Histoire administrative / notice biographique :
Journal indépendant voué à la défense des intérêts syndicaux et populaires, "Québec-Presse" est lancé par des militants syndicaux et des groupes populaires qui ont fondé l'Association coopérative des publications populaires. En plus de traiter de problèmes politiques et sociaux, "Québec-Presse" publie des dossiers d'information qui deviennent sa marque de commerce. Seul journal exprimant avec virulence son opposition au régime libéral, "Québec-Presse" connaît

d'énormes difficultés financières car il ne reçoit pas de contrats de publicité importants. Soutenus financièrement par les organismes fondateurs et les membres de l'Association coopérative, "Québec-Presse" publie du 19 octobre 1969 au 6 novembre 1974 à un tirage moyen de 25 000 exemplaires .
Historique de la conservation : Ce fonds a été déposé, en 1989, par la Fédération des travailleurs du Québec, qui l'avait reçu de monsieur Émile Boudreau. Monsieur Boudreau était membre du conseil d'administration de l'Association coopérative des publications populaires au moment de sa dissolution.
Numéro d'identification du fonds ou de la collection assigné par l'établissement : P404
URL fonds : Lien
Nom du centre d'archives : Bibliothèque et Archives nationales du Québec - Montréal

NOTES

La participation de syndicats à différents comités ou commissions d'enquête documente indirectement l'action de ces organisations : voir le fonds Commission d'enquête sur les conditions de santé et de sécurité des établissements de la compagnie «Les produits chimiques EXPRO inc.» (1971-1983), le fonds Commission d'enquête sur l'administration et le fonctionnement de l'Hôpital-de-Rivière-des-Prairies (1985-1986)(fonds E171), le fonds d'aide aux recours collectifs (1979-2002) (fonds E201), le fonds Commission de la construction du Québec (1962-1996), fonds Tribunal du travail (1991), et le fonds Conseil de l'industrie laitière du Québec inc. (Série Cabinet du ministre du fonds Ministère du Travail).

Les fonds d'archives d'anciens militants renseignent aussi subsidiairement sur les syndicats. C'est notamment le cas du fonds Réginald Boisvert (membre la Ligue ouvrière catholique (L.O.C.) et du Syndicat des métallos de Montréal), du fonds Judith Jasmin (présidente du Syndicat général du cinéma et de la télévision en 1971), du fonds Maurice Martel (membre du syndicat des pharmaciens-propriétaires du Québec), du dossier sur Adrien Arcand (secrétaire à la Fédération des journalistes canadiens inc. et de président du Syndicat des journalistes) dans le fonds Famille Clément-Arthur Dansereau.

Les fonds d'archives de différents médias, tels les journaux (fonds Le Jour, fonds Presse étudiante nationale (fonds P299)) et les télécommunications (fonds Société de télédiffusion du Québec, fonds Young & Rubicam limitée, et série Office du film du Québec dans le fonds Ministère de la Culture, des Communications et de la Condition féminine) informent également sur les activités des syndicats et de leurs représentants.

D'autres collections ou fonds privés contiennent des caricatures ou des photographies sur certains syndicats. C'est principalement le cas du fonds d'archives Claude Ryan (fonds P558), Jean-Marc Phaneuf (fonds P575), Armour Landry (fonds P97), Serge Jongué (fonds P770), Antoine Desilets (fonds P697) et Jean-Pierre Girerd. La Collection des petits fonds et collections d'archives manuscrites d'origine privée contient, pour sa part, un rapport du Syndicat catholique de la province de Québec (1927).

Les relations avec les syndicats de certains individus ou de certaines organisations constituent aussi des archives syndicales indirectes : fonds Lucien Bouchard (fonds P718), fonds René Lévesque (fonds P18), fonds Yves Bérubé, fonds du Théâtre du Nouveau Monde (avec SCEP local 145) et fonds Association féminine d'éducation et d'action sociale (notamment avec le Syndicat d'économie domestique et l'Union catholique des cultivateurs).

Certaines pièces peuvent aussi être trouvées dans les rayons de la bibliothèque dans la Collection nationale. Ainsi, la *Constitution de l'Union internationale des tonneliers de l'Amérique du Nord: règles d'ordre et constitution des unions subordonnées soumises à la juridiction de l'union internationale : aussi constitution du Département de bienfaisance*, publiée en 1872, se retrouve à la BAnQ Montréal. Ce document existe aussi en micro-film à de multiples emplacements pancanadiens, et en version numérique à l'Université d'Alberta (Lien)

CENTRE D'ARCHIVES DE L'OUTAOUAIS - BANQ GATINEAU
http://www.banq.qc.ca/a_propos_banq/informations_pratiques/centres_archives/ca_outaouais.html

Fonds Paul Boucher
Dates : 1880-1960
Genre de documents : 0,66 m de documents textuels
Portée et contenu : Le fonds comprend une thèse, des études, de la correspondance, des interviews pour le "Réveil Rural", des articles, **des notes et des coupures de journaux sur l'Union catholique des cultivateurs (U.C.C.) et le syndicalisme agricole au Canada et au Québec** (1934-1950). Le fonds est également constitué d'une étude historique inédite (avec photographies) sur la milice canadienne et le Régiment de Châteauguay (Paul Boucher fut lieutenant vers 1940) et des recherches sur l'histoire militaire canadienne. Il comprend également des dossiers sur l'histoire de Longueuil, le Cercle Pierre Boucher, le Collège de Longueuil. De plus, on y trouve des dossiers sur la généalogie de la famille Boucher, McBean, Olivier, Nadeau et Doucet. On y trouve également un dossier composé de correspondance, de cartes postales et de coupures de journaux sur les miracles survenus à Lourdes .
Cote assignée par le centre d'archives : P29
Histoire administrative / notice biographique : Paul Boucher est agronome au ministère de l'Agriculture du Québec pendant de nombreuses années. Il occupe ses loisirs à l'histoire militaire et locale et à la généalogie .
Numéro d'identification du fonds ou de la collection assigné par l'établissement : P29
URL fonds : Lien
Nom du centre d'archives : Bibliothèque et Archives nationales du Québec - Gatineau

Fonds Colin Campbell Peterkin

Dates : 1833-1942

Genre de documents : 0.08 mètre(s) linéaire(s) de document(s) textuel(s)

Portée et contenu :
Ce fonds est principalement constitué d'actes notariés concernant la succession Colin Campbell Peterkin, dont d'anciens documents notariés du Canton de Templeton portant sur les familles McDonald, Campbell Langford et Peterkin. On y trouve également des documents et brochures sur la Chambre de commerce de Hull (incorporation, règlements), le syndicalisme ouvrier, la Caisse populaire Notre-Dame de Grâce de Hull et les clubs de chasse et pêche Idlewild Fish and Game Club et Schakdome Fish and Game Club.

Contient des manuscrits, des actes notariés, et des brochures.

Brochures :
- Union nationale catholique des menuisiers-charpentiers. Constitution et règlements. 1932
- Union Saint-Jean-Baptiste d'Amérique. Statuts et règlements. 1942
- Statuts de la Caisse populaire de Notre-Dame de Grâce de Hull. 1916
- Chambre de commerce de la Cité de Hull. Statuts et règlements. 1910
- Board of Trade of the City of Ottawa. Acts of Incorporaton and By-laws. 1914
- Idlewild Fish and Game Club. By-Laws. 1941
- Schakdome Fish and Game Club. Constitution and By-Laws

Cote assignée par le centre d'archives : P185

Histoire administrative / notice biographique :
Colin Campbell Peterkin, forgeron, réside à Rupert puis à Wakefield dans le canton de Masham. Il meurt le 16 septembre 1931 .

Historique de la conservation :
Les documents du fonds proviennent de l'étude légale des notaires Desrosiers, Munn & Laroche de Hull et furent donnés aux Archives nationales du Québec, en 1984, par Me Marc Nadeau .

Numéro d'identification du fonds ou de la collection assigné par l'établissement : P185

URL fonds : Lien

Nom du centre d'archives : Bibliothèque et Archives nationales du Québec - Gatineau

Fonds Confédération des syndicaux nationaux. Conseil central de l'Outaouais
Dates : Reproduit vers 1984 (originaux créés entre 1915 et 1929)
Genre de documents : 0.12 m de documents textuels
Portée et contenu : Ce fonds comprend les procès-verbaux de l'Association ouvrière de Hull (31 janvier 1915 au 24 avril 1918), du Conseil central national des ouvriers de Hull (16 septembre 1919 au 20 décembre 1921), de l'Assemblée générale des ouvriers de Hull (8 mai 1918 au 23 décembre 1921) et du Syndicat des commis-marchands de Hull (17 février 1919 au 13 mars 1929).
Cote assignée par le centre d'archives : P35
Histoire administrative / notice biographique : En 1912, la première organisation ouvrière du Québec est fondée à Hull. Elle regroupe une partie des travailleuses et travailleurs de la ville, sans distinction de métiers. En 1915, l'association se nomme un aumônier qui ne tarde pas à établir un syndicat catholique. Puis, le 19 juin 1919, les syndicats de la région se regroupent sous un même organisme qui deviendra le Conseil central de l'Outaouais .
Historique de la conservation/Source immédiate d'acquisition Ces documents ont été donnés au Centre d'archives de l'Outaouais par M. Jean-Michel Catta en septembre 1992. Ce dernier les avait photocopiés pour la préparation d'une thèse sur le syndicalisme .
Numéro d'identification du fonds ou de la collection assigné par l'établissement : P35
URL du fonds : Lien
Nom du centre d'archives : Centre régional d'archives de l'Outaouais - BAnQ Gatineau
Notes : Le Centre de documentation de la Centrale des syndicats nationaux (CSN) possède aussi un fonds concernant ce Conseil Central. Vous pouvez consulter la fiche de la CSN dans le présent inventaire.

Fonds Mark Assad
Dates : 1981-1988
Genre de documents : 3.3 m de documents textuels
Portée et contenu : Le fonds documente les activités de M. Assad dans son comté, de 1981 à 1988 comme député provincial. Il est constitué essentiellement de correspondance avec les électeurs de son comté et les organismes du territoire. Des dossiers politiques (correspondance, requêtes, pétitions et études) provenant d'individus, de municipalités ou d'organismes du comté de Papineau concernent des sujets tels que l'assainissement des eaux, le réseau ferroviaire, la chasse, la pêche, les réserves et le tourisme. On y trouve également des textes de discours prononcés par le député.
Cote assignée par le centre d'archives : P169
Histoire administrative / notice biographique : Fils d'Adélard Assad, marchand, et d'Edna Chartrand, Mark Assad est né le 14 juin 1940 à Buckingham. Il fait ses études universitaires au St. Patrick's College à Ottawa où il obtient un baccalauréat en histoire. Il épouse Denise Tremblay, fille d'Euclide Tremblay et de Rollande Daoust, le 1er juillet 1964 à Buckingham. Il complète sa scolarité de maîtrise en histoire à l'Université d'Ottawa en 1967 et obtient une maîtrise en administration publique de l'ENAP en 1979. Professeur d'histoire à la Commission scolaire régionale Papineau de 1964 à 1970, il est actif dans l'Association libérale du comté de Papineau et dans de nombreux regroupements provinciaux et régionaux. Mentionnons la Corporation des enseignants du Québec, l'Association d'histoire du Québec de 1967 à 1969, la Croix-Rouge canadienne du comté de Papineau, dont il assure la présidence pendant deux ans. Élu député libéral provincial du comté de Papineau de 1970 à 1976 et de 1981 à 1988, il démissionne en 1988 pour se faire élire sous la bannière libérale fédérale à l'élection de novembre 1988. Il sera réélu aux élections fédérales d'octobre 1993 et de juin 1997.
Historique de la conservation Acquis de M. Mark Assad en 1989 .
Numéro d'identification du fonds ou de la collection assigné par l'établissement : P169
URL du fonds : Lien
Nom du centre d'archives : Centre régional d'archives de l'Outaouais - BAnQ Gatineau

NOTES

Le fonds Joseph Matte (P13) renseigne sur le syndicat des professionnels du gouvernement du Québec. Des documents iconographiques se trouvent dans le fonds Champlain Marcil (P174, S1). Les fonds d'archives de personnalités politiques et d'autres organisations consignent également des informations sur les syndicats. Voir notamment le fonds Oswald Parent, le fonds des Retraités bénévoles de Hull inc. et celui de la Table Régionale des Organismes Volontaires en Éducation Populaire de l'Outaouais.

CENTRE D'ARCHIVES DE QUEBEC - BANQ QUEBEC
http://pistard.banq.qc.ca/rdaq/f?p=200:7:14669198035507:::P7_NUMEROMEMBRE,G_PAGE_PREC:20,17

Fonds Alphonse Giguère
Dates : 1909-1974
Genre de documents : ,42 m de documents textuels
Portée et contenu : Ce fonds aide surtout à la compréhension des structures et de l'organisation du métier ou de la profession de coiffeur pour dames et messieurs, au Québec. En 1967, par exemple, la **Fédération patronale des Coiffeurs du Québec inc. regroupe vingt-sept associations, alors que la Fédération des barbiers et coiffeurs coordonne les activités de vingt syndicats**. Dans cet ordre d'idées, ce fonds contient de la **correspondance générale de la Fédération, des associations et syndicats datant de 1960 à 1972, les procès-verbaux, les congrès et programmes, les rapports financiers de la Fédération patronale des barbiers et coiffeurs de la province de Québec inc. (Fédération patronale des coiffeurs du Québec inc.) entre 1942 et 1969, les congrès et programmes de la Fédération des barbiers et coiffeurs de la province de Québec de 1944 à 1972**. Aussi, s'y retrouvent les conventions collectives de travail entre l'Association patronale et le Syndicat des employés barbiers et coiffeurs, de 1965 à 1969, la constitution et les règlements, les rapports de l'Association des comités paritaires, entre 1943 et 1973, la correspondance, d'autres documents du Syndicat des employés coiffeurs pour dames de Québec inc., des documents de la Commission conjointe des coiffeurs pour dames et sur l'enseignement de la coiffure et coupures de presse datant de 1930 à 1973
Cote assignée par le centre d'archives : P444
Histoire administrative / notice biographique : Durant les années 1928 à 1973, Alphonse Giguère est propriétaire d'un salon de coiffure, d'abord situé rue Latourelle, puis rue Crémazie à Québec. Alphonse Giguère oeuvre surtout dans les rangs de la Fédération patronale des barbiers et coiffeurs de la province de Québec inc., Fédération fondée le 16 mai 1948 et pour laquelle il assume les fonctions de premier vice-président (1950 à 1952), puis de président pour les années 1952 à 1962, sauf un bref intermède en 1956-1957. Il oeuvre, de plus, au sein de l'Association patronale des barbiers de Québec inc., incorporée en mars 1935 et dont il deviendra également le président
Historique de la conservation/Source immédiate d'acquisition Les documents constituant ce fonds nous proviennent de Monsieur Alphonse Giguère et ils ont été acquis selon une convention de donation signée le 12 décembre 1977 .
Numéro d'identification du fonds ou de la collection assigné par l'établissement : P444
URL fonds : Lien
Nom du centre d'archives : Bibliothèque et Archives nationales du Québec - Québec

Fonds Léonce Pelletier
Dates : 1930-1996, surtout 1940-1986
Genre de documents : 1,38 m de documents textuels,25 photographie(s),1 peinture(s),12 gravure(s),1 objet(s),1 Ce champ correspond au nombre limite des données à extraire
Portée et contenu : Le Fonds Léonce Pelletier témoigne de la formation académique de Monsieur Pelletier, en plus de nous renseigner sur ses activités professionnelles dans le domaine de l'enseignement, en tant que professeur et **syndicaliste,** et sur ses activités sociales et économiques en tant qu'administrateur. - La première partie du fonds contient certaines informations sur les études faites par Monsieur Pelletier. Nous y retrouvons des documents sur sa formation à l'École Normale Laval et à l'Université Laval, en plus d'y apprendre qu'il a fait parti de l'armée canadienne. S'y retrouvent, entre autres, des notes de cours, des bulletins scolaires, des certificats émis par l'armée, Le Normalien (bulletin officiel des anciens de l'École Normal Laval), des curriculum vitae et plusieurs programmes de théâtre, d'opéra et de ballet. - La deuxième partie, plus importante, nous renseigne sur sa carrière en enseignement et sur ses activités socio-économiques. Dans un premier temps, nous retrouvons des documents concernant la Commission scolaire de Giffard, documentation composée, entre autres, des notes de cours, d'un contrat de travail, des conventions collectives, des albums souvenirs, des rapports annuels datant de 1930 1932, d'une liste de membres de l'Amicale St-Ignace et du livre des procès-verbaux du Cercle Loyola de Giffard. En 1956, Monsieur Pelletier se retrouve à la Commission des écoles catholiques de Québec et de son passage à cet endroit, ne reste qu'un album des finissants, promotion 1959-1960.Devenu directeur général des études en 1961 à la Commission scolaire de Ste-Foy, cet homme est aussi dépeint par de la correspondance, un rapport sur le rendement scolaire, un document sur les conditions sociales et économiques du personnel enseignant, un texte présenté à la Commission Laurendeau-Dunton, des documents sur le Règlement no 1 proposé par la Commission d'enquête sur l'enseignement et des coupures de presse. Monsieur Léonce Pelletier a aussi travaillé pour le ministère de l'Éducation, il s'est occupé du dossier concernant la formation et la probation des maîtres. Conséquemment, plusieurs documents ayant trait à ces sujets se retrouvent dans ce dossier, de même que des documents sur la certification des maîtres. De son passage dans différentes universités, il ne reste que des contrats d'engagement et les notes du cours "Système scolaire au Québec". Parallèlement à sa charge de cours, en 1980, Monsieur Pelletier est nommé président de comités-conseils sur la classification des enseignants; nous retrouvons donc, dans ce dossier, des documents sur ce sujet et des statistiques sur la certification des maîtres. Tout au long de sa carrière en enseignement, **il a également œuvré dans différents syndicats. Dans le dossier concernant la Corporation des instituteurs et institutrices catholiques de Québec, se retrouvent le bulletin fenêtre ouverte, deux mémoires sur les échelles salariales, quelques exemplaires du journal L'Enseignement, ainsi que le livre Les souvenirs de Laure Gaudrault. Nous retrouvons aussi un dossier concernant la Centrale de l'enseignement du Québec (CEQ) dans lequel il y a un rapport des activités de la CEQ pour 1972-73 et un rapport de la commission d'étude sur la gestion et l'implantation des** structures (CEGIS). Monsieur Léonce Pelletier, parallèlement à sa carrière en enseignement et de syndicaliste, a aussi participé à diverses activités sociales et économiques. Ainsi nous retrouvons différents documents d'associations, de coopératives ou de sociétés […].

Cote assignée par le centre d'archives : P761
Histoire administrative / notice biographique : Léonce Pelletier est né le 16 juin 1923, à Saint-Pascal de Kamouraska. Marié à Agathe Lessard avec qui il a 4 enfants, soit Lucie, Pierre, Claire et François, monsieur Pelletier réside principalement à Giffard et, plus tard, à Sainte-Foy. Il prépara un brevet d'enseignement à l'École Normale Laval de 1940 à 1943 et, plus tard, il obtient un baccalauréat en pédagogie à l'Université Laval. Il fait aussi des études en administration scolaire à l'Université d'Alberta, en plus d'un séminaire et d'un stage en éducation comparée à l'Université du Kent. Entre 1977 et 1979, il suit des cours sur les assurances comme auditeur libre à l'Université Laval. Monsieur Pelletier a œuvré une grande partie de sa vie dans le milieu de l'enseignement comme professeur, directeur ou syndicaliste. De 1943 à 1956, il est à la Commission scolaire de Giffard o¹ il y enseigne et devient principal d'école. Entre 1956 et 1961, il est professeur de sciences à l'école Notre-Dame-de-Grâce à la Commission des écoles catholiques de Québec, puis, de 1961 à 1967, directeur général des études à la Commission scolaire de Sainte-Foy. C'est, ensuite, de 1964 à 1966, qu'il occupe le poste de directeur des séminaires en administration scolaire à l'Université Laval pour, de 1975 à 1977, être coordonnateur général de la formation des maîtres au ministère de l'Éducation du Québec. Enfin, de 1978 à 1983, il est chargé de cours à l'Université Laval, à l'Université du Québec à Trois-Rivières et à l'Université du Québec à Montréal, puis, entre 1980 et 1986, président de comités-conseils sur la classification des enseignants pour le ministère de l'Éducation. Monsieur Pelletier a aussi œuvré dans les milieux syndicaux. Il a été président fondateur du Syndicat des enseignants de Québec-comté, président du Syndicat des enseignants de la Commission des Écoles Catholiques de Québec, vice-président et président de la Corporation des instituteurs et institutrices catholiques du Québec, directeur général de la Centrale de l'enseignement du Québec (1967-1975), administrateur de l'Association des retraités de l'enseignement (1977-1981) et président de la Corporation nationale des services syndicaux du Québec inc. à partir de 1983.Il a également participé à diverses activités sociales et économiques, et fait parti du Rassemblement, Mouvement d'Éducation et d'Action Démocratiques, entre 1956 et 1959. Membre de l'avenir du Québec à partir de 1950, il devint président de cette société à partir de 1964, société qui devient, par la suite, La Mutualité, société d'assurance-vie inc. Il a, au surplus, été vice-président de la SSQ, Mutuelle d'assurance-groupe et administrateur de la SSQ, société d'assurances générales, trésorier de la Coopérative Loisirs-Vacances (COLOVAC) et président de Vacances-familles inc. (1982-1988). Entre 1980 et 1986, il est président de la Corporation du Manoir Laure-Gaudreault, mais aussi administrateur du Bureau international du tourisme social en 1982 et administrateur de la Société de Coopération pour le Développement International (SOCODEVI) entre 1984 et 1993. Il est, enfin, administrateur de la Fondation Laure-Gaudreault à partir de 1995
Historique de la conservation/Source immédiate d'acquisition Les documents constituant ce fonds ont été réunis par Monsieur Léonce Pelletier. Ils ont été légués aux Archives nationales du Québec en 1999 et en 2003 par Monsieur Pelletier lui-même
Numéro d'identification du fonds ou de la collection assigné par l'établissement : P761
URL fonds : Lien
Nom du centre d'archives : Bibliothèque et Archives nationales du Québec - Québec

Fonds Syndicat de l'enseignement de la région de Québec

Dates : Vers 1905-vers 1992

Genre de documents : 3,32 m de documents textuels,7 photographie(s)

Portée et contenu :
Ce fonds illustre les activités des cercles d'études et des associations syndicales qui ont contribué à la création du Syndicat de l'enseignement de la région de Québec. On y retrouve à la fois les documents produits et reçus par des organismes de la région de la Côte-de-Beaupré et des associations des régions centre et nord de Québec, principalement dans la période comprise entre 1940 et 1970. Le fonds témoigne de la création et de l'administration de ces organismes, des combats qu'ils ont menés pour améliorer leurs conditions de travail, notamment par la négociation de conventions collectives, des rivalités ayant animé certains d'entre eux et de leurs relations avec leurs employeurs et des instances gouvernementales. Le fonds comprend aussi des documents relatifs aux activités sociales des cercles d'études et associations syndicales, ainsi qu'à la participation de leurs membres à des congrès, colloques, conférences et causeries.

Le fonds contient neuf séries, dont sept d'entre elles se rapportent directement à la fondation du SERQ. La première série, Syndicat du personnel de l'enseignement de Québec-Montmorency (région Côte-de-Beaupré) comprend les documents produits et reçus par le Syndicat professionnel des instituteurs catholiques ruraux de l'Est de la province de Québec, par le Syndicat des instituteurs de la banlieue de Québec, par le Syndicat des instituteurs et des institutrices de la Côte-de-Beaupré, par l'Association des instituteurs et des institutrices de la Côte-de-Beaupré et par l'Association des enseignants de la Côte-de-Beaupré, avant 1971. La deuxième série, Syndicat du personnel de l'enseignement de Québec-Montmorency (région de Québec : cercles d'étude et syndicats masculins), se compose des documents produits et reçus par le Cercle de L'Avenir, par le Cercle d'étude des instituteurs catholiques de la Cité de Québec (Cercle Morissette) et par le Syndicat professionnel des instituteurs catholiques de la Cité de Québec. La troisième série, Syndicat du personnel de l'enseignement de Québec-Montmorency (région de Québec : cercles d'étude et syndicats féminins) est constituée des documents produits et reçus par le Cercle d'étude Marie-Rollet et par le Syndicat professionnel des institutrices catholiques de la Cité de Québec.

On retrouve ensuite la quatrième série, Syndicat du personnel de l'enseignement de Québec-Montmorency (région de Québec : syndicats mixtes), qui contient les documents produits et reçus par les Instituteurs et institutrices catholiques de Québec, par l'Association des instituteurs et des institutrices catholiques de Québec, par l'Association des professeurs catholiques de Québec et par l'Association des professeurs de Québec. La cinquième série, Syndicat du personnel de l'enseignement de Québec-Montmorency (régions de la Côte-de-Beaupré et de Québec), comprend les documents produits et reçus par l'Association des professeurs du Québec métropolitain, par le Syndicat des professeurs du Québec métropolitain et par le Syndicat du personnel de l'enseignement de Québec-Montmorency.

La sixième série, Syndicat du personnel de l'enseignement du Nord de la Capitale, se compose des documents produits et reçus par le Syndicat catholique des institutrices rurales, par l'Association catholique des institutrices laïques de Québec-Montmorency, par le

Syndicat catholique des instituteurs et institutrices laïcs de Québec-Comté, par l'Association des instituteurs et institutrices du comté de Québec et par l'Association des enseignants du comté de Québec. La septième série, Syndicat du personnel de l'enseignement de Chauveau, est constituée des documents produits et reçus par le Syndicat des travailleurs de l'enseignement Chauveau-Charlesbourg, par le Syndicat des enseignants Chauveau et par le Syndicat du personnel de l'enseignement de Chauveau.

La huitième série, Syndicats provinciaux, contient des documents produits et reçus par les syndicats provinciaux auxquels ont adhéré les différentes associations syndicales du SERQ au cours de son histoire, soit la Fédération des instituteurs et des institutrices catholiques des cités et villes de la province de Québec, la Fédération Catholique des Institutrices Rurales de la province de Québec, la Corporation des instituteurs et institutrices catholiques du Québec, la Fédération des enseignants de Québec, le Syndicat des professeurs de l'État du Québec et la Centrale de l'enseignement du Québec.

Enfin, la neuvième série, Accréditations et activités syndicales, se compose essentiellement des dossiers de demandes d'accréditations syndicales et de photographies illustrant des activités syndicales.

Des documents constitutifs, des listes de membres, des procès-verbaux des diverses instances administratives des associations syndicales, des listes de présence aux réunions, des documents financiers, de la correspondance, des comptes rendus et des photographies d'activités sociales et de reconnaissance, des textes de conventions collectives, des mémoires et divers documents reliés aux négociations ainsi que des publications, composent ce fonds .

Cote assignée par le centre d’archives : P795

Histoire administrative / notice biographique :

Le Syndicat de l'enseignement de la région de Québec (SERQ), constitué officiellement le 29 juin 1998 en vertu de la Loi sur les syndicats professionnels, est né de la fusion de trois syndicats : Syndicat du personnel de l'enseignement de Québec-Montmorency, Syndicat du personnel de l'enseignement du Nord de la Capitale et Syndicat du personnel de l'enseignement de Chauveau. Représentant les enseignantes et enseignants des commissions scolaires de la Capitale, des Premières-Seigneuries et du Collège O'Sullivan, le SERQ a pour mission la défense et le développement des intérêts professionnels, économiques et sociaux de ses membres et la participation à l'évolution sociale de son milieu par les moyens compatibles avec son caractère professionnel et syndical. Ses membres enseignent aux niveaux préscolaire, primaire, secondaire, à l'éducation des adultes et en formation professionnelle. Bien avant la création du SERQ, les trois syndicats, ci-haut mentionnés, opèrent de façon autonome. Jusqu'à 1971, année de création du Syndicat du personnel de l'enseignement de Québec-Montmorency, différentes associations syndicales représentaient en effet les enseignants et les enseignantes de deux régions distinctes : celles de Québec et de la Côte-de-Beaupré. Dès le début du 20e siècle, en 1900, alors que le syndicalisme connaît une " forte poussée de croissance " (Linteau, Durocher, Robert, p. 537) et que le syndicalisme catholique s'implante progressivement au Québec, un groupe d'instituteurs forme le Cercle de l'Avenir. Cette association existe au moins jusqu'en 1906. En 1917 est cette fois mis sur pied le Cercle d'étude des instituteurs catholiques de la Cité de Québec,

aussi appelé Cercle Morissette. Cette association aspire à favoriser le développement de bonnes relations entre ses membres, à défendre et à promouvoir leurs intérêts professionnels et matériels et à offrir un contexte propice à l'étude de différents thèmes liés à la pédagogie. À cette époque et jusqu'au début des années 1960, les luttes syndicales portent surtout sur les conditions salariales, les conditions de travail, l'obtention d'un régime de retraite décent et la promotion du travail des instituteurs. Selon Durocher, Linteau, Robert et Ricard, le syndicalisme enseignant prend réellement racine au cours de la décennie 1930, à l'extérieur des centrales syndicales existantes. En 1936, en réaction à une baisse drastique du salaire des institutrices imposée par le gouvernement Duplessis, Laure Gaudreault met sur pied la première association d'institutrices rurales, bientôt suivie d'une fédération, la Fédération catholique des institutrices rurales. Les instituteurs masculins ne tardent pas à emboîter le pas à leurs consoeurs. Quant aux enseignants des villes, ils constituent leurs propres syndicats au début des années 1940. En 1944, la fondation de ces organisations se voit conforter par l'adoption de la Loi sur les relations ouvrières, qui accorde le droit de syndicalisation et le droit de négociation aux employés du secteur public. C'est en 1938, cependant, que naissent dans la ville de Québec les premiers syndicats professionnels constitués en vertu de la Loi sur les syndicats professionnels, pourtant mise en vigueur par le gouvernement québécois en 1924. C'est donc conformément à cette loi, qui permet aux syndicats d'obtenir une pleine reconnaissance juridique, qu'est fondé le Syndicat professionnel des instituteurs catholiques de la Cité de Québec. Son objectif : se consacrer à l'étude et à la défense des intérêts professionnels de ses membres. À la fin de la décennie 1910, à l'instar de leurs collègues masculins, les institutrices de la région de Québec se laissent également gagner par cette montée du syndicalisme dans le domaine de l'éducation. En 1919, des enseignantes de la Cité de Québec fondent leur propre cercle d'étude, baptisé Cercle d'étude Marie-Rollet, qui tient des réunions mensuelles. Le Cercle, à l'image de celui des instituteurs, se donne pour mission de " promouvoir les bonnes relations qui doivent exister entre tous les membres du Cercle, d'étudier les différents sujets pédagogiques lors des réunions et de sauvegarder et promouvoir les intérêts professionnels et matériels de ses membres ". Comme son pendant masculin, ce n'est toutefois qu'en 1938 que le Syndicat professionnel des institutrices catholiques de la Cité de Québec est créé, toujours en vertu de la Loi sur les syndicats professionnels. Selon la constitution et règlement de 1951, le mandat de ce syndicat consiste à l'étude et à la défense des intérêts professionnels de ses membres. Jusqu'en 1956, les deux syndicats entretiennent des relations, s'associent pour certaines batailles et organisent des activités sociales communes malgré un essoufflement dans le monde syndical enseignant. La décennie 1940 et la première moitié de la décennie 1950 marquent en effet un recul des conditions de travail dans le milieu de l'éducation, et ce malgré la naissance en 1945 de la Corporation des instituteurs catholiques du Québec : à la campagne comme en ville, à la suite de lois votées par le gouvernement de Maurice Duplessis, les syndicats perdent leur droit au recours à l'arbitrage, puis à la grève. Les signatures de conventions collectives se font plus rares. Quoi qu'il en soit, dans la première moitié des années 1950, particulièrement après 1954, les relations entre syndicats masculin et féminin deviennent de plus en plus étroites. Ce rapprochement se conclut en 1956 par la fusion des deux syndicats : l'association syndicale Instituteurs et institutrices catholiques de Québec est née. À la suite de l'arrivée au pouvoir de Paul Sauvé en 1959, le syndicalisme enseignant connaît un nouvel essor. Le successeur de Maurice Duplessis adopte la formule " Rand ", qui conduit les employeurs à prélever à la source les cotisations syndicales. La

Corporation des instituteurs catholiques connaît une hausse remarquable de ses effectifs. Pendant ce temps, c'est tout le secteur de l'éducation qui se transforme : sous l'impulsion des travaux de commissions royales d'enquête, dont les commissions Tremblay et Parent, le gouvernement réinvestit ce secteur. La question de la formation des enseignants apparaît comme de plus en plus déterminante. Alors que la société québécoise se laïcise, le nombre d'enseignants religieux diminue et leurs confrères laïcs se joignent en grand nombre aux effectifs de la profession. Le syndicat change donc régulièrement de nom pour s'adapter à ces nouvelles réalités. Rebaptisé l'Association des instituteurs et des institutrices catholiques de Québec en 1963, il change à nouveau d'appellation deux ans plus tard. Dans le procès-verbal de la réunion des membres du 23 mars 1965, on peut lire que l'Association dépose une demande de changement de nom pour celui d'Association des professeurs catholiques de Québec. Elle garde ce nom jusqu'en 1967, année qui marque la disparition du terme catholique de son appellation officielle. C'est aussi cette année-là que la Corporation des instituteurs catholiques prend le nom de Corporation des enseignants du Québec, puis de Centrale de l'enseignement du Québec (1974). La teneur des revendications se modifie : la formation des maîtres et le rôle de l'enseignant dans la société constituent désormais des thèmes privilégiés. Quant à l'Association des professeurs catholiques de Québec, elle porte dorénavant le nom d'Association des professeurs de Québec jusqu'au moment de sa fusion, en juin 1971, avec l'Association des enseignants de la Côte-de-Beaupré. Dans cette région, un premier regroupement d'enseignants se constitue sous le nom de Cercle Mgr Rouleau. Aucune information concernant l'année de création de ce cercle, antérieure à 1938, n'est cependant disponible. En février de cette année-là, lors d'une réunion du Cercle, on décide d'instituer un véritable syndicat sous le nom de Syndicat professionnel des instituteurs catholiques ruraux de l'Est de la province de Québec. Au cours de la réunion du 11 juin 1938, le président rappelle le double but moral et matériel du Syndicat. De plus, dans le cahier des procès-verbaux, on mentionne que la constitution et les règlements de ce syndicat sont publiés dans l'édition du 7 mai 1938 de la Gazette officielle du Québec. Le Syndicat poursuit ses activités sous le même nom jusqu'en 1948. Au cours de cette année, une demande de changement de nom est présentée pour celui de Syndicat des instituteurs de la banlieue de Québec. Il conservera ce nom jusqu'en 1954, alors qu'il est remplacé par le Syndicat des instituteurs et des institutrices de la Côte-de-Beaupré. La constitution et les règlements de ce syndicat révèlent qu'il a pour buts immédiats l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, intellectuels, sociaux et moraux de ses membres. Il se consacre à ces fonctions sous cette appellation jusqu'au 17 avril 1963, date de la réunion où il est proposé et résolu à l'unanimité que le nom du Syndicat change en celui d'Association des instituteurs et des institutrices de la Côte-de-Beaupré, nom que l'Association conservera pendant quatre ans. De 1967 à 1971, le syndicat, se laissant emporter par le vent de laïcisation qui souffle sur la province, adopte le nom d'Association des enseignants de la Côte-de-Beaupré. C'est en juin 1971 que la nouvelle organisation regroupant les associations syndicales des régions de Québec et de la Côte-de-Beaupré voit le jour : l'Association des professeurs du Québec métropolitain change toutefois rapidement de nom en 1974 pour devenir le Syndicat des professeurs du Québec métropolitain. Comme les autres syndicats du Québec, l'organisation s'inscrit dans les luttes syndicales animées de la décennie 1970 : formation des premiers grands fronts communs intersyndicaux, radicalisation et " marxisation " du discours et revendications pour une formation bonifiée des maîtres sont à l'ordre du jour. Sous le règne du Parti québécois, ce sont plutôt la

valorisation de la mission sociale de l'école, une meilleure accessibilité des connaissances aux élèves et l'amélioration de la qualité de vie des familles que défendent les associations syndicales. Le Syndicat des professeurs du Québec métropolitain s'adapte à cette évolution, ainsi qu'à celle de ses effectifs. Il disparaît ainsi en 1985 pour donner naissance au Syndicat du personnel de l'enseignement de Québec-Montmorency, qui devient en 1998 l'un des trois syndicats fondateurs du SERQ. À cette époque et déjà depuis quelques années, les revendications syndicales se sont recentrées autour des conditions de travail des enseignants, suivant en cela la montée d'un courant individualiste à l'échelle des sociétés occidentales. Dans le deuxième secteur du territoire couvert par le SERQ, l'histoire du Syndicat du personnel de l'enseignement du Nord de la Capitale est également marquée par la fondation, puis par la disparition de nombreuses associations syndicales. C'est en 1944, selon la Gazette officielle du 15 juillet, que la cellule syndicale du district no 27 du Syndicat catholique des institutrices rurales voit le jour, afin d'améliorer les conditions de travail particulièrement difficiles de ce groupe d'enseignantes, sous-payées par rapport à leurs collègues masculins et aux enseignants en milieu urbain. Cette fondation s'inscrit dans la foulée du militantisme de Laure Gaudreault. La cellule du district numéro 27 donne naissance, en 1948, à l'Association catholique des institutrices laïques de Québec-Montmorency. Le 12 juillet 1954, à peu près à la même époque que les syndicats professionnels de Québec, l'organisation opte pour la mixité : une demande de changement de nom est présentée au Secrétaire de la province et le Syndicat catholique des instituteurs et institutrices laïcs de Québec-Comté entreprend ses activités peu après. Un peu moins de dix ans plus tard, la Gazette officielle du 18 mai 1963 fait état d'une nouvelle demande de changement de nom de ce syndicat en celui d'Association des instituteurs et institutrices du comté de Québec. Le Syndicat conserve ce nom jusqu'en 1966. Ainsi, le 5 octobre, il renonce à son titre officiel de syndicat catholique et renaît sous le nom de l'Association des enseignants du comté de Québec. Cette association change à nouveau d'appellation le 7 juin 1974 pour devenir le Syndicat des travailleurs de l'enseignement Chauveau-Charlesbourg. Les règlements de cette organisation, adoptés le 21 juin 1977, confirment que l'organisation a pour but " la formation professionnelle de ses membres ainsi que l'étude, la défense et le progrès de leurs intérêts moraux, professionnels, sociaux, économiques et politiques ". Ce nom n'est toutefois guère représentatif des effectifs du Syndicat. C'est pourquoi l'association devient le 16 décembre 1982 le Syndicat des travailleurs et des travailleuses de l'enseignement Chauveau-Charlesbourg. C'est de ce syndicat qu'est issu, le 25 avril 1989, le Syndicat du personnel de l'enseignement du Nord de la Capitale. L'histoire du Syndicat du personnel de l'enseignement de Chauveau commence quant à elle par une scission des travailleurs de l'enseignement Chauveau-Charlesbourg. Déterminé à modifier "l'orientation politisée du STECC", un groupe d'enseignants élit une assemblée fondatrice, puis dépose une demande en accréditation au ministère du Travail le 30 octobre 1978, fondant ainsi le Syndicat des enseignants Chauveau. L'objectif général de cette association : promouvoir le bien-être général des enseignants de la Commission scolaire régionale Chauveau et voir à leurs intérêts professionnels, sociaux, moraux, intellectuels et financiers. Ce syndicat disparaît dans la deuxième moitié des années 1980 pour donner naissance au Syndicat du personnel de l'enseignement de Chauveau. Cette nouvelle organisation amende les règlements de l'association qui l'a précédée et concentre sa mission sur les conditions de travail de ses membres. Elle déclare ainsi dans ses statuts qu'elle privilégiera désormais l'étude, la sauvegarde et le développement des intérêts économiques, sociaux et professionnels de ses membres et particulièrement la négociation et

l'application des conventions collectives.
Sources : Paul-André Linteau, René Durocher et Jean-Claude Robert. Histoire du Québec contemporain : de la Confédération à la crise (1867-1929). Montréal : Les Éditions du Boréal, 1989. 758 p.
Paul-André Linteau et al. Histoire du Québec contemporain : le Québec depuis 1930 (nouvelle édition révisée). Montréal : Les Éditions du Boréal, 1989. 834 p.
Andrée Dufour. Histoire de l'éducation au Québec. Montréal : Les Éditions du Boréal, 1997. 124 p.

Historique de la conservation/Source immédiate d'acquisition
Acquis par donation le 5 juin 2002 du Syndicat de l'enseignement de la région de Québec (SERQ), dont le mandataire était Réjean Lemelin, secrétaire-trésorier. Les documents composant la deuxième acquisition à ce fonds nous proviennent de Monsieur Denis Simard, président du SERQ, et ont été acquis selon une convention de donation signée le 14 décembre 2010 (P795,S9 : 2010-12-003) .

Numéro d'identification du fonds ou de la collection assigné par l'établissement : P795

URL fonds : Lien

Nom du centre d'archives : Bibliothèque et Archives nationales du Québec - Québec

Fonds Nicole Blouin

Série : Activités sociales

Dates : 1960-2002

Genre de documents : 2,77 m de documents textuels,56 photographie(s),2 gravure(s)

Portée et contenu :
Cette série témoigne des activités sociales et militantes de madame Nicole Blouin au sein de divers conseils d'administration de plusieurs associations ou regroupements syndicaux bien connus au Québec. Elle se compose de dossiers (correspondance, procès-verbaux, publications, communiqués de presse, etc.) des organismes suivants : Association Québec-France, Société du Centre des congrès de Québec, Société de développement de la culture et des arts, Chambre de commerce et d'industrie du Québec métropolitain, Corporation des enseignants du Québec (CEQ), Comité patronal de négociation des commissions pour catholiques, Commission des écoles catholiques du Québec (CECQ), Syndicat des fonctionnaires provinciaux du Québec, Centrale de l'enseignement du Québec (CEQ) Fondation du Théâtre du Trident inc., Comité de la galerie du Grand Théâtre de Québec, Fondation Jeunesse Entraide, Fonds d'aménagement de la cour d'école Notre-Dame-du-Sacré-Cœur (FACE), Maison d'hébergement Jeunesse Sainte-Foy

Cote assignée par le centre d'archives : P860,S3

Histoire administrative / notice biographique :
Née à Québec en 1936, madame Nicole Blouin a effectué ses études à l'Université Laval, où elle a obtenu un baccalauréat en journalisme et information et complété la scolarité d'une maîtrise en science politique. Nicole Blouin est présidente de NB communication-relations publiques inc. depuis le 25 juin 1985. Sa vaste expérience dans le domaine des communications et des relations publiques, l'a amenée au cours de sa carrière à travailler comme journaliste à l'Action et à Radio-Canada ainsi que comme gestionnaire en communication publique. Elle a été notamment la première agente d'information au gouvernement du Québec en 1964 et attachée de presse lors du premier Front commun FTQ-CEQ CSN en 1972. Elle a été en outre rédactrice en chef de la revue sur le marché de l'art Le Collectionneur et du Guide Vallée, professeure et directrice du programme de relations publiques au département d'information et de communication de l'Université Laval et directrice des communications au Conseil du statut de la femme du gouvernement du Québec. Elle est depuis l'an 2000, chargée de cours en communication au département d'information et de communication de la Faculté des Lettres, à l'Université Laval. Ses activités professionnelles et communautaires lui ont permis de travailler de façon spécifique dans les milieux de la culture, des affaires et de l'éducation. Depuis 1999, madame Blouin assume la présidence du Comité du civisme du gouvernement du Québec. Elle est également vice-présidente de la Chambre de commerce française au Canada, section Québec, membre du conseil d'administration et du comité exécutif de Collaboration Santé Internationale (CSI) et membre du comité des arts visuels du Grand Théâtre de Québec depuis 1998. De 2000 à 2004, elle a été membre du conseil d'administration du Centre des congrès de Québec. Elle a aussi été présidente de la Fondation du Théâtre du Trident, membre du conseil d'administration du Festival d'été international de Québec, membre du conseil d'administration de la Chambre de commerce et d'industrie du Québec métropolitain, membre du comité consultatif de l'Institut de recherche et d'information sur la rémunération (IRIR) du gouvernement du Québec, présidente de l'Association des relationnistes du Québec (ARQ), président-fondatrice de la Coopérative des

consommateurs de Sainte-Foy; commissaire d'école et vice-présidente de la Commission scolaire des Découvreurs à Sainte-Foy. Madame Nicole Blouin a été présidente nationale de l'Association Québec-France, de 1996 à 1999 et a été nommée Chevalier de l'Ordre National du Mérite, par décret du Président de la République française, le 3 juillet 1998 SOURCE : CV de madame Nicole Blouin .
Numéro d'identification du fonds ou de la collection assigné par l'établissement : P860
Historique de la conservation/Source immédiate d'acquisition Les documents composant ce fonds nous proviennent de Madame Nicole Blouin et ont été acquis selon une convention de donation signée le 13 décembre 2005 .
URL fonds : Lien
Nom du centre d'archives : Bibliothèque et Archives nationales du Québec - Québec

Fonds Daniel Demers
Dates : 1966-2007
Genre de documents : 8.85 m de documents textuels, 1 objet(s) : brassard
Portée et contenu : Le Fonds Daniel Demers retrace les grands moments entourant la constitution du Syndicat des professionnelles et professionnels du gouvernement du Québec (SPGQ) et de son évolution. Les principaux événements qui y sont relatés permettent de constater que l'histoire du SPGQ est liée au développement du syndicalisme dans la fonction publique et à ses rapports, parfois tumultueux, avec ses divers employeurs. Ce fonds d'archives se veut donc fort pertinent pour les chercheurs s'intéressant aux relations de travail et à l'histoire du syndicalisme. Le fonds se compose de trois séries : Conseil syndical (série P868,S1); Organisation du travail (série P868,S2) et Négociations de conventions collectives (série P868,S3) .
Cote assignée par le centre d'archives : P868
Histoire administrative / notice biographique : Daniel Demers travaille au sein du Ministère des ressources naturelles du Québec comme ingénieur forestier du début des années 1970 au milieu des années 2000. Parallèlement à ses activités professionnelles, M. Demers débute sa **carrière syndicale au sein du Syndicat des professionnelles et professionnels du gouvernement du Québec (SPGQ) en novembre 19**73. Il compte plus de vingt ans d'expérience comme délégué syndical et plus de dix ans comme dirigeant au conseil syndical. Il oeuvre aussi comme membre sur divers comités ou commissions. À propos du SPGQ **Constitué en 1966, le Conseil syndical des professionnels du gouvernement du Québec regroupait les professionnels de six syndicats. Il devint officiellement le Syndicat de professionnels du gouvernement du Québec en 1968**. Source : Pour plus d'informations vous pouvez aller voir le site Web du SPGQ et consulter l'onglet « histoire » : http://www.spgq.qc.ca/default.aspx?page=26&lang=fr-ca (site Web consulté le 3 octobre 2008) .
Historique de la conservation/Source immédiate d'acquisition Les documents composant ce fonds nous proviennent de Monsieur Daniel Demers et ont été acquis selon une convention de donation signée le 4 juillet 2006. Nous remercions M. Demers pour sa précieuse contribution au traitement de son fonds d'archives en 2007 et 2008 .
Numéro d'identification du fonds ou de la collection assigné par l'établissement : P868
URL du fonds : Lien
Nom du centre d'archives : Bibliothèque et Archives nationales du Québec - Québec

Fonds Commission d'enquête sur l'exercice de la liberté syndicale dans l'industrie de la construction

Dates : [Vers 1973]-1975

Genre de documents : 3.87 m de documents textuels

Cote assignée par le centre d'archives : E119

Histoire administrative / notice biographique :

La première loi québécoise sur les commissions d'enquête date de 1869 et reprend une bonne partie des dispositions d'une loi remontant à l'Acte d'Union. Cette loi accorde au gouvernement le pouvoir d'instituer, chaque fois qu'il le juge à propos et en autant que cela n'est pas prévu par une loi spéciale, une commission d'enquête sur toute question touchant l'administration gouvernementale et judiciaire. D'autre part, elle attribue aux commissaires le pouvoir d'assigner des témoins et d'exiger d'eux le dépôt devant la Commission de tout document qu'ils jugent nécessaire à la découverte de la vérité. Toutefois, les témoins ne sont pas tenus de répondre aux questions qui risquent de les exposer à des poursuites judiciaires. La loi accorde également le pouvoir de faire des enquêtes au Bureau des inspecteurs des prisons, des hôpitaux et d'autres institutions, au Bureau d'examinateurs pour le service civil et au Conseil de l'instruction publique. Elle mentionne enfin que le gouvernement peut, par un arrêté en conseil ou un décret, conférer le pouvoir de procéder à une enquête à «tout autre bureau, corps ou personne qui en fera la demande». Jusqu'à la fin du XIXe siècle, les amendements apportés à la législation relative aux commissions d'enquête se résument à une extension du pouvoir de tenir des enquêtes accordées au surintendant de l'Instruction publique et, par délégation spéciale de sa part, aux secrétaires du Département de l'instruction publique, aux rédacteurs du Journal de l'Instruction publique et aux inspecteurs d'écoles (1878); à l'Auditeur de la province (1883); au Bureau de la trésorerie et aux commissaires nommés par ce bureau (1888). En 1895, le gouvernement fait adopter une loi refondant toutes les lois antérieures sur les commissions d'enquête et apportant de nouvelles dispositions. Tout d'abord, aux matières pouvant faire l'objet d'une enquête, elle vient ajouter la gestion des affaires municipales. Dans ce cas, la loi indique que les frais d'enquête sont payés par la municipalité ou par les personnes incriminées - disposition abrogée en 1926. Pour la première fois également, il est fait mention dans la loi de l'obligation pour les commissaires de produire un rapport auquel le gouvernement s'engage à donner suite. On y mentionne en outre que «les commissions jouissent de la même immunité et des mêmes privilèges que les juges de la Cour supérieure, pour tout acte fait ou omis dans l'exécution de leurs devoirs», et qu'aucune procédure judiciaire «ne peut entraver ou arrêter les procédures des commissaires à l'enquête». La loi prévoit encore la possibilité d'obtenir des copies certifiées des témoignages reçus par la Commission. Elle indique enfin que «le gouvernement fixe la date à laquelle les commissaires doivent compléter leurs travaux et remettre leur rapport et la limite des frais de chaque commission». L'ensemble de ces dispositions se retrouvent dans la loi actuelle. Au XXe siècle, la loi concernant les commissions d'enquête est de nouveau modifiée, mais de façon moins substantielle que précédemment. En 1909, la santé publique s'ajoute aux matières sur lesquelles des enquêtes peuvent être tenues. En 1925, on précise que le gouvernement ne peut instituer une commission qu'à la suite d'allégations précises et que les commissaires ne doivent enquêter que sur celles-ci. L'année suivante, la loi parle des chefs des départements et des personnes qu'ils nomment, et non de Bureau du service civil et des commissaires nommés par lui, lorsqu'elle fait mention des organismes et individus ayant le pouvoir de faire des enquêtes. Par ailleurs, une loi adoptée en 1937 accorde au gouvernement le pouvoir d'instituer des enquêtes sur l'emploi des

subventions par les corporations laïques administrant des hôpitaux. En 1941, parmi les matières pouvant faire l'objet d'une enquête, on inclut le bien-être de la population. Enfin, en 1970, le contrôleur des finances se voit attribuer le pouvoir de faire des enquêtes.
Numéro d'identification du fonds ou de la collection assigné par l'établissement : E119
URL du fonds : Lien
Nom du centre d'archives : Bibliothèque et Archives nationales du Québec - Québec

Fonds Commission d'enquête sur le différend opposant Hydro-Québec, la section 957 et d'autres sections du Syndicat canadien de la fonction publique

Dates : 1976

Genre de documents : 0.07 m de documents textuels

Cote assignée par le centre d'archives : E133

Histoire administrative / notice biographique :
La première loi québécoise sur les commissions d'enquête date de 1869 et reprend une bonne partie des dispositions d'une loi remontant à l'Acte d'Union. Cette loi accorde au gouvernement le pouvoir d'instituer, chaque fois qu'il le juge à propos et en autant que cela n'est pas prévu par une loi spéciale, une commission d'enquête sur toute question touchant l'administration gouvernementale et judiciaire. D'autre part, elle attribue aux commissaires le pouvoir d'assigner des témoins et d'exiger d'eux le dépôt devant la Commission de tout document qu'ils jugent nécessaire à la découverte de la vérité. Toutefois, les témoins ne sont pas tenus de répondre aux questions qui risquent de les exposer à des poursuites judiciaires. La loi accorde également le pouvoir de faire des enquêtes au Bureau des inspecteurs des prisons, des hôpitaux et d'autres institutions, au Bureau d'examinateurs pour le service civil et au Conseil de l'instruction publique. Elle mentionne enfin que le gouvernement peut, par un arrêté en conseil ou un décret, conférer le pouvoir de procéder à une enquête à «tout autre bureau, corps ou personne qui en fera la demande». Jusqu'à la fin du XIXe siècle, les amendements apportés à la législation relative aux commissions d'enquête se résument à une extension du pouvoir de tenir des enquêtes accordée au surintendant de l'Instruction publique et, par délégation spéciale de sa part, aux secrétaires du Département de l'instruction publique, aux rédacteurs du Journal de l'Instruction publique et aux inspecteurs d'écoles (1878); à l'Auditeur de la province (1883); au Bureau de la trésorerie et aux commissaires nommés par ce bureau (1888). En 1895, le gouvernement fait adopter une loi refondant toutes les lois antérieures sur les commissions d'enquête et apportant de nouvelles dispositions. Tout d'abord, aux matières pouvant faire l'objet d'une enquête, elle vient ajouter la gestion des affaires municipales. Dans ce cas, la loi indique que les frais d'enquête sont payés par la municipalité ou par les personnes incriminées - disposition abrogée en 1926. Pour la première fois également, il est fait mention dans la loi de l'obligation pour les commissaires de produire un rapport auquel le gouvernement s'engage à donner suite. On y mentionne en outre que «les commissions jouissent de la même immunité et des mêmes privilèges que les juges de la Cour supérieure, pour tout acte fait ou omis dans l'exécution de leurs devoirs», et qu'aucune procédure judiciaire «ne peut entraver ou arrêter les procédures des commissaires à l'enquête». La loi prévoit encore la possibilité d'obtenir des copies certifiées des témoignages reçus par la Commission. Elle indique enfin que «le gouvernement fixe la date à laquelle les commissaires doivent compléter leurs travaux et remettre leur rapport et la limite des frais de chaque commission». L'ensemble de ces dispositions se retrouve dans la loi actuelle. Au XXe siècle, la loi concernant les commissions d'enquête est de nouveau modifiée, mais de façon moins substantielle que précédemment. En 1909, la santé publique s'ajoute aux matières sur lesquelles des enquêtes peuvent être tenues. En 1925, on précise que le gouvernement ne peut instituer une commission qu'à la suite d'allégations précises et que les commissaires ne doivent enquêter que sur celles-ci. L'année suivante, la loi parle des chefs des départements et des personnes qu'ils nomment, et non de Bureau du service civil et des commissaires nommés par lui, lorsqu'elle fait mention des organismes et individus ayant le pouvoir de faire des enquêtes. Par ailleurs, une loi adoptée en 1937 accorde au gouvernement le pouvoir d'instituer des enquêtes sur l'emploi des

subventions par les corporations laïques administrant des hôpitaux. En 1941, parmi les matières pouvant faire l'objet d'une enquête, on inclut le bien-être de la population. Enfin, en 1970, le contrôleur des finances se voit attribuer le pouvoir de faire des enquêtes.
Numéro d'identification du fonds ou de la collection assigné par l'établissement : E133
URL du fonds : Lien
Nom du centre d'archives : Bibliothèque et Archives nationales du Québec - Québec

Fonds Association professionnelle des inspecteurs d'écoles catholiques
Dates : 1901-1974
Genre de documents : 0.07 m de documents textuels
Portée et contenu : Ce fonds contient des documents qui permettent un éclairage sur le fonctionnement de l'association ainsi que sur les conditions des inspecteurs en retraite. On y retrouve des procès-verbaux de réunions, de la correspondance, des documents comptables, des bulletins d'information, des documents relatifs aux assurances collectives et aux activités syndicales. Certains documents concernent les relations avec d'autres associations, notamment l'AAIE (Association des anciens inspecteurs d'école). On retrouve également des dossiers sur les conditions salariales et les fonds de pension
Cote assignée par le centre d'archives : P429
Histoire administrative / notice biographique : C'est le 30 août 1851 qu'est sanctionné «l'Acte pour pourvoir à l'établissement d'une École normale et pour mieux encourager l'éducation dans le Bas-Canada». Cette loi prévoit, entre autres, la nomination d'inspecteurs d'écoles dont le rôle est de visiter les écoles, d'examiner le travail des maîtres, de vérifier l'administration des secrétaires-trésoriers et les registres des commissions scolaires. Relevant d'abord du Surintendant, puis du Département de l'Instruction publique (1876-1964), ces inspecteurs agissent comme intermédiaire entre le Département, les commissions scolaires et le personnel enseignant. Très tôt, les inspecteurs sentent le besoin de se regrouper pour échanger entre eux sur certains aspects de leur métier et, dès 1873, ils organisent un premier congrès. En 1901, l'Association professionnelle des inspecteurs d'écoles catholiques (APIEC) voit le jour. Elle persiste jusqu'en 1964, alors que la création du ministère de l'Éducation marque la fin de la fonction d'inspecteur d'école .
Point d'accès / provenance : Ce fonds a été cédé aux ANQ par l'Association des anciens inspecteurs d'école en 1989, association à laquelle l'APIEC avait légué ses biens et archives en 1974.
Numéro d'identification du fonds ou de la collection assigné par l'établissement : P429
URL du fonds : Lien
Nom du centre d'archives : Bibliothèque et Archives nationales du Québec - Québec

Fonds Union protectrice des travailleurs de la chaussure
Dates : 1898-1973
Genre de documents : 1.28 m de documents textuels
Portée et contenu : Ce fonds permet un éclairage sur le fonctionnement et les activités de l'union protectrice des travailleurs de la chaussure. On retrouve essentiellement des procès-verbaux des différentes unions de cordonniers-monteurs, employés de confection, tailleurs de cuir ou des femmes de la profession. Certains document concernent la trésorerie et la caisse de décès et de prévoyance. Enfin, un livre des patronistes des tailleurs de cuir est également présent .
Cote assignée par le centre d'archives : P453
Histoire administrative / notice biographique : Après avoir connu un essor important entre 1850 et 1860, l'industrie de la chaussure est confrontée à la fin du XIXe siècle au fort vent d'industrialisation et d'urbanisation qui souffle alors sur le Québec. Pour l'industrie de la chaussure, ce phénomène se traduit par l'entrée massive des machines dans les industries, ce qui tend à disqualifier certains métiers (cordonniers-monteurs, tailleurs, etc.) en faveur d'ouvriers non-qualifiés, et menace même certains emplois. Pour lutter contre ces effets, les ouvriers se mobilisent et s'organisent. Réunis au départ autour d'organisations comme les Chevaliers de Saint-Crépin (1870) et les Chevaliers du travail (1885), les travailleurs de la chaussure s'orientent très tôt vers des unions locales et nationales regroupant les ouvriers selon leurs tâches spécifiques : locale des tailleurs de cuir, locale des cordonniers machinistes, locale des monteurs. Pendant toute la première moitié du XXe siècle, ces travailleurs luttent non seulement pour la protection de leurs unions et de meilleurs salaires, mais aussi pour la sauvegarde de leurs emplois
Historique de la conservation/Source immédiate d'acquisition Ce fonds a été prêté puis cédé aux ANQ par l'Union protectrice des travailleurs de la chaussure, en la personne de monsieur Gilles Gignac, selon une convention signée en 1978 .
Numéro d'identification du fonds ou de la collection assigné par l'établissement : P453
URL du fonds : Lien
Nom du centre d'archives : Bibliothèque et Archives nationales du Québec - Québec

Fonds Fédération des travailleurs du papier et de la forêt

Dates : 1937-1980

Genre de documents : 10.8 m de documents textuels, 3 bande(s) magnétique(s)

Portée et contenu :
Parmi les documents constituant ce fonds, nous retrouvons de la correspondance entre la Fédération et les syndicats affiliés, entre la Fédération et les papetières, entre la Fédération et le gouvernement; des documents sur la négociation des conventions collectives des travailleurs, des études et rapports sur la situation des pâtes et papiers au Québec, des documents financiers, de gestion et d'administration de la Fédération.
Les documents sonores contiennent, pour leur part, un récit d'Henri Vachon sur le syndicalisme des travailleurs et un document incomplet dans lequel des personnes non identifiées font l'histoire du syndicalisme dans les compagnies forestières.

Cote assignée par le centre d'archives : P623

Histoire administrative / notice biographique :
En 1923, affiliée à la Confédération des travailleurs catholiques du Canada (plus tard la CSN), la Fédération catholique des employés de pulperies et papeteries du Canada servit de modèle aux autres fédérations en voie d'organisation. Cependant, ne comptant que deux syndicats, elle demeura sous tutelle -la loi exigeant un minimum de trois syndicats- jusqu'à 1937. Dans la première moitié du siècle, d'âpres luttes se menèrent pour la reconnaissance syndicale contre des patrons qui préféraient de beaucoup négocier avec les unions internationales. C'est dans les usines de la compagnie Price Brothers à Riverbend, Kénogami et Jonquière que les travailleurs déclenchèrent en 1943 une grève qui allait être décisive et profiter à toute la classe ouvrière. La commission d'enquête Prévost donna raison aux syndicats catholiques, ce qui mena à l'adoption en 1944 de la Loi des relations ouvrières, le premier Code du travail québécois. Actuellement, la FTPF se compose de 170 syndicats regroupant plus de 13 000 membres: Mécaniciens, tuyauteurs, soudeurs, électriciens, opérateurs, chimistes, instrumentistes, papetiers, secrétaires, comptables, imprimeurs, relieurs, camionneurs, scieurs, classificateurs, assembleurs, mesureurs de bois, mécaniciens de machines fixes, abatteurs, sylviculteurs... La Fédération des travailleurs et des travailleuses du papier et de la forêt offre à ses syndicats un appui compétent et professionnel pour la négociation et l'application de leurs conventions collectives. Une équipe, composée de dix conseillères et conseillers syndicaux, six employés de bureau, une secrétaire-comptable et un coordonnateur est à la disposition de tous les syndicats, quelle que soit leur taille. Grâce à ses 6 bureaux régionaux, la fédération dessert ses syndicats dans toutes les régions du Québec. La Fédération fournit à ses syndicats des ressources humaines et financières pour négocier leur convention collective, plaider les griefs et faire l'analyse des conventions et des sentences arbitrales. Elle leur offre des sessions de formation et un appui financier au besoin pour leur permettre d'y assister. Elle fait des représentations notamment auprès du ministère des Ressources naturelles, du ministère de l'Industrie et du Commerce et des sous-comités de la Commission de la santé et de la sécurité du travail. La Fédération des travailleurs et des travailleuses du papier et de la forêt est affiliée depuis le 1er janvier 1998 à la Fédération internationale des syndicats de travailleurs de la chimie, de l'énergie, des mines et des industries diverses (ICEM) . Cette fédération membre de la CISL (confédération internationale des syndicats libres) a juridiction sur l'industrie des pâtes et papiers. D'où notre affiliation. Ses bureaux en Amérique du Nord sont à Washington. La fédération est également impliquée dans le Collectif international de la CSN. La fédération est membre du Forest Stewardship Council. FSC

est une organisation internationale sans but lucratif créée en 1993 pour encourager l'aménagement des forêts qui respecte l'environnement tout en étant bénéfique socialement et viable économiquement. FSC supporte le développement de normes nationales et régionales utilisées pour évaluer si les opérations forestières sont conformes aux bonnes pratiques d'aménagements. Ses membres représentent les secteurs environnementaux, sociaux et économiques. La FTPF occupe un siège de la chambre sociale au comité directeur de l'Initiative québécoise de développement des normes FSC. (Réf: www.ftpf.qc.ca) .

Historique de la conservation/Source immédiate d'acquisition
Les archives de La Fédération des travailleurs du papier et de la forêt ont été cédées aux Archives nationales du Québec, par convention de donation signée le 19 juin 1992, par le président de l'organisme, Claude Plamondon.

Numéro d'identification du fonds ou de la collection assigné par l'établissement : P623

URL du fonds : Lien

Nom du centre d'archives : Bibliothèque et Archives nationales du Québec - Québec

Notes :
Le Centre de documentation de la Centrale des syndicats nationaux (CSN) possède aussi un fonds concernant cette Fédération. Vous pouvez consulter la fiche de la CSN dans le présent inventaire.

Conseil central des syndicats nationaux de Québec
Série tirée de Collection Centre d'archives de Québec
Dates : 1914-1968
Genre de documents : 3 documents textuels, 26 photos (épreuves n&b ; 20 x 51 cm et plus petit)
Portée et contenu : Ce dossier est constitué d'un certificat d'honneur décerné par l'Université Laval en 1948, de l'ordre du jour du Cercle d'étude et d'une lettre de P.E. Roy, archevêque de Québec, adressée à ses collaborateurs le 7 février 1926. Les photographies de ce dossier illustrent des groupes lors de congrès, d'assemblées et de divers événements comme le tirage d'une maison, un char allégorique, la bénédiction de l'édifice de la CSN sur le boulevard Charest à Québec. Il y a aussi des dirigeants à une commission parlementaire, une délégation canadienne à une conférence à Genève et les religieux du Collège canadien à Rome en 1914. On y voit des représentants syndicaux comme Jean Marchand, Eugène Rancourt, le chanoine Aurèle Ouellet ainsi que d'autres personnalités comme Jean Lesage, Daniel Johnson, Maurice Bellemare, l'abbé Maxime Fortin, messeigneurs Maurice Roy et Charles-Omer Garant .
Historique de la conservation : Les documents contenus dans ce fonds sont soit de provenance inconnue, soit donnés par des personnes désirant demeurer anonymes, soit versés en petites quantités. Ces documents avec une valeur historique certaine ont donc été conservés la plupart du temps sans lien de provenance. Ces acquisitions datent majoritairement d'avant 1985.
Cote assignée par le centre d'archives : P1000, S2, D4
Numéro d'identification du fonds ou de la collection assigné par l'établissement : P1000
URL du fonds : Lien
Nom du centre d'archives : Bibliothèque et Archives nationales du Québec - Québec
Notes : Anciennement connu sous le titre DOSSIER Conseil central des syndicats nationaux. Anciennement coté P572 et P1000,S4,D70. Le Centre de documentation de la Centrale des syndicats nationaux (CSN) possède aussi un fonds concernant ce Conseil central. Vous pouvez consulter la fiche de la CSN dans le présent inventaire.

Fonds La Centrale de l'enseignement du Québec
Dates : 1969-1976
Genre de documents : 9 film(s), 2 bande(s) magnétique(s)
Portée et contenu : Le rôle d'enseignant voit, dans ce fonds, son évolution et sa définition prendre forme surtout en sons et en images. En effet, il comprend une série de sept films réalisés par Arthur Lamothe, en 1969, films portant sur différents thèmes liés à l'apport des enseignants au mouvement de réforme de l'éducation. Les problèmes sont abordés selon le perfectionnement des enseignants, les conditions de travail, l'éloignement, la cogestion, le recyclage et le monde de l'enfance. Nous y trouvons aussi des entrevues, dont une avec Raymond Laliberté, président de la centrale syndicale. Les documents sonores contiennent, quant à eux, des enregistrements d'émissions radio .
Cote assignée par le centre d'archives : P702
Histoire administrative / notice biographique : C'est en 1945 qu'est formée la Corporation des instituteurs et institutrices du Québec (CIC) qui regroupe plusieurs fédérations d'instituteurs et d'institutrices. Celle-ci adopte, en 1967, le nom de Corporation des enseignants du Québec (CEQ) et devient, en 1972, la Centrale des enseignants du Québec puis, en 1974, la Centrale de l'enseignement du Québec.
Historique de la conservation/Source immédiate d'acquisition Les documents constituant ce fonds ont été acquis de la Centrale de l'enseignement du Québec dans une convention signée en février 1987 .
Numéro d'identification du fonds ou de la collection assigné par l'établissement : P702
URL du fonds : Lien
Nom du centre d'archives : Bibliothèque et Archives nationales du Québec - Québec

NOTES

Quelques photographies représentant des syndicats sont consignées dans les fonds Paul-Émile Duplain, Joseph Lavergne, Camil LeSieur, Ministère de la Culture et des Communications (Série Office du film du Québec)(E6, S7), L'Action catholique (Série Dossiers de documentation du journal), André Belle-Isle et Jean-Louis Frund. D'autres documents audiovisuels se repèrent, quant à eux, dans les fonds Commission de la santé et de la sécurité du travail, Institut québécois de recherche sur la culture de même que dans la Collection Centre d'archives de Québec et la Collection Laboratoire Kinéco inc. Les fonds de personnalités politiques renferment aussi indirectement des archives sur certains syndicats : Claude Ryan (Dossiers des ministères et organismes), Jacques-Yvan Morin et Robert Burns (P661). Les archives syndicales se pistent également à travers les fonds d'archives d'autres organismes, tels ceux du Secrétariat du Conseil du trésor, du Ministère du Travail (E4), de l'École normale Laval et du Conseil du statut de la femme. Enfin, on retrouve des informations sur les oppositions patronales aux syndicats dans le fonds Paul Vaillancourt (P622) ainsi que sur le syndicalisme dans le milieu radiophonique dans le fonds Roland Bélanger (P782).

CENTRE D'ARCHIVES DU BAS-SAINT-LAURENT ET DE LA GASPESIE - ILES DE-LA-MADELEINE - BANQ RIMOUSKI
http://pistard.banq.qc.ca/rdaq/f?p=200:7:14120449530543::::P7_NUMEROMEMBRE,G_PAGE_PREC:18,17

Fonds Syndicat de beurrerie de Saint-Fabien
Dates : 1968-1974
Genre de documents : 1 document(s) textuel(s)
Portée et contenu : Le fonds est constitué de procès-verbaux
Cote assignée par le centre d'archives : P12
Histoire administrative / notice biographique : L'agriculture de Saint-Fabien avait besoin du soutien d'organismes de production et de mise en marché pour la commercialisation des produits de la ferme. La première beurrerie fut construite en 1889. Avant sa fondation, chaque cultivateur fabriquait son propre beurre pour la consommation domestique. La beurrerie fut complètement réorganisée en 1913, année de fondation du Syndicat de beurrerie de Saint-Fabien. L'entreprise connaîtra par la suite plusieurs bonnes années de production. L'entreprise est maintenant associée au Bassin laitier de Trois-Pistoles
Historique de la conservation/Source immédiate d'acquisition Les documents de ce fonds ont été versés à l'hiver 1987 par le dernier président du Syndicat, M. Élie Belzile .
Numéro d'identification du fonds ou de la collection assigné par l'établissement : P12
URL fonds : Lien
Nom du centre d'archives : Bibliothèque et Archives nationales du Québec -Bas St-Laurent

Fonds Charles-Eugène Dionne
Dates : 1978-1979
Genre de documents : 4 bande(s) magnétique(s)
Portée et contenu : Le fonds est constitué de discours du député créditiste Charles-Eugène Dionne à la Chambre des communes sur le crédit au service du citoyen
Cote assignée par le centre d'archives : P19
Histoire administrative / notice biographique : Charles-Eugène Dionne est né à Saint-Pascal de Kamouraska le 27 mai 1908. Fils de Jean-Baptiste Dionne et de Caroline Lévesque, il fait ses études à Saint-Pascal et épouse Gertrude Roy le 30 mai 1934. **Président du syndicat local des employés de moulin à scie et des coupeurs de bois**, Monsieur Dionne est élu député du comté de Kamouraska à la Chambre des communes en 1962, 1963 et 1965, pour le Parti du Crédit social. Source : Johnson, J.K..-THE CANADIAN DIRECTORY OF PARLIAMENT 1867-1967.-Ottawa,1968
Historique de la conservation/Source immédiate d'acquisition Les documents de ce fonds ont été versés par Monsieur Dionne à l'été 1984 .
Numéro d'identification du fonds ou de la collection assigné par l'établissement : P19
URL fonds : Lien
Nom du centre d'archives : Bibliothèque et Archives nationales du Québec - Bas St-Laurent

CENTRE D'ARCHIVES DU SAGUENAY-LAC-ST-JEAN (BANQ SAGUENAY)
http://pistard.banq.qc.ca/rdaq/f?p=200:7:3416551794064::::P7_NUMEROMEMBRE,G_PAGE_PREC:19,17

Fonds Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation

Série : Baux et conventions des bleuetières

Dates : 1964-1977

Genre de documents : 1.54 m de documents textuels

Portée et contenu :
La série comprend des documents en lien avec les différents syndicats des producteurs de bleuets de la région de même que des procès-verbaux et autres documents divers. Le chercheur intéressé pourra trouver des informations concernant la culture de bleuets dans la région .

Cote assignée par le centre d'archives : E9,S5

Notice biographique/Histoire administrative
En 1869, tout le secteur de l'agriculture relève du Département de l'agriculture et des travaux publics qui est, en outre, responsable de la colonisation, de l'immigration et de l'émigration. Ce département prend la relève du Bureau de l'agriculture créé en 1852, et s'occupe des sociétés et cercles agricoles, des collèges et écoles d'agriculture, de même que de la Chambre des arts et manufactures. Il est aidé dans son action par le Conseil d'agriculture de la province de Québec. Une première modification des structures existantes survient en 1887, quand Agriculture et Colonisation se détache des Travaux publics pour devenir un ministère autonome. Pour l'essentiel, cependant, ce nouveau ministère conserve les mêmes responsabilités qu'en 1869. En 1897, par contre, les changements sont plus substantiels. Un Département de la colonisation et des mines est créé et c'est lui qui, désormais, s'occupe de l'émigration et de l'immigration, tandis que l'agriculture devient l'unique préoccupation du Département de l'agriculture. Il en sera ainsi jusqu'en 1962, sauf de 1912 à 1922, années où le Département de la voirie est rataché à l'agriculture. Pendant ces soixante années, le Département de l'agriculture va connaître une forte expansion, multipliant ses services au rythme du développement industriel et des progrès des sciences et techniques agricoles. Ainsi, dès 1925, on y retrouve une dizaine de services, soit ceux de l'industrie laitière, de l'horticulture, de l'apiculture, des publications, de la surproduction, des grandes cultures, des agronomes, de l'économie domestique et de l'élevage. À ces services, s'ajoute aussi au fil des ans une multitude d'organismes : l'Office du crédit agricole du Québec (1936), l'Office du drainage (1943), la Raffinerie de sucre du Québec (1943), l'Office de l'électrification rurale (1945) et la Commission de l'industrie laitière (1948). Entre 1962 et 1973, l'agriculture et la colonisation sont de nouveau réunies sous un même ministère, qui de plus en plus tend à une rationalisation et à un regroupement de ses divers services autour de trois pôles : la vulgarisation, la recherche et l'enseignement et l'aménagement agricole. Durant cette période, d'autres organismes voient aussi le jour, comme la Régie des marchés agricoles et la Régie de l'assurance-récolte, alors qu'en 1968 l'École de médecine vétérinaire de Saint-Hyacinthe passe sous la responsabilité de l'Université de Montréal. Au tournant des années 1970, le ministère de l'Agriculture, ainsi désigné depuis 1973, oriente résolument son action, jusque-là axée sur la production, vers la transformation, la mise en marché et la commercialisation des produits agricoles. C'est dans cet esprit qu'est créé la Société québécoise d'initiatives agro-alimentaires (SOQUIA) en 1975. Cette orientation est définitivement confirmée par la création, en 1979, du ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation (MAPAQ), le secteur des pêcheries relevant auparavant du ministère de l'Industrie et du Commerce. En 1993, suite à l'abolition de la

Société de développement de l'industrie des courses de chevaux du Québec (SODIC) en 1987 et de la Commission des courses du Québec en 1993, le MAPAQ acquiert la responsabilité de la promotion et de l'aide à l'industrie des courses de chevaux et l'entraînement des chevaux de courses. À partir de 1998, cette responsabilité appartiendra au ministère des Finances. (Source : notice du fonds principal)
Historique de la conservation/Source immédiate d'acquisition Les documents ont été versés en 1990 et 1992 par la direction régionale du Saguenay-Lac-Saint-Jean .
Numéro d'identification du fonds ou de la collection assigné par l'établissement : E9,S5
URL du fonds : Lien
Nom du centre d'archives : Bibliothèque et Archives nationales du Québec - Saguenay

NOTES

Quelques photographies de syndicats se repèrent dans le Fonds de la Compagnie Price Brothers, quelques dessins et plans d'architecte de l'Édifice des Syndicats catholiques et nationaux dans le fonds Léonce Desgagné et Germain Laberge et des enregistrements de chronique syndicale à la radio dans la Collection Centre des archives nationales du Québec à Chicoutimi. Le fonds Paroisse Notre-Dame-De-Laterrière conserve, quant à lui, les minutes de caisse du syndicat de l'U.C.C. (Union catholique des cultivateurs) de Laterrière (1930-1934). ***** Attention : de nombreux fonds d'archives indexés dans Pistard ont été depuis transféré à la Société historique de Saguenay en 2012 suite à la fin de l'entente de prêt entre les deux institutions datant des années 1970.**

CENTRE D'HISTOIRE ET D'ARCHIVES DU TRAVAIL (CHAT)
http://www.archivesquebecoisesdutravail.org/CHAT/Vosrecherches.html

Fonds Conseil conjoint de l'Union internationale des ouvriers du vêtement pour dames
Dates : 1934-1995
Genre de documents : 0,45 ml de documents textuels. - 89 photographies. - 5 publications. - 1 calendrier
Portée et contenu : En plus de témoigner de l'existence, de l'organisation, des activités et des relations de travail du Conseil conjoint québécois de l'UIOVD entre 1934 et 1995, le fonds retrace l`histoire et l'évolution de l'UIOVD. Le fonds est constitué principalement de conventions collectives (193-1994). Aussi, il contient des décisions d'arbitrage, un organigramme ([1992]), différentes versions de constitution et de règlements (1977-1986), des décrets (1981-1993), des publications (1965-1993), des coupures de presse (1991-1994), des photographies (1939-1956) et un calendrier (1994). Le fonds est composé de trois séries : 100 Administration (1950-1993) || 200 Relations de travail (1934-1995) 300 Information et communication (1943-1994)
Cote assignée par le centre d'archives : P1
Histoire administrative / notice biographique : L'Union internationale des ouvriers du vêtement pour dames (UIOVD) est fondée le 3 juin 1900 à New York par sept unions américaines de travailleurs de manteau. Elle s'est affiliée à la Fédération des travailleurs d'Amérique le 23 juin de la même année. Le premier local canadien de l'UIOVD s'est établi en Ontario en 1906 alors que le Bureau conjoint de Montréal, connu ultérieurement sous le nom de Conseil conjoint québécois, n'a vu le jour qu'en 1913. En 1995, l'UIOVD a fusionné avec les Travailleurs amalgamés du vêtement et du textile (TAVT) pour créer le Syndicat du vêtement, textile et autres industries (SVTI/UNITE). Le mandat de l'UIOVD était principalement de défendre les intérêts des travailleurs et travailleuses du vêtement pour dames tout en améliorant leurs conditions de travail, augmentant leurs salaires et diminuant leurs heures de travail et surtout préserver leur dignité. L'UIOVD a joué un rôle très important dans l'histoire syndicale. Elle est notamment l'un des premiers syndicats dont la majorité des membres sont des femmes. Après des années de lutte, de grèves et de négociation avec les employeurs du Québec, le Conseil conjoint québécois de l'UIOVD a obtenu plusieurs avantages : la réduction des heures de travail, l'augmentation des salaires, la création d'une caisse d'assurance et de retraite, etc.
Histoire de la conservation Le fonds a été formé à partir d'archives trouvées dans l'ancien bureau du Bureau conjoint de Montréal des Travailleurs amalgamés du vêtement et du textile (situé à 20 Boul. Maisonneuve, Montréal) en janvier 2014 et dans le fonds d'archives des Caisses de Bien-être des Industries de la Mode du Québec UIOVD donné par celles-ci au CHAT en mars 2014 suite à leur dissolution.
Numéro d'identification du fonds ou de la collection assigné par l'établissement : P1
URL du fonds : Lien
Nom du centre d'archives : Centre d'histoire et d'archives du travail (CHAT)

Notes : Le CHAT conserve 5 fonds complémentaires à ce fonds : le fonds des Caisses de Bien-être des Industries de la Mode du Québec U.I.O.V.D. (P2), le fonds du Bureau conjoint de Montréal des Travailleurs amalgamés du vêtement et du textile (P3), le fonds du Bureau conjoint de Montréal des Travailleurs amalgamés du vêtement d'Amérique (P4), le fonds du Bureau conjoint de Montréal du Syndicat du vêtement, textiles et autres industries (P6) et le fond de la Caisse d'assurance et de retraite des travailleurs amalgamés du vêtement de la province de Québec (P5).

Fonds des Caisses de Bien-être des industries de la mode du Québec UIOVD

Dates : 1961-2002

Genre de documents : 0,31 ml de documents textuels. - 57 photographies.

Portée et contenu :

Le fonds témoigne de l'existence et de l'administration générale et financière des Caisses. Ainsi, il porte sur leurs relations avec les manufacturiers québécois du vêtement pour dames et sur les plans des régimes d'assurances et de retraite dont bénéficient leurs membres.

Le fonds comprend des documents constitutifs (1993-1995), un règlement (2002), une politique de placement (1991), des procès-verbaux (1965-2000), des conventions collectives (1965-2000), des décisions d'arbitrage (1991), des plans de régimes d'assurances et de retraite (1986-2000), des rapports et des états financiers (1991-1999) ainsi que des coupures de presse et des photographies collées dans un scrap book (1961-1965).

Le fonds est composé de 4 séries :
100 Administration (1965-2002)
200 Ressources humaines (1965-2000)
300 Rapports et états financiers (1991-1999)
400 coupures de presse et photographies (1961-1965)

Cote assignée par le centre d'archives : P2

Histoire administrative / notice biographique :
Les Caisses de Bien-être des Industries de la Mode du Québec U.I.O.V.D. sont créées par le Conseil conjoint québécois de l'UIOVD en collaboration avec la guilde des manufacturiers de vêtement de mode de Québec. Elles sont constituées de 5 caisses : Caisse de santé, Caisse d'assurance-chômage supplémentaire, caisse de retraite, caisse de vacances et la Caisse spéciale de bien-être. Elles sont dissoutes en mars 2014.

Histoire de la conservation
Le fonds a été donné au CHAT en mars 2014 par les Caisses de Bien-être des Industries de la Mode du Québec U.I.O.V.D. à la suite de leur dissolution.

Numéro d'identification du fonds ou de la collection assigné par l'établissement : P2

URL du fonds : Lien

Nom du centre d'archives : Centre d'histoire et d'archives du travail (CHAT)

Notes :
Le CHAT conserve 5 fonds complémentaires à ce fonds : le fonds du Conseil conjoint québécois de l'union internationale des ouvriers du vêtement pour dames (P1), le fonds du Bureau conjoint de Montréal du Syndicat du vêtement, textiles et autres industries (P6), le fond de la Caisse d'assurance et de retraite des travailleurs amalgamés du vêtement de la province de Québec (P5), le fonds du Bureau conjoint de Montréal des Travailleurs amalgamés du vêtement et du textile (P3) et le fonds du Bureau Conjoint de Montréal des Travailleurs amalgamés du vêtement d'Amérique (P4).

Fonds Bureau conjoint de Montréal des Travailleurs amalgamés du vêtement d'Amérique (TAVA)

Dates : 1941-1976

Genre de documents : 0,32 ml de documents textuels. - environ 252 publications. - 10 photographies. - 2 plaques d'imprimerie. - 4 documents audio.

Portée et contenu :

Le fonds retrace et témoigne de l'histoire du Bureau conjoint de Montréal des Travailleurs amalgamés du vêtement d'Amérique. Il porte sur les assemblés et les réunions du Bureau conjoint et des sections locales 115, 209 et 627 et sur les relations de l'union avec les différents employeurs de l'industrie du vêtement pour hommes, avec les médias et avec le public.

Le fonds contient des procès-verbaux (1941-1975), des publications qui portent sur l'histoire de l'union et de son Bureau conjoint de Montréal : «A breif history of the amalgamated» et «Bureau conjoint de Montréal. De la servitude à la dignité. 1915-1955», des journaux publiés par l'union et par le Bureau conjoint : Advance (environ 240 numéros de 1960 à 1971), L'Aiguille (1967- juin 1976), L'Aiguilleur (2 Numéros : février et septembre 1959), Viva La Huelga. Farah Strike Bulletin (No 3 et No 5 [1972]), des conventions collectives (1961-1989), des coupures de presse (1954-1976), des titres honorifiques, des documents comptables (1942-1947), des photographies (1951-1975), des plaques d'imprimerie (1939) et des documents audio dont le contenu est inconnu.

Le fonds est composé de 4 séries :

100 Administration (1941-1975)
200 Relations de travail (1961-1989)
300 Comptabilité (1942-1947)
400 Information et communication (1939-1976)

Cote assignée par le centre d'archives : P3

Histoire administrative / notice biographique :

L'Union des travailleurs amalgamés du vêtement d'Amérique (Amalgamated Clothing Workers of America - ACWA) est fondée en 1914 à la suite de la scission de membres radicaux des Travailleurs unis du vêtement d'Amérique (United Garment Workers of America-UGWA), qui était une union conservatrice, sous le leadership de Sidney Hilman. La première section locale canadienne s'est établie à Montréal la même année de la fondation de l'union alors que le Bureau conjoint de Montréal n'est fondé qu'en 1918. En 1976, l'UTAV a fusionnée avec l'Union des ouvriers du textile d'Amérique (Textile Workers Union of America-TWUA) pour créer les Travailleurs amalgamés du vêtement et du textile (TAVT).

Le premier but du Bureau conjoint de Montréal n'était que sa reconnaissance par les employeurs comme étant le seul syndicat qui représente et défendre les droits des travailleurs du vêtement pour hommes. Une fois ce but est atteint, le Bureau a commencé d'autres luttes afin d'atteindre les objectifs pour lesquels il était créé. Notamment, l'amélioration des conditions de travail, l'augmentation des salaires, la diminution des heures de travail et la mise en œuvre d'un plan d'avantages sociaux. Ainsi, le bureau conjoint de Montréal a crée en 1946, en partenariat avec l'Associated Clothing Manufacturers of the Province of Quebec, le fonds d'assurance et de pension des Travailleurs Amalgamés connu présentement sous le nom de la Caisse d'assurance et de retraite des travailleurs amalgamés du vêtement de la province de Québec.

Historique de la conservation : Le fonds a été formé à partir d'archives trouvées dans l'ancien bureau du Bureau conjoint de Montréal des Travailleurs amalgamés du vêtement et du textile (situé au 20 Boul. Maisonneuve, Montréal) en janvier 2014.
Numéro d'identification du fonds ou de la collection assigné par l'établissement : P3
URL du fonds : Lien
Nom du centre d'archives : Centre d'histoire et d'archives du travail (CHAT)
Notes : Le CHAT conserve 5 fonds complémentaires à ce fonds : le fonds du Bureau conjoint de Montréal des travailleurs amalgamés du vêtement et du textile (P4), le fonds du Syndicat du vêtement, textiles et autres industries (P6), le fonds du Conseil conjoint québécois de l'Union internationale des ouvriers du vêtement pour dames (P1), le fond de la Caisse d'assurance et de retraite des travailleurs amalgamés du vêtement de la province de Québec (P5) et le fonds des Caisses de Bien-être des Industries de la Mode du Québec U.I.O.V.D. (P2).

Fonds Bureau conjoint de Montréal des Travailleurs amalgamés du vêtement et du textile (TAVT)

Dates : 1976-1994

Genre de documents : 13 cm de documents textuels. - 73 publications. - 1 calendrier

Portée et contenu :

Le fonds porte sur l'administration générale de l'union, sur ses relations avec les manufacturiers de l'industrie du vêtement pour hommes et sur ses publications.

Le fonds contient des documents constitutifs (1987-1990), des décrets (1988-1994), des conventions collectives (1976-1989), des coupures de presse (1984-1992), un calendrier (1979), une brochure et des publications : l'Aiguille (Juillet 1976-1992), Labor Unity (1977-1985), l'aiguilleur (un seul numéro. Hiver 1979) et Action (1988-1994).

Le fonds est composé de trois séries :
100 Administration (1987-1994)
200 Relations de travail (1976-1989)
300 Information et communication (1976-1994)

Cote assignée par le centre d'archives : P4

Histoire administrative / notice biographique :

Les Travailleurs amalgamés du vêtement et du textile (TAVT) est crée en juillet 1976 suite à la fusion des Travailleurs amalgamés du vêtement d'Amérique (TAVA) et de l'Union des ouvriers du textile d'Amérique (UOTA) fondée en 1935. En 1979, le TAVT a absorbé les travailleurs unis des chaussures d'Amérique (the United Shoe Workers of America) fondé en 1937 et implanté au Canada en 1938. En 1995, le TAVT a fusionné avec l'Union internationale des ouvriers du vêtement pour dames (UIOVD) pour créer le Syndicat du vêtement, textiles et autres industries (SVTI/UNITE).

Le mandat du TAVT était de poursuivre les luttes de ses prédécesseurs afin de défendre les droits de ses membres et d'améliorer leurs conditions de travail.

Histoire de la conservation

Le fonds a été formé à partir d'archives trouvées en janvier 2014 dans l'ancien bureau du Bureau conjoint de Montréal des Travailleurs amalgamés du vêtement et du textile (situé au 20 Boul. Maisonneuve, Montréal).

Numéro d'identification du fonds ou de la collection assigné par l'établissement : P4

URL du fonds : Lien

Nom du centre d'archives : Centre d'histoire et d'archives du travail (CHAT)

Notes : Les numéros de l'Aiguille et l'Aiguilleur qui datent de juin 1976 et moins sont conservés dans le fonds du Bureau conjoint de Montréal des Travailleurs amalgamés du vêtement d'Amérique (TAVA).

Le CHAT conserve 5 fonds complémentaires: le fonds du Bureau conjoint de Montréal des Travailleurs amalgamés du vêtement d'Amérique (P3), le fonds du Bureau conjoint de Montréal du Syndicat du vêtement, textiles et autres industries (P6), le fond de la Caisse d'assurance et de retraite des travailleurs amalgamés du vêtement de la province de Québec (P5), le fonds du Conseil conjoint québécois l'union internationale des ouvriers du vêtement pour dames (P1) et le fonds des Caisses de Bien-être des Industries de la Mode du Québec UIOVD (P2).

Fonds Caisse d'assurance et de retraite des Travailleurs amalgamés du vêtement de la Province de Québec (CARTAV)

Dates : 1946-1998

Genre de documents : 12 cm de documents textuels

Portée et contenu :
Le fonds témoigne de l'existence et de l'administration générale de la caisse. Aussi, il porte sur les avantages sociaux offerts par la caisse et sur ses relations avec les employeurs œuvrant dans le secteur de confection pour hommes et enfants.

Le fonds contient un certificat d'enregistrement (1966), des procès-verbaux (1946-1968), des conventions collectives (1951-1985), des décisions d'arbitrage (1950), des polices d'assurances (1984-1998), des plans de régimes d'assurance et de retraite, des dossiers des travailleurs bénéficiaires, un communiqué (1971) et des coupures de presse (1993).

Le fonds est composé de quatre séries :
100 Administration (1946-1968)
200 Relations de travail (1950-1985)
300 Avantages sociaux (1946-1998)
400 Information et communication (1971-1993)

Cote assignée par le centre d'archives : P5

Histoire administrative / notice biographique :
La caisse d'assurance et de retraite des travailleurs amalgamés du vêtement de la province de Québec (CARTAV) est créée en février 1946, sous le nom de fonds d'assurance et de pension des Travailleurs Amalgamés, par les Travailleurs amalgamés du vêtement de l'Amérique (TAVA) et l'Associated Clothing Manufacturers of the Province of Quebec.

Le but principal de cette caisse était de fournir aux travailleurs de l'industrie des vêtements d'hommes et de garçons la protection des assurances-vie, d'allocation hebdomadaire et des frais d'hospitalisation. À ces avantages, s'est ajoutée l'assurance-frais chirurgicaux le 1er novembre 1953.

Histoire de la conservation
Le fonds a été formé à partir d'archives trouvées dans l'ancien bureau du Bureau conjoint de Montréal des Travailleurs amalgamés du vêtement et du textile (situé à 20 Boul. Maisonneuve, Montréal) en janvier 2014.

Numéro d'identification du fonds ou de la collection assigné par l'établissement : P5

URL du fonds : Lien

Nom du centre d'archives : Centre d'histoire et d'archives du travail (CHAT)

Notes :
Le CHAT conserve 5 fonds complémentaires à ce fonds : le fonds du Bureau conjoint de Montréal des Travailleurs amalgamés du vêtement d'Amérique (P4), le fonds du Bureau conjoint de Montréal des Travailleurs amalgamés du vêtement et du textile (P3), le fonds du Conseil conjoint québécois de l'union internationale des ouvriers du vêtement pour dames (P1), le fonds du Bureau conjoint de Montréal du Syndicat du vêtement, textiles et autres industries (P6) et le fond des Caisses de Bien-être des Industries de la Mode du Québec U.I.O.V.D. (P5).

Fonds Bureau conjoint de Montréal du Syndicat du vêtement, textiles et autres industries (SVTI/UNITE)

Dates : 1995-2004

Genre de documents : 15,5 cm de documents textuels. - 9 publications

Portée et contenu :

Le fonds témoigne de la fusion et de l'histoire de l'UIOVD et du TAVT ainsi que de la constitution, des activités et des relations du SVTI/UNITE avec les employeurs.

Le fonds contient des documents relatifs à la fusion de l'UIOVD et du TAVT (1995), notamment l'entente de la fusion, des documents sur l'histoire du SVTI (1996-1997), des documents constitutifs (1995-2003), des conventions collectives (1995-2002), un jugement (2004) et des publications : STVI en Action / UNITE in Action (sept. 1996, fév. 1997, juil.1997, oct. 2000 et avril 2002) et UNITE! (vol. 1 No.4 décembre 1995 et vol. 6 No. 5 hiver 2000) qui sont des publication de l'union et la publication canadienne UNITE's (décembre 1995).

Le fonds est composé de 3 séries :

100 Administration (1995-2003)
200 Relations de travail (1995-2004)
300 Information et communication (1995-2002)

Cote assignée par le centre d'archives : P6

Histoire administrative / notice biographique :

Le Syndicat du vêtement, textiles et autres industries (SVTI/UNITE) est formé en juillet 1995 à la suite de la fusion de l'Union internationale des ouvriers du vêtement pour dames (UIOVD) et les Travailleurs amalgamés du vêtement et du textile (TAVT). En 2004, le SVTI/UNITE a fusionné avec the Hotel Employees and Restautant Employees union (HERE) pour donner naissance à UNITE HERE.

Le mandat principal du SVTI/UNITE est de continuer les luttes de ses prédécesseurs (l'UIOVD et TAVT) afin de défendre les intérêts des travailleurs contre leurs employeurs tout en organisant et encadrant les nouveaux employés. En plus des travailleurs du vêtement et du textile, le STVI/UNITE rassemble sous sa bannière des travailleurs de l'industrie automobile, de la chapellerie, du commerce de détail, des services connexes et d'autres industries.

Histoire de la conservation : Le fonds a été formé à partir d'archives trouvées dans l'ancien bureau du Bureau conjoint de Montréal des Travailleurs amalgamés du vêtement et du textile (situé au 20 Boul. Maisonneuve, Montréal) en janvier 2014 et dans le fonds d'archives des Caisses de Bien-être des Industries de la Mode du Québec U.I.O.V.D. donné par celles-ci au CHAT en mars 2014 à la suite de leur dissolution.

Numéro d'identification du fonds ou de la collection assigné par l'établissement : P6

URL du fonds : Lien

Nom du centre d'archives : Centre d'histoire et d'archives du travail (CHAT)

Notes : Le CHAT conserve 5 fonds complémentaires : le fonds du Conseil conjoint de Montréal de l'Union internationale des ouvriers du vêtement pour dames (P1), le fonds du Bureau conjoint de Montréal des Travailleurs amalgamés du vêtement et du textile (P3), le fonds du Bureau conjoint de Montréal des Travailleurs amalgamés du vêtement d'Amérique (P4), le fonds des Caisses de Bien-être des Industries de la Mode du Québec UIOVD. (P2) et le fond de la Caisse d'assurance et de retraite des travailleurs amalgamés du vêtement de la province de Québec (P5).

Fonds Union typographique de Montréal, section locale 176 (Montreal Typographic Union)

Dates : 1887-1965

Genre de documents : 12 cm de documents textuels

Portée et contenu :
Le fonds porte sur l'administration générale de l'Union typographique de Montréal ainsi que sur ses négociations avec les employeurs et ses relations avec les médias.

Le fonds comprend une charte (1921), des versions différentes de constitution et de règlements (1919-1943), des procès-verbaux (1887-1895), de la correspondance (1921-1923), des conventions (1916-1965) et des coupures de presse (1921).

Le fonds est composé de trois séries :
100 Administration (1887-1943)
200 Conventions (1916-1965)
300 Coupures de presse (1921)

Cote assignée par le centre d'archives : P7

Histoire administrative / notice biographique :
Formée en 1867 par 75 typographes anglophones de Montréal, l'Union typographique de Montréal (section locale 176) est affiliée à l'Union internationale des typographes (the International Typographical Union) fondée aux États-Unis en 1852. En 1870, un autre groupe de typographes francophones ont formé une nouvelle section locale nommée l'Union typographique Jacques-Cartier (section locale 145). Ainsi, des conflits sont survenus entre les deux sections locales, ce qui a poussé l'Union internationale des typographes (UIT) à les fusionner en accordant une seule charte à la section locale 176. Cette fusion a élargi le fossé entre les deux unions. Par conséquent, l'UIT a remis à la section locale 145 sa charte en 1882. En 1982, l'union typographique de Montréal s'est dissoute et ses membres ont adhéré à l'Union typographique Jacques-Cartier.
Comme tout autre syndicat, l'Union typographique de Montréal avait comme mandat la défense des droits et des intérêts de ses membres et l'amélioration de leurs conditions de travail.

Historique de la conservation :
Le fonds est formé à partir d'archives trouvées dans le fonds de l'Union typographique de Jacques-Cartier (Local 145) donné au CHAT en mars 2014 par la Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec (FTQ).

Numéro d'identification du fonds ou de la collection assigné par l'établissement : P7

URL du fonds : Lien

Nom du centre d'archives : Centre d'histoire et d'archives du travail (CHAT)

Notes :
Le CHAT conserve le fonds de l'Union typographique Jacques-Cartier (section locale 145) (P8) qui est complémentaire à ce fonds.

Fonds Union typographique de Montréal, section locale 145
Dates : 1887-1986
Genre de documents : 4 cm de documents textuels
Portée et contenu : Le fonds porte sur l'administration générale de l'Union typographique Jacques-Cartier ainsi que sur les négociations de celle-ci avec les employeurs du secteur de l'imprimerie. Le fonds contient deux versions de constitution (1960 et 1965), des procès-verbaux (1887-1891) et une convention collective (1986). Le fonds est composé de deux séries : 100 Administration (1887-1965) 200 conventions collectives (1986)
Cote assignée par le centre d'archives : P8
Histoire administrative / notice biographique : L'Union typographique Jacques-Cartier (section locale 145) est formée en 1870 par un groupe de typographes francophones à la suite de l'obtention d'une charte de l'Union typographique internationale (UTI) (the International Typographical Union) qui est fondée aux États-Unis en 1852. Trois ans avant, une autre section locale affiliée à l'UTI est formée par des typographes anglophones sous le nom de l'Union typographique de Montréal (section locale 176). Ainsi, des conflits sont survenus entre les deux locales, ce qui a poussé l'UIT à les fusionner en accordant une seule charte à la section locale 176. Cette fusion a élargi le fossé entre les deux unions. Par conséquent, l'UIT a remis à la section locale 145 sa charte en 1882. En 1978, l'Union typographique Jacques-Cartier est devenue le Syndicat québécois de l'imprimerie et des communications (SQIC). Suite à la dissolution de leur section locale, les membres de l'union typographique de Montréal ont adhéré au SQIC en 1982. Une année plus tard, le SQIC a absorbé la section locale 302 de Québec fondée en 1836. L'Union typographique Jacques-Cartier était créée dans le but de défendre les droits et les intérêts des typographes francophones de Montréal et d'améliorer leur conditions de travail ainsi que d'augmenter leurs salaires.
Historique de la conservation : La Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec (FTQ) a donné ce fonds au CHAT en mars 2014.
Numéro d'identification du fonds ou de la collection assigné par l'établissement : P8
URL du fonds : Lien
Nom du centre d'archives : Centre d'histoire et d'archives du travail (CHAT)

Fonds Loge Alberdeen
Dates : 1928-1944
Genre de documents : 0,04 cm de documents textuels
Portée et contenu :
Cote assignée par le centre d’archives : P9
Histoire administrative / notice biographique :
Point d'accès / provenance :
Numéro d'identification du fonds ou de la collection assigné par l'établissement : P9
URL du fonds : Lien
Nom du centre d'archives : Centre d’histoire et d’archives du travail (CHAT)
Notes : Au moment de la publication, les détails du fonds n’étaient pas disponibles. Pour plus d’informations sur ce fonds, vous pouvez contacter le CHAT.

Fonds Colette Bernier

Dates : 1974-2014

Genre de documents : 19 cm de documents textuels. - 65 publications. - 2 documents électroniques. - 1 cassette audio. - 5 dépliants.

Portée et contenu :

Le fonds renseigne sur le parcours et les réalisations professionnels de Colette Bernier. Il porte en particulier sur ses publications, ses études, ses recherches et ses communications.

Le fonds comprend des monographies rédigées ou dirigées par Colette Bernier; ses articles scientifiques et ses recensions publiés dans des revues, des livres ou des quotidiens; ses rapports de recherche; son curriculum vitae; des documents énumérant ses publications, ses recherches et ses autres réalisations; sa thèse de maîtrise et d'autres documents servant de base à sa thèse de doctorat. En plus, il comporte les textes et les acétates de ses communications dans le cadre de colloques, de congrès et de formations, certains de ses cours, ses entrevues données aux médias, des travaux d'étudiants ou d'assistants de recherche sous sa direction, des comptes rendus de ses livres, de la correspondance, le plan original de son livre «Formation et employabilité» et des demandes de subvention et de publication refusées.

Le fonds est composé de 6 séries :
100 Parcours et réalisations professionnels (2013-[2014])
200 Publications (1974-2012)
300 thèses et mémoires (1979, 1981-1984)
400 Enseignement (1991-2008)
500 Communication (1983-2012)
600 Demandes de subvention et de publication refusées (1994-2005)

Cote assignée par le centre d'archives : P10

Histoire administrative / notice biographique :

Colette Bernier est une sociologue et professeure retraitée née en 1948. Elle a fait des études universitaires en France qu'elle a complétées à l'Université de Montréal pour obtenir un baccalauréat en sociologie en 1972. Elle a eu sa maîtrise dans la même discipline en 1975. Une année plus tard, elle s'est engagée dans l'Institut de recherche appliquée sur le travail (IRAT), qui menait des recherches au profit d'organisations syndicales québécoises, en tant que chercheuse. Ses recherches à l'IRAT ont eu comme objet l'organisation du travail, les qualifications et la formation de la main-d'œuvre et l'informatisation du travail. Elle suivait des études de doctorat en sociologie à l'Université de Montréal de 1980 à 1988. En 1989, elle a obtenu son doctorat dont le titre de la thèse s'intitule « Nouvelles technologies et qualifications du travail. Trois études sectorielles dans le tertiaire au Québec».

En raison de la fermeture de l'IRAT en 1991, elle a entamé une nouvelle carrière au département des relations industrielles de l'Université Laval à titre de professeure, le poste qu'elle a occupé jusqu'à sa retraite en 2009. Ainsi, elle a poursuivi ses travaux de recherche sur le travail en lien avec les organisations syndicales. Elle a aussi réalisé des travaux au sein du Centre de recherche et d'intervention sur la réussite scolaire (CRIRES) de l'Université Laval en lien avec la Centrale de l'enseignement du Québec connue présentement par le nom de la Centrale des syndicats du Québec (CSQ).

Durant cette période, elle a participé à un réseau de recherche du Centre de recherche sur le travail et le syndicalisme de l'Université York à Toronto. Elle a effectué des recherches sur la

formation de la main-d'œuvre. Ces recherches étaient financées par le Fonds national de formation de la main-d'œuvre (FNFMO) relié à la commission des partenaires du marché du travail (CPMT) pour le compte de la CSQ. Finalement, elle a été active au sein de l'Association de recherche Université-communauté (ARUC) sur le travail et l'emploi où siégeaient des représentants des centrales syndicales.
Historique de la conservation : Colette Bernier a donné son fonds d'archives au CHAT en avril 2014 par contrat de donation.
Numéro d'identification du fonds ou de la collection assigné par l'établissement : P10
URL du fonds : Lien
Nom du centre d'archives : Centre d'histoire et d'archives du travail (CHAT)

CENTRE DE RESSOURCES POUR L'ÉTUDE DES CANTONS-DE-L'EST (CRCE-ETRC)
http://www.etrc.ca/home.html

Eastern Townships Association of Teachers fonds
Dates : 1966-2000
Genre de documents : 5,25 m of textual records, 1 photograph [1863?]-[1985?]. There are two unprocessed accruals: 3.81 l.m. of textual records.
Portée et contenu : The fonds contains source material on the organization and activities of the Eastern Townships Association of Teachers from 1966 to 1996; on the Association's positions on issues and legislation relating to education and working conditions for teachers in the Eastern Townships Protestant schools; and on its relations with local schools and school boards, and with the Provincial Association of Protestant Teachers. The fonds consists mainly of the Association's constitution, minutes, financial and accounting records, collective and local agreements, lists of members, delegates, and representatives, briefs, studies, procedural guides, and correspondence. The fonds is comprised of the following series: Administration and Management (1966-2000), Financial Resources (1975-1996), Membership (1966-1995), Working Relations (1969-1993), Association's Positions (1970-1989), Professional Development and Training Programmes (1969-1995), Educational Programmes (1981-1993), and Bedford Association of Teachers (1966-2000).
Cote assignée par le centre d'archives : P093
Histoire administrative / notice biographique : The Eastern Townships Association of Teachers was founded in Lennoxville in 1966. The Association's mandate is to protect the professional, economic, and social interests of its members, namely teachers in the Protestant schools of the Eastern Townships. Four local teachers' organizations (Compton County Protestant Teachers, Richmond-Drummond-Arthabaska Protestant Teachers, Sherbrooke County Protestant Teachers, and Stanstead County Protestant Teachers) merged in January 1966 to form the new association, which was recognized under the Labour Code and incorporated under the Professional Syndicates Act. The Association is run by an executive committee, the number of whose members varies, and various committees responsible for such matters as nominating, negotiating, professional improvement, educational policy and classification. Each school in the region names a shop steward. Delegates also sit on the Board of Directors of the Provincial Association of Protestant Teachers.
Point d'accès / provenance : The Eastern Townships Teachers' Asscociation and the Bedford Teachers' Association merged in [199(?)]. The Association is now known as the ' Appalachian Teachers' Association'. The documents were donated in 1993, 1997, 2010 and 2012 by the Eastern Townships Association of Teachers.
Numéro d'identification du fonds ou de la collection assigné par l'établissement : P093
URL du fonds : Lien
Nom du centre d'archives : Centre de ressources pour l'étude des Cantons-de-l'Est

Collection Louis-Philippe Demers
Dates : [1863?]-[1985?]
Genre de documents : 0.2 m of textual records and other documents. The fonds also contains 91 photographs, 73 postcards, 1 map and 75 pictures.
Portée et contenu : The collection contains source material on the history of the Eastern Townships and more specifically, on the city of Sherbrooke in the 20th century. Holdings relate to such varied topics as the daily La Tribune, Sherbrooke's centenary, land granting in the 18th and 19th centuries, the teaching of the arts and the Eucharistic Conference of 1959. The collection consists mainly of press clippings, photographs, postcards, registers, and contracts. Most of the documents on land grants in the Eastern Townships are copies of documents held by the National Archives of Canada. The content of the press clipping files are also copies of articles from local newspapers. The collection is comprised of the following series: Press Clipping Files (1937-[198-?]), Images, Photographs and Postcards (1885-[1959?]), Registers of the Council of Arts and Manufacturers of the Province of Quebec (1903-1953), Land Grants in the Eastern Townships (1863-1985), and Miscellaneous Documents ([1883?]-1984). The series 'Land Grants in the Eastern Townships' contains an original of Putnam and Gray's 1863 Map of the District of St. Francis Canada East, cut up in pieces.
Cote assignée par le centre d’archives : P030
Histoire administrative / notice biographique : Local-history amateur Louis-Philippe Demers was born in Sherbrooke in 1912 to Albert C. Demers, an accountant, and Alberta Dubois. In 1937, he married Anne-Marie Grenier; they had three children. He attended schools in Sherbrooke and Sainte-Anne-de-Beaupré, and graduated from Université de Sherbrooke. He worked for **18 years for the Syndicats nationaux**, and then joined the staff of the City of Sherbrooke in 1953 as Director of the tourism department. Demers was active in the Eastern Townships Historical Society and the Eastern Townships Genealogical Society and collected materials related to local history. He died in Sherbrooke in 1986.
Point d'accès / provenance : The documents were donated in many accessions (1983-1985) by Louis-Philippe Demers.
Numéro d'identification du fonds ou de la collection assigné par l'établissement : P030
URL du fonds : Lien
Nom du centre d'archives : Centre de ressources pour l'étude des Cantons-de-l'Est

NOTES

Ce centre d’archives possède aussi une collection de photographies, dont une série porte sur l’industrie forestière.

CENTRE REGIONAL D'ARCHIVES DE L'OUTAOUAIS
http://www.craoutaouais.ca/

Fonds John-Yelles
Dates : 1979
Genre de documents : 0.01 mètre(s) linéaire(s) de document(s) textuel(s) - 2 dessin(s) : Fusain - 152 autre(s) document(s) : Diapositives
Portée et contenu : Le fonds témoigne de l'aspect physique de la E. B. Eddy en 1979 et d'un conflit avec ses employés sur la question des horaires de travail. On peut y consulter notamment un dépliant produit par les employés sur l'ajustement des horaires de travail, ainsi que des diapositives du Moulin B et de ses infrastructures intérieures, dont les machines à papier numéro 1 et numéro 2 qui n'existent plus aujourd'hui .
Cote assignée par le centre d'archives : P14
Histoire administrative / notice biographique : John Yelle a été un employé de la E. B. Eddy en 1979. Il était amidonneur et travaillait au sous-sol de l'édifice du Moulin B aux machines numéro 1 et numéro 2. Il a été à l'emploi de cette entreprise pendant trois ans. Monsieur Yelle est à présent directeur de la production à l'imprimerie Gauvin .
Historique de la conservation : John Yelle a versé ce fonds le 31 mai 2004 au Centre régional d'archives de l'Outaouais .
Numéro d'identification du fonds ou de la collection assigné par l'établissement : P14
URL du fonds : Lien
Nom du centre d'archives : Centre régional d'archives de l'Outaouais (C.R.A.O), centre agréé avec BAnQ-Pistard.

NOTES

Plusieurs photographies portant sur les syndicats se trouvent dans la Collection Centre régional d'archives de l'Outaouais (Série Roger Dagenais). Les fonds d'archives de personnalités politiques et d'autres organisations consignent également des informations sur les syndicats. Voir notamment le fonds Oswald Parent et le fonds des Retraités bénévoles de Hull inc.

CINEMATHEQUE QUEBECOISE
www.cinematheque.qc.ca
Indexé par le RDAQ

Fonds François Dupuis
Dates : 1967 - 1989
Genre de documents : 4,2 m de documents textuels.
Portée et contenu : Le fonds est constitué de scénarios, de projet de films, de rapports, de documents et de dossiers divers. On y retrouve entre autres des documents sur l'ACPAV et sur l'Association des producteurs de films, des dossiers divers sur des films ou des projets de films, sur le fonds canadien de film et vidéo, des documents administratifs et des agendas.
Cote assignée par le centre d'archives : 1999.0219.FD
Histoire administrative / notice biographique : Né en 1947 à Montréal, François Dupuis obtient son Baccalauréat ès arts à l'Université de Montréal. En 1970, il réalise son premier film, "Stabilisation à l'émulsion", un court métrage documentaire. Il se joint à l'ACPAV en 1977 et y tourne deux fictions : "Les oiseaux ne meurent pas de faim" (1979) et "En plein cœur" (1982). Parallèlement à son activité de réalisateur, il mène une carrière de monteur qui comprend plus de soixante-quinze productions de tous genres : fiction, documentaire, animation, publicité et télésérie. François Dupuis s'investit également dans le milieu associatif et professionnel du cinéma québécois. **En 1978, il occupe la présidence du Syndicat national du cinéma, p**uis différents postes au sein du conseil d'administration de l'Association coopérative de productions audio-visuelles (secrétaire en 1984 et trésorier en 1985). En 1985, il administre « Les Rendez-vous du cinéma québécois » et en 1987, il devient Administrateur au conseil d'administration de la section « documentaire et commandite » de l'Association des producteurs de films et de vidéos du Québec. Chargé de cours à l'Université du Québec de 1978 à 1981, il enseigne ensuite le cinéma au Cégep de Montmorency. À partir de 1985, il œuvre surtout à titre de producteur, entre autres pour "Ô Picasso" (Gilles Carle, 1985), "Lamento pour un homme de lettres" (Pierre Jutras, 1988) et "Le fabuleux voyage de l'ange" (Jean-Pierre Lefebvre, 1991), puis il s'éloigne du milieu du cinéma. Bibliographie : COULOMBE, Michel et JEAN, Marcel (sous la direction de), "Le dictionnaire du cinéma québécois", Les éditions du Boréal, Montréal, 1999.
Historique de la conservation : François Dupuis a donné ses archives en 1986, 1987, 1990, 1991, 1993, 1994 et 1999.
Numéro d'identification du fonds ou de la collection assigné par l'établissement : 1999.0219.FD
URL fonds : Lien
Nom du centre d'archives : Cinémathèque Québécoise (Indexé par le RDAQ)

Fonds Harry Gulkin
Dates : 1975-1993.
Genre de documents : Environ 150 cm de documents textuels et iconographiques.
Portée et contenu : Le fonds témoigne principalement des activités de production d'Harry Gulkin notamment à travers les activités de ses compagnies de production, Gulkin Productions inc. et Bayo Film Productions Ltd (Les productions de films Bayo ltée). Il renseigne également sur la production et le tournage des films « Lies My Father Told Me » (Jan Kadar, 1975), « Jacob Two-Two Meets the Hooded Fang » (Theodore J. Flicker, 1978) et « Bayo » (Mort Ransen, 1985). Le fonds comprend des documents administratifs, notamment des contrats, des procès-verbaux, des budgets et des documents liés aux dépenses, des documents relatifs à l'organisation de soirées de premières, des communiqués de presse, des documents de post-production et de la correspondance concernant Bayo Film Productions Ltd, de même que des photographies du tournage de « Lies My Father Told Me » (Jan Kadar, 1975), des notes de production, des dossiers de presse, de la correspondance et des photographies liés au film « Jacob Two-Two Meets the Hooded Fang » (Theodore J. Flicker, 1978), ainsi que des photographies de tournage et un document relatif au découpage technique de « Bayo » (Mort Ransen, 1985). Le fonds contient également des scénarios, dont certains sont de Ted Allan, auteur ayant inspiré « Lies My Father Told Me » (Jan Kadar, 1975), de même que des synopsis et des projets.
Cote assignée par le centre d'archives : 2007.0016.FD
Histoire administrative / notice biographique : Harry Gulkin est né le 14 novembre 1927 à Montréal. À 14 ans, il quitte l'école et s'engage dans la marine marchande, **puis devient chef du Syndicat des marins canadiens** à l'âge de 20 ans. Plus tard, il est adjoint et conseiller en marketing pour le magnat des chaînes d'alimentation, Sam Steinberg. Après avoir travaillé à un film publicitaire qui remporte un prix en 1968, Gulkin devient producteur de films. Croyant fermement à l'existence d'une culture canadienne anglaise et vouant une affection toute particulière à sa ville natale, il produit principalement des films inspirés d'œuvres d'auteurs montréalais, ou à tout le moins, canadiens, et tournés la plupart du temps à Montréal. Gulkin produit quatre longs métrages : « Lies My Father Told Me » (Jan Kadar, 1975); « Two Solitudes » (Lionel Chetwynd, 1978), qui aborde le manque de communication entre anglophones et francophones; « Jacob Two-Two Meets the Hooded Fang » (Theodore J. Flicker, 1978) et « Bayo » (Mort Ransen, 1985). Il est également le producteur de quelques courts métrages dont « Penny and Ann » (Frank Vitale, 1974) et de films industriels. En 1987, il accède au poste de directeur de projets à la Société générale du cinéma du Québec (SGCQ), devant ainsi le premier anglophone à occuper cette fonction. Harry Gulkin est aussi très impliqué et actif au sein de la communauté juive. Il dirige notamment le centre culturel Saidye Bronfman de 1983 à 1987. Un documentaire lui est consacré en 2005 : « Harry Gulkin. Red Dawn on Main Street » (Nicola Zavaglia).
Historique de la conservation : Le fonds a été cédé à la Cinémathèque québécoise par Harry Gulkin le 22 mai 2005.
URL du fonds : Lien
Nom du centre d'archives : Cinémathèque Québécoise (Indexé par le RDAQ)

EXPORAIL, LE MUSEE FERROVIAIRE CANADIEN – CENTRE D'ARCHIVES DE L'ASSOCIATION CANADIENNE D'HISTOIRE FERROVIAIRE
http://www.exporail.org/centre-d-archives/centre-d-archives/

Fonds CAW-TCA- Local 100

Dates : 1902-2002, surtout 1953-1993

Genre de documents : Env. 5,9 m de documents textuels.

Portée et contenu : Ce fonds témoigne des fonctions et des activités d'un organisme syndical entre 1902 et 2002 mais surtout concentré pour la période entre 1953-1993. À travers les divers documents reçus, nous pouvons reconstituer en partie les relations que cet organisme entretenait dans le cadre de son mandat, avec ses membres et avec les autres sections syndicales régionales et nationales. Grâce principalement aux documents produits et/ou reçus entre le CAW-TCA Canada-Local 100, le General Chairmen's Association, le C.N.R. - System Federation No 11, La Brotherhood Railway Carmen of United State & Canada et le Railway Employees department Division No 4 A.F.L.-C.I.O. et les autres.

Ces documents nous donnent un bon aperçu des diverses négociations qui avaient cours à cette époque, concernant; les conditions de travail, les contrats de travail, les litiges, les commissions d'enquêtes ainsi que de la relation patronale-syndicale.

Nous y retrouvons que des documents textuels, beaucoup de livrets que l'organisme à produits et destinés aux travailleurs concernant les ententes, les contrats de travail qui ont été votés et approuvés lors des conventions collectives.

Le fonds est composé des séries suivantes:
Série 1: Relations avec les organismes représentés (1918-1997)
Série 2: Conditions de travail des travailleurs du chemin de fer (1951-2001)
Série 3: Conventions et contrats de travail (1902-1993)
Série 4: Litiges (1955-1999)
Série 5: Relation patronale-syndicale (1960-2002)
Série 6: D.M. Wray (1973-1977)
Série 7: Plan d'urgence (1972-1975)
Série 8: Formulaires et papeterie officiel (ca1989)
Série 9: Frais d'opération (1993-1996)

Cote assignée par le centre d'archives : P132

Histoire administrative / notice biographique :

Cet organisme est une organisation syndicale canadienne qui représente des travailleurs et des travailleuses employés dans divers milieux tel que le secteur ferroviaire, de l'automobile, de l'aérospatiale, de l'électricité, de l'hôtellerie, de la restauration, de la vente en gros et au détail et des transports. Il a pour mandat de promouvoir le bien-être de ses membres et de leurs familles, de protéger et d'administrer les droits collectifs des membres.

Les objectifs de ce syndicat sont:
«Unir toutes les travailleuses et tous les travailleurs qui relèvent de la compétence des TCA-Canada en une seule organisation. Améliorer les conditions de travail pour créer des lieux de travail sains et mettre fin aux blessures et maladies professionnelles. Enseigner à nos membres l'histoire du mouvement syndical et son rôle pour améliorer notre société. Améliorer les conditions économiques et sociales au Canada et dans le monde. Édifier et Unir le mouvement syndical.» *Extrait des statuts du syndicat national de l'automobile, de l'aérospatiale, du transport*

et des autres travailleurs et travailleuses du Canada, version août 2006.

Ce syndicat a été fondé en 1985 par des membres canadiens du Syndicat américain des travailleurs unis de l'automobile (United Automobile Workers) qui ont décidé de mettre sur pied leur propre syndicat canadien. Il y avait plusieurs compagnies ferroviaires qui étaient représentées avant la scission. Entre autres, la Brotherhood Railway Carmen of America qui a fusionné en 1990 avec le nouveau syndicat canadien; le Canadian Brotherhood of Railway, Transport and General Worker qui au moment de fusionné en 1994, représentait à lui seul 33 437 membres. L'International Brotherhood of Electrical Workers, le Railway Employees Department Division No 4 A.F.L. - C.I.O. et le C.N.R. System Federation No 11 en était également membres et ils représentaient des travailleurs d'un bout à l'autre du Canada de l'Atlantique au Pacifique et des États-Unis.

Ce syndicat représente aujourd'hui, 11 500 membres de l'industrie ferroviaire au Canada cela inclus les agents de bord et les travailleurs d'usine. La grande majorité de ses membres, sont des travailleurs du Canadian National Railways, du Canadian Pacific, de Via Rail et quleques petites compagnies régionales telles que l'Ontario Northland.

Ce syndicat est également membre du Congrès du Travail du Canada (C.T.C.) et de la Fédération Internationale des organisations de travailleurs de la métallurgie et, au Québec, de la Fédération des travailleurs du Québec.

La structure administrative à l'époque de ce fonds est similaire à celle d'aujourd'hui. Le CAW-TCA est formé de membres qui administrent le syndicat national. «C'est le congrès statutaire qui possède le pouvoir suprême. il est formé des personnes déléguées démocratiquement élues par les membres des sections locales. Entre les congrès le bureau exécutif national est la plus haute autorité. C'est le président ou la présidente nationale qui possède le pouvoir. Il y a aussi le secrétaire-trésorier, un directeur Québécois et de six représentants nationaux qui proviennent des cinq régions suivantes: La région des Montagnes, la région des Priaires, la région des Grands Lacs, la région du Saint-Laurent et la région de l'Atlantique qui font partie de cette ainsi qu'un représentant de Via Rail.» *Extrait des statuts du syndicat national de l'automobile, de l'aérospatiale, du transport et des autres travailleurs et travailleuses du Canada, version août 2006.* Puis viennent les dirigeants et dirigeantes des sections locales formées d'un président et de cinq vice-présidents et d'un membre du conseil exécutif. Au Québec, il y a aussi un Conseil québécois des TCA qui est composé de 7 délégués élus selon le prorata des membres de leurs sections.

Dans se fond, la majorité des documents ont été produits avant la scission avec les États-Unis, c'est pourquoi nous retrouvons des associations américaines qui y sont représentées. Un tableau pour comprendre quelle compagnie était représentée par qui, a été réalisé pour faciliter le repérage. Dans ce fonds nous avons tenté de comprendre et de voir les liens qui existaient entre les différents dossiers.

Point d'accès / provenance : Section locale 100 du syndicat national de l'automobile, de l'aérospatiale, de transport et des autres travailleurs et travailleuses du Canada (TCA-Canada). Les documents ont été envoyés aux archives de l'association canadienne d'histoire ferroviaire suite à un appel téléphonique provenant de l'organisation qui voulait se départir de ses documents.

Numéro d'identification du fonds ou de la collection assigné par l'établissement : P132

URL du fonds : Lien

Nom du centre d'archives : Association canadienne d'histoire ferroviaire; Exporail, le Musée

ferroviaire canadien

Fonds Henri Cholette
Dates : 1918, 1913-1947
Genre de documents : 3 photographies sepia ; 30 X 35 cm (avec cadre). - 1 document textuel.
Portée et contenu : Le fonds Henri Cholette traite de la carrière de celui-ci au sein de la Montreal Tramways Company entre 1913 et 1947. Le fonds illustre aussi l'adhésion d'Henri Cholette à l'Union internationale en 1918, en tant qu'employé de tramways. Le fonds comprend des photographies et un document textuel.
Cote assignée par le centre d'archives : P112
Histoire administrative / notice biographique : Henri Cholette a occupé les fonctions de garde-moteur puis de percepteur pour la Montreal Tramways Company de 1913 à 1947. Il fut membre du local 790 division Mont-Royal, de l'Union internationale, un groupe syndical américain. En 1918 la majorité des employés de la Montreal Tramways avait joint ce syndicat.
Point d'accès / provenance : Fonds versé au centre d'archives par sa fille, Mme Hélène Newby, en juin 2006.
Numéro d'identification du fonds ou de la collection assigné par l'établissement : P112
URL du fonds : Lien
Nom du centre d'archives : Association canadienne d'histoire ferroviaire; Exporail, le Musée ferroviaire canadien

Fonds Richard Randall
Dates : Décembre 1916
Genre de documents : 1 photographie n&b ; 33 X 54 cm.
Portée et contenu : Le fonds Richard Randall porte sur le conseil législatif canadien (Canadian Legislative Board) de la Confrérie des chauffeurs et mécaniciens de locomotives (Brotherhood of Locomotive Firemen and Enginemen) lors d'une assemblée à Ottawa en décembre 1916. Le fonds contient 1 photographie encadrée.
Cote assignée par le centre d'archives : P119
Histoire administrative / notice biographique : Richard Randall a été membre actif de l'union Brotherhood of Locomotive Firemen and Enginemen qui a existé de 1902 (1873 pour les chauffeurs seulement) à 1969, année de la fusion avec deux autres syndicats de travailleurs de chemins de fer pour former le United Transportation Union. Richard Randall est décédé en 1974.
Point d'accès / provenance : Fonds versé au centre d'archives par Glen Evans, neveu par alliance de Richard Randall.
Numéro d'identification du fonds ou de la collection assigné par l'établissement : P119
URL du fonds : Lien
Nom du centre d'archives : Association canadienne d'histoire ferroviaire; Exporail, le Musée ferroviaire canadien

GEORGIA STATE UNIVERSITY LIBRARY- SPECIAL COLLECTIONS AND ARCHIVES
http://library.gsu.edu/417.html

International Association of Machinist and Aerospace Workers
Dates : 1917-2005
Genre de documents: 301 boxes, 150 linear feet, 1801 videotapes, 55 films, ca. 1600 books, +38,000 images, 120 ledgers.
Portée et contenu: The International Association of Machinists and Aerospace Workers records document the development of an Atlanta, Georgia, machinists union into an international union. The materials span the years from 1891 to 2002; the bulk of the collection is dated 1935-1989. The papers of the IAMAW include correspondence, minutes, reports, organizational publications, legal and financial records, conference material, speeches, newspaper articles and other material documenting the history of the machinists. The International Association of Machinists and Aerospace Workers Records is divided into thirteen series: I. Organizational Minutes,1891-1989 II. President William W. Winpisinger, 1977-1982; 1988. III. Officer Files, 1935-1968. IV. Speeches by IAM Officers, 1957-1989. V. IAM Departments and Centers VI. Financial Records, 1890-1986. VII. Machinists' Non-Partisan Political League, 1947-1989. VIII. Subject Files, 1922-1985. IX. Local Lodges and Ancillary Unions, 1899-1987. X. Coordinated Contracts and National Agreements, 1917-1981 (bulk 1933-1966). XI. Grand Lodge Rolls, 1943-1974. XII. Conventions, 1960-1984. XIII. IAM Special Projects, 1977-2001. Original order of the collection was maintained. Newspaper clippings have been copied onto bond paper for protection of content.
Cote assignée par le centre d'archives : L1992-14
Histoire administrative / notice biographique : The United Machinists and Mechanical Engineers of America was founded in 1888. In 1889, the name changed to the National Association of Machinists. Two years later, it became known as the International Association of Machinists, and in 1965, this was changed to the International Association of Machinists and Aerospace Workers.
Point d'accès / provenance :.
Numéro d'identification du fonds ou de la collection assigné par l'établissement : L1992-14
URL du fonds : Lien
Nom du centre d'archives : Georgia State University Library, Special Collections and Archives

National Federation of Federal Employees Records
Dates : 1917-2005
Genre de documents : 94 linear ft. (in 155 boxes and 58 volumes)
Portée et contenu : The collections consists of the official records of the National Federation of Federal Employees. Included in these records are: convention proceedings, constitutions, bylaws, agreements, reports, charters, research materials, artifacts, photographs, audiovisual materials and files from the executive council. These materials pertain to the union's representation of federal civil service employees and provide documentation of the day-to-day activities of a national union. Also included is the official publication, *Federal Employee*. Organized into nine series: (I) National Conventions, (II) Administrative, (III) Constitutions, By-Laws and Agreements, (IV) Legal, (V) Financial records, (VI) Locals and State Federations, (VII) Lobbying efforts, (VIII) History and (IX) Restricted.
Cote assignée par le centre d'archives : L2004-02
Histoire administrative / notice biographique : In 1917, the National Federation of Federal Employees (NFFE) was established at a convention in Washington, DC. Florence Ethridge presented the resolution to form NFFE as an affiliate of the American Federation of Labor (AFL). A week later AFL issued NFFE's charter. NFFE is one of the oldest unions in the United States to represent federal civil service employees. Their first National President was H.M. McLarin. He was succeeded by Luther C. Steward, who served as president for 37 years. For much of the 20th century, NFFE was the single biggest proponent of the civil service merit system. Many privileges federal employees enjoy today came as a direct result of NFFE pioneering the cause. Retirement benefits and the "equal pay for equal work" classification system are largely due to NFFE's efforts. NFFE was originally chartered under the American Federation of Labor (AFL), but left it in December 1931. In 1999, NFFE affiliated with the International Association of Machinists and Aerospace Workers, making them part of the AFL-CIO once again. Over the 20th century, NFFE has been working hard to defend workers rights in the federal sector upholding their slogan: "We Work for America Everyday."
Point d'accès / provenance : Donated by the National Federation of Federal Employees, 2004.
Numéro d'identification du fonds ou de la collection assigné par l'établissement : L2004-02
URL du fonds : Lien
Nom du centre d'archives : Georgia State University Library, Special Collections and Archives

United Furniture Workers of America Records

Dates : 1939-1977

Genre de documents : 87.0 linear ft. (173 boxes)

Portée et contenu :
The collection consists of records of the United Furniture Workers of America (UFWA) from 1939-1977. The collection includes records relating to the Union's relationship with the CIO and later the AFL-CIO, and other unions including the Upholsterers' International Union of North America. Records relating to the UFWA administrative and operational units include minutes of the General Executive Branch, International Executive Committee, Administrative Committee, and the Finance Committee; correspondence and activity reports of organizers and field staff; and a variety of records relating to the UFWA's local unions.
Four (4) record series:

1. CIO, 1945-1956; 2. AFL-CIO, 1951-1968; 2. I nternational unions, 1946-1966; and 4. UFWA Administrative files, 1936-1977

Additionally, oversize manuscript material, photographs, contracts, pamphlets, and periodicals included in the records have been housed in their separate collections.

Cote assignée par le centre d'archives : L1979-09

Histoire administrative / notice biographique : Prior to 1937, most organized workers in the furniture industry were members of either the United Brotherhood of Carpenters & Joiners Union or the Upholsterers' International Union, both of which were affiliated with the American Federation of Labor. Disagreements over political ideology and organizing tactics, fueled by the new emphasis by the fledgling Congress of Industrial Organizations (CIO) on the organization of all workers in a plant into a single industrial, rather than craft, union, led a group of dissidents within the UIU to leave the UIU and affiliate with the CIO as the United Furniture Workers.

The two unions competed for membership among the same group of workers during the 1940s and 1950s. Shortly after the AFL and CIO merged in December of 1955, however, the two unions formed a "confederation for common union action," which was known as CUF. In this *ad hoc* organization, each of the unions retained its autonomy but established a joint board to coordinate organizing drives, direct political activities, conduct research, and police the use of the union label. CUF was seen by some as a first step toward a possible full-fledged merger of the UFWA and the UIU.

The hoped-for merger, however, never materialized. In 1985, rather, the UIU merged its 35,000 members into the vastly larger United Steel Workers of America, and in 1986 the UFWA acted similarly when it merged its 20,000 members into the much larger International Union of Electrical, Radio & Machine Workers (IUE), which subsequently changed its name to the International Union of Electronic, Electrical, Salaried, Machine & Furniture Workers.
The short-lived combination of much UFWA and UIU activity during the years 1957-1958 was officially known as the Confederated Upholsterers & Furniture Workers of America. Its activities are described in these records. CUF's programs were administered by a joint board made up of six representatives from each of the two unions. Sal B. Hoffman of the UIU and Morris Pizer of the UFWA served as co-chairmen of the ruling board. The CUF headquarters was in Washingto.

Numéro d'identification du fonds ou de la collection assigné par l'établissement : L1979-09

URL du fonds : Lien

Nom du centre d'archives : Georgia State University Library, Special Collections and Archives

United Textile Workers of America Records

Dates : 1930-1996

Genre de documents : 82 linear feet

Portée et contenu :
The collection consists of the records of the United Textile Workers of America from 1936-1995. This collection contains documentation about the local unions in the UTWA, both in the United States and Canada. Information on mergers, strikes, finances and conventions is included in these papers. These records were from the UTWA, Southern Region.
Series I-V arrived as accession L1973-54:
I. President's Files
II. Secretary-Treasurer's files
III. Research Department
IV. Local Unions
V. Danville, VA Strike
Series VI-X arrived as accession L2002-02:
VI. Inactive Local Unions
VII. Conventions
VIII. Textile Challenger
IX. Financial
X. Separated Materials
List of material separated from L1973-54 follows Detailed Description of the Collection.Please note that, because of reorganization of the collection when accession L2002-02 was processed, the box order as listed in Series I-IV in the Detailed Description of the Collection below differs from the boxes' numerical order.

Cote assignée par le centre d'archives : L1973-54

Histoire administrative / notice biographique :
The United Textile Workers of America was chartered in 1901 as an affiliate of the American Federation of Labor. It was a charter member of the Committee for Industrial Organizations (CIO) in 1935, and in 1937 also was one of the founding unions of the Congress of Industrial Organizations. Once in the CIO in 1937, the UTWA was renamed the Textile Workers Organizing Committee and then the Textile Workers Union of America (TWUA). In 1939, a small dissident faction of TWUA sought for and was allowed to re-affiliate with the AFL under their old, UTWA, name. In 1996, UTWA merged with the United Food and Commercial Workers International Union.

Point d'accès / provenance : Donated by United Textile Workers of America, in 1973 (accession L1973-54) and 2002 (accession L2002-02).

Numéro d'identification du fonds ou de la collection assigné par l'établissement : L1973-54

URL du fonds : Lien

Nom du centre d'archives : Georgia State University Library, Special Collections and Archives

HEC MONTREAL - SERVICE DE LA GESTION DES DOCUMENTS ET DES ARCHIVES
http://www2.hec.ca/archives/

Fonds du Syndicat des travailleurs de l'énergie et de la chimie, section locale 1667 F.T.Q.
Dates : 1959-1983
Genre de documents : 59 cm de documents textuels. - 44 photographies. - 1 bande magnétique.
Portée et contenu : Le fonds a fait l'objet d'un traitement définitif, les 8 séries suivantes composent son organisation : A Statuts, chartes et accréditation, B Exécutif, C Assemblée syndicale, D Comités d'étude, E Conventions collectives de travail, accidents de travail et griefs, F Organisation de Tricofil, V Documents sonores et X Documents iconographiques. Le fonds contient de la correspondance, des comptes rendus de réunions, des documents financiers, des rapports, des imprimés, des procès-verbaux et des documents afférents, des documents de travail des différents comités de reclassement de la main d'ouvre et du comité consultatif, des conventions collectives de travail, des réclamations, des griefs, des contrats, des inventaires, des ententes, une bande magnétique et des photographies.
Cote assignée par le centre d'archives : P051
Histoire administrative / notice biographique : Le Syndicat des travailleurs de l'énergie et de la chimie est issu du Syndicat des travailleurs du textile, représentant les ouvriers et les ouvrières de la Regent Knitting Mills Ltd. De 1939 à 1966, six conflits de travail éclatent. Le litige porte généralement sur les offres salariales trop faibles pour l'industrie. En 1972, le Syndicat s'affilie au Congrès du travail du Canada. À partir de la création de Tricofil, le rôle du syndicat s'est amenuisé. Le collectif de travail, par ses nouvelles affectations, assume une part des responsabilités du Syndicat. Le mandat du Syndicat des travailleurs de l'énergie et de la chimie consiste à former et à informer. Cette initiative devient nécessaire devant les mises à pied massives dont sont victimes les ouvriers et les ouvrières au début des années 1970. Le Syndicat tiendra un rôle déterminant dans la mise sur pied de l'entreprise autogérée Tricofil. C'est lui qui créera des comités et des groupes de travail pour étudier la situation de l'usine après sa fermeture en 1973. C'est également lui qui soumettra la possibilité d'une réorganisation et qui, finalement, proposera la création d'une coopérative de travail.
Historique de la conservation : En 1988, à la suite d'une convention de donation, le Comité provincial des coopératives de travail cède les documents à l'École des hautes études commerciales de Montréal.
Numéro d'identification du fonds ou de la collection assigné par l'établissement : P051
URL fonds : Lien
Nom du centre d'archives : HEC Montréal

Fonds de la Société populaire Tricofil
Dates : 1974-1981
Genre de documents :. 100,5 cm de documents textuels. - 3 photographies. - 1 affiche
Portée et contenu : Le fonds a fait l'objet d'un traitement définitif et les 7 séries suivantes composent son organisation : **A** Historique, statuts et structures, **B** Direction générale, **C** Gestion financière et actes notariés, **D** Ressources humaines, **E** Relations publiques, **F** Production et mise en marché et **X** Documents iconographiques. Le fonds comprend des rapports, de la correspondance, le texte de la constitution et la raison sociale, des procès-verbaux, des documents afférents, des rapports financiers, des contrats, de la correspondance, des coupures de journaux, et des photographies.
Cote assignée par le centre d'archives : P008
Histoire administrative / notice biographique : La Société populaire Tricofil Inc. est une usine autogérée se spécialisant dans la fabrication de tissus et dans la confection de vêtements. Elle est née de l'initiative de travailleurs décidés à conserver leurs emplois suite à la fermeture de la Regent Knitting Mills Ltd. de St-Jérôme. Appuyés par leur syndicat et soutenus par le gouvernement du Québec, ces travailleurs ont entrepris de relancer l'usine en 1975. Le projet a duré sept (7) années sur un parcours semé d'embûches. Les difficultés financières, organisationnelles et humaines, l'insécurité des travailleurs et finalement la crise de l'industrie textile de même que la récession des années 80 ont eu raison de Tricofil. En janvier 1982, la Société de développement coopératif se retire du dossier. Le mois suivant, le collectif des travailleurs ferme le projet sur recommandation du conseil d'administration.
Historique de la conservation : En 1988, à la suite d'une convention de donation, le Comité provincial des coopératives de travail cède les documents à l'École des hautes études commerciales de Montréal.
Numéro d'identification du fonds ou de la collection assigné par l'établissement : P008
URL fonds : Lien
Nom du centre d'archives : HEC Montréal

Fonds Gatineau Power Company

Genre de documents : 103,6 m de documents textuels .- 18557 photographies .- 2 sceaux

Portée et contenu :
Les archives textuelles et photographiques du fonds témoignent des activités de production, d'achat, de transmission, de distribution et de vente d'électricité dans les provinces de Québec, du Nouveau-Brunswick et de l'Ontario. Le fonds renseigne aussi sur les clients desservis par Gatineau Power Company dont les plus importants sont : Commission hydro-électrique d'Ontario et Canadian International Paper Company entre 1926 et 1963. Le fonds est aussi un excellent témoignage de la participation de Gatineau Power Company dans l'expansion commerciale, industrielle et résidentielle des régions qu'elle dessert. Gatineau Power Company dessert près de 70,000 usagers répartis dans un territoire d'environ 5000 milles carrés couvrant la partie sud-ouest du Québec. Ce territoire englobe les agglomérations de Pontiac, Hull, Gatineau, Papineau, Argenteuil, Vaudreuil-Soulanges, Deux-Montagnes, Terrebonne, Labelle, Montcalm et l'Assomption. Le fonds contient 18 séries : Documents constitutifs; Encadrement juridique; Documents administratifs; Documents financiers; Actions et obligations; Ressources humaines; Relations internes; Relations externes; Documents techniques et études; Propriétés et équipements; Vente et échange d'énergie; Coupures de presse; Documentation. ; [1888-1963] ; 62 m de documents textuels et autres documents. Photographies de la série "Development Department".; [1921]-[1963]; 5000 photographies. Photographies aériennes.; [1923]-[1963]; 2009 photographies. Photographies : dossiers thématiques et albums.; [1909]-[1963]; 9487 photographies. Photographies de la centrale Grand Falls, Nouveau-Brunswick : construction et exploitation.; [1926]-[1955]; 1487 photographies. Documents textuels de Gatineau power Company : acquisitions par versement depuis 1991. ; 37 m de documents textuels et autres documents.

Cote assignée par le centre d'archives : F6

Histoire administrative / notice biographique :
Gatineau Power Company (Compagnie d'électricité Gatineau) est incorporée le 11 mars 1926 à la demande d'International Paper Company dans le but d'aménager et d'exploiter le potentiel hydroélectrique qu'elle détient, notamment celui appartenant à Riordon Pulp and Paper Company qui est une autre de ses filiales. Sa principale place d'affaires est à Montréal. Gatineau Power Company a pour mandat principal la production, la transmission, la distribution et la vente d'électricité au Québec. Toujours en 1926, une entente conclue avec la Commission des eaux courantes du Québec autorise Gatineau Power Company à entreprendre les travaux d'aménagement des réservoirs d'emmagasinage Baskatong et Cabonga. Les années 1927-1931 représentent par la suite pour la Compagnie une période d'organisation et de consolidation, notamment par l'acquisition des centrales, des lignes de transmission et des réseaux de distribution de vingt-huit (28) compagnies actives durant les années 1920. Les 28 compagnies, pour lesquelles les dates de création et d'acquisition par Gatineau Power Company ont été mises entre parenthèse, sont Argenteuil Lumber Company Limited (1909-1928), Ayers Limited (1897-1925), Bonhomme Electric Company (1926-1927), Calumet Island Distribution System (1906-1928), Campbell's Bay Electric Company (1915-1927), Farm Point Electric System (1906-1928), Gatineau Electric Light Company

Limited (incorporé en 1927), Hawkesbury Electric Light & Power Company (1902-1924), Hudson Municipality (1918-1924), Hull Electric Company (1896-1927), J.U. Foucher & Company (1899-1922), Compagnie d'éclairage de Napierville limitée (1923-1927), Compagnie Électrique de Papineauville (1904-1927), Compagnie Électrique de Rockland (1922-1925), Compagnie Électrique des Laurentides limitée (1914-1926), Laurentide Hydro-Electric Limited (1924-1927), Maniwaki of Shawville (1912-1925), New Glasgow Electric Light System (1913-1926), North River Electric Company Limited, The (1906-1922), Ottawa-Montreal Power Company (1924-1927), Ottawa River Power Company Limited (1925-1928), Quebec Southern Power Corporation (1924-1927), Quyon Milling Company (1922-1930), St-Jovite Electric Light System (1912-1931), **Syndicat Électrique de Fasset (1906-1928),** Vaudreuil Electric Company (1918-1922) et Western Quebec Power Company Limited (1906-1924). Cette consolidation se fait également par la création de filiales à travers lesquelles la Compagnie élargira la base de ses activités au Québec et les étendra même en Ontario ainsi qu'au Nouveau-Brunswick, allant jusqu'à envisager une expansion aux États-Unis, dans le Maine. Il s'agit entre autres de Gatineau Electric Light Company, propriétaire des actifs ontariens du groupe et des lignes haute tension dont les circuits traversent la frontière inter-provinciale Québec-Ontario. Par le biais de ses filiales, Gatineau Power Company est une pionnière au niveau des exportations d'électricité à l'extérieur du territoire québécois, vers l'Ontario et le Nouveau-Brunswick. Ainsi, en unifiant divers segments isolés, la Compagnie parvint à créer un véritable réseau intégré et devient un important monopole régional desservant un vaste territoire qui comprend tout le sud-ouest du Québec, allant du Témiscamingue aux Laurentides en passant par l'Outaouais.. La force économique de Gatineau Power Company et des compagnies qui l'ont précédée est importante puisque cet ensemble d'entreprises a servi de levier au développement industriel pour la région de l'Outaouais et une partie des Laurentides. Au cours des décennies, l'électricité a permis une diversification de la production industrielle dans les secteurs de la foresterie, des pulpes et papiers, de l'impression, du textile, du vêtement, de l'agro-alimentaire, de la métallurgie et de la machinerie de précision, apportant un dynamisme particulier à un territoire en retrait des grands centres urbains et manufacturiers. En 1963, au moment de la nationalisation des compagnies d'électricité, Gatineau Power Company représente l'un des plus importants producteurs d'énergie hydroélectrique et l'un des principaux monopoles régionaux de distribution d'électricité au Québec. Elle contrôle des filiales telles Gatineau Transmission Company (Compagnie répartition électrique Gatineau), Gatineau Electric Company (devenue GELCO), St. John River Storage Company (Compagnie d'entreposage de la rivière St-Jean ltée.) et Gatineau Bus Company Limited. Gatineau Power Company ouvre également dans des secteurs aussi diversifiés que le transport urbain, l'industrie forestière et la construction. Elle est également propriétaire des installations du réservoir Témiscouata au Québec, situé au nord-est d'Edmundston au Nouveau-Brunswick. Au mois d'avril 1963, cette Compagnie, comme toutes les compagnies d'électricité privées au Québec, est nationalisée. Un administrateur délégué est nommé par Hydro-Québec, mais la structure administrative de Gatineau Power Company continue provisoirement d'exister. Le 15 novembre 1965, le service de la Production de cette Compagnie est intégré à la Zone Ouest de la Direction générale Production et transport. La Compagnie demeure, encore aujourd'hui une personne morale régit par la partie 1A de la Loi sur les compagnies du Québec et produit toujours les documents exigibles en vertu de cette législation.

Point d'accès / provenance : Gatineau Power Company. Compagnie d'électricité Gatineau.
Numéro d'identification du fonds ou de la collection assigné par l'établissement : F6
URL du fonds : Lien
Nom du centre d'archives : Hydro-Québec, diffusé par le RDAQ
Historique de la conservation : L'ensemble de ce fonds est constitué par les archives résiduelles de la Compagnie Gatineau Power Company et de ses filiales telles qu'elles ont été transmises à Hydro-Québec lors de la nationalisation de 1963 et par des versements ultérieurs effectués par diverses unités administratives. Ce fonds demeure ouvert puisque ce processus de versement se poursuit encore.
Restrictions régissant l'accès : Les documents sont accessibles sous réserve de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels.
Restrictions régissant la reproduction : Les documents sont reproductibles sous réserve de la Loi sur le droit d'auteur et de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels.
Restrictions régissant la publication : Toute diffusion de documents du fonds devra faire l'objet d'une licence de droits d'utilisation.
Notes : SOURCE DU TITRE COMPOSÉ PROPRE Le titre est basé sur le contenu du fonds. NOTE GÉNÉRALE Le traitement de ce fonds a été réalisé grâce à l'aide financière qu'y a apporté le gouvernement fédéral, par l'intermédiaire des Archives nationales du Canada et du Conseil canadien des archives. Références bibliographiques: Bulletin (Publication interne), no. DG-516 (PT), Hydro-Québec, 1965.

JEWISH PUBLIC LIBRARY ARCHIVES
http://www.jewishpubliclibrary.org/en/archives/
http://www.cjhn.ca/en/explore.aspx

Dan Daniels Fonds
Genre de documents : 1.26m of textual records
Portée et contenu : Consists of typescripts of Daniels' works, including essays, short stories, plays and scripts
Cote assignée par le centre d'archives : 1285
Histoire administrative / notice biographique : Born in Montreal, ca1921, Dan Daniels began writing at thirteen and became a social activist at seventeen. Daniels also developed a career as a storyteller beginning in 1972. In 1938 Daniels joined the Communist party and remained an active member until 1955. Under the party Daniels worked as a trade union organizer with warehouse workers, in the textile industry, aircraft industry, glass workers and with seamen. Daniels worked on Canadian merchant ships and was later an organizer for the group. According to his biography in "Paranoia and Dirty Feet", published by White Dwarf Editions in 1995, during his work with the merchant seamen he was, "thrown off one freighter after being accused of mutiny (of which he admits he was technically guilty: he refused to obey an officer's order) and was arrested eleven times during the seamen's strikes of 1946, 1948, and 1949. Daniels left the Communist Party in 1955, at which point many Canadian members also did, because he felt the Soviet regime was oppressive and no longer serving the working class. When the Canadian Labour Party did not split from Soviet influence, Daniels left the party. In addition to his trade union work, Daniels was instrumental in numerous other organizations and social movements, including: Fair Play for Cuba Committee in Montreal (which helped to found), resistance efforts against the Vietnam war, the non-Communist peace movement, and the Campaign for Nuclear Disarmament. He was also one of the leaders of Operation St-Jean-Baptiste, a group devoted to removing the nuclear missiles held in La Macaza, Quebec. Daniels had stories, essays and articles published in periodicals and journals in Canada, the United States, England, Australia and Mexico. He had plays produced for the stage in Canada and the United States and had works broadcast on radio and television. Daniels created his persona, "Dan the Storyman" to bring storytelling to elementary school classrooms in primary schools for both the Protestant and Catholic schools boards of Montreal. He was a founding member of both the Playwrights' Workshop of Montreal and the Playwrights Circle of Montreal. Daniels wrote three novels; one written at thirteen, which was destroyed by the author, a second novel was confiscated by the Quebec Provincial Police during the Padlock Law days and a third entitled, "Waiting to be Buried". None of the novels were published. During the 1960s, Daniels worked as an educator in Tanguay women's prison under the Protestant School Board of Greater Montreal. He also received a master's degree in Environmental Studies from York University and later taught at College Marie-Victorin.
Point d'accès / provenance : Transferred to JPL-A by Daniels' wife.
Numéro d'identification du fonds ou de la collection assigné par l'établissement : 1285
URL fonds : Lien
Nom du centre d'archives : Jewish Public Library Archives.

Sylvia Gerson Fonds
Dates : 1928-1951
Genre de documents : 1 file multiple media
Portée et contenu : Consists of newspaper clippings regarding Canadian Air Force (1942), Montreal Joint Board as well as Montreal Dress Cutters Union membership book (1934), New Year's cards (ca1928) and various snapshots (undated, unidentified).
Cote assignée par le centre d’archives : 1114
Numéro d'identification du fonds ou de la collection assigné par l'établissement : 1114 (7-5C, SC1)
URL fonds : Lien
Nom du centre d'archives : Jewish Public Library Archives

Lea Roback Fonds

Dates : 1901-1998 (surtout 1930-1998)

Genre de documents : 4.8m of textual records, 1013 photographs

Portée et contenu :
The Fonds contains material reflecting Lea Roback's activity in politics, union organization and activism in addition to personal records that document her relationship with family. Records from her political and activist work include radio addresses, correspondence, fliers, reports, and periodicals. Personal records include correspondence wit her family members, the narrative of the Roback family written in prose, and various pieces of memorabilia belonging to Roback. The majority of the photographs in the collection are of Lea and her family from their time in Montreal, Beauport (QC) as well as Lea's travels in Europe.

The series included within the Lea Roback Fonds are the following:
Series 1 -- Professional activity
Series 2 -- Biographical and personal material
Series 3 -- Correspondence
Series 4 -- Bibliographic reference publications
Series 5 -- Videos
Series 6 -- Photographs
Series 7 -- Graphic material

Cote assignée par le centre d'archives : 1243

Histoire administrative :
Activist and organizer, Lea Roback was born on November 3rd, 1903 in Montreal. She was the second of nine children of Fanny (1885-1973) and Moses (1870-1935) Roback, both of whom immigrated from Poland. She spent her childhood in Beauport, Quebec where her parents ran a general store. The Robacks spoke Yiddish at home; outside it was French or English. Léa was able to switch freely between languages, a skill that became useful in work with labour organizations. When Léa was fourteen the family returned to Montreal where, two years later, she began working in the city's factories. It was at this point that she became accutely aware of the inequality between Montreal's affluent English-speaking families and the mostly French and Jewish working class. In the mid-1920s, Léa spent a two years at the University of Grenoble in France, supporting herself by privately teaching English to students. In 1928, Léa joined her older brother Harry in Berlin where he was studying medicine. She enrolled at the University of Berlin studying Sociology and German. Léa became involved with leftwing student groups and eventually joined the Communist Party. In 1932 Lea returned to Montreal, finding work as a youth group director at the Young Women’s Hebrew Association, where her mentor was Saidye Bronfman, wife of Sam Bronfman. In 1935 she managed the Modern Bookshop on Bleury Street, the first Marxist bookstore in Quebec, which became a gathering place for local radicals. That same year Lea coordinated Fred Rose's bid for election. Eight years following this campaign, Rose became the first communist elected to the House of Commons. In 1936 she was recruited by Thérèse Casgrain, legendary women’s suffrage leader, to assist in her work to obtain the vote for women in Quebec. Léa also became involved with the International Ladies Garment Workers’ Union (ILGWU) during their attempts to improve conditions in the garment industry. In 1937, Léa was a leader – along with organizers such as Rose Pesotta

and Bernard Shane – in organizing over 5,000 women who walked off the job from the garment industry factories of Montreal. During the war years, Lea began working for the Radio Corporation of America (R.C.A.) and became an organizer for the United Electrical Workers, where she was a business agent for the 3,000 R.C.A. workers in Montreal. Lea was an active advocate for social justice and human rights for the majority of her life. She was affliated with numerous organizations in Montreal including the Québec Aid to the Partially Sighted, the Voice of Women, as well as anti-nuclear and anti-war groups. Lea was a continual presence within the ranks passing out leaflets, demonstrationing, providing support and lending her respected voice to so many causes.

Historique de la conservation :

This material was donated to the Jewish Public Library Archives by Lea Roback in 1998. The material of the Fonds was in the possession of Ms. Roback until the date of the transfer.

The arrangement of the Lea Roback fonds maintained the order in which it was donated to the archives with the exception of Series 3. In the correspondence series, letters were grouped by sender and when without date or an identifiable author, were grouped together. In 2015, as a result of entering unprocessed material into the database, the intellectual arrangement of this fonds was also updated. To consult the original finding aid please contact the JPL-A directly.

Numéro d'identification du fonds ou de la collection assigné par l'établissement : 1243

URL fonds : Lien

Nom du centre d'archives : Jewish Public Library Archives

Workmen's Circle of Montreal Fonds
Dates : 1908-current
Genre de documents : 4 m of textual records and other material
Portée et contenu : Fonds consists of 10 series containing the operating records of the Workmen's Circle, its committees, branches, choir and school program. Series I – Committees Series II – Branches Series III – His tory and Organizational Papers Series IV – Publications Series V – Abraham Reisen Schools Series VI – Workmen's Circle Loan Syndicate Series VII – Workmen's Circle Choir Series VIII – Workmen's Circle, New York Series IX – Correspondence Series X – Scrapbooks and Artefacts
Cote assignée par le centre d'archives : 6-4F - 6-5E
Point d'accès / provenance : Transferred directly from the Workmen's Circle, first date of transfer unknown, accural of new materials in November 2007
Histoire administrative / notice biographique : The Workmen's Circle (Arbeter Ring) of Montreal (now Worker's Circle) celebrated its 100th Anniversary in the city in 2007. The organization, which was originally founded in New York in 1892 by mainly Russian Jewish immigrants fleeing Czarist pogroms, conducted itself as an "irretrievable part of the radical labour movement." An advocate for change, the Workmen's Circle also provided education, enlightenment, health benefits, open forums, a library, clubs and cemetery plots for its members. The work of the group extended to emergencies such as operating a soup kitchen during the Depression or organizing the Action Committee for Soviet Jewry in the late-1980s and early 1990s to aid immigration. Their involvement in politics saw support for the Cooperative Commonwealth Federation and candidates such as A.M. Klein, David Lewis and Kalman Kaplansky. In 1940, two Workmen's Circle members from Branch 151 were elected to the Montreal municipal council, Michael Rubenstein and Albert Eaton. The first Workmen's Circle building was completed in 1936 after several years of planning and a hold due to the Depression. The building was located at 4848 St. Laurent and served the Workmen's Circle's business and social activities as well as one of the schools. Like most other Jewish organizations, the Workmen's Circle moved from the once-traditionally Jewish Main area and re-located to Isabella closer to the Jewish community campus. The Worker's Circle is still housed there although the organization is shrinking and serves an aging population.
Numéro d'identification du fonds ou de la collection assigné par l'établissement : 6-4F - 6-5E
URL fonds : Lien
Nom du centre d'archives : Jewish Public Library Archives

NOTES

Ce centre dispose d'une collection de photographies (fonds 1255) illustrant le thème syndical.

MUSEE CANADIEN DE L'HISTOIRE - BIBLIOTHEQUE ET ARCHIVES
http://www.civilisations.ca/recherche-et-collections/bibliotheque-et-archives/services-des-archives/

Fonds Musée canadien de la poste / Canadian Postal Museum

Lors de la fusion des musées au 2012, le Musée canadien de la poste a été complètement absorbé par le Musée canadien d'histoire (MCH). Ses collections muséales et ses fonds ont été transféré au service d'archives du MCH. Ainsi, le fonds du Musée canadien de la poste représente en quelque sorte le fonds général dans lequel on retrouve, sous forme de pièce et de dossiers, des documents portant sur les syndicats postaux.

Comme il s'agit d'un fonds muséal, il n'est pas organisé comme un fonds archivistique à proprement dire. Le fonds lui-même ne possède pas de descriptions et il est mis en ligne sur une plateforme web servant principalement de bibliothèque. Ainsi, il est difficile de chercher dans un fonds spécifique et il est impossible de retrouver l'arborescence d'un fonds.

Dans ce cas-ci, en recherchant les <disciplines> et en entrant Canadian Postal Museum ou Musée canadien de la poste, *nous pouvons accéder aux pièces et dossiers constituant le fonds du Musée canadien de la poste.*

Portée et contenu :
Voici quelques unes des pièces concernant le syndicalisme qu'on retrouve dans ce fonds :

- Postes Canada – Relation de travail : les fonds P1 à P8
  - P1 : Postes Canada - Relations de travail - Grève postale de 1968 (1967-1974, 30cm)
  - P2 : Postes Canada - Relations de travail - Grève postale de 1968(1968-1969, 30cm)
  - P3: Postes Canada - Relations de travail - Grève postale de 1968 (1968-1971, 30cm)
  - P4 : Canada Post Labour Relations – News Reviews.(1966-1968, 18 cm)
  - P5 : Postes Canada - Relations de travail - Revues de presse, coupures de presse (1968, 14,5cm)
  - P6 : Postes Canada - Relations de travail - Revues de presse, coupures de presse (1968, 13cm)
  - P7 : Canada Post Labour Relations - "Flash" Newsletters, CPC/Union Agreements, Constitutions/By-Laws, CPC newspaper ads concerning the 1987 national postal strike (1984-1988, 27 cm)
  - P8 : Postes Canada - Relations de travail - série "B": années'70 et '80 - Bulletins d'information "Flash" (publiés pendant les conflits de travail des Postes) (1986-1987, 24cm)
- Livret d'information sur les négociations entre la Société canadienne des postes et le Syndicat des postiers du Canada
- Promotional documents related to the Union of Postal Workers in Canada
- Registers of the secretary of the Federated Letter Carriers Association of Canada (1930-1961)
- Fonds Jean-Claude Parrot : président du Syndicat des postiers du Canada, 1980, 56 cm
- Dossiers de recherche relatifs à la vente par correspondance avec plusieurs compagnies, dont Dupuis Frères, Canadian Tire, Au Bon Marché, Army & Navy. Plusieurs échanges traitent de syndicalisme, grèves, etc. Fonds P75 à P83 (surtout le fonds P76, portant sur Dupuis Frères. Il contient beaucoup de documents traitant du syndicalisme).

Cote assignée par le centre d'archives : MCC/CMC ARCHIVES : Canadian Postal Museum Archives

Point d'accès / provenance : Canada. Postes Canada; Canada Post Corporation
Nom du centre d'archives : Musée canadien de l'histoire – bibliothèque et archives
Notes : Le fonds renferme beaucoup d'informations sur le Canadian Union of Postal Workers (photos, publicités, journaux, etc). Les instruments de recherche sont inadéquats, mais les mots-clés peuvent permettre d'accéder aux notices des documents.

Fonds Laurence Nowry

Dates : 1925-2005

Genre de documents : Notes, correspondence, press clippings, photographs, pamphlets, brochures, maps. 540 cm.

Portée et contenu :
The fonds consists of 19 series documenting Nowry's personal life, his research pursuits and his professional career as a freelance journalist and author. The series organization generally separates material formats: paper; published books; maps; photographs; and sound and video recordings. The paper records are broken up into thematic series generally distinguishing personal documents; general research and radio documentary work; major projects (India, Barbeau, and international film); and final drafts of manuscripts. Nowry's research, documentary and manuscript material is generally organized by subject and stage of production collecting several forms of documents in a together. For example personal correspondence with an interviewee, transcription of interview, production notes for broadcast of edited documentary, professional correspondence and contract with broadcaster, and associated newspaper clippings can be found grouped together under the title of a documentary. The fonds contains draft writings; research material; annotated documents; published material; tape recorded interviews and edited radio documentaries on reels, LP's, and cassettes; personal records; professional and personal correspondence; journals; photographs, material generated from the beginning stages of research to final drafts of articles or recordings of broadcasts, including contracts and professional transaction records.

Nowry's research and production of radio documentaries produced scripts, oral history recordings, interview transcriptions, collections of research material, professional and personal correspondence. His writing and broadcasting work start with short stories, film and music reviews and reports prepared for local and national broadcast in Vancouver in 1950's. These pursuits continue throughout his life. Nowry moved to Montréal in the 1960's and produced the majority of his radio documentaries for the CBC over the 1960's and 1970's. Throughout his life Nowry was actively involved with film societies, labour organizations and peace movement activities. He has traveled overseas extensively beginning with a trip to India in the 1970s, and several trips to Europe, USSR, Asia, and South America. These interests and activities generated research material for writing and broadcasting, transaction documents, souvenirs, photographs, correspondence, collections of pamphlets, menus, guidebooks, and memberships. Nowry researched and wrote manuscripts for books on Hiroshima, Gourmet cooking, Tim Buck, historical fiction regarding history of communism in Canada, and a biography of Marius Barbeau. His research on Marius Barbeau began in the 1960's resulting in a radio documentary, a television documentary, the Heritage of Marius Barbeau. He continued extensive research and maintained a close relationship with the National museum of Man's / Canadian Museum of Civilization's archives to produce and publish the biography, Man of Mana: Marius Barbeau, in 1994.

Instrument de recherche: http://www.historymuseum.ca/geos/laurence-nowry-fonds-e.pdf

Cote assignée par le centre d’archives : MCH/CMH ARCHIVES : Cultural Studies Archives B977 à B1018

Point d'accès / provenance : No. D’acquisition : 2005-F0016

Histoire administrative / notice biographique :
Laurence Nowry (Born Laurence Fernley Buck, Aug 22, 1926) was born and in Vancouver. His mother was Dorothy Louise Veale (c1903-1986) and his father was Alfred Fernley Buck (1901-1992). When Dorothy Louise married Lionel Nowry, Laurence Fernley Buck became Laurence Nowry. Nowry was married to Dr. Rita Shakuntala from 1960 to 1982. Nowry left Vancouver in the 60's moving to Toronto and Ottawa before he settled in Montreal in 1965.

He quit school at 14 and through the 1940s and 50s he held a variety of jobs including messenger (1941), busboy(1942), welder(1942-1945), truck driver(1951), ship fitter's helper(1942-1945), soldier(1945), waiter, sailor(1947), insurance agent (1948-1950), and taxi driver (1953-1960). He put himself through night school (1942-1945) taking courses at the University of British Columbia. At the same time he did freelance work for radio, print journalism and film. His first paid newspaper article was in 1955, and he did a series of film talks for CBC in 1957. Writing remained Nowry's primary profession from 1960 on. The majority of Nowry's documentary and reporting radio work was done from 1960 to the 1980s where he was a regular contributor to local radio and CBC networks. Nowry was a Canadian correspondent for MOVIE-TV MARKETING, published in Tokyo. As a radio writer and broadcaster he researched, recorded, edited, voiced, wrote, and produced hundreds of documentary items for the CBC ranging from a few minutes to 2 hours and series of up to 18 half-hours. Some were studio-produced or prepared from pre-recorded material. They were used by the CBC programs including ASSIGNMENT and TRANS-CANADA Matinee and others. Nowry contributed to a RADIO-CANADA INTERNATIONAL commissioned weekly talk series and 36 12"-LP sides for international distribution. Among these] was the first CBC stereo sound documentary: Tell Me Where Is Fancy Bred, about the National Theatre School.

Nowry produced radio documentaries on oral history, civic government, science, sociology, arts, history, current affairs, industry and biography. Major projects included the Group of Seven, the Columbia River Project, the Komagata Maru Affair, Hiroshima, India and Marius Barbeau. A great deal of Nowry's work focused on recording oral histories of labour oriented political figures, (such as Herridge, Uphill, MacEwan, and Buck), as well as poets, artists, and scientists. He interviewed Marius Barbeau in 1965. The recordings of this interview were the basis for French and English television documentaries in 1984. Nowry continued research on Barbeau through the 1980's and completed his biography in 1992. The book "Man of Mana: Marius Barbeau" was published in 1994.

Throughout his life Nowry was actively involved with film societies, labour organizations and peace movement activities. He has traveled overseas extensively beginning with a trip to India in the 1970s, and several trips to Europe, USSR, Asia, and South America in 1970s-90s. In 1943, at 17, Nowry joined the Labor-Progressive Party (LPP), which later became the Communist Party of Canada. Nowry often used the pseudonym N.E. Story in correspondence with the party and for some of his published writing. He was active member in Marine Workers and Boilermakers Industrial Union (1943-1944). He joined the army in 1945 and in 1946 he went absent without leave. After leaving the army, Nowry hitchhiked across USA and worked in California in 1947. He was a member of ACTRA from 1969 to 1981. In 1971 Nowry was involved with a film club within the Communist Party of Quebec (CPQ) called 'La Cinématheque de la Societe Culturelle Québec-URSS.' Infighting with this club led to his resignation form the communist party. This

trouble with the party, Nowry claimed, was to blame for being cut off from collaborating on a biography of Tim Buck. In 1973 Nowry was a Montréal Labour Council delegate to World Congress of Peace Forces in Moscow.
Numéro d'identification du fonds ou de la collection assigné par l'établissement : MCH/CMH ARCHIVES : Cultural Studies Archives B977 à B1018
URL fonds : Lien
Nom du centre d'archives : Musée canadien de l'histoire – Bibliothèque et archives

NOTES

Comme il s'agit d'une collection muséale, de nombreuses pièces d'archives ne sont consignées dans aucun fonds à proprement dit. Une recherche par mot-clé permet de relever quantité de sources et de dossiers d'archives pertinents. On retrouve également des documents iconographiques portant sur le Syndicat des pêcheurs en Gaspésie dans le fonds Carmen Roy.

MUSEE DE L'HISTOIRE OUVRIERE
http://workershistorymuseum.ca

Le Musée de l'histoire ouvrière a été fondé pour préserver et rendre accessibles au public divers aspects de la culture du travail et de la vie ouvrière dans la région de la capitale nationale. Les collections portent sur les travailleurs eux-mêmes, sur les employeurs, l'industrie, les métiers et d'autres aspects de la vie active.
Ils possèdent actuellement trois collections distinctes :
• Collection permanente et de recherche/Archives
• Collection éducative
• Collection des ressources

MUSEE DE LA CIVILISATION - CENTRE DE REFERENCE DE L'AMERIQUE FRANÇAISE
http://www.mcq.org/fr/complexe/craf_fonds/craf_fonds.php?idEv=w377

Fonds du Séminaire de Québec
Série : Le personnel du Séminaire de Québec
Dates : 1870-1933, 1957-1974, 1980-1984.
Genre de documents : 12,5 cm de documents textuels
Portée et contenu : La série fournit des informations partielles sur les employés laïcs et religieux ainsi que sur les conditions de travail au Séminaire de Québec. La série contient des conventions collectives entre le Séminaire de Québec et les employés de soutien du Petit Séminaire de Québec et le Syndicat des professeurs, des comptes rendus des réunions concernant les conventions collectives des professeurs du Séminaire de Québec, les dossiers du personnel laïc et religieux ainsi qu'un registre des entrées et des sorties des employés de la procure, les listes d'engagés, des notes pour l'engagement de serviteurs au Séminaire.
Cote assignée par le centre d'archives : SME 3
Histoire administrative / notice biographique : Au début de son existence, le Séminaire de Québec engage quelques domestiques, puis des ouvriers pour la construction de ses édifices. Il embauche également des travailleurs pour ses fermes et ses moulins. En plus du personnel rémunéré, un petit groupe de domestiques donnés, œuvre au Séminaire. Il s'agit d'hommes et de femmes qui, en échange de leur subsistance, se donnent au Séminaire pour y travailler jusqu'à leur mort et lui confient tous leurs biens. En 1685, le Séminaire rédige un document intitulé *Règles communes Des Domestiques Donnés du Séminaire des Missions étrangères de Québec, sous le titre de Jésus, Marie, Joseph et les Saints-Anges*[1]. Dix ans plus tard, le Séminaire crée un règlement à l'intention des domestiques donnés qui désirent rester célibataires et obtenir un statut particulier plus proche de celui des prêtres. Ce document, intitulé *Règlements pour les Frères Domestiques qui nestant point engagés en famille sont entrés au Service du Séminaire des Missions étrangères de Québec pour y demeurer toute leur vie*[2], établit la communauté des frères donnés. Vers 1730, il ne reste que quelques domestiques donnés et plus aucun ne sera accepté au Séminaire après 1749. L'engagement du personnel relève de la responsabilité du procureur. En 1948, le Conseil du Séminaire crée le Comité de direction du personnel de l'Université Laval et du Séminaire de Québec connu aussi sous les noms de Comité de surveillance et Comité du personnel. Cette même année, le Séminaire signe la première convention collective avec son personnel représenté par le Syndicat national catholique des maisons d'éducation de Québec. Par la suite, le procureur engage un directeur de la paie, ce qui conduira, vers 1970, à la création d'un service du personnel. 1. Séminaire 95, n° 26; 2. Séminaire 95, n° 30.
Numéro d'identification du fonds ou de la collection assigné par l'établissement : SME 3
URL du fonds : Lien
Nom du centre d'archives : Musée de la civilisation

NOTES

Quelques affiches syndicales, photographies et documents textuels épars se trouvent notamment dans la collection du Séminaire de Québec, le fonds Louis-Honoré Huot et Amédée Gosselin. Pour les affiches syndicales, se reporter à la base de données Artefacts Canada.

MUSEE DE LA GASPESIE- CENTRE D'ARCHIVES
http://www.museedelagaspesie.ca/fr/centredarchives/fond_archive.php

Fonds Émile Boudreau

Genre de documents : 4,93 m de documents textuels. - 132 photographies. - 22 cartes et plans. - 1 disquette. - 1 ruban sonore.

Portée et contenu :
Le fonds renseigne sur la grève des mineurs de la Gaspé Copper Mines, filiale de la compagnie Noranda à Murdochville, en 1957. **Ce conflit de travail a marqué l'histoire du syndicalisme québécois** par l'opposition du gouvernement de Maurice Duplessis, mais aussi par des manifestations de solidarité envers les grévistes.
Le fonds aborde la grève du point de vue syndical, mettant ainsi en évidence les motivations des grévistes, la précarité de leurs conditions de travail et les difficultés financières vécues par les ouvriers durant et après le conflit.
Le fonds montre également le processus d'accréditation du syndicat par la Commission des relations ouvrières (CRO). Il informe sur les poursuites judiciaires opposant la compagnie au syndicat des Métallos (United Steelworkers of America). Le fonds recèle finalement quelques informations sur le Parti Social Démocratique (PSD) et le travail d'organisation syndicale dans les régions de la Côte-Nord, de la Gaspésie et du Nouveau-Brunswick.
Le fonds est principalement composé de documents judiciaires: Cour Supérieure, Cour d'Appel et Cour Suprême. Il renferme aussi de la correspondance avec les principaux acteurs du côté syndical: Émile Boudreau, Roger Bédard, Théo Gagné et Jean Gérin-Lajoie.
Le fonds contient également une série de bulletins de grève, parfois agrémentés de caricatures. Ces documents originaux ont été imprimés et distribués par le syndicat durant le conflit de travail.
Le fonds d'archives est finalement composé d'autres formes documentaires: listes d'employés, coupures de presse, chansons, allocutions publiques, communiqués, conventions collectives, procès-verbaux et documents financiers.

Cote assignée par le centre d'archives : P094

Histoire administrative / notice biographique :
Émile Boudreau est né le 12 décembre 1915 à Petit-Rocher au Nouveau-Brunswick. Amorçant sa carrière comme bûcheron, il travaille ensuite comme mineur à Normétal en Abitibi. En 1944, il est élu au poste de secrétaire de l'Association des employés.
En 1950, Émile Boudreau devient président de la section locale du **Syn**dicat des Métallos. Syndicaliste convaincu, il oeuvre au sein de cette organisation de 1951 à 1977. Dès 1953, il lutte pour l'accréditation des mineurs de Murdochville où une grève marquante pour l'histoire du Québec éclatera quatre ans plus tard. De 1977 jusqu'à sa retraite en 1983, il travaille à la Fédération des Travailleurs du Québec (FTQ) à titre de directeur du Service santé-sécurité au travail.
Émile Boudreau oeuvre aussi sur la scène politique. En 1940, il adhère au Crédit Social et par la suite s'implique au sein de diverses organisations : Parti Social Démocratique (PSD), conseil provisoire du Nouveau parti démocratique (NPD Québec), membre fondateur du Parti Québécois, etc. Il se présente quatre fois comme candidat aux élections fédérales sous la bannière du NPD et sera aussi candidat en 1970 pour le Front d'action politique aux élections municipales de Montréal.

Émile Boudreau a publié plusieurs articles et ouvrages portant sur le **syn**dicalisme et les droits des travailleurs. En 1985, il reprend le travail de Léo Roback pour l'écriture d'une histoire de la FTQ. En 1998, dans "Condamné au suicide", il relate l'histoire de Gaétan Dugal, un travailleur ayant subi un accident de travail à l'âge de 22 ans. La même année, Émile Boudreau a fait paraître le premier tome de son autobiographie "Un enfant de la grande dépression". Émile Boudreau s'est éteint à Montréal le 6 novembre 2006.
Historique de la conservation : Une première partie de la collection a été remise au Centre d'archives de la Gaspésie par monsieur Émile Boudreau en 1984. Un second versement a été fait en 1998. Des documents additionnels ont été donnés par son fils, Yvon Boudreau, en 2008 et 2009.
Numéro d'identification du fonds ou de la collection assigné par l'établissement : P094
URL du fonds : Lien
Nom du centre d'archives : Musée de la Gaspésie
Restrictions régissant l'accès et la publication : Certains dossiers sont restreint à la consultation en raison de la présence de renseignements personnels.

Fonds Syndicat des pêcheurs de Rivière-au-Renard
Genre de documents : 0,02 m de documents textuels.
Portée et contenu : Le fonds contient le livre des procès-verbaux, la déclaration de fondation ainsi que les statuts du Syndicat des pêcheurs de Rivière-au-Renard.
Cote assignée par le centre d'archives : P107
Histoire administrative / notice biographique : Le syndicat des pêcheurs de Rivière-au-Renard fut fondé en 1939 dans le but de réunir les pêcheurs en coopérative et d'opérer des usines de transformation du poisson. Dès le début, le Syndicat est affilié à Pêcheurs-Unis du Québec et vers 1960, celui-ci rachète le Syndicat des pêcheurs de Rivière-au-Renard. Ce dernier fonctionne jusqu'à la faillite de Pêcheurs-Unis du Québec survenue en 1984.
Historique de la conservation : Le fonds fut remis au Centre d'archives de la Gaspésie en 1988 par l'ex-gérant monsieur Léo Dupuis.
Numéro d'identification du fonds ou de la collection assigné par l'établissement : P107
URL du fonds : Lien
Nom du centre d'archives : Musée de la Gaspésie
Restrictions régissant l'accès : Aucune
Restrictions régissant la publication : Selon les lois et normes en vigueur
Notes : On pourra aussi consulter le fonds Coopérative des Pêcheurs-Unis du Québec (P52).

Fonds colonie agricole et forestière de Grande-Vallée
Dates : 1931-1969
Genre de documents : 0,04 m de documents textuels.
Portée et contenu : Le fonds contient de la correspondance entre Esdras Minville et différentes personnes concernant la colonie agricole et forestière de Grande-Vallée. Les documents témoignent de la tentative d'instauration d'une colonie agricole en Gaspésie en plus de mettre en lumière l'une des actions du grand homme que fut Esdras Minville.
Cote assignée par le centre d'archives : P137
Histoire administrative / notice biographique : L'histoire de la colonie agricole et forestière de Grande-Vallée prend sa source dans les débuts même de l'histoire coloniale canadienne. Déjà en 1691, Grande-Vallée était établie en seigneurie et tirait sa subsistance de la pêche, de la culture du sol et de l'exploitation forestière. Toutefois, cette exploitation des trois ressources fut freinée durant des années. En raison des conséquences désastreuses de la crise des années 30 sur la population du village, l'idée de l'exploitation des trois ressources est reprise. le projet de mise sur pied d'une colonie agricole et forestière est donc lancé vers 1936, par un ancien citoyen de Grande-Vallée, Esdras Minville, bien vu du gouvernement. Ce dernier avise les autorités de la situation qui prévaut dans le village et avec l'aide de spécialistes, élabore un projet qui permettait à la population de maîtriser son économie en exerçant l'exploitation de deux types de ressources durant l'année soit la pêche ou l'agriculture l'été et l'exploitation forestière l'hiver. Les syndicats de pêcheurs déjà en place continueraient leur gestion et parallèlement serait mis sur pied un syndicat pour les agriculteurs et un pour les forestiers. Au début agriculteurs et forestiers sont portés par un élan d'ardeur qui permet de transformer l'atmosphère et les conditions de vie de la paroisse. Cet élan finira toutefois par décliner; l'agriculture cesse d'être pratiquée et il en est de même pour l'exploitation forestière quelques années plus tard.
Point d'accès / provenance : Colonie agricole et forestière de Grande-Vallée
Numéro d'identification du fonds ou de la collection assigné par l'établissement : P137
URL fonds : Lien
Nom du centre d'archives : Musée de la Gaspésie
Historique de la conservation : Les documents ont été cédés par la fabrique St-François Xavier de Grande-Vallée, représentée par Madame Jacinthe Fournier en 1997.
Restrictions régissant l'accès : Aucune
Restrictions régissant la reproduction et la publication : Selon les lois et normes en vigueur
Notes : Voir également le Fonds Esdras Minville (P35) conservé aux HEC Montréal.

Fonds Gaspé Copper Mines

Dates : [ca 1950]-2003

Genre de documents : Env. 15188 photographies. - env. 1968 négatifs. - env. 424 diapositives. - 88 plans. - 0,46 m de documents textuels. - 192 vidéocassettes. - 12 bobines de film. - 36 disquettes. - 1 ruban sonore. - 160 microfiches.

Portée et contenu :
Le fonds renseigne sur les installations, les équipements et procédés utilisés pour l'exploitation du cuivre à Murdochville entre les années 1950 et 2000. Il donne également un aperçu des conditions de travail des employés: conventions collectives, grèves, programmes de reconnaissance, formations, et activités sociales.
Le fonds témoigne de l'histoire d'une ville dont l'économie a reposé, pendant cinquante ans, sur l'extraction, la transformation et le transport du minerai. Il donne un aperçu des édifices, des infrastructures et des activités sportives dont bénéficie la population. L'importance de la compagnie se fait également sentir par le soutien financier accordé à des organismes du milieu.
La Gaspé Copper Mines, filiale de la Noranda, constitue l'une des plus importantes entreprises de l'histoire gaspésienne. Les événements marquants de son histoire sont soulignés par des cérémonies auxquelles assistent des personnalités de la région, notamment des politiciens tels que Camille-Eugène Pouliot, Gérard D. Lévesque ou Guy Lelièvre.
Le fonds d'archives est essentiellement composé de photographies, dont plusieurs ont été réalisées par des professionnels. Les clichés d'Albert Cassidy possèdent une valeur particulière pour la région de Gaspé. Elles constituent quelques-unes des rares traces de son travail artistique.
Le fonds contient également de nombreux documents audio-visuels servant à la formation de la main-d'oeuvre. Le fonds renferme finalement des rapports d'inspection, des plans, des dessins techniques, des microfiches et des certificats de mérite.

Cote assignée par le centre d'archives : P223

Histoire administrative / notice biographique :
LA DÉCOUVERTE.
En 1909, Alfred Miller de Sunny Bank découvre des roches renfermant du cuivre dans la rivière York. En 1921, il organise une expédition pour trouver la source de ce minerai. Accompagné de ses frères, il remonte la rivière et explore les environs du Lac York. Sur les flancs d'une montagne, aujourd'hui appelée Mont Copper, les frères Miller aperçoivent alors une faible lueur verte révélant la présence du minerai.
Dans les années qui suivent, les frères Miller effectuent les travaux requis afin de conserver leurs "claims". Ils ont cependant de la difficulté à trouver des investisseurs. En 1938, la compagnie Noranda se montre intéressée par le gisement. Après avoir effectué des premiers travaux de forage, les opérations sont suspendues pendant la guerre.
L'EXPLOITATION DU CUIVRE
Une fois le conflit terminé, les travaux reprennent et confirment la présence d'une quantité importante de minerai. Le prix du cuivre étant très élevé, la compagnie donne le feu vert à l'exploitation du gisement. On crée alors la Gaspé Copper mines, une filiale de la compagnie Noranda.
En 1951, une firme d'ingénieur est mandatée pour l'élaboration des plans d'aménagement

d'une ville entièrement neuve, et ce, en plein coeur du massif gaspésien. Baptisée Murdochville, elle rappelle le nom du président de la compagnie Noranda, James Y. Murdoch.

À l'origine, le cuivre est exploité dans des mines souterraines et à ciel ouvert. Une fois extrait, le minerai est concassé et envoyé au concentrateur. Appelé familièrement le "moulin", celui-ci broie et transforme le minerai en une fine poudre. Par la suite, les concentrés de cuivre sont transformés en anodes à l'usine de smeltage (fonderie). Les anodes de cuivre sont camionnées, soit à la gare terminus de Gaspé, soit au quai de Mont-Louis. À Montréal-Est, elles sont finalement raffinées par la Canadian Copper Refiner.

Le concentrateur n'étant pas utilisé à pleine capacité, la compagnie Noranda achète du minerai en provenance de Terre-Neuve. Par bateau, le minerai est déchargé au port de Sandy Beach, à Gaspé, et acheminé par camion jusqu'à Murdochville. Avec une capacité de 5 440 tonnes métriques, le concentrateur de Murdochville occupe le second rang à l'échelle canadienne.

En 1973, la compagnie construit un deuxième concentrateur et une usine d'acide sulfurique. À ces installations, s'ajoutent des réservoirs de stockage au port de Sandy Beach, à partir duquel est acheminé l'acide sulfurique vers la côte est américaine.

LA GRÈVE DE MURDOCHVILLE

À partir de 1952, les employés de la Gaspé Copper Mines entament une démarche de reconnaissance syndicale. Ils se heurtent toutefois à l'opposition des dirigeants de la compagnie. En 1957, à la suite du congédiement du président du syndicat, les ouvriers déclenchent une grève. Leur droit de grève n'ayant pas été reconnu, la police provinciale est dépêchée sur les lieux.

D'une durée de sept mois, l'événement est marqué par certains actes de violence : dynamitages des installations de la compagnie, menaces, affrontements entre policiers, grévistes et briseurs de grève. Soulignons que la province de Québec est alors dirigée par Maurice Duplessis, dont le gouvernement n'est guère favorable au syndicalisme.

La grève de Murdochville marquera l'histoire du Québec par l'organisation de manifestations d'appuis aux grévistes. Plusieurs personnalités viendront y dénoncer le régime de Duplessis: par exemple, Jean Marchand, Louis Laberge, Michel Chartrand, Pierre Elliot Trudeau, etc. Si la grève n'a pas donné les résultats escomptés par les travailleurs, l'événement aura néanmoins marqué l'histoire du syndicalisme québécois.

LA VILLE ET LA RÉGION

Avec l'exploitation du cuivre, Murdochville se développe de manière spectaculaire. Située à l'intérieur du territoire, isolée, elle se dote d'une vaste gamme de services qui font l'envie de plusieurs municipalités: golf, centre de ski, hôpital, cinéma, centre récréatif, journal, etc. Au cours des années 1970, sa population atteint près de 5000 personnes. Et c'est sans compter les travailleurs qui effectuent quotidiennement la navette à partir des villages du littoral.

À l'échelle régionale, l'exploitation du cuivre de Murdochville par la compagnie Noranda, appuyée par d'importants investissements du gouvernement du Québec, joue un rôle majeur dans l'économie gaspésienne de l'après-guerre. En fournissant des emplois bien rémunérés, elle contribue à freiner l'exode de la population vers les grands centres.

LA FERMETURE

En 1999, Gaspé Copper mines, devenu Mines Gaspé, suspend la production et ferme la mine. Durant cette période, le prix du cuivre s'effondre et la fonderie enregistre successivement des pertes. En 2002, la compagnie Noranda met définitivement fin à ses

activités à Murdochville. En 2003, un comité de relance est mis sur pied afin de relancer l'économie de la ville. Après cinquante années centrées sur l'exploitation minière, l'accent est mis sur les énergies renouvelables et l'écotourisme.
Point d'accès / provenance : Gaspé Copper Mines. - Mines Gaspé.
Numéro d'identification du fonds ou de la collection assigné par l'établissement : P223
URL fonds : Lien
Nom du centre d'archives : Musée de la Gaspésie
Historique de la conservation : Quelques documents ont d'abord été donnés par Serge Marquis (1997), Lionel Gleeton (2004) et Keith Adams (2008). La majeure partie des documents ont été remis au Musée de la Gaspésie par monsieur Hugues Laflamme, représentant de Xstrata Copper, en 2009.
Restrictions régissant l'accès : Aucune restriction
Restrictions régissant la reproduction et la publication : Selon les lois et normes en vigueur
Disponibilité d'un instrument de recherche : Jeannot Bourdages, "Inventaire sommaire du Fonds Gaspé Copper Mines (P223)", Gaspé, Musée de la Gaspésie, 2009, 14 pages.
Notes : Cette filiale de la compagnie Noranda a également porté le nom de "Minéraux Noranda, division Mines Gaspé".

Fonds Guy Lelièvre

Dates : 1992-2008

Genre de documents : 29 m de documents textuels. – 240 photographies. – 1 carte postale. – 5 vidéocassettes (2h 13min 22s). – 5 bandes magnétiques (2h 47min). – 2 disques optiques (13 min). – 6 affiches. – 11 cartes. – 4 épinglettes. – 101.44 Mo de documents textuels. – 1 macaron.

Portée et contenu :

Le fonds renseigne sur le travail de Guy Lelièvre, député de Gaspé de 1994 à 2008. Il montre le soutien apporté aux différents acteurs du comté: organismes communautaires, entreprises, municipalités, corporations de développement régional, etc. Il révèle également sa participation à des commissions parlementaires, à des missions à l'étranger et aux différentes instances du Parti Québécois.

Le fonds constitue une source d'information incontournable sur les grands dossiers ayant marqué la Gaspésie au tournant des années 2000. Il montre également les efforts du gouvernement pour redresser l'économie de la région. Notons d'abord les tentatives de relance de la Gaspésia de Chandler, un projet qui a défrayé les manchettes à l'échelle nationale. Le fonds recèle ainsi des informations sur le plan de modernisation de l'usine de pâtes et papiers, le rôle du **syndicat** et la Commission d'enquête sur les dépassements de coûts.

Le fonds renseigne également sur la fermeture d'un autre pilier de l'industrie gaspésienne, la **mine de cuivre de Murdochville**. Après cinquante années d'exploitation, la compagnie Mines Gaspé, filiale de la Noranda, cesse ses opérations en 2002.

Outre le secteur industriel, le Fonds Guy Lelièvre permettra aux chercheurs de mieux connaître les enjeux liés à la foresterie, au tourisme, à la culture, l'environnement, la santé, l'énergie et les transports.

Le fonds est principalement formé de correspondance, de demandes d'aide financière, de projets de développement, de procès-verbaux et de revues de presse. Il contient également d'autres formes documentaires: rapports annuels, plan d'affaires, bilans des investissements, budgets, pétitions, publications, études, allocutions publiques, mémoires.

Le fonds est divisé en 3 séries :

- Le militant politique
- Le député
- Relations interparlementaires et internationales

Cote assignée par le centre d'archives : P228

Histoire administrative / notice biographique :

Guy Lelièvre, né le 20 mars 1952 à Sainte-Thérèse-de-Gaspé, est le fils d'Albert Lelièvre, préposé à la transformation de produits marins, et de Clodia Lamarre. Il est diplômé en sciences juridiques de l'Université du Québec à Montréal (1977) et membre du Barreau du Québec (1979).

Guy Lelièvre travaille comme avocat au Bureau d'aide juridique de Gaspé de 1979 à 1994. Parallèlement, il occupe plusieurs postes au sein d'organismes de la région : secrétaire du conseil d'administration et du comité exécutif de la Coopérative de développement régional de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine (1986 à 1988), président du conseil

d'administration du groupe Ressource en logement collectif pour la Gaspésie et les Îles-de-la-Madeleine (1987 à 1989), président du Centre polyvalent d'organismes communautaires de Gaspé (1987 à 1989) et président du Comité pour la protection de la santé et de l'environnement de Gaspé (1988 et 1989).
Nationaliste et souverainiste convaincu, c'est à partir de 1970 que Guy Lelièvre s'engage dans la politique en participant à des activités du Comité étudiant du Parti Québécois. De 1989 à 1990, il est trésorier et membre de l'exécutif de ce même parti. Durant cette période, Guy Lelièvre est le délégué officiel de la candidate du Parti Québécois du comté de Gaspé, Danielle Doyer. Par la suite, il exerce différentes fonctions au sein de ce parti jusqu'à sa première élection en tant que député de la circonscription de Gaspé en 1994. Il est réélu en 1998, en 2003 et en 2007. Outre ses fonctions de député, Guy Lelièvre occupe le poste d'adjoint parlementaire du ministre responsable de la région du Bas-Saint-Laurent et de la région de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine. Il occupe également les fonctions de Secrétaire régional pour la région de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine (1996 à 1998), d'adjoint parlementaire du ministre des Ressources naturelles (1999 à 2002) et d'adjoint de la ministre d'État aux Relations internationales (2002 à 2003).
C'est après 14 années de loyaux services en tant que député que Guy Lelièvre décide de quitter la vie politique. Il déclare « J'ai rempli mes quatre mandats avec conviction et détermination, souhaitant les meilleurs résultats pour mes concitoyens et concitoyennes, que je remercie d'ailleurs pour la confiance qu'ils m'ont témoignée durant ces 14 dernières années. Ce fut un privilège de les représenter aux différentes instances gouvernementales et à l'Assemblée nationale du Québec. La population de la circonscription de Gaspé a toujours fait preuve de courage et de volonté et les événements vécus au cours des dernières années ont démontré aux yeux du Québec la volonté et la ténacité qui la caractérisent […] Je suis fier d'avoir fait partie du gouvernement qui a permis le développement de l'éolien en Gaspésie. Si Gaspé a aujourd'hui le vent dans les voiles, c'est qu'un premier ministre du Parti Québécois a osé prendre une décision concernant le développement éolien dans la région Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine ».

Historique de la conservation : Les documents ont été donnés au Musée de la Gaspésie par monsieur Guy Lelièvre en 2010.

Numéro d'identification du fonds ou de la collection assigné par l'établissement : P228

URL du fonds : Lien

Nom du centre d'archives : Musée de la Gaspésie

Restrictions régissant l'accès : La grande majorité des documents sont accessibles aux chercheurs. Quelques dossiers sont restreints à la consultation en raison de la présence de renseignements personnels.

Restrictions régissant la reproduction et la publication: La grande majorité des documents peuvent être reproduits et diffusés publiquement.

Syndicat des pêcheurs de Cloridorme
Série, dans la Collection du Centre d'archives de la Gaspésie
Dates : 1947-1948
Genre de documents : 0,01 m de documents textuels.
Portée et contenu : La série renferme une série de chèques émis aux membres du Syndicat des pêcheurs de Cloridorme en échange de leur morue. Ils sont signés par le président et le secrétaire. Les chèques portent la signature des pêcheurs à l'endos et le tampon de l'institution financière (Caisse populaire de Cloridome, Banque canadienne nationale de Rivière-au-Renard et Garage Grande-Vallée).
Cote assignée par le centre d'archives : P57/24/34
Histoire administrative / notice biographique : Le Syndicat des pêcheurs de Cloridorme a été fondé en 1939. Il est affilié à la Fédération des Pêcheurs-Unis du Québec et opère une usine de transformation à Cloridorme.
Point d'accès / provenance : Syndicat des pêcheurs de Cloridorme
Numéro d'identification du fonds ou de la collection assigné par l'établissement : P057
URL du fonds : Lien
Nom du centre d'archives : Musée de la Gaspésie
Historique de la conservation : Les documents ont été vendus au Musée de la Gaspésie par monsieur Stéphane Dupuis en 1991.
Restrictions régissant l'accès, la reproduction et la publication : Selon les lois et normes en vigueur
Disponibilité d'un instrument de recherche : Non disponible
Notes : Fonds reliés: Le Fonds Pêcheurs-Unis du Québec (P52) renferme les bilans financiers annuels de la coopérative de Cloridorme (1945-1968). Aussi, la série Ovide Francoeur (P057), contient des relevés d'emploi du Syndicat des pêcheurs de Grande-Vallée.

Fonds Syndicat des pêcheurs de Ste-Thérèse

Dates : 1943-1971

Genre de documents : 0,03 m de documents textuels.

Portée et contenu :
Le fonds informe sur les activités de pêche, de transformation et de vente de morue de la coopérative de Sainte-Thérèse-de-Gaspé entre 1952 et 1973. Il renseigne sur l'évolution de sa situation financière, ces projets de développement et les difficultés rencontrées. Le fonds montre également les relations entretenues avec les caisses populaires, le Service social économique de Ste-Anne-de-la-Pocatière (SSE) et Pêcheurs-Unis du Québec (PUQ).

Le fonds met en évidence le rôle d'encadrement joué par le clergé catholique ainsi que l'aide reçue au plan gouvernemental, notamment auprès des politiciens Camille-Eugène Pouliot et Roland English. Il montre également le travail de modernisation effectué à cette époque, avec l'arrivée des chalutiers, usines de transformation et chambres froides ("frigidaires").

Le fonds est principalement formé des procès-verbaux des assemblées générales et de l'assemblée des directeurs (1952-1973). Il renferme également la déclaration de fondation (1943) et le guide de gestion des assemblées coopératives (195-)

Cote assignée par le centre d'archives : P266

Histoire administrative / notice biographique :
Le Syndicat des pêcheurs de Ste-Thérèse-de-Gaspé a été fondé en 1943. Les membres fondateurs sont: PM Bouchard, François X. Desbois, Edward Lelièvre, Theodore Lelièvre, Clarence Marcoux, Henri Hautcoeur, Simon Duguay, Jean B. Lambert, Emanuel Berthelot, Amedée Desbois, Cyrille Desbois, Joseph S. Lelièvre.

Les objectifs de l'association sont de: "A) Grouper les personnes exerçant le métier de pêcheur dans le but de favoriser leurs intérêts économiques et sociaux et être leur porte-parole; B) Développer l'instruction et l'éducation chez les pêcheurs tant au point de vue professionnel qu'au point de vue coopératif; C) Exploiter pour le bénéfice de ses membres une entreprise ayant pour but tout objet propre ou connexe à l'industrie de la pêche et notamment; i) la capture, la manutention, la conservation, la transformation, l'entreposage, le transport, la vente des produits de la pêche et de leurs sous-produits; ii) la dispensation à ces membres de produits ou service d'utilité professionnelle, y compris le transport de ces produits; D) Faire toutes opérations et établir tous services dans l'intérêt et au bénéfice de ses membres."

La coopérative a été liquidée en 1973 par ses membres.

Historique de la conservation : Les documents ont été donnés au Musée de la Gaspésie par M. Vilmont Dupuis en 2014.

Numéro d'identification du fonds ou de la collection assigné par l'établissement : P266

URL du fonds : Lien

Nom du centre d'archives : Musée de la Gaspésie

NOTES

Le fonds Colonie agricole et forestière de Grande-Vallée (P137) contient des informations retraçant les débuts du projet de la colonie de Grande-Vallée ainsi que des syndicats agricole et forestier qui seront mis en place. Aussi, le fonds Carmen Roy (P106) renferme des documents iconographiques portant sur les pêcheurs et leur quotidien, dont les activités syndicales.

PENN STATE UNIVERSITY- HISTORICAL COLLECTIONS AND LABOR ARCHIVES SPECIAL COLLECTIONS LIBRARY.
http://www.libraries.psu.edu/psul/researchguides/laborhist.html

Graphic Communications International Union Records
Dates : 1900-1983
Genre de documents : 18 linear feet + 1 poster
Portée et contenu : The Graphic Communication International Union (GCIU) records consist of correspondence, subject files, and documents pertaining to two named projects: SHAPE (Safety and Health Awareness Program for Employees and Employees) and PEP (Project for Equal Progression), the latter being a training program devoted to advancing the job classification status of women in the industry. A considerable portion of this material derives from the files of Graphic Arts International Union vice president John R. Gabbard; documents from the vice-president's office during an earlier manifestation of this union are housed separately as the Jack Wallace Collection of Amalgamated Lithographers Association (ALA) Records. There are images and page proofs from the Graphic Arts Unionist journal, and documents from the ALA and other predecessor of the GCIU. The collection is arranged into the following series: Series 1: Correspondence (1957-1987); Series 2: Subject files (1964-1982 and undated); Series 3: SHAPE (1977-1983); Series 4: PEP (1974-1982); Series 5: Graphic, photographic, and historical materials (1900-1979 and undated)
Cote assignée par le centre d'archives : HCLA 1568
Histoire administrative / notice biographique : The Graphic Communications International Union (GCIU) was the product of a succession of splits and then mergers within the printing craft unions. Between 1892 and 1904 several craft unions split off from an early craft organization, the International Typographical Union (ITU). Forming independent unions were the International Brotherhood of Bookbinders (IBB) in 1892; International Printing Pressmen and Assistants' Union (IPPAU) in 1896; the International Stereotypers and Electrotypers Union (ISEU) in 1901; and the International Photoengravers Union in 1904. A succession of mergers got underway in 1964, when the Amalgamated Lithographers of America, formed in 1915, merged with the International Photoengravers Union (IPEU) to form the Lithographers and Photoengravers International Union (LPIU). THE IBB and the LPIU became the Graphic Arts International Union (GAIU) in 1972. The IPPAU merged with the ISEU in 1973 to form the International Printing and Graphic Communications Union (IPGCU). The IPGCU and the GAIU merged to form the Graphic Communications International Union in 1983, the closing date of this collection. Later, in 2005, the GCIU merged with the International Brotherhood of Teamsters (IBT) to establish the Graphic Communications Conference of the International Brotherhood of Teamsters (GCC/IBT).
Point d'accès / provenance : Graphic Communications International Union
Numéro d'identification du fonds ou de la collection assigné par l'établissement : 1568
URL du fonds : Lien
Nom du centre d'archives : Historical Collections and Labor Archives Special Collections Library. Pennsylvania State University.

United Steelworkers of America

Genre de documents : 2,500 linear feet

Portée et contenu :
This body of materials documents the internal and external activities of every hierarchical level of the USWA organization.
The main components of the archive are the records from the International Executive Board, elected officials, staff departments, and district and local union offices.
In addition to several thousand cubic feet of files, the USWA Archive contains newsletters, publications, posters, photographs, sound recordings, and film.
Complementing the Steelworker's official records are the nearly two hundred oral histories of former union officers, staff members, and rank and file activists; numerous manuscript collections documenting the activities of the Steel Workers Organizing Committee, predecessor of the USWA; and the records of several unions that preceded or merged with the USWA.

International Executive Board Records, 1933-1990
The second highest policy-making group in the union, the IEB manages International Union funds and properties as part of administering USWA affairs. The collection includes correspondence, memoranda, reports, financial statements, and other materials.
United Steelworkers of America and Labor Oral History Collection, 1926-1987 (bulk 1966-1977)
The USWA supported an oral history project beginning in the mid-1960s to preserve a record of its history. Alice Hoffman, faculty with Penn State Labor Studies Department, conducted many of these interviews and expanded the project to document the labor movement in Pennsylvania.
A Guide to the Steel Workers Organizing Committee Records highlights materials, contained in personal papers and district records, that relate to the SWOC.

Liste de tous les fonds reliés directement aux USWA :
United Steelworkers of America (USWA) and Labor Oral History Collection
United Steelworkers of America (USWA) Insurance, Pension, and Supplemental Unemployment Benefit (SUB) Records
United Steelworkers of America (USWA) Labor Clippings Files
United Steelworkers of America (USWA) Photographic Collection
United Steelworkers of America (USWA) Poster and Oversize Collection
United Steelworkers of America (USWA), These Are Our People: Photograph Exhibition Collection
United Steelworkers of America (USWA). Accounts Payable Department Records
United Steelworkers of America (USWA). Accounts Receivable Department Records
United Steelworkers of America (USWA). Arbitration Department Records
United Steelworkers of America (USWA). Auditing Department Records
United Steelworkers of America (USWA). Civil Rights Department Records, 1945-1971
United Steelworkers of America (USWA). Collective Bargaining and Arbitration Services Department Records
United Steelworkers of America (USWA). Communications Department Records
United Steelworkers of America (USWA). Contract Department Records
United Steelworkers of America (USWA). Coordinated Bargaining and Industry Conferences Department Records
United Steelworkers of America (USWA). Education Department Records

United Steelworkers of America (USWA). Housing Department Records
United Steelworkers of America (USWA). International Affairs Department Records
United Steelworkers of America (USWA). International Executive Board Records, 1940-1973
United Steelworkers of America (USWA). Legal Department Records
United Steelworkers of America (USWA). Legislative Department Records
United Steelworkers of America (USWA). President's Office Records
- *On y retrouve des extraits de correspondences avec les districts, dont le 5.*

United Steelworkers of America (USWA). Records of Cancelled Local Unions
United Steelworkers of America (USWA). Research Department Records
United Steelworkers of America (USWA). Safety & Health Department Records
United Steelworkers of America (USWA). Tri-Local and Locals 2598, 2599, and 2600 (Bethlehem, Pa.) Records
United Steelworkers of America (USWA). Upholstery and Allied Industries Division Records
United Steelworkers of America (USWA). Vice President's Office Records
- *On y retrouve des extraits de correspondences avec les districts, dont le 5.*

United Steelworkers of America (USWA). Wage Division Records

Nom du centre d'archives : Historical Collections and Labor Archives Special Collections Library. Pennsylvania State University.

URL du fonds : Lien

Notes :
Voir le Syndicat des métallos (district 5) conservé à la BAnQ.

United Mine Workers of America

Genre de documents : 1,500 linear feet

Portée et contenu :
Key UMW collections include:

- UMW, International Executive Board records, 1900-1989
  Consists primarily of packets and files related to IEB meetings, meeting transcripts, and approximately 10,000 membership restoration cases.
- UMW, President's Office correspondence with districts, 1898-1973
  Includes correspondence between the head of the United Mine Workers of America and district officers or their representatives in the field, arranged by district.
- UMW Local 4006 (Kingmont, W. Va.) Meeting Minute Books 1933-1943
  Contains two bound volumes with handwritten minutes of weekly meetings of the UMW Local 4006. James Watson was president of this local during these nine years. The Local 4006 was located near the headquarters of the UMW in Fairmont, WV.

For information on additional collections, go to our Search Collections page and enter the phrase "mine workers".

Liste des fonds relies directement aux UMWA.
United Mine Workers of America Audio-Visual collection
United Mine Workers of America Photographic, Graphic, and Artifacts collection
United Mine Workers of America, Department of Contract Services records
United Mine Workers of America, Department of Organization records
United Mine Workers of America, Health and Retirement Funds records
United Mine Workers of America, International Executive Board records
United Mine Workers of America, Journal Office records
United Mine Workers of America, Legal Department records
United Mine Workers of America, Legislative Department and COMPAC records
United Mine Workers of America, President's Office Correspondence with Districts
- Comprend une série avec le district 50 (Ontario et Québec)

United Mine Workers of America, President's Office records
United Mine Workers of America, Research Department records
United Mine Workers of America, Safety Division Records
United Mine Workers of America, Secretary-Treasurer's Office records

Histoire administrative / notice biographique:
Founded in Columbus, Ohio in 1890, the United Mine Workers of America (UMW) was an influential member of the American Federation of Labor (AFL) and the driving force behind the creation of the Congress of Industrial Organizations (CIO) in 1937. The union grew rapidly under the CIO.

Nom du centre d'archives : Historical Collections and Labor Archives Special Collections Library. Pennsylvania State University.

Association des religieuses enseignantes du Québec (AREQ)

Dates : 1959-2003

Genre de documents : 2,16 m de documents textuels. - 855 photographies. - 43 cassettes audio (environ 56 h). - 22 cassettes vidéo (environ 40 h). - 2 documents cartographiques. - 1 objet.

Portée et contenu :
Riches en informations, les archives du fonds de l'AREQ témoignent de l'œuvre accomplie par des religieuses dans le système scolaire du Québec à une époque où une grande partie de ces dernières se retrouvaient dans l'enseignement. Elles sont un témoin de l'éclatement dans le monde scolaire amorcé par le rapport Parent suivi par la création du Ministère de l'Éducation. Elles attestent notamment des grands bouleversements, des nouveautés dans le système d'éducation, du renouvellement des méthodes d'enseignement et du phénomène de la syndicalisation. En ce sens, ces archives retracent le combat des religieuses pour l'obtention de la parité salariale avec leurs collègues laïcs. Enfin, ce fonds rend compte du déclin des effectifs actifs des communautés religieuses, de la recherche d'une nouvelle identité et de l'examen d'avenues possibles pour revitaliser et canaliser leur action éducative. Le cadre de classification de ce fonds comprend les séries suivantes : Administration; Finances; Biens mobiliers et immobiliers; Publications; Commissions régionales; Documents photographiques et audiovisuels. Conseillers moraux : Selon les lettres patentes de la Corporation, l'archevêque de Québec doit nommer une personne chargée de «visiter» l'association. Cette fonction de conseiller moral est assumée tour à tour par l'abbé Marcel-J. Drouin (1963-1969), aumônier et professeur au Collège de Bellevue, père Maurice Couture (1969-1976), religieux de Saint-Vincent de Paul (s.v.), père Guy Fortin, (1976-1984) de la Congrégation du Très-Saint-Sacrement (s.s.s.).

Cote assignée par le centre d'archives : F387

Histoire administrative / notice biographique :
L'idée de grouper les religieuses enseignantes en association remonte à l'année 1949. C'est à Montréal que sont jetées les prémisses de l'association alors que quelques directrices générales des études de diverses communautés forment le dessein de s'unir pour une entraide pédagogique. Le projet végète pendant plusieurs années et voit finalement le jour quelque dix ans plus tard, en juillet 1958, par une décision de la Conférence religieuse canadienne (CRC). La cotisation des membres est d'abord fixée à 5 ¢ puis à 20 ¢. Elle passe ensuite à 1 $, à 3 $ puis 4 $. En 1986, elle est établie à 10 $ et atteint finalement 20 $ à la fin de son existence. Avant l'obtention de sa charte, le 9 novembre 1963, l'organisme s'appelait Association des Instituts de Religieuses Enseignantes du Québec (AIREQ). À la suite d'une remarque tout à fait justifiée du chanoine Jean Rondeau selon lequel on «n'associe pas des instituts, mais des personnes», l'AIREQ devient l'association des religieuses enseignantes du Québec (AREQ). À ses débuts, l'Association regroupe uniquement des supérieures majeures ainsi que des directrices générales et provinciales de congrégations de religieuses enseignantes. Une dizaine d'années plus tard, le besoin d'y intégrer les religieuses elles-mêmes se fait sentir. Dorénavant, le groupement représente les religieuses en tant que religieuses et enseignantes partout où leur intérêt sous ces deux aspects est engagé vis-à-vis soit de l'Église, du gouvernement, du syndicat, des parents ou du public en général; l'AREQ se préoccupe autant de leur intérêt

spirituel, professionnel qu'économique. L'AREQ est rapidement reconnue comme un corps intermédiaire, c'est-à-dire comme une association dont le nombre de membres et la qualité de représentativité lui confèrent le droit d'être considéré comme un interlocuteur incontournable dans les problèmes d'éducation au niveau provincial. De fait, l'Église et l'État la consultent régulièrement et l'AREQ entretient des relations officielles et coopératives avec les ministères de l'Éducation et des Finances, les commissions scolaires, la Corporation des Enseignements du Québec (CEQ) et plusieurs autres organismes. Le premier grand rassemblement de l'association, en 1962, marque le début de l'une des principales activités de l'AREQ, à savoir l'organisation annuelle d'un colloque. Cette rencontre s'adresse à tous les membres tandis que l'assemblée d'affaires dite représentative réunit uniquement les membres délégués c'est-à-dire les supérieures majeures, les directrices générales et provinciales des études ainsi que des représentantes des commissions régionales. Ces commissions adoptent les limites des provinces ecclésiastiques en 1969 : Québec, Montréal, Rimouski, Sherbrooke et Nord-Ouest québécois. Cette structure permet à l'association d'être présente dans tous les coins de la province. L'AREQ est bientôt de tous les débats en éducation. Elle s'associe à différents organismes ou comités, rédige de nombreux mémoires et siège sur une douzaine de comités dont le comité d'éducation chrétienne de la Conférence religieuse canadienne, division du Québec (CRCQ) modifié par la suite en comité de mission éducative. De plus, elle multiplie les démarches afin que les religieuses enseignantes puissent intégrer le mouvement syndical et accéder, de ce fait, à la parité de salaire avec les laïcs. En 1979, année charnière de l'organisme, le rassemblement automnal prend la forme d'un véritable congrès et réunit un millier de participantes venues célébrer le 20e anniversaire de l'AREQ. Avant cette date, l'assemblée annuelle comprenait une partie «colloque» qui s'adressait à tous les membres et une partie «affaires» à laquelle n'étaient conviées que les déléguées des congrégations. Devant les frustrations qu'une telle organisation engendrait chez les membres, le conseil d'administration, avec l'approbation de l'assemblée, décide d'innover. On alternera à l'avenir entre un congrès qui intéresse les membres et une assemblée représentative qui voit à la bonne marche des affaires et aux élections des membres du conseil d'administration et des commissions régionales. Ainsi, l'AREQ tiendra son congrès tous les deux ans. À ses débuts, le secrétariat de l'AREQ déménage pratiquement à chaque année. De la Maison Mère des Ursulines de Québec, sur la rue Donacona, il se transporte, en 1961, au 75, rue Sainte-Anne dans une maison aux Ursulines et louée à cette fin. Un an plus tard, le bureau de l'association s'installe au 23, rue des Remparts dans une propriété du notaire Stanislas Germain. Il déménage de nouveau, en 1963 dans la maison des concierges du Collège de Bellevue, sur le chemin Sainte-Foy. Le secrétariat, jusque là embryonnaire, prend de l'expansion avec la croissance de la revue et requiert, de ce fait, plus de stabilité et d'espace. C'est pourquoi l'association acquiert, en mai 1964, la propriété de M. Paul-H. Bilodeau sise au 2450, chemin Sainte-Foy, pour un montant de 47 000 $. Vingt-trois ans plus tard, soit le 8 juin 2000, l'AREQ vend la propriété et emménage à la Maison Jésus-Ouvrier, 475, boul. Père-Lelièvre, Ville de Vanier. Au nombre des réalisations qui relèvent du secrétariat, figure le bulletin dont le premier numéro, intitulé AREQ, paraît peu après la naissance de l'organisme. Très modeste à ses débuts, sa rédaction reste l'apanage de la secrétaire générale et de ses adjointes qui s'astreignent à livrer, tous les deux mois, des textes bien sentis jusqu'en 1974 où le tout premier comité de la revue voit le jour. Ce nouveau comité, sous la direction de la secrétaire générale, insuffle de nouvelles bases à la revue laquelle deviendra trimestrielle, en 1979. Parallèlement au bulletin, un feuillet d'informations, L'ARECQ en MARCHE, est mis en circulation, en septembre 1964, pour répondre à un vœu de

plusieurs membres. La vie de ce feuillet, véritable pot-pourri d'informations et distribué les mois où le bulletin n'est pas publié est cependant de courte durée. Quant au bulletin, le dernier numéro est édité en novembre 2003. Dans les années 1970, l'association compte plus de douze mille adhésions réparties à l'intérieur d'une soixantaine de congrégations et devient, bon an mal an, un lieu de recherche et d'intervention ainsi qu'un instrument d'animation et de formation. Au cours des vingt dernières années cependant, le nombre de ses membres ne cesse de péricliter. Plusieurs communautés ont cessé d'exister, les autres se retirent parce qu'elles ne comptent plus d'enseignantes actives. Toutefois, un grand nombre d'entre elles, malgré le fait qu'elles avancent en âge, ne perdent pas pour autant leur potentiel d'éducatrices et s'engagent dans divers milieux d'éducation en dehors des cadres scolaires. En 2000, la commission de Sherbrooke rencontre le conseil d'administration dans le but de s'interroger sur la pertinence de redéfinir la mission de l'AREQ. Considérant que l'enseignement de la religion est dorénavant prise en charge par les paroisses et que les religieuses des communautés sont préparées à cette fin, d'aucunes se posent la question : l'AREQ a-t-elle encore sa raison d'être? Sinon, que faire avec les forces vives de l'association et quelle mission épouser? Le comité de la Mission éducative du CRCQ peut-il prendre le relais? Lors de l'assemblée représentative spéciale du 22 septembre 2001, au terme de plusieurs discussions, la dissolution de l'AREQ est finalement prévue pour 2002. Bien que certaines propositions surgissent afin d'étayer la poursuite de la mission éducative ou encore pour former un nouveau regroupement de femmes en éducation chrétienne, c'est la mort dans l'âme que le conseil d'administration en vient à se pencher sur les questions relatives à la dissolution de l'organisme. Après quarante-cinq ans au service des communautés de religieuses enseignantes, l'AREQ sonne la fin de ses activités. Les présidentes de l'AREQ : Présidente fondatrice (1950-1962) : sœur Marie-Liliane, s.s.a., supérieure générale des Sœurs de Sainte-Anne Deuxième présidente (1962-1968) : sœur Marguerite Galipeau, c.s.c., supérieure générale de la Congrégation de Sainte-Croix Troisième présidente (1968-1969) : sœur Marie-Philippe-de-la-Croix, s.n.j.m., supérieure générale des Sœurs des Saints Noms de Jésus et de Marie Quatrième présidente (1969-1971) : sœur Cécile Fortin, c.s.c., conseillère générale en éducation Cinquième présidente (1971-1979) : sœur Jeannine Savoie, a.s.v., des Sœurs de l'Assomption de la Sainte Vierge, professeur à l'Université du Québec à Trois-Rivières (UQTR) Sixième présidente (1979-1990) : sœur Ghislaine Roquet c.s.c., présidente de la commission de Montréal Septième présidente (1990-2001) : sœur Marie-Rose Pelletier s.c.q. retraitée de l'enseignement des Sœurs de la Charité de Québec Huitième présidente (2001-2003) : sœur Rachel Sawyer s.s.a., éducatrice Conseillers moraux : Selon les lettres patentes de la Corporation, l'archevêque de Québec doit nommer une personne chargée de «visiter» l'association. Cette fonction de conseiller moral est assumée tour à tour par l'abbé Marcel-J. Drouin (1963-1969), aumônier et professeur au Collège de Bellevue, père Maurice Couture (1969-1976), religieux de Saint-Vincent de Paul (s.v.), père Guy Fortin, (1976-1984) de la Congrégation du Très-Saint-Sacrement (s.s.s.).

Numéro d'identification du fonds ou de la collection assigné par l'établissement : F387

URL du fonds : Lien

Nom du centre d'archives : Séminaire de Nicolet (indéxé sur RDAQ)

Historique de la conservation : Une résolution du conseil d'administration de l'AREQ, datée du 5 octobre 2002, stipule que les archives de l'association seront léguées au Service des Archives du Séminaire de Nicolet. Le fonds a été remis en quatre versements, soit le 17 octobre 2002, 17 janvier et 22 août 2003 ainsi que le 12 juillet 2006.

SEMINAIRE DE ST-HYACINTHE - CENTRE D'ARCHIVES S.S.H. INC.
http://chsth.com/ Indexé sur RDAQ : http://rdaq.banq.qc.ca/recherche/index.html

Fonds Mgr Arthur Douville
Genre de documents : 0,15 m documents textuels, 26 documents photographiques, 2 cartes.
Portée et contenu : Le fonds comprend des brochures et des coupures sur l'histoire religieuse, le système scolaire notamment en Ontario et dans l'Ouest canadien, le bilinguisme, des sermons et des textes de Mgr Douville, un document sur les Clarisses de Sorel, des photographies de Mgr Douville, du congrès eucharistique de 1944, de prêtres du diocèse, des aumôniers militaires durant la Deuxième Guerre et de différentes personnalités religieuses et politiques. On peut consulter une généalogie de la famille Pelletier, ancêtre de Mgr Douville et deux cartes.
Cote assignée par le centre d'archives : AFG062
Histoire administrative / notice biographique : Arthur Douville, est né à Saint-Casimir, comté de Portneuf, le 22 juilllet 1894, fils de Trefflé-David Douville, cultivateur, et d'Eugénie Douville. Après des études classiques au Petit Séminaire de Québec et sa théologie au Grand Séminaire de Québec, il obtient, en 1919, son titre de docteur en théologie. Il est ordonné prêtre dans la basilique de Québec par le cardinal Louis-Nazaire Bégin, archevêque de Québec, le 25 mai 1919. Étudiant à Rome, à l'Angélique de 1919 à 1922, où il obtient son titre de docteur en philosophie (1922); il est par la suite assistant-directeur à l'École apostolique Notre-Dame, à Québec, de 1922 à 1924; puis directeur pour la même institution de 1924 à 1926; de nouveau aux études à Rome, à l'Angélique de 1926 à 1928, où il reçoit un diplôme de docteur en Droit canonique (1928). Il est auditeur, à Rome, du cardinal Lépicier de 1928 à 1930; Supérieur à l'École apostolique Notre-Dame de 1930 à 1939; élu évêque titulaire de Vita et auxiliaire de Mgr Fabien-Zoël Decelles, évêque de Saint-Hyacinthe, le 30 novembre 1939; sacré dans la cathédrale de Saint-Hyacinthe, le 29 janvier 1940; coadjuteur avec future succession, le 21 mars 1942. Il devient le huitième évêque de Saint-Hyacinthe le 27 novembre 1942. De plus, il est membre du conseil des Gouverneurs de l'Université de Montréal de juin 1950 à mai 1952, membre de la Commission épiscopale d'Action sociale (C.C.C.), d'octobre 1948 à décembre 1950, président de la même commission en 1952; également membre du conseil d'administration de la Société des Missions Étrangères de la province de Québec en octobre 1953. En 1952, il participe à la célébration du centenaire de la fondation du diocèse de Saint-Hyacinthe puis se rend au Concile à Rome en 1963. Démissionnaire de son poste, le 13 juin 1967, alors qu'il est âgé de 73 ans, il se retire à l'évêché de Saint-Hyacinthe. Il décède le 5 août 1986 et il est inhumé en la crypte de l'évêché. L'action catholique, l'action sociale, l'apostolat liturgique, la vie spirituelle, l'éducation chrétienne, l'oeuvre des vocations et les oeuvres caritatives sont parmi ses principales préoccupations, tout comme les luttes ouvrières que le Québec a connues durant les années 1940 et 1950. **Son implication se retrouve dans l'École des chefs pour les cultivateurs et les ouvriers, dans la création d'un syndicat pour les employés des institutions religieuses et des fabriques paroissiales**.
Point d'accès / provenance : Douville, Arthur, Mgr, 1894-1986
Numéro d'identification du fonds ou de la collection assigné par l'établissement : AFG062
URL fonds : Lien
Nom du centre d'archives : Séminaire de St-Hyacinthe (indéxé sur RDAQ)

Fonds Comité paritaire des institutions religieuses
Genre de documents : 1,72 m de documents textuels. - 2 documents photographiques.
Portée et contenu : Le fonds comprend des constitutions et règlements du Comité paritaire de même que des procès-verbaux, de la correspondance, des rapports financiers et des rapports annuels, les dossiers pour chacune des institutions et fabriques membres, des listes d'employés, des conventions collectives, des dossiers d'assurance, des livres comptables. Le fonds comprend également deux photographies du conseil d'administration du Comité.
Cote assignée par le centre d'archives : AFG074
Histoire administrative / notice biographique : Le Comité paritaire des institutions religieuses et des fabriques paroissiales de la juridiction de Saint-Hyacinthe est fondé le 19 février 1945. Il a pour but, par l'établissement de conventions collectives, de surveiller et d'assurer l'observance des conditions de travail des employés des institutions religieuses et fabriques paroissiales du diocèse de Saint-Hyacinthe. Le Comité est composé de dix membres, dont cinq nommés par l'Association patronale des institutions religieuses et des fabriques paroissiales, partie de première part; et cinq nommés par les parties de deuxième part comme suit : quatre par le **Syndicat National Catholique** des employés des institutions religieuses de Saint-Hyacinthe et un par l'Association des infirmières catholiques du diocèse de Saint-Hyacinthe. En 1964, le nombre de membres est porté à douze. Le siège social de l'organisme se situe à Saint-Hyacinthe.
Point d'accès / provenance : Comité paritaire des institutions religieuses
Numéro d'identification du fonds ou de la collection assigné par l'établissement : AFG074
URL fonds : Lien
Nom du centre d'archives : Séminaire de St-Hyacinthe (indéxé sur RDAQ)

Fonds abbé Georges-Henri Cournoyer

Genre de documents : 9 m de documents textuels. - 2 747 documents photographiques. - 64 documents iconographiques. - 1 document cartographique. - 13 documents sonores. - 14 objets.

Portée et contenu :
Le fonds comprend de nombreux documents sur la généalogie dont le fichier Cournoyer, sur plusieurs municipalités du Québec (Sorel, Saint-Louis de Bonsecours, Saint-Roch-sur-Richelieu, Saint-Ours, Yamaska, Marieville, Sainte-Victoire, Saint-Césaire, Sainte-Anne de Beaupré, Lennoxville, Saint-Jean-Baptiste de Rouville), les manoirs Rolland et Johnson de Saint-Mathias, les seigneuries de Monnoir et de Ramezay, et sur des personnalités (Honoré Mercier, Sir John Johnson, Médard Bourgault, Louise Gadbois, le cardinal Léger, Mgr Napoléon Delorme et la famille Delorme de Saint-Jude, Marguerite d'Youville, Samuel de Champlain). Ce fonds contient aussi des images de madones, des photographies du Séminaire, de finissants et de diverses personnes, des cartes de souhaits, ainsi que des documents sur l'Acadie, les patriotes, la Voie maritime du Saint-Laurent, la Société Saint-Jean-Baptiste et autres organismes et des souvenirs de ses différents voyages.

Cote assignée par le centre d'archives : AFP043

Histoire administrative / notice biographique :
Né à Sorel le 25 octobre 1925, fils de Pierre Cournoyer, mécanicien, et de Albina Bibeau, Georges-Henri Cournoyer fait ses études à l'Académie du Sacré-Coeur à Sorel, puis au Séminaire de Saint-Hyacinthe (1937-1945) et sa théologie au Séminaire de Québec (1945-1946) et au Grand Séminaire de Saint-Hyacinthe (1946-1949). Ordonné le 11 juin 1949, en la cathédrale de Saint-Hyacinthe, par Mgr Arthur Douville, le même jour que son frère Bernard, il occupe successivement le poste de vicaire pour les paroisses suivantes: Marieville (1949-1958), Saint-Joseph de Granby (1958-1959), Saint-Joseph de Saint-Hyacinthe (1959-1968), Saint-Roch-de-Richelieu (1968-1976) et vicaire-économe pour cette dernière paroisse (septembre à novembre 1976). Il est ensuite nommé curé des paroisses de Saint-Joseph-de-Sorel (1976-1983) et de Saint-Mathias (1984-1989), poste qu'il quitte pour cause de maladie afin de prendre sa retraite au Séminaire de Saint-Hyacinthe de décembre 1989 jusqu'à sa mort survenue le 14 novembre 1995. Les funérailles eurent lieu le 16 novembre en l'église de la paroisse Saint-Gabriel-Lalemant de Sorel suivi de son inhumation dans le cimetière des Saints-Anges de Sorel. Il était membre de l'Opus Dei. Généalogiste et historien, l'abbé Cournoyer s'intéresse à la généalogie à partir de 1942, alors qu'il commence à accumuler de nombreux répertoires du Québec, de l'Ontario et de la Nouvelle-Angleterre pour documenter l'histoire de la famille Hus-Cournoyer. En 1967, il demande aux archives diocésaines de lui prêter la documentation généalogique de Mgr Napoléon Delorme (1895-1966) et de l'abbé Pierre Loiselle (1895-1965) afin de dresser des fiches de famille pour l'ensemble du diocèse de Saint-Hyacinthe, projet qu'il laisse en cours à son décès, mais sur lequel il aura travaillé une trentaine d'années et qui se compose d'environ 200 000 fiches classées par ordre alphabétique de familles. À son décès, la chancellerie diocésaine transfère le fonds Cournoyer qui lui était légué au Centre d'archives du Séminaire. Le chercheur a laissé également au Centre sa collection de répertoires et de volumes généalogiques de même que sa bibliothèque personnelle à la Bibliothèque du Séminaire de Saint-Hyacinthe.

L'abbé Cournoyer a été l'un des membres fondateurs de la Société d'Histoire de la Vallée du Richelieu en 1952 où il joue le rôle de vice-président (1955-1957), de président (1957-1958) et de conseiller juridique (1977-1980). Cet organisme lui remet en 1990 une médaille de mérite. Membre de la Société généalogique canadienne-française, il reçoit le 9 octobre 1993 un certificat de membre émérite. Il est aussi membre de la Société d'histoire de Québec, de la Société d'histoire et de généalogie du Saguenay-Lac-Saint-Jean, de la Société de généalogie de Lanaudière, membre fondateur de la French-Canadian and American Genealogical Society de Pawtuckett en 1977 et il est le premier président (1988-1990) et membre fondateur de la Société montérégienne de généalogie. Toujours intéressé par l'histoire, il obtient en 1970 une charte pour la Société historique Pierre-de-Saurel qui devient une société autonome détachée de la Société d'histoire de la Vallée du Richelieu. En 1972, il est élu au conseil d'administration à titre de conseiller et il occupe la présidence en 1974-1975. Il est membre fondateur de la Société historique de Saint-Mathias en 1985. En 1973, il collabore aux travaux du Centre de recherches appliquées Richelieu-Yamaska qui entreprend des recherches sur les maladies héréditaires dans cette région. Il fait alors (avec l'aide d'une équipe) le relevé des actes civils pour le comté de Richelieu. Il a prononcé de nombreuses conférences et rédigé de nombreux ouvrages. Il a fait partie du conseil d'administration du Centre d'archives du Séminaire de Saint-Hyacinthe, à titre de conseiller, de 1990 à sa mort. Il a légué une collection de 380 sculptures et objets sur le thème de la Vierge au Séminaire de Saint-Hyacinthe qui en fait l'exposition à sa chapelle. Les pièces de cette collection amassées en partie au fil de ses nombreux voyages proviennent d'une centaine de pays différents. Plusieurs madones lui ont également été offertes en cadeau. De plus, il aide à la fondation de la Coopérative du Séminaire en 1944-1945 **et il travaille dans le domaine du syndicalisme: conseiller moral du Syndicat des employés du cuir et de la chaussure de Marieville en 1951, aumônier du premier syndicat d'enseignants de Marieville en 1957 et conseiller moral du Conseil central des syndicats nationaux de Sorel et de 37 syndicats affiliés entre 1969 et 1976**. Il est aussi l'auteur des ouvrages suivants: "La seigneurie de Monnoir et ses seigneurs", texte d'une conférence prononcée le 31 octobre 1954, Société historique de la Vallée du Richelieu, 1954, 16 p., (6e cahier); "Annotations marginales (mariages) Saint-Ours-sur-Richelieu", compilées par Georges-H. Cournoyer et Benoît Pontbriand, Sillery, 1987, 178 p., (no 113); "St-Pierre, Sorel, Co. Richelieu, 1675-

Point d'accès / provenance : Cournoyer, Georges-Henri, abbé, 1925-1995

Numéro d'identification du fonds ou de la collection assigné par l'établissement : AFP043

URL fonds : Lien

Nom du centre d'archives : Séminaire de St-Hyacinthe (indéxé sur RDAQ)

Fonds Jean-Paul Racine
Genre de documents : 2,3 m de documents textuels. - 153 documents photographiques. - 3 documents filmiques.
Portée et contenu : Ce fonds contient des documents sur la Consolidated Textiles et le **syndicat de l'usine de Saint-Hyacinthe, sur le tissage,** l'Union Nationale et le Parti conservateur, les caisses populaires Desjardins, différents groupes sociaux de Saint-Hyacinthe, le rassemblement des familles Racine en 1992, trois cassettes vidéo, un exemplaire du journal « Le clan du Wingfoot » de la Goodyear en décembre 1958. De la documentation concernant Expo 67 ; 125 cartes postales des États-Unis, de l'Europe, du Québec ; des documents portant sur le renouvellement de la Constitution en 1992 ; de la correspondance ; un calendrier 1939 ; 11 rubans d'anniversaire de mariage ; de la publicité pour voter pour Théo. Ricard en 1958 ; un Catéchisme des caisses populaires Desjardins / par Chan. Philibert Grondin, Fédération de Québec des U.R. des Caisses populaires Desjardins, 1948 ; The Illustrated London News : Silver Jubilee Record Number 1910-1935, 84 p. et un journal des travaux de construction de la maison des Racine en 1958, factures, contrats et dépenses, complètent le fonds.
Cote assignée par le centre d'archives : BFG049
Histoire administrative / notice biographique : Fils de Aimé Racine, cultivateur, et de Laurence Guertin, Jean-Paul Racine est né le 7 février 1926, à Sainte-Rosalie. Il fait ses études primaires à Sainte-Rosalie et chez les Frères Maristes à Iberville. Après ses études, il est d'abord cultivateur à Sainte-Rosalie, puis il est embauché à la Consolidated Textiles Limited, à Saint-Hyacinthe, à partir du 15 novembre 1948 jusqu'en 1982. En 1985, il est membre de la Société d'Histoire de Saint-Hyacinthe, dont il est le trésorier de 1991 à janvier 1996.
Point d'accès / provenance : Racine, Jean-Paul, 1926-
Numéro d'identification du fonds ou de la collection assigné par l'établissement : BFG049
URL fonds : Lien
Nom du centre d'archives : Séminaire de St-Hyacinthe (indéxé sur RDAQ)

NOTES

Les fonds d'archives ou les collections de particuliers recèlent parfois certaines pièces d'archives sur les syndicats. Ainsi, une pièce concernant le Syndicat canadien-français se trouve dans le fonds du chanoine André Dubreuil. Ce peut également être le cas des archives de personnes s'étant frottées au monde syndical. À ce sujet, voir le fonds d'archives de Mgr Alfred Lalime (aumônier général des syndicats de Saint-Hyacinthe de 1940 à 1943), le fonds Raoul Donat Gadbois (chef comptable du Syndicat national de l'électricité en 1939), et la collection Roland Sabourin (secrétaire du Syndicat des éleveurs du district de Québec).

SEMINAIRE ST-JOSEPH DE TROIS-RIVIERES
http://www2.ssj.qc.ca/associations-et-partenaires/archives-du-seminaire-saint-joseph

Fonds de l'Association des employés (retraités) de la Canron
Dates : 1910-1998
Genre de documents : 37, 5 cm de documents textuels.- 358 documents iconographiques.
Portée et contenu : Ce fonds témoigne de l'histoire de la Canron et de l'association regroupant certains de ses employés, de leur club social et **du syndicat des métallos**. Les documents de ce fonds sont de la correspondance, des résolutions, des conventions collectives, un historique de l'entreprise, des ordres du jour, des avis de convocations, des lettres- circulaires, des périodiques, des brochures et des photographies.
Cote assignée par le centre d'archives : FN-0688
Histoire administrative / notice biographique : C'est en 1883, que débute l'histoire de la Canron. Cette industrie, qui opéra sous le nom de Canada Iron jusqu'en 1968, oeuvrait dans le domaine de la métallurgie et de la machinerie lourde. Vers la fin des années '70 commença une période difficile pour les employés de cette usine**. En effet, un lock-out puis, plus tard, des grèves entrecoupées par des mises à pied temporaires ou définitives furent au nombre des indices annonçant que l'entreprise était en péril**. C'est en 1989 que le Groupe Laperrière & Verreault (GL&V) acquéra la Canron qui opéra quelques années sous le nom de Fabron. Aujourd'hui, l'entreprise est connue sous l'appellation GL&V Fabrication inc. L'Association des retraités de la Canron vit le jour en 1987 dans le but de regrouper les anciens employés et leur permettre de se rencontrer et de fraterniser. Des activités et des soupers sont organisés pour les membres. Le 25 octobre 1998 paraissait dans L'Hebdo Journal un avis de demande de dissolution de cette organisation.
Historique de la conservation : Ce fonds a été donné au service des archives du Séminaire Saint-Joseph de Trois-Rivières par l'Association des retraités de la Canron Inc. par l'entremise de Monsieur René Coulombe, membre de cette association, le 12 février 1999.
Numéro d'identification du fonds ou de la collection assigné par l'établissement : FN-0688
URL du fonds : Lien
Nom du centre d'archives : Séminaire St-Joseph de Trois-Rivières (indéxé sur RDAQ)
Notes : Variantes du titre propre: Fonds des Retraités de la Canron Inc. ; Fonds des Retraités 3e Âge Canron.

SERVICE DES ARCHIVES DU CONGRES JUIF CANADIEN, COMITE DES CHARITES
http://www.cjccc.ca/en/

Fonds Albert Eaton
Dates : 1930-1968
Genre de documents : 0.05 metres of textual records and some photographs
Portée et contenu : Invitations, programs and awards 1941-1968 (e/y). Scrapbook 1940-1961: press clippings, biographical information, politics, Labour Zionism. Eva Eaton Memorial Album. Framed awards include Centennial Medal, Outstanding Citizenship, JIAS, Israel Bonds. Trophy Cup from St. Louis Labour Club, ILGWU (International Ladies Garment Workers Union), 1930. 2 files of photos in PCAT stored in PC 1/box 4, 1 photo album.
Cote assignée par le centre d'archives : P0051
Histoire administrative / notice biographique : Born in 1893, Albert Eaton was a **trade unionist** and a labour Zionist. He was a vice-chairman of Montreal Israel Bond Organization as well as a chairman of Montreal Histadrut Campaign, Eastern Region of Canadian Association for Labour Israel, and Histadrut Trade Union Council in Canada. He was a municipal councillor in Montreal, a national president of JIAS (Jewish Immigrant Aid Services), a member of the Dominion Council of Canadian Jewish Congress, and a Director of the Baron de Hirsch Institute. He died in 1975.
Numéro d'identification du fonds ou de la collection assigné par l'établissement : P0051
URL fonds : Lien
Nom du centre d'archives : Canadian Jewish Congress Charities Committee National Archives (Indexé dans le Canadian Jewish Heritage Network)

NOTES

Le fonds de Charles Lipton , auteur du livre Trade Union Movement in Canada, contient des informations traitant du syndicalisme à Montréal.

SOCIETE D'HISTOIRE ET DE GENEALOGIE DE VAL-D'OR
http://www.telebecinternet.com/histoirevd/

Fonds Léonce Morissette
Dates : 1934-1938
Genre de documents : 23 photographies
Portée et contenu : La collection est constituée de 23 photos de Val-d'Or de 1935 à 1938, du chemin Authier à l'été 1934, de la mine **et du syndicat Sigma en 1935, de la mine Lamaque** en 1936 et du «townsite» Lamaque en 1935, du chemin de fer.
Cote assignée par le centre d'archives : P53
Histoire administrative / notice biographique : Léonce Morissette fait partie d'une famille de pionniers de la première heure de Val-d"Or. Il arrive à Amos vers 1932, alors que son père, Georges Morissette travaille comme foreur sur le site de la mine Lamaque. Il fait la coupe de bois de chauffage et transporte le bois avec ses chiens pour la vente, en plus de travailler comme foreur pour Morissette Diamond Drill et à la construction du chemin de fer reliant Senneterre à Val-d'Or. Il travaillera aussi comme bûcheron et comme contracteur. Il s'enrôle dans l'armée de 1942 à 1944, puis travaille à la mine Lamaque. Il épouse en 1948 Rose-Aumée Vandal, originaire de Saint-Marc-de-Figuery; elle était cuisinière à Louvicourt et où son père était contracteur forestier.
Historique de conservation : Ce fonds a été remis à la Société d'histoire de Val-d'Or par Léonce Morissette le 12 juillet 1977.
Numéro d'identification du fonds ou de la collection assigné par l'établissement : P53
URL du fonds : Lien
Nom du centre d'archives : La Société d'histoire et de généalogie de Val-d'Or
Notes : Voir aussi le fonds Mine Lamanque (P51), qui contient des documents iconographiques et des informations diverses permettant de retracer l'évolution de la mine Lamaque.

Fonds Léo Théberge
Genre de documents : 12 photographies
Portée et contenu : La collection comprend des photos personnelles de pionniers de Carrière Lumber, à Sullivan.
Cote assignée par le centre d'archives : P78
Histoire administrative / notice biographique : Fils de Joseph Théberge et de Zélia Chabot, de La Sarre, Léonidas (Léo) Théberge naît en 1908 et arrive à Val-d'Or en 1936. Il a travaillé à la **mine Sigma, où il fut représentant syndical**. Il avait épousé à Val-d'Or, le 12 juillet 1941, Marie-Marthe Vallée, née le 5 décembre 1913, arrivée à Val-d'Or en 1941, fille d'Azarias Vallée et d'Alice Gaudreau, de Saint-Sévérin.
Historique de conservation : La collection a été déposée à la Société d'histoire et de généalogie de Val-d'Or par Mme Théberge le 11 octobre 1985.
Numéro d'identification du fonds ou de la collection assigné par l'établissement : P78
URL du fonds : Lien
Nom du centre d'archives : La Société d'histoire et de généalogie de Val-d'Or

Fonds Jean-Marie Chiasson
Genre de documents : Env. 100 photographies. - 9 cm de documents textuels.
Portée et contenu : Le fonds comporte un cartable des procès-verbaux des réunions des Artisans Coopvie, un album photo de l'inauguration du bureau de Val-d'Or en 1987, de la construction du siège social de Montréal et de diverses activités.
Cote assignée par le centre d'archives : P118
Histoire administrative / notice biographique : Jean-Marie Chiasson est né à Senneterre le 8 décembre 1933 d'une famille de 10 enfants. Producteur laitier dans la région de Senneterre, il laisse à son fils François son exploitation en 1985. Il s'inscrit alors au Cégep de l'Abitibi-Témiscamingue où il complète des études en assurances. Il travaille pendant 15 ans pour l'Industrielle Alliance. Il fut maire de Senneterre Paroisse pendant dix ans, président de la Corporation de développement économique de Barraute-Senneterre-Lebel-sur-Quévillon **et président de l'Association des syndicats de producteurs de lait de l'Abitibi-Témiscamingue**. Il a été marié à Pauline Gilbert, puis s'est marié en secondes noces à Monique Lessard.
Point d'accès / provenance : Don de Jean-Marie Chiasson, qui a été agent des Artisans de 1986 à 1991.
Numéro d'identification du fonds ou de la collection assigné par l'établissement : P118
URL du fonds : Lien
Nom du centre d'archives : La Société d'histoire et de généalogie de Val-d'Or

NOTES

La société d'histoire conserve des fonds d'archives d'anciens syndicalistes qui peuvent traiter indirectement de la thématique syndicale : le fonds Julien Boisclair (faisant partie du Syndicat des enseignants) et le fonds Jake Roulo (syndicaliste chez Marconi à Montréal).

Pour des informations sur les mines, qui ont été des lieux de syndicalisation, le chercheur peut se référer aux fonds de la Mine Lamaque (P51) et celui des Mines McWatters Inc (P166).

Enfin, pour des documents iconographiques des lieux de travail, de la vie quotidienne et probablement des activités syndicales, voir le fonds Musée régional des mines de Malartic (P278)

SOCIETE D'HISTOIRE D'AMOS
http://www.societehistoireamos.com/

Fonds Adrien Vachon
Dates : 1936-2000
Genre de documents : 3,28 m de textuels; 13 documents photographiques; 5 pièces sur autres supports
Portée et contenu : Ce fonds comprend des documents relatifs à Adrien Vachon et d'importantes séries relatives aux mouvements coopératifs à Manneville et dans la région. Série 1 : Adrien Vachon Série 2 : Magasin coopératif de Manneville Série 3 : Association coopérative de travail de Manneville Série 4 : Caisse populaire de Manneville **Série 5 : Union catholique des cultivateurs de Manneville** Série 6 : Organismes coopératifs Série 7 : Municipalité de Ste-Gertrude-de-Manneville Série 8 : Club d'Âge d'or de Manneville Série 9 : Organismes divers Série 10 : Publications diverses
Cote assignée par le centre d'archives : P080
Histoire administrative / notice biographique : Né le 14 octobre 1914 à Ste-Cécile de Weeton, Adrien Vachon est le fils de Arthur Vachon et de Joséphine Therrien. Après ses études à St-Samuel de Frontenac, M. Vachon est engagé par le gouvernement pour défricher le terrain de la future paroisse de Manneville; il y débute les travaux le 6 août 1937 en procédant à l'ouverture des chemins. M. Vachon revient le printemps suivant avec 69 autres colons. Il reçoit du gouvernement le lot 54 du rang 9. Il travaille par la suite au Magasin coopératif, au Syndicat coopératif de travail et à la Caisse Populaire de Manneville. Très impliqué dans son milieu, Adrien Vachon s'est fait connaître aussi en tant que **propagandiste de l'Union Catholique des Cultivateurs** en donnant des conférences et des cours relatifs à l'agriculture et à la coopération. Il a aussi été président de la Commission scolaire de Manneville, maître de poste et directeur général de la Fédération des Caisses Populaires de l'Abitibi-Témiscamingue. Adrien Vachon a épousé Georgette Asselin le 11 juillet 1942 à Manneville; il est décédé en mars 2002.
Point d'accès / provenance : Le fond a été déposé par Adrien Vachon le 30 septembre 2001.
Numéro d'identification du fonds ou de la collection assigné par l'établissement : P080
URL du fonds : Lien
Nom du centre d'archives : Société d'histoire d'Amos

SOCIETE D'HISTOIRE DE DRUMMOND
http://www.histoiredrummond.com/

Fonds Union des ouvriers du textile-coton de Drummondville
Dates : 1937-1978
Genre de documents : 0.22 m de documents textuels
Portée et contenu : Ce fonds témoigne des activités syndicales de l'Union des ouvriers du textile-coton de 1937 à 1978. Ce fonds constitue également, dans une plus large dimension, un excellent témoignage des relations entre le patronat et les syndicats au cours d'une période où les droits des travailleurs québécois ont beaucoup progressé. Le fonds est constitué de livres de minutes manuscrits des diverses assemblées tenues par l'Union. Le fonds contient également un certificat adressé au Très Saint Père le pape Pie XII implorant la Bénédiction Apostolique de celui-ci pour l'Union. Le fonds est divisé en 4 dossiers : les assemblées générales, les assemblées exécutives, les assemblées syndicales et l'imploration de la Bénédiction Apostolique .
Cote assignée par le centre d'archives : P37
Histoire administrative / notice biographique : Le Syndicat catholique national des ouvriers du textile de Drummondville est fondé en janvier 1937. C'est lors d'une assemblée tenue le 16 février 1941 sous la présidence de M. Honoré D'Amour, président de la Fédération nationale catholique du textile, que la section Union des ouvriers du textile-coton de Drummondville est fondée. Ce syndicat a permis, entre autres, des améliorations salariales, la formation d'un comité pour le règlement des griefs, l'élimination du travail de nuit des femmes et des jeunes filles et la diminution des heures de travail .
Point d'accès / provenance : Ce fonds a été remis à la Société d'histoire de Drummond en 2003 suite à la fermeture partielle de la Denim Swift .
Numéro d'identification du fonds ou de la collection assigné par l'établissement : P37
URL du fonds : Lien
Nom du centre d'archives : Société d'histoire de Drummond
Sources complémentaires Les chercheurs pourront également consulter le P71 Fonds Denim Swift, qui contient les conventions collectives entre Dominion Textile Inc. et l'Union des ouvriers textile-coton de Drummondville inc. entre les années 1960 et 2003 ainsi que le P42 Fonds Maurice Marier qui lui, témoigne d'activités de gestion de l'usine.

Fonds Syndicat l'Abondante
Dates : 1945
Genre de documents : 1.5 cm. de documents textuels.
Portée et contenu : Constitué d'un cahier relié, ce fonds regroupe les documents constitutifs du Syndicat L'Abondante, à savoir la déclaration de fondation et la liste des membres. Le document est l'original.
Cote assignée par le centre d'archives : P62
Histoire administrative / notice biographique : Syndicat coopératif fondé à Drummondville le 20 mai 1945, le Syndicat L'Abondante est une association de secours mutuels créée à l'exemple de l 'Union Saint-Joseph.
Numéro d'identification du fonds ou de la collection assigné par l'établissement : P62
URL du fonds : Lien
Nom du centre d'archives : Société d'histoire de Drummond

NOTES :

Des informations relatives aux différents syndicats de la région se retrouvent, selon l'archiviste de la société d'histoire Élaine Bérubé, dans les différents journaux locaux, dont La Parole (P89).

SOCIETE D'HISTOIRE DE JOLIETTE - DE LANAUDIERE
http://www.societedhistoire.ca/

Antonio Barrette
Dates : [1939-1999?]
Genre de documents : 0,12 m de documents textuels et env. 850 photographies.
Portée et contenu : Le fonds témoigne des activités réalisées par Antonio Barrette tout au long de sa carrière politique soit en tant que ministre du Travail, premier ministre et ambassadeur de Grèce et cela jusqu'à sa mort en 1968. Le fonds nous renseigne également sur des activités organisées par l'association des Barrette d'Amérique en relation avec le centenaire de la naissance d'Antonio Barrette en 1999. Le fonds se compose de documents textuels tels que des lettres, des dépliants, des brochures, des cartes d'affaires, une carte de souhaits, une carte d'invitation, une liste de noms, un bulletin de vote, des publications officielles et des coupures de journaux. Le fonds comprend également des documents iconographiques tels que des photographies.
Cote assignée par le centre d'archives : F090
Histoire administrative / notice biographique : Antonio Barrette, fils d'Ernest Barrette et de Robéa Côté est né le 26 mai 1899 à Joliette. Il se marie le 12 juillet 1924 avec Estelle Guilbault. De ce mariage naissent quatre enfants : Alain, Lise, Nicole et Serge. Antonio Barrette fait ses études à l' Académie Saint-Viateur à Joliette. Il est docteur en sciences sociales honoris causa de l'Université Laval (1945), et de l'Université de Montréal (1948); docteur en droit civil honoris causa de l'Université Bishop (1954); membre du Club Renaissance et du Seigniory Club: délégué de la province de Québec à la conférence Internationale du Travail de Paris (1945), de Montréal (1946) et de Genève (1951); représentant de la province de Québec à Rome pour l'Année Sainte (1949), pour la commémoration des encycliques Rerum No et Quadragesimo Anne (1951) et pour l'anniversaire du Souverain Pontife (1956); Grand Officier de l'Ordre de St-Grégoire-le-Grand, lieutenant-colonel honoraire du Régiment de Joliette. Antonio Barrette travaille aux chemins de fer nationaux et même s'il devient ministre, il va demeurer **membre actif du syndicat des cheminots**. Antonio Barette est député de Joliette pendant 24 ans (1936 à 1960). Il est le ministre du Travail dans le gouvernement de l'Union nationale pendant 16 ans (1944 à 1960). Après les décès de Maurice Duplessis et de Paul Sauvé, Antonio Barrette dirige les destinées du Québec pendant six mois et fait la lutte à Jean Lesage. Il termine sa carrière dans la diplomatie et ce, à titre d'ambassadeur du Canada en Grèce. Antonio Barrette décède à l'hôpital Notre-Dame de Montréal dans la nuit du 14 au 15 décembre 1968.
Point d'accès / provenance : Barrette, Antonio (1899-1968)
Numéro d'identification du fonds ou de la collection assigné par l'établissement : F090
URL du fonds : Lien
Nom du centre d'archives : Société d'histoire de Joliette - De Lanaudière (indéxé sur RDAQ)

SOCIETE D'HISTOIRE DE LA HAUTE-YAMASKA
http://www.shhy.org/

Fonds Union des ouvriers-unis du caoutchouc, linoleum et plastique d'Amérique, local 630 = F.A.T., C.L.O., C.T.C.
Dates : 1959-1968
Genre de documents : 5 brochures
Portée et contenu : Le fonds contient les conventions collectives de travail conclues entre la Compagnie Miner Limitée et L'Union Fédérale des travailleurs en caoutchouc, local 209 (CTC), en 1959, puis avec l'Union des ouvriers-unis du caoutchouc, liège, linoleum et plastique d'Amérique de 1961 à 1968. Un programme d'assurances collectives complète le fonds.
Cote assignée par le centre d'archives : PS001
Histoire administrative / notice biographique : Regroupés au sein du Syndicat national du caoutchouc de Granby depuis 1941, les travailleurs de la Miner Rubber s'en désaffilient, en décembre 1945, pour adhérer à l'Union des travailleurs en caoutchouc, un syndicat international jugé plus combatif. De fait, c'est à partir de ce moment que les conditions de travail des employés de la Miner vont commencer à s'améliorer. La compagnie Miner Rubber de Granby ouvre ses portes en 1909. En quelques années, elle devient le plus important employeur de la ville, embauchant plus de 1500 travailleurs. L'usine est spécialisée dans la fabrication de couvre-chaussures, de bottes, d'espadrilles et de différents vêtements en caoutchouc. Dans ses meilleures années, alors qu'elle exporte sa production dans la plupart des pays du Commonwealth, la Miner possède des bureaux de vente à Toronto, Ottawa, Winnipeg, Montréal, Québec et Halifax, et des vendeurs en poste à Vancouver, Edmonton, Terre-Neuve et Londres. Incapable de concurrencer les produits en provenance d'Asie qui envahissent le marché canadien à partir des années 1950, la Miner cesse ses opérations en 1982.
Point d'accès / provenance : Les documents ont été trouvés au 2, rue Long, à Granby, dans l'ancienne propriété de Noël Potvin. C'est le nouveau propriétaire, Paul Grégoire, qui a trouvé et donné les documents à la SHHY. Donné par Paul Grégoire, le 6 août 1997.
Numéro d'identification du fonds ou de la collection assigné par l'établissement : PS001
URL du fonds : Lien
Nom du centre d'archives : Société d'histoire de la Haute-Yamaska

Fonds Syndicat national des travailleurs du textile Montrose Worsted (CSN) = Association des employés de Montrose Worsted Mills Inc.
Dates : 1947-1980
Genre de documents : 19 photographies; 4 registres; 17 documents textuels
Portée et contenu : Les documents témoignent des activités du Syndicat national des travailleurs du textile Montrose Worsted (CSN). S'y trouvent les procès-verbaux de 1957 à 1980, les conventions collectives négociées entre le syndicat et l'usine de textile Montrose entre 1947 et 1966, la constitution, les règlements, les rapports financiers de 1947 à 1972, ainsi que des photographies des officiers du syndicat (1958-1980). Un document ne concernant pas le syndicat comme tel fait également partie du Fonds: l'historique du Centre familial de Granby.
Cote assignée par le centre d'archives : PS002
Histoire administrative / notice biographique : Établie en 1941, la Montrose Worsted Mill Inc. se spécialisait dans la fabrication de tissus en laine peignée (worsted) pour la confection d'habits pour homme. La manufacture a employé 275 travailleurs et travailleuses jusqu'à sa fermeture en novembre 1980.
Point d'accès / provenance : Le donateur, Claude Courtemanche, a légué ce fonds à la Société d'histoire en mars 1985. Il a travaillé à la Montrose de juin 1954 à sa fermeture, en novembre 1980. Syndicaliste, il occupe le poste de trésorier du Syndicat des travailleurs de la Montrose de 1957 à 1980 et du Conseil central de la CSN, à Granby, de 1958 à 1972.
Numéro d'identification du fonds ou de la collection assigné par l'établissement : PS002
URL du fonds : Lien
Nom du centre d'archives : Société d'histoire de la Haute-Yamaska

Fonds Conseil central des syndicats nationaux de Granby inc.
Dates : 1941-1975
Genre de documents : 41 documents textuels, 39 brochures, 1 photographie
Cote assignée par le centre d'archives : PS003
Histoire administrative / notice biographique : Le Conseil central des syndicats nationaux de Granby a officiellement vu le jour en 1941, résultat d'un mouvement de syndicalisation catholique enclenché en 1933 dans le secteur du textile. Moins de dix ans plus tard, le Conseil central reçoit comme mission de regrouper les travailleurs du textile, du caoutchouc, de l'imprimerie, de la boulangerie et de la construction, sans compter les maîtres-barbiers et les maîtres-coiffeurs, qui sont affiliés aux syndicats catholiques.
Point d'accès / provenance : Le donateur, Claude Courtemanche, a légué ce fonds à la Société d'histoire en mars 1985. Il a travaillé à la Montrose de juin 1954 à sa fermeture, en novembre 1980. Syndicaliste, il a occupé le poste de trésorier du Syndicat des travailleurs de la Montrose de 1957 à 1980 et, de 1958 à 1972, du Conseil central de la CSN à Granby.
Numéro d'identification du fonds ou de la collection assigné par l'établissement : PS003
URL du fonds : Lien
Nom du centre d'archives : Société d'histoire de la Haute-Yamaska
Notes : Le Centre de documentation de la Centrale des syndicats nationaux (CSN) possède aussi un fonds concernant ce Conseil Central. Vous pouvez consulter la fiche de la CSN dans le présent inventaire.

Fonds Syndicat catholique national du textile de Granby
Dates : 1936-1949, [1968-1973]
Genre de documents : 9 registres, 3 brochures, 2 chemises de documents textuels
Portée et contenu : Le fonds témoigne de la fondation et des activités du Syndicat national du textile de Granby (SCNTG) et, particulièrement, de l'implication des employés de l'usine Carl Stohn dans la syndicalisation des tisserands de Granby et leur regroupement au sein du SCNTG ; il traite aussi de l'idéologie du mouvement catholique, des revendications et des luttes menées par les syndicats pour l'amélioration des conditions de travail des membres. Le fonds contient aussi de la correspondance, des registres de procès-verbaux (1936-1948), des livres comptables (1937-1946) et des brochures publiées par la Fédération canadienne des travailleurs du textile (CSN).
Cote assignée par le centre d'archives : PS004
Histoire administrative / notice biographique : « C'est au plus creux de la Crise, en 1933, que les travailleurs de la Carl Stohn, un fabricant de tentures et de tissu, relancent le mouvement syndical. Grâce à l'action de l'abbé Armand Desnoyers et de quelques individus, ils sont bientôt imités par les travailleurs de l'Elastic Web, de l'Esmond Mills, de la Stark Ribbon, de la Nordic Hosiery et de la British American Silks ; en 1936, la fondation du Syndicat catholique national du textile de Granby [SCNTG] réunit tous ces travailleurs sous une même autorité.»*. Le SCNTG fait partie des treize syndicats qui ont fondé la Fédération nationale catholique du textile en 1937, aujourd'hui la Fédération canadienne des travailleurs du textile Inc. (CSN). * Mario Gendron, *Histoire de Granby*, Granby, Société d'histoire de la Haute-Yamaska, p. 209.
Point d'accès / provenance : Les documents de ce fonds ont été déposés à la Société d'histoire de la Haute-Yamaska en 1985 par Marcel Lamarche, secrétaire du syndicat de l'Esmond Mills en 1949 puis président en 1958. Il fut également secrétaire du Conseil central de la CSD à Granby.
Numéro d'identification du fonds ou de la collection assigné par l'établissement : PS004
URL du fonds : Lien
Nom du centre d'archives : Société d'histoire de la Haute-Yamaska

Fonds Syndicat des employés de l'Esmond Mills, division de Dominion Textile = Syndicat catholique national du textile de Granby, section Esmond Mills.
Dates : 1937-1985
Genre de documents : 9 registres, 9 chemises de documents textuels
Portée et contenu : Le fonds témoigne des activités du syndicat des employés de l'Esmond. Il contient de la correspondance, des registres de procès-verbaux pour les années 1938 à 1980, des livres comptables (1951-1977), la liste des employés en 1948 et 1949 et le montant des salaires versés par l'Esmond et les autres usines de textile de Granby. S'y trouvent également les griefs en conseil d'arbitrage et les conventions collectives négociées au cours des années 1940.
Cote assignée par le centre d'archives : PS005
Histoire administrative / notice biographique : Le syndicat des employés de l'Esmond Mills voit le jour en 1936, année de création du Syndicat catholique national du textile de Granby (SCNTG), mis sur pied dans le but de syndiquer tous les tisserands de la ville. Connu sous le nom de Syndicat catholique national du textile de Granby, section Esmond Mills, il est une des six composantes du SCNTG. En 1972, lors de la création de la Centrale des syndicats démocratiques (CSD), les membres se désaffilient de la CSN pour se joindre à la nouvelle centrale. Le Syndicat des employés de l'Esmond Mills a cessé d'exister en 1985 avec la fermeture de l'usine. L'Esmond Mills, une entreprise américaine du Rhode Island, s'établit à Granby en 1931. C'est un des plus importants producteurs mondiaux de couvertures en coton et de tissu pour robe de chambre et de bain. Dix ans après son ouverture, l'Esmond emploiera 180 travailleurs, un chiffre qui grimpera à 400 après la guerre. La compagnie devient plus tard la propriété des Entreprises Domil, puis de la Dominion Textile. Elle ferme définitivement ses portes en 1985.
Point d'accès / provenance : Les documents de ce fonds ont été remis à la Société d'histoire de la Haute-Yamaska en 1985 par Marcel Lamarche, secrétaire du syndicat de l'Esmond Mills de 1949 à 1985 et de la CSD.
Numéro d'identification du fonds ou de la collection assigné par l'établissement : PS005
URL du fonds : Lien
Nom du centre d'archives : Société d'histoire de la Haute-Yamaska

Fonds Syndicat catholique et national des employés fabricant de gomme de Granby inc.
Dates : 1945-1948
Genre de documents : 1 registre
Portée et contenu : Le fonds est composé d'un registre des procès-verbaux du syndicat.
Cote assignée par le centre d'archives : PS006
Histoire administrative / notice biographique : Ce syndicat a été créé par les travailleuses de la World Wide Gum, une entreprise manufacturière de Granby. La première assemblée officielle du Syndicat catholique et national des employés fabricants de gomme de Granby a été tenue le 6 juin 1945. Les premiers membres de direction étaient Mlles M. C. Therrien, M. J. Vaillancourt, Cécile Rainville et M. J. M. Choinière. Seule entreprise du genre au Québec, la World Wide Gum de Granby a été fondée en 1935 par Ernest Boivin et un investisseur américain. L'usine était spécialisée dans la fabrication de gommes à mâcher et de gelées à saveur de fruits. Parmi les marques de gommes à mâcher les plus populaires produites par la compagnie, on note la GRAND-B et la Granby Zoo. La main-d'œuvre de l'usine était principalement féminine et comptait ordinairement une quarantaine de personnes. En 1976, la compagnie sera vendue à des investisseurs américains qui possèdent plusieurs usines de friandises. La World Wide Gum ferme ses portes en 1985.
Point d'accès / provenance : Claude Courtemanche a fait don de ce document à la Société d'histoire de la Haute-Yamaska, en mars 1985.
Numéro d'identification du fonds ou de la collection assigné par l'établissement : PS006
URL du fonds : Lien
Nom du centre d'archives : Société d'histoire de la Haute-Yamaska

Fonds Syndicat national du caoutchouc de Granby
Dates : 1941-1946
Genre de documents : 1 registre
Portée et contenu : Le fonds se limite au registre des procès-verbaux du syndicat des travailleurs de la compagnie Miner Rubber de Granby. Le document rend compte d'une période de conflit entre le syndicalisme catholique et les unions dites « neutres ».
Cote assignée par le centre d'archives : PS007
Histoire administrative / notice biographique : Affilié à la CTCC, Le Syndicat national du caoutchouc de Granby a été en opération cinq années, de 1941 à 1945, jusqu'à ce que l'accréditation d'un syndicat international affilié au Congrès des métiers et du travail du Canada (CMTC) le déloge, en décembre 1945. C'est lors de l'assemblée de formation du syndicat, tenue dans le sous-sol de l'église Notre-Dame, le 19 août 1941, qu'on élit les premiers officiers: Léon Cabana, président; Ernest Goyette, vice-président; H. Roy, secrétaire archiviste; Euclide Mongeon, secrétaire financier; Wilfrid St-Germain, trésorier, ainsi que Narcisse Bruneau et A. Benoit, respectivement sentinelle et directeur. Voir fonds PS001 La compagnie Miner Rubber de Granby ouvre ses portes en 1909. En quelques années, elle devient le plus important employeur de la ville, embauchant plus de 1 500 travailleurs. L'usine est spécialisée dans la fabrication de couvre-chaussures, de bottes, d'espadrilles et de différents vêtements en caoutchouc. Dans ses meilleures années, alors qu'elle exporte sa production dans la plupart des pays du Commonwealth, la Miner possède des bureaux de vente à Toronto, Ottawa, Winnipeg, Montréal, Québec et Halifax, et des vendeurs en poste à Vancouver, Edmonton, Terre-Neuve et Londres. Incapable de concurrencer les produits en provenance d'Asie qui envahissent le marché canadien à partir des années 1950, la Miner cesse ses opérations en 1982.
Point d'accès / provenance : Claude Courtemanche a fait don de ce document à la Société d'histoire de la Haute-Yamaska, en mars 1985.
Numéro d'identification du fonds ou de la collection assigné par l'établissement : PS007
URL du fonds : Lien
Nom du centre d'archives : Société d'histoire de la Haute-Yamaska

SOCIETE D'HISTOIRE DE SHERBROOKE
http://www.histoiresherbrooke.org/

Fonds de la Paton Manufacturing Co.
Dates : 1868-1984
Genre de documents : 89 cm de documents textuels, 182 documents iconographiques, 7 plans
Portée et contenu : Le fonds de la Paton Manufacturing Co. se divise en quatre séries. La première intitulée Administration de la Paton, grâce aux livres financiers, aux patrons de tissus de la Paton, aux horaires de sonnerie de la cloche et aux photos des divers équipements, donne un bon aperçu de la gestion courante de l'entreprise pendant les années 1920 à 1960. **La série suivante, Association Nationale des Employés de la Paton de Sherbrooke Inc., permet de voir l'activité syndicale qui se déroule à l'intérieur de l'entreprise et les relations qu'entretiennent les employés avec les dirigeants.** Elle contient aussi tous les documents se rapportant aux démarches effectuées par le syndicat pour empêcher la fermeture de l'usine au début des années 1980. La troisième série, Transformation de la Paton en projet résidentiel, quant à elle, donne un aperçu des actions effectuées pour convertir l'usine en immeuble à logements multiples. Enfin, la dernière série, Documents iconographiques comprend des photographies diverses dont une d'Andrew Paton, à l'origine de l'entreprise.
Cote assignée par le centre d'archives : P267
Histoire administrative / notice biographique : En 1866, Andrew Paton installe à Sherbrooke une manufacture de lainage sous le nom de A. Paton and Co. Devenue la Paton Manufacturing Co. en 1868, elle subit de multiples agrandissements et intègre sa voisine, la Lomas, au début du siècle. L'entreprise, sous l'impulsion de ses investisseurs et avec l'aide de bonus de la Ville, devient la plus grande fabrique de lainage au Canada. En 1923, l'usine est achetée par la Dominion Textile. Après la Deuxième Guerre mondiale, la Paton commence à décliner : la concurrence provenant de moulins plus modernes et l'invasion du marché canadien par des produits étrangers moins coûteux lui seront fatales. En 1965, la Cleyn & Tinker Inc. de Huntingdon rachète la Paton de la Dominion Textile. La compagnie déménage les opérations de la Paton sur la rue Woodward en 1978 et cinq ans plus tard, ferme ses portes à Sherbrooke. Les employés qui le désirent sont réembauchés par la Cleyn & Tinker de Huntingdon, mais peu de travailleurs se prévalent de ce droit.
Point d'accès / provenance : Paton Manufacturing Co., 1866-1983
Numéro d'identification du fonds ou de la collection assigné par l'établissement : P267
URL du fonds : Lien
Nom du centre d'archives : Société d'histoire de Sherbrooke

Fonds Napoléon Jr. Rémillard
Dates : 1878-1990
Genre de documents : 74 cm de texte, 240 photos, 8 images, 17 cartes postales, 1 peinture à l'huile, 1 carte géographique, 1 carte de souhaits, 2 mosaïques
Portée et contenu : Le fonds nous permet de découvrir les intérêts d'un homme de la région, Napoléon Jr. Rémillard. Ce fonds est composé de six séries: documents divers; collection d'écussons et armoiries; barrages hydroélectriques; Association des anciens du Séminaire de Sherbrooke; programme-souvenir sur le centenaire de la première messe célébrée à Bromptonville. Les documents iconographiques racontent l'histoire de Bromptonville et de ses institutions et firmes : église, collège, compagnies spécialisées dans la transformation du bois, etc. La partie qui n'est pas encore traitée comprend les documents qui ont servi aux recherches entreprises par Napoléon Rémillard sur l'histoire de Bromptonville.
Cote assignée par le centre d'archives : P339
Histoire administrative / notice biographique : Napoléon Rémillard est né le 22 mars 1912 à Bromptonville. Il fait ses études primaires à l'Académie du Sacré-Coeur de Bromptonville et son cours classique au Séminaire Saint-Charles-Borromée de Sherbrooke entre 1927 et 1934. De 1939 à 1945, il est employé à titre de journalier à la Defence Industries Limited (Nitro Works) à Valleyfield. En 1945, Napoléon Rémillard commence à travailler à la Brompton Pulp and Paper comme commis de bureau. Il travaillera avec cette entreprise jusqu'à sa retraite en 1977. Napoléon Rémillard s'est marié à Laurette Labbé en 1946, avec qui il a cinq enfants. **Officier d'un syndicat local de travailleurs de la pulpe et du papier dans les années cinquante**, il est aussi conseiller municipal de Bromptonville de 1948 à 1953 et de 1956 à 1959.
Point d'accès / provenance : Rémillard, Napoléon Jr., 1912-
Numéro d'identification du fonds ou de la collection assigné par l'établissement : P339
URL du fonds : Lien
Nom du centre d'archives : Société d'histoire de Sherbrooke

Fonds de l'Ingersoll-Rand

Dates : [1890]-1998

Genre de documents : 74 cm de texte , 1910 photos, 390 diapositives, 268 négatifs, 2 films 16 mm

Portée et contenu :
La compagnie fut pendant de nombreuses années un important employeur de Sherbrooke. Les produits fabriqués à son usine sherbrookoise, à la fine pointe de la technologie, ont collaboré au développement du pays: Exposition universelle de Montréal en 1967, perçage de tunnels pour les barrages hydroélectriques (Niagara Falls, Baie James) et la voie maritime du Saint-Laurent (canal Welland), extraction minière (mine de Kirkland Lake), etc. La Rand fut aussi un agent de développement au Tiers-Monde : présence en Turquie, au Shri Lanka, contribution au plan Colombo, etc. Les photos contenues dans le fonds présentent tout le développement de l'entreprise au niveau des bâtiments, des terrains et au niveau des produits fabriqués. De nombreuses photos des activités sociales tenues par et pour les employés montrent le climat existant à la Rand, en dehors des heures de travail. Les documents textuels sont axés sur l'histoire de l'entreprise, sur les publications éditées pour les employés, sur des catalogues des produits et sur des études de procédés mettant à profit les caractéristiques de l'air comprimé. **Quelques documents traitent du syndicat.**

Cote assignée par le centre d'archives : P459

Histoire administrative / notice biographique :
Les années 1870 et 1880 marquent les débuts de l'utilisation de l'air comprimé comme source d'énergie dans les manufactures et les mines. Des usines se forment aussitôt pour fabriquer des compresseurs et des foreuses à air comprimé. En 1882, l'Ingersoll-Rock Drill Company of Canada est fondée à Montréal. Cette compagnie profite de l'explosion qui existe dans le domaine minier où de nouveaux sites d'exploitation sont trouvés sans cesse. La compagnie devient l'Ingersoll-Sergeant Company of Canada, une filiale à la fois de l'Ingersoll-Rock Drill et de la Sergeant Rock Drill des États-Unis. En 1887, une compagnie sherbrookoise, la Jenckes Machine Company est incorporée. Elle ouvre une fabrique de machinerie pour les usines textiles, sur un site près de la rue Bank. Bientôt, la Jenckes se spécialise dans l'équipement minier. L'exploitation minière connaît un sommet, avec l'ouverture des mines d'amiante d'Asbestos et de Thetford Mines et des mines de cuivre des environs de Capelton. De plus, l'exploration minière qui accompagne le développement de l'Ouest canadien procure un nouveau marché. En 1889, une autre compagnie sherbrookoise se lance dans la fabrication de machinerie pour mines. C'est la Canadian Rand Drill Company, établie par Addison Rand, James Lewis, Sylvester Jenckes, John Jenckes, Frederick Halsey et William Farwell. Le compagnie, voisine de la Jenckes, est incorporée le 7 juillet 1890. À ses débuts, la Canadian Rand Drill Co. compte 10 employés qui travaillent dans une fabrique de 240 pieds carrés. En 1896, la compagnie déménage dans des locaux plus grands qu'elle loue à l'intérieur de la Jenckes sur Landsdowne, aujourd'hui rue des Grandes-Fourches. Un incendie détruit complètement l'usine en 1898. En novembre 1899, le premier bâtiment du nouveau site de la Canadian Rand Drill Co. ouvre, près de la rue Belvédère Sud. Cette rue s'appellera bientôt rue Rand, puis rue des Forges, à la suite de l'établissement de plusieurs aciéries dont certaines seront rachetées par la Rand lors de son expansion. La Canadian Rand Drill Co. emploie alors 40 personnes. À la suite de plusieurs

fusions autant canadiennes qu'américaines, la compagnie est incorporée sous le nom de Canadian Rand Company Limited le 30 janvier 1907 et en 1912, elle devient la Canadian Ingersoll-Rand Company Limited. Durant la Première Guerre, la compagnie fabrique principalement des armements. À la fin des hostilités, elle met à pied des centaines d'ouvriers ce qui entraîne une émeute. En 1918, la Canadian Inger-soll-Rand Company Limited intègre la Jenckes Machine Company. Elle cesse alors la production de certains produits, mais augmente sa production de treuils d'extraction minière et de machinerie pour les usines de pâte et papiers. En 1930, l'usine occupe une surface de 30 acres. Dix ans plus tard, la Sherbrooke Pneumatic Tool Company Limited devient une des filiales de la C.I.R.CO qui emploie alors 700 personnes. En 1953, la compagnie emploie plus de 1 000 personnes. En 1964 la Sherbrooke Machineries est intégrée à l'entreprise. En mars 1981, la compagnie possède 115 usines dans le monde; celle de Sherbrooke est la plus grosse avec 800 employés. En 1997, l'usine de Sherbrooke devient la Beloit Canada Limited qui ferme ses portes en avril 1998.
Point d'accès / provenance : Ingersoll-Rand, ?-1998
Numéro d'identification du fonds ou de la collection assigné par l'établissement : P459
URL du fonds : Lien
Nom du centre d'archives : Société d'histoire de Sherbrooke

Fonds Henry Lyle Quilliams
Genre de documents : 4,6 cm de documents textuels . - 83 photos . - 54 croquis. - 33 images. - 10 objets
Portée et contenu : Les documents traitent de l'enfance de Henry Lyle Quilliams à Cherry River (Orford), de ses découvertes concernant la faune de l'endroit et des légendes véhiculées autour du lac Brompton. Descendant de Huron, Quilliams raconte divers faits rattachés à la spiritualité autochtone. Les documents sont les écrits de monsieur Quilliams; leur portée historique est moins grande que leur portée ethnologique. Il n'en demeure pas moins que beaucoup de ces écrits ont une source vérifiable. Pour aider le lecteur à comprendre certains lieux ou bien visualiser un animal décrit, l'auteur a ajouté des croquis à son texte.
Cote assignée par le centre d'archives : P477
Histoire administrative / notice biographique : Henry Lyle Quilliams est né le 24 décembre 1924, à Cherry River, de l'union d'Ernest Quilliams, fermier, et de Fern Town, maîtresse d'école. Il a fréquenté l'école primaire de Cherry River puis a travaillé dans plusieurs usines : il a d'abord été machiniste à la Dominion Textile de Magog pendant 9 ans, puis a travaillé à la Hall Machineries de Sherbooke durant 16 ans, puis durant 3 ans et demi à la Bemis et enfin chez Usinage Nadeau de la rue Brodeur pendant 14 ans. Il a été **président du syndicat de la Hall Machineries durant 4 ans**. Il est l'époux de Patricia Latulippe.
Point d'accès / provenance : Quilliams, Henry Lyle, 1924-
Numéro d'identification du fonds ou de la collection assigné par l'établissement : P477
URL du fonds : Lien
Nom du centre d'archives : Société d'histoire de Sherbrooke

SOCIETE D'HISTOIRE DOMAINE-DU-ROY
http://centrearchivesddr.jimdo.com/

Corporation de transport adapté pour personnes handicapées Roberval métropolitain
Sous-série : Syndicat; Série : Personnel;
Dates : 1986-1999
Genre de documents : 0,07 m de documents textuels
Portée et contenu : Cette série contient des documents relatifs au syndicat et à l'assurance collective des employés de la Corporation. Cette sous-série contient des conventions collectives de travail, des ententes, des requêtes et un protocole de travail.
Cote assignée par le centre d'archives : POG64-3 (POG64-3/1)
Histoire administrative / notice biographique : La Corporation de transport adapté pour personnes handicapées Roberval métropolitain a vu le jour le 16 août 1982 à Lac-Bouchette. À cette époque, elle dessert les municipalités de Lac-Bouchette, Chambord, Saint-François-de-Sales et Roberval. Elle est constituée d'une répartitrice et de deux chauffeurs. Les priorités de transport sont, pour le travail, pour recevoir des soins médicaux et pour les personnes handicapées qui se rendent aux études.
Point d'accès / provenance : Cédé en 2002 par la Corporation de transport adapté pour personnes handicapées Roberval métropolitain
Numéro d'identification du fonds ou de la collection assigné par l'établissement : POG64-3
URL fonds : Lien
Nom du centre d'archives : Société d'histoire Domaine-du-Roy

Collection Village historique de Val-Jalbert
Sous-Série : Personnel
Dates : 1909-1927
Genre de documents : 0,18m de documents textuels
Portée et contenu : Documents relatifs à l'administration et la gestion des compagnies, de l'usine et du village. On retrouve également des documents concernant la gestion du site historique. Cette sous-série est constituée de divers documents relatifs à la gestion du personnel des installations de Val-Jalbert. On y retrouve des documents relatifs à l'embauche d'ouvriers, des demandes d'emplois, liste d'employé, feuille de temps, de la documentation concernant l'administration et le paiement des salaires, les accidents de travail, le syndicat.
Cote assignée par le centre d'archives : PB84-1/4
Point d'accès / provenance : Les documents originaux ont été retrouvés sur le site du village. La majorité des documents sont des copies provenant de fonds d'archives conservés à BAnQ Chicoutimi, au Séminaire de Chicoutimi, à la congrégation des Sœurs Notre-Dame du Bon Conseil de Chicoutimi et du Bureau de la publicité des droits de Roberval.
Numéro d'identification du fonds ou de la collection assigné par l'établissement : PB84-1/4
URL fonds : Lien
Nom du centre d'archives : Société d'histoire Domaine-du-Roy

NOTES

Plusieurs documents sur les syndicats forestiers et de l'aluminium se trouvent éparpillés dans différents fonds et collections d'archives : Fonds et Collection Marcel LeBlanc, Fonds Gaston Blackburn, Projet d'aluminerie à Alma par Alcan Aluminium Ltée, et Commission du Saguenay-Lac-St-Jean sur l'avenir du Québec. Photographies et coupures de presse concernant des syndicats sont, pour leur part, conservées dans la Collection photographies L'Étoile du Lac, la Collection Coupures de presse livre 150e de Roberval, et la Collection Guy-Marc Fournier.

SOCIETE D'HISTOIRE DU LAC-SAINT-JEAN
http://www.shlsj.org/index

Fonds Syndicat national catholique des employés de la pulpe et du papier de Saint-Joseph-d'Alma
Dates : 1937-1967
Genre de documents : 1,32 m, de documents textuels. — 5 photographies.
Portée et contenu : Les différents dossiers et la correspondance des divers syndicats nous expliquent la démarche syndicale envers les dirigeants de l'usine Price de Riverbend. La chronique syndicale radiodiffusée durant les années cinquante nous informe de toutes les activités syndicales et des grèves durant ces années au Saguenay-Lac-Saint-Jean. Il contient de la correspondance, des listes de travailleurs, des rapports, des griefs, de procès-verbaux de réunions et quelques photographies. Le fonds se divise en sept séries : I. Syndicat national catholique des employés de la pulpe et de papier de Saint-Joseph-d'Alma; II. Autres syndicats au Saguenay-Lac-Saint-Jean; III. Syndicats au Québec; IV. Correspondance; V. Griefs; VI. Conseil central des syndicats nationaux du Saguenay-Lac-Saint-Jean; VII. Divers.
Cote assignée par le centre d'archives : F45
Histoire administrative / notice biographique : Sous les conseils de l'abbé Jean-Baptiste Tremblay, le Syndicat national des Travailleurs de la pulpe et du papier et du papier de Riverbend prend naissance le 1er mai 1936. Le syndicat traverse plusieurs grèves dont celle de 1943, origine d'une commission royale d'enquête et du célèbre rapport Prévost. De ce rapport, le gouvernement votera la première loi des relations ouvrières du Québec. Le syndicat change de nom en1965 en celui de Syndicat national des travailleurs des pâtes et du papier d'Alma.
Historique de la conservation : Le fonds a été remis à la Société en janvier 1988 et en 1999. Quelques documents s'ajoutent au fonds en 2012.
Numéro d'identification du fonds ou de la collection assigné par l'établissement : F45
URL du fonds : Lien
Nom du centre d'archives : Société d'histoire du Lac-Saint-Jean

Syndicat Énergie électrique Québec
Dates : 1946-1990
Genre de documents :
Portée et contenu :
Cote assignée par le centre d'archives : F160
Histoire administrative / notice biographique :
Historique de la conservation :
Numéro d'identification du fonds ou de la collection assigné par l'établissement : F160
URL du fonds : Lien
Nom du centre d'archives : Société d'histoire du Lac-Saint-Jean

Notes : Le fonds n'était pas détaillé au moment de la cueillette de données, les informations sont donc lacunaires. Toutefois, le descriptif du fonds devrait être mis en ligne sous peu.

NOTES :

Les chercheurs peuvent aussi consulter :

- Le fonds F268 – Le Lingot : il s'agit d'un journal d'information régionale traitant des activités de la compagnie Alcan, de la ville d'Arvida et de la région du Saguenay – Lac-Saint-Jean.
- Deux fonds traitent des unions catholiques de producteurs agricoles.

SOCIETE D'HISTOIRE ET DE GENEALOGIE DES HAUTES-LAURENTIDES
http://www.genealogie.org/club/shrml/
Pour chercher dans les fonds : RDAQ

Roland Massé
Dates : 1915-1991
Genre de documents : 0,2 m de documents textuels. - 20 documents iconographiques: photographies.
Portée et contenu : Le fonds comprend des documents administratifs témoignant de ses activités au sein de diverses organisations telles que : le **syndicat des producteurs de bois du comté de Labelle, l'Union catholique des cultivateurs** et au service de la municipalité de Brunet et de Mont-Laurier. Il comprend aussi des actes notariés, de la correspondance et des photographies de lui-même et de sa famille.
Cote assignée par le centre d'archives : P-42
Histoire administrative / notice biographique : Fils d'Aristide Massé et d'Eva Leblond, il naît à Mont-Laurier le 16 octobre 1920. Il fera ses études à l'École d'agriculture de Mont-Laurier. Il épouse Jeanine Tassé le 29 décembre 1949 qui lui donne sept enfants. Il fait ses études à l'École d'agriculture de Mont-Laurier et à l'Institut agricole d'Oka. Il suivra la trace de son père en s'impliquant dans les affaires politiques, sociales et municipales de la région. De 1936 à 1940, il sera président du Cercle des jeunes agriculteurs de Mont-Laurier. De 1940 à 1946, il sera secrétaire de la Fédération de l'Union catholique des cultivateurs de Mont-Laurier. En 1959, il est élu conseiller municipal de Brunet, jusqu'en 1970. Il est le président fondateur du syndicat des producteurs de bois du Québec, de 1964 à 1975. De 1970 à 1975, il sera vice-président de la Fédération des producteurs de bois du Québec. En 1970, il est élu échevin à la Ville de Mont-Laurier lors de la fusion de Brunet avec la Ville de Mont-Laurier. Il le sera durant plus de 25 ans. Il décède en septembre 1991.
Numéro d'identification du fonds ou de la collection assigné par l'établissement : P-42
URL du fonds : Lien et Fiche sur RDAQ
Nom du centre d'archives : Société d'histoire et de généalogie des Hautes-Laurentides. Aussi indexé dans le RDAQ.

Denis Plante
Dates : 1929-1956
Genre de documents : 0,09 m de documents textuels.
Portée et contenu : **Documents relatifs au syndicat de la construction de Mont-Laurier** et de l'École Lajeunesse.
Cote assignée par le centre d'archives : P-85
Histoire administrative / notice biographique : Acquéreur du terrain et de l'école Lajeunesse et vraisemblablement membre actif du syndicat de la construction de Mont-Laurier.
Numéro d'identification du fonds ou de la collection assigné par l'établissement : P-85
URL du fonds : Lien et Lien dans RDAQ.
Nom du centre d'archives : Société d'histoire et de généalogie des Hautes-Laurentides. Aussi indexé dans RDAQ.

SOCIETE D'HISTOIRE ET DE GENEALOGIE DES MILLE-ÎLES
www.shgmi.ca
Indexé dans le RDAQ

Fonds TCA Québec - Section locale 1163
Dates : 1942-1994
Genre de documents : 0,3 m de documents textuels
Portée et contenu : Le fonds contient diverses versions de l'historique de ce syndicat ainsi qu'une majorité d'imprimés (29 bulletins L'Action - local 1163 de 1976 à 1979 et 1985 à 1994 et sept Umpire Decisions).
Cote assignée par le centre d'archives : P043
Histoire administrative / notice biographique : C'est en 1965 qu'a été créé le syndicat des travailleurs unis de l'automobile à Boisbriand. Le numéro de cette section locale a été inspiré du mois et de l'année de l'assassinat de John F. Kennedy (novembre 1963). La section locale 1163 représentait les ouvriers de l'usine de montage General Motors de Boisbriand. Ce numéro de section locale est demeuré actif jusqu'à la fermeture de l'usine en 2002.
Point d'accès / provenance : TCA Québec - Section locale 1163 (Syndicat de l'industrie automobile : Boisbriand, Québec)
Numéro d'identification du fonds ou de la collection assigné par l'établissement : P043
URL du fonds : Lien
Nom du centre d'archives : Société d'histoire et de généalogie des Mille-Îles (indexé dans RDAQ)

Fonds André Thériault
Dates : 2004
Genre de documents : Env. 0,04 m de documents textuels.
Portée et contenu : Le fonds contient le texte d'une conférence, «L'histoire des corps de clairons et tambours à Sainte-Thérèse», prononcée dans le cadre des Mardis des raconteux de la Société d'histoire et de généalogie des Mille-Îles en avril 2004. Le fonds contient aussi une partie des documents de recherches utilisés pour écrire le Dictionnaire biographique de Sainte-Thérèse.
Cote assignée par le centre d'archives : P041
Histoire administrative / notice biographique : é à Montréal le 9 décembre 1938, André Thériault est le fils de Léo Thériault et d'Angéline Desponts. Après des études primaires à l'école Christophe-Colomb à Montréal et l'Académie supérieure à Sainte-Thérèse (cours scientifique), il complète un diplôme d'études techniques à l'Institut des Arts graphiques de Montréal (1957-1960). Il poursuit des études à l'Université du Québec à Montréal dans les années 1970 où il obtient un baccalauréat en éducation. De 1960 à 1970, il travaille dans l'industrie des arts graphiques puis, de 1970 à 1997, il enseigne les arts graphiques (typographie, impression, photolithographie et infographie) à l'école secondaire Pont-Viau qui, en 1989, prend le nom de Centre de formation Compétences 2000. Il occupe des fonctions au sein **du Syndicat des travailleurs canadiens de l'automobile de 1964 à 1970** et des corps de clairon et tambours aux niveaux local, provincial, national et international de 1961 à 2005. À ce titre, il est consultant tant au Québec qu'en France. Depuis sa retraite de l'enseignement en 1997, il poursuit des activités chez les Amis du " drum corps " québécois, la Société d'histoire et de généalogie des Mille-Îles et le Centre régional d'archives des Basses-Laurentides. En 2014, après presque trois ans de travail, il publie le livre Dictionnaire biographique de Sainte-Thérèse.
Point d'accès / provenance : Thériault, André, enseignant en arts graphiques (1938-)
Numéro d'identification du fonds ou de la collection assigné par l'établissement : P041
URL du fonds : Lien
Nom du centre d'archives : Société d'histoire et de généalogie des Mille-Îles (indexé dans RDAQ)

SOCIETE D'HISTOIRE ET DE GENEALOGIE MARIA-CHAPDELAINE
http://www.histoireetgenealogie.com/

Fonds Syndicat des employés du Centre hospitalier de Dolbeau
Dates : 1984-1994
Genre de documents : 7 cm
Portée et contenu : Dans ce fonds on retrouve des documents reliés directement au fonctionnement de ce syndicat et aux conditions de travail des employés : conventions collectives, règlements et guide syndical entre autres. Puis, on trouve des dossiers sur l'hôpital de Dolbeau.
Cote assignée par le centre d'archives : P84
Histoire administrative / notice biographique : Le Syndicat National des employés de l'Hôtel Dieu de Dolbeau, son appellation première, a été reconnu le 12 avril 1956 par la Commission des Relations Ouvrières de Québec. Il a été instauré par M. Yvan Tremblay ainsi qu'une trentaine d'employés. Il représente tous les employés sauf les gardes-malades, les gardes-malades auxiliaires, les techniciens et techniciennes diplômés, les chefs de service, la secrétaire du directeur médical, le gérant de l'administration, le directeur du personnel et toutes les personnes automatiquement exclues par la Loi des Relations Ouvrières.
Point d'accès / provenance : Ce fonds a été donné au Centre par M. Éric Perron le 9 juillet 2003. Un second versement a été effectué en 2006.
Numéro d'identification du fonds ou de la collection assigné par l'établissement : P84
Nom du centre d'archives : Société d'histoire et de généalogie Maria-Chapdelaine

Fonds Syndicat national des employés de commerce de Dolbeau et de Mistassini
Dates : 1952-1988
Genre de documents : 0,4 cm
Portée et contenu : Ce fonds témoigne des réalisations effectuées par le Syndicat national des employés de commerce de Dolbeau et Mistassini en 1952. Le fonds comprend la convention collective ainsi que les salaires hebdomadaires de chacun des membres.
Cote assignée par le centre d'archives : P106
Histoire administrative / notice biographique : Il provient d'une convention collective de travail intervenue entre le Syndicat National des employés de commerce de Dolbeau et Mistassini et les employeurs. Le but visé est de promouvoir l'harmonie dans les relations ouvrières. Cette convention a été tenue en 1952.
Point d'accès / provenance : Ce fonds a été légué par le syndicat national des employés de commerce de Dolbeau et Mistassini au début des années 1990.
Numéro d'identification du fonds ou de la collection assigné par l'établissement : P106
Nom du centre d'archives : Société d'histoire et de généalogie Maria-Chapdelaine

Fonds Syndicat forestier de St-Thomas-Didyme
Dates : 1947-1968
Genre de documents : 18 cm
Portée et contenu : Ce fonds contient des documents administratifs et financiers de même que des dossiers en lien avec les coupes de bois et les accidents de travail.
Cote assignée par le centre d'archives : P164
Histoire administrative / notice biographique : Le Syndicat Coopératif forestier de St-Thomas-Didyme vit le jour le 5 février 1947. Ce dernier est un regroupement de petits moulins à scie privés créé pour fournir de plus grandes possibilités d'exploitation. Le premier bureau d'administration était composé de Monsieur Joseph Vigneault comme président et de Monsieur Joseph Coutu, secrétaire-gérant. Louis Côté, Donat Forget et Omer Perreault agissaient comme directeurs. Le Syndicat Forestier ne se modernise pas beaucoup et des contrats pour le sciage sont négociés dès 1960-1961 avec Jean-Paul Darveau. Le Syndicat maintiendra pour quelques années encore des moulins à scie afin d'y exécuter des permis spéciaux. Il avait de plus en plus de difficultés à acquérir de nouvelles concessions. Des consultations auprès des députés devenaient fréquentes. Mais tout cela n'est pas suffisant car à partir de 1966, le gouvernement n'accorde plus de permis d'abattage au Syndicat. La peur du risque ajouté au manque d'esprit de coopération de la part des membres du Syndicat furent à la base de la faillite du Syndicat Forestier en 1967.
Point d'accès / provenance : Ce fonds provient de la municipalité de St-Thomas-Didyme et fait l'objet d'un don le 5 octobre 1992.
Numéro d'identification du fonds ou de la collection assigné par l'établissement : P164
Nom du centre d'archives : Société d'histoire et de généalogie Maria-Chapdelaine

SOCIETE D'HISTOIRE REGIONALE DE CHIBOUGAMAU
http://www.shrcnq.com/

Fonds Jean-Claude Simard.
Série : La Voix des Travailleurs
Dates : 1967-1968
Genre de documents : 9 numéros
Cote assignée par le centre d'archives : P6
Histoire administrative / notice biographique : En 1967-1968, les mineurs de la compagnie Campbell Mines menèrent une grève de deux mois. Les syndiqués fondèrent un journal appelé La Voix des Travailleurs de Chibougamau-Chapais. Ce journal fera paraître neuf numéros. Fonds Jean-Claude Simard.
Nom du centre d'archives : Société d'histoire régionale de Chibougamau

Fonds Syndicat des travailleurs des mines de Chapais
Dates :
Genre de documents :
Cote assignée par le centre d'archives : P20
Histoire administrative / notice biographique :
Nom du centre d'archives : Société d'histoire régionale de Chibougamau

Notes :
Au moment de la rédaction, les descriptions de fonds n'étaient pas disponibles ni sur le site de la Société d'histoire régionale de Chibougamau, ni sur le RDAQ.

SOCIETE HISTORIQUE PIERRE-DE-SAUREL INC.
http://www.shps.qc.ca/

Fonds Sorel Industries Limited: Reynolds Aluminium Company Canada Limited
Sous-Série : Reynolds Aluminium Company Canada Limited
Dates : 1949-1985
Genre de documents : 92 dessins d'ingénierie et techniques : pliés; différentes échelles ; 92,1 x 234 cm ou plus petit. - 0,306 m de documents textuels.
Portée et contenu : La sous-série porte sur la Reynolds Aluminium Company of Canada Limited, la même compagnie qui a été formée en mars 1945 et qui était connue sous le nom de Dominion Foils (Canada) Limited. Cette dernière avait acquis les actifs de Laminated Papers Limited et Dominion Foils Limited, deux compagnies qui opéraient à Montréal et à Lachine et où l'on fabriquait des matériaux d'emballage. Au mois d'août de la même année, Reynolds Aluminium achetait l'International Foils, l'usine du Cap-de-la-Madeleine qui avait servi à la fabrication de munitions pendant la Deuxième Guerre mondiale. À l'automne 1949, lorsque le Groupe Simard de Sorel acheta la partie des intérêts Kruger, la compagnie prit un essor très marqué. En vertu d'un contrat intervenu entre une compagnie nouvellement formée, Aluminium Rolling Mills Limited et Dominium Foils (Canada) Limited, les opérations se sont faites sous le nom de cette dernière. En novembre 1955, la Reynolds International inc., une subsidiaire de Reynolds Metal Company, acquit de Reynolds Metal Company, acquit un intérêt majoritaire de la compagnie et son nom devenait celui de Reynolds Aluminium Company of Canada Limited, spécialisée tout particulièrement dans la fabrication de feuilles minces d'aluminium. La sous-série contient des brochures, des procès-verbaux, de la correspondances, des rapports administratifs, financiers et annuels, des états des dépenses, des états financiers, des sommaires des profits, des documents relatifs aux différents projets de Reynolds, des discours, des cartons d'invitations, des coupures de presse, des inventaires, des échantillons, des options et contrats de vente, des dessins techniques, des devis, différentes publications de la compagnie et autres documents afférents. La sous-série se divise en dix-huit sous-sous-séries: dont la P001/S3/SS10 **Activités syndicales**, qui contient des dossiers portant sur la Grève de 1967 et sur le Syndicat des employés de bureau.
Cote assignée par le centre d'archives : P001,S3,SS11
Numéro d'identification du fonds ou de la collection assigné par l'établissement :P001
URL du fonds : Lien
Nom du centre d'archives :Société historique Pierre-de-Saurel Inc.

Fonds Sorel Industries Limited : Q.I.T. Poudres métalliques du Québec

Sous-Série : Q.I.T. Poudres métalliques du Québec

Dates : 1948-1970

Genre de documents : 0,019 m de documents textuels.

Portée et contenu :
La sous-série porte sur la gestion de Q.I.T., suite à l'achat, par la compagnie, de l'ex-terrain de David Chevrier situé à la Pointe-aux-Pins de Saint-Joseph-de-Sorel, grâce notamment à l'intervention de J.E. Simard. C'est au cours des années 1949-1950 que l'usine est construite, au coût d'environ 14M$. Ayant pour mission de transformer le minerai de la mine du Havre Saint-Pierre, c'est en 1950 que l'usine met en opération son premier four électrique, suivi de deux en 1952 et de deux autres en 1953. En 1956, on procède à la construction de l'usine d'enrichissement du minerai où, en 1964, on ajoutera un four à induction de 200 tonnes, fabriqué par Marine Industries Limited, dans le but de produire une meilleure qualité de fer et d'offrir une plus vaste variété de métaux. En janvier 1968, lors d'une conférence de presse, le Premier Minsitre du Québec, Daniel Johnson, annonce le projet d'implantation de l'usine Les Poudres Métalliques du Québec, une filiale de Q.I.T. Moteur du développement économique du grand Sorel des années 50, Q.I.T.-Tracy reste encore aujourd'hui un employeur important de notre région.

Un dossier de la sous-série porte également sur l'usine des Poudres Métalliques du Québec Limitée, dont la construction débuta en octobre 1967 et fut complétée 365 jours plus tard. En plus d'être des plus modernes, bien équipée et pourvue de dispositifs de prévention des accidents et de contrôle de la pollution de l'air et de l'eau, elle fut la première usine de poudre de fer au monde à employer le métal en fusion directement du minerai pour fabriquer diverses poudres de fer.

Aussi, dès ses débuts, elle produisit annuellement près de 70000 tonnes de poudre de fer et procura de l'emploi à 150 personnes de la région.

La sous-série contient un acte de vente, des options de vente, de la correspondance, des coupures de presse, deux bulletins Contact de Q.I.T., une copie **d'une convention collective**, deux listes des salaires offerts à Q.I.T. pour 1966, un exemplaire du rapport annuel de Kennecott de 1968, et autres documents afférents.

La sous-série se divise en 10 dossiers, dont **Grève de 1962-1963**; **Activités financières** et **syndicales pour 1965**; **Activités syndicales pour 1966**.

Cote assignée par le centre d'archives : P001,S3,SS9

Numéro d'identification du fonds ou de la collection assigné par l'établissement :P001

URL du fonds : Lien

Nom du centre d'archives :Société historique Pierre-de-Saurel Inc.

Fonds Robert-Lamonde.

Sous-sous-sous-série : Syndicalisme; Sous-série : Sorel; Série : Recherches historiques

Dates : [197-]

Genre de documents :0,034 m de documents textuels.

Portée et contenu :
La sous-sous-série porte principalement sur les grèves et conflits syndicaux de Marine Industries Limited et de Beloit-Sorel qui eurent lieu au cours des années 1937-1950.

La sous-sous-série contient des notes manuscrites, des coupures de presse, de la correspondance, 1 thèse de maîtrise et 1 brochure.

La sous-sous-série se divise en 3 dossiers: P002/S3/SS1/SSS10/D1 Les grèves à M.I.L.; P02/S3/SS1/SSS10/D2 Les grèves de Sorel; P002/S3/SS1/SSS10/D3 Le conflit de Beloit.

Cote assignée par le centre d'archives : P002,S3,SS1,SSS10,D3

Histoire administrative / notice biographique :
Natif de St-François, dans le comté de Montmagny, le 13 février 1915, Robert Lamonde a fait ses études primaires dans son village natal, ses études secondaires au Petit Séminaire de Québec pour finalement entreprendre sa médecine à l'Université Laval à Québec. Dès 1941, il s'est installé à St-Tite, dans le comté de Laviolette, et y a pratiqué la médecine générale jusqu'en 1945, année où il a décidé de s'établir dans la région soreloise et où il n'a pas tardé à se faire une solide réputation.
Au niveau de ses implications professionnelles, il a été l'un des co-fondateurs et ex-président du Bureau Médical de l'Hôtel-Dieu et de l'Hôpital Général de Sorel, et représentant du Bureau Médical au Conseil d'administration de ces deux institutions. En 1966, il a été élu Gouverneur de la Province de Québec pour le District no. 5, comprenant les comtés de Nicolet, Yamaska, Richelieu-Verchères, Rouville et Chambly, et où il a été membre entre autres des comités de la conciliation, des finances et de la restructuration des cadres et de l'administration générale du Collège. Jusqu'en 1970, il a été représentant médical au sein de la Branche Sorel-St-Joseph-Tracy de l'organisation pour la Santé Mentale et cofondateur et propriétaire du Centre Médical du Prince à Sorel. Par la suite, au cours des années 1970, il a été directeur-régional de la Branche du Québec de l'Association Médicale Canadienne et a fait également partie de l'Association des médecins de langue française du Canada.
Son implication sociale est tout aussi remarquable: il a été cofondateur de l'Association des Parents de la Régionale-Carignan, marguillier de St-Pierre de 1960 à 1963, Chevaliers de Colomb du Conseil 1132, membre du Club de Golf «Les Dunes» Sorel-Tracy, etc. Au début des années 1970, il s'est impliqué de très près à la fondation de la Société historique Pierre-de-Saurel où, en 1973, il a signé, conjointement avec Roland Gaudreau et André Durocher , la demande de charte de cet organisme. Il y a par ailleurs donné 2 conférences, dont l'une le 29 octobre 1974 concernant le procès Provencher-Boisclair, et la seconde en février 1982.

Numéro d'identification du fonds ou de la collection assigné par l'établissement :P002

URL du fonds : Lien

Nom du centre d'archives :Société historique Pierre-de-Saurel Inc.

Notes :Source du titre composé propre : Titre basé sur le contenu du dossier.

Fonds Gustave-Gouin

Série : Syndicat

Dates : 1937-1943.

Genre de documents : 4 rubans souvenir.

Portée et contenu :
Le dossier reflète les activités de Gustave Gouin au sein de la Confédération des Travailleurs Catholiques du Canada (C.T.C.C.) de 1937 à 1943. Cette confédération a été fondée en 1921 et a été remplacée, en 1960 par la Confédération des Syndicats Nationaux (C.S.N.).
Le dossier contient quatre rubans commémoratifs, dont un représentant le 16ième congrès de la Confédération des Travailleurs Catholiques du Canada tenu à Jonquière du 12 au 15 septembre 1937; un autre ruban à titre de délégué pour le 17ième congrès de la Confédération des Travailleurs Catholiques du Canada en septembre à Thetford Mines et deux rubans de délégué au 22ième congrès de la C.T.C.C. en septembre 1943 à Granby.

Cote assignée par le centre d'archives : P004,S2,D5

Histoire administrative / notice biographique :
Fils de Joseph Gouin et de Geneviève Duhamel, Gustave Gouin est né en 1891. Le 11 octobre 1915, il épouse Lucie Plante, fille de Charles et d'Emma Goyette et s'établit rue du Roi, à Sorel, dans l'ancienne maison de Monsieur Gadbois, incendiée en 1917. Le couple n'aura pas d'enfants.
Gustave Gouin débute sa carrière à Marine Industries Limited comme journalier. Puis, dans les années 1930, il travaille à la manufacture Lerner, établie en 1934 et située au 162 rue Provost à Sorel.
Il s'engage activement dans le militantisme syndical et participe aux grèves de 1937; le 18 février 1938, il est reconnu coupable devant la cour supérieure du district de Richelieu et est condamné à deux mois d'emprisonnement.
En 1949, il devient le premier président du Conseil central de Sorel de la Confédération des syndicats nationaux. Il est alors machiniste à son compte et habite rue Jean-Baptiste à Sorel. Nationaliste convaincu, il sera également l'un des membres fondateurs du Parti Québécois de Richelieu.
Gustave Gouin est décédé le 19 juillet 1981, à l'âge de 90 ans.

Numéro d'identification du fonds ou de la collection assigné par l'établissement :P004

URL du fonds : Lien

Nom du centre d'archives :Société historique Pierre-de-Saurel Inc.

Fonds Alphérie-Emond

Syndicats

Dates : 1938-1978.

Genre de documents : 0,088 m de documents textuels.

Portée et contenu :
La sous-série porte sur des ententes établies entre les syndicats de différentes compagnies, les employés de ces compagnies et leurs patrons. Il y a aussi de l'information sur des journées syndicales. Quelques-uns de ces documents ont été imprimés par Alphérie Emond.
La sous-série contient quatorze conventions collectives de différents syndicats et de différentes compagnies, entre 1968 et 1978, ainsi que cinq brochures syndicales rapportant des journées syndicales, entre 1938 et 1954.
La sous-série se divise en deux dossiers.

Cote assignée par le centre d'archives : P005,S2,SS13

Histoire administrative / notice biographique :
Alphérie Émond est né à Sorel le 12 décembre 1908 du mariage de Nazaire Émond et Albertina Lamothe. C'est le 11 juin 1934 qu'il épousa Annette Lafrenière et ils donnèrent naissance à cinq enfants, Lise (1936-2005), Réjean (1938), Jacqueline (1939), Mireille (1941) et Serge (1944-1945). Alphérie Émond a fait des études au Mont-Saint-Bernard durant onze ans où il a gradué en 1927. Il est par la suite entré au service de la Banque Canadienne Nationale où il travailla durant quelques années. En 1933, après avoir suivi un cours de photographie par correspondance, il ouvrit un studio de photographies qu'il délaissa progressivement pour se consacrer à l'imprimerie, métier qu'il avait étudié également par correspondance et dont il avait obtenu un certificat de maître-imprimeur. En 1934 il ouvrit une imprimerie où il effectua lui-même le travail de typographe et de pressier. Il imprima, en 1942, le journal « Le Progrès du Richelieu » fondé par le journaliste Yvon Beaudry qu'éventuellement le député Bernard Gagné acheta. À cette époque il imprimait aussi « Le Courrier de Sorel », propriété de M. Hervé Larivière. M. Émond pratiqua le métier d'imprimeur pendant 54 ans et l'entreprise qu'il a fondée est aujourd'hui l'une des plus importantes imprimeries de la région. Malgré toutes ces activités, il trouva le temps d'être membre de l'Harmonie Calixa-Lavallée où il jouait du cornet et d'être le directeur-fondateur de la Caisse populaire de Sorel. Il décède le 12 juillet 1989 à l'âge de 80 ans ; son épouse née en 1908 décède le 19 mars 2000.

Numéro d'identification du fonds ou de la collection assigné par l'établissement : P005

URL du fonds : Lien

Nom du centre d'archives : Société historique Pierre-de-Saurel Inc.

Notes : Source du titre composé propre : Titre basé sur le contenu de la sous-série.

Fonds Marine Industries Limited

Dates : [ca 1900]-1992, surtout 1930-1985

Genre de documents : env. 60 m de documents textuels et autres documents. Le fonds contient aussi 36956 photographies : n&b et coul., 18324 dessins d'ingénierie et techniques, 80 maquettes (43,5 x 51 cm ou plus petit), 35 montages : coul., positifs (33,5 x 46 cm ou plus petit), 6 plans (76 x 236,5 cm ou plus petit), 6 cassettes sonores (227 min 43 sec), 5 vidéocassettes (47 min 02 sec) : analogique, coul., U-matic (15 mm), 5 vidéocassettes : SP, analogique, coul., VHS (12 mm), 4 bobines de film, 4 estampes : base en bois, 4 plaquettes : [bronze] (3 x 7,5 cm), 3 affiches : coul. (48,5 x 70,5 cm ou plus petit), 2 cartes et 2 artefacts : macaron et épinglette.

Portée et contenu :
Le fonds témoigne des nombreuses activités de l'un des plus importants chantiers maritimes, puis complexe industriel, du Québec au 20ième siècle, soit Marine Industries Limited de Sorel, sur une période qui s'étend de 1858 à 1992 et principalement de 1917 à 1992. Par leur variété et leur quantité, les documents de cet immense fonds sont une source importante d'informations sur les réalisations de Marine Industries Limited, mais aussi sur l'administration complexe de cette grande compagnie et enfin sur la vie économique soreloise au 20ième siècle, indissociable de l'essor de Marine Industries Limited.
Le fonds apporte d'abord beaucoup d'informations sur le principal domaine d'activités de Marine Industries Limited soit la construction maritime. […] Finalement, le chercheur trouvera également une mine de renseignements sur l'évolution des techniques maritimes que ce soit dans l'emploi des matériaux ou au niveau même de la technologie, car Marine Industries Limited s'est toujours maintenue à la fine pointe de cette technologie et dans le domaine naval canadien et parfois mondial, c'est souvent à Sorel qu'ont eu lieu les innovations.
Sur presque un siècle, c'est 412 contrats qui seront passés avec divers clients pour la construction, la réparation ou la modification de bateaux. Donc cet ensemble est une contribution essentielle à la connaissance de l'histoire maritime au Québec et au Canada au 20ième siècle et à des époques précises comme celle de la Deuxième Guerre mondiale.
Par ailleurs, le fonds apporte également des renseignements fort précieux sur deux autres domaines d'activités à Marine Industries Limited: la construction de wagons qui commencera en 1953, puis la division hydroélectrique, alternateurs et turbines, à partir de 1965. Enfin, de façon plus générale, le chercheur trouvera beaucoup d'informations sur toutes les autres activités de Marine Industries Limited: dragage, renflouement, transport d'huile par pétroliers, construction des fournaises Draco, etc.
En second lieu, le fonds témoigne de l'administration de l'entreprise et de ses filiales: ressources financières, mobilières et immobilières, humaines. À cet égard**, la compagnie ayant connu son lot de grèves et de conflits syndicaux, il faut ajouter que les documents apportent des connaissances importantes sur le syndicalisme sorelois au 20ième siècle.** Marine Industries Limited emploiera jusqu'à 6000 personnes et les documents fournissent beaucoup d'éléments pour comprendre comment va fonctionner puis évoluer cette compagnie au fil des années, pour devenir un des plus importants chantiers maritimes au Canada, intégrant peu à peu de nombreux autres domaines d'activités. Le fonds permet également d'avoir une bonne connaissance de la famille Simard qui a fondé puis dirigé Marine Industries Limited d'une façon bien personnelle, en en gardant le contrôle jusqu'en 1965, soit presque 50 ans. […]
Le fonds contient essentiellement des documents textuels, des photographies et des dessins techniques. Mais il faut également mentionner des cassettes audio et VHS, et microfilms, ainsi

que des objets tels cadres, macarons, boussole, tampons d'imprimerie. Les documents textuels sont d'une très grande variété: correspondance diverse interne et externe; contrats de bateaux et tous les documents accompagnant les contrats comme estimés de coûts de production, échéanciers, documents financiers et douaniers; livres d'informations navales générales, catalogues de fournisseurs, revues techniques; documents financiers tels registres de chèques de paies, budgets, états financiers, grands livres; au niveau des relations publiques, coupures de presse et publications diverses; de nombreux documents sur les ressources humaines comme négociations collectives, conventions collectives, fiches d'employés. Finalement, il faut mentionner des documents administratifs essentiels comme les organigrammes, rapports annuels, procès-verbaux divers. Les documents iconographiques contiennent de très nombreuses photographies, des négatifs et des diapositives. Quant aux dessins techniques et d'ingénierie, ils sont pliés ou roulés, bleus ou originaux, et portent comme les autres supports sur les navires essentiellement, mais aussi sur les wagons et la division hydroélectrique. Le fonds contient également 97 cassettes audio, six cassettes vidéo, quatre microfilms et trois boîtes d'objets divers dont trente-cinq cadres laminés et de nombreux macarons.
Le fonds comprend les séries suivantes:
S1 Prédécesseurs;
S2 Division navale;
S3 Division dragage;
S4 Division renflouement;
S5 Division Wagons;
S6 Division hydro-électrique;
S7 Ressources financières;
S8 Ressources humaines;
S9 Administration et gestion;
S10 Législation et affaires juridiques;
S11 Ressources mobilières et immobilières;
S12 Ressources informationnelles et communications;
S13 Relations externes
S14 Flilales et compagnies associées.

Cote assignée par le centre d'archives : P006

Histoire administrative / notice biographique :
L'histoire de Marine Industries Limited et sa formidable réussite industrielle durant presque cent ans, est l'aboutissement de trois siècles de spécialisations navales dans la région soreloise, en raison de sa situation géographique et de l'existence des forêts de pins, puisque les archives révèlent que le premier contrat de construction maritime à Sorel remonte à 1730. Au 19ième siècle, les compagnies navales vont se multiplier, mais c'est avec Marine Industries Limited que la région soreloise connaîtra son apogée dans le domaine maritime. Pendant pratiquement tout le 20ième siècle la croissance industrielle de la région Sorel-Tracy reposera principalement sur celle de Marine Industries Limited au rythme des époques successives dont le point culminant sera l'extraordinaire essor provoqué par la Deuxième Guerre mondiale. Les débuts de Marine Industries Limited et de la famille Simard, propriétaires de l'entreprise, ont commencé avec les Chantiers Manseau, prédécesseurs de Marine Industries Limited qui sera acquise par les Simard en 1917. Les Chantiers Manseau ont été fondés en 1898 par Messieurs Robidoux et Manseau, sur la rive gauche du Richelieu, à l'emplacement des futurs chantiers de Marine Industries Limited. Au début du 20ième siècle, les Chantiers Manseau emploient une vingtaine de personnes qui

construisent et réparent des navires de bois. Pendant ce temps, les chantiers maritimes du gouvernement, situés à la pointe ouest de l'embouchure du Richelieu, construisent des bâtiments plus importants, tels dragues, remorqueurs, chalands. C'est en 1917, alors que les Chantiers Manseau commencent à prendre de l'importance, que Joseph Simard, fils du Capitaine Jos Simard, de Baie-Saint-Paul, les achète, pour la somme de 15 000$, avec deux associés[…]
En 1929, à la mort d'Alcime Beaudet, le notaire Lafrenière retire ses intérêts et Monsieur Joseph Simard devient le principal actionnaire des cinq compagnies à savoir, les Chantiers Manseau, General Dredging Contractors Limited, et les trois compagnies acquises en 1928. Ces cinq entreprises se fusionnent alors sous le nom de The Consolidated Marine Companies Limited. […]L'année 1937 fut un tournant décisif dans l'histoire de la compagnie puisque c'est la première fois qu'apparaît le nom de Marine Industries Limited suite à l'acquisition des chantiers navals du gouvernement fédéral à Sorel. Minée par la partisanerie politique qui engendrait chez les employés une insécurité d'emploi et par ricochet un manque d'intérêt, cette acquisition apportait aux Simard une immense flotte de dragues. Durant les deux années précédant la Deuxième Guerre mondiale, Marine Industries Limited se consacre à la construction de navires en acier, grâce à l'acquisition d'atelier mécanisé et d'installations de fonderie.
[…]
Dès septembre 1939, à la déclaration de la guerre, le Canada fera appel à Marine Industries Limited pour la construction de divers types de navire de guerre et les chantiers vont s'adapter à la production de guerre. […]Durant toute la durée de la guerre, soit de 1940 à 1945, les chantiers de Marine Industries livreront trente Liberty Ship de 10000 tonnes, des corvettes, des dragueurs de mines, des barges d'invasion, des pétroliers-ravitailleurs, et l'on peut dire que la région soreloise a ainsi contribué de façon fort importante à l'effort de guerre, surtout dans l'Atlantique Nord, et à la victoire des Alliés. […]Avec la guerre, Marine Industries Limited était devenu un des plus importants établissements industriels au pays, mais le retour à la vie civile sera difficile puisque du jour au lendemain, en 1945, 3000 hommes sont congédiés et en 1947, il en reste 200. Cependant, les activités maritimes de Marine Industries Limited vont reprendre, en fournissant particulièrement le Ministère de la Défense nationale et la Ministère des Transports, par un autre coup d'éclat: la construction de l'Abegweit. […]Après 1950, Marine Industries Limited obtient plusieurs autres contrats de la Marine Royale Canadienne pour reconditionner cinq frégates, et cinq balayeurs de mines, et la construction de deux navires escortes, l'Assiniboire et le St. Croix, et de deux balayeurs de mines, le Chaleur et le Chignecto. Dans les années 50, l'entreprise a déjà des activités fort diversifiées: construction de navires, mais aussi des fournaises Draco, flotte de remorqueurs, radoub et renflouement de navires, transport de l'huile avec les pétroliers, dragage. Cependant, en 1953, Marine Industries Limited ajoutera une autre corde à son arc, grâce à la clairvoyance du directeur-général, Monsieur Ludger Simard: la construction de wagons de chemin de fer. Ainsi naît la division des wagons avec un premier contrat pour la réparation de 1000 wagons. […] en 1967, Marine Industries Limited continue de se maintenir à l'avant-garde de la technologie en concluant un accord d'assistance technique avec un chantier suédois, le plus moderne du monde à l'époque; plusieurs ateliers sont construits. Marine Industries Limited emploie alors 2500 ouvriers et est le chantier maritime le plus actif au Canada; l'été, avec ses filiales Volcano et Forano, Marine Industries Limited emploie 4500 hommes. […]
La fin de la décennie 70 est fort tumultueuse: en 1977, l'annulation de la commande des navires grecs met l'entreprise dans une situation précaire; un an plus tard, en 1978, la S.G.F. devient propriétaire à part entière de Marine Industries Limited et en 1979, la situation financière de la compagnie se redresse grâce à un programme d'investissement; en même temps, Marine

Industries Limited poursuit la construction de wagons, et de turbines et d'alternateurs pour la Baie James. Dans les années 80, la compagnie livre le Bernier, navire de recherches séismiques à Pétro-Canada, puis deux brises-glaces pour le Garde côtière canadienne, le Édouard Cornwallis et le Sir William Alexander. C'est en 1981 que Alsthom Atlantique de France obtient 35% des actions de Marine Industries Limited.
Cependant, la **grève** de onze mois d'août 1984 à juillet 1985 va porter un très dur coup à Marine Industries Limited; pourtant, en janvier 1987, l'entreprise prend possession des chantiers maritimes Versatile Davie, Versatile Vickers et Versatile Systems Engineering et devient ainsi le plus important groupe de construction navale au Canada. Mais aux chantiers de Sorel, la construction maritime est en déclin. Après la grève de 1984-1985, il y aura encore la réparation de deux navires, la construction de deux brises-glaces, puis de modules de frégates canadiennes et en 1991, la construction maritime prendra fin. GEC Alsthom est alors propriétaire à part entière de l'entreprise. Ainsi prend fin l'extraordinaire épopée de Marine Industries à Sorel, qui a duré presque cent ans.

Numéro d'identification du fonds ou de la collection assigné par l'établissement : P006

URL du fonds : Lien

Nom du centre d'archives : Société historique Pierre-de-Saurel Inc.

Historique de la conservation : Le fonds a été acquis par la Société historique Pierre-de-Saurel inc. en 1992.

Notes : Source complémentaire: le fonds de Sorel Industries Limited, à la Société historique Pierre-de-Saurel inc. L'ensemble du fonds est disponible pour la recherche en ligne sur le site du RDAQ.

Notes : Ce fonds d'archives contient de nombreux dossiers sur les relations de travail, sur les conventions collectives depuis 1955, les ententes et autres activités syndicales.

Fonds Jean-René-Joyal

Série : Implications sociales

Dates : 1851-1998.

Genre de documents : 1,245 m de documents textuels. - 13 images pieuses ; 15,1 x 10,1 cm ou plus petit. - 75 photographies : n&b et couleur ; 21 x 31 cm ou plus petit. - 3 artefacts.

Portée et contenu :
Le fonds porte sur la vie de monsieur Jean-René Joyal, **ses implications sociales, son travail aux Fonderies de Sorel** ainsi que sur ses recherches personnelles en généalogie.
Le fonds contient principalement des documents textuels, soit des brochures, des coupures de presse, des partitions de musique, des revues, des livres ainsi que plusieurs photographies n&b et couleur et des artefacts.
Le fonds se divise en 7 séries: P012/S1 Dossier personnel; P012/S2 Implications sociales; P012/S3 Généalogie; P012/S4 Dossier professionnel; P012/S5 Sorel et régions; P012/S6 Photographies; P012/S7 Dossier d'information générale.

Cote assignée par le centre d'archives : P012

Histoire administrative / notice biographique :
Jean-René Joyal est né en la paroisse de St-David le 31 octobre 1917, d'une famille de 5 enfants soit 4 frères (Guy, Fernand, Gaston et Charles-Emile) et 1 soeur, Odette, décédée à l'âge de 2 ans. Son père, F. Édouard Joyal, possédait alors un magasin général. En 1921, il arrive à Sorel avec sa famille qui s'établit d'abord sur la rue Hôtel-Dieu puis sur la rue Phipps où son père avait acheté une petite épicerie.
Entre 1925 et 1935, son père fait l'acquisition d'une propriété et d'un clos à bois et fonde une compagnie de bois, charbon et huile avec ses deux fils, Gaston et Charles-Emile. C'est là que Jean-René commence à travailler. Entre-temps, il poursuit ses études au Collège Sacré-Coeur et au Mont St-Bernard. Par la suite, il s'engage comme homme de fonderies à la Sorel Steel and Foundries où il travaillera durant 29 ans. **Vers 1945, il s'implique activement dans la vie syndicale de la région soreloise et devient vice-président du syndicat de la Sorel Steel and Foundries.**
Au niveau de ses implications sociales, Jean-René Joyal est l'un des membres fondateurs de la Caisse Populaire de Sorel en 1939. Il fut également membre de plusieurs organisations, entre autres à la Ligue Ouvrière Catholique, celle des Jeunes Laurentiens, de l'Association athlétique de la Société St-Jean-Baptiste, secrétaire-archiviste pour les Chevaliers de Champlain et membre de l'exécutif de l'Age d'Or de Sorel. Au niveau culturel il a été membre de la Fanfare Ste-Cécile, de la Fanfare Calixa-Lavallée, de la Chorale Notre-Dame pendant 29 ans, de la Chorale Calixa-Lavallée et de la Chorale Liessens. Il fut maître de chapelle durant 39 ans et fait de la généalogie depuis plus de 40 ans. Il a d'ailleurs donné plusieurs conférences, entre autres sur la généalogie des Joyal. Finalement, il fut membre de 13 sociétés différentes dont la Société St-Jean-Baptiste, la société de généalogie Les Patriotes, la société de généalogie canadienne de Montréal, la société historique de Boucherville, la société historique Baie Missisquoi, la société historique du Haut St-Laurent et la société historique Pierre-de-Saurel pendant près de 16 ans.

Numéro d'identification du fonds ou de la collection assigné par l'établissement :P012

URL du fonds : Lien

Nom du centre d'archives :Société historique Pierre-de-Saurel Inc.

Fonds Georges-Henri-Cournoyer

Dates : [Entre 1900 et 1989].

Genre de documents : 0,087 m de documents textuels. - 1 photographie : n&b. - 195 autres images fixes : cartes postales ; 15,2 x 10,3 cm ou plus petit. - 1 plan.

Portée et contenu :
Ce fonds informe sur la correspondance de Georges-Henri Cournoyer, sur la ville de Sorel, sur les biographies de diverses personnes, sur la Société historique Pierre-de-Saurel inc. et la fête de la Saint-Jean-Baptiste. De plus, on retrouve des informations sur des sujets comme le prix Olivar-Asselin, les Guides catholiques et la région du Richelieu.
Le fonds contient des journaux, des programmes souvenir, un plan de Sorel, une photographie en noir et blanc, des cartes postales, un Daily Journal, des brochures, et huit textes dactylographiés.
Le fonds se divise en cinq séries: P017/S1 Saint-Jean-Baptiste; P017/S2 Sorel; P017/S3 Biographies; P017/S4 Informations personnelles; P017/S5 Informations générales.

Cote assignée par le centre d'archives : P017

Histoire administrative / notice biographique :
Georges-Henri Cournoyer est né à Sorel le 25 octobre 1925. Ses parents étaient Pierre-Gustave Cournoyer et Albina Bibeau.
Il fit ses études primaires à Sorel au Jardin de l'enfance Saint-Louis-de-Gonzague de 1931 à 1932, à l'école privée d'Émérentienne Champagne de 1932 à 1935 et à l'Académie du Sacré-Coeur de 1935 à 1937. Il poursuivit ses études secondaires au Séminaire de Saint-Hyacinthe de 1937 à 1945. Il obtint un baccalauréat es Arts de l'Université de Montréal en 1945. Il étudia au Séminaire de Pré-théologie de Québec de 1945 à 1946. En 1946, il obtint un baccalauréat en Philosophie de l'Université Laval à Québec, puis étudia au Grand Séminaire de Saint-Hyacinthe de 1946 à 1949.
Monsieur Cournoyer fut ordonné prêtre le 11 juin 1949.
Il exerça son ministère dans le Diocèse de Saint-Hyacinthe d'abord comme vicaire à Marieville (1949-1958), Saint-Joseph de Granby (1958-1959), et Saint-Joseph de Saint-Hyacinthe (1959-1968), puis comme curé à Saint-Roch-sur-Richelieu (1968-1976), Saint-Joseph-de-Sorel (1976-1983) et Saint-Mathias de Rouville (1984-[1995?]).
Georges-Henri Cournoyer s'est beaucoup impliqué dans la vie socioculturelle non seulement de la région de Sorel-Tracy, mais aussi au niveau de la province entière. Il fut membre fondateur de la Coopérative du Séminaire dont il fut le gérant de 1944 à 1945.
Il était **conseiller moral du Syndicat des employés du Cuir et de la Chaussure de Marieville inc., de l'Association des Policiers et Pompiers de Marieville**, des coopératives agricole et avicole de Marieville, du Couvoir coopératif de Marieville, de la Conserverie coopérative de Marieville, et **du Conseil Central des Syndicats Nationaux de Sorel et des trente-sept syndicats affiliés de 1969 à 1976**.
Il fut membre du conseil d'administration et trésorier de la Société de la Santé mentale section de Sorel/Tracy et Saint-Joseph-de-Sorel de 1975 à 1981, membre fondateur de la Société historique de la Vallée-du-Richelieu en 1952 dont il fut président en 1957, membre fondateur de la Société historique Pierre-de-Saurel inc. en 1970 dont il fut président en 1974-75, membre fondateur de la Société historique de Saint-Mathias de Rouville en 1985, ainsi

que directeur de la section de généalogie du Centre de Recherches appliquées Richelieu-Yamaska pour la recherche et le dépistage des maladies de familles à partir de 1974.
Il était également membre de plusieurs sociétés de généalogie soit la Société d'histoire de l'Église, la Société généalogique canadienne française, la Société généalogique de Québec, la Société généalogique de Sherbrooke, et membre honoraire de la Société de généalogie de Lanaudière qui lui avait remis une médaille d'honneur peu avant son décès.
Particulièrement intéressé à la petite histoire et à la généalogie, il a voulu connaître les implications des différentes familles de la région de Sorel, comprenant l'importance des descendants de la famille de Paul Hus et de Jeanne Baillargeon, car les descendants de cette famille comptent pour une grande partie de la population de Sorel et des environs.
Lorsqu'en 1972 le Dr. René Bastarache lui demande de joindre l'équipe de chercheurs de C.R.A.R.Y., il accepte volontiers. Pour être en mesure de répondre adéquatement aux exigences de la recherche, il demanda des projets P.I.L. et Canada au Travail pour colliger tous les actes de baptêmes, mariages et sépultures du bassin de population desservi par l'Hôtel-Dieu de Sorel.
Les résultats de ces compilations furent déposés aux Archives nationales à Ottawa, aux Archives nationales du Québec et à la Bibliothèque de la ville de Sorel à la disposition des chercheurs.

Numéro d'identification du fonds ou de la collection assigné par l'établissement : P017

URL du fonds : Lien

Nom du centre d'archives : Société historique Pierre-de-Saurel Inc.

Historique de la conservation : Les documents du fonds ont été donnés à la Société historique Pierre-de-Saurel inc. dans les années 1980.

Restrictions régissant l’accès, la reproduction et la publication : Le fonds ne renferme aucune restriction.

Fonds Linda-Dufault
Sous-série : Syndicalisme
Dates : (ca.1979-1992)
Genre de documents : 0,01 m de documents textuels.
Portée et contenu : La sous-sous-série informe sur l'histoire du syndicalisme dans l'économie de la région au tout début, mais aussi les conflits de travail que ce soit chez Marine Industries Limited ou autres. La sous-sous-série contient des coupures de presse, des brochures, un cahier spécial du journal Le Devoir, un communiqué de Jos Simard aux travaileurs. Cette sous-sous-série a été divisée en deux dossiers : conflits régionaux et histoire du syndicalisme.
Cote assignée par le centre d'archives : P022,S4,SS3,SSS2
Histoire administrative / notice biographique : Ce fonds témoigne que Madame Linda Dufault est une personne très active dans la région Sorel-Tracy, du moins de 1984 à 1993. Madame Linda Dufault est née à Saint-Robert le 29 septembre 1962. Toute petite, elle rêvait de devenir patineuse artistique ou acrobate. Sa plus grande qualité est la simplicité et son plus gros défaut est un manque de patience et elle déteste par-dessus tout l'hypocrisie. Elle fait ses débuts journalistique au journal de l'école à l'École secondaire Fernand-Lefebvre. Après cette expérience, elle se décide à faire un DEC en communication à Jonquière. À son retour dans la région de Sorel, ou après un stage à CJSO, la station de radio locale, elle entre au journal " La Voix " de Sorel en 1984 à titre de rédacteur en chef. Ce qui ne l'empêche pas de couvrir l'agriculture en tant que journaliste pendant une période de 2 ans. Elle quitte le journal La Voix en 1989, pour occuper un poste d'agente d'information et de formation au sein de L'UPA. Madame Dufault a d'abord choisi ce métier parce qu'elle aime accumuler des informations générales, mais avant tout, elle veut les partager avec les gens de la région, faire connaître ce qui est beau et important de sauvegarder, pour ce faire, elle publie une revue "Le Carignan" de la Société historique Pierre-de-Saurel où elle fut présidente de 1987 à 1993. Mais comme ses préoccupations sont multiples, nous la retrouvons sur plusieurs comités comme le Centre d'exposition des Gouverneurs, le Musée de l'heure, etc. Elle s'intéresse particulièrement aussi à l'environnement et l'emploi chez les jeunes.
Numéro d'identification du fonds ou de la collection assigné par l'établissement : P022
URL du fonds : Lien
Nom du centre d'archives : Société historique Pierre-de-Saurel Inc.

Fonds Roland-Gaudreau
Sous-sous-série : Syndicat
Dates : 1970-1992
Genre de documents : 0,026 m de documents textuels.
Portée et contenu : La sous-sous-série illustre les activités syndicales dans la période de 1970 à 1992. La sous-sous-série comprend des coupures des journaux régionaux Les 2 Rives, La Voix Métropolitaine et La Voix, des coupures de journaux provinciaux dont Le Devoir et La Presse. De plus,la sous-sous-série contient des photocopies d'articles de ces journaux et un communiqué. La sous-sous-série se divise en 2 dossiers.
Cote assignée par le centre d'archives : P045,S2,SS4,SSS2
Histoire administrative / notice biographique : Monsieur Roland Gaudreau est né en 1936 à Montréal. Il est célibataire et sans enfant. Monsieur Gaudreau a enseigné l'histoire pendant plusieurs années à l'externat classique Monseigneur Decelles de Sorel puis fut directeur de l'externat. Il a été directeur du campus de Sorel-Tracy du Cégep de Saint-Hyacinthe de 1968 à 1971. Ensuite, Monsieur Gaudreau fut directeur du campus de Sorel-Tracy du Cégep régional Bourgchemin de 1971 à 1980. Puis, il a été directeur général du Cégep de Sorel-Tracy de 1980 à 1997. Maintenant, Roland Gaudreau est retraité et profite de son temps pour voyager et continuer d'agrandir sa collection de livres d'histoire rares. En 1970, Roland Gaudreau fut un des premiers membres fondateurs de la Société historique Pierre-de-Saurel inc. Ces onze passionnés d'histoire se sont réunis pour rédiger des règlements et amorcer l'histoire de la Société. Le principal but était d'inventorier et préserver les archives, documents et livres concernant l'histoire de Sorel. La Société historique fut incorporée en 1973. Le conseil d'administration était alors composé de Messieurs Roland Gaudreau, Robert Lamonde et André Durocher. En 1997, Roland Gaudreau a été nommé membre bienfaiteur de la Société historique Pierre-de-Saurel inc
Numéro d'identification du fonds ou de la collection assigné par l'établissement : P045
URL du fonds : Lien
Nom du centre d'archives : Société historique Pierre-de-Saurel Inc.

Fonds Paul-Larue
Dates : 1950-1973
Genre de documents : 0,283 m de documents textuels.
Portée et contenu : Le fonds témoigne des activités de Paul Larue comme trésorier de l'exécutif du syndicat de Marine Industries Limited (MIL) et aussi de la vie syndicale dans l'industrie soreloise. Le fonds contient 21 conventions collectives, 8 procès-verbaux, 2 rapports, 1 étude et 18 brochures sur différents syndicats entre 1950 et 1973.
Cote assignée par le centre d'archives : P048
Histoire administrative / notice biographique : Paul Larue est originaire de St-Ours. Il a travaillé toute sa vie comme soudeur à MIL. Il fut également trésorier de l'exécutif du syndicat de MIL dans les années 50, 60 et 70, de façon consécutive, à l'exception d'un mandat. Paul Larue est décédé en 1982
Numéro d'identification du fonds ou de la collection assigné par l'établissement : P048
URL du fonds : Lien
Nom du centre d'archives : Société historique Pierre-de-Saurel Inc.

Fonds Pierre-Émile-Bergeron

Sous-Série : Marine Industrie Limitée

Dates : 1958-1991.

Genre de documents : 0,075 m de documents textuels.

Portée et contenu :
La sous-série porte sur Pierre-Émile Bergeron, sur Le Bureau canadien de Soudure, sur le Comité paritaire des métiers de la construction, sur le Ministère de la Santé, sur le Ministère des Transports, sur le syndicat des soudeurs et travailleurs du fer, sur la convention collective de travail entre M.I.L. et la C.S.N., sur la convention collective de travail de Davie Shipbuilding Limited, sur l'actualité et les nouvelles à la C.S.N., sur le syndicat des employés de bureau des chantiers maritimes de Sorel, sur les négociations de M.I.L. en 1984-1985, sur la manifestation à Ottawa le 21 mai 1986, sur les droits et libertés de la personne, sur Versatile Corporation inc., sur des techniques de soudage, sur les règles de sécurité du soudage et brûlage à l'oxyacétylène et sur des opérations de soudure sur des pièces à M.I.L.
La sous-série contient dix cartes d'identification de Pierre-Émile Bergeron, six guides de la convention collective de travail entre M.I.L. et C.S.N., un guide de la convention collective de travail de Davie Shipbuilding Compagny, un régime d'assurance collective Prudentielle, dix bulletins d'informations de la C.S.N., vingt-huit publications de M.I.L., trois communiqués, un guide de soudage de M.I.L., un guide de sécurité Can-Car et six photocopies laser de photographies en couleur.

Cote assignée par le centre d'archives : P078,S1,SS1

Histoire administrative / notice biographique :
Pierre-Émile Bergeron est né à Sorel en 1931. Il commence à travailler à la Marine Industrie Limitée (M.I.L.) à l'âge de 16 ans et il y travaille pendant trois mois. De 1947 à 1951 il est chauffeur et par la suite graisseur sur les Bateaux Blancs pour la Canada Steamship Lines.

Il retourne travailler à la M.I.L. cette fois-ci comme soudeur le 7 avril 1952 et y travaille jusqu'en 1989. Pendant les périodes creuses où le travaille se fait rare à la M.I.L., il exerce son métier de soudeur dans d'autres entreprises: Lauzon, Canadian Car, United Towing et Sorel Industries Limited (S.I.L.) sur les dravaux (fournaises). Il navigue aussi sur des dragues en 1957.

Numéro d'identification du fonds ou de la collection assigné par l'établissement : P078

URL du fonds : Lien

Nom du centre d'archives : Société historique Pierre-de-Saurel Inc.

Fonds Joseph-Rivet
Publications de la M.I.L.
Dates : 1983-1986.
Genre de documents : 0,01 m de documents textuels.
Portée et contenu : La sous-sous-série porte sur les négociations entre M.I.L. et son syndicat pendant la grève de 1984-1985, sur la manifestation à Ottawa le 21 mai 1986 et sur l'actualité pour les employés de la M.I.L. en mars et avril 1983. La sous-sous-série contient vingt-cinq bulletins Négociations '84, une édition spéciale du Journal M.I.L. et deux revues Round Point.
Histoire administrative / notice biographique : Né à Montréal en 1876, Monsieur Joseph E. Rivet y demeure quatre ans puis recule sur une terre à Sainte-Elizabeth. À l'âge de 28 ans, il s'établit à Sorel et fut entrepreneur général: manufacturier d'eaux gazeuses puis agent de brasseries. Époux de Clarinda Arcand et père de neuf enfants, il a demeuré au 141, rue du Prince à Sorel pendant plus de 40 ans et fut très impliqué dans divers organismes, dont les zouaves. Il fut également pompier pendant 36 ans.
Cote assignée par le centre d'archives : P079,S1,SS1,SSS3
URL du fonds : Lien
Numéro d'identification du fonds ou de la collection assigné par l'établissement : P079
Nom du centre d'archives : Société historique Pierre-de-Saurel Inc.

Fonds Eugène-Montigny
Conventions collectives
Dates : 1962-1964.
Genre de documents : 0,006 m de documents textuels.
Portée et contenu : Le dossier porte sur deux ententes intervenues entre l'Association patronale des institutions religieuses et des fabriques paroissiales du diocèse de Saint-Hyacinthe et le Syndicat national catholique des employés des institutions religieuses de Saint-Hyacinthe, en 1962 et 1964. Le dossier contient deux conventions collectives.
Cote assignée par le centre d'archives : P082,S2,D4
Histoire administrative / notice biographique : Monsieur Eugène Montigny a habité à Saint-Marcel au 20e siècle. L'information recueillie dans le fonds nous laisse croire qu'il était cultivateur, qu'il était un fervent catholique et qu'il était très intéressé à l'histoire de sa région
Numéro d'identification du fonds ou de la collection assigné par l'établissement : P082
URL du fonds : Lien
Nom du centre d'archives : Société historique Pierre-de-Saurel Inc.

Fonds Tioxide

Conventions collectives

Dates : 1963-1999.

Genre de documents :
0,085 m de documents textuels.

Portée et contenu :
Ce dossier nous informe sur les ententes entre le Syndicat des métallurgistes unis d'Amérique et Tioxide du Canada Limitée.
Ce dossier contient onze livrets de conventions collectives entre Tioxide du Canada Ltee et l'Union des métallurgistes unis d'Amérique datant de ou pour les périodes de: 1er septembre 1963, 7 décembre 1966, décembre 1969 à novembre 1972, décembre 1972 à novembre 1974, 1976, octobre 1978 à septembre 1981, octobre 1981 à septembre 1984, novembre 1984 à septembre 1987, octobre 1987 à septembre 1990, 1994-1996, 1996-1999.

Cote assignée par le centre d'archives : P113,S1,D3

Histoire administrative / notice biographique :
Tioxide est une filiale de la Compagnie British Titan Limited d'Angleterre, compagnie mère qui commença à fabriquer du pigment de titane en 1934. C'est en 1962 qu'elle démare Tioxide Canada de Tracy qui est pendant plusieurs années le plus important fabriquant de pigment de titane à l'extérieur des États-Unis d'Amérique.
Dans le début des années 1980, Tioxide vit ses premiers démêlés avec l'environnement; elle est accusée d'être le plus gros pollueurs du fleuve Saint-Laurent à cause de l'acide sulfurique qu'elle y déverse.
En 1984, **un conflit de travail éclate; les employés entrent en grève pour une durée de six semaines**. […]
En octobre 1990, la maison mère du groupe Tioxide étudie l'avenir de l'usine de Tracy en raison de l'accumulation importante de surplus de production dans l'ensemble de ses usines et parce qu'il n'y a plus, semble-t-il, de marché pour le pigment de titane à base de sulfate […]
En février 2000, Huntsman Tioxide annonce la fermeture de son usine de Tracy pour la fin juin ce qui implique la perte d'environ cent emplois.
L'usine de Huntsman Tioxide cessa donc ses opérations en mai 2000 en congédiant l'ensemble de son personnel le 30 juin de cette même année. En juillet 2000, après avoir subi du vandalisme causant des dommages évalués à plus de cent mille dollars, Huntsman considère une offre d'achat du secteur privé.

Numéro d'identification du fonds ou de la collection assigné par l'établissement : P113

URL du fonds : Lien

Nom du centre d'archives : Société historique Pierre-de-Saurel Inc.

Fonds Luc-Lamoureux
Rapport d'enquête
Dates : 1943.
Genre de documents : 0,03 m de documents textuels.
Portée et contenu : Cette série nous informe sur une enquête du Syndicat national de l'Industrie métallurgique de Sorel, enquête devant le commissaire enquêteur Paul Mercier, concernant un différend entre le Syndicat national de l'industrie métallurgique de Sorel et Sorel Industries Limited. Cette série contient un rapport d'enquête daté du 27 mai 1943.
Cote assignée par le centre d'archives : P114,S1
Histoire administrative / notice biographique : Luc Lamoureux est réalisateur et producteur à la télévision communautaire de Sorel-Tracy, depuis plusieurs années.
Numéro d'identification du fonds ou de la collection assigné par l'établissement : P114
URL du fonds : Lien
Nom du centre d'archives : Société historique Pierre-de-Saurel Inc.

Confédération des Syndicats Nationaux (CSN) [Conseil central de Sorel]

Dates : 1937-1997.

Genre de documents : 4,543 m de documents textuels. - 9 négatifs : n&b. - 45 photographies : n&b. - 15 films : sur bobines. - 1 vidéocassette. - 4 bandes sonores. - 1 artefact.

Portée et contenu :
Le fonds témoigne du développement, de l'évolution et des activités syndicales de la Confédération des Syndicats Nationaux (CSN) et des syndicats qui se sont affiliés pour la région du Bas-Richelieu au cours de la période couvrant les années 1937 à 1997.

Sources immenses d'informations, le fonds de la Confédération des Syndicats Nationaux (CSN) représente à lui seul une vaste partie de l'histoire syndicale et régionale des années 1937 à 1996, tout en étant une référence inconditionnelle en ce qui a trait aux activités et aux réalisations de la Confédération des Syndicats Nationaux (CSN) au cours de la période.

Le fonds informe d'abord sur l'administration, la gestion et les activités syndicales du Conseil Central des Syndicats Nationaux de Sorel; puis sur les ressources financières, mobilières, immobilières et humaines de l'organisation.

Le fonds informe également sur l'organisation et les activités professionnelles et syndicales de tous les syndicats du Bas-Richelieu affiliés au Conseil Central de Sorel (CSN) au cours des années 1937-1996.

Par ailleurs, le fonds offre une riche mine de renseignements en ce qui a trait à l'histoire générale du Québec des années 1970 à 1996, tant aux niveaux syndical que social, politique et religieux.

Enfin, on retrouve dans le fonds une collection de films, véritables témoins de l'évolution et des activités syndicales de la Confédération des Syndicats Nationaux (CSN) menées au cours des années 1971 à 1985.

Le fonds contient principalement des documents textuels mais aussi des bobines de films et quelques photographies.

Les documents textuels sont d'une très grande variété: documents relatifs aux politiques et procédures, procès-verbaux, rapports d'activités et financiers, programmes d'embauche, documents de gestion mobilière et immobilière, publications, rapports de congrès, conventions collectives de travail, décisions d'arbitrage, listes de membres, cahiers de séminaires et de sessions de formation, quantité de fiches de présentation, des coupures de presse, etc.

Les documents audio et vidéo sont essentiellement composés de bobines de six, huit, douze et seize millimètres.

Quant aux documents iconographiques, ils sont composés de photographies originales ou reproduites et de quelques négatifs, tous en noir et blanc, portant principalement sur les activités de la Confédération des Syndicats Nationaux (CSN) ainsi que sur quelques bâtiments et sites faisant parti du patrimoine sorelois.

Quatre séries ont été établies dans le cadre de la classification des documents:
S1 Conseil Central de Sorel
S2 Syndicats Affiliés
S3 Audio et vidéo
S4 Photographies.

Cote assignée par le centre d'archives : P119

Histoire administrative / notice biographique :
Terres fertiles pour les innovations, le Saguenay-Lac-Saint-Jean a été le berceau du syndicalisme national catholique. C'est au tournant du siècle, dans une pulperie [de Chicoutimi] que fut fondé,

[par un petit groupe d'ouvriers], le premier syndicat affichant ses couleurs [...]. Un jeune abbé, Eugène Lapointe, leur prête main-forte dans leur tentative de syndicalisation. [...] Plusieurs autres membres du clergé québécois suivront son exemple en supportant les efforts des travailleurs qui voulaient se donner un instrument de défense collective: un syndicat national, un syndicat catholique. [...]

D'autres régions suivirent cet exemple. Des syndicats nationaux et catholiques se forment à Thetford, à Trois-Rivières, à Hull, à Québec, à Montréal. À l'époque, des syndicats [...] américains [...] tentent de s'implanter partout au Canada, y compris au Québec, où les syndicats nationaux et les syndicats catholiques leur font concurrence. Les dirigeants de ces unions américaines comprennent mal la société française et catholique. Leurs militants se plaignent amèrement, d'ailleurs, qu'aucun de leurs dirigeants ne puissent s'exprimer en français. [...] Le Québec des travailleurs opposait au syndicalisme d'obédience américaine une résistance dont les dirigeants, tant américains que canadiens-anglais, ne comprirent jamais les fondements profonds. Cette incompréhension s'est depuis vérifiée maintes et maintes fois, à toutes les époques.

Mais quand Pierre Beaulé, un cordonnier-machiniste de Québec, devient, le 29 septembre 1921, président d'une nouvelle organisation syndicale qui finira, après de nombreux débats, par s'appeler la Confédération des Travailleurs Catholiques du Canada, ce n'est pas une rupture avec le passé qui s'opère.

Au contraire, nombreux sont les signes qui permettent d'établir une filiation certaine entre cette fondation de la Confédération des Travailleurs Catholiques du Canada et les efforts consentis pour en arriver à un syndicalisme qui représentera tous les travailleurs, non plus seulement les «hommes de métiers», et qui servira toute la communauté, toute la population. [...] L'aiguillon de la question nationale, révélant la blessure quotidienne ressentie par ce peuple exploité à plus d'un titre, se retrouve dans la constitution de 1921, où l'ensemble des tensions du 20e siècle [...] apparaissent avec une netteté particulière. On y lit: «La Confédération des Travailleurs Catholiques du Canada» est une organisation essentiellement canadienne. Une des raisons de son existence est que la plupart des ouvriers canadiens sont opposés à la domination du travail syndiqué canadien [...] par un centre étranger, qui n'a ni nos lois, ni nos cultures, ni notre mentalité, ni les mêmes problèmes que nous. [...]»

[Ainsi], un syndicalisme national original, qui puisera au départ son inspiration dans ce qu'on appelait la doctrine sociale de l'Église allait se développer; mais ce syndicalisme saura, avec le temps, s'affranchir de cette tutelle pour devenir un acteur majeur dans cette longue marche des travailleurs québécois, de la société québécoise, pour la conquête des droits et des libertés. [...]

La Confédération des Syndicats Nationaux (CSN) a été bâtie et continue de se développer à partir du syndicat local: [...] c'est là que réside le pouvoir syndical. Et c'est à la transformation des milieux de travail, à leur véritable démocratisation, que plusieurs générations de militants consacreront leurs énergies.

Dès sa fondation, la Confédération des Travailleurs Catholiques du Canada a accepté de s'étendre à la grandeur du territoire québécois en affiliant des syndicats, aussi éloignés fussent-ils des grands centres. [...] En agissant de la sorte, la Confédération des Syndicats Nationaux (CSN) est devenue l'organisation syndicale la plus fortement implantée sur l'ensemble du territoire québécois.

Le cas de la région soreloise est assez typique de cette explosion de syndicalisme énergique. Au printemps de 1937, des grèves qualifiées d'insurrectionnelles éclataient à Sorel, chasse-gardée de la famille Simard. Monseigneur Philippe Desranleau, alors curé de la paroisse Saint-Pierre de Sorel, avait donné son appui aux travailleurs qui réclamaient justice en faisant lui-même appel à

Philippe Girard, président du Conseil Central de Montréal et organisateur de la Confédération des Travailleurs Catholiques du Canada, pour venir leur prêter main-forte. Après une première entente intervenue le 29 mai 1937, qui faisait suite à des arrêts de travail spontanés, mille cent travailleurs se mettaient en grève. L'entente n'avait pas été respectée. Déclenché dans les chantiers maritimes, le mouvement de grève s'était poursuivi dans les usines de métallurgie pour atteindre, finalement, les manufactures de vêtements, dont les emplois étaient principalement occupés par des femmes. [...] Et ni les attaques de la police, ni celles des patrons et du gouvernement n'ont eu raison des Sorelois.

C'est ainsi qu'en 1937, dans la Salle paroissiale Saint-Pierre, que se sont constitués les premiers syndicats à Sorel, à l'instigation de Monseigneur Desranleau et de la Jeunesse Ouvrière Chrétienne.

Quelques années plus tard, dans le cadre de l'effort de guerre, les ouvriers de Sorel ont appris à traiter avec de grandes entreprises et à développer leur compétence dans la métallurgie et la fabrication mécanique. Ils ont été un des atouts de la région pour attirer les grandes entreprises qui ont permis à Sorel de développer une importante activité industrielle dans la période d'après-guerre.

Partenaires essentiels de la grande industrie, les syndicats se sont illustrés par une action vigoureuse pour le respect des travailleurs. Les conflits qui ont fait la manchette ont valu à Sorel une réputation de syndicalisme combatif et ont également permis une amélioration des conditions de vie au travail, en particulier dans le domaine de la santé et de la sécurité.

Ce sont ces gains qui ont aussi incité les travailleurs du secteur public à revendiquer et obtenir, dans les années 1960, le droit de négocier leurs conditions de travail. Ils ouvraient ainsi la voie à l'organisation syndicale dans l'ensemble du secteur des services.

Visibles surtout en période de conflits, les syndicats ont, par leur action, permis à l'agglomération soreloise d'être reconnue pour sa main-d'oeuvre disciplinée et productive. Les conventions collectives négociées assurent aux entreprises des années de paix industrielle en même temps qu'elles protègent la main-d'oeuvre de l'arbitraire du droit de gérance.

À l'ère du développement d'une nouvelle organisation au travail, les travailleurs sorelois continuent par leur action syndicale à participer au développement local et à exiger le respect de leur contribution.

Ces grandes caractéristiques, ces lignes de force qui se sont constamment manifestées depuis [quatre-vingts] ans constituent, en quelque sorte, les fondements de l'action et des orientations de la Confédération des Syndicats Nationaux (CSN): l'ouverture, la responsabilité, la liberté

Numéro d'identification du fonds ou de la collection assigné par l'établissement : P119

URL du fonds : Lien

Nom du centre d'archives : Société historique Pierre-de-Saurel Inc.

Notes :

- Source du titre composé propre : Titre basé sur le nom du créateur. Note générale : Des extraits de textes ont été tirés de l'ouvrage «La CSN au coeur du Québec, 1921-1991», 1991, 87p., ainsi que de divers documents constituant ce fonds.
- Le Centre de documentation de la Centrale des Syndicats nationaux (CSN) possède aussi un fonds concernant ce Conseil Central. Le Centre de documentation de la Centrale des syndicats nationaux (CSN) possède aussi un fonds concernant ce Conseil Central. Vous pouvez consulter la fiche de la CSN dans le présent inventaire.

Fonds Louise-Pelletier-Laplante

Industries et commerces

Dates : 1941-1986.

Genre de documents : 3 cm de documents textuels. - 1 plan : n&b, reproduction ; 67,5 x 83 cm.

Portée et contenu :
La sous-sous-série porte sur de la correspondance échangée entre la ville/cité de Sorel et différents commerces et industries, entre 1941 et 1986. Elle témoigne tout d'abord de la correspondance échangée entre la cité de Sorel et *Shawinigan Water and Power* (1941-1960) concernant un inventaire réalisé par l'entreprise auprès de la cité sur les industries de Sorel, et l'installation de lampadaires dans les rues de nouveaux quartiers de la ville (en construction); de la correspondance échangée entre la ville, la *Corporation des biens de guerre* (*War Assets Corporation*), le *Department of pensions and national health*, la *Chambre des communes du Canada*, etc. (1944-1947) concernant l'achat d'équipement militaire, par la cité de Sorel, pour la défense civile (documents accompagnant la correspondance: listes, factures, reçus, télégrammes, formulaires et lettres circulaires); de lettres transmises par l'*Hôtel Saurel* à la ville (1963-1973) à propos de l'installation de gicleurs automatiques dans l'hôtel et l'ajout de poubelles au Marché Richelieu afin d'éviter que les papiers et déchets ne se retrouvent devant l'hôtel les jours de grand vent (documents accompagnant la correspondance: facture de l'*Hôtel Saurel*, affidavit de vente de l'hôtel à *OHA Hotels Limited*, extrait d'un inventaire du matériel et équipement de l'établissement); de la correspondance échangée entre *Schmidinghen Construction Inc.* et la cité de Sorel (1964-1965) concernant la zone commerciale située dans le centre d'un quartier de Sorel et des remerciements transmis au maire de Sorel pour sa participation à la cérémonie d'ouverture du *Développement St-Nicolas Inc.* (développement résidentiel dans le sud de la ville) (document accompagnant la correspondance: un *plan montrant les lots 1509-8a, 1509-25 et 1509-2* tiré du cadastre officiel de la ville de Sorel).

Il est aussi question de correspondance entre la cité de Sorel et *Crombie Advertising Company Limited* (1967) concernant la réalisation d'une lettre de salutations, par la cité, adressée à sa Majesté la Reine Anna-Marie de Grèce, qui lui sera communiquée lors de l'audience du président de *Hupp Canada Ltée*, qui lui présentera un livre d'Or de salutations provenant des autorités municipales, provinciales et fédérales de tout le Canada; et d'une lettre de la *Brasserie Molson* (1986) qui demande à la ville de Sorel si elle veut parrainer et proposer des candidatures au Cercle des bâtisseurs Molson (documents qui accompagnent la lettre: explication sur le Cercle des bâtisseurs et procédures et critères de sélection des candidatures).

Finalement, nous pouvons consulter de la correspondance entre la cité de Sorel et *Marine Industries Limited* (MIL) (1947-1956) concernant les démarches pour l'établissement d'une entente entre les deux parties dans laquelle la cité de Sorel s'engage à fournir l'eau de son aqueduc à MIL pour une période déterminée (documents accompagnant la correspondance: entente entre la cité de Sorel et MIL, factures, règlement no 546 "autorisant la cité de Sorel à fournir l'eau de son aqueduc à la cie *Marine Industries Limited*", etc.); **et des lettres échangées entre *Marine Industries Limited* (MIL), le *Parti libéral du Québec*, le *Ministère des travaux publics et de l'approvisionnement du Québec*, le *Syndicat des travailleurs des Chantiers maritimes de Sorel*, le *Syndicat des ouvriers du fer et du titane (CSN)*, *CP Rail*,** etc. (1976-1982) à propos des démarches entreprises pour relancer MIL, entre autres.

La sous-sous-série est composée de huit dossiers: D1) Correspondance - *Shawinigan Water and Power*; D2) Correspondance - *Corporation des biens de guerre*; D3) Correspondance - *Hôtel*

Saurel; D4) Correspondance - *Schmidinghen Construction Inc.*; D5) Correspondance - *Crombie Advertising Company Limited*; D6) Correspondance - *Brasserie Molson*; D7) Correspondance - *Marine Industries Limited* et D8) Correspondance concernant *Marine Industries Limited*.
La sous-sous-série contient de la correspondance, des listes, des factures, des reçus, des télégrammes, des formulaires, des lettres circulaires, un affidavit de vente, un extrait d'un inventaire, un document explicatif, des procédures et critères de sélection, une entente, un règlement, un plan, etc.

Cote assignée par le centre d'archives : P162,S3,SS2,SSS7

Histoire administrative / notice biographique :
Louise Pelletier est née au Chenal-du-Moine, à Sainte-Anne-de-Sorel, le 31 mars 1951. Elle est la fille de Louis-Phillipe Pelletier et d'Alice Merrette. Troisième d'une famille de neuf enfants (six garçons et trois filles), elle s'est mariée à Gérard Laplante le 11 mai 1968 à Sainte-Anne-de-Sorel, avec qui elle a eu quatre enfants : Nathalie, Christian, Sylvain et Daniel. Elle a onze petits enfants.

Louise Pelletier a résidé à Sainte-Anne-de-Sorel de sa naissance jusqu'en 1972. Elle a donc fait ses études primaires à l'école de Sainte-Anne-de-Sorel et ses études secondaires à Sorel. Elle a déménagé à Sorel en 1972, où elle demeure encore aujourd'hui. Après avoir élevé sa famille, elle a suivi plusieurs formations entre 1987 et 2002 : muséologie, tourisme, archivistique, études collégiales en microédition et hypermédia (*Cégep de Sorel-Tracy*), etc.

Elle a débuté sa carrière de recherchiste en 1979. Pendant ses nombreuses années de travail assidu, L. Pelletier a œuvré dans plusieurs domaines de recherche : histoire, généalogie, paléographie, architecture, chaîne de titres, etc. Tout en réalisant ses travaux de recherche, elle a aussi occupé des emplois liés au domaine de l'histoire. Parmi ceux-ci : aide-archiviste à la *Société historique Pierre-de-Saurel*, agent de liaison pour le *Conseil des monuments et sites du Québec*, commis à la Bibliothèque municipale de Sorel et enseignement sur le patrimoine et la biosphère au *Centre de formation professionnelle* de Sorel. Elle a aussi été guide touristique et historique pour la région de Sorel-Tracy.

En tant que recherchiste, Louise Pelletier a réalisé plusieurs dossiers de recherche à la demande d'organismes ou de personnes. Elle a, entre autres, participé, en 1992, au développement de la recherche pour le 10e anniversaire du Festival de la gibelotte de Sorel; en 1996, à la réalisation d'une étude sur les caisses populaires Desjardins du Bas-Richelieu; en 2000, à l'élaboration des albums du 125e anniversaire de Saint-Joseph-de-Sorel et du 110e anniversaire de la *Chambre de commerce de Sorel-Tracy métropolitain*; en 2002, à la réalisation de la recherche pour le 25e anniversaire du Festival de la gibelotte de Sorel-Tracy, d'une étude sur le Parti libéral du Canada et du Québec et de l'album pour le 125e anniversaire de Sainte-Anne-de-Sorel. Certaines de ses recherches ont été publiées dans les journaux locaux et dans des revues en généalogie. Sur le plan personnel, L. Pelletier s'est beaucoup intéressée à la recherche généalogique et au patrimoine bâti de la région du Bas-Richelieu.

Elle a aussi mis sur pied plusieurs expositions entre 1987 et 2004. Les sujets abordés : l'histoire de Sorel, le 100e anniversaire d'August Liessens, la gare de Sorel, un hommage à la famille Cadoret, l'époque de la guerre 1914-1918, 150 ans d'agriculture du comté de Richelieu, le patrimoine bâti, les exploits de Samuel de Champlain, le Survenant et Germaine Guèvremont,

l'architecture du Bas-Richelieu, etc.

Louise Pelletier a publié de nombreux ouvrages sous forme de biographie, de répertoire ou de bulletin. Parmi ceux-ci, *La migration des Pelletier, Pierre-de-Saurel, Villages de la MRC du Bas-Richelieu, Les hôtels à Sorel de 1825 à 1987, Répertoire simple et instrument de recherche des bateaux construits à Sorel et ses environs, Toponymie des îles entourant la région du Lac Saint-Pierre*, Bulletins culturels du Bas-Richelieu-Yamaska, etc.

Pour ce qui est de son implication professionnelle, elle a participé pendant plusieurs années aux Journées de la culture et elle s'est impliquée auprès de plusieurs associations des domaines de la généalogie (*L'Ancêtre, Le Javelier, Société de généalogie Les Patriotes* (11 ans de bénévolat), *Association des familles Pelletier*, etc.), de l'histoire et de la culture (*Société historique Pierre-de-Saurel* (13 ans de bénévolat), *Conseil des monuments et sites du Québec, Conseil québécois du patrimoine vivant, Société québécoise des ponts couverts inc., Conseil culturel de la Montérégie*, etc.). Elle a plus spécifiquement été vice-présidente de la *Société de généalogie Les Patriotes* et directrice pour le comité de l'organisation du Grand rassemblement des familles Pelletier de la Montérégie. Sur le plan communautaire, elle a été membre de la fondation de l'*Hôpital général de Sorel*, de *Ressources et actions des femmes de Sorel* et du *Centre d'action bénévole du Bas-Richelieu*.

Numéro d'identification du fonds ou de la collection assigné par l'établissement : P162

Nom du centre d'archives : Société historique Pierre-de-Saurel Inc.

Notes : Titre basé sur le contenu de la sous-sous-série. Les documents sont en français et en anglais.

NOTES

Renseignent aussi sur les syndicats les fonds d'archives des médias régionaux – fonds La Voix, fonds Lorenzo-Brouillard, Collection Les 2 Rives –, les fonds et collections d'archives de particuliers – fonds Madeleine-Desrochers, fonds Louis-Plamondon (Série : troisième trimestre 1985), fonds Yvon-Beaudry (Série : Lettre S.), fonds Jacques-Raymond-Tremblay (Scrapbook), fonds Famille Godin, fonds Famille Manning (Spicilège) – et les fonds d'archives d'anciens syndicalistes – fonds Ghislaine-Péloquin (secrétaire générale du syndicat des employés(es) de l'Hôtel-Dieu de Sorel), fonds Gaétan-Tremblay (président du syndicat des travailleurs).

SOCIETE HISTORIQUE DU SAGUENAY
http://www.shistoriquesaguenay.com/

Fonds Philippe Bergeron
Dates : [Vers 1935 -vers 1971]
Genre de documents : 1.54 m de documents textuels
Portée et contenu : Le fonds est constitué de dossiers, de rapports d'enquête et autres documents relatifs aux syndicats. On y retrouve également les textes d'une série de causeries radiophoniques. Des volumes, périodiques et brochures, tous reliés au domaine de syndicalisation, complètent le fonds.
Cote assignée par le centre d'archives : P53
Histoire administrative / notice biographique : Philippe Bergeron est né le 5 mai 1912 à Saint-Alexis-de-Grande-Baie. Il fait ses études théologiques au Grand Séminaire de Chicoutimi et est ordonné prêtre le 30 mai 1935. À partir de 1941, l'abbé Bergeron s'occupe principalement d'action syndicale chrétienne d'action catholique. Il occupe la fonction d'aumônier dans plusieurs associations liées au syndicalisme ainsi que dans le mouvement de l'action catholique. **Il a milité durant près de 35 ans dans les syndicats de la C.S.N .**
Historique de la conservation/Source immédiate d'acquisition Le fonds a été acquis par la Société historique du Saguenay, en 1972, mais nous n'avons pu obtenir aucune information adéquate sur sa provenance. Il a été prêté au centre des Archives nationales du Québec du Saguenay-Lac-Saint-Jean de 1979 à 2012, date à laquelle la Société historique du Saguenay a repris possession de ce fonds .
Numéro d'identification du fonds ou de la collection assigné par l'établissement : P53
URL du fonds : Lien
Nom du centre d'archives : Bibliothèque et Archives nationales du Québec - Saguenay
Notes : il y aun litige entourant les fonds de la Société historique du Saguenay. Les fonds ayant été prêtés pendant plusieurs années à BAnQ Saguenay, puis indexé à Pistard. La société historique est maintenant un centre d'archives agréé de BAnQ, mais les recherches sont hasardeuses sur Pistard, les données n'étant probablement pas indexées encore. Il est encore possible de consulter les fonds dans la base de données de BAnQ, tout en gardant en tête que les fonds sont de retour à la Société historique.

Fonds Syndicats locaux
Dates : 1924-1968
Genre de documents : 9,46 ml de documents textuels
Portée et contenu : Le fonds est constitué de documents se rapportant à toute l'organisation syndicale de la région. On y décèle au moins trois niveaux organisationnels: l. Provincial; 2. Diocésain; 3. Local.
Cote assignée par le centre d'archives : P134
Histoire administrative / notice biographique : De 1885 à 1900, la propagande américaine apporte au pays l'idée du syndicalisme. Bon nombre de syndicats sont alors fondés dans l'industrie, sous l'emprise d'un esprit qui s'oppose à toute intervention de l'Église dans la question du travail. L'attention des évêques est en éveil: la neutralité prêchée par les syndicats leur apparait comme un grave danger. À Québec, en 1901, à la suite d'un différend réglé par l'archevêque Bégin, les ouvriers de la chaussure décident de quitter le syndicalisme neutre, de se soumettre à la doctrine sociale du *Rerum Novarum*, et fondent les trois premiers syndicats catholiques au pays. En 1907, à Chicoutimi, Mgr Eugène Lapointe fonde la fédération mutuelle du Nord. Cette organisation ouvre une ère de grande vitalité dans le mouvement syndical catholique de la région. Beaucoup d'ouvriers catholiques imitent leurs confrères de Québec et entrent dans les syndicats catholiques. En 1921, La Fédération mutuelle du Nord-Est est dissoute en vue de permettre la formation de la Confédération des travailleurs catholiques du Canada, qui vise à élargir l'accès aux syndicats, tant catholiques que non catholiques. (Source: La Confédération des travailleurs catholiques du Canada inc./ Alfred Charpentier. - [Québec]: Imprimeurs alliés [1941].
Point d'accès / provenance : Le fonds a été acquis par la Société historique du Saguenay, mais nous n'avons pu obtenir aucune information adéquate sur sa provenance et sur le moment de son acquisition. Il a été prêté au centre des Archives nationales du Québec du Saguenay - Lac-Saint-Jean, en 1979, comme versement complémentaire à une entente intervenue en 1978. En 2003, l'entente fut reconduite. Le 23 août 2012, BAnQ a dénoncé l'entente de prêt, qui a pris fin officiellement le 1er janvier 2013, date à laquelle la SHS a repris possession du fonds.
Numéro d'identification du fonds ou de la collection assigné par l'établissement : P134
Nom du centre d'archives : Société historique du Saguenay
URL du fonds : Lien
Notes : Il y a un litige entourant les fonds de la Société historique du Saguenay. Les fonds ayant été prêtés pendant plusieurs années à BAnQ Saguenay, puis indexé à Pistard. La société historique est maintenant un centre d'archives agréé de BAnQ, mais les recherches sont hasardeuses sur Pistard, les données n'étant probablement pas indexées encore. Il est encore possible de consulter les fonds dans la base de données de BAnQ, tout en gardant en tête que les fonds sont de retour à la Société historique.

Fonds Syndicat de l'Enseignement du Saguenay
Dates : 1928–2010
Genre de documents : 3,10 ml de documents textuels, 4 documents iconographiques
Portée et contenu : Le fonds est constitué des documents qui avaient été produits par l'Association des Institutrices de Chicoutimi (Procès-verbaux, correspondance, contrat syndical, convention collective, exécutif, secrétariat, comité conjoint, convention collective, congrès), ainsi que des documents produits par les organismes suivants: Association des instituteurs & institutrices laïques de Bagotville, Association des enseignants du Saguenay, Association de l'enseignement du Saguenay (comprenant: exécutif, procès-verbaux, conseil d'administration, conseil délégué, Association Secteur, Association Générale, Fonds de résistance Syndicale, Comités politiques pédagogiques), Association des retraités de l'enseignement du Saguenay-Lac-Saint-Jean, Cinquantenaire de la Centrale des enseignants du Québec et Congrégation des enfants de Marie. Il contient aussi des spicilèges.
Cote assignée par le centre d'archives : F0231
Histoire administrative / notice biographique : C'est en 1949 que l'Union professionnelle des instituteurs et institutrices est fondée. Elle deviendra l'Union professionnelle des éducateurs catholiques de Chicoutimi en 1958, puis l'Association des enseignants du Saguenay en 1965. Ce n'est qu'à partir de 1975 qu'elle prendra le nom qui la désigne encore aujourd'hui soit celui du syndicat de l'enseignement du Saguenay. Le SES a comme mission de promouvoir les intérêts professionnels, économiques et sociaux de ses membres. Pour ce faire, le SES doit négocier et appliquer les conventions collectives, promouvoir la formation et la participation syndicale, aider ses membres dans l'exercice de leur profession, les informer et les sensibiliser et recruter de nouveaux membres. Afin d'accomplir sa mission, le personnel du SES offre des services à ses membres tels que l'interprétation des conventions collectives et des différentes lois applicables, la représentation auprès de l'employeur, ainsi que la consultation sur le régime pédagogique, le régime d'assurance collective, sur le régime de retraite, sur le régime de droits parentaux, la santé et la sécurité du travail. Le SES représente également ses membres lors des Conseils généraux de la CSQ et des Conseils fédéraux de la FSE. Les membres de la SES sont des enseignants au primaire, au secondaire, à l'école des adultes, et à la formation professionnelle. Le territoire couvert par le SES est celui de la Commission scolaire des Rives-du-Saguenay, soit de St-David-de-Falardeau à Ste-Rose-du-Nord, Chicoutimi secteur nord et sud, Laterrière et La Baie à Petit-Saguenay. Le Conseil d'administration est composé de 9 membres élus provenant des divers secteurs et ordres d'enseignement et de la conseillère et du conseiller. Le Conseil des personnes déléguées est composé d'une représentante ou d'un représentant de chaque école ou centre qui peuvent être accompagnés. L'Assemblée générale a lieu au moins une fois par année.
Point d'accès / provenance : Le fonds fut cédé à la Société Historique du Saguenay par Mme Lise Lapointe, le 15 septembre 1994. Le 30 mai et le 14 juin 2013, des ajouts au fonds ont été faits par Mme Reine-Marie Côté.
Numéro d'identification du fonds ou de la collection assigné par l'établissement : F0231
Nom du centre d'archives : Société historique du Saguenay

Fonds syndicats des charpentiers et menuisiers de Chicoutimi
Dates : Avril 1927
Genre de documents : 0,20 ml de documents textuels.
Portée et contenu : Le fonds est constitué du livre du trésorier d'avril 1927.
Cote assignée par le centre d'archives : F0055
Numéro d'identification du fonds ou de la collection assigné par l'établissement : F0055
Nom du centre d'archives : Société historique du Saguenay

NOTES

Sans compter les photographies représentants des syndicats, cette société d'histoire collectionne plusieurs documents, tels les statuts et les conventions collectives de syndicats de différents secteurs : Syndicat national des employés de l'aluminium d'Arvida inc., National Catholique des Débardeurs de la Baie des Ha!Ha! inc., Syndicat de l'Enseignement du Saguenay, Syndicat forestier de l'UCC à Sainte-Rose-du-Nord, Syndicat des fonctionnaires provinciaux du Québec, Syndicat des employés de la compagnie électrique du Saguenay, Syndicat national des employés de l'aluminium, Syndicat des employés de l'Hôpital de Chicoutimi (CSN), Syndicat des producteurs de bois du Saguenay-Lac-Saint-Jean (Rapport annuel), Conseil Central des Syndicats Catholiques de Chicoutimi, Syndicat national des commis de bureau d'Arvida, Syndicat National des Employés de L'Aluminium de St-Joseph d'Alma Inc., Syndicat national du Textile de Chicoutimi inc., Syndicat des Travailleurs Forestiers de la Gaspésie (U.C.C), Syndicat national des mesureurs assistants mesureurs, gardes forestiers et forestiers du Québec (C.S.N.) Section Price, Fédération des Travailleurs du Bois Ouvré du Canada, Syndicat professionnel des Médecins du Gouvernement du Québec, Syndicat Catholique national des briqueteurs de Montréal, Syndicat National des employés municipaux d'Alma inc., Syndicat National Catholique des chauffeurs de taxis-camions et mécaniciens de garage de Chicoutimi, Syndicat National des travailleurs des ateliers Price de Chicoutimi et Fédération canadienne des travailleurs des pâtes et papiers.

Le fonds Joseph-Eudore Le May comprend quelques photos représentant les syndicats (le fonds en question a été prêté à la BAnQ pendant de nombreuses années puis est de retour à la Société historique depuis 2012).

UNIVERSITE CONCORDIA - RECORD MANAGEMENT AND ARCHIVES
http://archives.concordia.ca/

Fonds Herb Johnson

Dates : 1898-1987, surtout 1935-1987

Genre de documents : 10 m de documents textuels. - 357 photographies. - ca 60 cartes postales. - 15 affiches. - 4 dessins. - 1 aquarelle. - 333 documents sonores. 16 objets.

Portée et contenu :
Le fonds est constitué de documents assemblés par Herb Johnson. Il documente sa carrière de musicien, de directeur d'orchestre, de **membre et de dirigeant du syndicat des musiciens**, ainsi que ses intérêts personnels et sa vie privée. Le fonds documente la scène des orchestres de danse et de musique de jazz des années 1930 aux années 1980, surtout à Montréal. C'est une source de documentation de grande valeur sur le bebop, style musical de jazz qui emergeat dans les années 1940 et sur l'Association des musiciens séniors et de l'orchestre qui en est issu. Le fonds comprend de la musique publiée et manuscrite, incluant les arrangements de Herb Johnson; de la correspondance personnelle; des livres et des articles sur les techniques du saxophone et de la clarinette; des livres et des articles sur les arrangements, les harmonies et d'autres facettes de la musique; des photographies; des carnets de notes; des documents financiers personnels; des programmes, des coupures de presse et d'autres souvenirs; des magazines. Le fonds inclut des enregistrements sonores ainsi que des objets comme des cartables de musique, des mouchoirs de poche et une valise pour les disques. Il y a aussi des documents liés aux activités syndicales du musicien comme de la correspondance, des documents financiers, des documents de fondation, la constitution, les règlements, des questionnaires, des bulletins de vote, des agendas, des procès-verbaux et des carnets d'adresses. Le fonds est organisé selon les séries et sous-séries suivantes: P088/1. Correspondents P088/1A. Family and friends P088/1B. Music colleagues P088/1C. Personal business correspondents P088/2. Personal files P088/2A. Personal interests and personal affairs P088/2B. Music industry P088/2C. Music technique P088/2D. Photographs P088/3. Union activity P088/3A. Musicians' Guild of Montreal P088/3B. Senior Musicians' Association P088/4. Print and manuscript music P088/5. Technique books, manuals, tutors, methods P088/6. Magazines and promotional literature P088/7. Collection of sound recordings P088/7A. Privately recorded sound recordings P088/7B. Commercial sound recordings.

Cote assignée par le centre d'archives : P088f

Histoire administrative / notice biographique :
Herbert William (Herbie, Herb) Johnson est né à Hartford, au Connecticut, le 3 novembre 1902. Sa mère, Parmelia, était de St-Hyacinthe, au Québec et son père, Thomas Matthew Johnson était originaire des États-Unis. Thomas Johnson était jardinier. Il chantait dans un quartet et jouait de la batterie dans un orchestre composé de huit musiciens et dont les pratiques avaient lieu dans la maison des Johnson. En 1923, il épousa Ethel Carroll avec qui il a deux enfants, William et Eugene. Ils se séparèrent en 1927. Il épousa ensuite Helen, avec qui il eut un troisième enfant, Coleman. Ils vécurent ensemble de 1938 à1967 environ. À partir d'environ 1968, Herb Johnson vécut avec Laura Roger, qu'il épousa en 1972. En 1993, Herb Johnson, alors veuf, déménagea de sa résidence à Rosemère, Québec à une institution de soins prolongés où il mourut en 199?. Herb Johnson joua dans des orchestres alors qu'il

était enfant, puis devint musicien professionnel à l'adolescence. À cette époque, la batterie était son instrument de prédilection. Il commença sa carrière professionnelle dans des orchestres de danse à Hartford durant les années 1920. C'est aussi à cette époque qu'il commença à jouer du saxophone baryton, puis du saxophone ténor, qui deviendra par la suite son principal instrument, même s'il continuera de jouer de la clarinette. Il s'installa à New York en 1928 et travailla dans des orchestres dirigés par des musiciens comme Jelly Roll Morton, Benny Carter, Noble Sissle et Kaiser Marshall. Lorsque la dépression et la prohibition commencèrent à ralentir l'emploi des musiciens à New York, il partit sur la route et joua à Albany et dans d'autres villes dans l'état de New York. En 1935, il fut recruté par Jimmy Jones pour jouer dans son orchestre les Harlem Dukes of Rhythm à Montréal. Herb Johnson vint habiter à Montréal et demeura dans cette région pour le reste de sa vie. Il a joué et dirigé différents orchestres, entre autres, au Café St-Michel, au Rockhead's Paradise, au Roseland et au Chinese Paradise Grill. Il a fait des tournées au Québec, en Ontario et à New York. De 1946 à 1949, il joua du saxophone ténor avec la Louis (ou Louie) Metcalf International Band au Café St-Michel. La Louis Metcalf International Band est l'orchestre qui a amené à Montréal le révolutionnaire style de musique bebop dans les boîtes de nuit de Montréal en 1946. Herb Johnson apporta son grand talent d'arrangeur à l'orchestre de Metcalf et de 1946 à 1949, il arrangea plusieurs pièces de l'orchestre, dans le style compliqué qu'était le bebop. En 1950, Herb Johnson enregistra Wilk's Bop avec Wilikie Wilkinson and His Boptet. Ce fut le premier enregistrement bebop au Canada. Dans les années 1940, il écrivait une chronique régulière sur la scène musicale dans The Music Dial, un magazine détenu et dirigé par des membres de la communauté noire et publié à New York. Le magazine couvrait les scènes musicale, théâtrale et artistique. Membre du syndicat des musiciens depuis 1922, Herb Johnson fut aussi, à la fin des années 1930, le vice-président du Canadian Coloured Clef Club, l'association locale des musiciens noirs,à à Montréal. Entre 1939 et 1945, le club fut absorbé par la Guilde des musiciens de Montréal, section locale 406 de l'American Federation of Musicians. Herb Johnson en fut d'ailleurs le premier membre noir. En plus d'œuvrer au sein du Election Committee du syndicat, il a travaillé au Guild's Brotherhood Committee, qui aidait les musiciens ayant des problèmes d'ordre médical ou autre. Il a dirigé la fondation de l'Association des musiciens séniors de la **Guilde des musiciens de Montréal au milieu des années 1970 et en a été le directeur sénior**. En 1976, il fonda la Senior Musicians Orchestra qui fut active, sous sa direction administrative et artistique, au moins jusqu'en 1987. Herb Johnson obtenait des subventions et des contrats pour l'orchestre et en faisait activement la promotion.

Point d'accès / provenance : Johnson, Herb, 1902-[199-]

Numéro d'identification du fonds ou de la collection assigné par l'établissement : P088f

URL fonds : Lien

Nom du centre d'archives : Université Concordia

NOTES

Quelques documents photographiques et audiovisuels sont conservés dans divers fonds, comme les entrevues de Léa Roback et de Stan Wingfield's sur la Canadian Seaman's Union (CSU) dans le fonds Merrily Weisbord, celle de Michel Chartrand (CNTU [CSN]) dans la collection de la bibliothèque de l'université.

UNIVERSITÉ CORNELL LIBRARY - KHEEL CENTER FOR LABOR-MANAGEMENT DOCUMENTATION AND ARCHIVES
http://www.ilr.cornell.edu/library/kheel/index.html

International Fur and Leather Workers' Union

Dates : 1913-1955

Genre de documents : 33 linear ft.

Portée et contenu :
The collection spans the years 1913-1955 (bulk 1923-1955). It consists of official records, such as convention proceedings and General Executive Board meetings; office files (correspondence and financial records); local files (fur, leather, and Joint Board); subject files; and publications and miscellaneous. The records include union publications, broadsides, and photographs. The material documents particularly well the union's organizing efforts, the internal struggles against corruption, and the radical activities of its members. Also documented are the ethnic membership of the union, mostly Jewish and Greek, and its progressive and political bent. The records include documents pertaining to government prosecution of communist union members - prominently Ben Gold - but others as well. They give insights into the devastating effects of McCarthy-era anti-communist pressure on militant unions and their leaders.
Series I. Official Records.
Series II. Office Files. [Sections locales québécoises]
Series III. Local Files. [Sections locales québécoises]
Series IV. Subject files.
Series V. Publications and miscellaneous materials

Cote assignée par le centre d'archives : 5676

Histoire administrative / notice biographique :
The International Fur Workers Union was founded on June 16, 1913, by the delegates of eight American Federation of Labor unions representing 14,000 workers in all branches of the fur trade.
During the 1920's the union was characterized by internal corruption, factional fighting, and heavy-handed leadership. Oranized crime gained a foothold in the New York fur district. Led by Ben Gold, chairman of the New York Joint Board, the radical element began a determined campaign to drive the gangsters out. This effort culminated in a strike which began on February 11, 1926.
The four month strike was largely successful. Nevertheless, the leadership of the International Fur Workers Union sought to expel Ben Gold. A January 27, 1927 decision by the American Federation of Labor's Executive Council authorized President William Green to appoint a special committee "to rid the [New York City Joint Board] of its Communist leadership."
During the next seven years Ben Gold and his followers waged a determined battle to regain their positions within the union. Finally, in May of 1935, with the union's right wing discredited by its connection with organized crime, Gold was named president. Three years later he once again led the fur workers out on strike. This time, the manufacturers were forced to sign an industry-wide collective agreement.
In 1937, the International Fur Workers Union left the American Federation of Labor and joined the C.I.O., lending support to the campaign for industrial unionism. In 1940, the International Fur Workers Union merged with the National Leather Workers' Association to form the Fur and

Leather Workers Union; the new union began a campaign to organize the tanneries of Pennsylvania and the midwest.
During World War II, the union implemented the Fur Vest Project, producing 50,000 vests for America's merchant seamen. A no-strike pledge guaranteed labor-management peace.
In 1948, while most labor unions were supporting President Harry Truman and his cold war policies, the Fur and Leather Workers endorsed Henry Wallace's Progressive Party. Wallace, who had been Vice President in Roosevelt's third term, ran for President on a platform that stressed the need for peace, full employment and a continuation of the New Deal tradition. The Wallace campaign widened the breach within the C.I.O. and isolated the Fur and Leather Workers on the left.
McCarthyism and anti-Communist hysteria threw the labor movement on the defensive during the late 1940's and early 1950's. In 1950, the Fur and Leather Workers were expelled from the C.I.O. Ben Gold was forced to resign as President after he was accused of perjuring himself by signing a non-Communist Taft-Hartley affadavit.
In 1955, the union merged with the Amalgamated Butchers and Meat Cutters of North America. As part of this organization, the Joint Board Fur, Leather and Machine Workers' Union has continued in the progressive tradition. In the 1960's and 1970's it played active roles in both the civil rights and peace movements.

Point d'accès / provenance : International Fur and Leather Workers' Union.

Numéro d'identification du fonds ou de la collection assigné par l'établissement : 5676

URL du fonds : Lien

Nom du centre d'archives : Kheel Center for Labor-Management Documentation and Archives, Martin P. Catherwood Library, Cornell University.

Notes :
Le chercheur pourrait trouver d’autres informations dans le fonds 5924 : International Fur and Leather Workers Union. Additional Records [1934-1954]

Joint Board, Fur, Leather & Machine Workers Union
Dates : 1915-1974
Genre de documents : 201 linear ft.
Cote assignée par le centre d'archives : 5685
Point d'accès / provenance : Joint Board, Fur, Leather & Machine Workers Union.
Numéro d'identification du fonds ou de la collection assigné par l'établissement : 5685
URL du fonds : Lien
Nom du centre d'archives : Kheel Center for Labor-Management Documentation and Archives, Martin P. Catherwood Library, Cornell University.
Notes : Au moment de la publication, la description du fonds n'était pas disponible. Autres fonds complémentaires : 5685mf: Joint Board, Fur, Leather and Machine Workers Union. Records, Microfilm 5685 P: Joint Board, Fur, Leather and Machine Workers Union. Photographs 5917 P: Joint Board Fur and Leather Workers. Additional Photographs

Brotherhood of Railway, Airline, and Steamship Clerks, Freight Handlers, Express, and Station Employees
Dates : 1899-1979
Genre de documents : 973 linear feet.
Portée et contenu : Correspondence, reports, publications
Cote assignée par le centre d'archives : 5488
Point d'accès / provenance : Brotherhood of Railway, Airline, and Steamship Clerks, Freight Handlers, Express, and Station Employees.
Numéro d'identification du fonds ou de la collection assigné par l'établissement : 5488
URL du fonds : Lien
Nom du centre d'archives : Kheel Center for Labor-Management Documentation and Archives, Martin P. Catherwood Library, Cornell University.
Notes : Au moment de la publication, la description du fonds n'était pas disponible. Autre fonds complémentaire : 5488b: Brotherhood of Railway, Airline, and Steamship Clerks, Freight Handlers, Express, and Station Employees: 1915-1985 (676 linear ft, organized in 113 series by Union file number).

Hotel Employees and Restaurant Employees International Union (HERE) - General Office. Legal Files

Dates : 1892-1984

Genre de documents : 2.25 linear ft.

Portée et contenu :
Series Proceedings & Conventions [dont une convention à Montréal en 1925]
Series General Secretary-Treasurer. Bonding Records Files
Series General President. AFL-CIO Files

Cote assignée par le centre d'archives : 6199/010 mf

Point d'accès / provenance : Hotel Employees and Restaurant Employees International Union (HERE).

Numéro d'identification du fonds ou de la collection assigné par l'établissement : 6199/010 mf

URL du fonds : Lien

Nom du centre d'archives : Kheel Center for Labor-Management Documentation and Archives, Martin P. Catherwood Library, Cornell University.

Notes :
Au moment de la publication, la description du fonds n'était pas disponible.

Autre fonds complémentaire :
6199/009 mf: Hotel Employees and Restaurant Employees International Union (HERE). General Secretary-Treasurer's files. Microfilm., 1907-1993 (2 linear ft., Reports, correspondance.)
6199/011mf: Hotel Employees and Restaurant Employees International Union (HERE). Official Journals. Microfilm, 1896-1982 (0,75 linear ft., Publications, convention proceedings) :
Portée et contenu :
Includes volumes of American Caterer (1896), The National Purveyor (1897-1899), The Mixer and Server (1900-1929), and The Catering Industry Employee (1929-1982). Also included are proceedings from 36th "Diamond Jubilee" General Convention (1966).
6199/012mf: Hotel Employees and Restaurant Employees International Union (HERE). Joint Executive Board Files. Microfilm, 1941-1982 (0,75 linear ft, Reports, minutes, correspondence [dont des correspondances avec Montréal, entre 1943 et 1978]).
6199/013 P : Hotel Employees and Restaurant Employees International Union (HERE). Historical Files. Photographs. (0.5 linear ft., photographs)

Brotherhood of Locomotive Engineers
Dates : 1913-1955
Genre de documents : 3 linear ft.
Portée et contenu : Files of the Brotherhood of Locomotive Engineers (BLE). Transcripts, reports, pamphlets.
Cote assignée par le centre d'archives : 5147
Point d'accès / provenance : Brotherhood of Locomotive Engineers (U.S.). Donated.
Numéro d'identification du fonds ou de la collection assigné par l'établissement : 5147
URL du fonds : Lien
Nom du centre d'archives : Kheel Center for Labor-Management Documentation and Archives, Martin P. Catherwood Library, Cornell University.
Notes : Au moment de la publication, la description du fonds n'était pas disponible.

International Brotherhood of Pulp, Sulphite, and Paper Mill Workers
Dates : 1906-1957
Genre de documents : 286 microfilm reels.
Portée et contenu : Microfilm copies of the files of the International Brotherhood of Pulp, Sulphite, and Paper Mill Workers. This collection consists primarily of the President-Secretary's files: reports and correspondence. These papers of the IBPSPMW cover most of the years from 1906, the year of the organization of the International Brotherhood, to 1957. Files for a few years are missing. [Information sur les sections locales du Quebec à trois occurrences, 1939, 1941, 1945.]
Cote assignée par le centre d'archives : 5432mf
Point d'accès / provenance : Microfilm copies of the files of the International Brotherhood of Pulp, Sulphite, and Paper Mill Workers.
Numéro d'identification du fonds ou de la collection assigné par l'établissement : 5432mf
URL du fonds : Lien
Nom du centre d'archives : Kheel Center for Labor-Management Documentation and Archives, Martin P. Catherwood Library, Cornell University.
Notes: Autres fonds complémentaires : 5432: International Brotherhood of Pulp, Sulphite, and Paper Mill Workers. Records, 1906-1957.(1 linear ft., Correspondence, reports, publications.) 5955: International Brotherhood of Pulp, Sulphite, and Paper Mill Workers Files on strike, 1921-1926 (0.5 linear ft., Correspondence, reports, publications.) 5781: International Brotherhood of Pulp, Sulphite, and Paper Mill Workers and United Papermakers and Paperworkers. Records Of Negotiations, 1942-1964. (1 linear ft.)

United Transportation Union (UTU)

Dates : 1959-1984

Genre de documents : 118 linear ft.

Portée et contenu :
Collective bargaining documents of the United Transportation Union, agreements and correspondence.

Reports, pamphlets, correspondence, constitution, minutes, articles.

Cote assignée par le centre d'archives : 5139

Point d'accès / provenance : United Transportation Union (UTU)

Numéro d'identification du fonds ou de la collection assigné par l'établissement : 5139

URL du fonds : Lien

Nom du centre d'archives : Kheel Center for Labor-Management Documentation and Archives, Martin P. Catherwood Library, Cornell University.

Notes:
Related Collections:
5139 AV: UTU Audio-Visual Material
5139 MB: UTU Memorabilia
5139 P: UTU Photographs

Autres fonds complémentaires :
5164 : UTU Canada Records, 1884-1974 (1 linear ft., Constitutions, pamphlets, minutes
Portée et contenu :
Copies of the Constitution and by-laws, logbooks, and minutes, etc. of the Brotherhood of Locomotive Firemen; correspondence about Railroad Pension Plans in Canada and Union participation among Railroad employees in Canada, 1971.
5589 : United Transportation Union. Vice-President's (George W. Legg) Office. Subject Files. 1968-1972 (2 linear ft., . Correspondence, reports, publications.)
5711: United Transportation Union New York State Legislative Director. Files, 1955-1977. (20 linear ft., Correspondence, reports, publications.)
6023: United Transportation Union Additional files (2 linear ft., Correspondence, reports, publications)
6055 : United Transportation Union. Additional collective bargaining agreements, 1910-1979, bulk 1941-1970 (11 linear ft., collective bargaining agreements)

Glass Bottle Blowers' Association Of The United States And Canada
Dates : 1908-1927
Genre de documents : 1.3 linear ft.
Portée et contenu : The records include correspondence (1890-1915) (3 bound volumes of carbons and originals) containing letters from the Knights of Labor discussing possible amalgamation of the American Flint Glass Workers Union (AFGWU) and the Glass Bottle Blowers' Association (GBBA); letters from Denis A. Hayes (president, GBBA) regarding jurisdiction, machinery, wage and price guidelines; letter (1897) discussing amalgamation of GBBA with Prescription Bottle Department of AFGWU; protest of "Danbury Hatters Case" (Sherman Antitrust) (1910); jurisdictional dispute with AFGWU (1909); manufacturers beginning production of bottles during "summer shop" (1911); minutes and resolutions (1911) of committee to settle jurisdictional disputes between GBBA and AFGWU, etc. Major correspondents include D.A. Hayes (president, GBBA), Frank Morrison, Samuel Gompers, J.W. Rowe (president, AFGWU) and C.E. Voitle (president, AFGWU). Additional materials include (1 bound volume) proceedings and minutes of Conferences held between representatives of GBBA and AFGWU (1911); miscellaneous clippings (1900-1912); credential certificate for Harry Jenkins (1900); report of hearings on H.R. 16928 regarding regulation of storage of food products in District of Columbia, with statements by Harry Jenkins (1910); and souvenir booklet of GBBA "Golden Anniversary Convention" (1927).
Cote assignée par le centre d’archives : 5142
Histoire administrative / notice biographique : The Glass Bottle Blowers' Association of the United States and Canada (GBBA) was organized in 1868 as the Independent Druggist Ware Glass Blowers' League. It affiliated with the Knights of Labor in 1886 and withdrew from this affiliation in 1891 to become the United Green Glass Workers' Association of the United States and Canada, assuming its present name in 1895.
Point d'accès / provenance : Glass Bottle Blowers' Association of the United States and Canada.
Numéro d'identification du fonds ou de la collection assigné par l'établissement : 5142
URL du fonds : Lien
Nom du centre d'archives : Kheel Center for Labor-Management Documentation and Archives, Martin P. Catherwood Library, Cornell University.

Amalgamated Clothing Workers Of America

Dates : 1914-1980, 1920-1950 (bulk)

Genre de documents : 207.5 linear ft.

Portée et contenu :
Correspondence, clippings, minutes, organizing leaflets, photographs, speeches, phonographs, scrapbooks, and organizational records documenting the founding, growth, history and development of the Amalgamated Clothing Workers of America; the activities of its officers and other leading officials; its organizing activities; and its administration.
Significant individuals represented in the collection include Sidney Hillman, Joseph Schlossberg, Jacob Potofsky, Dorothy Jacobs Bellanca, E.J. Brais, Bessie Hillman, and August Bellanca.
Among the topics covered in the collection are the men's garment industry in the U.S. and Canada; union organizing, collective bargaining, strikes and other labor disputes in both countries; records of local unions; working conditions in the U.S. garment industry; union management, finances, and legal matters; the New Deal, particularly Sidney Hillman's involvement in the National Recovery Administration; and economic mobilization during World War II, including Hillman's records from his service with the National Defense Advisory Commission and the War Production Board.

Cote assignée par le centre d'archives : 5619

Histoire administrative / notice biographique :
The Amalgamated Clothing Workers of America, the most significant union representing workers in the men's clothing industry, was founded in Chicago in 1914 as a breakaway movement from the United Garment Workers.
Under the leadership of Sidney Hillman, the ACWA grew rapidly. By the late 1920s the union had organized over 100,000 members in the major garment industry cities across the United States and Canada. The depression severely thinned its ranks, but by the mid-1930s, the union had regained sufficient organizational strength to become a leading player in the creation of the CIO.
Sidney Hillman became an influential figure in political circles and a key advisor to Franklin D. Roosevelt on labor and economic issues, serving on the board of the National Recovery Administration. During World War II, Hillman was named associate director of the Office of Production Management, which assisted in mobilizing the nation's resources for the war effort.
Hillman's death in 1946 was a significant blow to the ACWA. Though the union continued to grow under his successor, Jacob Potofsky, its influence in national political and labor affairs was diminished. In 1976, the union merged with the Textile Workers of America to become the Amalgamated Clothing and Textile Workers Union; In 1995 the ACTWU voted to merge with the International Ladies' Garment Workers' Union to form the Union of Needletrades, Industrial and Textile Employees (UNITE).

Point d'accès / provenance : Amalgamated Clothing Workers Of America

Numéro d'identification du fonds ou de la collection assigné par l'établissement : 5619

URL du fonds : Lien

Nom du centre d'archives : Kheel Center for Labor-Management Documentation and Archives, Martin P. Catherwood Library, Cornell University.

Notes :

Fonds connexes :
5287. Amalgamated Clothing Workers of America. Rochester Joint Board, 1964-1976.
5619 A. Amalgamated Clothing Workers of America. Agreements.
5619 AA. Amalgamated Clothing Workers of America. Contract files.
5619 AV. Amalgamated Clothing Workers of America. Audio-visual collection.
5619 B. Amalgamated Clothing Workers of America. Additional files.
5619 C. Amalgamated Clothing and Textile Workers Union.
5619 mb. Amalgamated Clothing Workers of America. Memorabilia.
5619 mf. Amalgamated Clothing Workers of America. Microfilm, 1911-1961.
5619 OH. Amalgamated Clothing Workers of America. Oral history.
5665 mf. Amalgamated Clothing and Textile Workers Union. Fall River Local. Minute Books, 1949-1977.
5674 tr. Amalgamated Clothing Workers of America. Interviews.
5743. Amalgamated Clothing Workers of America. Photographs.
5744. Amalgamated Clothing Workers of America. J.P. Stevens boycott. Clippings.

ILGWU

Dates : 1884-2006, bulk 1923-1995

Genre de documents : 2,527 linear feet.

Portée et contenu :
The ILGWU Records include substantial historical documentation from many of International Ladies' Garment Workers' Union's key officers, central offices, regional units, joint boards and local unions. In addition to correspondence, minutes, and publications, the ILGWU archives contains union and garment industry work artifacts and memorabilia, audio-visual materials and a substantial series of historical photographs.
See Series Descriptions for more information.
Series I. Constitutions, By-Laws and Conventions, 1893-1995
Series II. Joint Boards, District Councils and Regional Departments, 1901-2000
Series III. Locals, 1901-1996
Series IV. Officers and Staff, 1911-2006
Series V. General Executive Board, 1900-1995
Series VI. Contracts and Case Files, 1907-2000
Series VII. Departments and Institutions, 1884-1999
Series VIII. Printed Material, 1910-1995
Series IX. Audio-Visual, 1885-1995
Series X. Scrapbooks and Memorabilia, 1910-1995
Series XI. Miscellany, 1985-1992

Cote assignée par le centre d'archives : 5780

Histoire administrative / notice biographique :
The ILGWU was formed on June 3, 1900, by eleven delegates representing local unions in New York, Philadelphia, Baltimore, and Newark. These local unions—the United Brotherhood of Cloak Makers, the Skirt Makers Union No. 1 of Greater New York, the Cloak Makers' Protective Union of Philadelphia, the Cloak Makers Union of Baltimore, the Cloak Makers' Union of Brownsville, and the Cloak Makers' Union of Newark, New Jersey—were comprised primarily of Jewish immigrants who had recently arrived from Eastern Europe, many of whom were socialist and had been active trade unionists before coming to America, and in some instances, had become members of the ILGWU's predecessor unions upon arrival. The ILGWU was granted a charter from the American Federation of Labor on June 22, 1900.
The ILGWU was an important force in establishing the rights to unionize, bargain collectively, and work under safe conditions. In the opening decade of the twentieth century, galvanizing events such as the "Uprising of the 20,000" (1909-1910), the "Great Revolt" (1910), and the Protocol of Peace (1910) helped the union grow quickly and push for major workplaces changes in the industry. A fire at the Triangle Shirtwaist Factory on March 25, 1911, claimed the lives of 146 young women and men and spurred cooperation between organized labor, government, and social reformers to institute unprecedented workplace inspection and regulation.
At the same time, and especially as the union grew, the union's agenda was not limited strictly to workplace issues. The ILGWU developed several elements of "social unionism." In addition to maintaining Health, Welfare, and Vacation Funds for members, many local unions also organized Education Departments that presented a variety of course offerings to members, ranging from English language classes, to labor history classes, to visual and performing arts classes. The ILGWU's Union Health Center in New York City was established in 1913 and chartered in 1930,

and Union Health Centers and Mobile Health Units in other locations were soon founded elsewhere; the staff at these centers provided consultation and health services to union members across the United States. The union's cooperative housing complexes offered affordable options for workers in New York City, and the ILGWU's Unity House, a resort in the Pocono Mountains of Pennsylvania established in 1919 (and closed in 1989), served as a relatively inexpensive getaway for union members and their families. By the time David Dubinsky was elected president of the ILGWU, the union's many and varied programs were large and robust, and the union was a formidable presence in American organized labor.

During David Dubinsky's tenure as president of the ILGWU from 1932 to 1966, the ILGWU grew in numbers, influence, and ambition. As more garment workers in New York City joined the union, manufacturers sought to establish shops where they could hire non-unionized workers and thus turn a greater profit. When these "runaway" shops opened up New England, central Pennsylvania, and the Southeastern United States, the ILGWU followed. The union sent organizers to newly-opened shops, and eventually established district councils and regional departments to gain members and represent these "out-of-town" workers. During this time, the ILGWU established its Training Institute to prepare students for organizing and staff positions with the growing union.

With an increasingly large membership, the union had become even more involved in cultural and educational activities. The musical "Pins and Needles" opened at New York City's Labor Stage in 1937 and enjoyed a successful Broadway run until 1940; in 1950, the Northeast Department musical narrative, "My Name Is Mary Brown," was staged at the ILGWU Golden Jubilee Convention in Atlantic City; the ILGWU-produced feature film "With These Hands," too, was premiered at that convention, and it was later released nationwide. The ILGWU Chorus and local unions' mandolin orchestras continued to perform at union events in their local communities.

Meanwhile, the ILGWU was becoming increasingly involved in domestic partisan politics and international affairs. The ILGWU became a key stakeholder and major financial contributor to the American Labor Party and later the Liberal Party of New York, before finally aligning with the Democratic Party in the 1960s. By 1962, John F. Kennedy was on hand to ceremoniously open the ILGWU's cooperative housing at Penn Station South, and in 1964, Lyndon B. Johnson gave a speech to observe the 50th anniversary of the Union Health Center's opening. In addition, the ILGWU's Legislative and Political Department, under the longtime direction of Evelyn Dubrow, participated in many and legislative and electoral efforts, with local unions also coordinating activities on the municipal and state levels. A wide range of ILGWU officers presented testimony on a variety of topics relating to trade, workplace conditions, and other labor issues before the U.S. Congress.

On the international scene, in the years leading up to the United States' involvement in World War II, the ILGWU collaborated with other labor organizations, such as the Jewish Labor Committee and the Italian-American Labor Council, to oppose the rise of fascism and Hitler in Europe; and in the post-war period, under David Dubinsky's intensely anti-communist leadership, the ILGWU worked closely with AFL leadership to provide material aid to those in war-ravaged Europe and establish non-Communist unions in the region in decolonizing countries.

Nevertheless, over the course of its history, the ILGWU's international leadership was consistently criticized as non-representative of the union membership. In the union's early years, this disparity was primarily gendered; a disproportionate number of men rose from the powerful local unions in New York City to hold office of a union whose membership was overwhelmingly female. As the racial demographics of the union changed, especially in the post-war period, the relative absence of union leaders who had risen from the ranks of more recent immigrant members earned the union

critics, among them the NAACP. The ILGWU's reputation as a progressive force in American organized labor was further tarnished by the divisive issue of the right of union staff to organize. Though clerical workers of the ILGWU were organized as part of the Office Employees International Union (OEIU), the ILGWU, and especially David Dubinsky, came under criticism for the treatment of union staff who sought to organize themselves, namely the Federation of Union Representatives (FOUR).

In the 1970s and 1980s, the decline of the United States garment manufacturing industry accelerated. Efforts to stem this decline included the ILGWU's aggressive campaign to educate American consumers of the importance of buying products bearing the Union Label, testimony before Congressional committees on the effects of imports on garment workers in the United States, and increased collaboration with international federations of clothing workers unions. These conditions, compounded by the controversial issue of regulating homework, posed serious challenges to the union. One response was designed and executed at the local union level, and then expanded for the national membership; from 1983 to 1995, the Immigration Project represented and advised individuals on immigration, naturalization, and amnesty matters, the first such program of this kind established by an American union. Another response was to engage and help in the growth of workers' centers in the United States and more actively engage with organizing efforts outside of the United States.

By the mid-1990s, however, the strategy for responding to the United States' declining women's garment manufacturing industry was to merge with the union that had represented workers in the men's garment manufacturing industry, the Amalgamated Clothing and Textile Workers Union (ACTWU). At a joint convention in 1995, the two unions merged to form the Union of Needletrades, Industrial and Textile Employees (UNITE). Now under the leadership of President Jay Mazur, the new union had a membership of about 250,000 in the United States, **Canada**, and Puerto Rico.

Point d'accès / provenance :

In 1973, the records of the International Ladies' Garment Workers' Union (ILGWU) were initially assembled as the ILGWU Archives by Vice President and General Manager of the New York Cloak Joint Board Henoch Mendelsund, and in large part, processed and maintained by ILGWU Archivist Robert Lazar, Ethel Goldwasser, and other union staff until the ILGWU Archives' closure in 1987. That year, President Jay Mazur arranged for the transfer of the ILGWU records from the ILGWU Archives at the union's international headquarters in New York City to the Kheel Center for Labor-Management Documentation and Archives at Cornell University's Ithaca campus. Beginning with this first transfer of records in 1987 until the ILGWU's merger with the Amalgamated Clothing and Textile Workers Union (ACTWU) in 1995, the ILGWU regularly sent its non-active records to the Kheel Center, resulting in a substantial and varied body of material. Since 1995, additional ILGWU materials have periodically been sent to the Kheel Center from UNITE and UNITE-HERE. These records, totaling more than 2,000 linear feet, document the rich and complex history of the ILGWU and the garment industry in the United States. In 2010, the ILGWU 21st Century Heritage Fund provided a 2-year grant to continue the processing of the ILGWU records.

Numéro d'identification du fonds ou de la collection assigné par l'établissement : 5780

URL du fonds : Lien

Nom du centre d'archives : Kheel Center for Labor-Management Documentation and Archives, Martin P. Catherwood Library, Cornell University.

UNIVERSITE DE MONTREAL - DIVISION DE LA GESTION DES DOCUMENTS ET DES ARCHIVES
http://www.archiv.umontreal.ca/

Fonds de Comité chargé d'étudier les répercussions de la syndicalisation des professeurs sur la juridiction de l'Assemblée universitaire.
Dates : 1975
Genre de documents : 0,11 m de documents textuels
Portée et contenu : Le fonds témoigne des activités du Comité chargé d'étudier les répercussions de la syndicalisation des professeurs sur la juridiction de l'Assemblée universitaire. Le fonds contient les procès-verbaux et dossiers afférents aux séances.
Cote assignée par le centre d'archives : A 112
Histoire administrative / notice biographique : Le Comité chargé d'étudier les répercussions de la syndicalisation des professeurs sur la juridiction de l'Assemblée universitaire a tenu sa première réunion le 14 mars 1975. L'Assemblée universitaire a confié au Comité le mandat d'étudier les répercussions de la syndicalisation des professeurs sur la juridiction de l'Assemblée universitaire et de lui faire des propositions. Le Comité comprend cinq membres, outre le recteur ou son représentant. Ceux-ci doivent être des membres de l'Assemblée et au moins trois d'entre eux doivent être des membres élus à l'Assemblée. Le 25 août 1975 le rapport du projet final est déposé.
Numéro d'identification du fonds ou de la collection assigné par l'établissement : A 112
URL du fonds : Lien
Nom du centre d'archives : Université de Montréal

Fonds Syndicat national des employés de l'Université de Montréal
Dates : 1964-1986
Genre de documents : 6,92 m de documents textuels et autres documents.
Portée et contenu : Le fonds témoigne des ententes survenues entre le Syndicat national des employés de l'Université de Montréal et l'établissement d'enseignement, de même que les opinions de ses membres. Le fonds comprend des conventions collectives des employés de l'Université de Montréal, une convention collective du centre de calcul, des publications Trait d'union et des bulletins du syndicat. On retrouve aussi des dossiers sur l'historique, la constitution et l'accréditation du Syndicat, sur les différentes négociations, textes de projets et de conventions collectives annotées, ainsi que des procès-verbaux. On y trouve de plus, des listes de membres et d'officiers du Syndicat; des descriptions de fonctions, des échelles salariales, des bilans, des rapports financiers et des dossiers sur les grèves accompagnés de quelques photographies. On retrouve finalement des dossiers de participations à des Congrès et autres comités nationaux.
Cote assignée par le centre d'archives : P 34
Histoire administrative / notice biographique : Le Syndicat national des employés de l'Université de Montréal a été fondé en 1962 alors qu'il regroupe les employés de la cafétéria du Centre social et ceux de l'ancienne résidence. Affilié à la Confédération des syndicats nationaux (CSN), son histoire est marquée par une grève en 1962 pour les employés de la cafétéria, puis en 1966, pour les employés des bibliothèques. À l'automne 1986, suite à une assemblée générale, une fusion se réalise entre le Syndicat national des employés de l'Université de Montréal (SNEUM) et le Syndicat des employés de l'Université de Montréal (SEUM). Le Commissaire du travail approuve la réunion des deux regroupements le 3 mars 1987. L'obligation d'afficher les postes ouverts, la possibilité de promotion après deux ans et la fixation d'un taux précis pour le travail supplémentaire sont quelque un des gains obtenus par Syndicat suite à son action. Une des personnes qui a assuré la présidence du Syndicat est Mme Simone Guillet. Source: Journal Continum vol 54, no 3 p.3
Numéro d'identification du fonds ou de la collection assigné par l'établissement : P 0034
URL fonds : Lien
Nom du centre d'archives : Université de Montréal

Fonds de l'Association des professeurs de l'Université de Montréal
Dates : 1953-1991
Genre de documents : 3,79 m. de documents textuels et 13 pièces d'archives imprimées.
Portée et contenu : Le fonds témoigne des activités de l'association. Le fonds de l'APUM est constitué de l'ensemble des dossiers administratifs de l'Association: (avis de convocation, procès-verbaux, correspondance, documents financiers, mémoires, rapports, etc.) ainsi que d'un certain nombre de dossiers généraux de documentation et d'archives imprimées. Il comprend aussi des documents relatifs aux professeurs des sciences de même que certains numéros du "Bulletin de l'APUM" (1967-1969). Il se compose également d'un dossier portant sur la syndicalisation.
Cote assignée par le centre d'archives : P 35
Histoire administrative / notice biographique : Créée en 1955, elle est remplacée par le Syndicat des professeurs de l'Université de Montréal.
Point d'accès / provenance : Association des professeurs de l'Université de Montréal.
Numéro d'identification du fonds ou de la collection assigné par l'établissement : P 35
URL fonds : Lien
Nom du centre d'archives : Université de Montréal

Fonds Alliance des professeurs catholiques de Montréal
Dates : 1952-1956
Genre de documents : 38 pièces d'archives imprimées.
Portée et contenu : Le fonds témoigne des opinions des membres de l'Alliance des professeurs catholiques de Montréal et des nouvelles concernant le regroupement syndical. Le fonds comprend des publications Le Professeur.
Cote assignée par le centre d'archives : P 36
Histoire administrative / notice biographique : L'Alliance des professeurs catholiques de Montréal (APCM) voit le jour le 5 mars 1919. Née pour «défendre l'honneur de la profession», elle est un agent négociateur représentant des instituteurs et institutrices à l'emploi de la Commission des écoles catholiques de Montréal. Son idéal est la sauvegarde des grands principes du syndicalisme soit: «le droit pour le groupe majoritaire d'être reconnu par le patron, d'être reçu par lui et de conclure avec lui une entente de travail, le droit pour l'employé de choisir une association, ses chefs ou ses représentants ainsi que le droit à la liberté de parole et d'opinion au sein de sa profession ou de son association.». En 1939, en raison de la crise économique qui sévit, l'Alliance des professeurs catholiques de Montréal s'impose en revendiquant un meilleur salaire pour ses membres. Elle se transforme en mars 1944 en un syndicat professionnel et obtient son certificat de reconnaissance lequel est révoqué en janvier 1949 en raison d'une grève qu'ell déclenche. Ce n'est qu'en 1959 qu'elle a gain de cause. En parallèle de ses activités, l'Alliance publie un journal, Le Professeur. À partir de 1966, l'Alliance des professeurs catholiques de Montréal change son appellation pour devenir, jusqu'en 1986, l'Alliance des professeurs de Montréal. En 1987, elle adopte une nouvelle raison sociale soit l'Alliance des professeures et professeurs de Montréal. Léo Guindon assure la présidence de l'Alliance des professeurs catholiques de Montréal jusqu'en 1966.
Point d'accès / provenance : Alliance des professeurs catholiques de Montréal
Numéro d'identification du fonds ou de la collection assigné par l'établissement : P 36
URL fonds : Lien
Nom du centre d'archives : Université de Montréal

Fonds du Syndicat général des professeurs de l'Université de Montréal
Dates : 1960-2004
Genre de documents : 17,62 m. de documents textuels, 28 bandes magnétiques et 169 pièces d'archives imprimées.
Portée et contenu : Le fonds comprend des dossiers administratifs, des dossiers financiers, des dossiers de comités, des dossiers relatifs à la Fédération des associations de professeurs des universités du Québec (FAPUQ). Il contient aussi de la correspondance (entre autres avec diverses associations et syndicats de professeurs et avec les unités de l'Université de Montréal), des dossiers du Comité d'éthique professionnelle, des listes de membres (certaines sur bandes magnétiques), des dossiers de membres et des dossiers concernant les négociations collectives. Il comprend également des dossiers de griefs, des dossiers thématiques, et des archives imprimées. Enfin, le fonds comprend des rapports, bulletins, mémoires, procès-verbaux d'assemblées générales, un dossier de presse du ainsi qu'un dossier d'échelles de salaires du personnel enseignant provenant du SGPUM.
Cote assignée par le centre d'archives : P 37
Histoire administrative / notice biographique : SPUM (Syndicat des professeurs de l'Université de Montréal qui ne réussit jamais à avoir un nombre suffisant d'adhérents pour justifier la demande d'un certificat d'accréditation et qui donna naissance, avec l'APUM, au SGPUM)Le Syndicat général des professeurs de l'Université de Montréal (SGPUM) a reçu son accréditation le 9 juillet 1975. Il a pris la suite de l'Association des professeurs de l'Université de Montréal (APUM).
Point d'accès / provenance : Syndicat général des professeurs de l'Université de Montréal
Numéro d'identification du fonds ou de la collection assigné par l'établissement : P 37
URL fonds : Lien
Nom du centre d'archives : Université de Montréal

Fonds du Syndicat des employés de l'Université de Montréal, section locale 1244 (SCFP)
Dates : 1971-1984
Genre de documents : 10 pièces d'archives imprimées.
Portée et contenu : Le fonds illustre les activités du syndicat. Le fonds est composé de documents relatifs à la convention collective de 1971, de journaux et de revues.
Cote assignée par le centre d'archives : P 45
Histoire administrative / notice biographique : En 1969 les travailleurs du service du courrier de l'Université de Montréal aidés par les employés d'entretien de l'U de M (le local 1186) entreprennent l'organisation syndicale des travailleurs de soutien. Après une campagne assez longue, le SCFP procède à la fondation officielle du local 1244 le 7 octobre 1970. Le personnel possède alors un moyen de représentation auprès de l'employeur. En 1971, suite à plusieurs mois de négociations et à une grève de quatre semaines à laquelle participeront de nombreux travailleurs, la première convention collective est signée. La deuxième en 1972, la troisième en 1975 et la quatrième en 1979 permettront d'acquérir de nettes améliorations des conditions de travail. D'autres conventions collectives seront ensuite signées le 3 mars 1980, le 24 septembre 1982, le 29 juin 1984, la dernière allant du 2 novembre 1990 à 1992. À l'automne 1986, suite à une assemblée générale, la fusion de la SEUM et du Syndicat national des employés de l'Université de Montréal (SNEUM) affilié à la CSN, sera décidée. Le commissaire du Travail l'approuvera le 3 mars 1987.
Point d'accès / provenance : Syndicat des employés de l'Université de Montréal
Numéro d'identification du fonds ou de la collection assigné par l'établissement : P 45
URL fonds : Lien
Nom du centre d'archives : Université de Montréal

Fonds du Front commun des associations étudiantes du campus de l'Université de Montréal
Dates : 1974 - 1981
Genre de documents : 9 pièces d'archives imprimées
Portée et contenu : Le fonds témoigne des activités de l'Association. Le fonds est constitué de quelques numéros provenant de trois journaux étudiants du FCAECUM, soit le *Ferment*, le *Nouveau Cartier-Latin* (parfois écrit Nouveau Quartier-Latin) et le *Lien*..
Cote assignée par le centre d'archives : P 50
Histoire administrative / notice biographique : Le Front commun des associations étudiantes du campus de l'Université de Montréal (FCAECUM) fut créé durant l'année scolaire 1974-1975, en réaction à certains dossiers qui touchaient les étudiants et qui traitaient des tests d'aptitude aux études universitaires (TAEU), du système de prêts et bourses et des services aux étudiants (SAE). Le Front découle d'un courant étudiant, amorcé par le Mouvement étudiant du Québec et par la création de l'Association nationale des étudiants du Québec (ANEQ), visant à unifier et organiser les étudiants pour défendre et promouvoir leurs intérêts. Le FCAECUM devient alors un instrument de communication, de prise de position, de représentativité et de défense des intérêts des étudiants de l'Université de Montréal, comblant ainsi le vide laissé par la disparition de l'Association générale des étudiants de l'Université de Montréal (AGEUM). Source : Journal du Front commun, le *Nouveau Cartier-Latin*, 1975.
Numéro d'identification du fonds ou de la collection assigné par l'établissement : P 50
URL du fonds : Lien
Nom du centre d'archives : Université de Montréal

Fonds du Comité des professeurs de l'Université de Montréal.
Dates : 1924-1947
Genre de documents : 7 cm de documents textuels
Portée et contenu : Le fonds reflète les activités du Comité des professeurs de l'Université de Montréal. Le fonds se compose de correspondance, de procès-verbaux des réunions du Comité et des assemblées générales des professeurs. On trouve également des documents généraux ainsi que des coupures de journaux concernant la réforme de l'enseignement secondaire et les problèmes universitaires.
Cote assignée par le centre d'archives : P 61
Histoire administrative / notice biographique : Le Comité des professeurs de l'Université de Montréal a vu le jour en septembre 1933, suite à l'initiative d'un groupe de professeurs de l'institution. D'abord appelé Comité de propagande, les professeurs espéraient en se réunissant que leurs délibérations apporteraient des suggestions utiles pour venir en aide à l'Université, aux prises avec de graves difficultés financières. Dès la première réunion, les membres, dont le frère Marie-Victorin, décideront de changer le nom du Comité de propagande pour celui de Comité des professeurs. Parmi les principales démarches de ce comité pour faire connaître le problème de l'Université, mentionnons une campagne de publicité dans les journaux, une série de causeries hebdomadaires à la radio et une manifestation de la jeunesse de Montréal organisée en 1933. Le Comité a aussi participé à la mise sur pied de l'organisme qui devait donner naissance à l'Association générale des diplômés de l'Université. Le Comité des professeurs de l'Université de Montréal disparut, en 1937, parce qu'aucune faculté ne nomma de délégués pour en faire partie. Source: Inventaire des archives du Comité des professeurs de l'Université de Montréal.
Numéro d'identification du fonds ou de la collection assigné par l'établissement : P 61
URL du fonds : Lien
Nom du centre d'archives : Université de Montréal

Fonds des Métallurgistes unis d'Amérique (district 5)
Dates : 1941-1982
Genre de documents : 216,92 m. de documents textuels.
Portée et contenu : n.d.
Cote assignée par le centre d'archives : P 144
Histoire administrative / notice biographique : **LE FONDS DES MÉTALLURGISTES UNIS D'AMÉRIQUE A ÉTÉ TRANSFÉRÉ AUX ARCHIVES NATIONALES DU QUÉBEC**.
Numéro d'identification du fonds ou de la collection assigné par l'établissement : P 0144
URL fonds : Lien
Nom du centre d'archives : Université de Montréal

Fonds du Syndicat des cadres de l'Université de Montréal
Dates : 1968 - 1969
Genre de documents : 4 pièces d'archives imprimées.
Portée et contenu : Le fonds témoigne des activités du Syndicat. Le fonds comprend quelques exemplaires du journal *Syndicat des cadres de l'UM*.
Cote assignée par le centre d'archives : P 148
Histoire administrative / notice biographique : Le Syndicat des cadres de l'Université de Montréal (SCUM) fut créé dans le but de négocier les conventions collectives des cadres. Un membre du syndicat s'occupe également de siéger à l'assemblée universitaire depuis 1967 pour représenter les employés.
Numéro d'identification du fonds ou de la collection assigné par l'établissement : P 148
URL fonds : Lien
Nom du centre d'archives : Université de Montréal

Syndicat des chargés et chargées de cours de l'Université de Montréal.
Dates : 1985 - 1993
Genre de documents : - 32 pièces d'archives imprimées. - 1 enregistrement sonore.
Portée et contenu : Le fonds témoigne des activités du Syndicat. Le fonds comprend des journaux publiés par le SCCCUM, des conventions collectives et le livre "Histoire du Syndicat des chargés et chargées de cours de l'Université de Montréal, 1978-1998". Le fonds contient aussi une cassette sonore (1985, nov.) relative au Docteur Jean-Paul Lussier, doyen de la Faculté de médecine dentaire durant 17 ans.
Cote assignée par le centre d'archives : P 196
Histoire administrative / notice biographique : Fondé lors d'une assemblée générale tenue le 8 juin 1978 pour protéger les chargés de cours face à leur statut de travail précaire, le Syndicat des chargés et chargées de cours de l'Université de Montréal (SCCCUM) dut se battre durant une longue période pour arriver à être reconnu. Le SCCCUM fut accrédité une première fois en janvier 1979. L'Université de Montréal refusa de reconnaître le syndicat et alla en appel. S'ensuivit une longue période conflictuelle, durant laquelle le SCCCUM fut accrédité 3 autres fois devant le Commissaire du travail puis devant le Tribunal du travail. Le statut du SCCCUM fut contesté par l'Université dans chacun des cas. Enfin, la Cour d'appel du Québec trancha en faveur du SCCCUM en 1985, instaurant définitivement le syndicat. Le SCCCUM est maintenant une organisation syndicale regroupant plus de 2000 chargées et chargés de cours de l'Université de Montréal. Elle est vouée à la défense et à la promotion des intérêts de ses membres. Le SCCCUM est affilié à la Confédération des syndicats nationaux et à la Fédération nationale des enseignantes et des enseignants du Québec.
Point d'accès / provenance : Syndicat des chargés et chargées de cours de l'Université de Montréal.
Numéro d'identification du fonds ou de la collection assigné par l'établissement : P 196
URL fonds : Lien
Nom du centre d'archives : Université de Montréal

Fonds du Syndicat des employés d'entretien de l'Université de Montréal
Dates : 1964 - 1986
Genre de documents : 8 pièces d'archives imprimées.
Portée et contenu : Le fonds témoigne des activités du Syndicat. Le fonds comprend un exemplaire du journal *Trait d'union* et les conventions collectives de 1966 à 1986.
Cote assignée par le centre d'archives : P 210
Histoire administrative / notice biographique : Le Syndicat des employés d'entretien de l'Université de Montréal fut accrédité par le Ministère du Travail et de la Main d'Oeuvre le 29 août 1966. Il a pour rôle de négocier les conventions collectives de ses membres, et ce dans le but d'établir, de maintenir et de promouvoir de bonnes relations entre l'université et les salariés, d'établir des conditions de travail équitables pour tous en vue d'assurer l'excellence et l'amélioration constante de l'enseignement supérieur et de la recherche, ainsi que de prévoir des mécanismes pour régler les problèmes qui peuvent survenir entre les parties.
Point d'accès / provenance : Syndicat des employés d'entretien de l'Université de Montréal
Numéro d'identification du fonds ou de la collection assigné par l'établissement : P 210
URL fonds : Lien
Nom du centre d'archives : Université de Montréal

Fonds Léo Roback
Dates : 1901-1985
Genre de documents : 3,55 m. de documents textuels, 193 documents sonores (Comprend 55 cassettes sonores analogiques (79 CD-ROM, copies faites en 2005 à partir des bandes magnétiques), 55 cassettes sonores DAT, 4 bandes sonores sténorettes.)
Portée et contenu : Le fonds Léo Roback reflète les activités de son auteur mais il apporte aussi un témoignage important sur le mouvement syndical au Canada, ses conflits et ses réalisations depuis la fin de la guerre. Le fonds comprend des textes publiés par Léo Roback, des entrevues sur cassettes sonores avec divers membres d'organisations syndicales, des conventions collectives, des publications diverses, des fiches, des coupures de presse, des notes et des dossiers de cours de même que des textes de conférences.
Cote assignée par le centre d'archives : P 217
Histoire administrative / notice biographique : Léo Roback est né à Beauport en 1918. Il arrête ses études universitaires pour participer à la Deuxième Guerre mondiale. Dès son retour à la vie civile, il devient consultant pour divers mouvements syndicaux. Ainsi, entre 1945 et 1965, il conseille et guide les dirigeants de syndicats dont la C.S.N et la F.T.Q. Il enseigne à l'Université de Montréal, à partir de 1968 et ce jusqu'au moment où il prend sa retraite en 1982. Son talent de médiateur, son implication dans le domaine des relations industrielles ont conduit Léo Roback à la présidence de l'Association canadienne des relations industrielles (1970-1971), à la vice-présidence de l'Association de recherche sur les relations industrielles (1969-1970) et au titre de gouverneur du Labour College of Canada (1973-1980). Il a aussi fait partie du *Hébert taskforce on construction labour relations in Québec* (1977-1978). Léo Roback a écrit au cours de sa carrière plus d'une centaine d'articles et de livres sur les relations industrielles et les syndicats. Il a aussi donné de nombreuses conférences et séminaires aux étudiants de diverses universités ainsi qu'aux ouvriers membres de syndicats. Léo Roback est décédé le 27 juin 1985.
Point d'accès / provenance : Don de Mme Jeannette Roback en 1988
Numéro d'identification du fonds ou de la collection assigné par l'établissement : P 217
URL du fonds : Lien
Nom du centre d'archives : Université de Montréal

Fonds de l'Association des cadres des bibliothèques de l'Université de Montréal (ACBUM)
Dates : 1972-1978
Genre de documents : 0,16 m. de documents textuels
Portée et contenu : Le fonds témoigne des activités de l'Association et fournit quelques renseignements sur les groupements d'employés à l'Université. Le fonds comprend des dossiers relatifs à la constitution de l'association, des avis de convocations, des procès-verbaux, des rapports de comités, de la correspondance, des descriptions de tâches et des listes de membres.
Cote assignée par le centre d'archives : P 251
Histoire administrative / notice biographique : L'Association a existé de 1972 à 1976. Cet organisme est le précurseur de l'Association des cadres professionnels de l'Université de Montréal (ACPUM), qui a été créée en 1974.
Point d'accès / provenance : Don de M. Bernard Bédard, chef du Service prêt et traitement des collections de la bibliothèque de la santé.
Numéro d'identification du fonds ou de la collection assigné par l'établissement : P 251
URL du fonds : Lien
Nom du centre d'archives : Université de Montréal

NOTES

Le fonds Marie-Andrée Bertrand (première présidente du Syndicat général des professeurs et professeures de l'Université de Montréal, 1972-1973) peut également servir à documenter indirectement l'activité de ce syndicat.

UNIVERSITE DE SHERBROOKE – SERVICE DES BIBLIOTHEQUES ET ARCHIVES
http://www.usherbrooke.ca/biblio/trouver/archives/
Indexé dans le RDAQ

Fonds Syndicat des professeures et professeurs de l'Université de Sherbrooke (SPPUS)
Dates : 1959-2013
Genre de documents : 2 m de documents textuels.
Portée et contenu : Le fonds comprend les procès-verbaux des instances du syndicat, conseil syndical (1973-2000), comité exécutif (1973-2000) et assemblée générale (1968-2000); les bulletins d'information (1973-2013); les dossiers de négociations (comité de négociation) (1974-2000) et les procès-verbaux de l'Association des professeurs de carrière de l'Université de Sherbrooke (1959-1966).
Cote assignée par le centre d'archives : P71
Histoire administrative / notice biographique : Le Syndicat des professeurs de l'Université de Sherbrooke (SPUS) est fondé en 1973 alors que se manifeste un fort mouvement de syndicalisation au sein des universités québécoises. La réflexion qui a conduit à l'accréditation le 5 février 1974 a d'abord été menée au sein de l'Association des professeurs de carrière de l'Université de Sherbrooke (APCUS) fondée au cours de l'année universitaire 1958-1959, cinq ans seulement après la naissance de l'université. En 1967, l'APCUS prend le nom d'Association des professeurs de l'Université de Sherbrooke (APUS). La première convention collective est signée en mars 1976. L'unité d'accréditation comprend toute professeure ou tout professeur exerçant ses fonctions à l'Université de Sherbrooke, à l'exception des professeures et professeurs de la Faculté de médecine et des membres de l'Association des ingénieurs-professeurs de la Faculté des sciences appliquées (AIPSA). En 1995, à la suite d'un processus de féminisation, le SPUS devient le Syndicat des professeures et professeurs de l'Université de Sherbrooke (SPPUS).
Point d'accès / provenance : Les documents ont été donnés par le SPPUS en 2013.
Numéro d'identification du fonds ou de la collection assigné par l'établissement : P71
URL du fonds : Lien
Nom du centre d'archives : Université de Sherbrooke – Service des bibliothèques et archives
Notes : Les procès-verbaux du comité de négociation ne sont accessibles qu'avec l'autorisation écrite d'un représentant désigné par le SPPUS. Cette autorisation ne sera plus requise à partir de juillet 2020.

NOTES

Des informations sur les syndicats se retrouvent aussi dans les fonds de certains professeurs qui se sont impliqués dans le SPPUS notamment. P30 – Fonds Guy Laperrière et P74 – Fonds

UNIVERSITÉ DU MARYLAND- HORNBAKE LIBRARY, SPECIAL COLLECTIONS
http://digital.lib.umd.edu/archivesum/index.jsp

Tobacco Workers International Union (TWIU) archives
Dates : 1896-1979
Genre de documents : 136.00 linear feet
Portée et contenu : The TWIU archives include administrative files, organizers' correspondence and reports, documentation of locals' activities, financial records, memorabilia, publications, and photographs *This collection is currently UNPROCESSED. This abstract may represent one of many unprocessed accessions in this collection..*
Cote assignée par le centre d'archives : 77-7
Histoire administrative / notice biographique : Founded in 1885 as the National Tobacco Workers Union of America, the Tobacco Workers International Union (TWIU) merged in 1979 with the Bakery and Confectionery Workers International Union.
Point d'accès / provenance : Tobacco Workers International Union (TWIU)
Numéro d'identification du fonds ou de la collection assigné par l'établissement : 77-7
URL du fonds : Lien
Nom du centre d'archives : Special Collections, University of Maryland Libraries, Hornbake Library, College Park, MD 20742

Bakery, Confectionery and Tobacco Workers International Union archives
Dates : 1888-1982 (Bulk dates: 1930-1965)
Genre de documents : 147.25 linear feet
Portée et contenu : The union's archives document operations at the local and national levels and include correspondence, financial records, publications, legal files, contract negotiations and agreements, organizers reports, photographs, and memorabilia. *This collection is PROCESSED. The finding aid is currently unavailable online.*
Cote assignée par le centre d'archives : 80-2
Histoire administrative / notice biographique : Founded in 1886 as the National Union of Journeymen Bakers of North America, united with confectioners in 1902, and merged with Tobacco Workers International Union in 1978. Documentation of union operations at the national and local levels, including correspondence, financial records, publications, legal files, contract negotiations and agreements, and organizers' reports.
Point d'accès / provenance : Bakery, Confectionery and Tobacco Workers International Union
Numéro d'identification du fonds ou de la collection assigné par l'établissement : 80-2
URL du fonds : Lien
Nom du centre d'archives : Special Collections, University of Maryland Libraries, Hornbake Library, College Park, MD 20742

Archives of the Cigar Makers' International Union

Dates : 1856-1974 (Bulk dates: 1930-1974)

Genre de documents : 30 reels of microfilm and 5.50 linear feet

Portée et contenu :

The archives of the Cigar Makers International Union of America cover the period 1856 to 1974. The records onsist of correspondence; reports; newspaper clippings; financial records; convention proceedings; publications; and telegrams. Also included are pamphlets; retirement cards; constitutions; strike agreements; membership statements dues journals; and field reports.

Important subjects coered in the collection include: strikes; strike negotiations; benefits; amalgamation; pre capita tax; cigarmaking machinery; union labels; cooperatives; insurance; and communism. Also documented are the bank failures of the 1930s; the National Labor Relations Board and labor contracts; and organization of locals. Research in these subjects will be abetted by a large number of field reports submitted by agents; proveedings of CMIUA meetings; strike agreements; and the complete or partial records of over 150 locals.

Important correspondents include: A.P. Bower, R.E. Van Horn, Carl Swisher, Claude Pepper, Thomas Finn, George Googe, Manuel Garcia, R.J. Petree, Rivera Martinez, Francis Sack, Maurice Simons, Bob Perez, S.L. Devin, Mauricio Torre, Albert D'Arpa, Frank Diez, Hubert Humphrey, Richard Nixon, Lyndon B. Johnson, Charles Rohler, Helen Milburger, Otto Dehn, William Green, I.M. Ornburn, George L. Berry, Frank Fenton, Mario Azpeitia, Maude Lenz, George Meany, Oliver Maxwell, Samuel Gompers and Joseph Lewis.

This collection is organized as eight series:

Series 1: Administration
Series 2: Locals
Series 3: Financial Records
    Subseries 3.1: Correspondence
    Subseries 3.2: Ledgers and Financial Statements
Series 4: Proceedings
Series 5: Publications
Series 6: Photographs
Series 7: Audio Tapes
Series 8: Memorabilia

Cote assignée par le centre d'archives : 75-3

Histoire administrative / notice biographique :

In 1864, delegates from local cigar makers' unions in New York, Philadelphia, Baltimore and a number of other cities met in New York to form the Cigar Makers National Union of the United States; only hand cigar makers were allowed to join the union. At this meeting, Andrew Zeitler was elected the union's first president. Cigar makers had organized locally as early as 1845 in Cincinnati, but no national organization had been attempted. The union became international in 1867 when a number of Canadian locals affiliated with it; it was subsequently renamed the Cigar Makers International Union of America (CMIUA).

In 1869, a group of disgruntled cigar makers led by Adolph Strasser formed a new union, the United Cigar Makers of New York (UCMNY). Their union admitted all cigar makers, whether their product was made entirely by hand of fashioned wit the assistance of a mold. In 1875, CMIUA President George Hurst called for a joint meeting of the two groups in the first issue of the Cigar Makers Oficial Journal. At this meeting; the UCMNY affiliated with the CMIUA and

was designated Local 144; its president was Samuel Gompers, and the financial secretary was Adolph Strasser.

Strasser and Gompers were inextricably linked to the CMIUA for a number of years. Strasser served as the Union's president from 1877 to 1891. His first term began during one of America's worst depression; in 1887 the CMIUA had only seventeen locals, an all-time low, and many cigar makers were out of work. In that same year, Local 144 in New York successfully struck for shorter hours and higher wages; cigar makers utilized the strike method before, in 1851 in Baltimore, but it had not been successful for the laborers. In 1881 under Strasser's administration, all cigar packers, selectors, strippers, bunch breakers and rollers were made eligible for membership in the CMIUA at the option of the local. Local 144 also produced Samuel Gompers who, in 1875, was appointed an international organizer for the union, and in 1886, became a vice-president.

The CMIUA played significant role in the formation of the American Federation of Labor. In August 1881, Gompers, Strasser and several other CMIUA delegates met with representatives from other trade unions in Terre Haute, Indiana, to discuss the possibility of uniting into a single union. In November 1881, they met in Pittsburgh and formed the Federation of Organized Trades and Labor Unions of the United States of America and Canada. It held five annual conventions. In 1886 I t merged with the American Federation of Labor, and Gompers was elected President.

In 1891 George W. Perkins was elected president of the CMIUA, a post he would hold until 1927. During his tenure, the union experienced unprecedented growth and faced some of its greatest challenges. In 1916, the union recorded its highest membership, 53,000 workers, which represented approximately one-half of all cigar workers. During the era of reform, Perkins led his unions in the fight against child labor and convict contract labor. He also fought for sick and death benefits, which were awarded at the union's thirteenth convention, and for group insurance, which was added in 1913. Perkins also campaigned for cleaner working conditions, as he felt a sanitary atmosphere would lower the occurrence of tuberculosis, the leading cause of death among cigar-makers in the late nineteenth century.

One of the chief issues faced by Perkins and all subsequent presidents was automation in the cigar-making plants, which was introduced around 1900. Labor's basic guideline had always been allowed by automation. The cigar makers were somewhat successful in the early years of the twentieth century in keeping automation from usurping labor; however, they gradually lost the battle. In 1920 there were approximately 125,000 cigar workers in the industry with about 67,000 belonging to the CMIUA. Bu 1963 there were only 30,000 workers and only 10,000 CMIUA members, with half of those being women. Conversely, production had increased twofold, with 4 billion cigars produced in 1920 and 8 billion in 1963.

After 1920 CMIUA's membership gradually declined and the focus of the industry steadily drifted from the northern industrial cities to the South, where cheap labor was plentiful. The industry also became more and more dependent on Cuban tobacco and benefits were reduced. The union's sick and out-of-work benefits were discontinued in 1928; death benefits were terminated in 1933, leaving only the strike benefit. As the union's size dwindled, the question of amalgamation of the CMIUA with the Tobacco Workers International Union arose. After several years of discussion, a joint convention of the two international unions was held at Philadelphia in September 1948. The meeting was addressed by President William Green of the American Federation of Labor and I. M. Ornburn, former president of the CMIUA. In separate sessions, it was decided to forego amalgamation but to continue to study the matter.

In 1964 the CMIUA celebrated their 100th anniversary, but the union was on the decline.

Increasing automation, the ambargo of Cuban tobacco and consumer preference for cigarettes all combined to weaken the union. The *Cigar Maker's Official Journal* was discontinued in 1972. By 1974 the total membership had shrunk to approximately 2,500 and the union decided to affiliate with the Retail, Wholesale and Department Store Workers Union.
Point d'accès / provenance : The archives of the Cigar Makers International Union of America were donated ot the University of Maryland at College Park Libraries in November 1974 by National Capital Labor History Society with the assistance of Dr. Stuart Kaufman, professor of hisotry and the editor of the Samuel Gompers Papers. Additional materials were donated by the Retail, Wholesale and Department Store Workers Union.
Numéro d'identification du fonds ou de la collection assigné par l'établissement : 75-3
URL du fonds : Lien
Nom du centre d'archives : Special Collections, University of Maryland Libraries, Hornbake Library, College Park, MD 20742

UNIVERSITE DU QUEBEC A MONTREAL (UQAM)- SERVICE DES ARCHIVES ET DE GESTION DES DOCUMENTS
http://www.archives.uqam.ca/

Collection de groupes de gauche et de groupes populaires

Dates : 1925-1990

Genre de documents : 4,50 m de documents textuels. - 25 bobines de microfilm

Portée et contenu :
La collection de publications de groupes de gauche et de groupes populaires témoigne de l'existence, des activités militantes ainsi que des revendications de divers mouvements populaires, **syndicaux** ou politiques du Québec et du Canada.

La collection se compose, entre autres, de journaux, de revues, de rapports, de bulletins, de tracts, de prospectus, de manifestes, de divers communiqués et documents d'information. La collection contient aussi quelques documents administratifs et financiers de certains groupes.

Le fonds contient une série : Collection (21P-900)
Les publications y sont regroupées par groupes de gauche et groupes populaires classés par ordre alphabétique.

La sous-série comprend les divisions suivantes :
21P-900:01 : JEUNESSE ([19-], 1960-1990);
21P-900:02 : TRAVAIL ([19-], 1925-1989); *cette sous-série comprend des documents de 137 groupes, organisations, syndicats. Généralement, il ne s'agit que d'une publication. Toutefois, certains regroupements, comme les travailleurs de St-Jérôme (21P-900:02/130), les Travailleurs de la compagnie Firestone (21P-900:02/117), les Travailleurs de la compagnie Canadian Steel (21P-900:02/113) et le Parti du Travail du Canada (21P-900:02/75) ont plusieurs documents dans cette collection.*
21P-900:03 : DROITS SOCIAUX ([19-], 1969-1989);
21P-900:04 : VIE COMMUNAUTAIRE ([19-], 1940-1989);
21P-900:05 : POLITIQUE ([19-], 1958-1990).

Cote assignée par le centre d'archives : 21P

Historique de la conservation : Dans les fonds d'archives de groupes de gauche et de groupes populaires conservés par le Service, il y avait beaucoup de documentation provenant d'organismes externes. Il a été jugé opportun de réunir ces publications pour constituer la présente collection.

Numéro d'identification du fonds ou de la collection assigné par l'établissement : 21P

URL du fonds : Lien

Nom du centre d'archives : Université du Québec à Montréal (UQAM)

Fonds d’archives Bernard Mergler
Dates : 1964-1976
Genre de documents : 4,9 m de documents textuels. - 2 enregistrements sonores. - 772 documents photographiques.
Portée et contenu : Le fonds Bernard-Mergler témoigne des activités juridiques et militantes de cet avocat montréalais engagé dans le changement social et révolutionnaire au Canada. Le fonds se compose de documents personnels et professionnels, de documents financiers, de correspondance, de dossiers juridiques, de coupures de presse, de documentation, de notes manuscrites et sténographiques, d'imprimés, de documents sonores et photographiques.
Cote assignée par le centre d’archives : 25P
Histoire administrative / notice biographique : Bernard Mergler est né à Montréal, le 12 mai 1915. En 1934, il s'inscrit à la Faculté de droit de l'Université de Montréal, et deux ans plus tard, en 1936, il est admis au Barreau du Québec. Membre du Parti communiste du Canada (1936 à 1956), il s'implique activement contre le fascisme et la répression. Au tournant des années 1940, il adhère à l'Union des droits de l'Homme. À la même période, Bernard Mergler est très présent dans les nombreuses luttes syndicales qui ont lieu à travers le Québec dans le but d'améliorer les conditions de travail des ouvriers; il assure la défense de plusieurs dirigeants syndicaux. À la fin des années 1940, il participe, comme avocat à la lutte contre la "Loi du cadenas" sous le régime Duplessis. En 1966, Bernard Mergler est conseiller juridique de Pierre Vallières et de Charles Gagnon accusés d'avoir été les chefs du Front de libération du Québec (FLQ). Au cours de la crise d'Octobre 1970, il joue le rôle de négociateur entre les autorités gouvernementales et les felquistes de la cellule responsable de l'enlèvement du diplomate britannique, James Richard Cross. Membre fondateur de l'Association des juristes québécois, un groupe dont le but est d'agir collectivement dans la lutte sociale, politique et juridique, ce spécialiste des droits individuels aidera au cours de sa carrière des centaines d'immigrants et de réfugiés à faire valoir leurs droits au Canada. En 1975, il est engagé comme professeur au Département des sciences juridiques de l'UQAM. Bernard Mergler est décédé le 21 octobre 1975.
Historique de la conservation : Le fonds Bernard-Mergler a été donné par l'avocat Stephen Bless, en 1982.
Numéro d'identification du fonds ou de la collection assigné par l'établissement : 25P
URL du fonds : Lien
Nom du centre d'archives : Université du Québec à Montréal (UQAM)

Fonds d’archives du Syndicat des professeurs de l'Université du Québec à Montréal
Dates : 1969-1993.
Genre de documents : 1969-1993. - 9,22 m de documents textuels. - 3 affiches. - 1 194 documents photographiques.
Portée et contenu : Le fonds du Syndicat des professeurs de l'Université du Québec à Montréal porte sur la création, l'organisation, le fonctionnement, la gestion financière, les négociations, l'organisation d'activités, les relations avec divers organismes et les publications de ce premier syndicat de professeurs d'université affilié à une centrale ouvrière et accrédité en 1971. Le fonds se compose de documents constitutifs, de procès-verbaux, de correspondance, de documents financiers, de documents concernant le fonctionnement des divers comités, les griefs, conventions collectives et autres événements touchant l'UQAM, de rapports, textes, mémoires, imprimés, coupures de presse et documents photographiques et iconographiques.
Cote assignée par le centre d’archives : 30P
Histoire administrative / notice biographique : L'assemblée générale de fondation du Syndicat des professeurs de l'Université du Québec à Montréal (SPUQ) a lieu le 19 octobre 1970. Cette décision faisait suite au rejet, par l'assemblée générale des professeurs, du projet de convention collective négocié par l'Association des professeurs de l'Université du Québec à l'automne 1970. Le 23 janvier 1971, le syndicat regroupant professeurs, vice-doyens et directeurs de départements et modules recevait son accréditation. En s'affiliant au Conseil des syndicats nationaux (SPUQ-CSN), il devenait le premier syndicat de professeurs d'université accrédité et affilié à une centrale ouvrière. Suite à la grève d'octobre 1971, le SPUQ signe sa première convention collective. Le Conseil syndical met alors sur pied un réseau de comités pour veiller à son application et délègue des représentants au sein de diverses instances internes et d'organismes externes à l'UQAM. Par la suite, l'énergie des militants sera mise au profit de la grève étudiante de 1973, de la réforme Despré en 1974, de la grève des professeurs de l'UQAM en 1976 et de celle des chargés de cours en 1979. Au début des années 1980, le SPUQ se penche sur les problèmes de développement et de financement de l'UQAM et sur l'accessibilité aux études universitaires. À cet effet, plusieurs colloques seront organisés, un mémoire sur l'éducation des adultes sera présenté à la Commission des études et divers textes seront publiés dans une collection intitulée "Études et documents". Le SPUQ participe et organise régulièrement divers colloques, journées d'études et séminaires. En 1996, il célébrait ses vingt-cinq ans d'existence.
Historique de conservation : Le fonds du Syndicat des professeurs de l'Université du Québec à Montréal (SPUQ) a été acquis le 13 septembre 1982 par contrat de donation signé par Gilbert Vaillancourt.
Numéro d'identification du fonds ou de la collection assigné par l'établissement : 30P
URL fonds : Lien
Nom du centre d'archives : Université du Québec à Montréal (UQAM)

Fonds d'archives de l'Association des professeurs des écoles normales du Québec
Clientèle, membres, participants
Dates : [196?-1969]
Genre de documents : 52 cm de documents textuels.
Portée et contenu : Cette série porte sur la gestion des adhésions et des cotisations des membres de l'Association des professeurs des écoles normales du Québec ainsi que sur ses affiliations à d'autres organismes. Elle témoigne des relations de l'association avec ses membres et de son implication dans les activités d'une corporation et d'un syndicat. La série se compose de correspondance, de rapports, de listes, de formulaires, de procès-verbaux, de mémoires, de coupures de presse, d'imprimés et d'un spécimen de carte de membre. Le classement de cette série a été établi selon les sujets spécifiques suivants (sous-séries) : 34P-520 : Membres ([196?], 1961-[1968]); 34P-540 : Affiliations (1961-[1968]).
Cote assignée par le centre d'archives : 34P-5
Histoire administrative / notice biographique : En 1951, l'Association des professeurs laïques des écoles normales catholiques est créée. À cette date, seuls les professeurs masculins en sont membres, les professeurs féminins y ayant accès seulement à partir de 1956. Le 28 novembre 1965, pour faire suite à la décision de l'assemblée générale d'intégrer des professeurs religieux, le nom de l'association est modifié et devient l'Association des professeurs des écoles normales du Québec (APENQ). Au début des années 1950, l'association, sans être un véritable syndicat, s'occupe de questions salariales et d'assurances collectives. À la suite de son incorporation en 1955, ses interventions sont de plus en plus revendicatrices et au cours des années 1960, les membres travailleront à la formation d'un syndicat légalement constitué. À la fin de 1964, l'APENQ adhère à la Corporation des instituteurs et institutrices catholiques du Québec (CIC) jusqu'en novembre 1965 où elle s'affilie au Syndicat des professeurs de l'État du Québec (SPEQ), récemment fondé. Elle forme le secteur de la formation des maîtres du SPEQ et prend alors position sur diverses questions dont les fonds de pension, la promotion, la classification, le perfectionnement et la grève des professeurs de 1966. Avec la disparition des écoles normales en 1969, l'APENQ cesse ses activités.
Historique de la conservation : Le fonds de l'Association des professeurs des écoles normales du Québec a été acquis le 22 mars 1983 par contrat de donation signé par Maurice Soulières.
Numéro d'identification du fonds ou de la collection assigné par l'établissement : 34P
URL fonds : Lien
Nom du centre d'archives : Université du Québec à Montréal (UQAM)

Fonds d’archives du Mouvement de libération du taxi
Dates : 1946-1980
Genre de documents : 0,29 m de documents textuels. - 1 document photographique
Portée et contenu : Le fonds du Mouvement de libération du taxi, organisme visant l'obtention de meilleures conditions de travail pour les chauffeurs, porte sur l'organisation, le fonctionnement, les activités reliées au militantisme et les publications du MLT au cours de son existence, de 1968 à 1972. Il porte de plus, sur la création, le fonctionnement et les publications de certains comités et regroupements de propriétaires de taxis à Montréal ainsi que sur l'évolution de cette industrie. Le fonds se compose de correspondance, procès-verbaux, documents constitutifs, textes, rapports, mémoires, coupures de presse, imprimés et documentation. Le fonds comprend les séries suivantes : 40P-1 : Administration (1946-1980); 40P-5 : Clientèles, membres, participants (1963-1971); 40P-6 : Activités, réalisations (1961-1978); 40P-7 : Communication (1968-1971).
Cote assignée par le centre d’archives : 40P
Histoire administrative / notice biographique : En 1966, Germain Archambault et un groupe de chauffeurs de taxis fondent le Comité d'entraide sociale des chauffeurs de taxi de Montréal. En 1968, plusieurs propriétaires uniques de taxis s'unissent à ce groupe pour fonder le Mouvement de libération du taxi (MLT). Par l'organisation et l'information, le MLT désire encourager la participation directe des chauffeurs de taxis. L'objectif premier est de créer un groupe de pression capable d'obtenir de meilleures conditions de travail pour ces derniers en intervenant sur des problèmes tels les tarifs de taxis et les privilèges de la compagnie Murray Hill. Plusieurs manifestations et rencontres seront organisées et des mémoires seront présentés. Certains membres du Front de libération du Québec entretiendront d'étroites relations avec le MLT. En 1972, les deux groupes constituant le MLT, soit les propriétaires uniques et les chauffeurs de taxis décident d'assumer la défense de leurs intérêts spécifiques. Ainsi, le MLT prend fin, les propriétaires uniques mettant sur pied la Coopérative des taxis de Montréal alors que les chauffeurs **projettent une syndicalisation**.
Historique de la conservation : Le fonds de l'Association des professeurs des écoles normales du Québec a été acquis le 22 mars 1983 par contrat de donation signé par Maurice Soulières.
Numéro d'identification du fonds ou de la collection assigné par l'établissement : 40P
URL du fonds : Lien
Nom du centre d'archives : Université du Québec à Montréal (UQAM)

Fonds d’archives du Syndicat des chargés de cours de l'UQAM
Dates : [19--], 1976-1986.
Genre de documents : 1,80 m de documents textuels.
Portée et contenu : Le fonds porte sur la création, l'organisation et le fonctionnement du syndicat et de ses nombreux comités. Il porte aussi sur le travail de négociation et d'arbitrage du syndicat, sur ses membres, ses relations extérieures, ses publications ainsi que sur l'organisation d'activités depuis sa création en 1978. Le fonds se compose de correspondance, de documents constitutifs, de règlements, de procès-verbaux, de conventions collectives, mémoires et autres imprimés, de formulaires d'adhésion, de textes, rapports, tracts, lettres d'entente, de documents concernant les sentences arbitrales, de documentation et de documents iconographiques.
Cote assignée par le centre d’archives : 42P
Histoire administrative / notice biographique : Le 12 novembre 1976, les chargés de cours de l'Université du Québec à Montréal adoptent à l'unanimité une résolution du Comité permanent des chargés de cours du Syndicat des professeurs de l'Université du Québec à Montréal (SPUQ). Cette résolution vise à ce que les chargés de cours forment un syndicat autonome affilié à la Confédération des syndicats nationaux. Le 9 décembre 1976, une requête en accréditation est envoyée au ministère du Travail et de la Main-d'oeuvre du Québec. Le 9 février 1978, le Syndicat des chargés de cours de l'Université du Québec à Montréal (SCCUQ) obtient son accréditation. Les buts du SCCUQ sont l'étude, la défense et l'avancement des droits syndicaux de ses membres ainsi que le développement de l'unité d'action avec les instances syndicales de l'UQAM et de l'extérieur. En 1979, la première convention collective du SCCUQ entre en vigueur. En plus de s'occuper de négociations et d'arbitrages, le SCCUQ organise des journées d'études et des sessions de formation. En 1982, il présente un mémoire à la Commission d'enquête pour le travail à temps partiel intitulé *Les "temps partiels" de l'enseignement universitaire*. De plus, le SCCUQ est auteur de quelques publications dont les bulletins d'informations *Le Temps partiel et SCCUQ-info*.
Historique de la conservation : Le fonds du Syndicat des chargés de cours de l'UQAM a été acquis le 1er novembre 1983 par contrat de donation signé par Jocelyn Chamard.
Numéro d'identification du fonds ou de la collection assigné par l'établissement : 42P
URL fonds : Lien
Nom du centre d'archives : Université du Québec à Montréal (UQAM)

Fonds d’archives de l’Union typographique Jacques-Cartier

Dates : 1882-1978.

Genre de documents : 7 bobines de microfilm.

Portée et contenu :
Le fonds de l'Union typographique Jacques-Cartier porte sur l'administration, les finances et les activités de ce syndicat des typographes de langue française.
Le fonds se compose de publications, contrats, procès-verbaux et autres.
Le fonds comprend les séries suivantes :
45P-1 : Administration (1882-1977);
45P-2 : Ressources humaines (1960-1974);
45P-3 : Finance (1883-1978);
45P-8 : Relations extérieures (1935-1958).
Parmi les séries précédentes, mentionnons en particulier la série *Administration* qui renferme des albums-souvenirs témoignant du développement de l'union depuis sa création en 1870.

Cote assignée par le centre d’archives : 45P

Histoire administrative / notice biographique :
En 1870, un groupe de typographes francophones, soucieux de défendre ses droits et de promouvoir ses intérêts, demande une charte à l'Union typographique internationale (UTI). Le 1er octobre 1870, l'Union typographique Jacques-Cartier (UTJC) - local 145 reçoit sa charte. Sa juridiction territoriale couvre le district de Montréal et sa périphérie. À priori, l'Union a pour but d'établir et maintenir une échelle salariale équitable et de constituer une autorité certifiant la compétence des typographes au Québec. Jusqu'en 1877, l'UTJC consacre ses efforts au recrutement et à l'organisation des ateliers. Au cours de cette période, l'UTJC et l'Union des typographes de Montréal (union typographique anglophone fondée en janvier 1867) font face à des conflits de juridiction. Afin de résoudre ces problèmes, l'UTI décide de fusionner les deux unions. Une seule charte au nom de l'Union typographique de Montréal - local 176, est émise en 1877. Toutefois, les complications administratives (assemblées bilingues, etc.) résultant de cette fusion incitent l'UTI à redonner une existence légale à l'Union typographique Jacques-Cartier. Elle lui remet sa charte en 1883. Par la suite, l'Union lutte essentiellement pour améliorer les conditions de travail et le salaire des typographes. Au début des années 1920, l'UTJC s'implique activement dans la formation professionnelle de ses membres. En 1936, l'Union lance le premier numéro de son journal *Le Typo*. En 1978, l'Union typographique Jacques-Cartier change son nom pour devenir le Syndicat québécois de l'imprimerie et des communications.

Historique de la conservation :
À la suite d'une entente avec le Syndicat québécois de l'imprimerie et des communications, le 8 mars 1984, le Service a procédé au microfilmage du fonds de l'Union typographique Jacques-Cartier. Les originaux ont été retournés au Syndicat.

Numéro d'identification du fonds ou de la collection assigné par l'établissement :45P

URL fonds :Lien

Nom du centre d'archives : Université du Québec à Montréal (UQAM)

Fonds d’archives du Regroupement Action-Montréal

Dates : 1973-1974

Genre de documents : 0,09 m de documents textuels

Portée et contenu :
Le fonds porte sur l'organisation, le fonctionnement et les activités du Comité régional intersyndical du Montréal (CRIM) ayant élaboré le projet Regroupement Action-Montréal en 1973. Il porte aussi sur l'activité des organismes associés ou en relation avec le CRIM ainsi que sur la création du programme d'action du Rassemblement des citoyens de Montréal.
Le fonds se compose de procès-verbaux, de listes, de programmes, de rapports, de textes, de publications, de documentation et de coupures de presse.
Le fonds comprend les séries suivantes :
52P-1 : Administration (1973-1974);
52P-5 : Clientèles, membres, participants ([1973]-1974);
52P-6 : Activités, réalisations (1973-1974).
Parmi les séries précédentes, notons les plus importantes, soit les séries Administration et Activités, réalisations. Ces séries portent sur l'ensemble des propositions, décisions et objectifs des comités du Comité régional intersyndical de Montréal (CRIM), ainsi que sur les publications qui témoignent des revendications de l'organisme.

Cote assignée par le centre d’archives : 52P

Histoire administrative / notice biographique :
En août 1973, le Comité régional intersyndical de Montréal (CRIM) formé du **Conseil central de Montréal de la CSN**, **du Conseil du travail de Montréal de la FTQ et de l'Alliance des professeurs de Montréal de la CEQ** décide d'entrer dans la lutte municipale, en vue des élections de novembre 1974 à Montréal. Au cours de l'été 1973, un projet de plate-forme politique est élaboré. Le 13 novembre 1973, le CRIM adoptait à l'unanimité ce projet intitulé Regroupement Action-Montréal (RAM).
Initialement fondé en tant que programme de revendications ouvrières, deux orientations opposées sont défendues au sein du RAM: l'une, privilégie la coalition du monde ouvrier avec d'autres organismes tel le Parti québécois tandis que l'autre, favorise la formation d'un parti politique des travailleurs au niveau municipal dans la continuité du Front d'action politique (FRAP) et repose sur le mouvement syndical. Au cours du printemps 1974, les militants en opposition se dissocieront. Ainsi, un programme de revendications des citoyens est élaboré et consigné dans un document intitulé *Une ville pour nous* et le Rassemblement des citoyens de Montréal est créé. En opposition, un Regroupement des militants syndicaux se forme afin de poursuivre la lutte pour une action politique indépendante.

Historique de la conservation : Le fonds du Regroupement Action-Montréal a été acquis le 1er septembre 1985 par contrat de donation signé par Louis Gill.

Numéro d'identification du fonds ou de la collection assigné par l'établissement : 52P

URL du fonds : Lien

Nom du centre d'archives : Université du Québec à Montréal (UQAM)

Fonds d'archives du Regroupement des militants syndicaux

Dates : 1974-1981

Genre de documents : 0,22 m de documents textuels

Portée et contenu :
Le fonds du Regroupement des militants syndicaux porte sur les activités politiques et militantes de cette organisation, notamment les relations entretenues avec le NPD et les syndicats ainsi que la participation à des conférences nationales et régionales.

Le fonds se compose de documents administratifs, de procès-verbaux, de correspondance, de listes de membres, de documents de conférences, de textes, de tracts et des publications du RMS.
Le fonds comprend les séries suivantes :
53P-1 : Administration (1974-1979);
53P-3 : Finances (1976-1979);
53P-5 : Clientèles, membres, participants ([1974-1981]);
53P-6 : Activités, réalisations (1974-1981).

Cote assignée par le centre d'archives : 53P

Histoire administrative / notice biographique :
Le Regroupement des militants syndicaux (RMS) est fondé à Montréal le 17 mai 1974 par des militants des trois centrales syndicales FTQ, CSN et CEQ. Ce regroupement veut rassembler des militants syndiqués pour faire de l'action politique. Pour ce faire, cet organisme intersyndical poursuit les objectifs suivants: indépendance complète des syndicats face au patronat et au gouvernement, action unitaire des organisations ouvrières et action politique autonome des travailleurs. À cette fin, le RMS organise des assemblées d'information sur les principales questions à l'ordre du jour dans le mouvement syndical. Le regroupement s'implique également dans plusieurs conflits ouvriers, dans la contestation de projets de lois et dans les élections municipales de Montréal. Il publie un *Bulletin de liaison, le Journal du RMS* (1977-1979) et *Les Cahiers du RMS*. Il participe avec le Nouveau Parti démocratique du Québec (NPD) aux élections provinciales de 1976. Deux ans plus tard, le RMS organise une conférence nationale pour la construction du Parti des travailleurs. Au moment de la campagne référendaire (1980), il crée le Rassemblement pour la convocation immédiate de l'Assemblée constituante du peuple québécois. Le Regroupement des militants syndicaux suspend ses activités en 1981.

Historique de la conservation : Le fonds du Regroupement des militants syndicaux a été acquis le 1er septembre 1985 par contrat de donation signé par Louis Gill.

Numéro d'identification du fonds ou de la collection assigné par l'établissement : 53P

URL du fonds : Lien

Nom du centre d'archives : Université du Québec à Montréal (UQAM)

Fonds d’archives Henri Gagnon (militant politique et syndical)

Dates : 1920-1988

Genre de documents : 2,07 m de documents textuels. - 19 enregistrements sonores. - 30 bandes sonores. - 81 documents photographiques

Portée et contenu :
Le fonds Henri-Gagnon, militant politique et syndical dès le début des années 1930 porte sur la création, l'organisation, le fonctionnement et les activités de divers partis politiques et syndicats, sur les relations personnelles et professionnelles d'Henri Gagnon ainsi que sur ses textes et publications. Le fonds porte aussi sur les activités de Gui Caron, un des chefs du Comité provincial du Parti ouvrier-progressiste des années 1940 à 1950 .

Le fonds se compose de correspondance, documents constitutifs et financiers, procès-verbaux, textes, notes manuscrites, imprimés, coupures de presse, conventions collectives, communiqués de presse, documentation, documents photographiques et enregistrements sonores.

Cote assignée par le centre d’archives : 54P

Histoire administrative / notice biographique :
Henri Gagnon est né à Montréal en 1913. Après huit années d'études, il quitte l'école pour devenir apprenti-électricien. Au début des années 1930, dans le cadre du plan Vautrin du gouvernement provincial, il tente de s'établir comme colon en Abitibi. Il y séjourne six mois puis revient à Montréal où il commence à militer pour le Parti communiste du Canada. De 1936 à 1937, il met en place à Montréal, la Ve Section du Parti communiste. De 1937 à 1941, il préside les activités de la Fédération des jeunes travailleurs tout en étant responsable de l'organisation de la Ligue des jeunesses communistes de 1938 à 1941. En 1942, il s'enrôle volontairement dans l'armée canadienne et à son retour, organise et préside le travail de la Ligue des vétérans sans logis de 1946 à 1947. En 1947, des divergences d'opinions au sein du Parti communiste devenu le Parti ouvrier-progressiste entraînent l'expulsion de plusieurs membres francophones dont Henri Gagnon. En 1948, le groupe Gagnon fonde la Ligue d'action ouvrière, la Ligue pour la paix et la démocratie puis en 1949, le Parti communiste du Canada français. Entre 1950 et 1960, Henri Gagnon assure la direction de l'Université ouvrière de Montréal. En 1951, il lance *L'Unité*, publication du signée par le Groupe de l'unité ouvrière et en 1956, il réintègre le Parti ouvrier-progressiste pour quelques mois. Au début des années 1960, il participe à l'organisation du Nouveau Parti démocratique du Québec et plus tard, du Parti socialiste du Québec dont il sera le vice-président en 1968. Parallèlement, Henri Gagnon s'implique activement dans l'organisation syndicale des électriciens. En 1968, il est nommé président du local 568 de la Fraternité internationale des ouvriers de l'électricité et, peu après, vice-président du Conseil du travail de Montréal. Auteur de nombreuses publications, il poursuit une œuvre d'éducation populaire et contribue à éclairer l'histoire politique et syndicale du Québec.

Historique de la conservation : Le fonds Henri-Gagnon a été acquis le 13 février 1985 par contrat de donation.

Numéro d'identification du fonds ou de la collection assigné par l'établissement : 54P

URL du fonds : Lien

Nom du centre d'archives : Université du Québec à Montréal (UQAM)

Fonds d'archives Émile Boudreau (syndicaliste et militant politique)

Dates : 1942-2006

Genre de documents : 3,21 m de documents textuels. - 20 bandes sonores. - 6 cassettes sonores. - 14 vidéocassettes. - 94 documents photographiques. - 3 documents iconographiques. - 3 disques optiques

Portée et contenu :
Le fonds Émile-Boudreau porte sur l'implication de ce dernier au sein du syndicat des Métallos comme permanent syndical ainsi qu'à la Fédération des travailleurs du Québec (FTQ) comme directeur fondateur du Service de la santé et sécurité du travail. Il porte également sur son engagement à divers partis politiques tant au niveau fédéral, provincial et municipal en tant que candidat et militant politique des années 1950 à 1980. De plus, il témoigne des oeuvres de création du créateur, de ses opinions syndicales et politiques ainsi que sa participation à plusieurs comités portant sur la promotion de la santé et de la sécurité au travail.

Le fonds se compose de documents constitutifs, de procès-verbaux, de correspondance, de documents concernant la tenue de congrès et de campagnes électorales, de textes, de rapports, de publications, de documents photographiques, filmiques, iconographiques et sonores.

Le fonds comprend les séries suivantes:
70P-0: Vie personnelle ou professionnelle (1942-2006);
70P-6: Activités, réalisations (1947-2006);
70P-7: Communications (1962-1999);
70P-8: Relations extérieures (1984-2000);
70P-9: Collections (1957-2003).

Parmi les séries précédentes, notons les deux plus importantes, soit Vie personnelle ou professionnelle et Activités, réalisations. Ces séries témoignent de la vie familiale du créateur et des relations qu'il a entretenues avec ses amis et ses collègues de travail. Elles témoignent également de son implication comme militant syndical et politique et de ses activités relatives à la promotion de la santé et de la sécurité au travail

Cote assignée par le centre d'archives : 70P

Histoire administrative / notice biographique :
Émile Boudreau est né le 12 décembre 1915 à Petit Rocher au Nouveau-Brunswick. Dès le début des années 1940, il s'engage dans l'action politique en adhérant au Crédit social. D'abord bûcheron, il travaille ensuite comme mineur à Normétal en Abitibi où il débute sa carrière syndicale en 1944 à la suite de son élection à titre de secrétaire de l'Association des employés. En 1950, cette association se saborde au profit du Syndicat des métallos. Émile Boudreau devient alors président de la section locale. De 1951 à 1977, il est un membre permanent de ce syndicat. À partir de 1953, il collabore à la lutte pour l'accréditation syndicale des mineurs de Murdochville et pour la défense des droits des mineurs de cette région.

Militant puis président du Parti social démocrate (PSD) de 1957 à 1959, il participe en 1959 au comité conjoint FTQ-PSD tout en étant membre du comité et du conseil provisoire du Nouveau Parti démocratique (NPD) de 1958 à 1963. Lors du congrès de 1963 visant la fondation du NPD, Émile Boudreau suggère la création du Parti socialiste du Québec (PSQ) ayant une base d'action

provinciale ainsi que d'une section québécoise au NPD fédéral agissant au niveau canadien. En 1963, il est secrétaire du PSQ, organisation qui cesse ses activités en 1966. En 1968, il participe à la fondation du Parti québécois duquel il démissionne en 1973 suite au refus du parti de permettre l'adhésion de syndicats. En 1970, il est candidat du Front d'action politique (FRAP) aux élections municipales de Montréal. De 1975 à 1982, il est membre du conseil d'administration de la Co-op des consommateurs de Montréal. De 1977 à 1983, il travaille au sein de la Fédération des travailleurs du Québec à titre de directeur du Service santé-sécurité au travail. En 1985, il reprend le travail de Léo Roback chargé par la FTQ d'écrire l'histoire de la Fédération. L'ouvrage *Histoire de la FTQ. Des tout débuts jusqu'en 1965* paraît en 1987.
À sa retraite en 1982, il devient consultant en relations de travail et plus particulièrement dans des causes de lésions professionnelles en plus de plaider à de nombreuses reprises devant les bureaux de révision et de la Commission d'appel en matière de lésions professionnelles. Émile Boudreau est décédé le 6 novembre 2006.

Historique de conservation : Le fonds Émile-Boudreau a été acquis le 5 mars 1985 par contrat de donation

Numéro d'identification du fonds ou de la collection assigné par l'établissement : 70P

URL du fonds : Lien

Nom du centre d'archives : Université du Québec à Montréal (UQAM)

Fonds d’archives Julien Major (syndicaliste)

Dates :1964-1985

Genre de documents : 1964-1985. - 6 cm de documents textuels. - 6 documents photographiques.

Portée et contenu :
Cette série porte sur les activités et réalisations professionnelles de Julien Major. Elle témoigne de son implication au sein de la Société canadienne des postes, du Syndicat des travailleurs du papier et du Congrès du travail du Canada. La série se compose de correspondance, de rapports, de coupures de presse et de documents photographiques.

Julien Major est né à Montréal le 2 novembre 1918. Durant la Deuxième Guerre mondiale, il est officier de l'armée canadienne; il entreprend par la suite des études en relations industrielles à l'Université de Montréal. Julien Major débute son action syndicale en 1949 comme organisateur du Congress of Industrial Organisations (CIO) à Montréal, puis comme représentant de la United Electrical Workers (UE), syndicat communiste très militant. Il militera également dans un groupe trotskiste affilié à la Coopérative Commonwealth Federation (CCF) avant de se joindre au parti communiste connu sous le nom de Parti ouvrier progressiste et dirigé par Gui Caron. Il sera expulsé de ce parti pour insubordination et entre-temps, aura perdu son emploi à la UE. Au début des années 1960, Julien Major est organisateur à la FTQ où il se spécialise rapidement dans les problèmes d'accident de travail. S'intéressant également à l'éducation syndicale, il sera directeur du service d'éducation du Syndicat des travailleurs du papier. De 1975 à sa retraite en 1983, il est vice-président du Congrès du travail du Canada (CTC).

Le fonds comprend les séries suivantes :

76P-0 : Vie personnelle ou professionnelle (1954-1996);
76P-3 : Finances (1953-1971);
76P-6 : Activités, réalisations (1964-1985);
76P-7 : Communications (1974-1982).

Cote assignée par le centre d’archives : 76P

Histoire administrative / notice biographique : Julien Major est né à Montréal le 2 novembre 1918. Durant la Deuxième Guerre mondiale, il est officier de l'armée canadienne; il entreprend par la suite des études en relations industrielles à l'Université de Montréal. Julien Major débute son action syndicale en 1949 comme organisateur du Congress of Industrial Organisations (CIO) à Montréal, puis comme représentant de la United Electrical Workers (UE), syndicat communiste très militant. Il militera également dans un groupe trotskiste affilié à la Coopérative Commonwealth Federation (CCF) avant de se joindre au parti communiste connu sous le nom de Parti ouvrier progressiste et dirigé par Gui Caron. Il sera expulsé de ce parti pour insubordination et entre-temps, aura perdu son emploi à la UE. Au début des années 1960, Julien Major est organisateur à la FTQ où il se spécialise rapidement dans les problèmes d'accident de travail. S'intéressant également à l'éducation syndicale, il sera directeur du service d'éducation du Syndicat des travailleurs du papier. De 1975 à sa retraite en 1983, il est vice-président du Congrès du travail du Canada (CTC).

Historique de conservation : Le fonds Julien-Major a été acquis le 17 octobre 1986 par contrat de donation.

Numéro d'identification du fonds ou de la collection assigné par l'établissement : 76P

URL fonds : Lien

Nom du centre d'archives : Université du Québec à Montréal (UQAM)

Fonds d’archives du Syndicat des employé-e-s de l'UQAM

Dates : 1969-1992.

Genre de documents : 1969-1992. - 13,47 m de documents textuels. - 2 affiches.

Portée et contenu :
Le fonds du Syndicat des employé-e-s de l'UQAM (SEUQAM) porte sur les origines, le fonctionnement et les diverses activités militantes et syndicales de ce syndicat regroupant le personnel non-enseignant.

Le 14 août 1970, le Syndicat des employé-e-s de l'UQAM (SEUQAM) reçoit son accréditation et s'affilie au Syndicat canadien de la fonction publique, local 1294. Lors de la première assemblée générale du SEUQAM, en septembre 1970, l'ancienne Association syndicale est dissoute. À l'automne 1970, le Syndicat entreprend avec l'administration de l'UQAM des négociations pour l'obtention d'une première convention collective. Considérant que ces négociations ne donnent pas les résultats escomptés, le SEUQAM déclenche, en mars 1971, la première grève de sa jeune histoire; grève qui prend fin le 7 avril avec la signature de la première convention collective des employés. Par cette convention, le SEUQAM est l'un des premiers syndicats à obtenir le congé de maternité payé. Durant les années 1970, le discours du SEUQAM se radicalise. Les appuis aux luttes des travailleurs et au peuple du Tiers-monde se multiplient. Au début de 1976, le Syndicat des employés vit sa plus longue grève. Jusqu'au début des années 1980, le militantisme se maintient. Puis vient l'heure des bilans. En 1984, deux anciens présidents, Pierre Cormier et Ginette Lépine publient *Vous autres au syndicat*... qui se veut "une critique du syndicalisme et un appel au changement". Le SEUQAM compte plus de 1500 membres.

Le fonds se compose de documents constitutifs, administratifs et financiers, de procès-verbaux, de documents concernant les employés et les conditions de travail, de correspondance, de pétitions, de communiqués, de rapports, de protocoles, de projets-cadres, de listes de membres, de textes divers, de dossiers de presse, de conventions collectives, de sondages, de documents de congrès, de divers imprimés, des publications du SEUQAM et d'affiches.

Cote assignée par le centre d’archives : 77P

Histoire administrative / notice biographique :
Dès l'ouverture de l'UQAM en 1969, les employés s'organisent au sein de l'Association syndicale des non-enseignants qui demande sa certification lors de la première réunion du Conseil d'administration de l'Université. Des démarches sont aussitôt entreprises pour créer un véritable syndicat. Le 14 août 1970, le Syndicat des employé-e-s de l'UQAM (SEUQAM) reçoit son accréditation et s'affilie au Syndicat canadien de la fonction publique, local 1294. Lors de la première assemblée générale du SEUQAM, en septembre 1970, l'ancienne Association syndicale est dissoute. À l'automne 1970, le Syndicat entreprend avec l'administration de l'UQAM des négociations pour l'obtention d'une première convention collective. Considérant que ces négociations ne donnent pas les résultats escomptés, le SEUQAM déclenche, en mars 1971, la première grève de sa jeune histoire; grève qui prend fin le 7 avril avec la signature de la première convention collective des employés. Par cette convention, le SEUQAM est l'un des premiers syndicats à obtenir le congé de maternité payé. Durant les années 1970, le discours du SEUQAM se radicalise. Les appuis aux luttes des travailleurs et au peuple du Tiers-monde se multiplient. Au début de 1976, le Syndicat des employés vit sa plus longue grève. Jusqu'au début des années

1980, le militantisme se maintient. Puis vient l'heure des bilans. En 1984, deux anciens présidents, Pierre Cormier et Ginette Lépine publient *Vous autres au syndicat*... qui se veut "une critique du syndicalisme et un appel au changement". Le SEUQAM compte plus de 1500 membres.
Historique de la conservation : Le fonds du Syndicat des employé-e-s de l'UQAM a été acquis par contrat de donation signé le 21 novembre 1986 par Michel Lizée.
Numéro d'identification du fonds ou de la collection assigné par l'établissement : 77P
URL fonds : Lien
Nom du centre d'archives : Université du Québec à Montréal (UQAM)

Fonds d'archives du Syndicat des journalistes de Montréal

Dates : [1940]-1968.

Genre de documents : [1940]-1968. - 0,41 m de documents textuels.

Portée et contenu :Le fonds du Syndicat des journalistes de Montréal (SJM) en opération de 1944 jusqu'à la fin des années 1960, porte sur l'organisation, le fonctionnement, l'accréditation, la gestion financière, les membres et les activités du Syndicat, et particulièrement de la section *La Presse*. De plus, il porte sur un projet de mémoire de maîtrise de Jean Cloutier concernant le *Nouveau Journal* et la grève des journalistes de *La Presse* en 1958. Le fonds se compose de correspondance, procès-verbaux, documents constitutifs, conventions collectives, textes, rapports, griefs, imprimés et de documents concernant les membres. Le fonds comprend les séries suivantes :
78P-1 : Administration ([1940]-1968);
78P-2 : Ressources humaines (1950-1968);
78P-3 : Finances (1956-1960);
78P-5 : Clientèles, membres, participants (1944-1965);
78P-6 : Activités, réalisations (1955-1960);
78P-8 : Relations extérieures (1947-1961).
Parmi les séries nommées précédemment, notons plus particulièrement la série *Administration* où l'on retrouve les documents relatifs au mémoire de Jean Cloutier portant sur l'histoire du *Nouveau Journal* ainsi que sur l'évolution du journal *La Presse*.

Cote assignée par le centre d'archives : 78P

Histoire administrative / notice biographique : En 1929, les journalistes du journal La Presse tentent vainement de se syndiquer. En 1935, le Syndicat de l'industrie du journal voit le jour et s'affilie à la Fédération catholique des métiers de l'imprimerie du Canada (FCMIC) créée en 1925 par la Confédération des travailleurs catholiques du Canada (CTCC). En 1936, c'est au tour des journalistes de *L'Action catholique* à Québec de fonder un syndicat affilié à la FCMIC. Et le 10 avril 1944, des journalistes de *La Presse, du Petit Journal et de Photo-Journal* auxquels se joignent bientôt ceux de *La Patrie* fondent le Syndicat des journalistes de Montréal (SJM) à titre de section du Syndicat de l'industrie du journal. Pendant ses premières années d'activité, le SJM est une entité sans existence juridique. En 1946, il organise le premier congrès de journalistes du Québec et le 21 février 1948, il acquiert son autonomie, restant toutefois affilié à plusieurs organismes, dont au CTCC qui deviendra en 1960, la Confédération des syndicats nationaux (CSN). En 1948, le SJM compte 250 membres, ce qui représente plus de 90% des journalistes francophones de Montréal. En janvier 1954, l'organisme est officiellement accrédité auprès de la Commission des relations ouvrières de la province de Québec. Cette même année, l'Union canadienne des journalistes de langue française (UCJLF) est créée, regroupant les divers syndicats de journalistes francophones du Canada. Devant l'étiolement de l'UCJLF, le SJM et le Syndicat des journalistes de Québec créent en 1964, l'Alliance canadienne des syndicats de journalistes qui s'éteint en 1968. Vers 1969, la SJM disparaît au profit de la Fédération professionnelle des journalistes.

Historique de la conservation : Le fonds du Syndicat des journalistes de Montréal a été acquis le 9 mai 1987 par contrat de donation signé par Jean Cloutier.

Numéro d'identification du fonds ou de la collection assigné par l'établissement : 78P

URL fonds : Lien

Nom du centre d'archives : Université du Québec à Montréal (UQAM)

Fonds d'archives de la Fédération provinciale du travail du Québec

Dates : 1916-1960

Genre de documents : 4,53 m de documents textuels. - 6 documents photographiques.

Portée et contenu :
Le fonds de la Fédération provinciale du travail du Québec (FPTQ) porte sur la création, l'organisation, le fonctionnement, la gestion financière, l'organisation d'activités, les relations avec les membres et des organismes extérieurs ainsi que sur les publications de cette Fédération créée en 1937 et qui, en 1957 formera avec la Fédération des unions industrielles du Québec, la Fédération des travailleurs du Québec (FTQ). Il porte aussi sur les activités et les publications du Congrès des métiers et du travail du Canada (CMTC).

Le fonds se compose de documents constitutifs, de règlements, de procès-verbaux, de correspondance, de documents concernant l'organisation de conférences, d'états financiers, de registres comptables, de documentation, de mémoires et autres imprimés et de documents photographiques.

Le fonds comprend les séries suivantes :
84P-1 : Administration (1937-1960);
84P-3 : Finances (1939-1956);
84P-5 : Clientèles, membres, participants (1938-1959);
84P-6 : Activités, réalisations (1916-1958, [195-]);
84P-8 : Relations extérieures (1938-1960).

Parmi les séries précédentes, notons les trois plus importantes, soit la série *Administration*, la série *Activités, réalisations* et la série *Relations extérieures* qui témoignent de la constitution et des relations de la Fédération ainsi que de la publication de son journal.

Cote assignée par le centre d'archives : 84P

Histoire administrative / notice biographique :
La Fédération provinciale du travail du Québec (FPTQ) est fondée à Trois-Rivières en juillet 1937. Raoul Trépanier président du Conseil des métiers du travail de Montréal, en assure alors la présidence. La Fédération est le prolongement du Comité exécutif de la province de Québec (1892-1937) du Congrès des métiers et du travail du Canada (CMTC). La FPTQ est donc subordonnée au CMTC et son adhésion y est volontaire et indépendante du membership au niveau fédéral. À ses débuts, la FPTQ regroupe autant de secteurs québécois d'unions de métiers que d'unions industrielles, soit trois conseils de métiers et 30 unions locales totalisant plus de 4000 membres. La priorité de la FPTQ est le recrutement et ses premières luttes portent sur la journée de travail de huit heures. En 1939, suivant la création d'un regroupement américain, plusieurs unions industrielles affiliées au CMTC se détachent de celui-ci pour former le Conseil canadien du travail. Au niveau québécois, la FPTQ est alors formée d'unions de métiers et les unions industrielles ne se regrouperont qu'en 1952. La FPTQ qui se veut la représentante du "syndicalisme d'affaires" se mobilise ponctuellement et n'hésite pas à se coaliser. À partir de 1949, elle procède au "nettoyage" de ses rangs et compose de plus en plus avec le gouvernement Duplessis. Et en 1954, lors de l'imposition des lois relatives à l'accréditation syndicale, elle entreprend des tractations avec le gouvernement et refuse toute coalition syndicale. En 1957, dans

la foulée nord-américaine, la FPTQ, qui compte alors 40,000 membres, fusionne avec la Fédération des unions industrielles du Québec pour former la Fédération des travailleurs du Québec (FTQ). Cette même année, *Le monde ouvrier*, journal fondé en 1916 et devenu organe d'information de la FPTQ devient le journal de la FTQ.
Historique de la conservation : Le fonds de la Fédération provinciale du travail du Québec (FPTQ) a été acquis de la Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec (FTQ) par contrat de donation signé le 9 août 1988 par Fernand Daoust.
Numéro d'identification du fonds ou de la collection assigné par l'établissement : 84P
URL du fonds : Lien
Nom du centre d'archives : Université du Québec à Montréal (UQAM)

Fonds d'archives de la Fédération des unions industrielles du Québec

Dates : 1925-1961

Genre de documents : 1,25 m de documents textuels. - 5 documents photographiques.

Portée et contenu : Le fonds de la Fédération des unions industrielles du Québec (FUIQ) porte sur les origines et les activités syndicales, sociales et politiques de cette organisation jusqu'à sa fusion, en 1957, avec la Fédération provinciale du travail du Québec (FPTQ). Le fonds se compose de documents administratifs et financiers, de procès-verbaux, de rapports et de mémoires, de communiqués, de documents de congrès, de comptes rendus, de textes divers, de correspondance, de coupures de presse, de publications, d'imprimés divers et de documents photographiques. Le fonds comprend les séries suivantes:
85P-1 : Administration (1943-1961);
85P-3 : Finances (1952-1957);
85P-5 : Clientèles, membres, participants (1953-1957);
85P-6 : Activités, réalisations (1947-1956);
85P-8 : Relations extérieures (1925-1960).
Parmi les séries précédentes, mentionnons la série Activités, réalisations qui contient les mémoires de la FUIQ et de ses syndicats affiliés ainsi que ceux du Congrès canadien du travail (CCT) et la série Relations extérieures qui témoigne des relations et échanges de la FUIQ avec divers syndicats et organismes publics et privés, canadiens et américains.

Cote assignée par le centre d'archives : 85P

Histoire administrative / notice biographique : Le congrès de fondation de la Fédération des unions industrielles du Québec (FUIQ) s'est tenu à Montréal les 6 et 7 décembre 1952. Cent cinquante-neuf délégués représentant 32 000 membres étaient au rendez-vous; Romuald J. Lamoureux devient président et Roméo Mathieu, secrétaire. Les rapports de la Fédération avec le Congrès canadien du travail (CCT) sont d'emblée difficiles puisque la Fédération tend rapidement à faire valoir son caractère francophone distinct et à revendiquer une représentativité accrue au sein des instances de la centrale anglophone. La FUIQ a été active sur les plans sociopolitique et syndical. Au niveau syndical, par exemple, la Fédération a organisé une marche conjointement avec la Confédération des travailleurs catholiques du Canada (CTCC) pour lutter contre les projets de lois 19 et 20 du gouvernement Duplessis qui s'attaquaient à l'intégrité syndicale. Des luttes pour la syndicalisation des travailleurs des mines de l'Ungava et de la Gaspésie ont aussi été mises de l'avant par la FUIQ. Sur le plan sociopolitique, la Fédération est responsable, notamment, de la rédaction de plusieurs mémoires importants. Le manifeste de Joliette, issu du congrès du même endroit en 1955, présente la somme des opinions politiques de la FUIQ. La FUIQ a également appuyé officiellement la fondation du Rassemblement démocratique en septembre 1956. En 1957, dans la foulée du regroupement syndical nord-américain, la FUIQ fusionne avec la Fédération provinciale du travail du Québec (FPTQ). De cette fusion naîtra la Fédération des travailleurs du Québec (FTQ).

Historique de la conservation : Le fonds de la FUIQ a été acquis de la FTQ par contrat de donation signé le 9 août 1988 par Fernand Daoust.

Numéro d'identification du fonds ou de la collection assigné par l'établissement : 85P

URL du fonds : Lien

Nom du centre d'archives : Université du Québec à Montréal (UQAM)

Fonds d’archives des Travailleurs unis de l'automobile, section locale 698
Dates : 1944-1985
Genre de documents : 1,99 m de documents textuels. - 2 affiches. - 1 document photographique. - 1 macaron. - 1 épinglette.
Portée et contenu : Le fonds des Travailleurs unis de l'automobile (TUA), section locale 698 porte sur la création, l'organisation, le fonctionnement, les relations, les membres et la gestion financière de cette organisation travaillant au regroupement et à l'accréditation de syndicats des domaines de l'automobile, du transport aérien et de l'outillage agricole entre 1944 et 1985. Le fonds se compose d'une charte, de correspondance, de procès-verbaux, de documents concernant des congrès ainsi que les cotisations et accréditations de membres, de listes de membres, de rapports financiers, d'affiches, de documents photographiques, d'un macaron et d'une épinglette. Le fonds comprend les séries suivantes: 88P-1 : Administration (1946-1985); 88P-3 : Finances (1947-1969); 88P-5 : Clientèles, membres, participants (1946-1983); 88p-6 : Activités, réalisations (1944-1968). Parmi les séries précédentes, les deux plus importantes sont la série **Administration** et la série **Clientèles, membres, participants**. Elles témoignent des activités et des échanges de l'organisme, de sa constitution, du recrutement de ses membres et des cotisations.
Cote assignée par le centre d’archives : 88P
Histoire administrative / notice biographique :Le 21 juin 1946, le premier local québécois des Travailleurs unis de l'automobile (TUA), local 698 est créé par une charte émise par la centrale américaine des TUA. Ses bureaux sont alors situés sur la rue Bleury à Montréal dans un domicile privé et David Knowles en est le premier président. La toute première accréditation fut émise le 9 décembre 1946 à l'usine White Truck, suivie, le 21 décembre de la même année, des Midtown Motor Sales. Le local 698, formé d'un comité exécutif et d'une assemblée générale, compte des syndicats accrédités dans le domaine automobile, le domaine du transport aérien et le domaine agricole. Entre autres accréditations, mentionnons GM Truck, International Harwester, Ford Motor de Pointe-Claire et Chrysler (Pointe-Claire); dans le domaine aéronautique, les unités de Dorval de KLM, Alitalia et d'Air France. En tout, une quinzaine d'unités seront membres de ce local. Au congrès des TUA de Cleveland, en 1952, le local 698 s'exprimant en français, demande et obtient la négociation de conventions collectives en français, ce qui constitue un fait totalement nouveau dans le domaine des relations avec la centrale américaine. Très peu actif en terme d'accréditation syndicale dans les années 70, le local 698 s'intègre, le 11 mars 1987, au local 1900 des Travailleurs canadiens de l'automobile.
Historique de la conservation : Le fonds des TUA, section locale 698 a été acquis du Syndicat national des travailleurs et travailleuses de l'automobile, de l'aérospatiale et de l'outillage agricole du Canada, section locale 1900, par contrat de donation signé le 12 août 1987 par Normand Jobidon et Jean-Paul Campeau.
Numéro d'identification du fonds ou de la collection assigné par l'établissement : 88P
URL du fonds : Lien
Nom du centre d'archives : Université du Québec à Montréal (UQAM)

Fonds d’archives de l’Union internationale des employés de distilleries, vins et industries connexes, local 78
Dates : 1965-1986
Genre de documents : 1 bobine de microfilm
Portée et contenu : Le fonds de l'Union internationale des employés de distilleries, vins et industries connexes, local 78 représentant les employés de l'usine Papineau de la Compagnie Uniroyal à Montréal des années 1947 à 1986 porte sur l'organisation, le fonctionnement, les membres, diverses négociations et les relations du local 78, particulièrement avec l'Union américaine. Le fonds se compose de procès-verbaux, de listes de membres, de correspondance et de dossiers de négociation.
Cote assignée par le centre d’archives : 98P
Histoire administrative / notice biographique : L'Union internationale des employés de distillerie, vins et industries connexes est créée aux États-Unis en 1940 et elle s'implante au Canada en 1941. Le local 78, affilié à cette Union représente les travailleurs de l'usine Papineau de la Compagnie Uniroyal à Montréal. Cette usine fermera ses portes le 30 septembre 1984, suite aux effets de la crise économique qui sévit mondialement à partir des années 1980. Le syndicat vote la dissolution du local le 24 avril 1986.
Historique de la conservation : Raymond Bisson, vice-président de l'Union internationale des employés de distilleries, vins et industries connexes a autorisé, le 4 mai 1988, la reproduction sur microfilm des documents du Syndicat des employés de l'Uniroyal (Union internationale des employés de distilleries, vins et industries connexes, local 78).
Numéro d'identification du fonds ou de la collection assigné par l'établissement : 98P
URL du fonds : Lien
Nom du centre d'archives : Université du Québec à Montréal (UQAM)

Fonds d’archives de la Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec (FTQ)

Dates : 1948-2001

Genre de documents : 9,20 m de documents textuels. - 1 bande sonore. - 6 cassettes sonores. - 7 affiches. - 25 documents photographiques. - 2 macarons. - 1 autocollant

Portée et contenu : Le fonds de la Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec (FTQ) retrace les origines, les activités et l'évolution de cette centrale syndicale qui s'est impliquée activement, depuis sa création, en faveur de l'action politique ouvrière. Le fonds se compose de procès-verbaux, de correspondance, de mémoires, d'imprimés divers et de publications de la FTQ, de documentation, de coupures de presse, de textes, d'allocutions, de rapports, de documents financiers et de documents de congrès. Le fonds comprend les séries suivantes :
100P-1 : Administration (1955-1988);
100P-3 : Finances (1957-1970);
100P-6 : Activités, réalisations (1949-2001);
100P-7 : Communication (1966-1973);
100P-8 : Relations extérieures (1948-1988).
Parmi les séries précédentes, notons plus particulièrement la série *Activités, réalisations* qui témoignent des événements entourant le Front commun intersyndical, des activités relatives au Nouveau Parti démocratique, des congrès et colloques de la Fédération et des mémoires produits par la FTQ.

Cote assignée par le centre d’archives : 100P

Histoire administrative / notice biographique : En 1957, le grand vent unificateur qui souffle depuis quelques années au sein des organisations syndicales nord-américaines achève sa course au Québec. En effet, la Fédération des unions industrielles du Québec (FUIQ) et la Fédération provinciale du travail du Québec (FPTQ) fusionnent à leur tour et créent la FTQ. La nouvelle Fédération sera un des fers de lance du développement du syndicalisme au Québec. Très vite, son influence s'étend des industries manufacturières et de production de matières premières aux services publics et parapublics qui se développent durant les années 1960 et 1970.
La FTQ a des relations tourmentées avec les deux grandes centrales qui lui font concurrence au Québec: la Confédération des syndicats nationaux (CSN) et la Centrale des enseignants du Québec (CEQ). Entre autres, le maraudage intersyndical dans diverses industries complique le dialogue avec la CSN. Dans les années 1970-1980, la FTQ apparaît souvent en contradiction avec la CSN et la CEQ aux orientations plus tranchées, aux discours plus revendicateurs. Au milieu des années 1970, la Fédération prend un virage de plus en plus nationaliste, appuyant le Parti québécois lors des élections de 1976 et 1981 et faisant campagne pour le OUI au référendum de mai 1980. Ce nationalisme colore ses relations avec le Congrès du travail du Canada. La FTQ demande et obtient plus d'autonomie de la Centrale canadienne. À l'origine porte-parole du syndicalisme international au Québec, la Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec représente aujourd'hui des syndicats canadiens.

Historique de la conservation: Le fonds de la FTQ a été acquis par contrat de donation signé le 9 août 1988 par Fernand Daoust.

Numéro d'identification du fonds ou de la collection assigné par l'établissement : 100P

URL du fonds : Lien

Nom du centre d'archives : Université du Québec à Montréal (UQAM)

Fonds d'archives du Conseil des métiers et du travail de Montréal

Dates : 1897-1973

Genre de documents : 1897-1973. - 0,5 m de documents textuels.

Portée et contenu :
Le fonds du Conseil des métiers et du travail de Montréal (CMTM) témoigne de l'activité de ce syndicat né en 1903 du Conseil fédéré des métiers et du travail de Montréal (CFMTM). Affilié au Parti ouvrier dès 1906-1908, le CMTM constituera pendant près de vingt ans le seul regroupement syndical montréalais non catholique.

Le fonds se compose de documents financiers, de procès-verbaux et de divers registres ainsi que de documents relatifs aux membres.

Le fonds comprend les séries suivantes :

103P-1 : Administration (1897-1967);
103P-3 : Finances (1897-1960);
103P-5 : Clientèles, membres, participants (1917-1973).

Parmi les séries nommées précédemment, notons plus particulièrement la série Administration qui témoigne des discussions et des décisions prises lors des assemblées générales du CMTM. Grâce aux procès-verbaux qu'elle renferme, cette série fournit des renseignements sur l'histoire du CMTM et son organisation interne. De manière plus générale, la série retrace également une période importante de l'histoire syndicale de Montréal.

Cote assignée par le centre d'archives : 103P

Histoire administrative / notice biographique :
C'est dans la foulée des grands bouleversements ouvriers de la fin du XIXième siècle que sera créé le Conseil des métiers et du travail de Montréal (CMTM). Le CMTM tire ses origines lointaines du Conseil central des métiers et du travail de Montréal (CCMTM) fondé en 1886 par les Chevaliers du travail et l'Union des métiers. En 1897, les syndicats des métiers se retirent et fondent le Conseil fédéré des métiers et du travail de Montréal (CFMTM) qui deviendra, en 1903, le Conseil des métiers et du travail de Montréal (CMTM). Affilié au Parti ouvrier, le CMTM constituera le seul regroupement syndical montréalais non catholique jusqu'en 1940 alors qu'apparaîtra le Conseil national du travail de Montréal (CNTM). Les deux organismes syndicaux coexisteront pendant quelques années avant de fusionner en 1958 pour former le Conseil du travail de Montréal (CTM).

Historique de la conservation : Le fonds du Conseil des métiers et du travail de Montréal a été acquis le 9 août 1988 par contrat de donation avec la Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec (FTQ).

Numéro d'identification du fonds ou de la collection assigné par l'établissement : 103P

URL fonds : Lien

Nom du centre d'archives : Université du Québec à Montréal (UQAM)

Fonds d’archives du Syndicat des employés d'hôpitaux de Montréal
Dates : 1942-1976.
Genre de documents : 1942-1976. - 0,30 m de documents textuels.
Portée et contenu : Le fonds du Syndicat des employés d'hôpitaux de Montréal témoigne des activités de ce syndicat et de son organisation interne, entre 1942 et 1976. Le fonds se compose principalement des procès-verbaux du Conseil général, du Comité exécutif, de l'assemblée générale ainsi que de quelques autres comités. Le fonds comprend la série suivante : 105P-1 : Administration (1942-1976).
Cote assignée par le centre d’archives : 105P
Histoire administrative / notice biographique : Le Syndicat des employés d'hôpitaux de Montréal (SEHM) est créé en 1936 dans le courant de syndicalisation qui touche les hôpitaux francophones. D'abord connu sous le nom d'Association des employés d'hôpitaux du Montréal (AEHM), le syndicat affilié à la Confédération des travailleurs catholiques du Canada (CTCC) se constitue rapidement en sections regroupant différents hôpitaux dont Notre-Dame, Ste-Jeanne D'Arc et l'Hôtel-Dieu. C'est dans un climat de luttes et ayant à son actif de nombreuses défaites face au pouvoir politique que l'AEHM signe sa première convention collective en mai 1946. Favorisée par l'élan de syndicalisation et de revendications qui prend de l'ampleur après la guerre, l'Association connaîtra une période d'expansion importante dans les années 1950. En 1959, elle prend le nom de Syndicat des employés d'hôpitaux de Montréal. En 1973, le syndicat se désaffilie de l'ancienne CTCC devenue, depuis 1960, la CSN.
Historique de la conservation : Le fonds du Syndicat des employés d'hôpitaux de Montréal a été acquis en août 1988. Ce fonds provient des archives de la Fédération des travailleurs du Québec (FTQ).
Numéro d'identification du fonds ou de la collection assigné par l'établissement : 105P
URL fonds : Lien
Nom du centre d'archives : Université du Québec à Montréal (UQAM)

Fonds d'archives Jean-Paul Lefebvre (syndicaliste, journaliste et député)

Dates : 1946-1996

Genre de documents : 1,91 m de documents textuels. - 3 cassettes sonores. - 1 bande sonore. - 1 vidéocassette. - 2 bobines de film. - 1 affiche. - 11 documents photographiques

Portée et contenu :
Le fonds Jean-Paul-Lefebvre témoigne des activités de son créateur, militant syndical, journaliste et politicien identifié à l'aile gauche du Parti libéral du Québec, qui s'intéressa dès les années 1950 aux questions d'éducation des adultes et de perfectionnement en général. Le fonds fournit beaucoup de documentation relative au Parti libéral du Québec, au Parti libéral du Canada et à la Fédération libérale du Québec.

Le fonds se compose de documents personnels, d'allocutions, de coupures de presse, de correspondance, de documentation et de manuscrits de certains de ses livres et articles. Le fonds est complété par des documents relatifs au Rassemblement démocratique.

Le fonds comprend les séries suivantes :
107P-0 : Vie personnelle ou professionnelle (1948-[1994]);
107P-6 : Activités, réalisations (1946-1996);
107P-7 : Communication (1964-[1970]).

Parmi les séries nommées précédemment, notons plus particulièrement la série *Activités, réalisations*. Journaliste, scripteur, scénariste, animateur et politicien engagé dans des causes sociales, Jean-Paul Lefebvre a réalisé plusieurs rapports, textes, articles de journaux, manuscrits et émissions de radio et de télévision dans le cadre de ses activités professionnelles, particulièrement en politique. Ces documents sont regroupés dans cette série.

Cote assignée par le centre d'archives : 107P

Histoire administrative / notice biographique :
Jean-Paul Lefebvre est né le 5 juillet 1926, à Sainte-Rose. Il fait ses études à l'école Caron à Montréal et au collège Roussin à Pointe-aux-Trembles. Celui qui sera associé à l'aile gauche du Parti libéral du Québec se fait connaître, dans les années 1940, comme propagandiste à la Fédération de Montréal et à la Centrale de la Jeunesse étudiante catholique (JEC) ainsi qu'à titre de secrétaire national de la Ligue ouvrière catholique.

Très intéressé par l'éducation des adultes et par les problèmes de perfectionnement en général, il occupera successivement, dès 1949, le poste de directeur du service d'éducation au Conseil de la coopération du Québec et, à partir de 1954, celui de directeur adjoint du service d'éducation à la Confédération des syndicats nationaux (CSN). Durant cette période, il anime plusieurs émissions à caractère éducatif à la radio et la télévision. Commissaire d'école à la Commission des écoles catholiques de Montréal entre 1961 et 1964, il y fonde le Service de l'éducation aux adultes qu'il dirigera jusqu'en 1966 alors que paraît son livre intitulé Les adultes à l'école.

Très présent sur la scène politique et syndicale, il est secrétaire du Rassemblement démocratique en 1956-1957, s'impliquant dans la lutte contre le gouvernement Duplessis. À compter de 1961, il dirigera le Service des relations extérieures de la Confédération des syndicats nationaux (CSN). Élu député libéral dans Ahuntsic en 1966, il devient, jusqu'en 1970, le porte-parole de l'opposition en matière de main-d'oeuvre et d'éducation. Membre de la fonction publique fédérale

pendant une douzaine d'années, Jean-Paul Lefebvre travaillera ensuite comme journaliste au Montreal Star, La Presse et Le Devoir notamment. Préoccupé de questions sociales, il écrira douze ouvrages entre 1960 et 1994. Après son passage à la direction générale de la revue Communauté chrétienne de 1989 à 1991, ses plus récents livres porteront sur la religion catholique. Jean Paul Lefebvre est décédé le 3 avril 2009.
Historique de la conservation : Le fonds Jean-Paul-Lefebvre a été acquis le 30 juin 1992 par contrat de donation.
Numéro d'identification du fonds ou de la collection assigné par l'établissement : 107P
URL du fonds : Lien
Nom du centre d'archives : Université du Québec à Montréal (UQAM)

Fonds d’archives Édouard Larose (syndicaliste)

Dates : [entre 1917 et 1948]-1987

Genre de documents : 0,84 m de documents textuels. - 15 documents sonores. - 195 documents photographiques

Portée et contenu :
Le fonds Édouard-Larose retrace la vie et la carrière de son créateur, charpentier-menuisier, qui joua un rôle important au sein des syndicats de métiers au Québec.
Le fonds se compose de documents personnels et professionnels, de documents familiaux, de documents relatifs à des activités syndicales et sociales, ainsi que des documents photographiques et sonores.

Le fonds comprend les séries suivantes :
117P-0 : Vie personnelle ou professionnelle ([entre 1917 et 1948]-1985);
117P-3 : Finances (1940-1951);
117P-6 : Activités, réalisations (1927-1987).

Parmi les séries précédentes, notons la plus importante, soit la série *Activités, réalisations* qui renferme une importante correspondance portant sur les liens de la Fraternité unie des charpentiers et menuisiers d'Amérique avec ses syndicats locaux et le siège social de la United Brotherhood of Carpenters and Joiners of America.

Cote assignée par le centre d’archives : 117P

Histoire administrative / notice biographique :
Né le 20 juin 1899 dans une famille pratiquant l'agroforesterie, Édouard Larose deviendra menuisier. Entre 1915 et 1927, il travaillera à plusieurs endroits au Canada et aux États-Unis et fera partie de l'Armée canadienne, en 1917-1918, mais n'ira pas au front. En 1928, il devient membre de la Fraternité unie des charpentiers et menuisiers d'Amérique. Au fil des années, jusqu'à sa retraite en 1969, on retrouve Édouard Larose partout où le mouvement syndical se forme. Il occupera des postes importants au sein de la Fraternité et des fédérations québécoises (Fédération des travailleurs du Québec), canadiennes (Congrès du travail du Canada) et américaines (American Federation of Labor) et sera représentant à la Confédération internationale des syndicats libres. Militant du Conseil du travail de Montréal (CTM), il sera également échevin au Conseil municipal de Montréal. Parmi ses réalisations importantes, notons la restructuration du syndicalisme de métier au Québec et au Canada dans la foulée de la fusion de l'AFL/CIO aux États-Unis et sa participation à la formation de l'Union des bûcherons et employés de scieries qui protège les droits de ce groupe de travailleurs durant les années 1930-1940. Édouard Larose est décédé le 30 juin 1987, à l'âge de 88 ans.

Historique de la conservation : Le fonds Édouard-Larose a été acquis le 23 mai 1989 par contrat de donation signé par Raymond Larose.

Numéro d'identification du fonds ou de la collection assigné par l'établissement : 117P

URL du fonds : Lien

Nom du centre d'archives : Université du Québec à Montréal (UQAM)

Fonds d’archives Yvette-B. Rousseau (syndicaliste, féministe et sénatrice)

Dates : 1950-1988

Genre de documents : 2,69 m de documents textuels. - 59 documents photographiques.

Portée et contenu :
Le fonds Yvette-B.-Rousseau témoigne de la carrière de cette femme exceptionnelle qui fut ouvrière, syndicaliste, féministe et sénatrice.

Le fonds se compose de documents personnels et professionnels, de coupures de presse et d'articles de périodiques portant sur la vie de Yvette Rousseau, de documents relatifs aux activités politiques et sociales, de textes et de manuscrits. Le fonds est complété par des imprimés et des documents photographiques.

Cote assignée par le centre d’archives : 126P

Histoire administrative / notice biographique :
Née le 18 février 1917 à Saint-Éleuthère, aujourd'hui Pohénégamook, Yvette B. Rousseau fait ses études à Rimouski où elle occupe son premier poste d'institutrice en 1934-1935, s'affirmant comme éducatrice et pédagogue. De 1952 à 1967, elle occupera de nombreux postes au sein du mouvement syndical, en parallèle à son travail de surveillante et opératrice à la compagnie Penmans Limitée de Coaticook. En 1953, elle devient directrice du comité d'éducation syndicale du Conseil central de Sherbrooke affilié à la Confédération des syndicats nationaux (CSN). Élue vice-présidente de la Fédération canadienne des travailleurs du textile en 1955, elle est nommée vice-présidente de la CSN en 1963.

De 1967 à 1972, Yvette B. Rousseau est à l'emploi du mouvement coopératif Desjardins comme conseillère en économie familiale à l'Union régionale de Sherbrooke. Présidente de la Fédération des femmes du Québec de 1970 à 1973, elle collabore à la fondation du Conseil québécois sur le statut de la femme. En 1973, elle participe à l'établissement du Conseil consultatif canadien de la situation féminine, ce conseil qu'elle représente d'abord en tant que vice-présidente de 1973 à 1976 et comme présidente de 1976 à 1979. Récipiendaire, en 1955, de la médaille Bene Merenti pour services rendus au mouvement ouvrier, elle reçoit en 1977 un doctorat *Honoris Causa* de l'Université de Moncton.

En 1979, elle est nommée sénatrice et participe à plusieurs missions parlementaires à l'étranger. Elle jouera aussi un rôle de premier plan dans différents comités concernant principalement les Affaires sociales et les Sciences et technologie. Membre de plusieurs associations internationales, membre à vie de la Société Saint-Jean-Baptiste de Sherbrooke, elle sera membre aussi de la Fondation UQAM. Elle est l'auteure d'un livre traitant du travail de nuit des femmes en usine. Yvette B. Rousseau est décédée le 17 mars 1988, à l'âge de 71 ans.

Historique de la conservation : Le fonds Yvette-B.-Rousseau a été acquis par un contrat de donation signé par Chantal Rousseau le 6 novembre 1989.

Numéro d'identification du fonds ou de la collection assigné par l'établissement : 126P

URL du fonds : Lien

Nom du centre d'archives : Université du Québec à Montréal (UQAM)

Fonds d'archives Philippe Vaillancourt (syndicaliste et militant politique)

Dates : 1935-1982

Genre de documents : 0,84 m de documents textuels. - 1 bobine de microfilm. - 1 bande sonore. - 2 bobines de film. - 46 documents photographiques. - 1 autocollant.

Portée et contenu :
Le fonds Philippe-Vaillancourt retrace les activités syndicales et politiques de son créateur qui milita pendant plus de trente ans pour les droits des Canadiens français.
Le fonds se compose de documents personnels et professionnels, de documents relatifs aux activités politiques et sociales, de documentation, de coupures de presse et d'articles de périodiques, de documents photographiques, sonores, filmiques et d'un autocollant.
Le fonds comprend les séries suivantes:
127P-0 : Vie personnelle ou professionnelle ([1936?]-1982);
127P-6 : Activités, réalisations (1935-1976).
Parmi les séries précédentes, mentionnons la série Activités, réalisations qui témoigne de l'implication du créateur au sein de plusieurs associations syndicales.

Cote assignée par le centre d'archives : 127P

Histoire administrative / notice biographique : Philippe Vaillancourt est né à Québec le 16 juin 1913. Après des études classiques, il devient membre du comité exécutif de l'Union nationale ouvrière. À Québec en 1943, il est nommé secrétaire fondateur du premier club CCF (Cooperative Commonwealth Federation). Par la suite, il travaille pour les Métallurgistes-Unis d'Amérique puis, en 1946, on le retrouve représentant du Congrès canadien du travail (CCT). Ses débuts à plein temps au sein du mouvement syndical datent du milieu des années 1940. Il réussira à organiser de nombreux secteurs: tabac, chantiers maritimes, employés municipaux de plusieurs villes, industries laitière et manufacturière, etc. Successivement secrétaire du Conseil du travail de Montréal (CTM) et directeur provincial du CCT, Vaillancourt sera aussi vice-président de la Fédération des unions industrielles du Québec (FUIQ) de 1954 à 1956.
L'année 1956 marque un essor nouveau pour le syndicalisme. La Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec (FTQ) est créée et Philippe Vaillancourt en devient président honoraire. La même année, il est nommé directeur de l'éducation au Québec pour le Congrès du travail du Canada (CCT devenu le CTC) et y organise des cours de formation syndicale pour les permanents des syndicats affiliés et les futurs instructeurs syndicaux. Membre du Comité fondateur du Nouveau Parti démocratique du Canada (NPD), il contribuera, dans les années 1960, à fonder le Collège canadien des travailleurs. À titre de représentant du milieu syndical, il sera membre entre autres du Conseil supérieur de l'éducation et de l'Institut canadien d'éducation des adultes (ICEA). Au niveau politique, il s'impliquera dans le CCF/NPD au Québec, il aura des liens avec le Parti révolutionnaire canadien-français sous le pseudonyme de Babylas et participera à la fondation du Parti socialiste du Québec. Philippe Vaillancourt est décédé en 1984, à l'âge de 71 ans.

Historique de la conservation : Le fonds Philippe-Vaillancourt a été acquis le 31 octobre 1989 par contrat de donation signé par Madame Marguerite Gagnon-Vaillancourt.

Numéro d'identification du fonds ou de la collection assigné par l'établissement : 127P

URL du fonds : Lien

Nom du centre d'archives : Université du Québec à Montréal (UQAM)

Fonds d’archives de la Commission consultative sur le travail et la révision du code du travail

Dates : 1977-1986

Genre de documents : 5,05 m de documents textuels. - 2 documents photographiques.

Portée et contenu :
Le fonds de la Commission consultative sur le travail et la révision du Code du travail porte sur les activités de cette commission créée par le gouvernement du Québec, dans le cadre d'une démarche de consultation et de législation sur le travail et la révision du Code du travail.
Le fonds se compose de procès-verbaux des séances des commissaires, de notes personnelles du secrétaire, de dossiers de recherche, de mémoires déposés et de revues de presse.
Le fonds comprend les séries suivantes :
133P-1 : Administration (1977-1986);
133P-3 : Finances (1983-1985);
133P-5 : Clientèles, membres, participants (1984-1985);
133P-6 : Activités, réalisations (1984-1986);
133P-7 : Communications (1983-1986).
Parmi les séries précédentes, notons plus particulièrement la série *Activités, réalisations*. Les documents classés dans cette série fournissent des informations sur le mandat de la commission et sur ses activités de consultation et de recherche. On y retrouve notamment plus de 250 mémoires d'individus et d'organismes.

Cote assignée par le centre d’archives : 133P

Histoire administrative / notice biographique :
La Commission consultative sur le travail a été créée le 7 mars 1984 par décret gouvernemental, dans le cadre d'une démarche de consultation, de concertation et de législation sur le travail et la révision du Code du travail. Présidée par René Beaudry, juge de la Cour provinciale et membre du Tribunal du travail, la Commission avait un mandat qui comportait plusieurs facettes. Entre autres buts, elle devait proposer aux partenaires sociaux et au gouvernement du Québec des mesures pour améliorer les relations de travail. Ces mesures devaient favoriser la poursuite des objectifs suivants: des relations de travail hamonieuses, une organisation du travail productive et une implication valorisante des travailleuses et des travailleurs dans l'entreprise. La Commission devait étudier la situation, consulter des personnes et des groupes et identifier les consensus entre les partenaires pour en arriver à proposer des recommandations dans un rapport, qui fut publié en 1985. La publication du rapport final de la Commission consultative sur le travail marquait la dissolution de la commission après une année entière de consultation pendant laquelle elle avait tenu 86 séances publiques et reçu plus de 250 mémoires d'individus et d'organismes.

Historique de la conservation : Le fonds de la Commission consultative sur le travail et la révision du Code du travail a été acquis le 1er mai 1990 par contrat de donation signé par Carol Jobin.

Numéro d'identification du fonds ou de la collection assigné par l'établissement : 133P

URL du fonds : Lien

Nom du centre d'archives : Université du Québec à Montréal (UQAM)

Fonds d’archives de l’Union internationale des ouvriers barbiers d'Amérique, section locale 455
Dates : 1903-1906.
Genre de documents : 1903-1906. - 0,01 m de documents textuels.
Portée et contenu : Le fonds de l'Union internationale des ouvriers barbiers d'Amérique, section locale 455, retrace quelques-unes des activités de ce syndicat montréalais entre 1903 et 1906. Le fonds se compose d'un registre de procès-verbaux. Le fonds comprend la série suivante : 136P-1 : Administration (1903-1906).
Cote assignée par le centre d’archives : 136P
Histoire administrative / notice biographique : Fondé aux États-Unis en 1887, le Syndicat international des ouvriers barbiers d'Amérique fonde son premier local canadien à Montréal en 1895. Il disparaît du Québec en 1973, vraisemblablement sans laisser de trace.
Historique de la conservation : Le fonds de l'Union internationale des ouvriers barbiers d'Amérique, section locale 455 se trouvait dans les archives versées par la Fédération des travailleurs du Québec (FTQ) en 1988. Il a été retiré du fonds pour former un fonds distinct.
Numéro d'identification du fonds ou de la collection assigné par l'établissement : 136P
URL fonds : Lien
Nom du centre d'archives : Université du Québec à Montréal (UQAM)

Fonds d’archives de la Ligue auxiliaire de l'Association internationale des machinistes (vice-présidence canadienne)

Dates : 1924-1981

Genre de documents : 0,29 m de documents textuels. - 35 documents photographiques.

Portée et contenu :
Le fonds de la Ligue auxiliaire de l'Association internationale des machinistes (vice-présidence canadienne) porte, surtout, sur les deux dernières décennies d'existence de cette organisation américaine et de sa vice-présidence canadienne, jusqu'à la dissolution en 1980.
Le fonds se compose de documents administratifs et financiers, de correspondance, de documents relatifs aux filiales et affiliations, ainsi qu'à l'organisation de congrès. Le fonds contient aussi des imprimés et des documents photographiques.
Le fonds comprend les séries suivantes:
151P-1 : Administration (1939-[1981]);
151P-3 : Finances (1967-1981);
151P-5 : Clientèles, membres, participants (1924-1981);
151P-6 : Activités, réalisations ([1950]-1981).

Cote assignée par le centre d’archives : 151P

Histoire administrative / notice biographique :
Organisation américaine fondée aux États-Unis en 1905, la Ligue auxiliaire de l'Association internationale des machinistes (Ladies Auxiliary to the International Association of Machinists) a ouvert des locaux dans les principaux centres canadiens de chemins de fer, d'abord à Stratford et Toronto, et par la suite à Moncton, Calgary, Winnipeg, Vancouver, Hamilton, Windsor, Peterborough et North Bay. Le local de Montréal a été organisé en 1924. La Ligue regroupait les épouses, les mères et les filles des machinistes à l'emploi du Canadien National et du Canadien Pacifique. L'ensemble des locaux canadiens fut regroupé dans une organisation centrale appelée la Grande Loge. Durant les années 1940, la Ligue auxiliaire modifia son appellation pour devenir The Ladies Auxiliary to the International Association of Machinists & Aerospace Workers (IAM&AW).
À l'origine, les femmes de la Ligue auxiliaire avaient pour objectif d'assister les machinistes dans leur lutte pour obtenir et maintenir des salaires décents et de meilleures conditions de travail. Elles supportaient les syndiqués durant les conflits de travail et soutenaient les familles des machinistes éprouvées par la maladie ou la mortalité. Enfin, elles encourageaient l'utilisation de produits de fabrication syndicale et valorisaient les principes du syndicalisme. À partir des années 1960, il devint pratiquement impossible de recruter de nouvelles auxiliaires. Le congrès de la Grande Loge tenu à Cincinnati en 1980 devait mettre un terme à 75 ans de militantisme des femmes membres de la Ligue auxiliaire. La dissolution de la Grande Loge entraîna la disparition des sections locales canadiennes.

Point d'accès / provenance : Le fonds de l'Association internationale des machinistes (vice-présidence canadienne) a été acquis le 26 août 1991 par contrat de donation signé par Sylvie Murray.

Numéro d'identification du fonds ou de la collection assigné par l'établissement : 151P

URL du fonds : Lien

Nom du centre d'archives : Université du Québec à Montréal (UQAM)

Fonds d’archives Jacques-Victor Morin (militant syndical et formateur)

Dates : 1909-1992

Genre de documents : 0,81 m de documents textuels. - 66 microfiches. - 2 bandes sonores. - 2 affiches. - 9 documents photographiques.

Portée et contenu :

Le fonds Jacques-Victor-Morin retrace la vie et la carrière de son créateur, militant syndical, qui a joué un rôle important au sein de plusieurs organismes démocratiques de la gauche modérée au Québec, entre les années 1940 et 1970, en plus de s'impliquer, durant les années 1960, dans le développement de l'éducation aux adultes. Le fonds se compose de documents personnels et professionnels, de documents relatifs aux activités politiques et sociales du créateur, d'œuvres de création, de documentation, de microformes, de documents iconographiques, photographiques et sonores. Le fonds comprend les séries suivantes :

159P-0 : Vie personnelle et professionnelle (1909-1992); 159P-1 : Administration (1987);
159P-6 : Activités, réalisations ([194?]-1990);
159P-7 : Communications (1960-1967).

Parmi les séries nommées précédemment, notons la série *Activités, réalisations* qui témoigne de l'implication du créateur au sein d'associations syndicales.

Cote assignée par le centre d’archives : 159P

Histoire administrative / notice biographique :

Jacques-Victor Morin est né le 21 février 1921. Pendant plus de quarante ans, il jouera un rôle au sein de la gauche modérée au Québec. En 1947, il obtient une licence en sciences sociales de l'Université de Montréal. Secrétaire général des Jeunesses sociales-démocrates du Canada/Cooperative Commonwealth Youth Movement, de 1949 à 1951, on le retrouve, l'année suivante, secrétaire du Comité du travail contre l'intolérance raciale. De 1953 à 1957, il occupe le poste de secrétaire exécutif de la Fédération des unions industrielles du Québec (FUIQ) où il exerce les tâches de relationniste, d'administrateur et d'organisateur de congrès et de colloques. À la même époque, il est l'un des dirigeants du Rassemblement démocratique. En 1962, il oriente sa carrière vers l'éducation aux adultes et devient directeur du Service d'éducation au Conseil du Québec du Syndicat canadien de la fonction publique. Il participe entre 1962 et 1967 à des missions de formation des cadres responsables d'éducation ouvrière au Sénégal (1962), au Ceylan et à Bangkok (1965-1966). Parallèlement, Jacques-Victor Morin milite au Nouveau Parti démocratique, au Parti socialiste du Québec et dans de nombreux organismes syndicaux. Commentateur à des émissions diffusées à Radio-Canada entre 1953 et 1967, il est le fondateur et le rédacteur du journal des travailleurs du secteur hydro-électrique du SCFP-Québec, *Le Réseau* (1964-1966). Secrétaire associé de la Commission canadienne pour l'UNESCO de 1968 à sa retraite en 1985, il est, par la suite, conseiller spécial au Syndicat canadien de la fonction publique (SCFP), et siège, à titre consultatif, au Comité d'éducation de la Fédération des travailleuses et travailleurs du Québec (FTQ). Jacques-Victor Morin est décédé en octobre 2007.

Historique de la conservation : Le fonds Jacques-Victor-Morin a été acquis le 23 octobre 1991 par contrat de donation.

Numéro d'identification du fonds ou de la collection assigné par l'établissement : 159P

URL du fonds : Lien

Nom du centre d'archives : Université du Québec à Montréal (UQAM)

Fonds d’archives Jacques Dofny (sociologue, professeur et militant politique)
Dates : 1961-1989
Genre de documents : 0,24 m de documents textuels. - 3 documents photographiques
Portée et contenu : Le fonds Jacques-Dofny, sociologue, professeur et militant à partir des années 1960 porte principalement sur la mise sur pied, l'historique et les activités du Parti socialiste du Québec, sur les activités et la gestion financière du Mouvement socialiste, sur la création et le financement de la revue *Socialisme* ainsi que sur quelques travaux du créateur. Le fonds se compose de documents constitutifs, de procès-verbaux, de correspondance, de rapports, de textes, d'états financiers, de documents concernant l'organisation de congrès, d'imprimés, de coupures de presse et de documents photographiques. Le fonds comprend la série suivante : 160P-6 : Activités, réalisations (1961-1989).
Cote assignée par le centre d’archives : 160P
Histoire administrative / notice biographique : Jacques Dofny est né à Wallonie en Belgique en [1924]. Il a fait ses études en France avant de s'installer au Québec, durant la Révolution tranquille. De 1961 à 1989, il est professeur au Département de sociologie de l'Université de Montréal et en assure la direction pendant plus de trois ans à la fin des années 1960. Très actif au niveau de l'avancement de la sociologie, il est aussi activement impliqué sur le plan politique et particulièrement dans l'évolution du mouvement syndical québécois. Ainsi, il contribue à la fondation du Parti socialiste du Québec, lance la revue *Socialisme* en 1964, puis la revue *Sociologie et Société* en 1969. Il est aussi impliqué dans la création de Centre de sondage de l'Université de Montréal et de l'Institut de recherche appliquée sur le travail. De plus, Jacques Dofny travaille en lien étroit avec les sociologues français et américains, favorisant la formation d'étudiants en France et aux États-Unis, invitant plusieurs conférenciers étrangers à Montréal et s'impliquant au sein de plusieurs organisations comme l'Association des sociologues et anthropologues de langue française et l'American Sociological Association. Dès 1978, il met en place le Mouvement socialiste et au cours de cette même décennie, est nommé vice-président de l'Association internationale de sociologie. Les recherches de ce sociologue et militant de gauche ont porté sur la stratification sociale, les rapports de classes et le syndicalisme. Il est décédé à Marseille, le 4 juillet 1994.
Historique de la conservation : Le fonds Jacques-Dofny a été acquis le 24 novembre 1992 par contrat de donation.
Numéro d'identification du fonds ou de la collection assigné par l'établissement : 160P
URL du fonds : Lien
Nom du centre d'archives : Université du Québec à Montréal (UQAM)

Fonds d’archives Evelyn Dumas (journaliste et auteure)
Dates : 1968
Genre de documents : 0,03 m de documents textuels. - 7 bandes sonores
Portée et contenu : Le fonds Évelyn-Dumas retrace quelques grèves survenues, entre 1934 et 1944, telles que la grève des travailleuses et des travailleurs du vêtement pour dames (1937), la grève dans la fonction publique de Montréal (1943), la grève des cols blancs de Montréal (1943), la grève des policiers de Montréal (1943), etc. Le fonds porte sur les entrevues qu'elle a réalisées avec des militants syndicaux, en 1968, pour son livre intitulé *Dans le sommeil de nos os: quelques grèves au Québec de 1934 à 1944.* Le fonds comprend la série suivante : 167P-6 : Activités, réalisations (1968).
Cote assignée par le centre d’archives : 167P
Histoire administrative / notice biographique : Évelyn Dumas est née à St-Georges de Malblaie en Gaspésie, le 13 avril 1941. Étudiante à l'Université Laval, elle obtient en 1960 un baccalauréat en pédagogie puis s'inscrit à la maîtrise en sociologie. En 1978, l'Université du Québec à Montréal lui décerne une maîtrise en histoire. Passionnée par l'histoire sociale des luttes ouvrières et par la diffusion des idéologies, elle travaille à titre de journaliste depuis 1960, touchant à la politique et aux affaires syndicales (La Presse, Le Devoir, Montréal Star). En 1965, elle couvre la campagne électorale fédérale du Premier ministre Lester B. Pearson et devient par la suite une proche collaboratrice de René Lévesque. En 1971, elle publie une intéressante étude intitulée *Dans le sommeil de nos os* traitant des grèves ouvrières de 1934 à 1944 au Québec puis en 1972, une étude sur l'évolution du journalisme en France intitulée *La crise de la presse en France*. En 1979, elle se tourne vers la littérature en publiant une fiction intitulée *Un événement de mes octobres.*
Historique de la conservation : Le fonds Évelyn-Dumas a été acquis en 1988. Émile Boudreau en est le donateur.
Numéro d'identification du fonds ou de la collection assigné par l'établissement : 167P
URL du fonds : Lien
Nom du centre d'archives : Université du Québec à Montréal (UQAM)

Fonds d'archives de l'Association des employés non syndiqués de l'UQAM
Dates : 1976-2000
Genre de documents : 1,79 m de documents textuels. – 4 disquettes informatiques.
Portée et contenu : Le Fonds de l'Association des employés non syndiqués de l'UQAM retrace l'existence, les activités et le développement de cette Association, notamment ses activités concernant l'élaboration et le respect du protocole des employés non syndiqués de l'UQAM. Le fonds se compose de procès-verbaux, de protocoles, d'études, de documents financiers, de rapports et de correspondance.
Cote assignée par le centre d'archives : 190P
Histoire administrative / notice biographique : L'Association des employés non syndiqués de l'UQAM (AENSUQAM) est créée en décembre 1975 sous le nom d'Association des employés de soutien non syndiqués de l'UQAM. En mai 1976, l'Association procède à l'élection des membres de son comité exécutif et l'assemblée générale adopte les règlements de l'Association en octobre de cette même année. Dès avril 1977, l'Association forme un comité de travail chargé d'élaborer un projet de protocole pour les employés non syndiqués de l'Université. En octobre 1977, débutent les discussions entourant l'élaboration du premier protocole déposé par l'Association et adopté en août 1978 par le Conseil d'administration de l'UQAM. Au fil de son existence, l'Association modifie son appellation pour devenir l'Association des employés non syndiqués de l'UQAM (AENSUQAM), appellation qu'elle adopte officiellement en 1987. Au mois de juin 1987, l'Association se dote d'un journal intitulé *Trait d'union* dont la parution trimestrielle fournit aux membres des informations sur les activités de cette dernière. L'Association des employés non syndiqués de l'UQAM a pour objectif de représenter les employés non syndiqués auprès de l'Université du Québec à Montréal, de participer pleinement aux activités de la communauté universitaire et de jouer un rôle d'interlocuteur auprès de l'administration de l'Université concernant tout ce qui touche les conditions de travail du personnel non syndiqué.
Historique de la conservation : Le fonds de l'Association des employés non syndiqués de l'UQAM a été acquis le 20 avril 2006 par contrat de donation signé par Madeleine Ouellet.
Numéro d'identification du fonds ou de la collection assigné par l'établissement : 190P
URL du fonds : Lien
Nom du centre d'archives : Université du Québec à Montréal (UQAM)

NOTES

D'autres fonds consignent indirectement des archives sur des syndicats ou des syndicalistes. À ce propos, voir les fonds d'archives de l'École normale Jacques Cartier, des Services aux collectivités, du Front d'action politique, du Nouveau Parti démocratique du Canada (NPD), de l'Association des professeurs de l'Université du Québec à Montréal, de l'Institut de promotion des intérêts du consommateur, de l'Association coopérative d'économie familiale de Montréal, de la Ligue d'action socialiste, du Groupe socialiste des travailleurs, et de Robert Myre.

UNIVERSITE DU QUEBEC A RIMOUSKI (UQAR) - SERVICE DE LA BIBLIOTHEQUE
http://biblio.uqar.ca/ressources/archives-regionales-reperer-et-localiser/

Fonds François Xavier Legaré
Dates : 1941-1976
Genre de documents : 50m environ
Portée et contenu : - Procès-verbaux de la CTCC/CSN; dossiers; documentation - Publications gouvernementales (*Bulletin* du Service d'information du Ministère du Travail)
Cote assignée par le centre d'archives : UQAR-77-01-3
Numéro d'identification du fonds ou de la collection assigné par l'établissement : UQAR-77-01-3
URL du fonds : Lien
Nom du centre d'archives : Université du Québec à Rimouski (UQAR)

Fonds du Conseil central des syndicats nationaux du Bas-St-Laurent
Dates : 1945 à 1975 (procès-verbaux jusqu'en 1984)
Genre de documents : 17m environ
Portée et contenu : Procès-verbaux, correspondance, dossiers Classement effectué : partiellement
Cote assignée par le centre d'archives : UQAR-79-04-10
Numéro d'identification du fonds ou de la collection assigné par l'établissement :UQAR-79-04-10
Nom du centre d'archives : Université du Québec à Rimouski (UQAR)
Notes : - J'ai contacté Jean-François Rioux, archiviste à l'UQAR. Il n'avait pas plus de détails sur ce fonds, mais il en fera l'inventaire sous peu (ARB, 13 juillet 2015). - Le Centre de documentation de la Centrale des syndicats nationaux (CSN) possède aussi un fonds concernant ce Conseil Central. Vous pouvez consulter la fiche de la CSN dans le présent inventaire.

Fonds du Syndicat national de l'industrie du bois de Price
Dates : 1941 à 1985
Genre de documents : 1,47m
Portée et contenu : Procès-verbaux, correspondance, dossiers administratifs Classement effectué : oui
Cote assignée par le centre d'archives : UQAR-85-01-29
Numéro d'identification du fonds ou de la collection assigné par l'établissement : UQAR-85-01-29
Nom du centre d'archives : Université du Québec à Rimouski (UQAR)

UNIVERSITE DU QUEBEC A TROIS-RIVIERES (UQTR) - SERVICE DES ARCHIVES ET DES COLLECTIONS
https://oraprdnt.uqtr.uquebec.ca/pls/public/gscw030?owa_no_site=1299

Fonds Conseil central de la Confédération des Syndicats nationaux (CSN de Trois-Rivières)
Dates : 1918-ca. 1978
Genre de documents : 30m. de documents textuels
Portée et contenu : Ce fonds témoigne de l'ensemble des activités de ce mouvement à travers son histoire. Il comprend des documents concernant l'implantation et le développement du syndicalisme dans la région de Trois-Rivières par la Confédération des Travailleurs Catholiques du Canada (CTCC) et la Confédération des Syndicats Nationaux (CSN) : procès-verbaux, publications syndicales diverses, rapports, mémoires, correspondance, conventions collectives, conférences, factures. De plus, on y trouve des dossiers sur les syndicats des employés du textile à Louiseville, de la ville de Trois-Rivières, de la Shawinigan et de la Wabasso, sur le transport en commun et le coût de la vie à Trois-Rivières. Enfin, ce fonds comprend des articles de journaux concernant le syndicalisme à Trois-Rivières ainsi que des publications gouvernementales et syndicales.
Cote assignée par le centre d'archives : P150
Histoire administrative / notice biographique : Le Conseil central de la Confédération des Syndicats Nationaux de Trois-Rivières est un organisme dont le nom a changé à quelques reprises au cours de son existence. On peut faire remonter les débuts du syndicalisme catholique à Trois-Rivières en 1913 avec la fondation de la Corporation Ouvrière Catholique (COC). Cette corporation s'est donné pour tâche d'organiser et de planifier le travail syndical à Trois-Rivières et dans la région. Elle fut aussi à l'origine de la fondation de plusieurs syndicats locaux. En 1921, la corporation devint le Conseil central des Syndicats Ouvriers Nationaux Catholiques de Trois-Rivières et s'affiliait à la Confédération des Travailleurs Catholiques du Canada qui venait d'être fondée le 24 septembre de la même année. En 1939 le secteur de la construction compte six syndicats différents. Les conventions collectives deviennent la formule normale de contrat de travail. Le syndicalisme trifluvien en vint ainsi à s'étendre dans toute la Mauricie.
Historique de la conservation : Le Conseil central de la CSN de Trois-Rivières fit don de ce fonds d'archives le 17 mars 1980.
Numéro d'identification du fonds ou de la collection assigné par l'établissement : P150
Nom du centre d'archives : Université du Québec à Trois-Rivières (UQTR)
Notes : Le Centre de documentation de la Centrale des syndicats nationaux (CSN) possède aussi un fonds concernant ce Conseil Central. Vous pouvez consulter la fiche de la CSN dans le présent inventaire.

Fonds du syndicat des professeurs de l'UQTR (1969-1996)
Fonds du syndicat des employés de soutien de l'UQTR (1981-1996)
Genre de documents : 5 boîtes chaque
Cote assignée par le centre d'archives : Fonds institutionnels – il n'y a pas de cote assignée
Historique de la conservation : Ces fonds sont ouverts, d'autres versements sont à venir.
Nom du centre d'archives : Université du Québec à Trois-Rivières (UQTR)
Notes : En raison des informations personnelles contenues dans ces fonds, leur accès est restreint et nécessite une autorisation écrite de la part des syndicats concernés. Pour de plus amples informations, communiquez avec le service des archives de l'UQTR (819-376-5011, poste 2201)

Notes :

Les fonds conservés au Service des archives et des collections de l'UQTR ne sont pas catalogués sur Internet (ni sur RDAQ, ni sur le site de l'institution). Ainsi, il est nécessaire de communiquer avec les responsables des archives par courriel ou par téléphone ((819-376-5011, poste 2201) pour avoir davantage de détails sur les fonds présents. Aussi, comme la recherche pour ces fonds a été effectuée par la technicienne en gestion de documents de l'UQTR, nous n'avons pas pu vérifier par nous-mêmes la présence des fonds syndicaux dans ce centre d'archives.

UNIVERSITE LAVAL (AFEUL ET DAUL) - DIVISION DES ARCHIVES
http://www.archives.ulaval.ca/
Les fonds sont répertoriés dans le RDAQ

Fonds Syndicat des chargées et chargés de cours de l'Université Laval (SCCCUL)
Dates : 1987-1996
Genre de documents : 0,06 cm de documents textuels. - 3 affiches
Portée et contenu : Ce fonds témoigne de l'organisation, des revendications et des luttes des chargées et chargés de cours de l'Université Laval entre 1987 et 1996 pour améliorer leurs conditions de travail ainsi que pour leur intégration à la communauté universitaire. Ce fonds contient les publications du SCCCUL, notamment des bulletins d'information, des documents relatifs à la grève de 1988 et des conventions collectives ainsi que des affiches promotionnelles et un répertoire des membres
Cote assignée par le centre d'archives : P100
Histoire administrative / notice biographique : Le Syndicat des chargées et chargés de cours de l'Université Laval (SCCCUL) est accrédité pour représenter ces enseignants au printemps 1987 et entame des négociations devant aboutir à la signature, après plus de deux semaines de grève, d'une première convention en avril 1988. Les instances du Syndicat comprennent l'Assemblée générale, qui est souveraine, le Conseil syndical, le Conseil exécutif et des comités. Les buts du syndicat sont l'étude, la défense et la promotion des intérêts et des objets syndicaux, professionnels, socio-économiques et politiques de ses membres et des autres travailleuses et travailleurs
Historique de la conservation : Documents remis par le SCCCUL en plusieurs versements de 1988 à 1996
Numéro d'identification du fonds ou de la collection assigné par l'établissement : P100
URL du fonds : Lien
Nom du centre d'archives : Université Laval - DAUL (Indexé par le RDAQ)
Notes : Le titre est basé sur les statuts de l'organisme. Il est possible que d'autres documents soient versés

Fonds Gérard Dion

Dates : 1894-1992; surtout 1940-1980

Genre de documents : 35,48 m de documents textuels. - 7 bandes sonores (env. 7 h). - 216 documents iconographiques. - 2 vidéocassettes. - 8 objets. - 1 dessin d'architecture

Portée et contenu :
Les documents du fonds portent principalement aux activités professionnelles de Gérard Dion durant la période 1940 à 1980. Les documents témoignent de son enseignement universitaire dans les domaines des relations du travail au Québec et de la doctrine sociale de l'Église ainsi que de l'influence et du rayonnement acquis par ce professeur émérite. Le fonds informe sur les domaines suivants: les relations professionnelles, la gestion des ressources humaines, l'organisation et la gestion des entreprises, les industries, la législation du travail, les conditions de travail, le syndicalisme, les conflits du travail, la confessionnalité des syndicats et la formation des centrales syndicales et les organisations professionnelles. Concernant l'Église, le fonds renseigne sur la doctrine sociale de l'Église catholique, les encycliques, l'action sociale, l'action catholique ainsi que les doctrines économiques. D'autre part, d'autres documents concernent la collaboration de Gérard Dion auprès de divers organismes publics et privés, principalement dans le domaine des relations du travail. Finalement, le fonds renferme des documents qui dénotent l'intérêt que l'abbé Dion portait à la politique canadienne et québécoise ainsi qu'à l'éducation primaire, secondaire et supérieure. Le fonds contient de la correspondance, des rapports, des notes, des photographies, des imprimés, des coupures de presse, des diplômes, des mémoires et de la documentation. Le fonds est divisé en 9 séries:
P117/A Personnel;
P117/B Prédication;
P117/C Rayonnement;
P117/D Doctrines sociales;
P117/E Relations du travail;
P117/F Vocabulaire français-anglais des relations professionnelles et Dictionnaire canadien des relations du travail;
P117/G Politique;
P117/H Éducation;
P117/J Documentation

Cote assignée par le centre d'archives : P117

Histoire administrative / notice biographique :
Gérard Dion, prêtre et professeur, né à Sainte-Cécile de Frontenac (Québec) le 5 décembre 1912, fils de Paul-Albert Dion et de Georgianna LeBlanc; décédé à Québec le 5 décembre 1990. Gérard Dion fait ses études primaires à Sainte-Cécile et à Saint-Anselme, puis complète un baccalauréat ès arts au Collège de Lévis (1935). Par la suite, il entreprend des études supérieures au Séminaire de Québec et à l'Université Laval et obtient une licence en théologie (1939), une licence en philosophie (1942) ainsi qu'une maîtrise en sciences sociales (1943). Il fait des études supérieures en relations industrielles à Queen's University (Kingston, Ontario). Il est ordonné prêtre en 1939 à la Basilique de Québec. Dion débute sa carrière d'enseignant en 1939 au Collège de Lévis où il donne des cours d'anglais et de géographie. De 1944 à 1980, il est professeur à la Faculté des sciences sociales de l'Université Laval, tout en étant chargé de cours à la Faculté des sciences, à la Faculté de philosophie ainsi qu'à l'École de commerce de la même institution. Ses champs de spécialisation sont les relations industrielles, la sociologie et la doctrine sociale de l'Église

catholique. Parallèlement à ces fonctions d'enseignement, Dion participe à la direction du Département des relations industrielles de l'Université Laval à titre de secrétaire (1944-1947), de directeur-adjoint (1947-1956) et de directeur (1956-1963). En 1950, à titre de consultant, Dion effectue, pour le compte du Conseil national des universités canadiennes, une mission de recherche sur l'enseignement des relations industrielles en Amérique du Sud. Il est invité en 1961 à participer au Séminaire international de l'Entr'aide universitaire à Uppsala en Suède. L'année suivante, il est invité à tenir des séminaires en relations du travail à l'École des sciences politiques de Paris, l'Université de Grenoble, l'Université de Marseille-Aix-en-Provence, l'Université de Strasbourg, l'Université de Lille et l'Institut des sciences sociales du travail de Paris. En 1966, l'Association des universités et des collèges du Canada (AUCC) et la Fondation Ford l'ont chargé d'une autre mission de recherche sur l'enseignement des relations industrielles. En plus de ces missions, Gérard Dion a apporté sa collaboration à plusieurs organismes privés et publics: il est membre de la Commission d'études sociales (1947-1960), membre du Comité spécial sur la propagande haineuse au Canada (1964-1965), président de la Commission de recherche sur les effets de la conversion industrielle à l'usine Domtar Pulp and Paper de Windsor (1965), président de l'Institut canadien des relations industrielles (1966-1967), membre de l'équipe spécialisée en relations du travail (1966-1967), membre du Conseil de l'expansion de l'industrie de la construction (1969-1972), membre du Conseil consultatif de la justice (1973-1976), membre de la Commission consultative des affaires universitaires du Conseil des arts du Canada (1975-1978), membre du Conseil économique du Canada (1976-1979), membre du Comité de terminologie de l'Université Laval (1978-1981) et membre du Conseil de recherches en sciences humaines du Canada (1978-1981). Gérard Dion a grandement contribué à la diffusion d'articles et d'études spécialisées sur les relations du travail. Il est le fondateur, puis le directeur de la «Revue Relations industrielles - Industrial Relations» et participe à l'édition des Rapports des congrès de relations industrielles à Laval. Il a lui-même publié, entre autres, «Vocabulaire français-anglais des relations professionnelles» (éditions de 1972 et de 1975) et le «Dictionnaire canadien des relations du travail» (éditions de 1976 et de 1986). Gérard Dion a reçu divers hommages et distinctions reconnaissant sa contribution à la compréhension du monde des relations du travail: membre de la Société royale du Canada (1961), officier de l'Ordre du Canada (1973), professeur émérite de l'Université Laval (1980) et officier de l'Ordre national du Québec (1987). De plus, Gérard Dion détient cinq doctorats honorifiques: McGill University (1975); University of British Columbia (1976); St. Francis Xavier University (1977); University of Toronto (1978) et Université Concordia (1980)

Historique de la conservation :
La série K du fonds Gérard Dion, Jules-Georges Côté, a été retirée et constituée en fonds spécifique en mars 1997. Le fonds a été acquis par la Division des archives de l'Université Laval en deux versements. Le premier remonte en 1985 alors qu'une partie du fonds a été donnée par Gérard Dion. D'une étendue linéaire de 8,17 m, les documents couvraient les années 1913 à 1984. La deuxième partie du fonds a été acquise en 1990 suite au décès du créateur.

Numéro d'identification du fonds ou de la collection assigné par l'établissement : P117

URL du fonds : Lien

Nom du centre d'archives : Université Laval - DAUL (Indexé par le RDAQ)

Notes : Le titre est basé sur le nom du créateur du fonds. - Sources complémentaires d'informations: U567 fonds Faculté des sciences sociales; U684 fonds Département des relations industrielles

Fonds Rodrigue Leclerc

Dates : 1937-1985; surtout 1962-1985

Genre de documents : 5,90 m de documents textuels. - 82 photographies. - 30 affiches. - 25 cartes postales. - 17 négatifs. - 4 macarons. - 2 cartes géographiques

Portée et contenu :
Le fonds témoigne de l'implication et des activités de Rodrigue Leclerc au sein du Syndicat des employés de l'Université Laval (SEUL) et de groupes folkloriques de la région de Québec et de l'Université Laval, surtout de 1962 à 1985. Il renseigne sur les groupes folkloriques ayant existé dans la région de Québec et à l'Université Laval, sur le folklore québécois et international. Enfin, le fonds constitue une source d'information pour l'histoire du syndicalisme et des relations de travail à l'Université Laval. Le fonds contient de la correspondance, des procès-verbaux, des statuts, des règlements et des documents, entre autres, du Syndicat des employés de l'Université Laval (SEUL), de l'Association folklorique de Sainte-Foy (ASFS) et du Conseil régional de folklore de Québec (CRFQ). Il comprend aussi des conventions collectives; des communiqués et des coupures de presse; des publications; des journaux produits par le SEUL ou des organismes folkloriques; de la documentation sur les activités syndicales, les relations de travail ainsi que le folklore québécois et d'ailleurs; des partitions musicales et des paroles de chansons folkloriques; des chorégraphies; des textes d'émissions radiophoniques et syndicaux rédigés par Rodrigue Leclerc; des programmes et des billets de spectacle folklorique; des fiches bibliographiques; des affiches; des photographies et des négatifs ainsi que des macarons

Cote assignée par le centre d'archives : P148

Histoire administrative / notice biographique :
Rodrigue Leclerc, syndicaliste, est né à Québec le 28 octobre 1939. Il s'est marié, le 23 août 1969, à Micheline Beaulieu. Ils ont eu deux enfants. Rodrigue Leclerc fait ses études primaires et secondaires à Sainte-Foy avant de s'inscrire à l'Université Laval en foresterie. En 1966, il devient employé de l'Université travaillant à tour de rôle au service alimentaire à la Bibliothèque, à la Division des archives et encore une fois à la Bibliothèque. Outre ses responsabilités d'employé, Leclerc est actif à différents égards dans la vie universitaire. Presque dès son entrée à l'Université, il s'implique dans les activités du Syndicat des employés de l'Université Laval (SEUL) et pendant près de 30 ans, il sera membre du conseil syndical, membre ou responsable de divers comités du syndicat ainsi que délégué à diverses instances syndicales. Il occupera aussi des postes clés dont ceux de directeur technique de 1969 à 1971, 1982 à 1985 et 1994 à 1997, de trésorier de 1990 à 1992 et de président de 1977 à 1979 et en 1986. Il est actif aussi au sein du Conseil provincial du soutien universitaire (CPSU), dont fait partie le SEUL, occupant à différents moments les postes de trésorier, directeur, secrétaire et vice-président provincial au conseil d'administration de la Fédération des travailleurs du Québec (FTQ). Ses activités syndicales amènent Leclerc à participer aussi aux activités de diverses instances et comités à l'Université Laval, notamment au conseil universitaire et au conseil d'administration de 1990 à 1997. Enfin, intéressé par le folklore, la généalogie, les sports et la radio-amateur, il est actif au sein de nombreuses organisations dans ces domaines

Historique de la conservation :
Un préinventaire, effectué en septembre 1992, a permis l'élimination de quatre boîtes de documents et l'intégration d'une boîte dans les fonds d'archives institutionnelles. Enfin, deux

boîtes ont été retournées à Rodrigue Leclerc. Voir zone des notes.
Numéro d'identification du fonds ou de la collection assigné par l'établissement : P148
URL du fonds : Lien
Nom du centre d'archives : Université Laval - DAUL (Indexé par le RDAQ)
Notes : Le titre est basé sur le nom du créateur du fonds. - Le fonds a été remis par Rodrigue Leclerc en octobre 1985 à la Division des archives. - Documents reliés : Fonds Syndicat catholique national des employés des maisons d'éducation de Québec inc. (P270); Fonds Syndicat des employés de l'Université Laval (SEUL)(P252). Dans le cas du fonds du SEUL, la majorité des documents sont conservés au siège social du syndicat.

Fonds Georges-Henri Lévesque

Tribunal d'arbitrage

Dates : 1948-1949

Genre de documents : 3 cm de documents textuels

Portée et contenu :
Ce dossier porte sur le rôle tenu par Georges-Henri Lévesque, en tant que président du Tribunal d'arbitrage, dans le règlement de griefs survenus entre l'Association patronale des services hospitaliers de Québec (représentée entre autres par Louis-Philippe Pigeon) d'une part et, d'autre part, le **Syndicat féminin des employées des maisons hospitalières de Québec et district, le Syndicat national catholique des Services hospitaliers de Québec ainsi que le Syndicat national catholique des mécaniciens de machines fixes de Québec**. Ce dossier contient le décret relatif aux institutions d'assistance publique, hôpitaux et hospices, deux documents signés par Antonio Barette, ministre du Travail, et adressés au père Lévesque, des procès-verbaux des diverses séances tenues, les **mémoires des syndicats et de l'association, la convention collective entre l'association et les syndicats ainsi que le rapport final, dont une avec corrections et notes manuscrites du père Lévesque**, du Conseil d'arbitrage chargé de régler le différend entre les parties.

Cote assignée par le centre d'archives : P151/D10,31

Histoire administrative / notice biographique :
Le père Georges-Henri Lévesque (1903-2000), prêtre, sociologue, professeur et administrateur, est né Albert Lévesque, à Roberval, le 16 février 1903. Il est le fils de Georges Lévesque et de Laura Richard. Après des études élémentaires et secondaires à l'École Notre-Dame de Roberval, le jeune Lévesque fait ses études classiques au Séminaire de Chicoutimi jusqu'en 1923. Le 8 juillet de la même année, il entre chez les Dominicains à Saint-Hyacinthe et prend le nom de Georges-Henri en l'honneur de son père et du Bienheureux Henri Suso, o.p. Il est ordonné prêtre en 1928. De 1924 à 1930, au Collège Dominicain d'Ottawa, il fait des études philosophiques et théologiques qui seront couronnées par un doctorat en théologie. À la demande de ses supérieurs, de 1930 à 1933, il fait des études universitaires à l'École des sciences sociales de l'Université catholique de Lille en France, où il obtient un diplôme supérieur en sciences sociales. Sa carrière d'enseignant en philosophie sociale débute en janvier 1933 au Collège Dominicain d'Ottawa. Il enseigne aussi à l'Université de Montréal dès 1935 et à l'Université Laval à compter de 1936. En 1938, le père Lévesque quitte Ottawa et l'Université de Montréal afin d'enseigner à temps plein à l'Université Laval. Il y fonde alors l'École des sciences sociales, politiques et économiques qui deviendra faculté en 1943. Il en sera doyen jusqu'en 1955. Outre son travail universitaire, le père Lévesque est très actif dans la vie politique et sociale. Il organise le Conseil supérieur de la coopération et en devient le premier président (1939-1944) puis fonde et dirige la revue Ensemble ! (1939-1944). Il est conseiller social de la Corporation des agronomes (1940-1949), membre du Conseil supérieur du travail de la province de Québec (1943-1945), du Conseil économique de la même province (1943-1945), de la Commission canadienne de la jeunesse (1943-1946) et de la Commission royale d'enquête sur l'avancement des arts, des lettres et des sciences au Canada, aussi appelée Commission Massey-Lévesque (1949-1951). Il est, en outre, président de la Canadian Political Science Association (1951-1952). En 1955, le père Lévesque quitte le décanat de l'Université Laval et, tout en continuant d'y enseigner, il fonde et dirige la Maison Montmorency, centre de rencontres sociales, culturelles et religieuses (1955-1963),

propriété des Dominicains, à Courville sur la Côte de Beaupré. Il est aussi, pendant ces années, vice-président du Conseil des arts du Canada (1957-1962), vice-président de l'ACFAS (1960-1961) et vice-président de la Société royale du Canada (1962-1963). Il quitte le Canada en 1963 pour aller fonder, à la demande de ses supérieurs et du gouvernement rwandais, l'Université nationale du Rwanda (UNR) dont il sera le premier recteur (1963-1972). Reconnu par sa compétence dans le domaine des sciences sociales, il participe notamment à la déconfessionnalisation des coopératives et des syndicats au Québec et il est sollicité par de nombreux organismes qui lui demandent sa collaboration, comme président ou conférencier dans divers milieux. Tout au long de sa carrière, le père Lévesque est actif sur la scène internationale comme conférencier ou membre de délégations internationales : Allemagne (1956), Brésil (1962), Cuba (1946), Danemark (1949), France (1949), Inde (1953), Suisse (1951). De 1948 à 1985, il reçoit 14 doctorats d'honneur; 13 d'universités canadiennes et un de l'Université nationale du Rwanda qui lui décerne notamment le titre de " Père de la patrie ". De plus, de 1943 à 1995, il reçoit près d'une quarantaine de prix et de distinctions, dont la Légion d'honneur de France (1950), le Prix Molson du Conseil des arts du Canada (1966), l'Ordre du Canada (Médaille 1967, Officier 1972, Compagnon 1979), le Prix de la Banque royale du Canada (1982) et l'Ordre national du Québec (1985). Le père Georges-Henri Lévesque décède le 15 janvier 2000 à l'âge de 96 ans. Ses funérailles ont lieu à l'église Saint-Dominique à Québec et il repose à Saint-Hyacinthe au cimetière du Couvent des Dominicains.

Historique de la conservation :
Le Fonds Georges-Henri Lévesque a été constitué en 1988 en vertu d'une convention signée par le père Lévesque, la Communauté des Dominicains et l'Université Laval. Le père Lévesque a fait don de son fonds en plusieurs versements répartis entre 1987 et 1993. En 2002, le père Albert Dumont remet à la DAUL des documents ayant appartenu au père Lévesque. Il transmet également des photographies par l'entremise de Pierre Valcour. Ce dernier avait notamment remis à la DAUL la correspondance de Marie-Claire Blais adressée au père Lévesque en 1993.

Numéro d'identification du fonds ou de la collection assigné par l'établissement : P151

URL du fonds : Lien

Nom du centre d'archives : Université Laval - DAUL (Indexé par le RDAQ)

Fonds Syndicat du personnel professionnel de l'Université Laval (SPéPUL)

Dates : 1970-1984; surtout 1983-1984

Genre de documents : 11 cm de documents textuels ; 1 affiche

Portée et contenu : Le fonds témoigne de la création, de la vie et de la disparition d'un mouvement syndical parmi le personnel professionnel de l'Université Laval en 1983 et 1984. Parmi les principales activités qui ont marqué la brève existence du Syndicat du personnel professionnel de l'Université Laval, notons celles reliées à l'accréditation syndicale, au recrutement des membres et aux relations avec d'autres organismes syndicaux ou professionnels, dont l'Association du personnel administratif et professionnel de l'Université Laval (APAPUL). Le fonds contient des communiqués et des publications du syndicat, de la correspondance, des procès-verbaux, des notes, des documents et dossiers de travail, des coupures de presse et de la documentation d'autres organismes syndicaux, dont la Fédération des professionnelles et professionnels d'universités (CEQ). Il comprend aussi des formulaires, notamment des cartes d'adhésion au syndicat

Cote assignée par le centre d'archives : P185

Histoire administrative / notice biographique : Le 12 mai 1983, un groupe de 25 professionnels et professionnelles fonde, à Sainte-Foy, le Syndicat du personnel professionnel de l'Université Laval (SPéPUL). Pour ces personnes, un syndicat va «donner un meilleur encadrement légal que l'association bona fide actuelle» qu'est l'Association du personnel administratif et professionnel de l'Université Laval (APAPUL). En plus de permettre un groupement plus homogène du personnel professionnel, le SPéPUL va accroître le «pouvoir de négociation favorisant une évolution des conditions de travail beaucoup plus équitables pour l'ensemble des professionnelles et professionnels du campus». Le conseil d'administration, composé de sept personnes, entreprend une requête en accréditation auprès du ministère du Travail et de la Main-d'oeuvre du Québec et conclut, avec la Centrale de l'enseignement du Québec (CEQ), une entente de services relative à l'organisation syndicale et à l'administration de la première convention collective. Dès juin 1983, le Syndicat «provisoire», qui compte quelque 50 membres et jouit de l'appui d'autres organismes syndicaux, dont le Syndicat des professeurs de l'Université Laval (SPUL), le Syndicat des employés de l'Université Laval (SEUL) et le Syndicat de professionnelles et professionnels du gouvernement du Québec (SPGQ), est en lutte ouverte avec l'APAPUL. Le nouveau syndicat publie régulièrement le «SPéPUL» et le «SPéPUL info». Face au bilan de ses activités, le SPéPUL, qui a compté jusqu'à une soixantaine de membres, met fin à ses opérations «tant au plan de la tentative de syndicalisation du personnel professionnel qu'au plan financier» le 15 juin 1984

Historique de la conservation : La majorité des documents ont été remis à la Division des archives, en août 1985, par Mme Claire Sormany, employée du Bureau du registraire de l'Université Laval et présidente du syndicat. D'autres avaient déjà été remis antérieurement par des archivistes de la Division des archives, membres du personnel professionnel.

Numéro d'identification du fonds ou de la collection assigné par l'établissement : P185

URL du fonds : Lien

Nom du centre d'archives : Université Laval - DAUL (Indexé par le RDAQ)

Notes : Le fonds de l'Association du personnel administratif et professionnel de l'Université Laval (P184) contient des documents concernant le SPéPUL.

Fonds Syndicat des professeurs et professeures de l'Université Laval (SPUL)

Dates : 1967-1999

Genre de documents : 7,7 m de documents textuels. - 5 vidéocassettes (env. 5 h). - 12 photographies. - 1 affiche

Portée et contenu :
Le fonds du Syndicat des professeurs et professeures de l'Université Laval (SPUL) témoigne de divers aspects de son existence: fondation, activités des instances décisionnelles et des comités, organisation et fonctionnement interne, relations et conflits de travail (grève), négociation des conventions collectives, mise en application des conditions de travail, relations avec des organismes extérieurs, communication avec les membres, organisation d'activités sociales et participation du SPUL à la vie universitaire. Le fonds comprend de la correspondance, des procès-verbaux, des rapports, mémoires et études, des communiqués aux membres, des exemplaires de conventions collectives, des publications du SPUL destinées principalement aux professeurs et professeures, et des publications d'organismes externes. Il contient également quelques photographies et une affiche. Concernant les publications dédiées aux membres, le fonds en contient plusieurs dont les séries ne sont pas nécessairement complètes: «Bulletin du Syndicat des professeurs de l'Université Laval CQFD», 1974-1978; «SPUL livraison spéciale», décembre 1975 à septembre 1978; «Au fil de la négociation», septembre 1976; «Boîte aux lettres», septembre à novembre 1976; «Nouvelles du Front», automne 1976; «Tictac», mars 1978 à novembre 1979; «SPUL info», octobre 1980 à janvier 1981 (?); et «Petites nouvelles, grosses nouvelles», janvier 1983 à décembre 1986

Cote assignée par le centre d'archives : P191

Histoire administrative / notice biographique :
L'assemblée de fondation du Syndicat des professeurs de l'Université Laval (SPUL) a lieu les 25 et 30 avril 1974, après une première tentative avortée en 1971 et après la mise sur pied d'un comité organisateur en octobre 1973. Le Syndicat, qui compte à ses débuts 450 membres, prend alors la relève de l'Association des professeurs de l'Université Laval (APUL). Accrédité le 31 janvier 1975, le SPUL répond alors à un «besoin évident: celui de la signature d'une convention collective» qui protège les intérêts et les conditions de travail de ses membres ainsi que la liberté universitaire. Le SPUL enclenche sa première négociation à la fin d'octobre 1975. Celle-ci aboutit, dix mois plus tard, à la grève. Les demandes portent sur quatre points majeurs: le régime syndical, les clauses normatives (rang universitaire et promotion, embauche), les clauses salariales (classification et traitement) et le mécanisme de grief. La grève des quelque 800 membres du SPUL dure 107 jours (7 septembre 1976 au 3 janvier 1977) au terme desquels le Syndicat obtient gain de cause sur la plupart de ses revendications. Cette convention, qui a marqué le SPUL à plusieurs points de vue, dont son organisation, ses rapports avec l'Université et ses modes d'intervention à caractère syndical et académique, est suivie, jusqu'en 1995, de six autres. Seule la négociation de la convention de 1990-1993 conduit, cependant, à des arrêts sporadiques de travail. En août 1994, le SPUL regroupe 1300 professeurs et professeures et constitue, avec l'Association des médecins cliniciens enseignants de Laval (AMCEL) et l'Association des dentistes cliniciens enseignants de la Faculté de médecine dentaire de l'Université Laval (ADCEFMDUL), l'un des trois syndicats de professeurs et professeures à l'Université. L'organisation du SPUL et son fonctionnement reposent sur la participation du corps professoral. Les membres des instances syndicales sont tous professeurs ou professeures

et ceux-ci assument tous les services avec l'aide de quelques personnes employées par le syndicat. Le travail, au sein des 25 comités, dont les comités statutaires, statutaires paritaires, du Conseil et de l'Université, s'effectue sous la supervision du Conseil syndical et du Comité exécutif. L'Assemblée générale et les assemblées de section constituent les instances suprêmes du SPUL. Les personnes déléguées des sections, au prorata des membres, forment le Conseil syndical. Quant au Comité exécutif, il est élu par les personnes déléguées de section au Conseil syndical; on y retrouve les fonctions suivantes: présidence, trois vice-présidences, secrétariat et trésorerie. Enfin, les décisions sur un projet de convention collective, les arrêts de travail, les affiliations et les modifications aux statuts sont habituellement entérinées par référendum. C'est en juin 1992 que le SPUL modifie son nom pour Syndicat des professeurs et professeures de l'Université Laval. Depuis le début de son existence, le SPUL maintient des relations avec des organismes reliés à l'enseignement universitaire dont l'Association canadienne des professeurs d'université (ACPU), la Fédération des associations de professeurs des universités du Québec (FAPUQ) et la Fédération québécoise des professeurs et professeures d'université (FQPPU). De même, il a le souci constant de communiquer avec ses membres. À cet égard, le «Bulletin du Syndicat des professeurs de l'Université Laval CQFD» voit le jour dès janvier 1974. Il est suivi de publications spéciales à l'occasion de la première négociation et de la grève de 1976, et d'autres publications régulières dont «Tictac» et «Le Spultin», ce dernier depuis septembre 1990

Historique de la conservation :
Les documents ont été acquis dans le cadre de la signature d'une convention d'acquisition intervenue entre l'Université Laval et le Syndicat le 27 février 1987. Ils ont été reçus en plusieurs versements entre 1986 et 1999. Quelque 30 cm de documents ont été transférés à la suite du traitement du fonds de la Faculté des sciences sociales en novembre 1986

Point d'accès / provenance : SPUL, 1974- , créateur

Numéro d'identification du fonds ou de la collection assigné par l'établissement : P191

URL du fonds : Lien

Nom du centre d'archives : Université Laval - DAUL (Indexé par le RDAQ)

Restrictions régissant l'accès :
Le contrat d'acquisition précise les restrictions suivantes: 1.7 [...] Pour une période de (10) ans, les documents pourront être consultés par les membres de l'Exécutif et par le personnel du SPUL en dehors des locaux de la Division des archives. On appliquera alors les règles en vigueur pour l'utilisation de l'entrepôt de documents semi-actifs. 1.9 Toute autre personne doit obtenir l'autorisation écrite du SPUL. Cette restriction est valable pour une période de dix (10) ans après le dépôt des documents, sauf pour les documents des griefs dont la consultation exigera une autorisation écrite du SPUL pour une période de trente ans après leur intégration au fonds

Notes :
D'autres versements sont attendus. Concernant l'organisation des professeurs et professeures en syndicat, on peut consulter le fonds de l'Association des professeurs de l'Université Laval – APAL (P176) dont le SPUL a pris la relève en 1974. Les fonds du Cabinet du recteur (U502) et du Cabinet du vice-recteur aux affaires professorales et étudiantes (U598) contiennent des documents reliés à la négociation des premières conventions collectives du SPUL avec l'Université

Fonds Alfred Charpentier

Dates : 1902-1977

Genre de documents : 2,10 m de documents textuels. - 6 photographies. - 2 affiches

Portée et contenu :
Le fonds apporte des renseignements sur l'histoire du syndicalisme québécois au XXe siècle. Il démontre surtout l'influence du leader catholique Alfred Charpentier dans la naissance et le développement du mouvement syndical, plus particulièrement celui des syndicats catholiques nationaux, notamment la Confédération des travailleurs catholiques du Canada (CTCC). Il révèle également les courants de pensée de l'époque à travers plusieurs personnalités du monde syndical, patronal, politique et religieux. Le fonds contient une vaste correspondance (1917-1971) échangée entre Alfred Charpentier et différentes personnes intéressées de près ou de loin au syndicalisme; des documents administratifs de certains syndicats (1926-1933): rapports, règlements, résolutions, mémoires, élections, etc.; des écrits de Charpentier (1908-1971): ouvrages, articles, communiqués, textes personnels inédits, citations, notes d'études, recueils, journal personnel et autobiographie; dossiers sur divers sujets de l'activité syndicale (1902-1968); des coupures de presse et des numéros de journaux syndicaux (1905-1968), dont «The Guide», «The Voice», «Le Travailleur», «L'ouvrier» et «Le Monde ouvrier»; de la documentation comprenant des biographies de syndicalistes internationaux et des brochures ainsi que des témoignages d'appréciation des volumes de Charpentier (1906-1959) et quelques photographies et affiches relatives à des activités syndicales.

Cote assignée par le centre d'archives : P212

Histoire administrative / notice biographique :
Alfred Charpentier naît à Montréal dans une famille ouvrière le 25 novembre 1888. Il quitte l'école à l'adolescence afin de partager avec son père les lourdes responsabilités familiales. Autodidacte, motivé par une mystique religieuse et sociale, il reprend ses études et gradue en sciences sociales (économie politique) à l'Université de Montréal, en 1924. L'année suivante, il épouse Bernadette Hould; le couple adopte un fils. Charpentier commence sa vie de travailleur en usine et la poursuit sur les chantiers de construction. Il apprend le métier de briqueteur qu'il pratique de 1905 à 1915. Il devient, par la suite, pompier de la ville de Montréal, occupation qu'il exerce jusqu'en 1940. Cherchant à améliorer le sort de l'ensemble des travailleurs et des travailleuses par l'organisation et l'action syndicale, il devient un leader catholique dans le milieu ouvrier et on le considère, à juste titre, comme l'un des fondateurs des syndicats catholiques nationaux au Canada et surtout au Québec. Charpentier entre véritablement dans le mouvement syndical en devenant, en 1911, président de l'Union internationale des briqueteurs, section de Montréal. Cette expérience l'amène à créer des syndicats qui correspondent davantage aux idéologies religieuses et nationalistes des travailleurs et des travailleuses. Il fonde, en 1920, le Conseil central des syndicats catholiques de Montréal dont il assume la présidence en 1931. Il participe à la fondation de la Confédération de travailleurs catholiques du Canada (CTCC) et il en est le président de 1935 à 1941. Il est délégué de la CTCC au quarantième anniversaire de l'encyclique Rerum novarum à Rome (1931) et à la Conférence internationale tripartite de l'industrie textile à Washington (1937). Il est conseiller technique à quatre conférences consécutives sur l'organisation internationale du travail tenues à Genève (1937), New York (1941), Philadelphie (1944) et Paris (1946). Il joue également un rôle important dans la grève du textile en 1937. Charpentier est l'auteur de nombreux articles et ouvrages dont les principaux sont

«Ma conversion au syndicalisme catholique» (1946) et «Cinquante ans d'action ouvrière. Les mémoires d'Alfred Charpentier» (1971). Parmi les distinctions qu'on lui attribue au cours de sa carrière, signalons la médaille Bene Merenti Magdalia (1927), Officier de l'Ordre de l'Empire britannique (1947) et Chevalier de l'Ordre Équestre du Saint-Sépulcre (1958). Alfred Charpentier décède à Montréal, le 13 novembre 1982. Il a contribué, par son action, à l'écriture de l'histoire du syndicalisme canadien. Sources: Fonds Alfred Charpentier et le volume Cinquante ans d'action ouvrière. Les mémoires d'Alfred Charpentier / Alfred Charpentier. -- Québec: Les Presses de l'Université Laval, 1971, 540 p
Historique de la conservation : Alfred Charpentier a légué ses documents à Gérard Dion, professeur au Département des relations industrielles à l'Université Laval, en octobre 1971. Ce dernier les a remis à la Division des archives au début de l'année 1972.
Numéro d'identification du fonds ou de la collection assigné par l'établissement : P212
URL du fonds : Lien
Nom du centre d'archives : Université Laval - DAUL (Indexé par le RDAQ)

Fonds Jules-Georges Côté

Genre de documents : 52 cm de documents textuels

Portée et contenu :
Ce fonds témoigne de l'implication de Jules-Georges Côté dans l'action sociale catholique, plus particulièrement dans le syndicalisme confessionnel, ainsi que de sa carrière militaire et de ses intérêts sociaux. Ce fonds contient principalement de la correspondance, des notes olographes et dactylographiées et de la documentation. Ces dossiers contiennent des originaux, des copies, des imprimés et des coupures de presse.
Le fonds est classé en 6 séries: 1) Formation; 2) Prédication; 3) Doctrine sociale de l'Église; 4) **Confédération des travailleurs catholiques du Canada (CTCC) et relation de travail**; 5) Notions de sociologie; 6) Langue française et culture

Cote assignée par le centre d'archives : P215

Histoire administrative / notice biographique :
Fils de Philias Côté et de Georgiana Montreuil, Jules-Georges naît à Sainte-Foy le 8 novembre 1888. Après des études classiques au Petit séminaire de Québec et théologiques à la Faculté de théologie de l'Université Laval, il est ordonné prêtre en 1914. Il enseigne ensuite trois ans au Séminaire de Québec puis, après de brefs séjours comme vicaire à Saint-Patrice (Rivière-du-Loup) et à Saint-Romuald en 1917, il part pour l'Europe en guerre comme aumônier militaire (1918). La guerre terminée, il est nommé vicaire à Lauzon (1919) puis devient propagandiste du journal L'Action catholique (1921). De 1922 à 1925, il fait des études post-universitaires en Europe, doctorat en philosophie de l'Académie romaine Saint-Thomas d'Aquin et une licence en sciences sociales de l'Institut catholique de Paris. De 1926 à 1929, il exerce son ministère comme aumônier des associations patronales puis il quitte pour fonder la paroisse de Notre-Dame-de-Recouvrance à Québec-Ouest. Il est ensuite appelé à devenir aumônier de la Confédération des travailleurs catholiques du Canada (CTCC) en 1933, poste qu'il occupe jusqu'en 1946. Durant la Deuxième Guerre, il sert de nouveau comme aumônier militaire outre-mer (1939-1945). L'abbé Jules-Georges Côté a d'ailleurs terminé sa carrière militaire avec les distinctions suivantes: membre de l'Ordre de l'Empire britannique; médaille de la défense; médaille de guerre de 1939-1945; médaille canadienne des Volontaires. Après son départ de la CTCC, il est aumônier de l'hôpital des Anciens combattants à Sainte-Foy (1946). En 1949, il écrit un ouvrage de formation à l'intention des gens oeuvrant dans les milieux hospitaliers: Notions de sociologie. Opposé à la déconfessionnalisation des syndicats, il signe le manifeste: Considérations d'anciens aumôniers fondateurs de syndicats catholiques en 1959. Il prend sa retraite en 1970. L'abbé Jules-Georges Côté (connu surtout sous le nom de Georges Côté) décède à Québec le 30 avril 1974

Historique de la conservation : Le fonds Jules-Georges Côté se trouvait dans une série de documents conservée distinctement parmi le fonds Gérard Dion (P117) et a été traité en même temps que lui. Suite à une décision de l'archiviste, il est constitué en fonds en mars 1997.

Numéro d'identification du fonds ou de la collection assigné par l'établissement : P215

URL du fonds : Lien

Nom du centre d'archives : Université Laval - DAUL (Indexé par le RDAQ)

Fonds Syndicat national catholique des employés de maisons d'éducation de Québec, inc (SNCEMÉQ)

Dates : 1946-1975

Genre de documents : 1,38 m de documents textuels

Portée et contenu :
Le fonds témoigne de l'existence du premier syndicat ayant existé à l'Université Laval. Il renseigne sur les activités du SNCEMÉQ quant à l'accréditation syndicale, au recrutement des membres et à son implication dans la vie universitaire. Le fonds permet aussi d'avoir un aperçu des relations de travail à l'Université Laval et dans les autres institutions où le syndicat était présent, des conditions de travail et des relations entre l'employeur, les employés et employées et leur syndicat. Il renseigne également sur les différents liens existants entre le SNCEMÉQ et la CSN et d'autres organisations syndicales. Enfin, il informe sur l'histoire du syndicalisme et les luttes syndicales à l'Université Laval, en particulier, et au Québec en général. Le fonds contient les règlements, les documents constitutifs et les procès-verbaux du SNCEMÉQ. Il comprend aussi des documents relatifs à l'accréditation syndicale, des documents sous forme de lettres ou de formules accompagnant les remises mensuelles des cotisations syndicales, des cartes d'employés, des listes du personnel syndiqué et des bulletins de vote ainsi que des conventions collectives de travail du SNCEMÉQ et du SNEUL. Enfin, on y retrouve de la correspondance, des rapports, des documents financiers, des brochures et tracts à caractère syndical, de la documentation sur des sujets divers et des coupures de presse.
Le fonds comprend huit séries:
P270/1 Historique;
P270/2 Réunions syndicales;
P270/3 Finances;
P270/4 Membres;
P270/5 Conditions de travail;
P270/6 Correspondance;
P270/7 Activités sociales du syndicat;
P270/8 Documentation.

Cote assignée par le centre d'archives : P270

Histoire administrative / notice biographique :
Fondé à Québec le 9 octobre 1946 par des employés de soutien du Séminaire de Québec et de l'Université Laval, le Syndicat national catholique des employés de maisons d'éducation de Québec inc. (SNCEMÉQ) est incorporé le 26 novembre en vertu de la Loi des syndicats professionnels. Il obtient, du même coup, son affiliation à la Confédération des travailleurs catholiques du Canada (CTCC). Le SNCEMÉQ se donne comme objectif «l'étude, la protection et le développement des intérêts professionnels, sociaux et moraux de ses membres.» De 1948 à 1952, les employés de plusieurs institutions et maisons d'enseignement viennent se joindre au SNCEMÉQ, dont l'Archevêché de Québec, les Fabriques Notre-Dame-de-Québec et Saint-Jean-Baptiste, l'Institut des sourds-muets de Charlesbourg et le Secrétariat des syndicats catholiques de Québec. En avril 1948, une première convention collective est signée avec le Séminaire de Québec et, en janvier 1949, le

Syndicat obtient de la Commission des relations ouvrières du Québec un premier certificat de reconnaissance syndicale en faveur de la Corporation archiépiscopale catholique romaine de Québec. De 1950 à 1960, le syndicat négocie plusieurs améliorations aux conditions de travail de ses membres: création d'une caisse de retraite, instauration d'un système de congé de maladie, diminution des heures de travail, allocation de trois semaines de vacances après 15 ans de service au lieu de 20 ans, augmentations de salaire au pourcentage (30 % en 1960), introduction des clauses de rétroactivité. En juillet 1961, le SNCEMÉQ fait une demande d'accréditation pour le personnel féminin de l'Université Laval et du Séminaire de Québec et négocie pour ce personnel une première convention collective en octobre 1962. En 1968, on propose une refonte de la constitution du SNCEMÉQ, qui est adoptée en mars 1969, ainsi qu'un nouveau nom, le Syndicat national des employés de l'Université Laval (SNEUL). Cette nouvelle appellation concrétise la rupture entre le SNCEMÉQ et ses syndicats affiliés en plus de refléter le caractère pluraliste et laïque de ses membres. Le Syndicat ne représente plus que le personnel de soutien de l'Université Laval. Durant cette même période, un climat d'incertitude règne au sein du Syndicat. C'est d'ailleurs dans ce contexte que le Syndicat canadien de la fonction publique (SCFP) entreprend sa campagne de maraudage en avril 1969 et réussit à se rallier une bonne partie des membres du SNEUL, qui abandonnent ainsi leur allégeance à la Confédération des syndicats nationaux (CSN). Le SCFP tente alors d'obtenir du ministre du Travail une accréditation syndicale pour le personnel non enseignant de l'Université Laval. Pour diverses raisons, la Commission du travail ouvre une enquête et rencontre les diverses parties en cause. Après entente, le commissaire-enquêteur décrète un vote au scrutin secret où les employés et employées de soutien doivent se prononcer entre le Syndicat en place affilié à la CSN et local 2500 du Syndicat canadien de la fonction publique (SCFP). La majorité absolue n'ayant pu être atteinte lors d'un premier vote le 5 février 1970, on procède à un deuxième le 25 février et, cette fois, les syndiqués et syndiquées optent majoritairement pour le SCFP et forment le «Syndicat des employés de l'Université Laval» (SEUL). Toutefois, les employés et employées sous octroi conservent leur allégeance à la CSN et le SNEUL obtient, en octobre 1972, une accréditation syndicale pour ce groupe. Cependant, à l'été 1973, ces derniers prennent un vote de désaffiliation de la CSN et négocient une entente de service avec le SCFP. De 1946 à 1969, le SNCEMÉQ est dirigé et administré par un Comité exécutif et l'Assemblée générale. Le premier comprend les postes suivants: présidence, deux vice-présidences, secrétariat et son assistance, trésorerie et son assistance et un poste de sentinelle; un aumônier, nommé par l'Ordinaire de Québec, fait aussi partie du Comité. La refonte de la constitution, en 1969, amène des changements de structure administrative. Un Bureau de direction, constitué d'au moins 25 membres, dirige le Syndicat entre les assemblées générales. Les membres sont élus dans chaque pavillon de l'Université Laval. Un Comité exécutif, dont les officiers et officières sont élus parmi les membres du Bureau de direction, gère et exécute les intentions du Bureau. On y retrouve les postes de présidence, de vice-présidence, de secrétariat, de trésorerie et de deux assistances. Le SNEUL est finalement dissous par voie de référendum en 1975 et les employés et employées de soutien de l'Université Laval sont de nouveau réunis en un seul syndicat, après cinq ans de séparation, soit le Syndicat des employés de l'Université Laval. Sources: Répertoire numérique du fonds du Syndicat national catholique des employés de maisons d'éducation de Québec, inc. (SNCEMÉQ) (P270) / Hélène Bernier. -- Québec: Division des archives de l'Université Laval, 1985, 36 p.; Fonds du Syndicat national catholique des employés de maisons d'éducation de Québec, inc.

Numéro d'identification du fonds ou de la collection assigné par l'établissement : P270
URL du fonds : Lien
Nom du centre d'archives : Université Laval - DAUL (Indexé par le RDAQ)
Historique de la conservation : À la suite de la dissolution du SNCEMÉQ, les documents du fonds ont été pris en charge par le Syndicat des employés de l'Université Laval (SEUL). Ce dernier les dépose à la Division des archives de l'Université Laval en mai 1975. Au mois de juillet suivant, le SEUL, représenté par son Comité exécutif, en fait don à la Division. On ignore la provenance et la date d'un ajout de 6 ou 7 cm de documents textuels. Des documents ont été versés en 1998.
Restrictions régissant l'accès : L'instrument de recherche précise les restrictions suivantes: «Quelques lettres dans la subdivision 270/6/5/1 et tous les dossiers dans 270/6/5/2 sont fermés à la consultation».
Restrictions régissant la reproduction et la publication : Selon les lois en vigueur
Notes : Le fonds du SEUL (P253) peut contenir des documents portant sur les dernières années d'existence du SNCEMÉQ. D'autres informations peuvent être trouvées dans le fonds de Rodrigue Leclerc (P148). Enfin, les fonds du Cabinet du recteur (U502) et du Service du personnel (U512) contiennent des documents concernant le SNCEMÉQ.

Fonds Syndicat de l'industrie de la boulangerie de Québec inc.
Dates : 1900-1970
Genre de documents : 25 cm de documents textuels
Portée et contenu : Le fonds témoigne de l'activité syndicale dans l'industrie de la boulangerie, pâtisserie et biscuiterie de la ville de Québec et de l'organisation des travailleurs de ces domaines d'activité économique pour la période de 1900 à 1970. Le fonds contient les registres de procès-verbaux du syndicat (1900-1929) et (1940-1970) et le livre de comptabilité (1930-1951)
Cote assignée par le centre d'archives : P275
Histoire administrative / notice biographique : Fondé le 18 août 1900, le Syndicat des compagnons boulangers de Québec a comme principaux membres fondateurs: Eudore Demeule, premier président temporaire, Jean-Baptiste Masson, premier président, S.M. Paquet, secrétaire, Georges Légaré et F. Pouliot affilié à la «International Union of America», il forme le local no 91. Le syndicat connaît plusieurs noms successifs dont: l'Union nationale des boulangers de Québec, affiliée au Congrès national des métiers et du travail du Canada, l'Union nationale catholique des compagnons boulangers de Québec, le Syndicat de l'industrie de la boulangerie, de la pâtisserie et de la biscuiterie de Québec inc. qui en assemblée spéciale le 24 janvier 1970 vote sa dissolution et son adhésion au Syndicat des boulangers et pâtissiers de Québec
Historique de la conservation : Le fonds provient de Jules Poulin qui en a fait don au Département des relations industrielles de l'Université Laval le 7 juin 1972. Le fonds a été ensuite transféré, la même année, à la Division des archives de l'Université Laval.
Numéro d'identification du fonds ou de la collection assigné par l'établissement : P275
URL du fonds : Lien
Nom du centre d'archives : Université Laval - DAUL (Indexé par le RDAQ)

Fonds Maurice Dussault

Dates : 1912-1987; surtout 1935-1987

Genre de documents : 2 m de documents textuels. - 16 photographies

Portée et contenu :
Le fonds porte sur le syndicalisme et la politique au Canada de 1940 à 1985. Il témoigne surtout de la mentalité et des activités de Maurice Dussault en tant que **militant syndicaliste**. S'il reste muet sur les fonctions et les actions de Dussault en tant que secrétaire des secrétaires généraux de la Confédération des travailleurs catholiques du Canada (**CTCC**) et de son successeur la Confédération des syndicats nationaux (**CSN**), il fournit des aperçus sur les activités de Dussault comme formateur syndical. Le fonds témoigne également des idées et des actions de Dussault en tant que militant dans le parti Crédit social du Canada, mais, comme pour son militantisme syndical, de façon indirecte par les canaux de son autoformation syndicale, politique et économique, ses notes de cours, ses livres et coupures de revues et de presse. Le fonds contient de la correspondance, des notes de cours, des partitions musicales, des publications et des coupures de presse. Il a été classé en quatre séries: P283/1 L'homme; P283/2 Le compositeur; **P283/3 Le syndicaliste** et P283/4 L'homme politique

Cote assignée par le centre d'archives : P283

Histoire administrative / notice biographique :
Né à Québec le 16 mars 1912, Maurice Dussault est le deuxième des huit enfants de Jean-Baptiste Dussault et de Blanche Bertrand. Il fait son cours primaire à l'Académie Saint-Malo de Québec et commence son éducation secondaire dans un collège du quartier dirigé par les Frères maristes. À 13 ans, après avoir terminé sa 8e année, il est contraint par la mort de son père à abandonner ses études et à se chercher un emploi. Néanmoins, il suit des cours commerciaux du soir en sténographie et en anglais au Collège Bart à Québec, puis suit des cours supérieurs en comptabilité par correspondance avec la Shaw School de Toronto. En outre, pendant 10 étés, il suit des cours de formation sociale chez les Jésuites. Jusqu'en 1941, Dussault occupe une série de postes de commis et de comptable dans l'entreprise privée. En 1935, il devient secrétaire particulier de A.-F. Mercier, gérant général du journal «L'Action catholique», et agit comme journaliste lors de campagnes électorales quand les journalistes réguliers sont débordés. Cette expérience le marque sûrement car, plus tard, il se sert beaucoup des journaux pour diffuser ses opinions politiques. Estimateur des travaux d'imprimerie à «L'Action catholique» pendant un certain temps, Dussault se lance dans l'imprimerie avec un associé, mais l'initiative échoue. Dussault meuble ses heures de loisir principalement par la lecture et la musique. Il dévore revue et journaux qu'il découpe afin de constituer des albums-encyclopédies et des albums sur des sujets spécifiques, en particulier politiques et économiques. Par ailleurs, Dussault étudie la clarinette dès 1929 et il fait partie d'une fanfare et, plus tard, d'un «corps de musique plus avancé». De 1929 à 1933, il étudie l'harmonisation et l'accompagnement d'un chant grégorien; il joue à l'orgue pendant 13 ans. Il apprend aussi la composition de musique populaire. En 1941, Dussault est engagé comme le premier employé permanent de la Confédération des travailleurs catholiques du Canada (CTCC). Secrétaire des secrétaires généraux, dont Gérard Picard et Jean Marchand, il est aussi secrétaire de la Fédération nationale catholique des employés de commerce et du Conseil central de Québec, dont il devient aussi un vice-président. Il semble s'occuper particulièrement de la formation syndicale. Il se vante d'avoir toujours été «en tant que syndicaliste, à l'écoute de la base», et il est fier de

sa résidence pendant quelque 70 ans dans deux quartiers ouvriers de Québec, Saint-Malo jusqu'en 1945 et Limoilou à partir de 1952. Dès 1969, il commence à se retirer du syndicalisme et, le 31 août 1972, il prend sa retraite définitive. Maurice Dussault se lance ensuite en politique, mais est «frustré» trois fois dans ses tentatives d'obtenir une investiture créditiste. Adhérent aux doctrines du Crédit social depuis 1934, pionnier de la Ligue du crédit social de la province de Québec, il se préoccupe de sa formation politique et économique, suivant des cours et lisant livres, brochures, revues et journaux. En fait, Dussault est essentiellement un autodidacte et, tout particulièrement depuis sa retraite, il suit de près l'actualité politique et économique canadienne et québécoise, et la commente régulièrement dans des lettres aux journaux à travers le Canada. Le 23 juin 1945, Maurice Dussault s'est marié avec Irène Robitaille, ils ont deux enfants. Il décède le 16 juillet 1987. Sources: Fonds de Maurice Dussault; Dossier de gestion

Historique de la conservation :
Les documents ont été donnés à la Division des archives de l'Université Laval en octobre 1989 par la veuve de Maurice Dussault, Irène Robitaille-Dussault. Les documents ayant été reçus dans le désordre, leur classement actuel a été établi lors du traitement du fonds en 1990.

Numéro d'identification du fonds ou de la collection assigné par l'établissement : P283

URL du fonds : Lien

Nom du centre d'archives : Université Laval - DAUL (Indexé par le RDAQ)

Notes :
Le titre est basé sur le nom du créateur du fonds. - Documents reliés: Le fonds d'Alfred Charpentier (P212) renferme des documents relatifs au syndicalisme en général à la même époque et, plus particulièrement, à la Confédération des travailleurs catholiques du Canada. Le Service de la documentation de la Confédération des syndicats nationaux (CSN) possède des documents relatifs à la CTCC et à CSN de l'époque où Maurice Dussault y était secrétaire.

Fonds Wilfrid Brousseau

Dates : 1928-1985; surtout 1928-1971

Genre de documents : 3m de documents textuels

Portée et contenu :
Ce fonds témoigne de la **vie et de la carrière de Wilfrid Brousseau, syndicaliste et de la vie syndicale à Québec**, et en général, entre 1937 et 1970. On y trouve également de l'information sur les institutions hospitalières et les conditions de travail offertes à leurs travailleurs pour cette période. Le fonds contient des documents concernant la Fédération nationale des services, le Syndicat national catholique des services hospitaliers, la Confédération des travailleurs catholiques du Canada (CCTC) et d'autres organisations syndicales, des conventions collectives, des documents constitutifs, des rapports, des mémoires, des documents relatifs aux congrès et autres activités organisées par différents syndicats, de la correspondance (1937-1970) entre le S.N.C.S.H.Q. et les institutions hospitalières, de la documentation de la législation dans le domaine du travail.
Le fonds est classé en 15 séries:
277/1 Bureau de direction;
P277/2 Constitution et règlements;
277/3 Activités syndicales;
277/4 Finances;
277/5 Comités;
277/6 Rapports, mémoires, projets;
277/7 Congrès et assemblées;
277/8 Conventions collectives;
277/9 Relations avec hôpitaux;
277/10 Affiliations et autres syndicats;
277/11 Organismes extérieurs;
277/12 Législation;
277/13 Documentation générale;
277/14 Divers;
277/15 Mémoires de Wilfrid Brousseau

Cote assignée par le centre d'archives : P277

Histoire administrative / notice biographique :
Wilfrid Brousseau naît à Pont-Rouge, comté de Portneuf le 17 juillet 1902. Après deux années d'études secondaires, il complète sa formation académique par un cours commercial bilingue au Filial Academy Business College et au Bart School de Québec en 1931. Par ailleurs, devenu conseiller syndical, il participe régulièrement aux sessions d'études organisées par le Collège du travail du Conseil central de Québec et suit des cours du soir pendant quatre ans à l'Université Laval auprès du père Georges-Henri Lévesque et de l'abbé Gérard Dion.
L'expérience de travail de Wilfrid Brousseau est diversifiée, il est tour à tour fermier, travailleur à la Donnacona Paper de Pont-Rouge, monteur de machines puis entre comme infirmier au service de l'hôpital St-Michel-Archange (1923) avant de devenir permanent syndical en 1946. Membre des Syndicats catholiques de Québec depuis 1937, il est agent d'affaires du Syndicat national catholique des services hospitaliers de Québec en 1942-1943 et de 1946 à 1964. En janvier 1965, il est embauché par la Fédération nationale des services à

titre de représentant syndical. Il prend sa retraite en 1967. Durant sa carrière syndicale, il occupe des postes importants au sein des Syndicats catholiques: secrétaire-archiviste du Conseil central des Syndicats catholiques de Québec, secrétaire-correspondant du SNCSH de Québec pendant 15 ans et secrétaire général durant 17 ans de la Fédération nationale des services dont il est un des fondateurs. En 1943, il épouse Lucienne Lachance à Québec. Wilfrid Brousseau décède le 1er janvier 1983 à Québec
Historique de la conservation : Le fonds a été remis aux archives par Gérard Dion du Département des relations industrielles en 3 versements en 1972, 1985 et 1987.
Numéro d'identification du fonds ou de la collection assigné par l'établissement : P277
URL du fonds : Lien
Nom du centre d'archives : Université Laval - DAUL (Indexé par le RDAQ)

Fonds Syndicat des professionnels et des cadres de l'Université Laval, Inc (SPCUL)
Dates : 1970-1991; surtout 1970-1971
Genre de documents : 0,3 cm de documents textuels
Portée et contenu : Le fonds témoigne de la fondation et de la disparition d'un mouvement syndical parmi le personnel professionnel et les cadres de l'Université Laval au cours des années 1970 et 1971. Le fonds contient des communiqués, des coupures de presse, de la correspondance et un historique du mouvement rédigé en 1991 par Raymond Desbiens, président de ce syndicat
Cote assignée par le centre d'archives : P316
Histoire administrative / notice biographique : Le Syndicat des professionnels et des cadres de l'Université Laval, Inc., connu sous le sigle SPCUL, est fondé en 1970 en opposition à l'Association du personnel administratif et professionnel de l'Université Laval (APAPUL). Il est affilié au Syndicat canadien de la fonction publique et il est incorporé le 24 octobre 1970. Les objectifs du Syndicat sont d'assurer une meilleure répartition de la masse salariale, de participer à la promotion et à l'engagement du personnel professionnel et des cadres par l'intermédiaire d'un comité conjoint, de procéder à la classification et à l'évaluation des fonctions et d'assurer à tous la sécurité d'emploi. En 1971, l'Université Laval ne reconnaît pas le SPCUL lors des négociations du premier protocole avec le personnel professionnel, représenté par l'APAPUL. Par la suite, devant l'amélioration des conditions de travail, la démobilisation des tenants du syndicalisme entraîne la disparition du mouvement en 1971. Source : Fonds SPCUL
Point d'accès / provenance : SYNDICAT DES PROFESSIONNELS ET DES CADRES DE L'UNIVERSITÉ LAVAL, INC, 1970-1971, créateur; SPCUL
Numéro d'identification du fonds ou de la collection assigné par l'établissement : P316
URL du fonds : Lien
Nom du centre d'archives : Université Laval - DAUL (Indexé par le RDAQ)
Notes : Le titre est basé sur les papiers officiels du Syndicat. - Les documents de ce fonds ont été donnés à la Division des archives de l'Université Laval, en 1991 et 1999, par Raymond Desbiens qui a été président de ce syndicat.

Fonds Paul-Henri Lamarre

Dates : 1942-1966; surtout 1942-1956

Genre de documents : 12,5 cm de documents textuels. - 1 carte postale

Portée et contenu :
Le fonds témoigne surtout des activités syndicales de Paul-Henri Lamarre. Il renseigne aussi sur son implication en tant que fondateur de l'Association des Anciens de l'École normale supérieure de Laval et de l'Association professionnelle des professeurs laïques de l'enseignement secondaire de la province de Québec inc. (APPLES). Le fonds informe aussi sur les débuts d'un **syndicat et sur le syndicalisme** enseignant durant les années 1940 et 1950 ainsi que sur la situation des enseignants laïques dans un milieu scolaire clérical. Le fonds contient des documents concernant le programme du baccalauréat de la Faculté des arts, des coupures de presse touchant l'enseignement secondaire et universitaire, des questionnaires d'une enquête sur les professeurs laïques au secondaire et, en ce qui a trait à l'APPLES, de la correspondance, des mémoires, des rapports, la constitution et règlements, des exemplaires du bulletin d'information Le Prof ainsi qu'un programme de congrès et une convention collective

Cote assignée par le centre d'archives : P396

Histoire administrative / notice biographique :
Paul-Henri Lamarre, professeur de latin et **syndicaliste**, naît à Saint-Vallier, comté de Bellechasse, le 30 mai 1912. Lamarre fréquente le Collège de Lévis jusqu'à l'obtention de son baccalauréat avec très grande distinction en 1933. Deux ans plus tard, il est licencié ès lettres probablement de l'École normale supérieure, Section des lettres, de la Faculté des arts de l'Université Laval. À partir de 1937, Lamarre enseigne au secondaire successivement au Séminaire de Rimouski (1937-1939) et à l'Externat Saint-Jean-Eudes (1939-1943). Cette même année, il s'implique dans des démarches auprès des autorités civiles et religieuses dans le but d'améliorer les conditions des enseignants laïques au collégial. De 1943 à 1959, il enseigne au Petit Séminaire de Québec et participe à la fondation de l'Association professionnelle des professeurs laïques de l'enseignement secondaire de la province de Québec, dont il sera le président de 1945 à 1959. L'un des objectifs poursuivis par l'Association était de faire signer un contrat collectif de travail dans quelques collèges; l'un des premiers collèges à signer fut le Séminaire de Québec en 1947. De plus, Lamarre continue des études en langues, obtenant un certificat (1945) et un diplôme (1946) en espagnol ainsi qu'un certificat en italien (1948). Pendant ce temps, Lamarre est resté attaché à son alma mater l'Université Laval. En 1939, il est parmi les fondateurs de l'Association des anciens de l'École normale supérieure de Laval. Dès cette année, et ce jusqu'en 1960, il enseigne dans le cadre des cours d'été de français pour non-francophones offerts par l'Université. Il devient professeur titulaire à la Faculté des arts en 1957 et enseigne le latin. En 1957, il siège à la Commission du programme de la faculté jusqu'en 1960 et au Conseil de la faculté jusqu'en 1971. Professeur titulaire depuis 1957, Lamarre est membre de la Commission du programme de la Faculté des arts (1957-1960) et du Conseil de la faculté (1957-1971). De 1961 à 1968, il dirige le Collège universitaire François-Xavier Garneau, puis devient membre du Conseil de l'Université (1968-1971) et secrétaire de la Commission des études (1968-1980). Il prend sa retraite de l'Université en 1980. En 1986, il devient président de l'Office municipal d'habitation de Sillery. Paul-Henri Lamarre meurt le 10 mai

1994 à Sillery
Historique de la conservation : Les documents du fonds Paul-Henri Lamarre ont été retirés du fonds Claude Galarneau, lors du traitement de ce dernier en août 1996.
Numéro d'identification du fonds ou de la collection assigné par l'établissement : P396
URL du fonds : Lien
Nom du centre d'archives : Université Laval - DAUL (Indexé par le RDAQ)
Notes : Le titre est basé sur le nom du créateur du fonds. - Le Fonds Luc Lacourcière (P178) renferme des documents reliés à l'Association des Anciens de l'École normale supérieure de Laval; Le Fonds Gérard Dion (P117) comprend des documents concernant l'Association professionnelle des professeurs laïques de l'enseignement secondaire et l'organisation d'une fédération de syndicats d'enseignants. Le Fonds École normale supérieure (U533) comprend quelques documents complémentaires à l'Association des Anciens de l'École normale supérieure.

Fonds Jacques Guay

Les associations et comités

Dates : 1961-1995

Genre de documents : 79 cm de documents textuels. - 1 photographie

Portée et contenu :
Cette série rend compte de l'implication de Jacques Guay au sein de multiples associations et comités entre les années 1961 et 1995. Journaliste engagé, **il participait activement aux activités et au rayonnement de la Fédération professionnelle des journalistes du Québec (FPJQ) et de la Fédération nationale des communications (CSN)**. Fervent croyant en la démocratie, au débat et en l'action populaire et ayant une adhésion vitale aux idées progressistes et laïques, c'est souvent à travers son investissement dans ces nombreux comités et associations qu'il poursuivait sa mission de dénoncer les faux-pas du quatrième pouvoir. Les documents renseignent d'une part sur l'engagement de Guay dans son milieu et sa profession et d'autre part, sur les activités organisées à l'intérieur des différentes organisations dont il a fait partie. La série comprend de la correspondance, une convention collective, des comptes rendus d'assemblées, une liste des membres et un projet syndical en lien avec le Syndicat des journalistes de Montréal, de la documentation, de la correspondance, la charte de l'intégrité professionnelle et un programme de congrès de l'Union canadienne des journalistes de langue française, des procès-verbaux, des ordres du jour, des bulletins de liaison, des mémoires, des documents de travail, les règlements, de la documentation et de la correspondance à propos de l'Institut canadien d'éducation des adultes.
Elle comprend également des documents sur le passage de Guay à la Tribune de La Presse du Parlement de Québec en tant que courriériste parlementaire, notamment, des notes, des photocopies d'articles, des coupures de presse, la constitution de l'association, les règlements constitutionnels, de la correspondance, des comptes rendus de réunions, des communiqués de presse, des états financiers, des bilans et des rapports annuels. Elle comprend aussi le certificat de membre de Guay de l'Association coopérative des publications populaires, des ordres du jour et des procès-verbaux des assemblées du conseil d'administration, des documents financiers (projection du déficit d'opération, rapport financier), les règlements de l'association et un contrat de travail.
Elle comprend également de la documentation, l'historique, de la correspondance, des documents sur un colloque sur la programmation de la radio et une politique de programmation relativement au Conseil d'administration de Campul Laval FM (CKRL-MF). La série se compose d'un volumineux dossier sur le Conseil de presse du Québec pour lequel Jacques Guay agissait à titre d'analyste des décisions. Ce dossier est constitué des rapports annuels et bilans, de correspondance et de documents sur les sujets suivants: le droit de réplique, le racisme, l'impartialité, l'identité des victimes, le préjudice à la réputation, l'embargo, l'éthique, les fausses informations, les huis clos, la rigueur, les sources, les sondages, le sexisme, le secret professionnel, le sensationnalisme, l'intérêt du public, les chroniqueurs, la concentration des médias, la confusion des genres, diverses plaintes faites au Conseil de presse, la diffusion du nom des mineurs, le droit d'auteur, le droit du public à l'information, la présomption d'innocence, l'accès à l'information, accès du public aux médias, les animateurs de lignes ouvertes, les cartes de presse, la censure, le choix rédactionnel, les lettres ouvertes, la liberté de presse, les préjugés, les conflits d'intérêts et le référendum.
Elle comprend le guide de déontologie de la Fédération professionnelle des journalistes (FPJQ),

des documents relatifs aux congrès de cette association (cahiers, affiches, journaux), des rapports publiés dont «Pour que cesse l'exploitation des journalistes en région», de la correspondance, des communiqués, de la documentation sur le métier de journaliste, des documents de l'assemblée générale annuelle, des articles sur la FPJQ, la charte du journalisme de la FPJQ, des convocations à diverses réunions, des rapports d'activités et des projets d'ateliers en lien avec cette fédération.
Elle comprend aussi un dossier sur la Coopérative d'édition Zone libre constitué d'états financiers, de comptes rendus de réunions, de notes manuscrites, de correspondance, d'articles de Jacques Guay, de photocopies d'articles sur la revue Zone libre, d'une liste des abonnés, des règlements de la coopérative et de la déclaration d'association.
Elle comprend également la constitution et les règlements de l'Association des hebdos régionaux, de la documentation à ce sujet, des communiqués, une photographie des membres de l'association et une pochette d'informations, une présentation de Jacques Guay lors des audiences de la Commission royale d'enquête sur les quotidiens (Commission Kent), un mémoire de l'ICEA intitulé «La concentration et le contrôle de l'information» et de la documentation en lien avec cette commission. De plus, elle comprend des documents relatifs au Centre québécois de recherche et de perfectionnement en journalisme dont Guay était président. Ces documents concernent des stages en journalisme, les besoins en perfectionnement et en formation, les finances du centre, un exposé de Guay prononcé devant le Forum des communications, un projet de centre d'étude et de perfectionnement sur le journalisme et les nouvelles technologies ainsi que des colloques. La série contient des ordres du jour, des listes de membres, de la correspondance, des procès-verbaux, des bilans financiers, des rapports, de la documentation, des programmes d'ateliers ou de colloques en lien avec la Société de gestion de la Librairie Pantoute, l'Association des radiodiffuseurs communautaires du Québec, l'Association nationale des téléspectateurs, le Regroupement des organismes communautaires de communication du Québec, l'Association des médias écrits communautaires, le Comité pour la promotion et la défense de la télévision régionale et le Regroupement pour la défense de la télévision publique.
Elle se compose également du code d'éthique du Comité de rédaction du «30», de correspondance, de documentation, d'états financiers, de prévisions budgétaires et de procès-verbaux des réunions du comité de rédaction, un dossier sur le Comité de sélection du Prix Jules-Fournier, des pamphlets et de la documentation concernant des congrès de l'Association canadienne de télévision par câble, le texte de la constitution de l'Association des journalistes de la presse spécialisée, le texte d'un concours journalistique organisé par cette association, des communiqués de presse, de la correspondance, la liste des membres de cette association et le calendrier des activités qui s'y déroulaient.
La série contient aussi les actes du colloque «La protection des sources et matériel journalistiques» présenté par la Fédération nationale des communications, de la correspondance, des ordres du jour et de la documentation en lien avec cette fédération. Elle comprend finalement de la correspondance, les statuts, des programmes de congrès et de la documentation sur l'Association des journalistes indépendants du Québec.

Cette série se subdivise en 25 dossiers, dont : **P421/F,1 Syndicat des journalistes de Montréal P421/F,2 Union canadienne des journalistes de langue française**.

Cote assignée par le centre d'archives : P421/F

Histoire administrative / notice biographique :
Jacques Guay, journaliste, professeur et écrivain, né à Montréal le 24 février 1937, fils de Lionel Guay et de Mariette Nadeau; décédé à Québec le 22 novembre 1995. Licencié en Droit de

l'Université de Montréal en 1960, c'est lors de ses années d'études qu'il fait ses premiers pas dans le journalisme en dirigeant le journal Quartier Latin. Spécialiste de la presse écrite, il a été reporter, chroniqueur parlementaire, éditorialiste et pamphlétaire, plus particulièrement au journal La Presse (1961-1965), au Journal de Montréal (1970-1974), au quotidien Le Jour (1974-1976), à Québec-Presse (1969-1970) et aux magazines Maclean (1965-1969) et l'Actualité. Vigoureux esprit critique, il a collaboré également à diverses revues dont Cité libre, Socialisme, Media, Presqu'Amérique, etc. Il a de plus touché au domaine de la télévision en étant recherchiste pour l'émission «Le sel de la semaine» et a été animateur à la radio CKAC. Auteur de plusieurs ouvrages, il fut chargé de cours puis fondateur, professeur, et directeur du programme de journalisme à l'Université Laval. Il a reçu le Grand prix de reportage de l'Union canadienne des Journalistes de langue française en 1963 et le prix de journalisme de la Presse étudiante nationale en 1964.
Numéro d'identification du fonds ou de la collection assigné par l'établissement : P421
URL du fonds : Lien
Nom du centre d'archives : Université Laval - DAUL (Indexé par le RDAQ)
Notes : Une série de documents sur le poste de radio CKRL est conservée à Bibliothèque et Archives nationales du Québec (BAnQ), dans le Fonds Ministère des Communications au centre d'archives de Québec. Voir la série P421/G Congrès et colloques.

Fonds Corporation des instituteurs et institutrices catholiques de la province de Québec (CIC)

Dates : 1857-1975; surtout 1937-1966

Genre de documents : 10,44 m de documents textuels. - 2 photographies

Portée et contenu :
Ce fonds témoigne de la naissance **et de l'évolution du syndicalisme enseignant au Québec, de la fin des années 1930 au milieu des années 1960**. Les documents de ce fonds témoignent du rôle de pionnière qu'a joué Laure Gaudreault en créant le premier syndicat d'enseignants au Québec à la fin de l'année 1936. Sans son impulsion, le mouvement de syndicalisation des institutrices rurales n'aurait pu s'étendre à celui des villes. Ce fonds nous permet de comprendre comment a essaimé le syndicalisme enseignant grâce à la formation d'associations qui se regroupent en fédération qui forment un tout appelé la Corporation des instituteurs et institutrices catholiques du Québec et constitue ainsi un groupe syndical de poids. De plus, ce fonds renseigne sur le fonctionnement des associations et syndicats locaux, des fédérations de la Corporation, les liens qui les unissent et les lois qui les régissent. On comprend mieux les relations houleuses avec les commissions scolaires, et les relations avec les ministères provinciaux impliqués dans la gestion de l'enseignement (instruction publique, éducation et travail). Enfin, ce fonds met en lumière les améliorations des conditions de travail des enseignants (salaires, fonds de pension, âge de la retraite) et les moyens qu'ils ont pris pour y parvenir. Ce fonds contient de la correspondance, des procès-verbaux manuscrits et dactylographiés, des imprimés, des coupures de presse, des textes de conventions collectives, des listes d'associations, des coupures de presse et des photographies.
Ce fonds est subdivisé en six séries :
P423/A Laure Gaudreault;
P423/B Procès-verbaux;
P423/C Correspondance générale;
P423/D Correspondance avec les fédérations et associations affiliées;
P423/E Archives d'organismes affiliés;
P423/F Affaires diverses

Cote assignée par le centre d'archives : P423

Histoire administrative / notice biographique :
La Corporation des instituteurs et institutrices catholiques de la province de Québec est créée le 17 avril 1946 en vertu d'une loi sanctionnant et proclamant l'existence légale de la profession d'instituteur laïque dans la province. Cette loi donne deux attributs à la CIC, soit celui de regroupement syndical et de corporation. Ainsi est créé un lien de dépendance entre l'État et le syndicalisme enseignant. La corporation est issue du regroupement en 1945 de trois fédérations d'instituteurs et d'institutrices : la Fédération catholique des institutrices rurales (FCIR), créée en 1937, la Fédération provinciale des instituteurs ruraux (FPIR) créée en 1939 et enfin la Fédération des instituteurs et institutrices des cités et villes créée en 1942. Les buts de la Corporation sont de favoriser les intérêts professionnels des instituteurs et d'assurer le maintien de l'honneur, de la dignité et de la discipline de ses membres. La loi de 1946 est amendée à deux reprises, soit le 26 février 1953 et en décembre 1959. Les amendements de 1953 permettent à la Corporation de se composer de Sections diocésaines (fédérations), constituées par des associations professionnelles locales et régionales. En 1959, les nouveaux

amendements permettent que tous les instituteurs et institutrices de la province de Québec soient automatiquement membres de la Corporation et que leur contribution soit déduite à la source par toutes les commissions scolaires. De même, le nom de la Corporation est changé et l'organisme est désormais connu sous le nom de Corporation des instituteurs et institutrices catholiques du Québec. En 1946, la CIC compte 10 000 membres et en 1960, 28 000. La Corporation a la structure suivante : les délégués de toutes les associations affiliées forment le Congrès de la Corporation. Chaque année, normalement en juillet, ce congrès élit un conseil d'administration. Ce conseil d'administration est assisté d'un conseil général, où siègent, avec les membres de l'exécutif, deux délégués de chacune des Fédérations diocésaines (plus ou moins 18 fédérations) selon les redécoupages des territoires au fil des années. Les principales réalisations de la Corporation et de ses organismes affiliés sont premièrement l'accroissement de la sécurité matérielle des instituteurs et institutrices par la signature de conventions collectives avec les commissions scolaires, ensuite, le perfectionnement des membres via le journal L'Enseignement, la création de plusieurs cercles d'études professionnels, la tenue de congrès annuels, et finalement la collaboration aux progrès de l'éducation dans la province, via la présentation de mémoires à différentes commissions d'enquête. En 1967, la CIC devient la Corporation des enseignants du Québec (CEQ) sous l'impulsion du président, en poste depuis 1965 : G. Raymond Laliberté. La corporation commence à agir comme une centrale syndicale et se rapproche du mouvement ouvrier organisé au moment des premiers affrontements avec l'État en 1966. On peut dire que la deuxième moitié des années 1960, marque le point de départ de l'action politique à la CEQ, d'abord sous la direction de G. Raymond Laliberté et d'Yvon Charbonneau à compter de 1970. L'action sociale, politique et culturelle est désormais une des priorités de l'organisme. À la suite du congrès de 1971, l'organisation décide d'abandonner la forme d'organisation corporatiste. En 1972, les enseignants et enseignantes se donnent une organisation syndicale, indépendante de l'État. Cette dernière porte désormais le nom de Centrale de l'enseignement du Québec (CEQ) et regroupe, depuis 1974, toutes les catégories de travailleurs de l'enseignement et de l'éducation en général

Historique de la conservation : La Centrale de l'enseignement du Québec (CEQ) a fait don des documents le 17 février 1994.

Numéro d'identification du fonds ou de la collection assigné par l'établissement : P423

URL du fonds : Lien

Nom du centre d'archives : Université Laval - DAUL (Indexé par le RDAQ)

Fonds Jean-Louis Gagnon

Dates : 1889-1997; surtout 1939-1997

Genre de documents : 2,27 m de documents textuels. - 38 cartes de souhait. - 30 photographies. - 21 cartes postales. - 12 dessins. - 6 cartes. - 2 images. - 1 disque. - 1 affiche

Portée et contenu :
Le fonds porte surtout sur trois axes principaux de la carrière professionnelle de Jean-Louis Gagnon depuis la fin des années 1930, à savoir le journalisme, la fonction publique et l'écriture. En ce qui concerne le journalisme, on y retrouve l'expérience de l'homme en tant que journaliste de guerre, fondateur ou directeur de revues et de journaux et éditorialiste à la radio. En deuxième lieu, le fonds témoigne de l'homme fonctionnaire qui entre dans des postes gouvernementaux fédéraux, qui démontre, d'une certaine façon, son adhésion au fédéralisme. Enfin, le fonds révèle l'écrivain, figuré à la fois par ses mémoires et son intérêt pour l'état du Canada et de quelques-uns des personnages et événements qui ont garni l'histoire de ce pays. Le fonds constitue donc un témoignage de nombreux événements et éléments de l'histoire du Canada et, dans une moindre mesure, de l'histoire mondiale, du XXe siècle et il fait aussi montre des intérêts du créateur pour la langue française, l'identité canadienne et les lettres. Le fonds renseigne aussi sur le Parti libéral et l'implication politique de son créateur. Enfin, il informe sur le fonctionnement d'associations et de sociétés dont Jean-Louis Gagnon fut membre ou avec lesquelles il était en relation. Le fonds contient, entre autres, de la correspondance professionnelle et personnelle, des manuscrits olographes, des coupures de presse, des photocopies de journaux, des textes d'entrevues et de conférences, des exemplaires de revues, des brochures, des télégrammes, des photographies, des cartes postales, des cartes de souhaits et des dossiers documentaires.
Le fonds a été subdivisé comme suit :
P426/A L'homme;
P426/B Le journaliste;
P426/C Radio/Télévision;
P426/D Écrits;
P426/E Le fonctionnaire;
P426/F La langue française;
P426/G L'homme politique;
P426/H Documentation.
Les dossiers ont été classés, pour la plupart, en ordre chronologique, permettant ainsi de faire plus facilement les recoupements entre les séries

Cote assignée par le centre d'archives : P426

Histoire administrative / notice biographique :
Jean-Louis Gagnon est né à Québec le 21 février 1913, d'un père homme d'affaires. Il fait ses humanités chez les Jésuites aux collèges Sainte-Marie et Brébeuf à Montréal, et ses classes de philosophie à l'Université d'Ottawa. En 1933, Jean-Louis Gagnon fonde la revue littéraire Vivre, puis devient rédacteur en chef de La Voix de l'Est de Granby en 1935. Ä la suite d'un conflit avec le clergé de Granby, il revient à Québec en 1936 et s'inscrit à l'École des sciences sociales de l'Université Laval, nouvellement formée. Cette année-là, il épouse Hélène Jobidon, journaliste et caricaturiste. En 1937, il devient éditorialiste au poste de radio CKCV et fonde le Journal. Après un passage comme chef de la rédaction de L'Événement-Journal en automne 1939, Gagnon devient correspondant de guerre du Soleil à Londres en 1941. L'année suivante, il

entre aux bureaux de l'Intelligence du Foreign Office de la Grande-Bretagne, en tant que directeur de la West African Broadcasting Unit, au Ghana. Cette même année, de retour au Canada, il milite avec Adélard Godbout pour le «oui» lors du plébiscite sur la conscription. En 1943, il assume la direction d'une nouvelle agence de presse, France-Amérique. Suivent des postes à l'agence France-Afrique au Canada (1943) et France-Presse à Washington (1944). Après un séjour à la Brazilian Traction, Light, Heat and Power, Gagnon revient, en 1949, à Montréal occuper, à CKAC, le poste d'éditorialiste. **Là, il organise un syndicat industriel affilié au Congress of Industrial Organizations (CIO). Il s'engage aux côtés de Georges-Émile Lapalme contre l'Union Nationale sous Maurice Duplessis. Il est traité de cryptocommuniste par l'Union Nationale à cause de ses idées syndicalistes et démocratiques et de son intérêt pour le régime soviétique.** Vers le milieu des années 1950, il est initiateur de la Fédération libérale provinciale, qui se donne pour objectif de démocratiser les structures du parti. Gagnon n'abandonne pas pour autant sa carrière journalistique, rapprochée de son engagement politique; il dirige, en 1953, Le Canada, quotidien libéral. Il est aussi à l'origine, en 1955, de La Réforme. Toujours intéressé par la littérature d'ici, il lance les Écrits du Canada français la même année, en compagnie, notamment, d'Anne Hébert et Roger Lemelin, établis, comme les autres, à Montréal. En octobre 1958, il est nommé chef de la rédaction à La Presse, avec comme mandat de réformer le quotidien. Ce changement s'effectue de cette date à la mi-juin 1961. Cette année-là, le Nouveau journal est fondé, pour compétitionner La Presse, et Gagnon en devient le chef de la rédaction. Il doit fermer le Nouveau journal, par manque d'argent, entre autres, le 21 juin 1962. Il retourne alors à la radio, cette fois-ci à CKLM. En 1963, marquant un tournant dans sa vie professionnelle, Gagnon entre dans la fonction publique, en tant que commissaire à la Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme (ou Laurendeau-Dunton). Il en devient coprésident à la mort d'André Laurendeau (1969). Par la suite, il dirige Information-Canada, un organisme fédéral, dès sa fondation en 1970. Deux ans plus tard, il devient ambassadeur et délégué permanent du Canada auprès de l'UNESCO à Paris. En 1976, il est nommé commissaire du Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes (CRTC). Pendant ce temps, Gagnon écrit La fin des haricots (1955), La mort d'un nègre (1961), Les apostasies (à partir de 1985) et Les enfants de McLuhan (1994). En collaboration, il écrit notamment Légendes canadiennes illustrées (avec Georges St-Pierre) et Le Canada au seuil de l'abondance. Gagnon est honoré à plusieurs reprises, recevant l'ordre du Canada (officier) en 1980, l'Ordre national du Québec en 1994 et des doctorats honorifiques des universités Laval et Laurentienne. Il fut membre, ou en relations avec de nombreuses sociétés ou associations, telles la Société royale du Canada (1963 et 1971), la Société des écrivains du Québec et le Club Richelieu. Comme communicateur, il fut honoré du Trophée Laflèche en 1957 pour sa contribution à la radio canadienne, du Grand prix du journalisme de l'Union canadienne des journalistes de langue française en 1962, du Trophée du congrès du spectacle de l'Union des artistes, section commentaire, en 1963, et désigné «Journaliste de l'année» par le Cercle national des journalistes / National Press Club en 1970

Historique de la conservation : Documents remis par Jean-Louis Gagnon, le 28 octobre 1997.

Numéro d'identification du fonds ou de la collection assigné par l'établissement : P426

URL du fonds : Lien

Nom du centre d'archives : Université Laval - DAUL (Indexé par le RDAQ)

Fonds Syndicat des employés de l'Université Laval (SEUL)

Dates : 1966-1997

Genre de documents : 4,08 m de documents textuels. - 1 vidéocassette. - 3 cassettes. - 1 objet

Portée et contenu :
Le fonds témoigne des conditions de travail et de la vie syndicale des employées et employés de soutien de l'Université Laval pour la période concernée. Le fonds contient les conventions collectives de travail signées entre 1966 et 1986, les statuts du SEUL [197?], procès-verbaux, rapports, mandats, documents administratifs et financiers, un sondage pour les négociations de 1992-1993, des publications: «L'avaleur» (1978), «Le glaneur» (1980-1981), «Le 2500» (1982), «Info-Négo» (1990), »Info-seul» (1990-1994), des coupures de presse et d'autres documents d'information concernant la manifestation du 12 avril 1992 contre les politiques salariales gouvernementales

Cote assignée par le centre d'archives : P253

Histoire administrative / notice biographique :
Le Syndicat des employés de l'Université Laval (SEUL), local 2500 du Syndicat canadien de la fonction publique (S.C.F.P.) est affilié à la Fédération des travailleurs du Québec (F.T.Q.), au Conseil du travail du Canada (C.T.C.) et au Conseil du travail du Québec (C.T.Q.). Ce syndicat a remplacé, comme représentant des employés de soutien, le Syndicat national catholique des employés de maisons d'éducation de Québec, inc. affilié à la Confédération des syndicats nationaux (C.S.N.), après une période de maraudage et un vote d'accréditation certifié par le ministère du Travail et de la Main-d'oeuvre le 2 mars 1970. Le syndicat connaît un conflit de travail en 1983-1984 avec l'Université ayant entraîné une grève et un lock-out. Le syndicat est dirigé et administré par les organismes suivants: a) L'assemblée générale constituée de tous les membres et souveraine; b) Le conseil consultatif, devenu conseil syndical, qui sert de lien entre les membres et la direction du syndicat; c) L'Exécutif composé de huit membres qui donne suite aux décisions de l'assemblée générale et assure l'administration courante du syndicat. Au printemps 1997, une réforme des statuts a aboli la division en trois groupes (métiers, bureau et technique) et a ramené la taille de l'exécutif à six membres

Numéro d'identification du fonds ou de la collection assigné par l'établissement : P253

URL du fonds : Lien

Nom du centre d'archives : Université Laval - DAUL (Indexé par le RDAQ)

Restriction concernant l'accès, la reproduction et la publication : Le SEUL garde en tout temps, pour les membres de son exécutif et pour ses employés, le privilège de l'accès à tout document du fonds d'archives. Toute autre personne devra, pour avoir accès aux documents de ce fonds d'archives, obtenir l'autorisation du SEUL. Cette restriction est valable pour une période de dix ans après l'entrée des documents à la Division des archives. Après cette période, l'accès sera permis à toute personne qui s'engage à respecter les règles de consultation en vigueur.

Notes : Les documents ont été versés par le SEUL en 1997, 1998, 2003 et 2005. - D'autres versements sont attendus. Groupes de documents reliés : Fonds Syndicat des chargées et chargés de cours de l'Université Laval (P100), Fonds Syndicat du personnel professionnel de l'Université Laval (P185), Fonds Syndicat des professionnels et des cadres de l'Université Laval (P316), Fonds Syndicat des professeurs et professeures de l'Université Laval (P191), Fonds Syndicat

national catholique des employés de maisons d'éducation de Québec (P270).

NOTES

La Collection Raymond Desbiens (président du Syndicat des employés de l'Université Laval (SEUL)), le fonds Guy Laperrière (actif au Syndicat des professeurs de l'Université de Sherbrooke (SPUS) de 1975 à 1976 et de 1983 à 1984 alors qu'il est membre de l'exécutif), le fonds Marius Cayouette (membre du Syndicat national catholique des musiciens du Québec), le fonds Claude André St-Pierre (actif au sein du Syndicat des professeurs de l'Université Laval), le fonds Françoise Côté (fondatrice du Syndicat de la rédaction du Soleil), le fonds Jean-Marie Martin (conseiller syndical) et le fonds Association du personnel administratif professionnel de l'Université Laval inc. (APAPUL) informent aussi sur les syndicats.

Aussi, des séquences vidéo et des transcriptions d'entrevues sur le syndicalisme se trouvent dans le fonds Pierre Perreault (F1402).

UNIVERSITE MCGILL - SERVICE DES ARCHIVES
http://www.archives.mcgill.ca/fr/f_index.htm

McGill Association of University Teachers, 1942-1973
Dates : 1951-1973
Genre de documents : 30 cm
Portée et contenu : *Administrative Records, 1951-1973, 30 cm* (c.1-c.3) RESTRICTED One series of correspondence, reports, and newsclippings from other universities, government agencies, and the Canadian Association of University Teachers documents comparative teaching salaries. There are also briefs, memoranda, and reports on tenure, retirement, pension and life insurance. As well, there are minutes of meetings of the M.A.U.T. Council, 1951-1967; and M.A.U.T. correpondence, 1953-1966. There are also files on fringe benefits, grievances, and the C.A.U.T., and the brief to the Gordan Commission, 1956. *Publications, 1961-1972* 1. Newsletters, 1961-1972, 1 cm (c.2) 2. Did you Know?, 1971-1972, 1 cm (c.2) This publication prepared by Prof. B. Haskel informed members of M.A.U.T.'s activities and services.
Cote assignée par le centre d'archives : R.G. 77: Staff organizations
Histoire administrative / notice biographique : Formed in 1950, the M.A.U.T. is a staff association, representing the interests of McGill academic staff. It holds discussions with the University's administration on salaries, benefits, tenure procedures, and other questions.
Point d'accès / provenance : Institutionnelle
Numéro d'identification du fonds ou de la collection assigné par l'établissement : R.G. 77: Staff organizations
URL du fonds : Lien
Nom du centre d'archives : Service des archives de l'Université McGill

McGill University non-academic Staff Association, 1973-
Dates : 1973-
Genre de documents : 11 cm
Portée et contenu : - *Constitution, 1973, 1 cm (*c.3) : Preliminary draft of the M.U.N.A.S.A. constitution. - *The MUNASAN 1974-Date, 10 cm* (Printed Collection) : This newsletter contains articles on salary policies and other current issues as well as social events and peronel items.
Cote assignée par le centre d'archives : R.G. 77: Staff organizations
Histoire administrative / notice biographique : M.U.N.A.S.A. was founded in 1972 as a staff organization. Membership is optional and open to administrative staff and others who do not come under the categories of **unionized employees** or academic staff. M.U.N.A.S.A. conducts discussions with the administration on salaries, benefits, and working conditions. The organization also sponsors various social events for its members.
Point d'accès / provenance : Institutionnelle
Numéro d'identification du fonds ou de la collection assigné par l'établissement : R.G. 77: Staff organizations
URL du fonds : Lien
Nom du centre d'archives : Service des archives de l'Université McGill

National Union of McGill Office Technical and Library Employees, 1975
Dates : ca 1975-
Portée et contenu : Newsletters, ca. 1975 (See Printed Collection)
Cote assignée par le centre d'archives : R.G. 77: Staff organizations
Histoire administrative / notice biographique : N.U.M.O.T.L.E. was set up in 1975 as an organization representing the interests of technicians and library employees who did not have professional library degrees. The section it represented is now represented by M.U.N.A.S.A.
Point d'accès / provenance : Institutionnelle
Numéro d'identification du fonds ou de la collection assigné par l'établissement : R.G. 77: Staff organizations
URL du fonds : Lien
Nom du centre d'archives : Service des archives de l'Université McGill

Maxwell Cohen, 1910-

Dates : 1923-1974

Genre de documents : Originals, Copies, Printed Materials, 6 m

Portée et contenu :
Cohen's papers are for the most part records of his professional and administrative work at McGill, with some materials on his own research and publishing interests. His university administrative files (1948-1975), while concerned largely with the business of Senate and its committees, also contains a full record of Cohen's work on the McGill brief to the Royal Commission on Bi-culturalism and Bilingualism (1963-1967). Also noteworthy are extensive files on the organization of the McGill conferences on world affairs, industry and government, and the future of competition in Canada (1958-1972), and on student unrest (1960-1970).
Faculty of Law administrative and teaching files (1953-1957) contain notes, memoranda, reports and correspondence concerning admissions, staff relations, curriculum, and study materials. Special emphasis is given to the files on the Institutes of Comparative and International Law, and Air and Space Law, and to Cohen's teaching records for his seminars on international law and government control of business (1966-1973).
Files of correspondence and reports document Cohen's involvement in various professional organizations, legal (e.g. bar associations, Canadian Association for Comparative Law, Canadian Foundation for Education in World Law), educational (e.g. associations of law teachers and law schools, CAUT, MAUT), and international (e.g. ILO). There are also files on conferences concerning law teaching, international law and business law. The period covered is 1952-1975.
Subject files of notes, correspondence, and Cohen's essays and addresses illustrate his interest in diplomacy, international relations, **trade unions and industrial arbitration**, family law, and civil liberties. Also included are some of his earlier writings (1923-1945) on Canadian business in the pre-war and World War II era, and international relations during the War and famous criminal cases in Western Canada. Most of the papers documenting Maxwell Cohen's national and international career are held by the Public Archives of Canada.

Cote assignée par le centre d’archives : M.G. 1026

Histoire administrative / notice biographique :
Maxwell Cohen was born in Winnipeg and educated at the University of Manitoba (B.A. 1930; LL.B. 1934) and at Northwestern University (LL.M. 1936). From 1937 to 1938, he was a research fellow at Harvard Law School. After joining the Bar of Manitoba, he served as junior counsel on the Combines Investigation Committee (1938-1940). From 1940 to 1941, he worked for the Economics Branch of the Department of Munitions and Supply, and after the war he joined the Faculty of Law at McGill, where he served as Dean from 1964 to 1969. He retired as Emeritus Professor in 1978.
Cohen specialized in international law, an interest stimulated by his work for the Technical Assistance Administration of the United Nations in 1951. He directed McGill's Institute of Air and Space Law from 1962 until 1965, and since 1980 he has been attached to the Institute of Law and International Relations at Carleton University. He has also consulted and published on a wide range of legal questions, including business and labour law, family law and civil liberties.

Numéro d'identification du fonds ou de la collection assigné par l'établissement : M.G. 1026

URL du fonds : Lien

Nom du centre d'archives : Service des archives de l’Université McGill

Montreal Orchestra
Dates : 1929-1943
Genre de documents : Originals and Printed Materials, 50 cm
Portée et contenu : The correspondence files of Douglas Clarke relating to the Orchestra cover the years 1929-1943, and deal with engagements, scores, guest artists, publicity, the **musician's union**, and other matters. There is a full run of programmes for the entire period. Further material on Clarke may be found in his papers, M.G. 3016, Section I, University teaching, research and administration.
Cote assignée par le centre d'archives : M.G. 4029
Histoire administrative / notice biographique : In 1929 a group of Montréal musicians, thrown out of work by the Depression and by the introduction of sound into motion pictures, approached Douglas Clarke, Dean of McGill's Faculty of Music and asked him to form them into an orchestra and conduct them. Owing to the scores available in the Faculty, Clarke was able to do so, and thus began the Montreal Orchestra, the city's first permanent symphony. Loyal public response and Clarke's devoted leadership helped the Orchestra overcome initial difficulties. Besides their regular series, they also gave children's concerts as well as students' concerts at McGill. Many eminent solists, including Prokofiev, Bartok and Percy Grainger, were guests of the Orchestra. The Second World War and attendant financial constraints forced the suspension of the Orchestra in 1943.
Numéro d'identification du fonds ou de la collection assigné par l'établissement : M.G. 4029
URL du fonds : Lien
Nom du centre d'archives : Service des archives de l'Université McGill

NOTES

McGill University 's Howard Ross Library of Management has what many regard as one of the oldest and most complete print collections of Canadian corporate annual reports. The collection, which traces many companies back to the 19th Century, consists of annual reports of approximately 2,000 Canadian corporations in all business sectors.

UNIVERSITE TEMPLE DE PHILADELPHIE - SPECIAL COLLECTIONS RESEARCH CENTER
http://library.temple.edu/collections/scrc

Upholsterers International Union of North America
Collection Photographs, 1882-1973
Dates : 1882-1973 (Inclusive Dates)
Genre de documents : 2 Linear Feet : b&w photographs ; various sizes.
Portée et contenu : The collection deals mostly with activities of the union involving banquets, conventions, meetings, Executive and Pension Board activities, and office workers. The collection contains extensive images of Salhaven, a union operated retirement community located in Florida. Other photographs represented include portraits of union leaders Sal B. Hoffmann, William Kohn, and Al Rota; union members at work and strikes.
Cote assignée par le centre d'archives : 122543405
Histoire administrative / notice biographique : Upholsterers Intenational Union of North America Manuscript Collection Urban Archives, Temple University Libraries.The Upholsterers International Union (UIU) was formed in 1882, reorganized in 1892, and was chartered by the American Federation of Labor (AFL) in 1900. The UIU represents workers in the furniture, mattress and bedding and casket industries, as well as window trimmers, and display installers. In 1937, due to internal disputes, several UIU locals and an estimated 7500 members split from the union to form the rival United Furniture workers of America. Despite the split the union continued to thrive. The union increased from 20,000 members in 1937 to 30,000 members in 120 locals by June 1940. By the mid 1970s the UIU had approximately 60,000 members organized in 176 locals nationwide.Finding aid available in the Urban Archives and on the GOPHER system.This collection covers:Hoffmann, Salvatore B., 1937-1981.Kohn, William.Rota, Al.View this collection description in WorldCat.org:http://www.worldcat.org/oclc/122543405
Point d'accès / provenance : Upholsterers International Union of North America
Numéro d'identification du fonds ou de la collection assigné par l'établissement : 122543405
URL du fonds : Lien
Nom du centre d'archives : Temple University- Special Collections Resource

VILLE DE GATINEAU - SECTION DE LA GESTION DES DOCUMENTS ET DES ARCHIVES
http://www.ville.gatineau.qc.ca/page.asp?a=culture&c=fr-CA&p=histoire_cartes_statistiques/archives

Syndicat des employés municipaux de Deschênes
Fonds du Village de Deschênes
Dates : 1973
Genre de documents : . 0,3 cm de documents textuels
Portée et contenu : Dossier portant sur une requête en accréditation visant les employés du Village de Deschênes. Le dossier est constitué d'une liste, d'avis publics, de correspondance, d'une note de service, d'une entente et d'une requête.
Cote assignée par le centre d'archives : A003-01a/0168
Histoire administrative / notice biographique : Le 5 janvier 1920, la Corporation of the South part of Hull accepte par résolution qu'une partie de son territoire soit détachée à la suite d'une pétition de plusieurs résidents demandant de créer une municipalité distincte. La municipalité du Village de Deschênes s'incorpore donc le 8 juillet 1920. Le nom choisi vient du fait que pendant des siècles, les Algonquins de la région nommaient l'endroit « Miciming » qui veut dire « où pousse le chêne ». Le territoire de Deschênes est constitué des lots 15 et 16, rang 1 du canton de Hull. Il est limité au sud par la rivière des Outaouais, au nord, à l'est et à l'ouest par la Ville de Lucerne. Le Village de Deschênes est fusionné aux Villes d'Aylmer et de Lucerne le 1er janvier 1975, et ce, en vertu de la Loi 98.
Historique de la conservation : Le fonds est transféré à la nouvelle Ville d'Aylmer lors de la fusion municipale du 1er janvier 1975. Il est alors conservé par la Division des archives, au Bureau du greffier. Le 1er janvier 2002, le fonds est récupéré par la Section de la gestion des documents et des archives au Service du greffe à la suite de la fusion des Villes d'Aylmer, Buckingham, Gatineau, Hull, Masson-Angers et de la Communauté urbaine de l'Outaouais.
Numéro d'identification du fonds ou de la collection assigné par l'établissement : A003
URL fonds : Lien
Nom du centre d'archives : Ville de Gatineau

Syndicat des employés municipaux de Deschênes
Fonds du Village de Deschênes
Dates : 1973
Genre de documents : . 0,3 cm de documents textuels
Portée et contenu : Dossier portant sur une requête en accréditation visant les employés du Village de Deschênes. Le dossier est constitué d'une liste, d'avis publics, de correspondance, d'une note de service, d'une entente et d'une requête.
Cote assignée par le centre d'archives : A003-01a/0168
Histoire administrative / notice biographique : Le 5 janvier 1920, la Corporation of the South part of Hull accepte par résolution qu'une partie de son territoire soit détachée à la suite d'une pétition de plusieurs résidents demandant de créer une municipalité distincte. La municipalité du Village de Deschênes s'incorpore donc le 8 juillet 1920. Le nom choisi vient du fait que pendant des siècles, les Algonquins de la région nommaient l'endroit « Miciming » qui veut dire « où pousse le chêne ». Le territoire de Deschênes est constitué des lots 15 et 16, rang 1 du canton de Hull. Il est limité au sud par la rivière des Outaouais, au nord, à l'est et à l'ouest par la Ville de Lucerne. Le Village de Deschênes est fusionné aux Villes d'Aylmer et de Lucerne le 1er janvier 1975, et ce, en vertu de la Loi 98.
Historique de la conservation : Le fonds est transféré à la nouvelle Ville d'Aylmer lors de la fusion municipale du 1er janvier 1975. Il est alors conservé par la Division des archives, au Bureau du greffier. Le 1er janvier 2002, le fonds est récupéré par la Section de la gestion des documents et des archives au Service du greffe à la suite de la fusion des Villes d'Aylmer, Buckingham, Gatineau, Hull, Masson-Angers et de la Communauté urbaine de l'Outaouais.
Numéro d'identification du fonds ou de la collection assigné par l'établissement : A003
URL fonds : Lien
Nom du centre d'archives : Ville de Gatineau

Fonds du Comité de relations de travail
Dates : 1987-2001
Genre de documents : 0,21 cm de documents textuels.
Portée et contenu : Le fonds témoigne des travaux des cinq Comités de relations de travail de la Ville de Gatineau, à savoir : ceux de la police, des pompiers, des cols blancs, des cols bleus et des employés de bibliothèque. Le fonds est donc divisé en cinq séries. Le fonds est constitué principalement de procès-verbaux et de documents afférents aux réunions des comités.
Cote assignée par le centre d'archives : G076
Historique de la conservation : Le Comité de relations de travail de la Ville de Gatineau est un comité paritaire (syndicat-Ville) qui a comme mandat de régler certains litiges reliés à l'application des conventions collectives de travail. Il existe donc cinq comités de relations de travail, soit : ceux de la police, des pompiers, des cols blancs, des cols bleus et des employés de bibliothèque.
Numéro d'identification du fonds ou de la collection assigné par l'établissement : G076
URL fonds : Lien
Nom du centre d'archives : Ville de Gatineau

Fonds du Syndicat des cols blancs de Gatineau
Dates : 1974-1989
Genre de documents : 1,86 m de documents textuels.
Portée et contenu : Le fonds fournit des renseignements sur les activités du syndicat pour les années 1970 à 1990. Il est constitué principalement des dossiers constitutifs, des dossiers financiers, de la correspondance, des résolutions et de dossiers de griefs. On retrouve également diverses listes (comités, relevés de cotisations), des dossiers sur les directions municipales, des dossiers sur les nouveaux membres, des descriptions de tâches, des avis d'affichage et des dossiers de divers comités.
Cote assignée par le centre d'archives : P015
Histoire administrative / notice biographique : En 1967, les employés de bureau de l'ex-ville de Gatineau se syndiquent. Le syndicat porte le nom de Syndicat national des employés de bureau de Gatineau et ce, jusqu'à la fusion des sept villes en 1975. Le Syndicat national des employés de bureau de Gatineau est affilié entre 1967 et 1975 au Conseil central des syndicats nationaux de l'Outaouais, à la Confédération des syndicats nationaux (C.S.N.) et à la Fédération des employés des services publics inc. (C.S.N.). Suite à la fusion, en juillet 1975, le Syndicat des cols blancs de Gatineau représente tous les employés de bureau. En janvier 1985, il devient un syndicat indépendant représenté par un conseiller juridique. À l'automne 1993, le Syndicat des cols blancs de la ville de Gatineau s'incorpore et est, encore aujourd'hui, indépendant. Le syndicat est administré par un comité exécutif composé de cinq membres. La juridiction du syndicat s'étend à tous les cols blancs à l'emploi de la ville de Gatineau, conformément à l'accréditation et aux décisions émises par le ministère du Travail. Le syndicat a pour but l'étude, la protection et le développement des intérêts professionnels, économiques, sociaux et moraux de ses membres par tous les moyens conformes à la justice et à l'honneur.
Historique de la conservation : Don du Syndicat des cols blancs de la ville de Gatineau en un seul versement, le 17 novembre 1992, suite à une convention de donation dûment signée entre Vincent Beaumont, président du syndicat, et la ville de Gatineau.D'autres versements sont attendus.
Numéro d'identification du fonds ou de la collection assigné par l'établissement : P015
URL fonds : Lien
Nom du centre d'archives : Ville de Gatineau

Fonds de l'Association des employés-cadres de la Ville de Gatineau
Dates : 1980-2002
Genre de documents : . 1.53 m de documents textuels.
Portée et contenu : Le fonds nous renseigne sur la gestion financière, les décisions du conseil d'administration, les activités et les projets de l'Association des employés-cadres de la Ville de Gatineau. Le fonds est constitué de correspondance, de procès-verbaux, de listes de membres, de résolutions et des lettres patentes de l'Association.
Cote assignée par le centre d'archives : P026
Histoire administrative / notice biographique : L'assemblée de fondation de l'Association des employés-cadres de la Ville de Gatineau est tenue le 28 octobre 1980. Le ministre des Institutions financières et Coopératives autorise, le 25 mars 1981, la constitution d'un **syndi**cat professionnel connu sous le nom de l'Association des employés-cadres de la Ville de Gatineau (Gazette officielle du 6 juin 1981, p. 7406). L'Association représente ses membres auprès des instances municipales, organise des activités sociales et des conférences. Elle a également comme objectif une meilleure formation professionnelle des employés-cadres de la Ville de Gatineau.
Historique de la conservation : Les documents ont été remis à la Division des archives de la Ville de Gatineau en avril 2000 par Josée Saint-Pierre, secrétaire de l'Association. Le fonds a été acquis officiellement par la Ville de Gatineau par convention de donation dûment signée le 24 janvier 2001 par Maurice Lemire, président de l'Association. Le 5 septembre 2001 un deuxième versement est acheminé aux Archives par la secrétaire de l'Association. Le 23 octobre 2002, un troisième versement est acheminé aux Archives par la secrétaire de l'association. D'autres versements sont attendus.
Numéro d'identification du fonds ou de la collection assigné par l'établissement : P026
URL fonds : Lien
Nom du centre d'archives : Ville de Gatineau

Fonds de l'Association des employées et employés de bureau de la Ville d'Aylmer inc.
Dates : 1968-2001, surtout 1990-2000
Genre de documents : . 0,66 m de documents textuels, des disquettes, des papillons adhésifs amovibles, deux macarons, un crayon et un t-shirt.
Portée et contenu : Le fonds fournit des renseignements sur les activités de l'Association pour les années 1968 à 2001. Il est constitué principalement de correspondance, de procès-verbaux, de conventions collectives, d'un règlement, d'un mémoire en cour d'appel et d'objets de propagande utilisés lors de négociations.
Cote assignée par le centre d'archives : P034
Histoire administrative / notice biographique : Le 28 novembre 1968, les employés de bureau de la Ville d'Aylmer obtiennent leur attestation officielle, sous le nom du **Syndicat national des employés municipaux de la Ville d'Aylmer (CSN). Le 7 novembre 1973, le syndicat modifie son nom pour l'Association des employés de bureau de la Ville d'Aylmer (CSN)** à la suite d'une attestation officielle du ministère du Travail et de la Main-d'œuvre du Québec. Lors de la fusion des villes d'Aylmer, de Deschênes et de Lucerne le 1er janvier 1975, une décision est rendue par le même ministère, le 28 mai 1975, pour agréer les employés de bureau de Lucerne et de Deschênes. L'Association est affiliée avec le Syndicat national des employés municipaux de la région de l'Outaouais, conformément à une décision du ministère du Travail et de la Main-d'œuvre du Québec, le 25 janvier 1977. Le 22 mai 1984, l'attestation officielle est modifiée par le Commissaire du travail pour l'Association des employées et employés de bureau de la Ville d'Aylmer (CSN). Le 12 juin 1987, il devient un syndicat indépendant représenté par un conseiller juridique et s'incorpore en 1994. Le 1er janvier 2002, le syndicat se joint au Syndicat des cols blancs de Gatineau, syndicat indépendant de la nouvelle Ville de Gatineau, pour ne devenir qu'un. L'Association est administrée par un comité exécutif composé de six membres : un président, un vice-président, un secrétaire, un trésorier, un agent de griefs et un agent de négociations. L'Association est une association de salariées accréditée au sens du Code du travail du Québec et a juridiction exclusive sur tous les employés et employées de bureau de la Ville d'Aylmer. L'Association a pour but l'étude, la sauvegarde et le développement des intérêts économiques, sociaux et éducatifs de ses membres, plus particulièrement la négociation et l'application de conventions collectives. L'Association a aussi pour but le maintien, la promotion et l'établissement de relations ordonnées entre l'employeur et les membres de l'Association. Tous les revenus de l'Association sont employés à favoriser l'accomplissement de ses buts.
Historique de la conservation : Les documents de ce fonds ont été conservés par les différents membres du conseil de direction et furent remis pour consultation en 2002 au Syndicat des cols blancs de Gatineau inc. par l'ex-secrétaire de l'Association. Ils furent déposés à la Section de la gestion des documents et des archives en trois versements, soit le 14 février 2005, le 10 juin 2005 et le 13 juillet 2005.
Numéro d'identification du fonds ou de la collection assigné par l'établissement : P034
URL fonds : Lien
Nom du centre d'archives : Ville de Gatineau

Fonds Roland-Campeau
Dates : 1964-1987
Genre de documents : 1 photographie. – 16 coupures de presse
Portée et contenu : Le fonds porte sur la vie professionnelle et personnelle de Roland Campeau, notamment en ce qui concerne sa carrière aux services de police et d'incendie. Le fonds est constitué de documents en format numérique (coupures de presse et photographie).
Cote assignée par le centre d'archives : P128
Histoire administrative / notice biographique Roland Campeau est né le 29 août 1941 à Hull (aujourd'hui un secteur de la ville de Gatineau) (Québec). Il y fit ses études primaires aux écoles Lauzon et Reboul de Hull, puis des cours commerciaux au Collège Lafortune d'Ottawa (Ontario). Le 20 juillet 1963, il épouse Rachel Hupé et ils ont quatre enfants (Daniel, Louis, Chantal et Mélanie). Il commence sa carrière comme commis de bureau responsable des messagers en 1958 pour l'Imprimerie Leclerc de Hull. En 1961, il sera embauché comme policier pour la Ville de Pointe-Gatineau et il sera promu au grade de sergent en 1962, poste qu'il occupera jusqu'en 1965. Durant la même période, il sera agent pour la compagnie d'assurances Industrielle Assurance-vie de Hull (1965-1966). Par la suite, de 1965 à 1969, il sera vérificateur des commandes pour la Laiterie Sealtest de Hull. En 1969, il réalise son rêve d'enfance en intégrant l'équipe des pompiers de Pointe-Gatineau, poste qu'il occupera jusqu'à sa retraite en 1999, après 30 ans de services. Il **fut membre fondateur du syndicat des policiers de Pointe-Gatineau (1963) et président fondateur du syndicat des pompiers de Pointe-Gatineau (1970).** En 1990 et en 2000, il recevra la médaille des pompiers pour services distingués des gouverneures générales du Canada, mesdames Jeanne Sauvé (1990) et Adrienne Clarkson (2000), pour ses 20 et 30 années de conduite exemplaire au Service de la Sécurité publique du Canada. Parallèlement à ses activités professionnelles, Roland Campeau fera partie d'un trio vocal Les Spoutniks de 1957 à 1962 avec ses compagnons Réjean Labonté et Jean Simard. Il fera également partie de la chorale Les Gailurons pendant plusieurs années. Engagé dans différents groupes sociaux et religieux, il est membre fondateur du Club optimiste de Pointe-Gatineau (1966), marguillier pour l'église Sainte-Rose-de-Lima, puis membre de la pastorale à l'église Sainte-Maria-Goretti dans les années 1980 et finalement membre des Chevaliers de Colomb de l'église Saint-René-Goupil depuis 1989.
Numéro d'identification du fonds ou de la collection assigné par l'établissement :
URL fonds : Lienmary
Nom du centre d'archives : Ville de Gatineau

NOTES

Certaines archives sur le syndicalisme se trouvent aussi à travers les fonds d'archives du Service des ressources humaines, du Comité de relations de travail, et du Comité santé-sécurité du travail

Aussi, il des conventions collectives, des archives de négotiations, et autres documents syndicaux peuvent être consultés dans les fonds des municipalités (Fonds de la ville d'Aylmer, du village de Deschênes, de la ville de Pointe-Gatineau, de Masson-Angers, de Tourraine, etc.

Enfin, le fonds du Service de greffe (G011) comprend plusieurs documents à teneur syndicale comme des conventions collectives et des contrats de travail.

VILLE DE MONTREAL - ARCHIVES
http://archivesdemontreal.ica-atom.org/

Fonds Comité paritaire des fonctionnaires municipaux
Dates : 1944-1949
Genre de documents : 16 ,5 cm de documents textuels.
Portée et contenu : Le fonds témoigne des délibérations et des décisions du Comité paritaire des fonctionnaires municipaux. Le fonds contient des recueils de procès-verbaux. Les documents sont en français.
Cote assignée par le centre d'archives : CA M001
Histoire administrative / notice biographique : Le Comité paritaire des fonctionnaires municipaux est créé le 6 juillet 1944 au moment de la signature de la convention collective intervenue entre la Ville de Montréal et le Syndicat catholique national des fonctionnaires municipaux de Montréal, tel que prévu à l'article XXII de la même convention collective. Le Comité tient sa première réunion le 18 octobre 1944. Le mandat du Comité est de voir à l'observance des dispositions de la convention collective, d'interpréter les clauses litigieuses, de recevoir les recommandations du comité des griefs et d'étudier l'échelle de traitement pour toute nouvelle fonction. Le Comité est composé de 6 membres dont la moitié est choisie par le Comité exécutif et l'autre moitié par le Syndicat.
Historique de la conservation : Les conditions de transfert de ce fonds à la Division de la gestion de documents et des archives sont inconnues.
Numéro d'identification du fonds ou de la collection assigné par l'établissement : CA M001 P092
URL fonds : Lien
Nom du centre d'archives : Ville de Montréal. Section des archives

Fonds Communauté urbaine de Montréal – Gestion des ressources humaines

Sous-série : Relations de travail

Dates : 1965-1994

Genre de documents : 60 cm de documents textuels

Portée et contenu :
Cette sous-série porte sur l'encadrement des relations de travail avec les différents groupes d'employés de la Communauté. Elle est constituée des sous-sous-séries suivantes: **Accréditation syndicale** (SD,SS2,SSS1), **Convention collective** - dossiers de négociation (SD,SS2,SSS2), Convention collective - documents officiels (SD,SS2,SSS3), Griefs réglés par sentence arbitrale (SD,SS2,SSS4).
Elle contient surtout des lettres, des rapports, des ententes et des demandes d'autorisation.

Titre basé sur le contenu de la sous-série.

Cote assignée par le centre d'archives : CA M001 CUM001-D-2

Histoire administrative / notice biographique :
La Communauté urbaine de Montréal est créée par une loi sanctionnée le 23 décembre 1969 et mise en vigueur le 1er janvier 1970 (Lois du Québec, 1969, c. 84 ou L.R.Q., c. C-37.2). Elle succède à la Corporation de Montréal Métropolitain et son Conseil tient sa première assemblée le 9 février 1970. La Communauté urbaine de Montréal est abolie le 1er janvier 2002 en vertu de la Loi portant réforme de l'organisation territoriale municipale des régions métropolitaines de Montréal, de Québec et de l'Outaouais (L.Q., 2000, c. 56, annexe 1) sanctionnée le 20 décembre 2000. Elle est intégrée à la nouvelle Ville de Montréal formée par cette même loi et tient sa dernière assemblée le 12 décembre 2001.
Le territoire de la Communauté urbaine de Montréal comprend toutes les municipalités sur l'Île le Montréal, incluant l'Île de Dorval et l'Île Bizard. Le mandat de la Communauté est de dispenser des services d'ordre intermunicipal, dans les domaines de l'environnement et l'aménagement (évaluation des immeubles, schémas d'aménagement, parcs régionaux, qualité de l'air, aliments, eaux usées), du transport en commun, de la sécurité publique et de la promotion économique.

Historique de la conservation : Les documents ont été acquis lors des activités quotidiennes de la Communauté urbaine de Montréal, de 1970 à 2001.

Numéro d'identification du fonds ou de la collection assigné par l'établissement : CA M001 CUM001-D-2

URL fonds : Lien

Nom du centre d'archives : Ville de Montréal. Section des archives

UAW Canadian Regional Office (Region 7)

Dates : 1937-1970 (Predominantly 1955-1970)

Genre de documents : Papers, 100.5 Linear Feet

Portée et contenu :
Canadian Regional Directors George Burt and Dennis McDermott are prominent in the papers of this collection. Burt was Canadian Director from 1939 until 1968, when Dennis McDermott took that office. Further information about the Canadian Region can be found in the Toronto Sub-Regional Office Collection, in the George Burt Collection, and in the papers of various union locals which are deposited in this Archives.
Series I, General File, 1937-1970, Boxes 1-48:
Series II, Officers Files, 1939-1970, Boxes 49-67.
Series III, Councils, 1949-1970, Boxes 68-78.
Series IV, Union Locals, 1942-1970, Boxes 79-106.
Series V, Companies, 1937-1970, Boxes 107-185.
Series VI, Industries, Information and Clipping Files, 1955-1970,
Boxes 186-189:
Series VII, Labour Organizations, 1937-1970, Boxes 190-201.

Cote assignée par le centre d'archives : 372

Histoire administrative / notice biographique :
The historic UAW-Canada records and papers were received from the Canadian Regional Office of the UAW during the years 1969-1972. Various library materials were donated in 1980 and 1981; these are now part of the Archives library.
The UAW in Canada had its beginning during the same 1936 convention that was the start of the international union. The Kelsey Wheel Unit of Local 195 (Windsor) and the McKinnon Unit of Local 199 (St. Catharines) received their charters within three days of each other in late 1936. After the Ford of Canada plant was organized in 1941, General Motors and Chrysler recognized the union and many other companies followed suit.
Without the protection of the Wagner Act available to U.S. workers, Canadian unionists faced difficult problems organizing in the 1940s, which perhaps contributed to their reputation of being particularly militant. The union grew to be the largest national or internatio
nal union in Canada.
The principle of union security was attained in 1945 after a strike by UAW Local 200, Windsor, at the Ford Motor Company of Canada. After this strike a Canadian judicial decision provided that all Canadian workers in the union's jurisdiction were subject to dues check-off. This was the well-known Canadian "Rand Formula".
The Canadian Regional Director is elected by Canadian delegates, and the Canadian UAW Council meets to recommend policy on Canadian matters, providing some autonomy for Canadian workers of the international union. Canadian Economic Conferences are held to examine particular problems for Canada. All of this is reflected in this regional collection. The UAW has been known as "Canada's Trail-Blazing Union" because it was a pioneer in securing pensions (1950), a guaranteed annual wage (1955-56), pre-paid medical prescriptions (1964-1965) and wage parity (1967-1968).

The Canadian Regional office was established in Windsor, with sub-regional offices in Brantford, Chatham, Fort William, London, Oakville, Oshawa, Ottawa, St. Catharines, and Woodstock, all in Ontario, where there are the largest numbers in the union, as well as in Montreal and Winnipeg. In 1968 the main Canadian Regional office was moved to Toronto.
Point d'accès / provenance :
Numéro d'identification du fonds ou de la collection assigné par l'établissement : 372
URL du fonds : Lien et Lien
Nom du centre d'archives : Wayne State University- Walter P Reuther Library

American Federation of Teachers (AFT)

Dates : 1914-1980

Genre de documents : 95 linear feet (190 MB) + 90 linear feet (190 MB)

Portée et contenu :
Contains Series I, III, IV, VI.

- Series I Presidents department, 1920-1964
- Series III Executive Council, 1916-1980
- Series IV Defunct Locals, 1916-1958
- Series VI Old correspondence with locals, 1914-1940s

Papers consist of correspondence, ballots, proceedings from meetings, clippings, local finances, per capita reports, charter applications. Subjects include integration, federal works programs, loyalty oaths, academic freedom, federal aid to education, communist issues.
Contains Series VIII-XIII.

- Series VIII State publications, 1950s-1963
- Series IX, miscellaneous materials 1935-1964
- Series X communications to locals, 1934-1963
- Series XI memos and mimeographed materials, 1921-1964
- Series XII Locals, 1914-1960s
- Series XIII AFT conventions, 1916-1967

Cote assignée par le centre d'archives : LR000348_1 et 2

Histoire administrative / notice biographique :
The American Federation of Teachers was founded in 1916 to represent the economic, social and professional interests of classroom teachers. Five divisions within the organization represent the broad spectrum of AFT's membership: teachers; paraprofessionals and school-related personnel; local, state and federal employees; higher education faculty and staff; and nurses and other healthcare professionals. In addition, the union includes more than 170,000 retiree members. Many well-known Americans have been AFT members, including John Dewey, Albert Einstein, Hubert Humphrey, Pulitzer Prize-winning author Frank McCourt, Nobel Peace Prize winner Elie Wiesel, former Senate Majority Leader and Ambassador to Japan Mike Mansfield, and former United Nations Under Secretary and Nobel Peace Prize winner Ralph Bunche.

Numéro d'identification du fonds assigné par l'établissement : LR000348_1 et 2

URL du fonds : Lien

Nom du centre d'archives : Wayne State University- Walter P Reuther Library

Brotherhood of Maintenance of Way Employes Records
Dates : 1899-2004, bulk 1960-1990
Genre de documents : 360 linear feet (353 SB, 2 MB, 5 OS)
Portée et contenu : Part 1 of the Brotherhood of Maintenance of Way Employees Collection consists primarily of outgoing presidential correspondence for the years 1899-1900 and 1912-1914, preserved in letterpress copybooks, Grand Executive Committee meeting minutes and proceedings for the years 1918-1920, and BMWE Ladies' Auxiliary convention proceedings as well as minutes and correspondence of the Denver and Twin Cities (Minneapolis/St. Paul) Auxiliaries. Part 2 of the records are a comprehensive documentation of the organization's activities related to the growth and decline of railroad systems on an international, national and divisional scale. Organizational documentation includes governing documents, correspondence to and from Presidents and union members, and agreements from 1906-2004, which give insight into a union that at one time had more than 350,000 members. Records specifically document the organization's founding and history, its administration, and the evolving activities of its members.
Cote assignée par le centre d'archives : LR001535
Histoire administrative / notice biographique : The Brotherhood of Maintenance of Way Employees (BMWE) was founded at Demopolis, Alabama, in July, 1887 under the name of the Order of Railroad Trackmen, and eventually came to include all workers who build and maintain the tracks, bridges, buildings and other structures of the railroads. Its Grand Lodge headquarters was permanently established in Detroit, Michigan in 1913, and is comprised of System Divisions or Federations, each of which has under its jurisdiction one or more railroad systems and the Subordinate Lodges located on those systems. In 2004, the BMWE merged with the International Brotherhood of Teamsters, to become the Brotherhood of Maintenance of Way Employes Division of the International Brotherhood of Teamsters.
Numéro d'identification du fonds ou de la collection assigné par l'établissement : LR001535
URL du fonds : Lien et Lien
Nom du centre d'archives : Wayne State University- Walter P Reuther Library

WISCONSIN HISTORICAL SOCIETY - ARCHIVES DIVISION
http://www.wisconsinhistory.org/libraryarchives/contact.asp

Distillery, Wine and Allied Workers' International Union Records
Dates : 1941-1996
Genre de documents : 8.0 c.f.
Portée et contenu : Records, 1941-1996, of the Distillery, Wine and Allied Workers' International Union, a labor union principally representing affiliates in the alcoholic beverage industry. The materials document the organizational and administrative activities of the union and some of its chapters through by-laws, board meeting minutes, convention proceedings, charters, bargaining agreements, and reports. This collection was received in multiple parts from the donor(s) and is organized into 2 major parts. These materials have not been physically interfiled and researchers might need to consult more than one part to locate similar materials. • Part 1 (M2001-027): Original Collection, 1941-1995 • Part 2 (M2001-184): Additions, 1941-1996
Cote assignée par le centre d'archives : M2001-027; M2001-184
Point d'accès / provenance : Distillery, Wine and Allied Workers' International Union
Numéro d'identification du fonds ou de la collection assigné par l'établissement : M2001-027; M2001-184
URL du fonds : Lien
Nom du centre d'archives : Wisconsin Historical Society, Library-Archives Division

AUTRES INSTITUTIONS (ARCHIVES INDIRECTES)

CENTRE D'ARCHIVES DE LAVAL

http://pistard.banq.qc.ca/rdaq/f?p=200:7:6302403460624::NO::P7_NUMEROMEMBRE,G_PAGE_PREC:132,4

Le fonds Jacquelin Bouchard, détenu par ce centre d'archives, contient des documents de l'Union catholique des cultivateurs (listes des membres du syndicat, lettres circulaires).

ÈCOMUSEE DU FIER MONDE

http://ecomusee.qc.ca/

Si ce musée ne détient pas de fonds d'archives syndicales, il possède toutefois un certain nombre de photographies illustrant des activités du syndicat des ouvriers du tabac, section de la Macdonald Tobacco, et des fonds d'archives du travail, tels celui de la Hydraulic Machinery.

MONASTERE DES URSULINES DE QUEBEC

http://www.museedesursulines.com/fr/les_archives/

La convention collective de travail intervenue en 1965 entre le Collège et le syndicat professionnel des enseignants (CSN) se trouve dans le fonds Éducation de ce musée.
(Cote : 1/K,1,4,1,9,0)

MOULIN À LAINE D'ULVERTON

http://www.moulin.ca/accueil/#

Sans détenir de fonds d'archives syndicales, ce musée garde des conventions collectives relatives au monde du textile : la convention collective de travail entre Textiles Montery Inc. et le syndicat des employés (es) de Montery Cols bleus (CSN) de même que l'entente entre Celanese Canada Inc. et le syndicat des employés de Celanese (CSN). Aussi, la collection du Moulin documente l'industrie textile.

MUSEE DES BEAUX-ARTS DU CANADA- BIBLIOTHEQUE ET ARCHIVES

http://www.beaux-arts.ca/fr/bibliotheque/index.php

Le musée collectionne quelques peintures et photographies représentant des syndicats, comme le syndicat de l'art des enfants, la Seafarers' Union, les dirigeants du syndicat des Teamsters et le Syndicat de la Construction de Montréal. Renseigne aussi indirectement sur les syndicats la collection d'œuvres de l'artiste John Scott, qui milite dans un syndicat et qui est sensibilisé aux droits des travailleurs.

MUSEE DU BAS-SAINT-LAURENT

http://www.mbsl.qc.ca/cybera.php

Quelques photographies détenues par ce musée illustrent les activités ou les membres de divers syndicats : le Syndicat catholique de la Construction (Rivière-du-Loup), le syndicat des postiers, et le syndicat des employés des Chemins de Fer Nationaux (ou cheminots).

MUSÉE MCCORD
http://www.mccord-museum.qc.ca/fr/clefs/collections/

Si le Musée McCord ne tient pas de fonds d'archives de syndicats comme tels, certains des documents conservés concernent indirectement ce sujet. Ainsi, quelques photographies, caricatures, cartes postales ou autres documents iconographiques peuvent s'y rattacher. Une recherche sur place dans leur base de données permettra de compléter le portrait.

MUSEE PIERRE-BOUCHER
http://www.museepierreboucher.com/Expositions

Ce musée garde notamment une épinglette du Syndicat Canadien des Travailleurs du Papier.

MUSEE REGIONAL DE KAMOURASKA
http://www.museekamouraska.com/

Dans les ressources de ce musée, on trouve une photographie de Georges Roy dit Desjardins au Syndicat des Cultivateurs, Saint-André de Kamouraska.

MUSEE REGIONAL DE LA COTE-NORD
http://www.mrcn.qc.ca/index.php?lng=2

Plus que la thématique syndicale, les photographies du fonds d'archives I.O.C. (Compagnie minière Iron Ore (aujourd'hui la Compagnie minière I.O.C.)), les objets donnés par M. Victor Bérubé (Sept-Îles, avril 2010) et ceux déposés par le Musée Shaputuan (Sept-Îles, mars 2010) concernent le monde du travail. Ils traitent principalement du travail dans les mines et dans les forêts de la région.

MUSEE REGIONAL DE RIMOUSKI
http://museerimouski.qc.ca/

Quelques photographies de membres du Syndicat catholique des Garages, du Conseil central du syndicat, du Syndicat du Groupe Rimouski Transport, du Syndicat international des travailleurs, du Syndicat de Québec-Téléphone, du syndicat catholique et d'autres syndicalistes se trouvent dans la collection de ce musée. La carte d'affaires de Morris Watt, Syndicat international des travailleurs de l'électricité, de radio et de machinerie (Québec) est aussi digne de mention.

SOCIETE D'HISTOIRE DE COWANSVILLE
http://www.societehistoirecowansville.com

Cette société d'histoire conserve la Collection Revue *«Entre-Nous»* - de la compagnie Bruck Mills. «L'usine de textiles, Bruck Mills, a publié de juin 1944 à 1954 une revue nommée «Entre-Nous» à l'intention de tous ses employés et leurs familles. Aujourd'hui cette publication se révèle être une source inimaginable d'informations (et de photos) sur les activités de cette compagnie au cours de cette période, ainsi que sur ses employés et leurs familles. Il s'agit d'un instrument de recherche important pour toute personne intéressée à l'histoire industrielle de Cowansville entre les années 1944 et 1954. Une collection complète des numéros publiés par la Bruck est disponible pour consultation au bureau de la Société d'Histoire de Cowansville».

SECTION II – CENTRALES, FÉDÉRATIONS ET SYNDICATS

CONFEDERATION DES SYNDICATS NATIONAUX (CSN)

Le Centre de documentation de la Centrale des syndicats nationaux conserve énormément de fonds d'archives. L'inventaire et le traitement de ces archives, en constante évolution, sont encore en cours. Voici une liste non exhaustive des fonds d'archives que possède la CSN.

Instances et administration

FDP	Administration du FDP
AUM	Aumônier
BUR	Bureau confédéral
BRG	Bureaux régionaux
MOR	Caisse mortuaire
CIN	Collectif international
EXE	Comité exécutif
CON	Congrès confédéral
CNF	Conseil confédéral
DRM	Direction générale de Montréal
DGS	Direction générale des services
FTQ	Intercentrales
PVP	Première vice-présidence
PRE	Présidence
SEC	Secrétariat général
TRE	Trésorerie

Services confédéraux

SAM	Service confédéral d'appui aux mobilisations à la vie régionale
POL	Service d'action politique
FOR	Service de formation
COM	Service de la comptabilité
FEM	Service de la condition féminine
CSM	Service de la consommation
SCC	Service de la coopération et de la consommation
DOC	Service de la documentation
GRV	Service de la mobilisation
SYN	Service de la syndicalisation
VER	Service de la vérification
INF	Service de l'information
REC	Service de recherche
REL	Service des relations internationales
RES	Service des ressources humaines
BUD	Service du budget familial
GEN	Service du génie industriel
IFM	Service informatique
JUR	Service juridique

Comités confédéraux

CAP Comité central d'action politique
SAN Comité confédéral de santé-sécurité
CCS Comité confédéral des services
IMM Comité confédéral sur l'immigration
CSP Comité de coordination des secteurs public et parapublic (CCSPP)
CCG Comité de coordination générale des négociations
FEM Comité de la condition féminine
COT Comité de la cotisation
ASS Comité de l'assiette fiscale
CEJ Comité des enjeux idéologiques
CTA Comité d'évaluation des tâches
ORI Comité d'orientation
CPL Comité d'orientation politique
CUS Comité d'unité syndicale
CIC Comité interconseil centraux
CIS Comité interfédéral du secteur privé (CISP)
CIF Comité interfédérations
JEU Comité national des jeunes
CHM Comité permanent du chômage
CNG Comité sur la négociation sectorielle
CCC Comité sur les juridictions

Conseils centraux

CDR Conseil central de Drummondville
CGR Conseil central de Granby
- La Société d'histoire de la Haute-Yamaska possède aussi un fonds concernant ce Conseil central. Voir la fiche dans le présent inventaire.

CCJ Conseil central de Lanaudière (Joliette)
- Archives-Lanaudière possède aussi un fonds concernant ce Conseil central. Voir la fiche dans le présent inventaire.

CCT Conseil central de la Côte-Nord
CGA Conseil central de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine
CMT Conseil central de la Montérégie
CLH Conseil central de Lachine
COU Conseil central de l'Outaouais
- Le Centre d'archives de l'Outaouais – BAnQ Gatineau possède aussi un fonds concernant ce Conseil central. Voir la fiche dans le présent inventaire.

CCM Conseil central de Montréal
CCQ Conseil central de Québec / Conseil central national des métiers du district de Québec
- Le Centre d'archives de Québec– BAnQ Québec possède aussi un fonds concernant ce Conseil central. Voir la fiche dans le présent inventaire

CSY Conseil central de Richelieu-Yamaska
CSW Conseil central de Shawinigan
CSH Conseil central de Sherbrooke
CSL Conseil central de Sorel

– La société historique Saint-Pierre-de-Saurel possède aussi un fonds concernant ce Conseil Central. Voir la fiche dans le présent inventaire.

CTH Conseil central de Thetford-Mines

– Le Centre d'archives de la région de Thetford possède aussi un fonds concernant ce Conseil Central. Voir la fiche dans le présent inventaire.

CTR Conseil central de Trois-Rivières

– Le Centre de documentation et d'archives de l'UQTR possède aussi un fonds concernant ce Conseil Central. Voir la fiche dans le présent inventaire

CBF Conseil central des Bois-Francs

CLA Conseil central des Laurentides

CBS – Conseil central du Bas St-Laurent
Le Centre de documentation et d'archives de l'UQAR possède aussi un fonds concernant ce Conseil Central. Voir la fiche dans le présent inventaire

CQC Conseil central du Cœur du Québec

CHA Conseil central du Haut-Richelieu

CNQ Conseil central du Nord-ouest québécois

CSA Conseil central du Saguenay-Lac-St-Jean

CVA Conseil central du Sud-ouest québécois

CRC Conseil régional de Charlevoix

Fédérations

CST CSN-Construction

FME Fédération de la métallurgie (FM)

FSS Fédération de la santé et des services sociaux (FSSS)

FIM Fédération de l'industrie manufacturière (FIM)

ETU Fédération des cercles d'étude

FSP Fédération des employées et employés de services publics (FEESP)

FIP Fédération des métiers de l'imprimerie du Canada

FPP Fédération des professionnèles (FP)

FBV Fédération des travailleurs du bois ouvré du Canada

FTP Fédération des travailleurs du papier et de la forêt (FTPF)

– Des documents sur cette Fédération se retrouvent aussi dans le fonds P623 au Centre d'archives de Québec – BAnQ Québec. Voir la fiche dans le présent inventaire.

FCM Fédération du commerce

TEX Fédération du textile

FNC Fédération nationale des communications (FNC)

FNM Fédération nationale des employés de l'industrie minière

FNE Fédération nationale des enseignantes et enseignants du Québec (FNEEQ)

FMB Fédération nationale du meuble inc.

FOM Fédération ouvrière mutuelle du Nord

Syndicats

AIM Alliance des infirmières de Montréal

AOH Association des ouvriers de Hull

ACH Association ouvrière catholique de Hull

SCQ	Syndicat de la construction de Québec
SMU	Syndicat de la musique du Québec
SAC	Syndicat des Agents Correctionnels du Canada (UCCO-SACC)
PAX	Syndicat des agents de la paix
SDF	Syndicat des employés de Direct Film
GAR	Syndicat des employés de garage de Rimouski
STP	Syndicat des employés du Transport provincial
SCH	Syndicat des enseignants de Champlain
SFP	Syndicat des fonctionnaires provinciaux du Québec
SJM	Syndicat des journalistes de Montréal
SPG	Syndicat des professionnels du Gouvernement du Québec
STT	Syndicat des travailleuses et travailleurs de la CSN
TAX	Syndicat national des chauffeurs de taxi
CIL	Syndicat national des employés de CIL (Brownsburg)
SAA	Syndicat national des employés de l'aluminium d'Arvida
BOB	Syndicat national des employés de l'Usine Bobois (Marsaoui)
SDU	Syndicat national des employés du commerce de détail de Montréal
SDU	Syndicat national des employés du commerce de détail de Montréal (section Dupuis magasin)
SFM	Syndicat national des fonctionnaires municipaux de Montréal
TRT	Syndicat national du tricot de St-Hyacinthe
SAS	Syndicat national et catholique des employés de l'aluminium de Shawinigan
UCJ	Union canadienne des journalistes de langue française
IMP	Union catholique des imprimeurs et relieurs de Québec
UCM	Union nationale catholique des charpentiers-menuisiers de Québec
UCM	Union nationale catholique des menuisiers de Québec
UCP	Union nationale catholique des peintres de Québec

Fonds privés

AST	Alliance syndicats et tiers-monde
BAT	Bâtirente
CSS	Club social des syndicalistes de la région de Québec
NOE	Collection Noël-Lacas
ALF	Fonds Alfred-Charpentier
AND	Fonds André-Laurin
CPV	Fonds Charles-Prévost
GPC	Fonds Gérard-Picard
ROY	Fonds Louis-Roy
MAR	Fonds Marcel-Pepin
FMI	Fonds Michel-Chartrand
NOR	Fonds Norman-Thibault
PAC	Fonds Paul-Cliche
PVA	Fonds Pierre-Vadeboncoeur
IRA	Institut de recherche appliquée sur le travail (IRAT)
LEU	Leucan-CSN
RET	Organisation des retraité-es de la CSN (ORCSN)

SPQ	Solidarité Populaire Québec
Collections	
COL	Colloques
CCV	Conventions collectives

Contact : Pour plus de détails sur le contenu de ces fonds ou des autres fonds conservés au Centre de documentation et d'archives de la CSN, vous pouvez contacter le centre pour déposer une demande de consultation officielle. L'acceptation de cette requête est conditionnelle à la consultation des archives.

CENTRALE DES SYNDICATS DU QUEBEC (CSQ)

La Centrale des syndicats du Québec possède un centre de documentation où sont conservés les fonds des différentes fédérations membres de la centrale de même quelques autres fonds. Tous les fonds conservés à la CSQ sont des fonds d'archives ouverts.

Le Centre de documentation de la CSQ détient les fonds suivants :

1. Fonds de la CEQ/CSQ
2. Fonds Yvon Charbonneau
3. Fédération des professionnelles et professionnels de l'éducation du Québec (FPPE)
4. Fédération des syndicats de l'enseignement (FSE)
5. Fédération du personnel de l'enseignement privé (FPEP)
6. Fédération du personnel de soutien scolaire (FPSS)
7. Fédération des enseignantes et enseignants du Cégep (FEC)
8. Fédération du personnel professionnel des collèges (FPPC)
9. Fédération du personnel de soutien de l'enseignement supérieur (FPSES)
10. Fédération des syndicats de la santé et des services sociaux (F4S)
11. Fédération de la santé du Québec (FSQ)
12. Fédération des intervenantes en petite enfance du Québec (FIPEQ)
13. Fédération des syndicats de l'action collective (FSAC)

Chacune des fédérations conserve ses propres archives.

Contact : Pour plus de détails sur le contenu des fonds ou pour prévoir une session de consultation, vous pouvez contacter le centre de documentation de la CSQ par téléphone ((418)-649-8888) ou par courriel (gagnon.francois@csq.qc.net). Puisque les fonds d'archives de la CSQ sont des fonds ouverts, il faut prévoir l'approbation d'une requête officielle de même qu'une consultation avec restriction, considérant les données privées contenues dans les fonds.

CONGRES DU TRAVAIL DU CANADA (CTC-CLC)

Le Congrès du travail du Canada (CTC) possède un centre de documentation et d'archives. La plupart des fonds conservés sont ouverts et concernent les années 2003 à maintenant. Pour ce qui est des archives plus anciennes, elles ont été déposées à Bibliothèque et archives Canada au fil des années. La fiche se trouve ici dans le présent inventaire. De plus, une mauvaise gestion des archives de 1990 à 2003 explique la disparition de nombreux documents.

Aussi, le centre de documentation du CTC possède une collection de photographies qui sont majoritairement accessible en format numérique à cet URL : http://archives.clc-ctc.ca/.

Enfin, il est nécessaire de souligner que contrairement aux autres provinces, le Québec ne possède pas de bureau provincial du Congrès du travail du Canada ; la Fédération des travailleurs du Québec (FTQ) jouant ce rôle auprès des travailleurs.

Contact : Pour plus de détails sur les documents iconographiques et sur les autorisations d'utilisation et de diffusion, de même que sur la démarche à effectuer pour consulter les archives, vous pouvez contacter le centre documentation par téléphone ou encore par courriel auprès de Ghislaine Prince (gprince@clc-ctc.ca)

FEDERATION DES TRAVAILLEURS ET TRAVAILLEUSES DU QUEBEC (FTQ)

Fonds Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec

Dates : 1916-2004

Genre de documents : Documents textuels, des cassettes et bandes audio, des cassettes vidéo, des photos et affiches.

Portée et contenu :
Le fonds témoigne des trois principales instances décisionnelles de la FTQ, des activités de ses services et comités ainsi que de la gestion humaine, matérielle et financière de l'organisme. Il consiste en 70 ml environ. Il contient des documents de 1916 à 2004. Les documents antérieurs à 1950 sont rares. Il existe toutefois une pièce datant de 1916: le premier numéro du Monde ouvrier, organe officiel de la centrale syndicale. La FTQ est présente sur tout le territoire du Québec avec ses bureaux régionaux qui oeuvrent en collaboration avec les Conseils du travail en région; les congrès en témoignent, qui réunissent les représentants régionaux au niveau national.

Le fonds comprend 8 séries et 18 sous-séries, les plus représentatives étant la série *Administration* et la série *Communications et Relations publiques* et les sous-séries *Service de l'information* et *Service de l'éducation*.

Les principaux types de documents sont des procès-verbaux originaux et copies, des rapports de comités et rapports financiers, des listes d'effectifs, des spicilèges, des communiqués de presse, des imprimés, dont le journal Le Monde Ouvrier, des cours, des rapports et de la correspondance.

Le fonds comprend les séries suivantes:
1. Administration
3. Gestion des ressources
5. Finances
6. Services aux membres
7. Communications
8. Relations extérieures

Cote assignée par le centre d'archives : F1

Histoire administrative / notice biographique :
La Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec (FTQ) est créée le 16 février 1957 à Québec lors de la fusion de la Fédération des unions industrielles du Québec (FUIQ) avec la Fédération provinciale du travail du Québec (FPTQ). La FTQ acquiert en 1993 une autonomie d'action au Congrès du travail du Canada (CTC) à l'échelle du Québec. Déjà, à la fin du XIXe siècle, le Conseil des métiers et du travail de Montréal est fondé de même que le Congrès des métiers et du travail du Canada, aujourd'hui le CTC. Quelques années plus tard, le Comité exécutif provincial du Québec est créé, qui a pour but de représenter les syndiqués auprès du gouvernement québécois. Depuis sa fondation, les présidents et secrétaires généraux de la FTQ ont été: Roger Provost et Roméo Girard, Louis Laberge et Fernand Daoust, Fernand Daoust et Clément Godbout, Clément Godbout et Henri Massé, Henri Massé et René Roy.

La FTQ représente les syndiqués au sein de leur profession (plus de la moitié des syndiqués au

Québec), soutient des luttes engagées (organisation de la solidarité et coordination de conflits au plan national: mineurs de Murdochville, grève des postiers, fronts communs avec d'autres syndicats) et donne accès à des services spécialisés: en éducation, en santé et sécurité, en information, en condition féminine, en recherche, en francisation. La Fédération a donc pour mandat de promouvoir les intérêts professionnels des syndiqués et aussi elle veille à leurs intérêts au plan social, économique et culturel. En 1983, la FTQ crée le Fonds de solidarité des travailleurs du Québec, une première dans le mouvement syndical nord-américain. La FTQ s'implique aussi au niveau politique (référendum, élections); son orientation relève de la social-démocratie. Au plan administratif, le Congrès de la FTQ se réunit aux trois ans, le Conseil général trois à cinq fois par année et le Bureau une ou plusieurs fois par mois.

Les documents réunis dans ce fonds témoignent de l'évolution de la FTQ dans le monde de la syndicalisation au Québec dans la deuxième moitié du XXe siècle et du soutien apporté aux travailleurs affiliés des différents secteurs professionnels dans le domaine privé autant que dans le domaine public.

Historique de la conservation :
Le service des archives de l'UQAM a reçu de la FTQ environ 45 boîtes de documents non traités le 8 août 1988. Un répertoire des documents conservés est disponible à l'UQAM et au centre de documentation de la FTQ.

Nom du centre d'archives :
Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec – Centre de documentation

Notes :
Un instrument de recherche du fonds est disponible au CHAT (version numérique et imprimée) de même qu'auprès du personnel du centre de documentation de la FTQ.

À la FTQ, les archives iconographiques sont conservées à la Phototèque. La majorité des documents ont été numérisés et on retrouve près de 11 000 photos dans le programme d'organisation des images. Il est nécessaire de s'adresser à Isabelle Gareau, responsable des communications, pour avoir davantages d'informations sur la Phototèque et son contenu.

De plus, d'autres documents qui ne sont pas listés dans le détail du fonds institutionnel sont entreposés dans le centre de documentation. Ils portent généralement sur des conflits de travail importants ayant impliqués des syndicats de la FTQ.

ASSOCIATION INTERNATIONALE DES MACHINISTES ET DES TRAVAILLEURS ET TRAVAILLEUSES DE L'AEROSPATIALE (AIMTA) – SECTION LOCALE 712

Les archives du syndicat de l'Association internationale des machinistes et des travailleurs et travailleuses de l'aérospatiale – section 712 sont conservées directement au siège du syndicat.

Pour célébrer le 75e anniversaire de la section locale ainsi que le 125e anniversaire de la présence du syndicat des machinistes au Canada, beaucoup de travail dans les archives a été effectué, notamment en ce qui concerne la numérisation des documents. Un aperçu des archives des machinistes peut d'ailleurs être consulté sur leur site internet.

Les archives sont en voie d'être traitées en totalité.

Notes : la section locale 560 ne possède pas d'archives.

Contact : Pour consulter les archives ou pour avoir davantage de détails sur leur contenu, vous devez contacter la section locale 712 pour obtenir une autorisation officielle.

ASSOCIATION INTERNATIONALE DES DEBARDEURS (AID) - SYNDICAT DES DEBARDEURS DE MONTREAL – SCFP SECTION LOCALE 375

Les archives du syndicat des débardeurs de Montréal ont été traitées et sont accessibles dans les bureaux du syndicat.

Les documents conservés ont été organisés en 14 sections :
A. Histoire & patrimoine syndical
B. Organisation syndicale
C. Organismes internes
D. Comptabilité
E. Affiliations
F. Membres
G. Relations syndicales
H. Relations de travail
I. Mobilisation
J. Santé et sécurité au travail
K. Gestion documentaire et archives
L. Études, rapports et mémoires
M. Correspondances
N. Dossiers thématiques

Contact : Pour consulter les archives ou pour avoir davantage de détails sur leur contenu, vous pouvez contacter directement le syndicat pour effectuer une demande officielle.

SYNDICAT DES TRAVAILLEURS ET TRAVAILLEUSES DES POSTES (STTP)

Les archives du syndicat sont conservées dans un local au sein même du bureau syndical à Ottawa. On y retrouve toutes les archives produites par ce syndicat et ceux qu'il a assimilés (notamment les facteurs et les autres corps de métier reliés à la poste qui ont intégré le STTP). Les documents permettent de retracer l'histoire du STTP depuis les années 1900. Par ailleurs, quantité, si ce n'est pas tout, de documents sont numérisés.

Le centre de documentation du STTP contient :

- Regular national newspaper dating from 1958
- Reports, briefs and submissions concerning the privatization and deregulation of postal services.
- Negotiations backgrounders covering a variety of issues that were subject to collective bargaining dating from 1981
- Bulletins to membership and press releases
- Conciliation Board briefs and reports
- Health and safety data including incidence of injuries
- Pamphlets from a variety of union campaigns on postal services, staffing, health and safety etc.
- Collective agreements and Union constitutions from 1966
- Briefs and reports associated with Mandate reviews of Canada Post
- Briefs and submissions to parliamentary committees, Royal Commissions
- Several books written about CUPW and the Canadian postal service.
- Historic data on the participation of women in CUPW and as employees of Canada Post.
- Union publications and media reports of all of the strikes and industrial disputes involving CUPW
- Studies on international postal services including postal banking
- Data on usage and cost of health benefits
- Studies examining the impact of the use of naturopaths to address back pain and stress
- Survey of the impact of the mass layoff of admail workers in 1997
- Verbatim transcripts of National Conventions from 1970 to 2007.
- Reports of National Officers to National Conventions
- Reports, submissions and arbitral decisions concerning technological changes
- Reports and research papers concerning postal services and the environment

Contact : Pour consulter les archives ou pour avoir davantage de détails sur leur contenu, vous pouvez contacter directement le syndicat pour effectuer une demande officielle. Le responsable des archives est Geoff Bickerton.

SYNDICAT DES TRAVAILLEURS ET TRAVAILLEUSES DES POSTES – SECTION LOCALE MONTREAL (STTP-MTL)

Les archives du Syndicat des travailleurs et travailleuses des postes – section locale de Montréal sont conservées directement au sein du syndicat.

On retrouve des procès-verbaux, des documents iconographiques en grand nombre, des journaux destinés aux membres ainsi que bon nombre de circulaires.

Quelques documents datent de 1965, année de la fondation de la section locale montréalaise.

Contact : Pour consulter les archives ou pour avoir davantage de détails sur leur contenu, vous pouvez contacter directement le syndicat pour effectuer une demande officielle. Le responsable des archives est Michel Duguay.

FEDERATION INTERPROFESSIONNELLE DE LA SANTE (FIQ)

Le centre de documentation de la Fédération interprofessionnelle de la santé (FIQ) conserve les archives des anciennes associations syndicales ayant fusionné pour devenir la FIQ. Les archives ont été organisées en **6 fonds distincts** :

Fonds de la Fédération des infirmières et infirmiers unis (FIIU)
La FIIU, fondée en 1967, a été fusionnée avec la FQII et la FSPIIQ le 2 décembre 1987 pour former la FIIQ. Ce fonds couvre les années d'existence de la FIIU, 1967-1987, et est constitué de 15 boîtes .

Fonds de la Fédération québécoise des infirmières et des infirmiers (FQII)
La FQII, fondée en 1975, a été fusionnée avec la FIIU et la FSPIIQ le 2 décembre 1987 pour former la FIIQ. Ce fonds couvre les années d'existence de la FQII, 1975-1987, et est constitué de 20 boîtes .

Fonds de la Fédération des syndicats professionnels d'infirmières et d'infirmiers du Québec (FSPIIQ)
La FSPIIQ, fondée en 1949, a été fusionnée avec la FIIU et la FQII le 2 décembre 1987 pour former la FIIQ. Ce fonds couvre les années d'existence de la FSPIIQ, 1949-1987, et est constitué de 42 boîtes. Il est conservé au bureau de Québec de la FIQ.

Fonds des infirmières auxiliaires au Québec (APIAQ et AFIAQ)
Ce fonds rassemble les archives des associations des infirmières auxiliaires du Québec, soit l'APIAQ et l'AFIAQ. Ces deux associations ont été intégrées à la FIQ en 2006, suite à la loi 30. Le fonds est constitué de 3 boîtes.

Fonds de l'Association des inhalothérapeutes du Québec
Ce fonds rassemble les archives de l'association des inhalothérapeutes du Québec. Cette association a été intégrée à la FIQ en 2006, suite à la loi 30. Le fonds est constitué de 8 boîtes.

Fonds de la Fédération interprofessionnelle de la santé du Québec (FIQ)
Ce fonds est celui du la FIQ. Il rassemble aussi les archives de la FIIQ, car le changement de nom de la fédération en 2006 n'a pas affecté la constitution de l'organisme. Le fonds d'archives est ouvert.

Contact : Pour consulter les archives, il est nécessaire d'entrer en contact avec Martine Dubé (mdube@fiqsante.qc.ca) du Centre de documentation de la FIQ.

FEDERATION AUTONOME DE L'ENSEIGNEMENT (FAE)

Le syndicat possède un centre d'archives et de documents où il est possible pour le chercheur de consulter de nombreuses archives.

Le centre de documentation de la FAE conserve dans ses archives tous les procès-verbaux de toutes les instances. Ces documents informent sur l'évolution historique de la Fédération, de même que sur les processus démocratiques.

Contact : Pour consulter les archives ou pour avoir accès à l'inventaire complet du centre de documentation et d'archives de la FAE, une requête doit être transmise à la direction. La demande peut être acheminée à la responsable des demandes (mc.laforce@lafae.qc.ca).

ALLIANCE DES PROFESSEURES ET DES PROFESSEURS DE MONTREAL (APPM)

Le syndicat possède un centre d'archives et de documents où il est possible pour le chercheur de consulter de nombreuses archives.

Un premier versement de leurs archives a été effectué au service des archives de l'Université Laval en 1976. Le fonds a ensuite été transféré au centre de Montréal de Bibliothèque et Archives nationales du Québec et la fiche concernant ce fonds se trouve ici dans cet inventaire. Depuis 1976, aucun autre dépôt d'archives n'a été effectué. Il faut donc effectuer la consultation des documents à l'Alliance directement.

Contact : Pour consulter les archives ou pour avoir accès à l'inventaire complet du centre de documentation et d'archives de l'APPM, une requête doit être transmise au centre de documentation. La demande peut être acheminée à la responsable des demandes, Jessica Schmitz ou en commiquant avec le syndicat directement par téléphone.

ALLIANCE DE LA FONCTION PUBLIQUE DU CANADA (AFPC-PSAC)

L'Alliance de la fonction publique du Canada possède un vaste centre de documentation et d'archives où sont conservés de nombreux dossiers et fonds :

- Acts and Legislation
- Administration / Organization
- Area Concils : biographies, PSAC Material : *Dont les conciles québécois : Québec, Montréal, Sherbrooke, Trois-Rivières et Saguenay Lac-St-Jean*
- CR strike 1980
- Certifications / Cessation
- Cellective Agreements
- Colloective Bargaining (Negotiations)
- Committees
- Constitutions
- Conventions
- Custodial Records : Environmental Working Group, Ottawa-Hull Area Council
- Dailies / Flimsies
- Education – Language Training Group Strike 1988
- Employment Practices
- Environmental Working Group : *on retrouve dans ce dossier de nombreux documents traitant des problèmes de santé touchant les employés fédéraux travaillant aux Terrasses de la Chaudière ainsi que les documents portant sur la santé des travailleurs de l'amiante à Asbestos.*
- FSNA
- Films
- Founders Day Booklet
- Grievance and Adjudication
- Group Insurance Plans
- Legislative Office
- Managerial and Confidential Exclusions
- National Board of Directors : Minutes, Photos Posters and Tapes
- Organizing Activities
- Ottawa-Hull Area Council
- Photos
- Policy Papers / Resolutions of Record
- Postal Strike (UPCE) 1988
- Public Relations
- Publications
    - PSAC Weekly News / Nouvelles de la semaine : 1967-1986
    - Press Releases : 1967-maintenant
    - Civil Service Review et The Review : depuis 5/1928 (vol.1, no. 1)
    - Canadian Civil Servant : 1949 (vol.29) – 1958 (vol.36)
    - Civil Service News : 1927-1958
    - Civilian : 1914, 1917-1919
    - Organizer : 1921-1949
    - Railway Mail-Clerk : 1936-1958

- Rules of Order - Strikes - Tapes
Contact : Pour consulter les archives ou pour avoir plus de détails sur ces fonds, vous pouvez contacter Cynthia Summers (SummerC@psac-afpc.com) ou le Centre de documentation de l'AFPC par téléphone.

FRATERNITE DES POLICIERS ET POLICIERES DE MONTREAL (FPPM)

Le syndicat possède un centre d'archives et de documents ouvert à la consultation pour les chercheurs, conditionnellement à l'approbation d'une requête en bonne et due forme.

L'instrument de recherche n'est accessible qu'en communiquant avec l'archiviste.

Contact : Pour consulter les archives ou pour avoir plus de détails sur l'inventaire du centre de documentation, vous pouvez contacter la Fraternité.

SYNDICAT DE LA FONCTION PUBLIQUE ET PARAPUBLIQUE DU QUEBEC (SFPQ)

Le syndicat possède un centre d'archives et de documents où il est possible pour le chercheur de consulter de nombreuses archives.

Le centre de documentation du SFPQ conserve dans ses archives :

- Toutes les publications du SFPQ (journaux, conventions collectives, mémoires, etc.)
- Tous les procès-verbaux et les rapports annexés de ses instances (Congrès, Conseil syndical, exécutif, etc.) depuis 1965
- Les décisions, avis juridiques et ententes hors cour reliés aux dossiers de recours.

Contact : Pour consulter les archives ou pour avoir plus de détails sur l'inventaire du centre de documentation, il est essentiel de communiquer avec le centre de documentation du SFPQ (418-623-2424).

SYNDICAT DES PROFESSIONNELLES ET PROFESSIONNELS DU GOUVERNEMENT DU QUEBEC (SPGQ)

Le syndicat possède un centre d'archives et de documents ouvert à la consultation pour les chercheurs.

Toutefois, l'instrument de recherche n'est plus à jour et le SPGQ travaille actuellement à l'actualiser.

Contact : Pour consulter les archives ou pour avoir plus de détails sur l'inventaire du centre de documentation, vous pouvez contacter Guylaine Sénéchal (gsenechal@spgq.qc.ca) ou le Centre de documentation par téléphone.